

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3380

[C — 2011/27223]

**29 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française, à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, particulièrement ses articles 3, 6° et 7°;

Vu le décret du 3 avril 2009 habilitant le Gouvernement à codifier la législation relative à l'aide aux personnes et à la santé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2010;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 16 décembre 2010;

Vu l'avis 49.337/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 avril 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, donné le 12 janvier 2011;

Considérant l'avis du Conseil d'administration du Centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers », donné le 13 janvier 2011;

Considérant l'avis A.1020 du CESRW, donné le 24 janvier 2011;

Considérant l'avis du Conseil d'administration de l'OIP « Le Chêne aux Haies », donné le 26 janvier 2011;

Considérant que l'article 2 du décret précité du 3 avril 2009 prévoit que :

« § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à codifier toutes les dispositions législatives relatives à la politique de santé et à l'aide aux personnes, visées à l'article 3, 6° et 7°, du décret II du 22 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française, à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, ainsi que les modifications expresses ou implicites que ces dispositions auront subies au moment de leur codification.

§ 2. A cette fin, il peut, sans apporter de modifications de fond aux législations à codifier :

- 1° modifier la forme, notamment la syntaxe et la terminologie, la présentation, l'ordre et la numérotation des dispositions à codifier;
- 2° modifier la numérotation, l'ordre et les intitulés des parties, livres, chapitres, sections et sous-sections sous lesquels les dispositions à codifier sont rangées et créer si nécessaire de nouvelles divisions;
- 3° scinder une disposition à codifier afin de répartir son contenu dans deux ou plusieurs articles;
- 4° reproduire partiellement ou totalement une disposition à codifier dans deux ou plusieurs articles;
- 5° mettre les références contenues dans les dispositions à codifier en concordance avec la numérotation nouvelle et avec la réglementation en vigueur;
- 6° adapter les dispositions à codifier afin de viser expressément la Région wallonne lorsque celle-ci doit se substituer à l'Etat ou à la Communauté française »;

Sur proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Code wallon de l'action sociale et de la santé est établi conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. Aux termes du présent arrêté, sont codifiées dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les dispositions normatives suivantes avec les modifications qu'elles ont subies :

1. loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des personnes handicapées;
2. arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;
3. décret du 30 juin 1982 relatif aux centres de services communs;
4. décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;
5. décret du 19 juillet 1993 (Communauté française) relatif à la liquidation régulière des subsides et subventions directs et indirects;
6. décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;
7. décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

8. décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;
9. décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;
10. décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale – Chapitre VI – dispositions relatives à la politique de l'action sociale (article 16);
11. décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;
12. décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;
13. décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins;
14. décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;
15. décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé;
16. décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;
17. décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services « Espaces – Rencontres »;
18. décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinées au public;
19. décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;
20. décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées;
21. décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées;
22. décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions;
23. décret du 3 avril 2009 portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution (articles 2 et 3);
24. décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées;
25. décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément des centres de coordination des soins et de l'aide à domicile en vue de l'octroi de subventions;
26. décret du 30 avril 2009 relatif aux Centres hospitaliers psychiatriques de la Région wallonne;
27. décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;
28. décret du 30 avril 2009 relatif à l'intervention de la Région wallonne dans l'achat d'un appareil de télé-assistance par une personne âgée ou handicapée;
29. décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations;
30. décret du 20 novembre 2008 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire;
31. décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, de budget et de formation dans les matières visées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à la date fixée par le décret qui en porte confirmation, conformément à l'article 4 du décret du 3 avril 2009 habilitant le Gouvernement à codifier la législation relative à l'aide aux personnes et à la santé.

Art. 4. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Code wallon de l'action sociale et de la santé

PREMIERE PARTIE. — DISPOSITIONS ORGANIQUES

Livre I^{er}. — Conseil wallon de l'action sociale et de la santé

TITRE I^{er}. — Définitions et disposition générale

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au sens du présent livre, on entend par :

- 1° "Administration" : les services de la Région wallonne compétents dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1° et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- 2° "organisme public" : les organismes d'intérêt public compétents dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1° et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- 3° "avis particulier" : avis rendu par une commission permanente dans le cadre de sa mission d'expertise telle que visée par ou en vertu du présent livre;
- 4° "avis général" : avis donné par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé et avis donné par les commissions permanentes dans le cadre de leur mission générale;
- 5° "commission permanente" : les commissions permanentes organisées par le chapitre 3 du titre 4 du présent livre.

§ 2. Le présent livre règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Les dispositions contenues dans le présent livre sont applicables aux organismes suivants :

- Conseil wallon de l'action sociale et de la santé;
- Commission wallonne de la santé;
- Commission wallonne de la famille;
- Commission wallonne de l'action sociale;
- Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;
- Commission wallonne des personnes handicapées;
- Commission wallonne des aînés;
- Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé.

Art. 3. Les règles suivantes sont applicables aux organismes visés à l'article 2 :

- 1° pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Lorsque le membre est, en vertu des dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme, désigné en raison d'une fonction spécifique qu'il assume ou d'un titre qu'il porte, il peut être dérogé à cette règle;
- 2° un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace;
- 3° les membres suppléants disposent des mêmes documents afférents aux réunions de l'organisme que les membres effectifs. Ces documents sont transmis aux membres suppléants concomitamment à leur transmission aux membres effectifs;
- 4° un membre ne peut siéger avec voix délibérative en tant que représentant du Gouvernement;
- 5° les membres du Gouvernement, ou leurs délégués, peuvent assister avec voix consultative aux réunions lorsqu'une question relevant de leur compétence est soumise à l'avis des organismes;
- 6° lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme fixé, le remplaçant achève la durée du mandat restant à courir;
- 7° le renouvellement du mandat des membres au sein de l'organisme se fait intégralement;
- 8° la durée du mandat des membres est fixée à cinq ans;
- 9° nul ne peut être désigné comme membre s'il est membre de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen ou d'un des parlements régionaux et communautaires. Cette règle n'est pas applicable aux personnes qui sont désignées au sein de l'organisme en raison de leur qualité d'élu ou de représentant des pouvoirs locaux lorsque cette qualité est expressément prévue par les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme;
- 10° l'organisme donne son avis dans les trente-cinq jours, à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet. Ce délai peut être ramené à dix jours ou, si la demande est particulièrement importante ou complexe, être prolongé par le Gouvernement. A défaut d'avis dans le délai imparti, il est passé outre;
- 11° il est interdit à tout membre de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel. N'est pas considéré comme intérêt personnel ou indirect le fait de représenter les intérêts de l'entité qui a proposé ou désigné le membre au sein de l'organisme;
- 12° nul ne peut être désigné comme membre s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède.

Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède;

- 13° outre ce qui est prévu par les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme, est réputé démissionnaire, sur décision de l'organisme, le membre :
- qui a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;
 - qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;
 - qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;
 - qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;
- 14° à défaut d'autres règles prévues expressément dans les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme :
- le quorum de présence est fixé à la moitié des membres;
 - le quorum de vote est fixé à la majorité des membres présents;
- 15° lorsque le quorum de présence n'est pas rencontré, une nouvelle réunion peut être convoquée, sous un bref délai, et au moins 24 heures après la réunion où le quorum n'a pu être atteint, afin de délibérer sur le même ordre du jour. En cas d'urgence dûment motivée, ce délai peut être réduit. Lors d'une reconvoque, il peut être délibéré valablement quel que soit le nombre des présents;
- 16° les membres bénéficient en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique;
- 17° en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, l'avis de l'organisme peut être remis selon une procédure écrite entre les membres;
- 18° par organisme ou pour un ensemble d'organismes, un rapport d'activités annuel, consultable sur un site Internet, est réalisé et transmis concomitamment au Gouvernement et au Parlement wallons au plus tard pour la fin du mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte;
- 19° chaque organisme élabore un règlement d'ordre intérieur et le soumet, de même que ses éventuelles modifications ultérieures, à l'approbation du Gouvernement. Le règlement d'ordre intérieur traite notamment des points suivants, sauf si ces points font l'objet de dispositions légales ou réglementaires spécifiques :
- le nombre minimal de réunions annuelles;
 - l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;
 - le mode de transmission des documents aux membres effectifs et suppléants;
 - la procédure de convocation de réunions;
 - les conditions de recours ainsi que les modalités de mise en oeuvre de la procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées;
 - le cas échéant, les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget de l'organisme;
 - les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;
 - le cas échéant, le siège et le lieu des réunions de l'organisme;
 - les modalités de consultation du rapport annuel;
 - le caractère public ou non des réunions de l'organisme;
- 20° dans l'exercice de leurs missions, les organismes peuvent faire appel à des experts extérieurs.

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé un Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

§ 2. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé compte six commissions permanentes :

- la Commission wallonne de la santé;
- la Commission wallonne de la famille;
- la Commission wallonne de l'action sociale;
- la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;
- la Commission wallonne des personnes handicapées;
- la Commission wallonne des aînés.

TITRE II. — Missions

Art. 5. La fonction consultative relative aux matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est exercée par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé selon les modalités déterminées par ou en vertu du présent livre.

Dans le cadre de cette fonction, le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé a pour missions :

- 1° de suivre et de confronter l'état actuel et les développements de la politique d'action sociale et de la santé menée par le Gouvernement wallon avec les besoins de notre société dans ces domaines;
- 2° d'évaluer, de manière qualitative et quantitative et dans une perspective de satisfaction des bénéficiaires, l'éventail de structures œuvrant sur le plan de la politique d'action sociale et de la santé et de formuler des propositions pour leur développement ultérieur;
- 3° d'assister le Gouvernement de ses avis sur les questions de la politique d'action sociale et de la santé;

4° de remettre un rapport global des plaintes qui concernent la politique de l'action sociale et de la santé, et ce sans préjudice de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, et, le cas échéant, de formuler des recommandations;

5° d'organiser les travaux des commissions visées au chapitre 3 du titre 4 du présent livre.

Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé exerce ses missions en partenariat avec les commissions permanentes.

Le Gouvernement spécifie, le cas échéant, les missions énumérées au deuxième alinéa.

Art. 6. § 1^{er}. L'avis du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé peut être sollicité en ce qui concerne les projets de décrets ou d'arrêtés du Gouvernement relatifs aux matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé peut, dans le cadre de ses missions, rendre des avis d'initiative.

Le Conseil prévient le Gouvernement de son intention de rendre un avis d'initiative.

TITRE III. — Composition

Art. 7. § 1^{er}. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé est composé de trente membres effectifs et de trente membres suppléants, dont un président et deux vice-présidents. Les membres effectifs émanent des commissions permanentes selon la répartition suivante :

- cinq membres de la Commission wallonne de la santé choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne de la famille choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne de l'action sociale choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne des personnes handicapées choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne des aînés choisis en son sein, dont le président.

Le membre suppléant d'un membre effectif émane de la même commission permanente que ce dernier.

Une représentation minimum, d'au moins six membres, des bénéficiaires des services et institutions ainsi que des organisations représentatives des travailleurs des secteurs est assurée au sein du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

§ 2. Participent également aux réunions du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, avec voix consultative, quatre membres désignés par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les membres du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé dans les trois mois de l'installation des commissions permanentes, sur la proposition de celles-ci en ce qui concerne les membres du Conseil autres que les présidents des commissions permanentes. Les membres du Conseil sont désignés pour le même terme que celui pour lequel ils sont désignés en qualité de membres de la commission permanente dont ils font partie.

Le Gouvernement désigne, parmi les membres autres que les présidents des commissions permanentes, le président et les vice-présidents du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

§ 2. La désignation des membres suppléants s'effectue de la même manière que celle pour les membres effectifs.

§ 3. Un membre effectif ou suppléant est réputé démissionnaire le jour où il cesse d'être membre de la commission permanente qui l'a proposé.

TITRE IV. — Fonctionnement

CHAPITRE I^{er}. — Principes généraux

Art. 9. § 1^{er}. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé est convoqué par le président ou, lorsqu'il est empêché, par un des vice-présidents.

A la demande d'un tiers des membres, le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé est également convoqué par le président.

§ 2. L'ordre du jour et les documents utiles sont transmis aux membres effectifs et aux membres suppléants.

Art. 10. § 1^{er}. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé établit, dans les six mois de sa composition effective, un règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

§ 2. Des fonctionnaires de l'Administration ou des organismes publics ainsi qu'un représentant du secrétariat du Conseil économique et social de la Région wallonne peuvent assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

Art. 11. Outre les indemnités pour frais de déplacement prévues à l'article 3, 16°, le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments des membres.

CHAPITRE II. — Bureau

Art. 12. § 1^{er}. Il est créé au sein du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé un bureau qui se compose du président, des vice-présidents du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, des présidents des commissions permanentes et d'un ou plusieurs membres du secrétariat.

§ 2. Toutes les demandes d'avis émanant du Gouvernement sont adressées au secrétariat.

En ce qui concerne les demandes d'avis généraux, le bureau est chargé d'organiser, de préparer les travaux et d'exécuter les décisions du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé et des commissions permanentes.

En ce qui concerne les demandes d'avis particuliers, le secrétariat les adresse directement au président de la Commission permanente compétente pour traiter le dossier.

§ 3. Le fonctionnement du bureau est réglé par le règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE III. — *Commissions permanentes*Section 1^{re}. — Dispositions communes

Art. 13. § 1^{er}. La nomination des membres des différentes commissions permanentes intervient dans le respect des conditions suivantes :

- 1° les membres des commissions permanentes ont une expérience d'au moins cinq ans dans au moins une des matières relevant de la compétence de la commission permanente au sein de laquelle ils sont nommés ou sont actifs notamment dans des fédérations, associations, institutions ou services dans le cadre des matières attribuées à la commission permanente au sein de laquelle ils sont nommés;
- 2° pour préserver l'équilibre des secteurs représentés au sein d'une commission, les membres sont répartis en fonction des différentes matières traitées au sein de chaque commission permanente;
- 3° une représentation spécifique des bénéficiaires des services et institutions ainsi que des organisations représentatives des travailleurs des secteurs est assurée au sein de chaque commission en fonction des compétences qui sont attribuées à celle-ci.

Le Gouvernement peut, pour chaque commission permanente, déterminer l'application des critères énumérés à l'alinéa précédent.

§ 2. Les membres sont désignés par le Gouvernement pour un terme de cinq ans sur la base d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge*. Le Gouvernement désigne, parmi ces membres, le président et les vice-présidents de chaque commission permanente.

La désignation des membres suppléants s'effectue de la même manière que celle des membres effectifs.

Sans préjudice des règles prévues à l'article 3, 14°, selon une procédure organisée par le règlement d'ordre intérieur de chaque commission permanente, il est mis fin d'office au mandat d'un membre d'une commission permanente lorsque l'intéressé cesse de représenter l'autorité ou l'association qui a proposé sa candidature ou perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné.

Art. 14. Les commissions permanentes sont convoquées par leurs présidents respectifs ou, lorsqu'ils sont empêchés, par un de leurs vice-présidents.

A la demande d'un tiers des membres, les commissions permanentes sont convoquées par leur président respectif.

Art. 15. Le règlement d'ordre intérieur visé élaboré en vertu du présent livre est soumis à l'approbation du Gouvernement, après avis du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

Art. 16. Des fonctionnaires de l'Administration ou des organismes publics peuvent assister en qualité d'observateur aux réunions des commissions permanentes.

Art. 17. § 1^{er}. Les commissions permanentes peuvent créer des groupes de travail pour la préparation d'un avis déterminé.

Ces groupes de travail ont une mission restreinte définie par la commission permanente.

Après accomplissement de sa mission, le groupe de travail est dissout par la commission permanente.

§ 2. Les avis généraux des commissions permanentes sont transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé par le président de la commission permanente, ou, lorsque celui-ci est empêché, par un des vice-présidents.

§ 3. Les avis particuliers des commissions permanentes sont transmis au Gouvernement et, pour information, au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé par le président de la commission permanente, ou, lorsque celui-ci est empêché, par un des vice-présidents, dans les délais prévus par l'article 3, 10°.

§ 4. Chaque commission permanente peut, dans le cadre de ses missions, rendre des avis d'initiative qu'elle transmet au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

Ce dernier est tenu de rapporter au Gouvernement l'avis d'initiative, éventuellement complété par son propre avis.

Art. 18. Outre les indemnités pour frais de déplacement prévues à l'article 3, 16°, le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments des membres.

Section 2. — Commission wallonne de la santé

Sous-section 1^{re}. — Missions

Art. 19. La Commission wallonne de la santé a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

- 1° une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 5, 1° à 4°, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;
- 2° une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, il s'agit notamment de remettre un avis technique en ce qui concerne l'application du Chapitre 1^{er} du Titre 1^{er} du Livre V de la deuxième partie du présent code :

- a) sur des projets de normes complémentaires visées à l'article 412 du présent Code;
- b) sur toute demande d'inscription dans la programmation émanant des établissements de soins;
- c) sur les propositions d'agrément ou d'agrément spécial, de prorogation d'agrément ou d'agrément spécial d'un établissement de soins ainsi que préalablement à toute décision de retrait ou de refus d'agrément ou d'agrément spécial d'un établissement de soins, à l'exception des agréments des établissements et services visant l'article 170, § 1^{er}, de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008;
- d) sur toute demande d'agrément de groupement, d'association ou de fusion d'hôpitaux;
- e) avant toute décision d'autorisation d'un appareillage médical;
- f) à la demande du Gouvernement, un avis relatif à la subsidiation des infrastructures;

- g) à la demande du Gouvernement, un avis sur les propositions d'agrément provisoire ou d'agrément spécial provisoire.

Sous-section 2. — Composition

Art. 20. § 1^{er}. La Commission wallonne de la santé est composée de vingt-cinq membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

§ 2. Des groupes de travail ad hoc peuvent être créés au sein de la Commission wallonne de la santé pour préparer le travail de cette commission en ce qui concerne sa mission d'expertise.

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission wallonne de la santé précise les groupes de travail créés ainsi que leurs modalités de fonctionnement.

La Commission wallonne de la santé crée en tout cas un groupe de travail "établissements de soins".

§ 3. Le Gouvernement désigne parmi les membres de la Commission wallonne de la santé, instaurée par le décret portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, ceux qui seront appelés à faire partie du Conseil national des Etablissements hospitaliers.

Section 3. — Commission wallonne de la famille

Sous-section 1^{re}. — Missions

Art. 21. La Commission wallonne de la famille a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

- 1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 5, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;
- 2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sous-section 2. — Composition

Art. 22. La Commission wallonne de la famille est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Section 4. — Commission wallonne de l'action sociale

Sous-section 1^{re}. — Mission

Art. 23. La Commission wallonne de l'action sociale a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

- 1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 5, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;
- 2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sous-section 2. — Composition

Art. 24. La Commission wallonne de l'action sociale est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Section 5. — Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Sous-section 1^{re}. — Missions

Art. 25. La Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

- 1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 5, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;
- 2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sous-section 2. — Composition

Art. 26. La Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Section 6. — Commission wallonne des personnes handicapées

Sous-section 1^{re}. — Missions

Art. 27. La Commission wallonne des personnes handicapées a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

- 1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 5, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;
- 2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sous-section 2. — Composition

Art. 28. La Commission wallonne des personnes handicapées est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Section 7. — Commission wallonne des aînés

Sous-section 1^{re}. — Missions

Art. 29. La Commission wallonne des aînés a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 5° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

- 1° une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 5, 1° à 4°, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;
- 2° une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, il s'agit notamment de remettre un avis technique sur l'application du titre 1^{er} du livre 5 du présent Code :

1. la programmation des établissements pour personnes âgées visée à aux articles 345 à 347 du présent Code;
2. les accords de principe visés à l'article 348 du présent Code;
3. toute décision de refus, retrait ou suspension d'un agrément, préalablement à ces décisions.

Sous-section 2. — Composition

Art. 30. La Commission wallonne des aînés est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

CHAPITRE IV. — *Recours et Commission d'avis sur les recours*Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 31. Sans préjudice de la législation sur les hôpitaux, un recours peut être introduit auprès du Gouvernement contre une décision en matière d'action sociale ou de santé prise et formellement notifiée par le Gouvernement ou une autre instance compétente.

Le recours a un effet suspensif sauf dans les cas suivants :

- 1° lorsque le Gouvernement décide, dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, d'urgence la fermeture d'un établissement ou d'un service si :
 - un manquement aux règles fixées par ou en vertu d'un décret porte gravement atteinte aux droits, à la sécurité ou à la santé des hébergés;
 - des motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité le justifient;
- 2° lorsque la décision est justifiée par l'application d'une programmation.

Art. 32. Il est créé une Commission d'avis sur les recours pour les questions d'action sociale et de santé.

La Commission d'avis sur les recours a pour mission d'assister le Gouvernement de ses avis concernant les recours visés à l'article 31.

Section 2. — Composition

Art. 33. La Commission d'avis sur les recours est composée de sept membres dont un président et un vice-président.

Le Gouvernement nomme, sur la base d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge*, le président, le vice-président et les membres de la Commission d'avis sur les recours pour un délai renouvelable de cinq ans.

Art. 34. § 1^{er}. Le président et le vice-président sont porteurs d'un diplôme de licencié, de master ou de docteur en droit et possèdent une expérience juridique utile d'au moins cinq années.

§ 2. Les autres membres et leurs suppléants sont compétents en questions d'action sociale et de santé et possèdent une expérience utile d'au moins cinq ans dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. Les règles fixées par le décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organismes dans les matières à l'égard desquelles la Région exerce les compétences de la Communauté française sont respectées lors de la constitution de la Commission d'avis sur les recours.

Art. 35. La qualité de membre de la Commission d'avis sur les recours est incompatible avec :

- 1° la qualité de membre des commissions permanentes;
- 2° la qualité de membre du personnel de l'Administration;
- 3° la qualité de membre du personnel d'un organisme public de la Région wallonne;
- 4° la qualité de président, membre du conseil d'administration, gestionnaire ou membre du personnel d'une fédération ou d'un groupement d'intérêt dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 10, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Section 3. — Procédure de recours

Art. 36. § 1^{er}. Le recours contre une décision est introduit par lettre recommandée, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, dans le mois de la notification de la décision querrellée, auprès du secrétariat de la Commission d'avis sur les recours.

Le recours contient :

- 1° les nom, prénom, demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens de défense.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Le secrétariat accuse réception du recours et le soumet à la Commission d'avis sur les recours, dans les quinze jours qui suivent la réception conjointement avec le dossier administratif.

§ 2. Tant l'administration ou l'organisme public compétent que la partie requérante sont convoqués pour être entendus au cours de la réunion de la Commission d'avis sur les recours qui examinera le recours.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil. Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

§ 3. Le Gouvernement ne peut statuer sur le recours qu'après réception de l'avis de la Commission d'avis sur les recours à moins que le délai imparti pour rendre l'avis ne soit expiré, auquel cas, il est passé outre l'absence d'avis dans le délai imparti.

La Commission d'avis sur les recours rend son avis motivé à l'Administration ou à l'organisme public compétent.

L'avis motivé de la Commission d'avis sur les recours est notifié à la partie requérante dans les quinze jours après que l'avis a été rendu.

L'Administration ou l'organisme public compétent fait parvenir au Gouvernement, une proposition de décision, dans les trente jours de la remise de l'avis de la Commission d'avis sur les recours ou, à défaut de cet avis, dans les quarante-cinq jours de l'expiration du délai.

Le Gouvernement statue sur le recours dans un délai de trois mois de la proposition de décision.

Le Ministre notifie la décision du Gouvernement à la personne ayant introduit le recours

Art. 37. Seuls le président, le vice-président, les autres membres ou leurs suppléants ont voix délibérative.

La commission peut seulement délibérer et voter valablement si au moins le président ou le vice-président et trois membres ou leurs suppléants, sont présents.

Lors du vote, les abstentions ne sont pas prises en compte pour atteindre la majorité requise. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 38. La Commission d'avis sur les recours peut demander, dans l'urgence, le cas échéant, l'avis des commissions permanentes pour l'aider à préparer son propre avis.

Art. 39. L'Administration ou l'organisme public fournit à la Commission d'avis sur les recours toute information que cette dernière juge nécessaire pour rendre son avis.

Art. 40. Outre les indemnités pour frais de déplacement prévues à l'article 3, 16°, le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments des membres.

TITRE V. — Secrétariat

Art. 41. Le secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours est assuré par les services du Gouvernement.

TITRE VI. — Rapport d'activités

Art. 42. § 1^{er}. Chaque commission permanente remet un rapport d'activités au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé le 30 avril de chaque année.

§ 2. Sur la base des rapports visés au § 1^{er} et des avis qu'il a lui-même rendus, le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé remet concomitamment au Gouvernement et au Parlement wallons un rapport d'activités global relatif à la fonction consultative relative aux matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le Gouvernement transmet le rapport d'activités global au Conseil économique et social de la Région wallonne.

TITRE VII. — Plaintes

Art. 43. § 1^{er}. Toute personne intéressée peut adresser au Gouvernement, à l'Administration, à l'organisme public ou au bourgmestre une plainte relative au fonctionnement d'un service ou d'une institution en matière d'action sociale ou de santé.

Toute plainte fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les huit jours.

§ 2. Le bourgmestre, l'Administration ou l'organisme public à qui une plainte a été adressée en informe sans délai :

1° le Gouvernement;

2° le service ou l'institution concerné par la plainte.

§ 3. Lorsqu'une médiation s'avère possible, le bourgmestre peut agir en conciliation et formuler des recommandations qui lui semblent de nature à apporter une solution aux difficultés de fonctionnement.

§ 4. Le bourgmestre, l'Administration ou l'organisme public adressent au Gouvernement un rapport sur les informations qu'ils ont pu recueillir.

Le service ou l'institution concerné informe sans délai le bourgmestre, l'Administration ou l'organisme public des suites réservées à la plainte.

Le Gouvernement, l'Administration ou l'organisme public informe le plaignant et le service ou l'institution concerné de la suite réservée à la plainte.

§ 5. Une fois par an, pour le 30 avril, le Gouvernement transmet au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé les dossiers relatifs aux plaintes de l'année civile précédente selon les modalités qu'il détermine.

Livre II. — Dispositions communes relatives à la liquidation de certaines subventions

Art. 44. § 1^{er}. Tout décret prévoyant l'octroi de subventions organiques ou, à défaut, tout arrêté emportant octroi de subventions organiques dans les matières visées par le présent Code, doit stipuler les formes et délais dans lesquelles celle-ci seront liquidées.

§ 2. Les subventions relatives à des travaux d'infrastructures ou d'investissements ne sont pas visées par le présent livre.

Art. 45. Les modalités de liquidation des subventions visées à l'article 44 sont organisées au minimum par trimestre, pour autant que ce mode de liquidation corresponde à l'activité du secteur.

Les avances sont payées au cours de la période sur laquelle elles portent, pour autant que ce paiement n'entraîne pas anticipation budgétaire antérieure à celle où le crédit y relatif est inscrit.

Art. 46. A l'échéance d'une période de nonante jours calendrier, au-delà des délais prévus en vertu du présent livre, les montants restant dus, portent intérêt de retard, au taux d'intervention supérieur de la Banque nationale du jour de l'échéance, de plein droit et sans mises en demeure.

Tout intérêt de retard n'est cependant dû que lorsque la Région est responsable du retard dans la liquidation de la subvention.

Art. 47. Les décrets et arrêtés visés à l'article 44 stipulent les sanctions encourues par les bénéficiaires de subventions en cas de non-respect des conditions d'octroi de celles-ci.

DEUXIEME PARTIE. — DISPOSITIONS SECTORIELLES

Livre 1^{er}. — Action sociale

TITRE 1^{er}. — Services d'insertion sociale et relais sociaux

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 48. Le présent titre vise à :

- 1° agréer les services s'adressant principalement aux personnes en situation d'exclusion et développant des actions collectives ou communautaires d'insertion sociale pouvant être :
 - a) soit préventives, c'est-à-dire susceptibles d'agir sur les causes de l'exclusion;
 - b) soit curatives, c'est-à-dire susceptibles d'agir sur les conséquences de l'exclusion;
- 2° reconnaître les structures ayant pour mission d'assurer la coordination et la mise en réseau des secteurs publics et privés impliqués dans l'aide aux personnes en situation d'exclusion;
- 3° subventionner les services et les structures visés aux 1° et 2° dans les conditions fixées aux articles 56 et 61.

Art. 49. Pour l'application du présent titre, est considérée comme personne en situation d'exclusion toute personne majeure confrontée ou susceptible d'être confrontée à la difficulté de mener une vie conforme à la dignité humaine et d'exercer les droits reconnus par l'article 23 de la Constitution et, en outre, pour ce qui concerne les services d'insertion sociale, qui n'est pas en mesure de bénéficier d'un dispositif d'insertion socioprofessionnelle.

Art. 50. Les services et les structures visés par le présent titre contribuent, en faveur des personnes en situation d'exclusion, à la réalisation des objectifs suivants :

- 1° rompre l'isolement social;
- 2° permettre une participation à la vie sociale, économique, politique et culturelle;
- 3° promouvoir la reconnaissance sociale;
- 4° améliorer le bien-être et la qualité de la vie;
- 5° favoriser l'autonomie.

CHAPITRE II. — Services d'insertion sociale

Section 1^{re}. — Agrément

Sous-section 1^{re}. — Conditions

Art. 51. Le Gouvernement agréé, sous l'appellation "service d'insertion sociale", toute association ou institution accomplissant les actions collectives ou communautaires visées à l'article 48, 1°, et menées cumulativement par le biais :

- 1° d'un travail de groupe mobilisant les ressources tant collectives qu'individuelles;
- 2° de la mise en œuvre de moyens permettant de faire face aux problèmes liés à la précarité;
- 3° de l'élaboration d'outils indispensables à l'exercice des droits reconnus par l'article 23 de la Constitution;
- 4° de l'aide à des projets collectifs initiés par les personnes en situation d'exclusion;
- 5° d'un accompagnement social individuel complémentaire au travail social collectif;
- 6° de la création de liens sociaux diversifiés, notamment d'ordres intergénérationnel et interculturel.

Art. 52. § 1^{er}. Toute association ou institution doit, pour être agréée en qualité de service d'insertion sociale, répondre aux conditions suivantes :

- 1° être ou être organisée par une association sans but lucratif, un centre public d'aide sociale ou une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. Plusieurs centres publics d'action sociale peuvent faire l'objet d'un agrément unique à la condition qu'ils aient signé entre eux une convention pour mener en commun les actions d'insertion sociale justifiant la demande d'agrément;
- 2° mettre à la disposition des bénéficiaires, pour l'accomplissement des actions visées par le présent titre, au moins un travailleur social à mi-temps;
- 3° ne relever, pour les actions d'insertion sociale justifiant la demande d'agrément, d'aucune réglementation spécifique prévoyant un quelconque agrément;
- 4° ne pas être agréée en qualité d'entreprise de formation par le travail;
- 5° avoir le siège de ses activités en Région wallonne;
- 6° mener, à titre habituel, des actions d'insertion sociale depuis au moins deux ans à compter de la date de la demande d'agrément;
- 7° accomplir de manière régulière les actions d'insertion sociale;
- 8° assurer l'aide aux bénéficiaires sans distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou d'orientation sexuelle, et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés;
- 9° s'adresser principalement aux personnes visées à l'article 49;

- 10° être organisée de manière à s'adapter aux besoins exprimés par les bénéficiaires;
 - 11° établir des collaborations et travailler en partenariat avec les services et institutions nécessaires à l'accomplissement de ses missions;
 - 12° recourir à un processus d'évaluation qualitative à laquelle participent l'association ou l'institution et les bénéficiaires;
 - 13° rémunérer son personnel aux barèmes fixés par les commissions paritaires ou par l'autorité publique chargée de fixer le statut du personnel, et correspondant à sa fonction;
 - 14° s'engager à informer tout bénéficiaire des dispositifs existant en matière d'insertion socioprofessionnelle;
 - 15° s'engager à informer l'administration de toute modification intervenue dans ses statuts ainsi que dans la composition, les fonctions ou le statut du personnel accomplissant les actions d'insertion sociale.
- § 2. Le Gouvernement détermine les titres, diplômes ou qualifications du travailleur social visé au paragraphe 1^{er}, 2°, ainsi que les modalités de mise en œuvre du processus d'évaluation visé au paragraphe 1^{er}, 12°, et les modalités d'application du paragraphe 1^{er}, 9° et 14°.

Sous-section 2. — Procédure

Art. 53. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte au minimum :

- 1° la description des tâches assumées par le demandeur;
- 2° les statuts du demandeur;
- 3° la composition des organes d'administration et la liste du personnel;
- 4° un projet décrivant les actions menées ou prévues par le demandeur. Le modèle du projet est fixé par le Gouvernement.

Art. 54. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le service d'insertion sociale dont la demande d'agrément a été refusée ou dont l'agrément a été retiré ne pourra introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément

Art. 55. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi et de retrait de l'agrément.

Section 2. — Subventionnement

Art. 56. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, et selon les critères et modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut octroyer aux services d'insertion sociale agréés des subventions destinées à couvrir la rémunération d'un travailleur social à mi-temps au minimum et à temps plein au maximum et/ou des frais de fonctionnement, en ce compris les frais de formation du travailleur social.

§ 2. Le Gouvernement détermine les titres, diplômes ou qualifications du travailleur social visé au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE II. — Relais sociaux

Section 1^{re}. — Constitution et reconnaissance

Art. 57. § 1^{er}. Dans chaque arrondissement administratif, le Gouvernement peut, à son initiative, constituer et reconnaître une association assurant la mission visée à l'article 48, 2°.

Si l'arrondissement administratif comprend au moins une ville ou une commune de plus de cinquante mille habitants, l'association reconnue par le Gouvernement est appelée "relais social urbain".

Si l'arrondissement administratif ne comprend aucune ville ou commune de plus de cinquante mille habitants, l'association reconnue par le Gouvernement est appelée "relais social intercommunal".

§ 2. Le Gouvernement reconnaît prioritairement les relais sociaux urbains situés dans les arrondissements administratifs où existe un dispositif d'urgence sociale subventionné par la Région wallonne.

Pour les relais sociaux intercommunaux, la priorité est donnée aux arrondissements administratifs dans lesquels le taux de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale est le plus élevé.

Art. 58. § 1^{er}. Pour être reconnue en application de l'article 57, § 1^{er}, alinéa 2, toute association doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être constituée sous la forme d'une association telle que visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;
- 2° être composée majoritairement par des organismes sociosanitaires publics ou privés impliqués dans l'aide aux personnes en situation d'exclusion.

Tout organisme public ou privé répondant à la condition visée au 7° a le droit, s'il accepte de signer la charte visée au 6°, d'être membre du relais social.

Toute décision de l'assemblée générale est prise à la majorité des voix tant des représentants des acteurs publics que des représentants des acteurs privés;

3° comprendre au minimum au sein du conseil d'administration :

- a) un représentant du Gouvernement;
- b) un représentant du ou des centres publics d'action sociale;
- c) un représentant des villes et communes;
- d) un représentant d'un hôpital;
- e) un représentant d'un service spécialisé dans l'accueil de jour des bénéficiaires;
- f) un représentant d'un service spécialisé dans l'accueil de nuit des bénéficiaires;
- g) un représentant d'un service spécialisé dans le travail de rue.

L'hôpital et les services visés ci-dessus doivent être localisés dans la ville concernée ou dans sa périphérie.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité des voix tant des représentants des acteurs publics que des représentants des acteurs privés;

- 4° disposer d'un comité de pilotage chargé de faire des propositions au conseil d'administration ou à l'assemblée générale et d'assurer la gestion journalière déléguée par le conseil d'administration;
- 5° disposer d'un coordinateur assurant la coordination des différentes activités du relais social et, le cas échéant, des activités menées en collaboration avec des personnes extérieures à celui-ci.
Le coordinateur fait partie du personnel de l'association;
- 6° établir et appliquer une charte du relais social signée par l'ensemble des membres de l'association. Cette charte énonce la philosophie générale du relais social et en trace les grands principes. Elle peut également être signée par des partenaires publics ou privés qui ne sont pas membres de l'association. Un comité de concertation réunit l'ensemble des signataires de la charte;
- 7° ne compter parmi ses membres que des personnes fournissant leurs prestations sans distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou d'orientation sexuelle, et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés;
- 8° recourir à un processus d'évaluation qualitative à laquelle participent les membres du réseau et les bénéficiaires;
- 9° rémunérer son personnel aux barèmes fixés par les commissions paritaires ou par l'autorité publique chargée de fixer le statut du personnel, et correspondant à sa fonction.

§ 2. Le Gouvernement détermine :

- 1° sans préjudice des dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, les règles de base relatives au fonctionnement de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du comité de concertation ainsi qu'à la composition et au fonctionnement du comité de pilotage;
- 2° les titres, diplômes ou qualifications du coordinateur visé au paragraphe 1^{er}, 5°;
- 3° les principes de base de la charte visée au paragraphe 1^{er}, 6°;
- 4° les modalités de mise en œuvre du processus d'évaluation visé au paragraphe 1^{er}, 8°.

Art. 59. § 1^{er}. Pour être reconnue en application de l'article 57, § 1^{er}, alinéa 3, toute association doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être constituée sous la forme d'une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ou sous la forme d'une association sans but lucratif;
- 2° être composée majoritairement par des organismes sociosanitaires publics ou privés impliqués dans l'aide aux personnes en situation d'exclusion.

Tout organisme public ou privé répondant à la condition visée au 7° a le droit, s'il accepte de signer la charte visée au 6°, d'être membre du relais social.

Toute décision de l'assemblée générale est prise à la majorité des voix tant des représentants des acteurs publics que des représentants des acteurs privés;

- 3° comprendre au minimum au sein du conseil d'administration :
 - a) un représentant du Gouvernement;
 - b) trois représentants des centres publics d'action sociale;
 - c) trois représentants des villes et communes;
 - d) un représentant d'un hôpital;
 - e) un représentant d'une structure agréée par la Région wallonne pour héberger des personnes en situation d'exclusion;
 - f) un représentant d'un service de santé mentale;
 - g) un représentant d'un service d'insertion sociale agréé en vertu du présent titre;
 - h) un représentant d'une association spécialisée dans l'accompagnement social individuel des bénéficiaires.

L'hôpital et les services visés ci-dessus doivent être localisés dans l'arrondissement concerné. S'il n'existe pas d'hôpital dans ledit arrondissement, le représentant de l'hôpital provient d'une structure hospitalière située dans un arrondissement limitrophe.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité des voix tant des représentants des acteurs publics que des représentants des acteurs privés;

- 4° si le relais social est constitué sous la forme d'une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide, disposer d'un comité de pilotage chargé de faire des propositions au conseil d'administration ou à l'assemblée générale et d'assurer la gestion journalière déléguée par le conseil d'administration;
- 5° disposer d'un coordinateur assurant la coordination des différentes activités du réseau et, le cas échéant, des activités menées en collaboration avec des personnes extérieures à celui-ci.
Le coordinateur fait partie du personnel de l'association;
- 6° établir et appliquer une charte du relais social signée par l'ensemble des membres de l'association. Cette charte énonce la philosophie générale du relais social et en trace les grands principes. Elle peut également être signée par des partenaires publics ou privés qui ne sont pas membres de l'association. Un comité de concertation réunit l'ensemble des signataires de la charte;
- 7° ne compter parmi ses membres que des personnes fournissant leurs prestations sans distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou d'orientation sexuelle, et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés;
- 8° recourir à un processus d'évaluation qualitative à laquelle participent les bénéficiaires et les membres du réseau;

9° rémunérer son personnel aux barèmes fixés par les commissions paritaires ou par l'autorité publique chargée de fixer le statut du personnel, et correspondant à sa fonction.

§ 2. Le Gouvernement détermine :

1° si le relais social est constitué sous la forme d'une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, et sans préjudice des dispositions de celle-ci, les règles de base relatives au fonctionnement de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du comité de concertation ainsi qu'à la composition et au fonctionnement du comité de pilotage;

2° les titres, diplômes ou qualifications du coordinateur visé au paragraphe 1^{er}, 5°;

3° les principes de base de la charte visée au paragraphe 1^{er}, 6°;

4° les modalités de fonctionnement du comité de concertation visé au paragraphe 1^{er}, 6°;

5° les modalités de mise en œuvre du processus d'évaluation visé au paragraphe 1^{er}, 8°.

Art. 60. Le Gouvernement peut retirer la reconnaissance de tout relais social qui est en défaut de respecter les dispositions du présent titre ou les dispositions prises en vertu de celui-ci.

Le retrait est opéré après audition du président et des vice-présidents du conseil d'administration du relais social.

Le Gouvernement fixe la procédure de retrait de la reconnaissance.

Section 2. — Subventionnement

Art. 61. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, et selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut octroyer aux relais sociaux urbains reconnus des subventions destinées à couvrir :

1° la rémunération du coordinateur visé à l'article 58, § 1^{er}, 5° et, le cas échéant, du personnel attaché à la coordination;

2° des frais de fonctionnement;

3° des frais de personnel, de formation et de fonctionnement nécessités par le développement des activités des organismes visés à l'article 58, § 1^{er}, 2° à l'exclusion des services d'insertion sociale subventionnés en application de l'article 15.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, et selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut octroyer aux relais sociaux intercommunaux reconnus des subventions destinées à couvrir :

1° la rémunération du coordinateur visé à l'article 59, § 1^{er}, 5° et, le cas échéant, du personnel attaché à la coordination;

2° des frais de fonctionnement;

3° des frais de formation du personnel des organismes visés à l'article 59, § 1^{er}, 2°;

4° des frais relatifs au développement de projets élaborés par les membres de l'association, à l'exclusion des services d'insertion sociale subventionnés en application de l'article 56.

CHAPITRE III. — Dispositions communes

Section 1^{re}. — Volontariat

Art. 62. Les services d'insertion sociale et les relais sociaux agréés ou reconnus en vertu du présent titre qui font appel au concours de collaborateurs bénévoles pour aider à l'accomplissement d'une ou plusieurs de leurs missions doivent :

1° veiller à leur donner une fonction en relation avec leur compétence, leur formation professionnelle ou leur expérience;

2° faire encadrer leurs activités par un travailleur professionnel.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article.

Section 2. — Contrôle et sanctions

Art. 63. Les services d'insertion sociale et les relais sociaux subventionnés en application des articles 56 et 61 doivent :

1° communiquer annuellement à l'administration désignée par le Gouvernement, avant le 30 avril, les informations suivantes portant sur l'exercice écoulé :

a) un état des recettes et des dépenses et un budget du service approuvés par les instances compétentes, indiquant les subventions octroyées par d'autres pouvoirs publics ou promises par eux;

b) le salaire des personnes admissibles aux subventions et les preuves de paiement des charges patronales;

2° communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné.

En cas de non-respect des dispositions du présent titre et des dispositions prises en exécution de celui-ci, les subventions peuvent être réduites ou suspendues selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 64. Les services d'insertion sociale agréés et les relais sociaux reconnus établissent annuellement :

1° un rapport d'activités qualitatif circonstancié, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés et une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact;

2° un rapport d'activités quantitatif.

Le modèle des rapports d'activités est fixé par le Gouvernement.

Les rapports sont transmis à l'administration au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'année qu'ils couvrent.

Art. 65. Toute personne dirigeant ou organisant une association ou un service qui utilise l'appellation "service d'insertion sociale agréé par la Région wallonne" ou "relais social" sans avoir obtenu un agrément ou une reconnaissance en vertu du présent titre est punie d'une amende de 100 à 1.000 euros.

Toute personne dirigeant un service d'insertion sociale ou un relais social qui s'oppose au contrôle de l'administration est punie d'une amende de 100 à 1.000 euros.

TITRE II. — Accueil, hébergement et accompagnement des personnes en difficultés sociales

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et missions

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 66. Au sens du présent titre, on entend par :

- 1° maisons d'accueil : tout établissement offrant une capacité d'hébergement d'au moins dix personnes en difficultés sociales et assurant, à titre habituel, les missions visées à l'article 67, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou de logement, ont pour objectif une prise en charge thérapeutique, sont temporairement créés pour répondre à des événements de nature exceptionnelle ou constituent des initiatives d'accueil développées par un centre public d'action sociale en application de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 réglant le remboursement par l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile des frais relatifs à l'aide matérielle accordée par les centres publics d'action sociale à un demandeur d'asile indigent hébergé dans une initiative locale d'accueil;
- 2° maisons de vie communautaire : tout établissement offrant une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales et assurant, à titre habituel, les missions visées à l'article 68, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou de logement, ont pour objectif une prise en charge thérapeutique ou constituent des initiatives d'accueil développées par un centre public d'action sociale en application de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 réglant le remboursement par l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile des frais relatifs à l'aide matérielle accordée par les centres publics d'action sociale à un demandeur d'asile indigent hébergé dans une initiative locale d'accueil;
- 3° abris de nuit : tout établissement offrant une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales et assurant la mission visée à l'article 69, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou sont créés temporairement pour répondre à des événements de nature exceptionnelle;
- 4° maisons d'hébergement de type familial : tout établissement offrant une capacité d'hébergement de moins de dix personnes en difficultés sociales et assurant, à titre habituel, la mission visée à l'article 70, à l'exclusion des services ou institutions qui relèvent d'une réglementation spécifique en matière d'hébergement ou de logement, ont pour objectif une prise en charge thérapeutique, sont temporairement créés pour répondre à des événements de nature exceptionnelle ou constituent des initiatives d'accueil développées par un centre public d'action sociale en application de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 réglant le remboursement par l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile des frais relatifs à l'aide matérielle accordée par les centres publics d'action sociale à un demandeur d'asile indigent hébergé dans une initiative locale d'accueil;
- 5° personnes en difficultés sociales : les majeurs, les mineurs émancipés, les pères mineurs, les mères mineures et les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité psychosociale ou matérielle, et se trouvant dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants qui les accompagnent;
- 6° pour les maisons d'hébergement de type familial, ne sont pas considérées comme personnes en difficultés sociales les personnes qui se situent dans un lien de parenté ou d'alliance comptant avec le gestionnaire ou le directeur moins de cinq degrés;
- 7° titre de fonctionnement : un agrément, une autorisation provisoire de fonctionnement ou un accord de principe;
- 8° équipements collectifs : une cuisine, une salle à manger ou un salon commun constituant, pour les hébergés qui le souhaitent, un lieu de rencontre et de convivialité;
- 9° hébergés : les personnes en difficultés sociales qui séjournent dans un établissement visé aux 1°, 2°, 3° et 4°;
- 10° bénéficiaires : les personnes qui peuvent être prises en compte dans la détermination du taux d'occupation des établissements visés aux 1° et 2°;
- 11° directeur : la personne responsable de la gestion journalière;
- 12° projet d'accompagnement collectif : l'ensemble des objectifs et moyens définis par une maison d'accueil ou une maison de vie communautaire pour l'accomplissement des missions visées à l'article 67 ou 68;
- 13° projet d'accompagnement individualisé : l'ensemble des objectifs et moyens définis dans un contrat d'adhésion entre la maison d'accueil ou la maison de vie communautaire, l'hébergé et, le cas échéant, un intervenant social extérieur, afin de mettre en place une dynamique de socialisation et de développer une série d'outils indispensables pour permettre à l'hébergé de vivre de manière autonome;
- 14° projet d'hébergement collectif : l'ensemble des objectifs et moyens définis par un abri de nuit pour l'accomplissement des missions visées à l'article 69;
- 15° taux d'occupation : la moyenne mensuelle, établie sur une période fixée par le Gouvernement, des nuits de présence des bénéficiaires dans les établissements visés aux 1° et 2°.

Section 2. — Missions

Art. 67. Les maisons d'accueil ont pour mission d'assurer aux personnes en difficultés sociales un accueil, un hébergement limité dans le temps dans une structure dotée d'équipements collectifs, ainsi qu'un accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie.

Art. 68. Les maisons de vie communautaire ont pour mission d'assurer aux personnes en difficultés sociales ayant séjourné préalablement en maison d'accueil ou dans une structure exerçant la même mission et agréée par la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française ou une autorité publique d'un Etat limitrophe, un hébergement de longue durée dans une structure dotée d'équipements collectifs ainsi qu'un accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie.

Art. 69. Les abris de nuit ont pour mission d'assurer inconditionnellement, sous réserve de l'article 104 aux personnes en difficultés sociales dépourvues de logement un hébergement collectif d'urgence pour la nuit.

Art. 70. Les maisons d'hébergement de type familial ont pour mission d'assurer aux personnes en difficultés sociales un hébergement limité dans le temps.

CHAPITRE II. — *Titres de fonctionnement*

Section 1^{re}. — Principe général

Art. 71. Ne peuvent être exploitées sans un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement délivré par le Gouvernement :

- 1° toute maison d'accueil;
- 2° toute maison de vie communautaire;
- 3° toute maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de plus de trois personnes en difficultés sociales.

Ne peut être exploité sans un agrément, une autorisation provisoire de fonctionnement ou un accord de principe délivré par le Gouvernement tout abri de nuit.

Les exploitants des maisons d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de moins de quatre personnes en difficultés sociales peuvent demander un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement.

Section 2. — Agrément

Sous-section 1^{re}. — Conditions

Art. 72. Pour être agréés, les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire, les abris de nuit et les maisons d'hébergement de type familial doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° avoir leur(s) siège(s) d'activités en Région wallonne;
- 2° exercer leurs missions sans opérer, à l'égard des personnes en difficultés sociales, de distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou d'orientation sexuelle, et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés;
- 3° avoir un directeur titulaire d'un certificat de bonnes vie et mœurs exempt de toute condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle incompatible avec l'exercice de la fonction.

Art. 73. Outre les conditions visées à l'article 72, les maisons d'accueil doivent, pour être agréées, répondre aux conditions suivantes :

- 1° être organisées par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;
- 2° disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins dix personnes en difficultés sociales;
- 3° disposer d'un projet d'accompagnement collectif;
- 4° disposer, avec les professionnels ou les services nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, de conventions définissant les engagements de ceux-ci en matière d'accompagnement social, financier et administratif des hébergés;
- 5° disposer de conventions établissant qu'elles sont en mesure de faire appel, en cas de besoin, à des professionnels ou des services actifs en matière psychologique ou médicale;
- 6° demander aux hébergés, à l'exception de ceux placés avec frais par une autorité judiciaire ou un service de l'aide à la jeunesse, une participation financière;
- 7° la participation financière ne peut dépasser les deux tiers des ressources de l'hébergé et est fonction des services offerts;
- 8° ne pas imposer aux hébergés la participation à des activités économiques organisées directement par elles-mêmes.

Art. 74. Outre les conditions visées à l'article 72, les maisons de vie communautaire doivent, pour être agréées, répondre aux conditions suivantes :

- 1° être organisées par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;
- 2° disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales;
- 3° disposer d'un projet d'accompagnement collectif;
- 4° disposer, avec les professionnels ou les services nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, notamment les maisons d'accueil, de conventions définissant les engagements de ceux-ci en matière d'accompagnement social, financier et administratif des hébergés;
- 5° disposer de conventions établissant qu'elles sont en mesure de faire appel, en cas de besoin, à des professionnels ou des services actifs en matière psychologique ou médicale;
- 6° demander aux hébergés une participation financière ne pouvant pas dépasser les deux tiers de leurs ressources;
- 7° la participation financière est fonction des services offerts;
- 8° tenir un registre reprenant les coordonnées de la maison d'accueil ou de la structure exerçant la même mission et agréée par les autres autorités publiques d'où provient l'hébergé.

Art. 75. Outre les conditions visées à l'article 72, les abris de nuit doivent, pour être agréés, répondre aux conditions suivantes :

- 1° être organisés par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;
- 2° être ouverts au minimum :
 - a) du 1^{er} novembre au 1^{er} mars;
 - b) de 22 heures à 7 heures;
- 3° ne pas accueillir, pendant la journée, les personnes en difficultés sociales y ayant passé la nuit;
- 4° disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins quatre personnes en difficultés sociales;

- 5° disposer d'un projet d'hébergement collectif;
- 6° disposer de conventions avec une ou plusieurs maisons d'accueil, définissant les modalités d'orientation des hébergés vers celles-ci ainsi que les modalités de leur prise en charge;
- 7° disposer, s'il existe dans la commune de leur siège d'activités un relais social tel que visé par le titre 1^{er} du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code ou, à défaut, un service chargé de la gestion de l'urgence sociale, de conventions avec ceux-ci, définissant les modalités de l'accueil et de la prise en charge des personnes en difficultés sociales;
- 8° ne pas réclamer de participation financière aux hébergés.

Art. 76. Outre les conditions visées à l'article 72, les maisons d'hébergement de type familial doivent, pour être agréées, répondre aux conditions suivantes :

- 1° être organisées par une personne physique, une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou une fondation;
- 2° disposer d'une capacité d'hébergement de maximum neuf personnes en difficultés sociales;
- 3° établir des collaborations leur permettant de faire appel, en cas de besoin, à des professionnels ou des services actifs en matière sociale, psychologique ou médicale;
- 4° établir, avec des professionnels ou des services actifs dans le secteur de l'hébergement, notamment les maisons d'accueil et les services offrant des logements à caractère social, des collaborations portant sur les modalités d'accès des hébergés à ces professionnels et à ces services;
- 5° demander aux hébergés une participation financière ne pouvant pas dépasser la moitié de leurs ressources;
- 6° la participation financière est fonction des services offerts;
- 7° tenir un registre de la participation financière acquittée par les hébergés ainsi que de leurs ressources;
- 8° offrir aux hébergés une durée de séjour de maximum cent quatre-vingts jours.

Art. 77. Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités d'élaboration et d'évaluation et le modèle du projet d'accompagnement collectif visé aux articles 73, 3° et 74, 3°;
- 2° le modèle et les modalités d'évaluation du projet d'hébergement collectif visé à l'article 75, 5°;
- 3° les services pris en compte pour le calcul de la participation financière visée aux articles 73, 6°, 74, 6° et 76, 5°, ainsi que leur prix;
- 4° les ressources à prendre en considération pour l'application des articles 73, 6°, 74, 6° et 76, 5°.

Art. 78. Le Gouvernement détermine pour les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire et les maisons d'hébergement de type familial les conditions d'agrément relatives aux locaux et à la sécurité.

Le Gouvernement détermine pour les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire les conditions d'agrément relatives aux équipements et au personnel.

Le Gouvernement peut déterminer pour les abris de nuit les conditions d'agrément relatives aux locaux, à la sécurité, aux équipements et au personnel.

Art. 79. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de modification, de suspension, de réduction et de retrait de l'agrément

Sous-section 2. — Procédure

Art. 80. La demande d'agrément d'une maison d'accueil, d'une maison de vie communautaire, d'un abri de nuit ou d'une maison d'hébergement de type familial est introduite auprès du Gouvernement.

Art. 81. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément des maisons d'accueil et des maisons de vie communautaire. Ce dossier comporte au moins :

- 1° l'identité du pouvoir organisateur, son adresse et, si le pouvoir organisateur est une association sans but lucratif ou une fondation, les statuts de celles-ci et leurs éventuelles modifications parus au *Moniteur belge*, ainsi que leur numéro d'identification au registre des personnes morales;
- 2° le nom et les qualifications du directeur et des membres du personnel, ainsi qu'une description de leurs fonctions et, s'il échet, une copie de leurs diplômes;
- 3° le nombre total de personnes pouvant bénéficier des services offerts par le pouvoir organisateur de l'établissement, à quelque titre que ce soit;
- 4° le nombre d'hébergés pour lequel l'agrément est demandé;
- 5° un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;
- 6° une attestation de sécurité délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre;
- 7° le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et les devoirs des hébergés, du directeur et du pouvoir organisateur;
- 8° le projet d'accompagnement collectif;
- 9° les conventions visées à aux articles 73, 4° et 5°, 74, 4° et 5°.

En ce qui concerne les maisons d'accueil, le dossier de demande comporte, en outre, l'indication des actions spécifiques visées à l'article 115, alinéa 2, que la maison d'accueil est susceptible de développer en faveur des hébergés.

Art. 82. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément des abris de nuit. Ce dossier comporte au moins :

- 1° l'identité du pouvoir organisateur, son adresse et, si le pouvoir organisateur est une association sans but lucratif ou une fondation, les statuts de celles-ci et leurs éventuelles modifications parus au *Moniteur belge*, ainsi que leur numéro d'identification au Registre des personnes morales;
- 2° le nom et les qualifications du directeur et, s'il en existe, des membres du personnel, ainsi qu'une description de leurs fonctions et une copie de leurs diplômes;

- 3° le nombre d'hébergés pour lequel l'agrément est demandé;
- 4° un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;
- 5° une attestation de sécurité délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre;
- 6° le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et les devoirs des hébergés, du directeur et du pouvoir organisateur;
- 7° les horaires et la période d'ouverture;
- 8° le projet d'hébergement collectif;
- 9° les conventions visées à l'article 75, 6° et 7°.

Art. 83. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément des maisons d'hébergement de type familial. Ce dossier comporte au moins :

- 1° l'identité du pouvoir organisateur, son adresse et, si le pouvoir organisateur est une association sans but lucratif ou une fondation, les statuts de celles-ci et leurs éventuelles modifications parus au *Moniteur belge*, ainsi que leur numéro d'identification au registre des personnes morales;
- 2° le nom et les qualifications du directeur et, s'il en existe, des membres du personnel, ainsi qu'une description de leurs fonctions et une copie de leurs diplômes;
- 3° une présentation de l'initiative, précisant les motivations du gestionnaire et les objectifs poursuivis par celui-ci;
- 4° le nombre d'hébergés pour lequel l'agrément est demandé;
- 5° un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;
- 6° une attestation de sécurité délivrée depuis moins d'un an par le bourgmestre;
- 7° le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et les devoirs des hébergés, du directeur et du pouvoir organisateur;
- 8° tout document permettant d'établir que la maison d'hébergement de type familial est en mesure de respecter les obligations portées par l'article 76, 3° et 4°.

Art. 84. Le Gouvernement détermine les modalités d'élaboration et le modèle du règlement d'ordre intérieur visé aux articles 81, 7°, 82, 6° et 83, 7°, ainsi que le modèle d'attestation-incendie visé aux articles 81, 6°, 82, 5° et 83, 6°.

Art. 85. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit et de la maison d'hébergement de type familial.

La maison d'accueil, la maison de vie communautaire, l'abri de nuit ou la maison d'hébergement de type familial peuvent demander une modification de leur agrément

Sous-section 3. — Suspension, réduction, retrait

Art. 86. L'agrément peut être suspendu, réduit ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions prises en vertu de celui-ci.

La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouvelles personnes en difficultés sociales. La réduction a pour effet de diminuer la capacité d'hébergement.

Section 3. — Autorisations provisoires et accords de principe

Sous-section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 87. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi et de prolongation de l'autorisation provisoire de fonctionnement, ainsi que la procédure d'octroi de l'accord de principe.

Il fixe la procédure de suspension, de réduction ou de retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement et de l'accord de principe.

Sous-section 2. — Autorisations provisoires

Art. 88. Le Gouvernement accorde une autorisation provisoire de fonctionnement d'une durée d'un an :

- 1° à toute maison d'accueil qui introduit une demande conforme à l'article 81, et qui répond aux conditions visées aux articles 72 et 73, 1°, 2°, 6° et 7°;
- 2° à toute maison de vie communautaire qui introduit une demande conforme à l'article 81, et qui répond aux conditions visées aux articles 72 et 74, 1°, 2°, 6° et 7°;
- 3° à tout abri de nuit qui introduit une demande conforme à l'article 81, et qui répond aux conditions visées aux articles 72 et 75, 1°, 2°, 4° et 8°;
- 4° à toute maison d'hébergement de type familial qui introduit une demande conforme à l'article 83, et qui répond aux conditions visées aux articles 72 et 76, 1°, 2°, 5°, 6° et 7°.

L'autorisation provisoire de fonctionnement détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit et de la maison d'hébergement de type familial.

Elle peut être prolongée si des travaux de sécurité le justifient et si le demandeur démontre qu'il est à même de mener à terme ces travaux dans un délai qui ne peut excéder un an.

Si, au terme du premier délai fixé ou au terme de sa prolongation, aucun refus d'agrément n'est intervenu, l'agrément est réputé accordé, sauf dans l'hypothèse où l'autorisation provisoire de fonctionnement :

- 1° a été ou est suspendue;
- 2° a fait l'objet d'une réduction.

Sous-section 3. — Accord de principe

Art. 89. En cas d'urgence, lorsque la capacité d'hébergement des abris de nuit agréés dans la commune ou les communes limitrophes ne suffit pas à répondre aux demandes d'hébergement des personnes en difficultés sociales dépourvues de logement, le Gouvernement accorde un accord de principe à tout abri de nuit qui introduit une demande conforme à l'article 82, à l'exception des points 4°, 6°, 8° et 9°, et qui répond aux conditions visées aux articles 72 et 75, 1° et 2°.

L'accord de principe détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de l'abri de nuit.

La durée de l'accord de principe est de quatre mois au maximum.

Il n'est pas renouvelable.

Sous-section 4. — Suspension, réduction, retrait

Art. 90. L'autorisation provisoire de fonctionnement et l'accord de principe peuvent être suspendus, réduits ou retirés pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions prises en vertu de celui-ci.

La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouvelles personnes en difficultés sociales. La réduction a pour effet de diminuer la capacité d'hébergement.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*Section 1^{re}. — Disposition commune

Art. 91. Le règlement d'ordre intérieur visé aux articles 81, 7°, 82, 6° et 83, 7°, est affiché dans un lieu accessible aux demandeurs d'accueil et aux hébergés.

Un exemplaire en est remis aux hébergés dès leur arrivée.

Section 2. — Dispositions spécifiques aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial

Art. 92. Au moins une fois par semaine, l'hébergé est tenu informé par écrit de sa situation financière au sein de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire ou de la maison d'hébergement de type familial.

Section 3. — Dispositions spécifiques aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire

Art. 93. La maison d'accueil ou la maison de vie communautaire ouvre un dossier individuel ou familial pour tout hébergé.

Ce dossier comprend les documents administratifs et financiers relatifs à la situation de l'hébergé.

Il est accessible, sous réserve de ce qui relève du secret professionnel, à l'hébergé. Il est également accessible aux fonctionnaires visés à l'article 105.

Art. 94. En collaboration avec l'hébergé, la maison d'accueil et la maison de vie communautaire élaborent, dans les trente jours de son arrivée, un projet d'accompagnement individualisé.

Le projet d'accompagnement individualisé prévoit une programmation de sa réalisation dans le temps.

Il est établi en autant d'exemplaires qu'il y a de parties prenantes dans ce projet. Un exemplaire en est remis à l'hébergé.

Le Gouvernement détermine le modèle du projet d'accompagnement individualisé.

Art. 95. Toute fin de séjour provoquée à l'initiative d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire agréée est inscrite dans un registre. Ce registre reprend l'identité de la ou des personnes concernées, la date de leur départ, leur destination lorsque cette dernière est connue, ainsi que les raisons ayant conduit à prendre la décision de fin du séjour.

Art. 96. Les membres du personnel subventionné de la maison d'accueil et de la maison de vie communautaire suivent une formation continuée selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 97. Dans chaque maison d'accueil ou maison de vie communautaire, il est créé un conseil des hébergés qui se réunit au moins une fois par mois.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de ce conseil, celui-ci reçoit le soutien logistique et organisationnel du personnel de la maison d'accueil ou de la maison de vie communautaire.

Le conseil est composé des hébergés. Le directeur ou son représentant peut assister aux réunions du conseil.

Le conseil des hébergés donne des avis et fait des suggestions, notamment au sujet du fonctionnement de l'établissement, de l'organisation des services et du projet d'accompagnement collectif.

Section 4. — Dispositions spécifiques aux maisons d'accueil

Art. 98. Pour chaque personne ou famille hébergée, la maison d'accueil rédige un rapport social après six mois de séjour.

Le rapport social est destiné à présenter l'évolution du ou des hébergés dans la perspective d'un départ, d'une orientation vers une maison de vie communautaire et/ou d'une réinsertion.

Ce rapport est versé dans le dossier visé à l'article 93.

Art. 99. § 1^{er}. La maison d'accueil est tenue d'héberger toute personne qui en fait la demande, sauf dans les cas suivants :

- 1° lorsque la capacité maximale d'hébergement est atteinte;
- 2° lorsqu'il apparaît que l'hébergement de la personne est susceptible de mettre en péril la réalisation du projet d'accompagnement collectif;
- 3° lorsqu'il apparaît que la réponse à donner aux problèmes rencontrés par la personne ne relève pas de l'hébergement dans une maison d'accueil.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, la maison d'accueil est néanmoins tenue de faire les démarches nécessaires pour que la personne puisse être prise en charge par un service compétent.

§ 3. La maison d'accueil tient un registre des demandes non rencontrées où sont indiquées les raisons pour lesquelles l'hébergement n'a pas été offert, ainsi que les démarches effectuées pour répondre aux besoins des demandeurs visés au § 2.

Section 5. — Dispositions spécifiques aux maisons de vie communautaire

Art. 100. Ne peuvent séjourner dans une maison de vie communautaire :

- 1° les personnes qui, selon le rapport social visé à l'article 98 ou établi par une structure exerçant la même mission qu'une maison d'accueil et agréée par la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française ou une autorité publique d'un Etat limitrophe, ne nécessitent pas un accompagnement de longue durée;
- 2° plus de trois aînés de plus de soixante ans au jour de leur entrée dans la maison.

Art. 101. La maison de vie communautaire revoit annuellement, en collaboration avec l'hébergé, le projet d'accompagnement individualisé en fonction de l'évolution de la personne.

Le projet ainsi revu est versé dans le dossier visé à l'article 93.

Art. 102. L'article 99, § 1^{er}, 1° et 2°, et § 2, est applicable aux maisons de vie communautaire.

Section 6. — Dispositions spécifiques aux maisons d'habitation de type familial

Art. 103. Dès l'arrivée de l'hébergé, la maison d'hébergement de type familial inscrit son nom dans un cahier de présences contresigné par celui-ci.

Le Gouvernement établit le modèle de cahier de présences.

Section 7. — Dispositions spécifiques aux abris de nuit

Art. 104. § 1^{er}. L'abri de nuit est tenu d'héberger toute personne qui en fait la demande, sauf dans les cas suivants :

- 1° lorsque la capacité maximale d'hébergement est atteinte;
- 2° lorsqu'il apparaît que l'hébergement de la personne est susceptible de mettre en péril la réalisation du projet d'hébergement collectif;
- 3° lorsqu'il apparaît que la réponse à donner aux problèmes rencontrés par la personne ne relève pas de l'hébergement dans un abri de nuit;
- 4° lorsque la durée maximale d'hébergement éventuellement prévue par l'abri de nuit est atteinte.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, l'abri de nuit est néanmoins tenu de fournir les coordonnées des services d'urgence sociale, abris de nuit ou maisons d'accueil les plus proches, ainsi que de donner les itinéraires pour y accéder.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et sanctions*

Section 1^{re}. — Dispositions communes

Sous-section 1^{re}. — Contrôle

Art. 105. Le contrôle administratif, financier et qualitatif des établissements bénéficiant d'un titre de fonctionnement dans le cadre du présent titre est assuré par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Dans l'exercice de leurs missions, ils peuvent :

- 1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :
 - a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
 - b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;
- 2° dresser des procès-verbaux de constatation d'infractions qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits aux gestionnaires et à l'auteur des faits.

En cas de visite dans des locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne hébergée en danger le requiert, les fonctionnaires visés ci-avant n'ont accès à ces locaux qu'en vertu d'une autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant.

Le fonctionnaire délégué pourra fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois. Il en informe le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement.

Art. 106. § 1^{er}. Chaque année, pour le 30 avril, les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire, les abris de nuit et les maisons d'hébergement de type familial agréés transmettent à l'administration un rapport d'activités relatif à l'année civile antérieure.

§ 2. Les établissements visés au § 1^{er}, transmettent à l'administration toutes modifications de leurs statuts intervenues postérieurement à l'octroi de leur titre de fonctionnement et qui sont relatives aux dispositions du présent titre ou de ses arrêtés d'exécution.

Sous-section 2. — Sanction

A. Sanctions pénales

Art. 107. Sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1.000 euros ou d'une de ces peines seulement les personnes qui gèrent une maison d'accueil, une maison de vie communautaire, un abri de nuit ou une maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement supérieure à trois lits soit sans avoir obtenu un titre de fonctionnement, soit en contravention avec une décision de refus, de retrait d'agrément ou de fermeture, soit en cas de non-respect caractérisé des conditions d'agrément en portant atteinte gravement à la protection, à la sécurité ou à la santé des personnes hébergées ou qui mentionnent indûment l'agrément.

B. Fermeture

Art. 108. § 1^{er}. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence la fermeture d'une maison d'accueil, d'une maison de vie communautaire, d'un abri de nuit ou d'une maison d'hébergement de type familial dont la capacité d'hébergement est supérieure à trois lits lorsque :

- 1° un manquement aux règles fixées par ou en vertu du présent titre porte gravement atteinte aux droits, à la sécurité ou à la santé des hébergés;
- 2° des motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité le justifient.

La décision de fermeture peut ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Il peut être mis fin à la décision de fermeture si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

§ 2. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement ordonne la fermeture des maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit ou maisons d'hébergement de type familial dont la capacité d'hébergement est supérieure à trois lits qui fonctionnent sans titre de fonctionnement.

Art. 109. Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture et de procéder aux fermetures qui découlent des décisions de refus ou de retrait d'un titre de fonctionnement.

Il veille à l'application de toutes les mesures nécessaires à cet effet.

A cette fin, il peut procéder à l'évacuation des personnes en difficultés sociales et requérir le centre public d'action sociale pour assurer l'accueil et l'hébergement urgents de celles-ci.

*Section 2. — Dispositions spécifiques**Sous-section 1^{re}. — Contrôle***A. Maisons d'accueil et maisons de vie communautaires**

Art. 110. Le rapport d'activités visé à l'article 106, § 1^{er}, comprend notamment :

- 1° un descriptif du travail social réalisé;
- 2° une évaluation de leurs activités, avec mention des collaborations existantes;
- 3° le nombre des hébergés;
- 4° la liste des membres du personnel occupé dans le cadre du présent titre, avec leurs qualifications, les échelles barémiques appliquées et leur taux d'occupation, ainsi qu'une liste du personnel engagé dans le cadre des activités spécifiques avec leurs qualifications et leur statut juridique;
- 5° le plan comptable normalisé ou, s'il s'agit d'un service public, le plan établi suivant les règles de comptabilité qui lui sont applicables, pour autant que celles-ci permettent d'isoler les recettes et les dépenses de la maison d'accueil et de la maison de vie communautaire;
- 6° le compte des recettes et des dépenses et le bilan;
- 7° le nombre de demandes d'hébergement non rencontrées.

Le rapport d'activités des maisons d'accueil indique, en outre, la durée d'hébergement des bénéficiaires.

B. Abris de nuit

Art. 111. Le rapport d'activités visé à l'article 106, § 1^{er}, comprend notamment :

- 1° le nombre des hébergés;
- 2° le cas échéant, la liste des membres du personnel occupé dans le cadre du présent titre, avec leurs qualifications;
- 3° le nombre de demandes d'hébergement non rencontrées.

*Sous-section 2. — Sanctions pénales***A. Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial**

Art. 112. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 25 à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans une maison d'accueil, une maison de vie communautaire ou une maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement supérieure à trois lits :

- a) gère de façon non individualisée les comptes des personnes hébergées;
- b) par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à une personne hébergée;
- c) administre les fonds ou biens des hébergés, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues en accord avec ces derniers.

B. Abris de nuit

Art. 113. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 25 à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un abri de nuit :

- a) par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à une personne hébergée;

- b) administre les fonds ou biens des hébergés, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues en accord avec ces derniers.

CHAPITRE V. — *Subventionnement et programmation des maisons d'accueil et des maisons de vie communautaire*

Section 1^{re}. — *Programmation*

Art. 114. Le Gouvernement détermine, pour les maisons d'accueil et pour les maisons de vie communautaire, une programmation du nombre maximal de personnes en difficultés sociales qui peut être pris en considération pour l'octroi des subventions visées à l'article 115, § 1^{er}.

Cette programmation distingue les personnes selon la classification suivante :

- 1° hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;
- 2° hommes ou femmes accompagnés d'enfants.

Elle est établie par province et tient compte des facteurs suivants :

- 1° la superficie;
- 2° le nombre de personnes bénéficiaires du revenu d'intégration sociale.

La programmation peut également prendre en considération des facteurs d'ordre conjoncturel ayant pour conséquence une augmentation du nombre de personnes en difficultés sociales dans une ou plusieurs provinces.

Section 2. — *Subventionnement*

Art. 115. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire disposant d'un titre de fonctionnement, dans le cadre de la programmation prévue à l'article 114, des subventions couvrant des dépenses de personnel.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, il peut également allouer aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire qui bénéficient de subventions couvrant des dépenses de personnel, des subventions couvrant des frais de fonctionnement.

Dans la limite des crédits budgétaires, il peut, en outre, allouer aux maisons d'accueil :

- 1° des subventions couvrant des frais de personnel pour la réalisation d'actions spécifiques relatives à :
 - a) l'accompagnement des enfants;
 - b) l'accueil d'urgence et/ou l'accueil 24 heures sur 24;
- 2° des subventions couvrant des frais de personnel et/ou de fonctionnement pour la réalisation d'actions spécifiques relatives au post-hébergement.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités et les conditions d'octroi des subventions visées aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 116. § 1^{er}. Le subventionnement visé à l'article 115, §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire peut être réduit ou supprimé par le Gouvernement :

- 1° lorsque le taux d'occupation minimal fixé par le Gouvernement n'est pas atteint;
- 2° lorsque les conditions d'octroi de subventions visées à l'article 115, § 3 ne sont plus remplies;
- 3° en cas de non-respect des dispositions des articles 92, 93, 94 et 97 à 102.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités et la procédure de réduction et de suppression du subventionnement.

Il fixe les modalités de recours en cas de réduction et de suppression du subventionnement. Le recours est suspensif.

Art. 117. § 1^{er}. Pour le calcul du taux d'occupation d'une maison d'accueil, ne sont pas considérées comme bénéficiaires :

- 1° les aînés de plus de soixante ans au jour de l'accueil à partir de la quatrième d'entre elles;
- 2° les personnes qui ont dépassé la période de séjour prévue dans leur projet d'accompagnement individualisé. Cette période ne peut dépasser deux cent septante-cinq nuits.

§ 2. Sur la base d'une demande dûment motivée, le Gouvernement peut, lorsque la situation du bénéficiaire le justifie, accorder une prolongation de la durée d'hébergement visée au § 1^{er}, 2°, lorsque celle-ci dépasse deux cent septante-cinq nuits.

La demande de prolongation est introduite, sous peine d'irrecevabilité, dans le mois qui précède la date d'expiration de la durée de séjour visée à l'alinéa 1^{er}.

La prolongation ne peut dépasser nonante nuits. Elle peut être renouvelée deux fois.

Le Gouvernement détermine le modèle de formulaire de demande.

TITRE III. — Médiation de dettes

CHAPITRE I^{er}. — *Institutions pratiquant la médiation de dettes*

Section 1^{re}. — *Disposition générale*

Art. 118. Le présent titre est applicable aux institutions publiques ou privées qui pratiquent la médiation de dettes telle que définie à l'article 1^{er}, 13°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et aux institutions publiques ou privées agréées pour pratiquer la médiation dans le cadre de l'article 1675/17, § 1^{er}, du Code judiciaire.

Ces institutions exercent cette activité sur le territoire de la région de langue française.

Section 2. — *Agrément*

Art. 119. Le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions statue sur les demandes d'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

Art. 120. Le Gouvernement fixe la procédure de demande d'octroi d'agrément.

L'agrément est octroyé pour une durée indéterminée.

Art. 121. L'agrément peut être accordé aux institutions publiques ou privées qui, à la fois :

- 1° affectent à la médiation de dettes un travailleur social disposant d'une formation spécialisée de trente heures au moins en matière de médiation de dettes;
- 2° justifient l'occupation d'un docteur ou licencié en droit disposant de la formation susvisée ou justifiant d'une expérience professionnelle utile de trois ans ou ont conclu une convention avec un docteur ou licencié en droit répondant au moins à une de ces conditions ou avec l'Ordre des avocats d'un barreau.

Le Gouvernement définit le contenu de la formation spécialisée visée ci-avant.

Art. 122. Les institutions, autres qu'un centre public d'action sociale, ne peuvent être agréées que si, en outre, elles :

- 1° ne poursuivent pas un but de lucre;
- 2° disposent de la personnalité juridique;
- 3° ont notamment pour objet social l'aide aux personnes en difficulté.

Art. 123. Le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions peut, nonobstant le respect des conditions visées ci-avant, refuser l'agrément :

- 1° aux institutions, lorsqu'il est établi un manque d'honorabilité ou de désintéressement dans leur chef, ou dans celui d'un de leurs organes, mandataires ou préposés;
- 2° aux institutions au sein desquelles les fonctions de président, d'administrateur, de directeur ou de mandataire sont confiées à une personne non réhabilitée ayant encouru une peine d'emprisonnement d'au moins un mois, même avec sursis, pour une infraction prévue à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;
- 3° aux institutions ne jouissant pas d'une indépendance suffisante vis-à-vis des personnes ou institutions exerçant une activité de prêteur ou d'intermédiaire de crédit soumise à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

Art. 124. Les institutions privées et les institutions publiques agréées autres que les centres publics d'action sociale et les associations de centres publics d'action sociale visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ne peuvent réclamer aucune rétribution ni indemnité, sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 125. Les institutions agréées doivent respecter les obligations suivantes :

- 1° mentionner l'agrément;
- 2° informer le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions de toute modification des statuts et des désignations d'administrateurs, de la cessation de l'activité de médiation de dettes ou lorsqu'elles ne remplissent plus les conditions d'agrément fixées par le présent titre;
- 3° se soumettre au contrôle des membres du service d'inspection de l'Administration désignés par le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions et lui transmettre un rapport annuel dans le courant du premier trimestre qui suit l'exercice.

Art. 126. Le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions peut retirer à tout moment l'agrément en cas de non-respect des dispositions du présent titre.

Section 3. — Programmation et subventionnement

Art. 127. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à fixer une programmation des institutions agréées pour la pratique de médiation de dettes en tenant compte du nombre d'habitants et de la vocation de chaque commune à être desservie par une institution agréée.

§ 2. Ne sont pas soumis à la programmation que le § 1^{er} du présent article charge le Gouvernement de fixer :

- des organismes publics ou privés exclusivement rattachés à une institution ou une entreprise et dont les activités sont déployées au profit d'un public bien spécifique;
- l'institution visée à l'article 13 de l'Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998;
- les centres de référence agréés pour pratiquer la médiation de dettes dans le cadre du présent titre.

§ 3. Sous réserve d'un retrait décidé en vertu de l'article 126, les institutions disposant d'un agrément à la date d'entrée en vigueur de la programmation conservent leur agrément jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle il a été octroyé. La programmation ne peut faire obstacle au renouvellement de leur agrément, aussi longtemps qu'elles restent agréées de façon ininterrompue.

Art. 128. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde, suivant les conditions et modalités qu'il fixe, des subventions aux institutions agréées pour pratiquer la médiation de dettes, à l'exception des institutions visées à l'article 127, § 2.

Ces subventions sont composées d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

Les critères de calcul de la partie variable des subventions tiennent notamment compte du nombre des dossiers traités par l'institution agréée.

Le présent paragraphe entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement peut également agréer et subventionner, suivant les conditions et modalités qu'il détermine et dans les limites des crédits budgétaires, des centres de référence chargés :

- 1° d'assister sur le plan du droit et de la pratique de la médiation de dettes plusieurs institutions de médiation de dettes agréées, cette assistance pouvant consister en la prise en charge des cas les plus difficiles;
- 2° d'une mission générale de prévention du surendettement ainsi que d'accompagner les groupes d'appui de prévention du surendettement organisés par les institutions agréées de médiation de dettes ou créés en vertu d'une convention de partenariat, sur les plans pédagogique, technique et de l'évaluation.

Le centre de référence devra disposer de la documentation lui permettant d'offrir aux institutions de médiation de dettes agréées relevant de son ressort territorial toute l'information nécessaire relative à la bonne exécution de leurs missions. Cette information concerne notamment la jurisprudence et son évolution la plus récente.

Il fixe le ressort territorial des centres de référence. Celui-ci doit couvrir au moins huit communes représentant au total au moins 200 000 habitants.

Pour être agréés, les centres de référence doivent :

- 1° être créés par au moins huit centres publics d'action sociale, sur base des dispositions du Chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;
- 2° disposer d'un travailleur social affecté à plein temps à la médiation de dettes, ayant suivi une formation spécialisée de 30 heures au moins en cette matière et justifiant de cinq années d'expérience professionnelle en matière de travail social;
- 3° disposer des services d'un docteur ou d'un licencié en droit au moins soit par le biais d'un engagement soit par le biais d'une convention.

Le Gouvernement subventionne des frais de personnel et de fonctionnement des centres de référence agréés. Les frais de personnel subventionnés ne peuvent excéder les barèmes fixés par le Gouvernement.

Art. 129. Bénéficient d'une subvention complémentaire les institutions agréées pour la pratique de la médiation de dettes qui organisent un ou des groupes d'appui pour la prévention du surendettement ou concluent une convention avec un partenaire en vue de l'organisation d'un tel groupe dont les missions sont, via des réunions régulières, d'aborder avec des personnes en situation de surendettement ou ayant connu une telle situation, ainsi qu'avec d'autres personnes intéressées, les problèmes de gestion budgétaire, de surendettement et, de façon générale, tout thème ayant une incidence sur cette gestion en vue d'améliorer leur situation sociale.

Le Gouvernement détermine les conditions et modalités des subventions aux institutions agréées pour les groupes d'appui pour la prévention du surendettement.

Les institutions agréées ou les partenaires conventionnés avec ces institutions doivent, en outre, répondre aux conditions suivantes :

- disposer d'un local permettant d'accueillir un groupe d'au moins quinze personnes;
- développer des animations pédagogiques adaptées aux besoins exprimés par les bénéficiaires dans le cadre des missions prédécrites;
- établir des collaborations et travailler en partenariat avec des services, institutions ou personnes utiles pour aborder les thématiques de prévention du surendettement;
- participer aux réunions d'intervisions organisées par les centres de référence.

CHAPITRE II. — *Observatoire du crédit et de l'endettement*

Art. 130. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, aux conditions et modalités qu'il détermine, l'Observatoire du crédit et de l'endettement.

Cet organisme a pour missions :

- de collecter des données statistiques en matière de surendettement;
- d'étudier l'évolution de la législation et de la jurisprudence;
- d'étudier les pratiques relatives au crédit et les problématiques qui y sont liées;
- de contribuer au travail de prévention en matière de surendettement en diffusant toute information utile auprès du public et des professionnels de l'action sociale ou du crédit;
- d'organiser annuellement un programme de formation de base et continuée pour les médiateurs de dettes.

§ 2. L'Observatoire du crédit et de l'endettement rédige un rapport annuel contenant l'évolution de l'endettement et du surendettement des ménages wallons ainsi que toute donnée utile à une politique de prévention du surendettement.

Il transmet ce rapport au Gouvernement wallon au plus tard le 30 juin de chaque année.

§ 3. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde, suivant les conditions et modalités qu'il détermine, des subventions à l'Observatoire du crédit et de l'endettement.

Ces subventions couvrent :

- 1° des frais de personnel;
- 2° des frais de fonctionnement;
- 3° des initiatives visant à rencontrer une problématique ou pour assurer une mission spécifique.

TITRE IV. — Centres de service social

CHAPITRE I^{er}. — *Agrément*

Art. 131. Selon les modalités qu'il fixe, le Gouvernement peut agréer des centres de service social chargés de dispenser une aide sociale individualisée aux personnes et aux familles, s'ils satisfont aux conditions minimales suivantes :

- 1° soit être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif qui a pour unique objet l'accomplissement de la mission visée à l'alinéa 1^{er}, soit être créé par une union nationale ou une mutualité telles que définies par la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;
- 2° employer à temps plein au moins trois professionnels qualifiés, titulaires du diplôme d'assistant social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou porteurs d'un titre équivalent; deux des trois emplois peuvent toutefois être occupés à temps partiel;
- 3° la moitié des professionnels qualifiés doivent être titulaires du diplôme d'assistant social;
- 4° disposer d'un secrétariat central et d'un ou plusieurs bureaux de consultation;
- 5° assurer une permanence hebdomadaire minimale à raison de dix heures par équivalent temps plein considéré au 2°; la permanence doit être assurée par des professionnels qualifiés au sens du 2°;

- 6° assurer cette permanence durant quarante-quatre semaines par an au moins;
- 7° aux endroits où se tiennent les consultations, disposer de l'équipement nécessaire ainsi que d'une salle d'attente séparée;
- 8° être accessible à chacun, quelle que soit son appartenance idéologique, philosophique ou religieuse, quelle que soit sa nationalité, et sans qu'une affiliation au centre de service social ne soit exigée.

CHAPITRE II. — *Subventionnement*

Art. 132. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement fixe les modalités de subventionnement des centres.

Il peut ainsi leur accorder des subventions destinées à couvrir des frais de rémunération des professionnels qualifiés visés à l'article 131, 2°, et des frais de fonctionnement. Le nombre des professionnels qualifiés pris en considération est fixé dans l'arrêté d'agrément.

Les subventions pour frais de fonctionnement comprennent :

- 1° une part forfaitaire annuelle par professionnel qualifié, proportionnelle à la durée de ses prestations;
- 2° une part forfaitaire annuelle de fonctionnement; cette part est doublée pour les centres ne pouvant être considérés comme appartenant à une union nationale ou une mutualité telles que définies par la loi du 6 août 1990 susmentionnée.

CHAPITRE III. — *Contrôle et sanctions*

Art. 133. Les centres sont tenus de :

- 1° tenir une comptabilité spécifique;
- 2° informer la DGO5 Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie de toute modification portée à leurs statuts ou à leur personnel;
- 3° fournir annuellement un rapport d'activités, un compte de recettes et de dépenses, un budget, toutes pièces permettant de justifier les subsides octroyés;
- 4° laisser libre accès aux locaux ou aux documents aux fonctionnaires habilités à assurer leur contrôle;
- 5° afficher à front de rue la raison sociale du centre et l'horaire des permanences.

TITRE V. — *Aide sociale aux justiciables*

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Art. 134. Pour l'application du présent titre, on entend par :

- 1° justiciables : les inculpés, les condamnés, les ex-détenus et les victimes, tels que définis ci-dessous, ainsi que leurs proches;
- 2° inculpés : les personnes qui ont fait l'objet d'une inculpation et qui sont maintenues en liberté.

Sont également considérées comme inculpés les personnes à l'égard de qui l'action publique est engagée ainsi que celles qui se trouvent dans une situation qui les expose ou qui pourrait les exposer à faire l'objet d'une inculpation;

- 3° condamnés : les personnes non détenues qui font l'objet d'une condamnation à une peine ou d'une mesure de mise à l'épreuve décidée en application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;
- 4° ex-détenus : les personnes mises en liberté à titre conditionnel, provisoire ou définitif, en ce compris les personnes ayant fait l'objet d'une mesure de défense sociale;
- 5° victimes : les personnes ayant subi une infraction ou un fait qualifié d'infraction;
- 6° services d'aide sociale aux justiciables : les services, agréés par la Région wallonne, qui assurent l'aide sociale aux inculpés, condamnés, ex-détenus et victimes, ainsi qu'à leurs proches;
- 7° aide sociale : toute action individuelle ou de groupe destinée à permettre une participation active à la vie sociale, économique, politique et culturelle conformément aux droits de l'homme, ainsi qu'une compréhension critique des réalités de la société notamment par le développement des capacités d'analyse, d'action et d'évaluation. L'aide sociale comprend également l'aide psychologique destinée à soutenir les personnes confrontées à des problèmes particuliers en rapport avec un comportement délinquant ou à une situation de victimisation, à l'exception de la prise en charge à long terme nécessitée par des troubles psychiques persistants;
- 8° Ministre : le Ministre ayant l'Aide sociale aux justiciables dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Services d'aide sociale aux justiciables*

Section 1^{re}. — Missions

Art. 135. Les services d'aide sociale aux justiciables veillent à garantir aux inculpés, condamnés, ex-détenus et victimes, ainsi qu'à leurs proches, qui le demandent ou qui l'acceptent, l'exercice du droit à l'aide sociale.

Art. 136. En ce qui concerne les victimes, les services d'aide sociale aux justiciables ont notamment pour missions particulières :

- 1° d'assurer une permanence spécifique d'aide aux victimes, dans des locaux appropriés;
- 2° de contacter, dès que possible, les victimes qui ont autorisé les services de police à communiquer leurs coordonnées;
- 3° d'accompagner les victimes qui sollicitent une aide, tout au long de leurs démarches, pour faire face aux conséquences de la victimisation, en ce compris la victimisation secondaire, et, si possible, les aider à en obtenir réparation;
- 4° de fournir des informations permettant d'orienter la victime dans ses relations avec la police, le pouvoir judiciaire et les sociétés d'assurances, ainsi que de bénéficier de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;
- 5° d'apporter une aide psychologique centrée sur les conséquences directes ou indirectes de la victimisation et l'assimilation du bouleversement causé par l'événement subi;

- 6° de faciliter l'accès des victimes qui le nécessitent aux services d'aide aux personnes et, le cas échéant, aux services de soins médico-psychiatriques;
- 7° de sensibiliser le public et les services concernés aux droits et aux besoins spécifiques des victimes.

Art. 137. En ce qui concerne les inculpés, condamnés et ex-détenus, les services d'aide sociale aux justiciables ont notamment pour missions particulières :

- 1° de faciliter l'accès des bénéficiaires aux ressources des services d'aide aux personnes;
- 2° de favoriser l'insertion ou la réinsertion socioprofessionnelle des justiciables;
- 3° de sensibiliser le public et les organismes concernés aux problèmes liés au traitement de la délinquance dans la collectivité ainsi qu'aux besoins de leurs bénéficiaires en termes d'égalité des chances;
- 4° de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions alternatives à la détention ou d'activités permettant d'éviter la privation de liberté.

Section 2. — Agrément

Art. 138. Les services d'aide sociale aux justiciables peuvent être agréés par le Gouvernement s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent titre ou en vertu de celui-ci.

Art. 139. Un service d'aide sociale aux justiciables est agréé dans chaque arrondissement judiciaire.

Lorsque le nombre d'habitants, le taux de criminalité, la configuration géographique ou la concentration des différentes problématiques rencontrées par les services d'aide sociale aux justiciables le requièrent, le Gouvernement peut agréer un ou plusieurs services supplémentaires dans le même arrondissement.

Art. 140. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le service d'aide sociale aux justiciables.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte en tout cas :

- 1° la description des tâches assumées par le service;
- 2° les statuts du pouvoir organisateur;
- 3° la composition des organes d'administration et du personnel.

Art. 141. Pour être agréé, le service d'aide sociale aux justiciables doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être créé et organisé par une province, une association de communes ou de centres publics d'action sociale, un établissement d'utilité publique ou constitué en association sans but lucratif ayant pour objet l'aide sociale aux justiciables;
- 2° avoir le siège de ses activités en Région wallonne;
- 3° accomplir de manière régulière, seul ou en collaboration, les missions d'aide aux justiciables visées à la section 1^{ère} du présent chapitre;
- 4° fournir gratuitement les prestations d'aide sociale aux justiciables, et sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;
- 5° faire bénéficier les justiciables d'une aide sociale :
 - a. en collaborant en permanence avec les structures publiques ou privées pouvant contribuer à aider les justiciables;
 - b. en participant aux activités et projets entrepris ou encouragés dans ce cadre par la Région wallonne;
- 6° disposer de locaux appropriés permettant au moins l'organisation d'un secrétariat administratif et de permanences d'accueil et de consultation;
- 7° exercer principalement leurs activités dans leur arrondissement judiciaire. A la demande de justiciables, ils peuvent étendre leurs activités dans un arrondissement judiciaire limitrophe, en collaboration avec le ou les services agréés dans ce dernier. Ils peuvent également étendre leurs activités dans un arrondissement judiciaire limitrophe lorsqu'il n'existe pas dans leur arrondissement de service d'aide sociale aux justiciables agréé.

Le Gouvernement détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives au personnel subventionné et à l'organisation des locaux des services d'aide sociale aux justiciables.

Art. 142. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément.

Section 3. — Subventionnement

Art. 143. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux services d'aide sociale aux justiciables agréés des subventions couvrant :

- 1° les dépenses de personnel;
- 2° les frais de fonctionnement.

En vue de leur subventionnement, les services d'aide sociale aux justiciables sont agréés en catégories fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi des subventions.

Art. 144. Il peut être accordé des subventions aux services d'aide sociale aux justiciables ou à d'autres institutions ou associations qui se distinguent par leur action d'aide sociale aux justiciables, pour des projets particuliers qu'ils se proposent de réaliser dans le cadre de leurs missions.

L'octroi des subventions visées à l'alinéa 1^{er} fait l'objet d'une convention.

Section 4. — Volontariat

Art. 145. Les services d'aide sociale aux justiciables peuvent faire appel au concours de collaborateurs bénévoles pour l'accomplissement d'une ou plusieurs de leurs missions.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'application du présent article.

Art. 146. Les collaborateurs bénévoles doivent :

- 1° justifier de leur compétence, par leur formation professionnelle ou leur expérience, dans le domaine de l'aide sociale;
- 2° être encadrés par le personnel professionnel du service, sous la responsabilité de la direction.

TITRE VI. — Aide à l'intégration socio-professionnelleCHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 147. Au sens du présent titre, on entend par :

- 1° centre : tout centres publics d'action sociale situé en Région wallonne, à l'exception des centres publics d'action sociale qui dépendent de la Communauté germanophone;
- 2° ayant droit : toute personne bénéficiaire du droit à l'intégration sociale ou toute personne bénéficiaire de l'aide sociale équivalant à l'intégration sociale lorsqu'il s'agit d'une personne qui, inscrite au registre des étrangers et bénéficiant d'une autorisation de séjour illimitée, n'a pas droit à l'intégration sociale en raison de sa nationalité.

CHAPITRE II. — Subventionnement

Art. 148. L'intégration professionnelle des ayants droit mis à l'emploi sous contrat de travail par ou à l'initiative des centres publics d'action sociale bénéficie d'un subventionnement régional.

Sont considérés comme des mises à l'emploi :

- 1° l'engagement sous contrat de travail par le centre public d'action sociale d'un ayant droit, que celui-ci soit ou non mis à disposition d'un tiers visé à l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;
- 2° l'engagement d'un ayant droit sous contrat de travail par un employeur privé ou public conventionné avec le centre en application de l'article 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Art. 149. Le Gouvernement est habilité à arrêter les conditions et les modalités d'octroi des subventions, ainsi que leurs modalités de contrôle et de liquidation.

Livre II. — Intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère**TITRE I^{er}. — Définitions**

Art. 150. Pour l'application du présent livre et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

- 1° personnes étrangères : les personnes ne possédant pas la nationalité belge, séjournant de manière durable ou temporaire sur le territoire de la région de langue française;
- 2° personnes d'origine étrangère : les personnes qui ont émigré en Belgique ou dont l'un des ascendants a émigré en Belgique et qui ont la nationalité belge;
- 3° le développement social : est une démarche visant à améliorer la capacité du public cible à vivre en toute sécurité et à lui permettre de participer pleinement à la société. Il est indissociable de son contexte culturel, économique, politique et spirituel et ne peut être envisagé dans une perspective uniquement sectorielle. Il relève d'une multiplicité de dimensions et de l'atteinte de plusieurs objectifs sociaux énumérés à l'article 163;
- 4° projet de co-développement : le projet de développement social, économique, culturel et politique, appuyé sur une collaboration entre les personnes étrangères ou d'origine étrangère, leurs organisations et leurs partenaires, publics et privés, à la fois dans les pays d'origine et de destination, avec un cadre de référence partagé;
- 5° plan local d'intégration : le plan qui favorise l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, en mettant en évidence leurs besoins spécifiques et en définissant les stratégies à développer pour mieux les rencontrer, sur chaque territoire couvert par un centre prévu au Titre III;
- 6° le plan de cohésion sociale : le plan visé par le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;
- 7° la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère : la commission mentionnée à l'article 25, dénommée ci-après « la commission »;
- 8° l'interprétariat en milieu social : la restitution complète de messages verbaux ou écrits, depuis la langue source vers la langue de destination, de manière neutre et fidèle dans le contexte social, notamment de bien-être et de santé, de l'emploi et du logement, de l'accueil et de l'accompagnement, de la prestation de services publics et des autorités dans le cadre de leurs missions sociales destinées au public cible.

TITRE II. — L'action régionale

Art. 151. Le Gouvernement arrête pour les compétences qu'il exerce, dans un plan d'actions transversales proposé par la Commission, les actions positives favorisant l'égalité des chances des personnes étrangères ou d'origine étrangère et la citoyenneté dans la perspective d'une société interculturelle

Art. 152. La Région et les organismes publics ou privés qui contribuent à la mise en œuvre de la politique de la Région ou qui sont subventionnés par elle facilitent l'accès des personnes étrangères ou d'origine étrangère aux services publics et privés.

Art. 153. Le Gouvernement présente au Parlement wallon avant le 30 juin de l'année suivant la deuxième année qu'il couvre, un rapport d'évaluation sur la politique relative à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère et le plan d'actions transversales prévu à l'article 151.

TITRE III. — Centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

CHAPITRE I^{er}. — Missions

Art. 154. Les centres pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère ont pour mission d'assurer :

- 1° l'accompagnement des initiatives locales de développement social ainsi que la coordination des activités d'intégration dans le cadre des plans locaux d'intégration;
- 2° la promotion de la participation sociale, économique, culturelle et politique des personnes étrangères ou d'origine étrangère et des échanges interculturels;
- 3° la coordination de l'accueil, l'orientation, l'accompagnement et l'intégration des personnes étrangères installées depuis peu en Région wallonne;
- 4° la formation des intervenants agissant dans le secteur de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère et le dialogue interculturel, ainsi que la formation du personnel des services s'adressant même partiellement à eux;
- 5° la récolte sur le plan local des données statistiques disponibles;
- 6° sur proposition de leur conseil d'administration et moyennant l'avis favorable de la Commission, l'organisation, pendant une durée déterminée, d'activités d'intégration de première ligne indispensables à la réalisation du plan local d'intégration, au cas où les associations et les pouvoirs publics partenaires ne les organisent pas ou à leur demande, en particulier en ce qui concerne l'offre d'apprentissage du français et la connaissance des institutions belges.

CHAPITRE II. — Agrément

Art. 155. Le Gouvernement agréé sept centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères actuellement situés à Charleroi, La Louvière, Liège, Mons, Namur, Verviers et Tubize, dont le ressort est défini par le Gouvernement. Le siège d'activités du centre peut être transféré sur une autre commune du ressort.

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, il peut agréer d'autres centres pour autant qu'ils desservent au moins une zone d'action prioritaire telle que définie par le Gouvernement et qu'ils couvrent au moins le territoire d'un arrondissement.

Art. 156. Pour être agréés, les centres doivent être créés à l'initiative des pouvoirs publics ou des associations, en veillant à ce que les pouvoirs publics et les associations disposent toujours chacun de la parité des voix dans les organes d'administration et de gestion.

Art. 157. Les centres organisent un comité d'accompagnement, composé au minimum des associations et des pouvoirs publics ainsi que toute personne concernée, qui exercent leur action en matière d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère sur le territoire concerné.

Le comité d'accompagnement est chargé de l'accompagnement et de l'évaluation des plans locaux d'intégration. Il peut organiser des groupes de travail sur des thèmes particuliers.

Art. 158. Les centres doivent disposer de personnel à temps plein, dont l'équipe de base est composée au moins :

- 1° d'une personne chargée de la direction et de la gestion journalière;
- 2° d'une personne chargée de la gestion administrative et financière;
- 3° d'un coordinateur de projets;
- 4° de trois responsables de projets.

Le Gouvernement définit les qualifications du personnel composant l'équipe de base.

Art. 159. Les centres doivent disposer de locaux nécessaires à l'exercice de leurs missions, à l'accueil de leur personnel, ainsi que d'un secrétariat et d'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins vingt personnes.

Les locaux des centres sont ouverts au moins cinq jours par semaine.

Le règlement d'ordre intérieur élaboré par le centre et approuvé par le Gouvernement règle notamment la manière dont les centres mettent leurs infrastructures à la disposition des associations ou des pouvoirs publics contribuant à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Art. 160. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le centre. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte en tout cas :

- 1° la description des tâches assumées par le centre;
- 2° la composition des organes d'administration et de gestion;
- 3° les statuts du pouvoir organisateur;
- 4° les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis;
- 5° les conventions liées à l'exercice des missions du centre;
- 6° les modalités de constitution du comité d'accompagnement et ses relations avec le centre;
- 7° l'organigramme du personnel;
- 8° la liste des locaux disponibles gérés par le centre.

Art. 161. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent livre ou des dispositions fixées en vertu du présent livre.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément.

CHAPITRE III. — Subventionnement

Art. 162. Dans la limite des crédits budgétaires, les centres bénéficient annuellement :

- 1° de subventions couvrant au moins les rétributions de la personne chargée de la direction, de la personne chargée de la gestion administrative et financière et du coordinateur de projets;

- 2° de subventions couvrant le co-financement d'au moins trois responsables de projets, chargés du suivi du plan local d'intégration, de la formation d'intervenants, de l'accompagnement des associations ainsi que des relations avec les pouvoirs publics. Le Gouvernement arrête les modalités, montants et conditions d'octroi de ces subventions;
- 3° d'une subvention indexée dont le montant est fixé par le Gouvernement, couvrant les frais de fonctionnement et d'activités.

Les échelles de traitement prises en compte sont celles appliquées pour les accords du secteur non-marchand et par la commission paritaire 329.02.

De plus, les centres peuvent percevoir d'autres subventions couvrant des activités exceptionnelles qu'ils développent en commun.

Les centres peuvent percevoir une cotisation ou des subventions de leurs membres.

TITRE IV. — Subventionnement des initiatives locales de développement social

Art. 163. Le Gouvernement subventionne dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les initiatives locales de développement social menées par un pouvoir public local, une intercommunale, une association de fait ou une association sans but lucratif, qui recouvrent les domaines suivants :

- 1° l'apprentissage du français langue étrangère, la compréhension des codes sociaux et culturels ainsi que la connaissance des institutions du pays d'accueil;
- 2° l'aide à l'exercice des droits et des obligations des personnes étrangères ou d'origine étrangère quel que soit le domaine concerné, en particulier pour les nouveaux arrivants;
- 3° l'orientation, l'accompagnement et le soutien aux démarches d'intégration notamment socioprofessionnelles et philosophiques;
- 4° l'amélioration de la compréhension et de la connaissance mutuelle en vue d'une société interculturelle par la promotion des échanges et de la connaissance, la médiation sociale et interculturelle, ainsi que l'interprétariat en milieu social;
- 5° la lutte contre les discriminations et la promotion de participation sociale, économique, culturelle et politique;
- 6° les projets s'inscrivant dans une démarche de co-développement.

Les initiatives locales de développement social portées depuis au moins trois ans par des associations sans but lucratif, disposant d'au moins un poste salarié à temps plein peuvent être agréées par le Gouvernement aux conditions qu'il fixe.

Art. 164. § 1^{er}. Pour bénéficier des subventions, les initiatives locales de développement social pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère doivent :

- 1° mener une action s'insérant dans la politique régionale d'intégration, les plans locaux d'intégration et les plans de cohésion sociale, après consultation du centre régional couvrant le territoire sur lequel elle s'exerce, s'il échet;
- 2° programmer leurs actions sur base annuelle ou pluriannuelle.

La programmation est au maximum de trois ans.

Les projets doivent comporter un descriptif de la situation existante et définir clairement les objectifs poursuivis et les moyens à mettre en œuvre.

Les subventions sont octroyées en priorité aux projets qui font l'objet d'un accompagnement en application de l'article 154, 1°, et, au besoin, aux projets qui bénéficient de subventions, dans le cadre de la politique d'intégration, émanant d'autres instances fédérales ou européennes.

§ 2. Les subventions visées au paragraphe 1^{er} sont accordées pour couvrir les dépenses de personnel et de fonctionnement directement liées à la réalisation des initiatives locales de développement social pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

TITRE V. — Contrôle

Art. 165. Le contrôle administratif, financier et qualitatif des centres et des initiatives locales est exercé par les fonctionnaires désignés à cet effet. Ils ont libre accès aux locaux et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Livre III. — Aide aux familles

TITRE 1^{er}. — Services Espaces-Rencontres

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et missions

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 166. Pour l'application du Titre 1^{er}, on entend par :

- 1° services "Espaces-Rencontres" : les services qui s'adressent aux familles en situation de rupture, de divorce ou de séparation, et qui exercent les missions visées à l'article 167;
- 2° parents : le père, la mère, les grands-parents ou toute autre personne titulaire d'un droit aux relations personnelles avec l'enfant au bénéfice duquel intervient le service "Espaces-Rencontres";
- 3° Ministre : le Ministre ayant la Politique familiale dans ses attributions;
- 4° administration : les services désignés par le Gouvernement.

Section 2. — Missions

Art. 167. § 1^{er}. Les services "Espaces-Rencontres" ont pour missions :

- 1° de permettre au parent avec lequel l'enfant ne vit pas un exercice normal de son droit aux relations personnelles lorsque ce droit a été interrompu ou lorsqu'il se déroule difficilement ou de manière conflictuelle;
- 2° de contribuer à créer ou à restaurer la relation entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er} sont exercées dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, ou à la demande des parents.

§ 3. Elles sont réalisées :

- 1° en organisant des rencontres entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas;
- 2° en encadrant par un tiers neutre l'exercice du droit aux relations personnelles.

CHAPITRE II. — *Agrément*

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 168. Les services "Espaces-Rencontres" peuvent être agréés par le Gouvernement s'ils satisfont aux conditions fixées par le Titre 1^{er} ou en vertu de celui-ci.

Les services "Espaces-Rencontres" mentionnent sur tous leurs actes, documents ou publications qu'ils sont agréés en vertu du présent titre.

Art. 169. Un service "Espaces-Rencontres" est agréé dans chaque arrondissement judiciaire.

Lorsque le nombre d'habitants, la configuration géographique ou la concentration des différentes problématiques rencontrées par les services "Espaces-Rencontres" le requièrent, le Gouvernement peut agréer un ou plusieurs services supplémentaires dans le même arrondissement.

Art. 170. Pour être agréé, le service "Espaces-Rencontres" doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être créé et organisé par une province, une association de communes ou de centre publics d'action sociale, une fondation ou une association sans but lucratif;
- 2° avoir le siège de ses activités en Région wallonne;
- 3° accomplir de manière régulière les missions visées à l'article 167;
- 4° fournir ses prestations sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;
- 5° disposer de locaux permettant au moins l'organisation d'un secrétariat administratif, d'une permanence d'accueil, d'entretiens confidentiels et de rencontres entre parents et enfants;
- 6° disposer d'un coordinateur exerçant les tâches visées à l'article 173;
- 7° disposer d'un règlement d'ordre intérieur précisant au minimum :
 - la répartition des tâches au sein du service "Espaces-Rencontres";
 - les droits et devoirs des membres du personnel;
- 8° s'engager à respecter le Code de déontologie défini par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives au personnel et à l'organisation des locaux.

Section 2. — Procédure d'octroi

Art. 171. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le service "Espaces-Rencontres".

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte au minimum les documents et informations suivants :

- 1° la description des tâches assurées par le service;
- 2° les statuts du pouvoir organisateur;
- 3° la composition des organes d'administration;
- 4° la composition et la qualification du personnel;
- 5° le volume des prestations;
- 6° le règlement d'ordre intérieur;
- 7° le plan des locaux.

Art. 172. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

Art. 173. Le coordinateur travaille en concertation avec les membres du personnel et veille notamment à l'application du règlement de travail, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, ainsi qu'aux relations avec les pouvoirs subsidiaires.

Art. 174. Les membres du personnel ainsi que toute personne ayant accès aux dossiers individuels sont tenus au secret professionnel.

Art. 175. Les membres du personnel tiennent un registre d'activités conforme au modèle fixé par le Gouvernement, dans lequel sont répertoriés le nombre et le type de consultations. Ce registre n'est accessible qu'aux membres du personnel et aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement pour le contrôle des services. Les informations qui y figurent sont anonymisées.

Art. 176. Le service "Espaces-Rencontres" peut réclamer aux parents, pour son intervention, une contribution financière en respectant un tarif maximal et des modalités fixés par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Subventionnement*

Art. 177. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux services "Espaces-Rencontres" agréés des subventions couvrant :

- 1° des dépenses de personnel;
- 2° des frais de fonctionnement.

Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités d'octroi des subventions.

Art. 178. Les services "Espaces-Rencontres" subventionnés en application de l'article 177 doivent :

- 1° communiquer annuellement à l'administration les informations suivantes portant sur l'exercice écoulé :
 - avant le 30 avril, les pièces justificatives des salaires des personnes admissibles aux subventions et les preuves de paiement des charges patronales, ainsi que les pièces justificatives des frais de fonctionnement;
 - avant le 30 juin, la comptabilité tenue conformément aux dispositions légales qui leur sont applicables;
- 2° communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné.

CHAPITRE V. — *Contrôle et sanctions**Section 1^{re}. — Contrôle*

Art. 179. Les services "Espaces-Rencontres" agréés établissent annuellement :

- 1° un rapport d'activités qualitatif circonstancié, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés, ainsi qu'une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact;
- 2° un rapport d'activités quantitatif.

Le modèle des rapports d'activités est fixé par le Gouvernement.

Les rapports sont transmis à l'administration au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'année à laquelle ils se rapportent.

*Section 2. — Sanctions**Sous-section 1^{re}. — Suspension, retrait*

Art. 180. L'agrément peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du Titre 1^{er} ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément.

Art. 181. En cas de non-respect des dispositions du présent Titre 1^{er} et des dispositions prises en exécution de celui-ci, les subventions peuvent être réduites ou suspendues selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. Celui-ci prévoit notamment la possibilité pour le service concerné de faire valoir ses observations préalablement à toute décision de réduction ou de suspension des subventions.

Sous-section 2. — Sanctions pénales

Art. 182. Toute personne qui organise ou dirige une association portant, sans être agréée, l'appellation "Espaces-Rencontres" est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 1.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

TITRE II. — Centres et fédérations de centres de planning et de consultation familiale et conjugaleCHAPITRE I^{er}. — *Centres de planning et de consultation familiale et conjugale**Section 1^{re}. — Définition et missions**Sous-section 1^{re}. — Définitions*

Art. 183. Les centres sont des établissements extra-hospitaliers ayant pour objet l'accueil, l'information, l'éducation et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles, ainsi que l'animation des groupes, notamment de jeunes, dans le cadre de la vie affective, sexuelle et relationnelle.

Art. 184. Les centres doivent avoir leur siège d'activités dans la région de langue française et être organisés par une autorité publique, un établissement d'utilité publique ou une association sans but lucratif.

Sous-section 2. — Missions

Art. 185. Le centre a pour mission de :

- 1° organiser des consultations psychologique, sociale, médicale et juridique;
- 2° préparer les jeunes à la vie affective et sexuelle;
- 3° informer les personnes et groupes sur tout ce qui concerne la contraception, la grossesse désirée ou non, l'interruption volontaire de grossesse, les maladies sexuellement transmissibles et tout aspect de la vie sexuelle et affective;
- 4° aider les personnes dans les problèmes d'infertilité, de contraception et dans tout autre aspect de leur vie sexuelle et affective;
- 5° aider les femmes enceintes en difficultés;
- 6° porter à la connaissance du public les notions de droit familial;
- 7° assurer l'éducation et l'information des adultes et des jeunes dans le domaine de la vie relationnelle, affective et de la parenté responsable.

Le centre peut développer des activités dans des domaines spécialisés notamment dans la pratique de l'interruption volontaire de grossesse réalisée dans le respect de l'article 350 du Code pénal et dans le cadre de la consultation conjugale et de la médiation familiale.

Le centre organise des animations liées aux missions énoncées ci-avant.

Le centre peut aussi contribuer à la formation des personnes exerçant une activité dans le domaine de l'éducation affective et sexuelle.

L'intervention du centre fait l'objet, en son sein, d'une concertation pluridisciplinaire régulière dont les modalités sont fixées par le Gouvernement.

Art. 186. Le centre remplit ses missions seul ou en collaboration avec d'autres partenaires publics ou privés.

Art. 187. Le centre respecte le droit des personnes qui font appel à ses services de refuser ceux-ci, en tout ou en partie.

Art. 188. Le centre fournit au Gouvernement les informations et les données anonymes à caractère épidémiologique permettant de définir les problèmes rencontrés, d'évaluer le nombre et la localisation des centres nécessaires pour couvrir les besoins de la population et de déterminer les types d'actions à mener.

Les informations et les données anonymes visées à l'alinéa 1^{er} sont déterminées par le Gouvernement et peuvent être transmises par lui, en vue d'analyse et de recherche, à des organismes qu'il a agréés.

La transmission visée à l'alinéa 2 a lieu sous le couvert d'une convention précisant les données qui seront transmises, les objectifs poursuivis et les moyens utilisés pour garantir l'anonymat.

Cette convention fait l'objet d'un avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée.

Section 2. — Agrément

Art. 189. Les centres de planning et de consultation familiale et conjugale sont agréés par le Gouvernement s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent titre ou en vertu de celui-ci.

Les centres mentionnent sur tous les actes, documents ou publications qu'ils sont agréés en vertu du Titre II du Livre III de la Deuxième partie du présent Code.

Art. 190. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le pouvoir organisateur du centre.

Le Gouvernement détermine les éléments constitutifs du dossier d'agrément.

Ce dossier comporte en tout cas :

- 1° la description des tâches assumées par le centre en rapport avec les missions;
- 2° le nombre et la composition de l'équipe pluridisciplinaire, le volume des prestations et la qualification de ces membres;
- 3° les statuts du pouvoir organisateur;
- 4° le plan des locaux;
- 5° l'indication du secteur géographique à desservir;
- 6° les renseignements relatifs à la population desservie;
- 7° les conventions liées aux missions du centre.

Art. 191. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi de l'agrément.

Section 3. — Personnel et fonctionnement

Sous-section 1^{re}. — Personnel

Art. 192. Le centre comprend une équipe pluridisciplinaire assurant au moins les fonctions médicale, psychologique, juridique, sociale, d'accueil et d'animation.

La fonction médicale est assurée par un médecin titulaire d'un diplôme de médecin généraliste ou par un médecin spécialiste ou en cours de spécialisation en gynécologie.

La fonction psychologique est assurée par un psychologue titulaire d'un diplôme de licencié en psychologie ou en psychopédagogie.

La fonction juridique est assurée par un docteur ou un licencié en droit.

La fonction sociale est assurée par un travailleur social titulaire d'un diplôme d'assistant social ou d'infirmier gradué social.

De plus, l'équipe peut comprendre un conseiller conjugal titulaire d'un certificat délivré par un centre de formation agréé ou reconnu et un sexologue titulaire d'une licence en sciences sexologiques et de la famille.

Les fonctions d'accueil et d'animation sont assurées par un membre de l'équipe ou sous son contrôle.

Le Gouvernement détermine la durée minimale des prestations des membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 193. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire qui, pour des raisons de conscience, ne veulent ou ne peuvent donner suite à une demande d'aide dans le domaine de l'interruption volontaire de grossesse sont tenus de désigner sans délai au demandeur la personne du centre, le centre ou l'établissement auprès duquel l'aide peut être obtenue.

A cet effet, le centre met à disposition des membres de l'équipe pluridisciplinaire la liste des personnes, centres ou établissements auprès desquels l'aide sollicitée peut être obtenue.

Art. 194. Le pouvoir organisateur du centre engage les membres du personnel et détermine la durée des prestations des membres de l'équipe. Il peut également conclure des contrats d'entreprise avec des professionnels indépendants.

Les éventuelles prestations bénévoles doivent être effectuées par des personnes répondant aux mêmes conditions de diplômes que celles exigées des membres de l'équipe pluridisciplinaire, être prévues dans une convention spécifique et ne peuvent pas être exercées en concurrence avec celles des membres de l'équipe engagés à titre onéreux par le pouvoir organisateur ou liés avec lui par un contrat d'entreprise.

Art. 195. Le professionnel indépendant perçoit des honoraires selon les modalités fixées par le centre et dans le respect de l'article 204 pour autant que soit conclue, aux conditions fixées par le Gouvernement, une convention portant sur sa participation aux réunions de l'équipe, sa collaboration à certaines missions et, au besoin, son intervention financière dans les frais du centre.

Sous-section 2. — Fonctionnement

Art. 196. La gestion journalière du centre est confiée à un membre de l'équipe pluridisciplinaire désigné par le pouvoir organisateur.

Le responsable de la gestion journalière travaille en concertation avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire et veille notamment à l'application du règlement de travail, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, à la coordination avec les services sociaux et sanitaires ainsi qu'aux relations avec les pouvoirs subsidiaires.

Art. 197. Le pouvoir organisateur arrête le règlement d'ordre intérieur du centre.

Celui-ci règle au moins :

- 1° la répartition des tâches au sein du centre;
- 2° l'organisation de réunions régulières de concertation entre les membres du personnel;
- 3° la garantie du secret professionnel;
- 4° les droits et devoirs des membres du personnel et des personnes liées par convention.

Art. 198. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire ainsi que toute personne ayant accès aux dossiers individuels sont tenus au secret professionnel.

Art. 199. Pour chaque personne prise en charge, il est constitué un dossier individuel numéroté, où sont inscrits tous les renseignements utiles au suivi du consultant dans le respect des dispositions relatives à la protection de la vie privée.

Il est tenu un dossier séparé pour les données à caractère médical.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés, au moins dix ans après leur clôture, sous la responsabilité de la personne chargée de la gestion journalière et du médecin attaché au centre, en ce qui concerne les données médicales.

Art. 200. L'équipe pluridisciplinaire tient un registre d'activités selon le modèle fixé par le Gouvernement, garantissant l'anonymat, et y répertorie le nombre et le type de consultations. Ce registre est conservé à l'abri des indiscretions et n'est accessible qu'aux membres de l'équipe pluridisciplinaire et aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement pour le contrôle des centres.

Art. 201. Le Gouvernement fixe les normes minimales relatives aux heures d'ouverture, aux locaux et à l'infrastructure.

Le centre peut utiliser des locaux en commun avec d'autres services sanitaires ou sociaux exerçant une activité compatible avec ses missions, pour autant que l'équipe pluridisciplinaire du centre dispose de locaux garantissant un fonctionnement distinct.

Plusieurs équipes pluridisciplinaires peuvent fonctionner dans un même siège, pour autant que la disposition des locaux le permette. Une équipe pluridisciplinaire peut également fonctionner dans plusieurs sièges.

Art. 202. La personne prise en charge a, dans tous les cas, le libre choix du centre. En toute circonstance, les convictions idéologiques, philosophiques et religieuses ainsi que la volonté de la personne prise en charge doivent être respectées.

Art. 203. Le centre doit recevoir toute personne d'où qu'elle vienne, à charge éventuellement de l'orienter, si la personne l'accepte, vers un centre ou un service mieux adapté à ses besoins.

Art. 204. Le centre réclame aux consultants ou directement aux organismes intéressés les honoraires ou interventions financières leur incombant en vertu des lois ou règlements.

Toutefois, les consultations gratuites peuvent être données dans les cas où la personne ne dispose pas des ressources financières suffisantes.

Pour les prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'intervention financière de l'assurance est réclamée, soit sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, soit sur base du forfait prévu à l'article 52 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Quand l'intervention financière de l'assurance est réclamée sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, aucune intervention personnelle n'est exigée des consultants en dehors de celles prévues aux articles 37 et 37bis de ladite loi.

Si l'intervention financière de l'assurance obligatoire fait défaut, l'intervention personnelle du consultant est fixée sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

De plus, le centre peut réclamer, pour les prestations du personnel non médical ainsi que pour les prestations médicales non reprises dans la nomenclature des soins de santé, une intervention financière en respectant un tarif maximum et des modalités fixés par le Gouvernement.

Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichés dans les salles d'attente du centre et énoncés dans les documents d'information qu'il publie.

Section 4. — Programmation et subventionnement

Sous-section 1^{re}. — Programmation

Art. 205. Le ressort territorial du centre comprend au moins cinquante mille habitants et est fixé par le Gouvernement lors de l'agrément.

Le Gouvernement peut autoriser un centre à desservir un secteur géographique comprenant moins de cinquante mille habitants en fonction de circonstances locales particulières et des besoins spécifiques de la population.

Sous-section 2. — Subventionnement

Art. 206. Dans les limites des crédits budgétaires et aux conditions qu'il fixe, le Gouvernement alloue au centre agréé des subventions couvrant :

- 1° les dépenses de personnel relatives au personnel engagé sous statut ou sous contrat de travail;
- 2° les dépenses relatives aux prestations effectuées par des professionnels indépendants dans le cadre de contrats d'entreprise;
- 3° les frais de fonctionnement.

Art. 207. Les dépenses du personnel statutaire ou sous contrat de travail sont prises en considération dans les limites des échelles barémiques arrêtées par le Gouvernement et du nombre d'heures de prestations subventionnées fixé par l'arrêté d'agrément.

La prise en compte de l'ancienneté pécuniaire est calculée conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

Art. 208. Les dépenses relatives aux prestations effectuées dans le cadre des contrats d'entreprise visés à l'article 206 sont prises en considération forfaitairement selon les règles fixées par le Gouvernement.

Art. 209. Dans les limites et suivant les critères fixés par le Gouvernement, les frais de fonctionnement sont pris en considération en fonction des activités du centre.

L'arrêté d'agrément fixe le nombre maximum d'activités subventionnées.

Art. 210. Les recettes liées aux prestations du centre peuvent être déduites des subventions proméritées dans les limites et aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 211. L'octroi des subventions fait l'objet de quatre avances trimestrielles égales au quart du plafond fixé par le Gouvernement.

Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre de l'année écoulée, le 15 mai pour le deuxième trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre, le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

La subvention est liquidée annuellement sur base d'un calcul définitif qui tient compte des avances trimestrielles déjà versées.

Section 5. — Contrôle et sanctions

Sous-section 1^{re}. — Contrôle

Art. 212. Le contrôle administratif, financier et qualitatif du centre est exercé par les fonctionnaires désignés à cet effet. Ils ont libre accès aux locaux du centre et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Gouvernement fixe le plan comptable normalisé du centre.

En outre, le centre est tenu de fournir annuellement un bilan et un compte des recettes et dépenses.

Le centre informe le Gouvernement de toutes les modifications qui interviennent dans la composition de l'équipe pluridisciplinaire. Cette information a lieu au plus tard dans le mois de la survenance des modifications.

Art. 213. Le centre agréé établit un rapport annuel d'activités dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui permet de vérifier s'il respecte les dispositions du présent titre et celles prises en exécution de celui-ci. Ce rapport sera transmis au Gouvernement au plus tard pour le 30 avril de l'année suivante.

Sous-section 2. — Sanctions

A. Suspension, retrait

Art. 214. En cas de non-respect des dispositions du présent titre et de celles prises en exécution de celui-ci, les subventions peuvent être réduites ou suspendues selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 215. L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures de retrait de l'agrément.

Art. 216. Le centre agréé qui n'a pas transmis au Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 30 avril au plus tard ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises.

B. Sanctions pénales

Art. 217. Celui qui organise ou dirige un centre portant, sans être agréé, l'appellation " centre de planning et de consultation familiale et conjugale ", " centre de planning familial " ou " centre d'accompagnement conjugal et familial " est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 25 à 75 euros ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE II. — Fédérations de centres

Art. 218. Les fédérations de centres sont agréées par le Gouvernement selon les règles qu'il fixe.

TITRE III. — Services d'aide aux familles et aux aînésCHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 219. Pour l'application du présent titre, on entend par :

- 1° Gouvernement : le Gouvernement wallon;
- 2° services : les services d'aide aux familles et aux aînés exerçant une ou plusieurs des activités suivantes, telles que visées aux articles 220 et 221 :
 - a. aide à la vie quotidienne;
 - b. garde à domicile.

Nonobstant l'emploi de termes féminins ou masculins, les activités des services sont réalisées tant par des hommes que par des femmes;

- 3° bénéficiaire : toute personne recevant une aide d'un service visé au 2° du présent article;
- 4° aidant proche : personne qui apporte régulièrement son aide à un bénéficiaire, au domicile de celui-ci, à l'exclusion de toute aide réalisée dans un cadre professionnel;
- 5° administration : les services désignés par le Gouvernement;
- 6° Ministre : le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;
- 7° représentant :
 - a. le représentant légal ou judiciaire du bénéficiaire;
 - b. le mandataire désigné par le bénéficiaire à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans le service d'aide aux familles et aux aînés ou qui prend part à sa gestion, ou qui est soumise à l'autorité du gestionnaire du service;
- 8° domicile : lieu où le demandeur d'aide habite de manière habituelle et effective à l'exclusion des structures d'hébergement collectif dont la liste est définie par le Gouvernement. Afin de soutenir le maintien à domicile, le Gouvernement peut assimiler au domicile d'autres lieux de vie;
- 9° requérant : tout bénéficiaire à l'exclusion de l'aidant proche.

CHAPITRE II. — Activités des services

Art. 220. § 1^{er}. Les services interviennent à domicile afin de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide à la vie quotidienne des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté, en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de stimuler la personne aidée afin de maintenir au maximum son autonomie.

§ 2. L'activité d'aide à la vie quotidienne, effectuée par les aides familiales et les aides seniors, a pour but de réaliser avec le bénéficiaire des actes de vie quotidienne, tels que définis par le statut de l'aide familiale.

Le Gouvernement est chargé d'adopter ce statut. Ce statut doit préciser la fonction de l'aide familiale dans le cadre de l'intervention auprès des familles, dans le cadre du travail en équipe et dans le cadre du travail en interdisciplinarité. Il doit préciser l'accès à la profession d'aide familiale en matière de compétence et de capacité. Le statut comprendra des aspects de déontologie qui porteront sur les droits et obligations des aides familiales dans le cadre de ses contacts avec la personne aidée, dans le cadre de ses relations avec le service et avec les autres intervenants. Le Gouvernement fixe les modalités de contrôle et d'évaluation par l'administration des tâches confiées à l'aide familiale par son service.

Art. 221. § 1^{er}. Le garde à domicile a pour mission d'accompagner le bénéficiaire qui a besoin de la présence continue d'une personne et qui, pour des raisons de santé ou de handicap, ne peut se déplacer seul hors de son domicile.

§ 2. Il vise principalement à assurer, le jour ou la nuit et en complémentarité avec l'entourage du bénéficiaire, une présence active et à optimiser le bien-être mental, physique et social du bénéficiaire par des actions définies par le statut du garde à domicile.

Le Gouvernement est chargé d'adopter ce statut. Ce statut doit préciser la fonction du garde à domicile et sa mission.

Art. 222. § 1^{er}. L'aide est fournie sur sollicitation du bénéficiaire ou de son représentant eu égard à ses besoins réels.

§ 2. Les besoins sont évalués à la lumière d'une enquête sociale réalisée au moins annuellement.

L'assistant social, l'infirmier gradué social, l'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou en santé publique a la responsabilité de la réponse à la demande d'aide.

§ 3. L'octroi ou le refus de l'aide, ainsi que son suivi social, doivent être justifiés dans un dossier social tenu à jour.

Art. 223. § 1^{er}. L'aide à la vie quotidienne peut être accordée si les requérants ne sont pas ou sont insuffisamment en état d'accomplir leurs tâches familiales ou ménagères, en raison soit d'une inaptitude physique ou mentale, soit de circonstances sociales particulières.

Cette aide à la vie quotidienne peut également être étendue au bénéfice des aidants proches du requérant. Elle doit alors consister en une guidance, une information et un soutien des aidants proches en matière d'hygiène sanitaire, de maniement, de rôle éducatif et de tâches administratives concernant la personne à qui ils viennent en aide. L'aide aux aidants proches ne peut jamais consister en une aide directe à l'aidant proche, telle que l'entretien de son habitation. Elle a toujours pour objectif d'améliorer ou de faciliter l'aide apportée par l'aidant proche.

Le Gouvernement fixe le nombre d'heures durant lesquelles l'aide à la vie quotidienne est accordée à l'aidant proche d'un requérant en proportion du nombre d'heures durant lesquelles l'aide à la vie quotidienne est accordée à ce requérant.

§ 2. Par priorité, les aides doivent être accordées à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les moins favorisés sur le plan financier.

§ 3. Le service du Gouvernement qu'il désigne procède à une évaluation du respect de ces priorités. Cette évaluation se base sur les critères utilisés par les services pour accepter ou refuser une demande en fonction du nombre d'heures dont les services disposent.

Art. 224. Dans tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service, celui-ci doit ajouter la mention "service d'aide aux familles et aux aînés agréé par la Région wallonne" suivie du numéro d'agrément ou, s'il est subventionné, la mention "service d'aide aux familles et aux aînés agréé et subventionné par la Région wallonne" suivie du numéro d'agrément.

CHAPITRE III. — Agrément

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 225. Pour être agréés et conserver leur agrément, les services doivent respecter les normes établies par ou en vertu du présent titre.

L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Art. 226. Les services doivent être créés par les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale, les associations sans but lucratif, les fondations, les intercommunales ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres public d'action sociale.

Art. 227. § 1^{er}. Le service doit avoir pour objet de mettre des aides familiales, des aides seniors ou des gardes à domicile à la disposition des personnes et des familles visées à l'article 220, § 1^{er}, qui en font la demande.

Cette mise à disposition doit se faire sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse.

§ 2. Le service doit disposer d'un accueil téléphonique centralisé à l'attention du bénéficiaire, assuré au moins cinq jours sur sept, sur une plage horaire de huit heures par jour au minimum. Cette plage horaire peut être de quatre heures par jour au minimum dans les services occupant moins de six aides familiales.

§ 3. Le service doit intégrer, dans le dossier social visé à l'article 222, § 3, une proposition de réponse à la demande d'aide signée pour accord par le bénéficiaire ou son représentant. Ce document, dont un exemplaire doit être remis au bénéficiaire ou à son représentant, mentionne, au minimum, le coût financier qu'implique la réponse à la demande d'aide, les coordonnées d'un interlocuteur responsable, la manière dont le service informera le bénéficiaire qu'un intervenant n'est pas en mesure d'assurer complètement ou partiellement les prestations prévues ainsi que les modalités de résiliation de la demande d'aide en fonction du type de prestations.

Art. 228. § 1^{er}. Le service doit employer à temps plein et de façon permanente au moins trois aides familiales/aides seniors exclusivement subventionnées dans le cadre du présent titre.

Un emploi à temps plein peut être remplacé par deux emplois à temps partiel pour autant qu'ils correspondent au moins à un emploi équivalent temps plein.

§ 2. Les aides familiales/aides seniors visées au § 1^{er} doivent, pour que le service puisse faire l'objet d'un agrément, être titulaires d'un certificat attestant qu'une des formations reconnues par le Gouvernement a été suivie selon une des quatre filières suivantes :

- enseignement secondaire : auxiliaire familiale et sanitaire, puéricultrice, aspirante en nursing (certificat);
- promotion sociale : auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivité (certificat);
- éducation et formation en alternance : mêmes sections que l'enseignement de plein exercice (certificat);
- Région wallonne : aide familiale (attestation de capacité).

§ 3. Les gardes à domicile visés au § 1^{er} doivent, pour que le service puisse faire l'objet d'un agrément, être porteurs d'un diplôme ou d'un certificat leur permettant d'exercer la fonction d'aide familiale ou d'aide seniors. Le Gouvernement détermine à quelles conditions des personnes, qui ne disposent pas des qualifications requises par le présent paragraphe, peuvent cependant être prises en compte.

Art. 229. Le service doit s'engager à appliquer aux aides familiales, aux aides seniors et aux gardes à domicile leur statut tel qu'il est arrêté par le Gouvernement en application des articles 220, § 2 et 221, § 2.

Art. 230. § 1^{er}. Le service doit occuper dans les liens d'un contrat de travail ou soumis à un statut public :

1. un assistant social, un infirmier gradué social, un infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou en santé publique;
2. un employé administratif.

La somme des subventions obtenues pour ces occupations dans et en dehors du cadre du présent titre ne peut excéder la somme des coûts salariaux des employés concernés. Les normes d'encadrement fixées au § 2, alinéa 1^{er}, ne peuvent être rencontrées que par l'occupation de travailleurs exclusivement subventionnés dans le cadre du présent titre.

§ 2. Le Gouvernement détermine le nombre de travailleurs sociaux et d'employés administratifs visés au § 1^{er} proportionnellement au nombre d'heures d'aide à la vie quotidienne admissibles à la subvention réalisées par le service l'année précédente.

Le Gouvernement détermine également le nombre de travailleurs sociaux et d'employés administratifs visés au § 1^{er} proportionnellement à un nombre minimal, exprimé en équivalents temps plein, de gardes à domicile.

§ 3. L'assistant social, l'infirmier gradué social, l'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou en santé publique sont chargés d'effectuer les enquêtes sociales, d'assurer l'accompagnement des bénéficiaires ainsi que l'encadrement des aides familiales, des aides seniors ou des gardes à domicile.

§ 4. L'exercice de la fonction d'encadrement visée au § 3 est conditionné au fait que la personne qui l'exerce suive une formation permanente lui permettant d'acquérir ou de développer les compétences spécifiques liées à l'encadrement d'une équipe d'aides familiales ou de gardes à domicile. Le Gouvernement approuve le contenu du programme de formation permanente élaboré par le comité d'accompagnement des formations dont il détermine la composition.

§ 5. Le service peut occuper d'autres travailleurs en application de la convention collective de travail de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors relative à la classification et aux barèmes de rémunération.

Art. 231. Le service doit exiger des aides familiales, des aides seniors et des gardes à domicile des garanties de santé en les soumettant lors de l'engagement et ensuite annuellement à un contrôle médical préventif. L'ensemble du personnel du service doit être soumis aux contrôles prévus par le Code sur le Bien-Etre au Travail.

Art. 232. Dans ses différents sièges d'activité, le service doit disposer de locaux de manière à garantir le caractère confidentiel des entretiens de service et des entretiens avec les demandeurs d'aide.

Art. 233. § 1^{er}. Les aides familiales employées dans le cadre du programme de transition professionnelle, ainsi que les aides familiales dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 228, § 1^{er}.

Toutefois, le service agréé d'aide aux familles et aux aînés qui emploie des aides familiales dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, doit, à leur égard, se conformer aux articles 229 à 231 ainsi qu'aux conditions de diplôme ou de qualification visées à l'article 228, § 2.

§ 2. L'activité des aides familiales visées au § 1^{er} est prise en compte, en ce qui concerne le respect des dispositions inscrites aux articles 222, 240 et 241. Le service est également tenu d'établir les documents de contrôle suivant le modèle fixé par le Gouvernement.

Art. 234. Les travailleurs administratifs et sociaux dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, ne sont pas pris en compte pour le respect des normes d'encadrement visées à l'article 230, § 2, alinéa 1^{er}.

Section 2. — Procédure d'octroi

Art. 235. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par lettre recommandée ou par toute autre modalité conférant date certaine à l'envoi auprès du Gouvernement par le pouvoir organisateur du service.

§ 2. Les éléments constitutifs du dossier d'agrément sont les suivants :

1. une description de l'activité des services existant dans la ou les communes que le service propose de desservir;
2. une description concrète des besoins non rencontrés par les services existants;
3. pour les services créés par les centres publics d'action sociale, des informations sur les conventions passées avec les services privés, les difficultés qu'elles entraînent, éventuellement une justification de l'absence de convention;
4. des prévisions budgétaires relatives au fonctionnement du service envisagé;
5. des informations concernant l'ampleur souhaitée et les éventuels projets d'extension ultérieure.

§ 3. Le service du Gouvernement qu'il désigne instruit le dossier, procède à une inspection du service et émet un avis relatif à l'octroi ou au refus de l'agrément dans les quatre mois qui suivent la réception du dossier d'agrément.

§ 4. La décision d'agrément, prise par le Gouvernement sur la base de l'avis émis, mentionne sa date d'entrée en vigueur, le nom et l'adresse du service.

La décision est notifiée au service, dans les six mois de la demande, par le service du Gouvernement qu'il désigne.

Art. 236. § 1^{er}. Lorsque le service du Gouvernement qu'il désigne formule une proposition de refus d'agrément, il la notifie au service.

Il informe également le service qu'il dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la notification pour lui adresser ses observations écrites. L'écoulement de ce délai est suspendu durant les mois de juillet et d'août.

§ 2. Le service du Gouvernement qu'il désigne complète le dossier par les observations écrites du service, par tous renseignements et documents utiles qu'il recueille et par le procès-verbal d'audition du service.

A cette fin, le service du Gouvernement qu'il désigne convoque le service par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant le lieu et l'heure de l'audition. La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

§ 3. Le service du Gouvernement qu'il désigne rédige un rapport et transmet le dossier au Gouvernement dans les quinze jours de la date de l'audition.

§ 4. Le Gouvernement statue dans les deux mois de la réception du dossier.

§ 5. Le Gouvernement fait notifier sa décision au service.

CHAPITRE IV. — Subventionnement

Section 1^{re}. — Conditions de subventionnement

Art. 237. § 1^{er}. Le Gouvernement peut accorder des subventions aux services agréés conformément aux normes établies par ou en vertu du présent titre.

§ 2. L'octroi des subventions est subordonné au respect des conditions prévues dans la présente section.

Art. 238. Le service doit employer à temps plein et de façon permanente au moins trois aides familiales ou aides seniors dont l'emploi est exclusivement subventionné dans le cadre du présent titre.

Un emploi à temps plein peut être remplacé par deux emplois à temps partiel pour autant qu'ils correspondent au moins à un emploi équivalent temps plein.

Art. 239. Le service doit rémunérer son personnel pour les prestations effectuées dans le respect de la législation relative au travail ainsi que des obligations résultant des conventions collectives s'il s'agit d'un service privé, en vertu du statut s'il s'agit de personnel nommé à titre définitif par les services publics, ou en vertu des obligations propres aux services publics.

Art. 240. Le service doit exiger du bénéficiaire de l'aide à la vie quotidienne une contribution en rapport avec les ressources et les charges de la famille selon le barème fixé par le Gouvernement.

Cependant, une dérogation expresse peut être octroyée par le Gouvernement en raison de la situation sociale particulière du bénéficiaire. La contribution financière du bénéficiaire de la garde à domicile est fixée par le service.

Art. 241. § 1^{er}. Le service ne peut dépasser, pour un même bénéficiaire, une durée de 200 heures par trimestre pour l'ensemble des prestations d'aide à la vie quotidienne fournies par un même service ou par des services différents dans le cadre du présent titre.

Lorsque plusieurs bénéficiaires occupent le même domicile, la somme des prestations d'aide à la vie quotidienne fournies à ce domicile par un même service ou par des services différents ne peut dépasser 250 heures par trimestre.

Les heures d'aide octroyées aux aidants proches ne sont pas prises en compte dans la détermination de ces volumes d'heures.

Le service peut introduire une demande de dérogation visant à dépasser le nombre d'heures visé aux deux premiers alinéas. Cette demande se fait sur la base d'un rapport social transmis au service du Gouvernement qu'il désigne. Le Gouvernement accorde ou refuse la demande sur la base des éléments du dossier social et de la situation particulière et temporaire du bénéficiaire. Il motive sa décision.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article n'est pas d'application pour les patients palliatifs, tels que définis à l'article 3 de l'arrêté royal du 2 décembre 1999 déterminant l'intervention de l'assurance soins de santé obligatoire pour les médicaments, le matériel de soins et les auxiliaires pour les patients palliatifs à domicile visés à l'article 34, 14^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 3. L'application des limites de 200 et de 250 heures fixées au § 1^{er} fera l'objet d'une évaluation.

Chaque année, le service du Gouvernement qu'il désigne établit un rapport relatif aux dérogations demandées, aux réponses apportées et à leur justification.

Sur la base de ce rapport, le Gouvernement est habilité à modifier, si nécessaire, les limites fixées au § 1^{er}.

Section 2. — Subventions

Art. 242. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au service des subventions couvrant en tout ou en partie :

- 1° les dépenses de personnel;
- 2° les frais de fonctionnement;
- 3° le temps de formation et de réunion;
- 4° les frais de transport.

§ 2. Ces subventions sont octroyées notamment sur la base des éléments suivants :

- 1° le nombre d'heures prestées par les aides auprès du bénéficiaire, en réunions, en formations ou en déplacements;
- 2° le nombre de prestations effectuées par les aides;
- 3° le nombre d'heures effectuées à domicile le samedi, le dimanche, les jours fériés et entre 6 heures et 8 heures et entre 18 heures et 21 heures 30;
- 4° l'ancienneté des aides familiales;
- 5° la densité de population de la commune du bénéficiaire;
- 6° le nombre d'heures attribuées au service les années précédentes;
- 7° le nombre de kilomètres parcourus par le travailleur.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de ces subventions sur la base d'un montant forfaitaire par heure, par kilomètre ou par prestation.

Les subventions sont liquidées au moins semestriellement.

Art. 243. Le Gouvernement attribue par service un nombre maximal annuel d'heures subventionnées d'activités d'aide à la vie quotidienne, dénommé "contingent".

Le Gouvernement fixe le contingent sur la base des critères suivants : le contingent attribué au service l'année précédente, le contingent utilisé par le service l'année précédente, le nombre d'habitants de la ou des communes desservies par le service, l'âge des habitants de la ou des communes desservies par le service et la hauteur de la contribution financière des bénéficiaires du service.

Art. 244. Le Gouvernement détermine les modalités d'échange et de transfert de ce contingent entre services.

Art. 245. Le Gouvernement prévoit un dispositif de mise en commun et de répartition des heures subventionnables attribuées mais non utilisées par certains services. Ces heures bénéficient aux services qui ont effectué des activités au-delà des limites du contingent qui leur a été attribué et, si un solde subsiste, aux services en attente d'un agrément.

Art. 246. Les services organisent des cours de perfectionnement ainsi que des réunions indispensables au bon fonctionnement de leurs activités. Ils bénéficient pour cela des subventions prévues à l'article 241. Le Gouvernement fixe la proportion minimale et maximale du contingent qui doit être consacrée à ces cours et réunions, la durée minimale des cours, ainsi que le nombre minimal d'aides familiales qui doivent les suivre.

Art. 247. Les services qui distribuent des repas à domicile bénéficient des subventions prévues à l'article 242 pour les activités de conditionnement et de distribution des repas.

Le Gouvernement fixe le nombre maximal d'heures par jour et par aide qui peuvent être consacrées à la distribution des repas et le nombre de prestations comptabilisées dans le cadre de cette activité.

Art. 248. Une participation aux frais de déplacement des aides peut être réclamée à la personne aidée. Le Gouvernement détermine la hauteur de cette participation.

Art. 249. La durée du déplacement est prise en considération dans l'activité prise en compte pour l'octroi des subventions. La distance parcourue peut également être prise en considération pour l'octroi d'une subvention. Le Gouvernement détermine la manière dont cette durée et cette distance sont prises en considération.

Art. 250. § 1^{er}. Le service agréé d'aide aux familles et aux aînés qui emploie des aides familiales dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, doit se conformer aux articles 239 et 246 du présent titre pour ces aides.

§ 2. Dans la limite des crédits disponibles, une somme déterminée par le Gouvernement est octroyée au service et répartie par emploi équivalent temps plein visé au § 1^{er} et à l'article 230, § 5.

Cette somme est accordée à titre d'intervention dans les frais de déplacement ainsi que dans tout autre frais déterminé par le Gouvernement et qui n'est pas couvert par les mesures d'aide à l'emploi susmentionnées.

Pour les emplois à temps partiel, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 251. Dans la limite des crédits disponibles, une somme déterminée par le Gouvernement est octroyée au service par emploi équivalent temps plein de garde à domicile.

Cette somme est accordée à titre d'intervention dans les frais de personnel administratif et des responsables de l'encadrement visés à l'article 230, dans les frais de déplacement, ainsi que dans tout autre frais déterminé par le Gouvernement et qui n'est pas couvert par une mesure d'aide à l'emploi. Cette somme est également accordée à titre d'intervention pour les suppléments salariaux accordés pour les prestations visées à l'article 242, § 2, 3°.

Pour les emplois à temps partiel, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 252. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, une somme, déterminée par le Gouvernement, est octroyée, par le Ministre, au service agréé relevant du secteur privé par travailleur équivalent temps plein.

Cette somme est octroyée par aide familiale ou garde à domicile, qui répond respectivement aux conditions inscrites dans les articles 228, § 2 et 228, § 3 et pour lequel le service bénéficie d'une aide à l'emploi, en application du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Cette somme doit être utilisée afin de permettre aux employeurs de supporter la différence de coûts engendrée par l'harmonisation des coûts salariaux. La somme des subventions obtenues dans et en dehors du cadre du présent titre ne peut excéder le coût salarial des travailleurs concernés.

§ 2. La subvention fixée au § 1^{er} n'est octroyée en faveur d'un demandeur d'emploi que pour la période où celui-ci bénéficie des subventions octroyées en application du décret du 25 avril 2002 susmentionné.

CHAPITRE V. — *Contrôle et sanctions*

Section 1^{re}. — Contrôle

Art. 253. Le service doit se soumettre au contrôle réalisé par les services du Gouvernement qu'il désigne. Pour chaque cas faisant l'objet de prestations pouvant être prises en considération pour l'octroi des subventions, le service agréé est tenu d'établir les documents de contrôle suivant le modèle fixé par le Gouvernement.

Ces documents permettront notamment de vérifier et d'évaluer les tâches confiées à l'aide familiale par son service.

Ces documents doivent également permettre d'évaluer le respect des priorités dans l'octroi de l'aide à la vie quotidienne, conformément à l'article 223. Cette évaluation doit se faire de manière régulière et au minimum tous les six ans.

Ces documents doivent permettre de vérifier l'utilisation qui a été faite par le service des subventions visées à l'article 242, § 1^{er}, et son adéquation avec les éléments visés à l'article 242,

§ 2. Ils doivent également permettre de vérifier l'utilisation qui a été faite par le service de la contribution visée à l'article 240 et de la participation visée à l'article 248.

Art. 254. Tout service doit se soumettre au contrôle et à l'évaluation organisés par le Gouvernement, notamment en ce qui concerne les tâches confiées aux travailleurs et à l'utilisation des subventions.

En cas d'irrégularité dûment constatée, le Gouvernement peut suspendre le bénéfice de tout ou partie des subventions pour une période qu'il détermine, en fonction de la gravité de l'irrégularité.

Art. 255. Le Gouvernement détermine les documents de contrôle et d'évaluation à remettre par les services agréés conformément à l'article 253. Il précise les délais et la procédure à respecter.

Art. 256. Les contrôles administratif, financier et qualitatif du service sont exercés par les fonctionnaires désignés à cet effet par le Gouvernement.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur du Roi.

Ces fonctionnaires sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils peuvent dans l'exercice de leurs missions :

- 1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :
 - a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
 - b. se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;
- 2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits aux gestionnaires et à l'auteur des faits.

En outre, le service est tenu de fournir annuellement :

- 1° les comptes ou les fonctions comptables spécifiques faisant état de l'utilisation des subventions, y compris un relevé détaillé des subventions et des interventions financières qui proviennent d'autres administrations publiques, institutions et services privés, ainsi que de la contribution exigée de chacun des bénéficiaires;
- 2° une copie des documents de déclaration à l'Office national de Sécurité sociale mentionnant les prestations de travail des aides familiales, des aides seniors, des assistants sociaux et des infirmiers gradués sociaux et du personnel administratif;
- 3° le rapport annuel d'activités;
- 4° la liste des aides familiales et leur numéro d'immatriculation.

Art. 257. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent titre sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels.

Section 2. — Sanctions

Sous-section 1^{re}. — Retrait, suspension

Art. 258. § 1^{er}. La procédure visée à l'article 236 est d'application en cas de suspension du subventionnement sanctionnant une irrégularité en application de l'article 254.

§ 2. En cas de procédure de retrait ou de suspension d'agrément, l'agrément du service est maintenu jusqu'à l'aboutissement de ladite procédure.

Art. 259. En cas de suspension de l'agrément, le service peut en demander la levée s'il estime que les motifs qui ont justifié la sanction n'existent plus. La demande, adressée au service du Gouvernement qu'il désigne, est accompagnée d'un mémoire justificatif, et il est procédé sans délai à une inspection du service. Le Gouvernement prend sa décision, sur la base du rapport d'inspection, dans le mois de la réception de la demande.

En cas de suspension ou de retrait de l'agrément, le Gouvernement précise la date d'entrée en vigueur de sa décision. Cette date se situe au plus tôt le premier jour du troisième mois qui suit la notification de la décision et au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit la notification de la décision.

Sous-section 2. — Sanctions pénales

Art. 260. Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ceux qui font usage des termes "service agréé d'aide aux familles et aux aînés", des termes "aide à la vie quotidienne" ou des termes "aide familiale" sans être titulaires d'un agrément en vertu du présent titre. Il en est de même de ceux qui se prévalent du statut ou de la qualité d'aide familiale sans être titulaires d'un certificat attestant du respect des conditions établies par ou en vertu du présent titre.

Sont punis d'une amende de 100 à 1.000 euros ceux qui contreviennent aux autres règles établies par ou en vertu du présent titre.

Livre IV. — Intégration des personnes handicapées**TITRE 1^{er}. — Dispositif général****CHAPITRE 1^{er}. — Principes directeurs***Section 1^{re}. — Principes généraux*

Art. 261. Pour l'application du présent livre, est considérée comme handicapée toute personne mineure ou majeure présentant une limitation importante de ses capacités d'intégration sociale ou professionnelle suite à une altération de ses facultés mentales, sensorielles ou physiques, qui engendre la nécessité d'une intervention de la société.

Cette limitation importante des capacités d'intégration doit correspondre à une catégorie de personnes handicapées telle que déterminée par la Communauté française en application de l'article 3, 7^o, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Pour chaque prestation ou service, le Gouvernement peut déterminer l'importance et la nature de la limitation des capacités visées.

Art. 262. Les prestations de l'AWIPH, doivent être effectuées dans un établissement agréé assurant un régime d'internat ou de semi-internat, dans un home agréé pour handicapés majeurs ou être prises en charge par un service agréé de placements familiaux, en faveur des :

- 1^o mineurs d'âge atteints de troubles moteurs;
- 2^o mineurs d'âge atteints de paralysie cérébrale;
- 3^o mineurs d'âge atteints de troubles respiratoires;
- 4^o mineurs d'âge atteints de malformations cardiaques;
- 5^o mineurs d'âge atteints de dysmélie;
- 6^o mineurs d'âge atteints de poliomyélite;
- 7^o mineurs d'âge atteints de troubles graves de la parole, de la vue ou de l'ouïe;
- 8^o mineurs d'âge atteints de sclérose en plaques;
- 9^o mineurs d'âge atteints de spinabifida ou myopathie;
- 10^o mineurs d'âge atteints d'épilepsie;
- 11^o mineurs d'âge atteints de déficiences mentales;
- 12^o mineurs d'âge atteints de malformations du squelette ou des membres;
- 13^o handicapés majeurs des catégories 1 à 12 et des catégories 15 et 16 qui ne peuvent s'intégrer de leur propre force dans la vie sociale;
- 14^o mineurs d'âge atteints de troubles caractériels, présentant un état névrotique ou prépsychotique et nécessitant une éducation appropriée;
- 15^o mineurs d'âge présentant l'autisme;
- 16^o mineurs d'âge présentant une lésion cérébrale congénitale ou acquise.

Art. 263. Le Gouvernement veille à assurer la pleine et entière participation des personnes handicapées à la vie sociale et économique, quels que soient l'origine, la nature ou le degré de leur handicap.

Art. 264. Les mesures de prévention, d'adaptation et d'intégration visées par les sections 2, 3 et 4 du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 4 sont arrêtées par le Gouvernement; elles respectent les principes suivants :

- être agencées de façon à répondre de manière souple et adaptée aux besoins individuels clairement identifiés et aux projets qui en découlent;
- mettre l'accent sur l'implication de la personne handicapée, de sa famille et de son entourage, privilégier les interventions qui respectent autant que possible le dynamisme du milieu naturel et donner la préférence au maintien de la personne handicapée dans son milieu familial ou dans son entourage habituel;
- être orientées vers des objectifs de qualité de vie des personnes handicapées et être conformes aux règles de la déontologie;

- faire l'objet d'une évaluation qualitative à laquelle participent les personnes handicapées, leur famille et les services;
- respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des personnes handicapées;
- être organisées dans le cadre d'une coopération locale et multisectorielle qui respecte les compétences spécifiques de chaque service;
- prévoir un encadrement et une infrastructure dont l'importance et la qualification répondent de façon adéquate aux besoins des personnes handicapées;
- assurer une formation adaptée aux intervenants et prévoir des mécanismes garantissant leur participation à l'élaboration des orientations pédagogiques des services;
- favoriser de façon prioritaire l'accès des personnes handicapées aux services généraux destinés à l'ensemble de la population et répondant à leurs besoins particuliers.

Section 2. — Mesures de prévention

Art. 265. Le Gouvernement arrête des mesures de prévention, le cas échéant dans le cadre d'accords de coopération, concernant :

- 1° l'identification des types de déficiences et leurs causes;
- 2° la promotion du dépistage et du diagnostic précoce;
- 3° la collaboration à des programmes d'éducation pour la promotion de la santé, relatifs notamment à la nutrition, l'hygiène, la sédentarité et aux assuétudes;
- 4° l'amélioration de l'accès aux soins de santé primaires et de la qualité de ceux-ci;
- 5° l'amélioration de la situation sociale et culturelle des personnes à risque;
- 6° le renforcement des mesures de protection de la santé mentale;
- 7° la diminution des risques liés à l'environnement physique, à l'inadaptation des logements ou à l'urbanisation.

Section 3. — Mesures d'adaptation

Art. 266. Le Gouvernement arrête des mesures d'adaptation visant à assurer notamment aux personnes handicapées le bénéfice de services offrant :

- 1° une dispensation de soins et de services appropriés visant, autant que possible et prioritairement, au maintien à domicile;
- 2° une réadaptation fonctionnelle favorisant une vie autonome dans la société;
- 3° des aides techniques et des appareillages favorisant l'autonomie et la mobilité;
- 4° un accompagnement d'ordre social, médical, paramédical ou psychologique;
- 5° un apprentissage social afin de leur faire acquérir la plus large autonomie possible;
- 6° une éducation et une orientation appropriées;
- 7° une réadaptation ou une formation professionnelles appropriées;
- 8° une intégration professionnelle adéquate;
- 9° un accueil ou un hébergement adéquat.

Section 4. — Mesures d'intégration

Art. 267. Le Gouvernement assure la diffusion de l'information sur les droits des personnes handicapées et sur les services mis à leur disposition.

Art. 268. Le Gouvernement met en œuvre des programmes visant à :

- 1° promouvoir le développement de logements individuels selon des normes architecturales adaptées aux besoins des personnes handicapées;
- 2° promouvoir le développement d'une politique de transport qui tienne compte des besoins des personnes handicapées;
- 3° rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements et installations destinés au public, les lieux d'éducation, de formation et de travail ainsi que la voirie;
- 4° favoriser l'adaptation des moyens d'accès à l'information aux caractéristiques fonctionnelles des personnes handicapées;
- 5° favoriser la recherche et le développement de technologies nouvelles en vue de l'intégration sociale des personnes handicapées.

Art. 269. Le Gouvernement incite les communes à développer des initiatives visant à accroître la participation des personnes handicapées et de leurs associations à la vie locale.

Art. 270. Le Gouvernement arrête les mesures destinées à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi. Ces mesures portent notamment sur des soutiens à la création de nouveaux emplois et des incitations positives à l'emploi.

Une obligation d'emploi des personnes handicapées est instaurée. Sont soumis à cette obligation les administrations publiques et les organismes d'intérêt public dépendant de l'autorité de la Région.

Le Gouvernement fixe le nombre de personnes handicapées devant être employées en tenant compte de la nature et de l'importance des services ainsi que de la capacité de rendement des personnes handicapées.

CHAPITRE II. — *L'agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées**Section 1^{re}. — Création*

Art. 271. Il est créé un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique appelé Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, ci-après dénommé l'AWIPH.

L'AWIPH a son siège à Charleroi.

Le Gouvernement fixe le nombre de ses bureaux régionaux, leur localisation et le territoire qu'ils desservent.

Art. 272. Sous réserve des dispositions du présent livre ou des arrêtés pris en vertu de celui-ci, l'AWIPH est soumise à l'ensemble des dispositions fixées par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, en ce qui concerne les organismes B visés à l'article 1^{er} de ladite loi et aux arrêtés pris en exécution de cette loi.

Elle succède, en ce qui concerne la Région wallonne, aux droits, obligations, biens et charges du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et de la Région wallonne en ce qui concerne l'exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Section 2. — Missions

Art. 273. L'AWIPH est l'instrument du Gouvernement en vue de l'exécution de la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées. A cette fin, elle est chargée d'une mission générale de coordination et d'information. Celle-ci comprend :

- l'élaboration de propositions d'actions et de planification de la politique régionale;
- la participation à la coordination régionale et interministérielle de la politique des personnes handicapées;
- la promotion d'études, de recherches d'informations et la mise en place d'indicateurs sociaux;
- l'organisation d'actions d'information et d'encouragement développant la prise de conscience de la collectivité;
- la promotion de la participation des personnes handicapées et de leurs associations à l'élaboration des mesures qui les concernent;
- la promotion de la formation initiale et continuée du personnel de l'ensemble des services s'adressant partiellement ou totalement aux personnes handicapées;
- la participation à la coopération interrégionale et aux relations internationales;
- la participation à la prévention, au dépistage et au diagnostic des déficiences et handicaps et à la mise en œuvre de l'aide précoce;
- la promotion, l'information et l'orientation de la personne handicapée ainsi que l'information de sa famille;
- l'élaboration, chaque fois que nécessaire, d'un projet personnalisé d'interventions qui réponde aux aspirations, aptitudes et besoins de la personne handicapée, en collaboration avec celle-ci et les partenaires existants et utiles à la conception et à la réalisation du projet;
- la promotion de l'accueil, l'hébergement, le développement optimal ou l'accompagnement des personnes handicapées;
- la promotion de la formation ou la réadaptation professionnelle des personnes handicapées;
- la promotion de l'accès à l'emploi des personnes handicapées;
- la promotion de la participation des personnes handicapées dans la vie culturelle et sociale, en favorisant notamment la mobilité des personnes et les moyens d'accès.

Le Gouvernement peut charger l'AWIPH de missions spécifiques qui répondent à son objet social.

Art. 274. Pour l'accomplissement des missions, l'AWIPH peut dans les conditions fixées par le Gouvernement :

- prendre en charge totalement ou partiellement les frais d'intégration sociale et professionnelle supportés par les personnes handicapées ou par des tiers;
- octroyer des subventions à des associations, services ou institutions ainsi que passer des conventions avec ceux-ci, en vue de couvrir la totalité ou une partie du coût d'activités déployées en faveur de personnes handicapées;
- octroyer des subsides pour l'achat, la construction, la transformation d'infrastructures ou d'équipements spécifiques destinés aux personnes handicapées.

Section 3. — Bénéficiaires

Art. 275. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions spécifiques énoncées dans le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et prises en application de ces dispositions, peuvent bénéficier des prestations de l'AWIPH les personnes handicapées qui n'ont pas atteint l'âge de 65 ans au moment où elles introduisent leur première demande d'intervention.

Les bénéficiaires doivent en outre satisfaire aux conditions suivantes :

- être domiciliés sur le territoire de la région de langue française ou sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un accord de coopération;
- être de nationalité belge ou être de statut apatride ou réfugiés reconnus ou être travailleurs ou enfants de travailleurs d'un Etat membre de l'Union européenne.

Les personnes qui ne répondent pas aux conditions de nationalité peuvent néanmoins bénéficier des prestations de l'AWIPH pour autant qu'elles justifient d'une période de résidence régulière et ininterrompue de cinq ans en Belgique précédant leur demande d'intervention.

La période de résidence régulière et ininterrompue n'est pas exigée pour le conjoint ou les enfants à charge d'une personne qui justifie d'une durée de résidence requise.

§ 2. Le Gouvernement peut étendre l'application du présent livre, dans les conditions fixées par lui, à des personnes handicapées autres que celles visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Sous réserve de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, des accords de coopération approuvés par le Parlement dérogent aux dispositions énoncées aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article.

§ 4. Sous réserve de réciprocité et dans le cadre d'un accord de coopération, l'AWIPH prend en charge les frais liés au placement et à l'intégration socio-professionnelle de personnes handicapées accueillies, en vertu de la réglementation arrêtée par la Commission communautaire française, dans des institutions situées dans la région de langue française.

§ 5. Des accords de coopération précisent les conditions et les modalités d'accueil, d'hébergement et d'intégration socio-professionnelle des personnes handicapées relevant des autres entités fédérées.

Art. 276. Les prestations de l'AWIPH sont individuelles ou collectives.

Les prestations individuelles consistent en une aide financière versée aux personnes handicapées.

Les prestations collectives consistent en subsides versés à des institutions ou services qui s'adressent à des personnes handicapées.

Art. 277. L'intervention de l'AWIPH peut être refusée ou réduite soit si la personne handicapée bénéficie, sur base du même handicap et des mêmes besoins que ceux visés dans le présent livre, d'une prestation sociale en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, soit si elle s'abstient de faire valoir ses droits à une telle prestation alors qu'elle pourrait y prétendre.

Art. 278. En vue des interventions financières de l'AWIPH, dans les limites et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, il est tenu compte de la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, des particularités des besoins et de la situation des personnes handicapées, notamment :

- de la nature de l'aide requise;
- du degré de nécessité des prestations sollicitées et des indications résultant du projet d'intervention personnalisé éventuellement établi;
- du coût normal des prestations demandées et de leur coût supplémentaire à celui qu'une personne non handicapée encourt dans des situations identiques;
- des autres interventions légales et réglementaires dont peut bénéficier la personne handicapée et éventuellement de l'importance des ressources des personnes handicapées.

Art. 279. L'AWIPH établit un dossier de base au nom et avec le concours de la personne handicapée.

Ce dossier de base comprend les renseignements administratifs, médicaux, sociaux et pédagogiques et toute donnée pluridisciplinaire permettant de statuer sur les demandes d'intervention introduites par la personne handicapée ou son représentant légal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le dossier de base peut être constitué par l'AWIPH en se fondant sur les données communiquées par des centres agréés à cette fin. Les centres agréés ainsi que les personnes qui les composent doivent être indépendants et ne pas avoir d'intérêt direct avec le service ou la structure auxquels la personne handicapée est confiée.

Le Gouvernement détermine les renseignements et les données pluridisciplinaires nécessaires en vue de statuer sur la demande d'intervention.

Le dossier de base sert, selon les nécessités, à l'établissement d'un projet d'interventions personnalisé en faveur de la personne handicapée. Ce projet est élaboré à la demande ou avec l'accord de l'intéressé ou de son représentant légal.

Il est approuvé par l'intéressé ou par son représentant légal.

Le dossier de base est conservé par l'AWIPH. Les fonctionnaires ayant en charge le dossier sont astreints au secret médical et professionnel.

Tous service et structure visés à l'article 283 doivent tenir à jour un dossier permettant de déterminer l'évolution médicale, sociale et pédagogique de la personne handicapée et d'évaluer les besoins et les moyens mis en œuvre pour les rencontrer.

Art. 280. L'AWIPH fonde sa décision relative à la prise en charge sur le dossier de base.

Dans un délai ne dépassant pas les soixante jours à compter de la réception par l'AWIPH des documents et renseignements nécessaires, l'AWIPH statue sur la demande d'intervention.

Toute décision est motivée et notifiée au demandeur ou à son représentant légal par pli recommandé à la poste.

Le cas échéant, elle mentionne la nature, le nombre et la durée des prestations pour lesquelles l'AWIPH accorde son intervention.

Elle est notifiée, dans les quinze jours suivant la décision, à la personne handicapée ou à son représentant légal et, le cas échéant, au service qui assure l'intégration de la personne handicapée.

Par dérogation aux alinéas précédents, le Gouvernement détermine, sur proposition du comité de gestion de l'AWIPH, les situations qui justifient une décision provisoire.

L'AWIPH peut revoir, sans effet rétroactif, une décision prise en application de l'alinéa 1^{er} du présent article, si une modification, notamment sur le plan médical, intervient dans l'état de la personne handicapée.

Le Gouvernement règle la procédure de révision.

Art. 281. Il est instauré une commission d'appel chargée de statuer sur les recours introduits contre les décisions relatives à l'octroi aux personnes handicapées de prestations en nature ou en espèces prises par l'AWIPH en application du présent livre.

La commission d'appel comprend un président, cinq membres effectifs et cinq membres suppléants. Elle est composée de manière pluridisciplinaire et est présidée par un magistrat. Elle peut, en vue de statuer, recourir à l'avis d'experts qualifiés.

Le Gouvernement détermine la composition, les règles de fonctionnement, la procédure, le délai d'appel, le mode de nomination des membres de la commission et fixe la durée de leur mandat ainsi que les indemnités allouées au président, aux membres et aux experts.

Le Gouvernement nomme le président et les membres de la commission d'appel.

Section 4. — Agrément, subventionnement et conventions

Art. 282. L'AWIPH veille en priorité à ce que les personnes handicapées puissent bénéficier d'une aide appropriée des services s'adressant à l'ensemble de la population.

L'AWIPH, soit agréée, soit agréée et subventionne toute activité ou tout service, créés par des pouvoirs publics ou par l'initiative privée, permettant d'assurer la mise en œuvre de ses missions.

Elle peut recourir à la collaboration de services et d'institutions qui disposent des qualifications et moyens nécessaires pour réaliser certaines missions spécifiques ou novatrices. A cet effet, l'AWIPH conclut des conventions avec un pouvoir public, un établissement d'utilité publique ou un organisme privé.

A défaut d'initiative publique ou privée permettant d'assurer la mise en œuvre de ses missions, l'AWIPH organise toute activité ou tout service.

Art. 283. Le Gouvernement arrête les règles de programmation, d'agrément, de contrôle, d'organisation, d'approbation et de subventionnement des services et structures visés à l'alinéa 2 du présent article; il arrête des normes générales auxquelles doit satisfaire toute convention conclue avec eux.

L'AWIPH peut agréer ou subventionner les services et structures suivants dans la mesure où ils s'adressent particulièrement aux personnes handicapées :

- 1° les services d'aide précoce aux enfants handicapés et aux parents d'enfants handicapés;
- 2° les services ou centres de rééducation fonctionnelle;
- 3° les services ou centres d'évaluation et d'orientation professionnelle;
- 4° les centres de formation et de réadaptation professionnelle spécialisée;
- 5° les entreprises de travail adapté;
- 6° les services d'accueil de jour;
- 7° les services résidentiels;
- 8° les services d'aide aux activités de la vie journalière;
- 9° les services de placement familial;
- 10° les services d'accompagnement;
- 11° les services de court séjour inclus ou non dans les structures existantes.

Le Gouvernement peut compléter la liste des services et structures énoncée à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement approuve les programmes d'investissements et d'ouverture de nouveaux services ou établissements susceptibles d'être agréés ou subventionnés.

Pour les investissements visés à l'alinéa 4 subventionnés par l'AWIPH, le Gouvernement, dans les conditions et modalités qu'il fixe, peut octroyer la garantie régionale pour les emprunts contractés par les services visés à l'alinéa 2, 6° et 7°.

L'application des dispositions de cet article ne peut aboutir à des interventions dépassant les maxima fixés pour les investissements.

Le Gouvernement détermine, après avis du comité de gestion de l'AWIPH, les normes d'infrastructures et les normes de fonctionnement auxquelles doivent répondre les services et institutions visés au second alinéa.

Art. 284. Dans les limites et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, l'AWIPH peut accorder des subventions en vue de promouvoir des initiatives spécifiques visant à assurer l'intégration des personnes handicapées. Les décisions sont prises par le comité de gestion.

Art. 285. Tout service, centre ou institution doit répondre aux normes d'infrastructures et aux normes de fonctionnement arrêtées par le Gouvernement sur proposition du comité de gestion de l'AWIPH. Ces normes sont fixées de façon distincte pour chaque type de service et d'institution et portent notamment sur :

- 1° l'infrastructure matérielle;
- 2° l'organisation et le fonctionnement;
- 3° le nombre et le niveau de qualification du personnel;
- 4° la gestion, la comptabilité et les rapports à établir par le service ou le centre;
- 5° la politique d'admission, d'accueil, le suivi des plaintes, y compris les relations financières avec les personnes handicapées, la gestion des biens et des fonds des personnes handicapées.

Art. 286. Tout agrément est subordonné à l'engagement du service, du centre ou de l'institution de fournir à l'AWIPH tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle et de se soumettre à son inspection.

Art. 287. A la demande de l'AWIPH, tout service, centre ou institution agréé doit participer à l'évaluation générale du fonctionnement des services destinés aux personnes handicapées.

Art. 288. Les personnes morales ou physiques qui, à titre onéreux, prennent en charge habituellement, de manière temporaire ou permanente, à temps complet ou partiel, des personnes handicapées qui n'appartiennent pas à leur famille jusqu'au quatrième degré, et qui ne sont pas reconnues pour exercer cette activité par une autorité publique, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par l'AWIPH. L'autorisation fixe le nombre de personnes pouvant être accueillies.

Le Gouvernement détermine la procédure relative à l'autorisation préalable ainsi que les conditions minimales de sécurité, d'hygiène et de personnel et les modalités de contrôle des personnes ou services qui hébergent de façon principale et à titre onéreux des personnes handicapées.

Art. 289. Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction et d'instruction des demandes d'agrément.

Si l'agrément est refusé, suspendu ou retiré, le demandeur peut introduire un recours contre cette décision auprès du Gouvernement qui fixera la procédure à suivre à cet effet.

L'agrément ne peut être accordé si, de l'avis de l'AWIPH, le service ne répond pas aux critères de programmation fixés par le Gouvernement.

Section 5. — Organes d'administration et personnel

Art. 290. L'AWIPH est gérée par un comité de gestion qui est composé :

- 1° d'un président;
- 2° d'un vice-président;
- 3° de trois membres effectifs et de trois membres suppléants désignés sur proposition du Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions;
- 4° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur présentation des associations reconnues comme représentatives des personnes handicapées ou leur famille;
- 5° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants désignés sur proposition du Conseil économique et social de la Région wallonne parmi ses membres représentés par les organisations représentatives des travailleurs;
- 6° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants choisis en fonction de leur compétence en matière d'intégration des personnes handicapées, sur présentation des associations représentatives du secteur.

Art. 291. Le Gouvernement nomme le président, le vice-président et les membres du comité de gestion.

Le président et le vice-président doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être Belges;
- 2° ne pas relever du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement;
- 3° ne pas présider ou faire partie du personnel d'associations ou services agréés ou subventionnés par l'AWIPH ou ceux visés à l'article 288;
- 4° faire la preuve d'une expérience utile de cinq ans.

Le président, le vice-président et les membres du comité de gestion sont nommés par le Gouvernement pour un mandat de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Art. 292. Le Gouvernement doit, dans les trois mois, veiller au remplacement de tout membre du comité de gestion qui a cessé d'exercer cette fonction avant la fin de son mandat. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Le comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 293. Parmi les membres du comité de gestion et sur proposition de celui-ci, le Gouvernement nomme quatre membres qui, avec le président et le vice-président, forment le bureau.

Le bureau prépare les réunions du comité de gestion et surveille la gestion journalière de l'AWIPH.

Art. 294. Le comité de gestion se réunit à l'initiative du président. Il se réunit également à la demande d'un quart de ses membres ou à la demande du Gouvernement.

Il est interdit aux membres du comité de gestion d'être présents à la délibération sur les objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel.

Le Gouvernement soumet à l'avis du comité de gestion tout avant-projet de décret, tout projet d'arrêté organique ou réglementaire ou toute règle de fonctionnement qui concerne l'AWIPH. Le comité de gestion est tenu d'émettre son avis dans les deux mois suivant la demande, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai.

Passé ce délai, cette formalité est censée avoir été accomplie.

Le comité de gestion soumet au Gouvernement tout avant-projet de décret ou d'arrêté, ainsi que toute proposition qu'il estime utiles.

Art. 295. Le comité de gestion est assisté par trois conseils chargés de l'éclairer dans sa mission :

- 1° le conseil pour l'aide individuelle à l'intégration;
- 2° le conseil pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement;
- 3° le conseil pour l'éducation, la formation et l'emploi.

Le Gouvernement définit les missions respectives de chaque conseil et leur fonctionnement.

Chaque conseil est composé d'un maximum de douze membres nommés par le Gouvernement sur proposition des organisations, services ou institutions intéressés à l'application des décrets et arrêtés dont l'AWIPH assure l'exécution ou choisis en raison de leur compétence.

Chaque conseil est présidé par un membre du comité de gestion désigné par le Gouvernement.

Art. 296. Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités que l'AWIPH peut accorder aux présidents, aux membres du comité de gestion et aux membres des conseils visés à l'article 295.

Art. 297. L'AWIPH instaure des commissions subrégionales de coordination.

Elle en fixe le nombre, la composition et le ressort.

Art. 298. Les commissions subrégionales de coordination ont pour mission de :

- 1° rassembler les données existantes concernant les caractéristiques socio-économiques et la situation des personnes handicapées;
- 2° procéder, au niveau de leur ressort, à l'étude des besoins des personnes handicapées en termes de services;
- 3° promouvoir la concertation et la coordination des services sociaux et de santé s'adressant partiellement ou totalement aux personnes handicapées dans leur ressort;
- 4° proposer les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir une politique active dans leur ressort, notamment en dressant un plan subrégional de coordination et d'intervention des services en faveur des personnes handicapées.

Les commissions subrégionales de coordination transmettent les conclusions de leurs travaux au comité de gestion et aux conseils de l'AWIPH.

Art. 299. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 300. L'administrateur général exécute les décisions du comité de gestion; il donne à ce dernier toutes les informations utiles au fonctionnement de l'organisme.

Il assiste avec voix consultative aux réunions du comité de gestion et des conseils et en assure le secrétariat.

Il dirige le personnel et assure, sous l'autorité et le contrôle du comité de gestion, le fonctionnement de l'organisme.

Il exerce les pouvoirs de gestion journalière définis par le règlement d'ordre intérieur. Le comité de gestion peut également, dans les conditions qu'il détermine, autoriser l'administrateur général à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

L'administrateur général représente l'AWIPH dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte sans avoir à justifier d'une décision du comité de gestion.

L'administrateur général adjoint assiste l'administrateur général dans l'exécution de toutes les tâches qui lui sont confiées. Il assiste également aux réunions du comité de gestion et des conseils.

En cas d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint ou, à défaut de ce dernier, par un membre du personnel de l'AWIPH désigné par le comité de gestion.

Art. 301. Le Gouvernement fixe le cadre organique du personnel de l'AWIPH, sur proposition du comité de gestion.

A l'exception de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint, le personnel est nommé, promu et révoqué par le comité de gestion.

Art. 302. Le comité de gestion ne peut délibérer et statuer que si la majorité des membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Si, après convocation régulière, le comité ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par la seconde convocation, quel que soit le nombre de membres présents, sur les projets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Les délibérations du comité de gestion et du bureau sont consignées dans des procès-verbaux conservés au siège de l'AWIPH.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président et l'administrateur général ou par leur remplaçant.

Section 6. — Contrôle

Art. 303. L'AWIPH est placée sous le contrôle du Gouvernement.

L'exercice des diverses missions de l'AWIPH doit se faire conformément aux priorités et aux orientations définies dans un contrat de gestion passé entre le Gouvernement et le comité de gestion.

Ce contrat est pluriannuel et est annexé au budget de l'AWIPH.

Le Gouvernement en détermine la procédure d'élaboration et les modalités de mise en œuvre.

Le contrat dont le contenu est négocié entre le Gouvernement et le comité de gestion porte notamment sur :

- les objectifs généraux assignés à l'AWIPH pour les trois années à venir;
- les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Le contrat est conclu entre le Gouvernement et le comité de gestion au plus tard lors de l'approbation du budget, par le Gouvernement, de la première année qu'il couvre.

Le contrat de gestion est communiqué au Parlement.

Art. 304. Le Gouvernement nomme un commissaire et un délégué du Ministre du Budget.

Ils assistent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de consultation.

Ils disposent des pouvoirs les plus étendus dans l'exercice de leur mission.

Ils sont entendus par le comité de gestion, le bureau et les administrateurs généraux à leur demande.

Dans un délai de quatre jours ouvrables, ils exercent un recours contre toute décision qu'ils jugent contraire aux lois, aux décrets, au contrat de gestion ou à l'intérêt général. Ce recours est suspensif. Ce délai prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant qu'ils aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement saisi du recours n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de vingt jours ouvrables, prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, la décision devient définitive. Ce délai peut être prorogé de dix jours par décision du Gouvernement.

La décision de prorogation ou d'annulation est notifiée au comité de gestion.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles le commissaire et le délégué visés au présent article remplissent leur fonction. Il fixe leur indemnité qui est à charge de l'AWIPH.

Art. 305. Lorsque le comité de gestion a omis de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévus dans les lois, décrets, arrêtés ou dans le contrat de gestion, le Gouvernement peut le mettre en demeure dans un délai précis.

Lorsque, à l'expiration du délai, le comité de gestion n'a pas pris les mesures, le Gouvernement peut se substituer à lui.

La décision du Gouvernement est transmise au Parlement.

Art. 306. Le Gouvernement désigne un ou plusieurs réviseurs auprès de l'AWIPH; ces réviseurs sont choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les réviseurs adressent au Gouvernement et au comité de gestion un rapport sur la situation active et passive ainsi que les résultats de l'exploitation, au moins une fois l'an, à l'occasion de la confection du bilan et du compte de pertes et profits ou du compte annuel.

Ils signalent au Gouvernement et au comité de gestion, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et en général toute situation susceptible de compromettre la solvabilité de l'AWIPH et ses liquidités.

Les dépenses découlant du contrôle de leurs activités sont à charge de l'AWIPH.

Les commissaires du Gouvernement, les membres du comité financier prévu à l'article 314 et les réviseurs ont un droit illimité de contrôle sur les opérations de l'AWIPH.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures.

Art. 307. L'AWIPH publie un rapport annuel de ses activités. Ce rapport est notamment transmis au Gouvernement, au Parlement et à la Commission wallonne des personnes handicapées visée à l'article 26.

Elle présente au Gouvernement des situations périodiques. Elle fournit au Gouvernement toutes les autres informations que celui-ci demande pour ses besoins et pour l'information du Parlement.

Section 7. — Gestion financière

Art. 308. Le comité de gestion établit le budget de l'AWIPH de l'année suivante pour le 15 septembre au plus tard.

Le Gouvernement veille à ce que l'AWIPH ajuste ses recettes et ses dépenses en conformité avec la politique menée par la Région.

A cet effet, le Gouvernement est saisi du budget de l'AWIPH pour approbation.

Le comité de gestion sera invité, en vue de cet examen, à proposer les perspectives d'activité de l'AWIPH et les incidences budgétaires y afférentes.

Il dresse, pour le 30 avril au plus tard, le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée et propose au Gouvernement, qui les approuve, les comptes de l'AWIPH.

Le budget et les comptes font l'objet d'une présentation devant la commission compétente du Parlement.

Art. 309. Les charges résultant de l'exécution des missions de l'AWIPH sont couvertes par :

- 1° une subvention annuelle en fonction des crédits inscrits à cet effet au budget de la Région;
- 2° des dons et legs;
- 3° le produit du patrimoine;
- 4° des subventions en provenance d'autorités, d'administrations et d'organismes publics;
- 5° des emprunts contractés aux conditions fixées par le Gouvernement.

Ces emprunts bénéficient de la garantie de la Région.

Art. 310. Le comité de gestion veille à maintenir les engagements et les ordonnancements de dépenses de l'AWIPH résultant de l'exécution de ses missions dans les limites de ses recettes budgétaires.

Au besoin, il propose au Gouvernement, dans les meilleurs délais, toute mesure réglementaire nécessaire au maintien de l'équilibre financier.

Art. 311. Le comité de gestion communique au Gouvernement tout renseignement relatif aux emprunts contractés et aux placements de ses avoirs et des disponibilités.

L'AWIPH ne peut utiliser ses avoirs et ses disponibilités que pour réaliser des opérations et des investissements prévus par le présent livre et ses arrêtés d'exécution.

Sans préjudice des modes de placements fixés par la loi ou par le décret, les disponibilités doivent être investies en valeurs ou fonds publics dont le Gouvernement détermine la liste.

Le Gouvernement arrête toute autre modalité générale de la gestion de la trésorerie de l'AWIPH.

Art. 312. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Les transferts et les dépassements de crédits limitatifs portés au budget doivent être autorisés par le Gouvernement avant toute mise à exécution. Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière supérieure à celle qui est prévue au budget de la Région, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 313. Le Gouvernement impose à l'AWIPH la tenue d'une comptabilité des engagements selon les règles qu'il établit.

A cet effet, il fixe les règles générales et particulières relatives :

- 1° à la présentation des budgets;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques.

Sauf dispositions contraires, prévues dans le présent livre ou prises en application de celui-ci, le Gouvernement arrête, sur proposition du comité de gestion, les règles qui président :

- 1° au remboursement des subventions trop perçues ou à la constitution d'un fonds de roulement;
- 2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
- 3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :
 - a) des amortissements;

- b) des dotations au fonds de renouvellement;
- c) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'AWIPH.

Art. 314. Il est créé un comité financier chargé de veiller au respect du budget de l'AWIPH.

Ce comité formule des suggestions et recommandations au Gouvernement et au comité de gestion de l'AWIPH.

Il est constitué d'un délégué du Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions, de l'administrateur général, du commissaire du Gouvernement, du délégué du Ministre du Budget, d'un délégué de l'administration du budget de la Région, d'un représentant de la Cour des comptes et d'un Inspecteur des Finances, nommés par le Gouvernement.

Section 8. — Surveillance

Art. 315. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires des services du Gouvernement et de l'AWIPH désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution du présent livre et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires et agents peuvent dans l'exercice de leurs missions :

- 1° procéder à tous examens, contrôles, enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires, notamment :
 - a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
 - b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;
- 2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Les procès-verbaux sont transmis au Gouvernement ou à l'AWIPH ainsi qu'aux services et établissements concernés.

Art. 316. Le comité de gestion assure le respect de la législation, de la réglementation et de l'intérêt général dans le cadre de l'exercice du contrôle des services et institutions agréés ou subventionnés.

Art. 317. Toute entrave mise à l'exécution des missions des fonctionnaires et agents susvisés par des personnes, services ou institutions bénéficiaires des dispositions du présent livre peut entraîner la suspension ou le retrait de l'agrément, du subventionnement ou des prestations individuelles par décision du comité de gestion.

La décision motivée du comité de gestion est prise après l'audition de la personne ou du représentant du service ou de l'institution ou après qu'ils aient été invités à présenter leur défense.

Art. 318. Sans préjudice de l'application des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1000 euro ou d'une de ces peines seulement, les personnes qui auront contrevenu aux dispositions des arrêtés pris en exécution du présent livre ou fait obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent livre et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 319. Sans préjudice de l'application des peines prévues au Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 2 000 euros ou d'une de ces peines seulement :

- 1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un service ou institution :
 - gère collectivement le compte de personnes handicapées;
 - opère la confusion de patrimoine;
 - administre les fonds ou les biens des personnes handicapées sauf dans le respect des normes arrêtées en application de l'article 285;
- 2° celui qui impose comme condition préalable à l'accueil, au séjour ou à l'accompagnement dans ou par un service ou une institution subventionné, le paiement d'une caution ou une obligation financière quelconque autre que celle fixée par le Gouvernement.

Art. 320. Les administrations publiques et les organismes d'intérêt public qui relèvent de l'autorité de la Région, ainsi que tout service agréé ou subventionné par celle-ci, sont tenus de fournir sans frais à l'AWIPH toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

CHAPITRE III. — Associations de personnes handicapées

Art. 321. Les associations représentatives qui s'occupent de la défense des intérêts des personnes handicapées sont reconnues par le Ministre qui a l'action sociale et la santé dans ses attributions.

Peuvent être reconnus comme associations représentatives les organismes répondant aux conditions suivantes :

- être constitués en ASBL ou être un organisme public ou d'intérêt public;
- avoir pour objet principal l'entraide, le soutien, le conseil mutuel des personnes handicapées, la promotion de leurs droits à l'intégration dans la société;
- disposer d'un nombre de membres affiliés ou compter sur le soutien d'un nombre de personnes en rapport soit avec l'ensemble de la population des personnes handicapées de la zone couverte par leurs activités, soit avec la population concernée par un handicap spécifique;
- déployer leurs activités sur le territoire de la région de langue française, et au moins sur trois provinces;
- organiser annuellement un nombre suffisant d'activités en faveur des personnes handicapées;
- ne pas être un service, une institution ou un centre agréé ou subventionné par l'AWIPH.

Art. 322. Les associations représentatives des personnes handicapées sont habilitées à :

- 1° assister les personnes handicapées dans leurs démarches vis-à-vis des services dépendant directement ou indirectement de la Région;
- 2° siéger dans les différents organes où la participation de représentants des personnes handicapées est prévue par une disposition légale ou réglementaire.

TITRE II. — Dispositifs spécifiquesCHAPITRE I^{er}. — *Législations sociales*

Art. 323. Pendant leur formation, réadaptation et rééducation professionnelles, les personnes handicapées ne peuvent être recrutés par les personnes assurant cette formation, réadaptation et rééducation professionnelles que dans les seuls liens :

- 1° d'un contrat d'apprentissage dans l'industrie, les métiers et négoce, dans la marine marchande et la pêche maritime;
- 2° d'un contrat d'adaptation professionnelle des personnes handicapées;
- 3° d'un contrat de formation ou de réadaptation professionnelle conclu soit avec un centre de formation professionnelle accélérée pour adultes, créé par l'Office national de l'emploi ou agréé par le Ministre de l'Emploi et du Travail, soit avec un centre de formation ou de réadaptation professionnelle.

Le Gouvernement détermine les clauses obligatoires que doit comprendre tout contrat d'adaptation professionnelle visé au 2° ou tout contrat de formation ou de réadaptation professionnelle conclu en application du 3°.

Art. 324. L'intervention de l'AWIPH peut être refusée ou réduite soit si la personne handicapée bénéficie, sur base du même handicap et des mêmes besoins que ceux visés dans le présent livre, d'une prestation sociale en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, soit si elle s'abstient de faire valoir ses droits à une telle prestation alors qu'elle pourrait y prétendre.

CHAPITRE II. — *Contentieux*

Art. 325. Les contestations relatives aux décisions prises par l'AWIPH et concernant l'enregistrement ou l'octroi des prestations en espèces et en nature aux personnes handicapées dont de la compétence du tribunal du travail.

Les actes juridiques administratifs contestés doivent, à peine de déchéance, être soumis au tribunal du travail compétent dans le mois de leur notification.

L'action introduite devant le tribunal du travail est suspensive.

Art. 326. Les tribunaux du travail sont compétents pour connaître des contestations relatives aux contrats visés à l'article 323, alinéa 1^{er}, 2° et 3°.

Les actions naissant de ces contrats sont prescrites un an après la cessation de ceux-ci.

CHAPITRE III. — *Accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public**Section 1^{re}. — Définitions*

Art. 327. Au sens du présent chapitre, on entend par :

- 1° "chien d'assistance" : tout chien dressé ou en cours de dressage accompagnant des personnes handicapées dans leurs déplacements et actes de la vie quotidienne;
- 2° "établissements et installations destinés au public" : tous bâtiments ou parties de bâtiments, lieux et espaces, publics ou privés, destinés à un usage public ainsi que les transports rémunérés de personnes.

Section 2. — Conditions d'accès

Art. 328. L'accès aux établissements et installations destinés au public est autorisé aux chiens d'assistance.

Cette autorisation ne peut être conditionnée par un paiement supplémentaire de quelque nature que ce soit, à moins que celui-ci constitue la contrepartie d'un service spécifique, évaluable économiquement.

Art. 329. Par dérogation à l'article 328, alinéa 1^{er}, l'accès aux établissements et installations destinés au public peut être refusé :

- par un règlement spécifique à ces lieux motivé par des exigences d'hygiène, de santé publique, de sécurité ou d'impossibilité d'aménagement raisonnable;
- en vertu d'une disposition légale ou réglementaire contraire.

Ce refus doit être porté à la connaissance du public par voie d'affichage au moyen du modèle défini par le Gouvernement.

Les restrictions en matière d'hygiène et de santé publique seront admises dès lors qu'il s'agit de locaux ou parties de locaux spécifiquement consacrés à l'administration de soins ou à la réalisation d'actes médico-techniques ou dès lors qu'il s'agit de locaux ou parties de locaux fréquentés par vocation par des personnes non chaussées.

Art. 330. Est reconnu comme chien d'assistance au sens du présent chapitre le chien dressé par un instructeur ou une association agréés selon les normes et la procédure définies par le Gouvernement.

Section 3. — Contrôle et surveillance

Art. 331. Quiconque refuse l'accès d'un chien d'assistance aux établissements et installations destinés au public sur la base d'un règlement tel que visé à l'article 329 du présent chapitre insuffisamment motivé est punissable d'une amende de 26 à 100 euros.

Art. 332. Le contrôle et la surveillance de l'application des dispositions du présent chapitre, ainsi que des mesures réglementaires prises en exécution de celui-ci, sont assurés par les services de l'AWIPH.

Art. 333. Le Gouvernement remet annuellement au Parlement wallon, selon les modalités qu'il détermine, un rapport sur l'exécution du présent chapitre.

Livre V. — Aide aux aînés

TITRE 1^{er}. — Dispositif d'hébergement et d'accueil des aînésCHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Art. 334. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1° résident : l'aîné de soixante ans au moins qui est hébergé ou est accueilli dans un établissement pour aînés ainsi que toute autre personne de moins de soixante ans qui y est hébergé ou est accueilli à titre exceptionnel dans un établissement pour aînés selon les modalités fixées par le Gouvernement;

2° établissements pour aînés :

- a) maison de repos : l'établissement, quelle qu'en soit la dénomination, destiné à l'hébergement d'aînés qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient, en fonction de leur dépendance, de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et de soins infirmiers ou paramédicaux;
- b) maison de repos et de soins : la maison de repos qui s'inscrit dans le cadre de l'article 170, § 1^{er}, de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008. Le Gouvernement peut arrêter des règles spécifiques en ce qui concerne l'âge des personnes accueillies dans des lits de maison de repos reconvertis en lits de maison de repos et de soins affectés à des pathologies particulières;
- c) résidence-services : un ou plusieurs bâtiments, quelle qu'en soit la dénomination, constituant un ensemble fonctionnel, géré par une personne physique ou morale, qui, à titre onéreux, offre à ses résidents des logements leur permettant de mener une vie indépendante ainsi que des services auxquels ils peuvent faire librement appel.

On entend par ensemble fonctionnel d'une résidence-services, l'unité architecturale, distincte de toute autre structure éventuellement située sur le même site, qui, bien que pouvant avoir une entrée à rue commune, dispose de voies de circulation horizontales et verticales spécifiques et garantissant aux résidents un accès aisé aux locaux et équipements collectifs, en toute sécurité et sans obstacle pour les personnes à mobilité réduite.

Les locaux, équipements et services collectifs de la résidence-services peuvent également être accessibles à d'autres aînés de soixante ans au moins.

A la condition qu'ils n'en utilisent pas la dénomination, ne sont pas considérés comme résidences-services au sens du présent titre les habitations pour vieux ménages et les centres de services communs qui se fondent respectivement sur l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 et sur le décret de la Communauté française du 30 juin 1982;

- d) centre d'accueil de jour : un bâtiment ou partie d'un bâtiment, quelle qu'en soit la dénomination, situé au sein ou en liaison avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins, où sont accueillis, pendant la journée, des résidents, qui y bénéficient de soins familiaux et ménagers et, au besoin, d'une prise en charge thérapeutique et sociale; les locaux du centre d'accueil de jour sont regroupés en un ensemble fonctionnel.

On entend par ensemble fonctionnel d'un centre d'accueil de jour, l'unité architecturale distincte qui regroupe l'ensemble des locaux du centre d'accueil de jour;

- e) centre d'accueil de soirée et/ou de nuit : un bâtiment ou partie d'un bâtiment, quelle qu'en soit la dénomination, affecté principalement à l'usage de centre d'accueil de jour, qui accueille la soirée et/ou la nuit des résidents autres que ceux accueillis le même jour en centre d'accueil de jour, qui y bénéficient de soins familiaux et ménagers et, au besoin, d'une prise en charge thérapeutique et sociale;
- f) centre de soins de jour : un centre d'accueil de jour offrant une structure de soins de santé qui prend en charge pendant la journée des personnes fortement dépendantes nécessitant des soins et qui apporte le soutien nécessaire au maintien de ces personnes à domicile;
- g) court séjour : séjour temporaire en maison de repos ou en maison de repos et de soins dont la durée est initialement fixée de commun accord entre le gestionnaire et le résident ou son représentant et qui ne peut excéder une durée de trois mois ou de nonante jours cumulés par année civile que ce soit ou non dans le même établissement;
- h) accueil familial : l'hébergement au domicile d'une personne physique de maximum trois résidents n'appartenant pas à sa famille jusqu'au quatrième degré inclus. Le résident en accueil familial y reçoit l'hébergement, l'aide dans l'organisation des soins requis et l'aide à la réalisation des activités de la vie quotidienne dans le cadre d'une vie familiale;

3° gestionnaire : la personne physique ou morale titulaire d'un titre de fonctionnement autorisant la gestion d'un établissement pour aînés et responsable devant l'autorité du respect des normes de fonctionnement;

4° directeur : la personne physique chargée par le gestionnaire et sous son contrôle de la gestion journalière d'un établissement pour aînés visé aux 2°, a) à g) du présent article;

5° représentant :

- a) le représentant légal ou judiciaire du résident;
- b) le mandataire désigné par le résident à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans l'établissement pour aînés ou qui prend part à sa gestion ou qui est soumise à l'autorité du gestionnaire. Cette restriction ne s'applique pas au parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus;
- c) au besoin ou à défaut, un représentant du centre public d'action sociale compétent à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans l'établissement pour aînés ou qui prend part à sa gestion;

6° projet de vie de l'établissement : l'ensemble des actions et des mesures destinées à assurer l'intégration sociale et la qualité de vie des résidents, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'un établissement pour aînés visé aux 2°, a) et b), du présent article.

CHAPITRE II. — Informations sur l'établissement

Art. 335. § 1^{er}. Les établissements pour aînés assurent une information sur la nature du service rendu.

§ 2. La publicité visant à informer le public à propos d'un établissement pour aînés contient obligatoirement les éléments suivants :

1° le nom et l'adresse de l'établissement pour aînés et son numéro de titre de fonctionnement;

- 2° la forme juridique, l'adresse et l'identification exacte du gestionnaire;
- 3° le nombre de lits s'il s'agit d'une maison de repos, d'une maison de repos et de soins ou de court séjour, de logements s'il s'agit d'une résidence-services ou de places s'il s'agit d'un centre d'accueil de jour, d'un centre d'accueil de soirée et/ou de nuit, d'un centre de soins de jour ou d'un accueil familial.

Art. 336. § 1^{er}. Les informations écrites délivrées au candidat résident ou à son représentant mentionnent obligatoirement :

- 1° le nom, l'adresse de l'établissement et son numéro de titre de fonctionnement;
- 2° la forme juridique, l'adresse et l'identification exacte du gestionnaire.

En outre, sont mentionnés :

- 1° s'il s'agit d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins :
 - a) le nombre de lits de maison de repos et/ou de maison de repos et de soins et/ou de court séjour, leur répartition par chambre et l'éventuelle existence d'une unité spécifique pour aînés désorientés;
 - b) le prix journalier d'hébergement suivant le type de chambre choisie ou proposée;
 - c) les suppléments et leurs prix;
 - d) les modalités de la collaboration établie avec un ou plusieurs centres de coordination des soins et de l'aide à domicile ainsi que les modalités de la liaison fonctionnelle avec une maison de repos et de soins ou avec l'association en matière de soins palliatifs couvrant la même zone géographique dans le cas d'une maison de repos ne disposant pas de lits reconvertis en maison de repos et de soins;
 - e) une liste des activités proposées aux résidents, leur fréquence et leur éventuel prix;
- 2° s'il s'agit d'une résidence-services :
 - a) le nombre de logements;
 - b) le prix mensuel du logement suivant le type de logement;
 - c) les services proposés aux aînés et leurs prix;
 - d) les modalités de la collaboration établie avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination des soins et de l'aide à domicile;
- 3° s'il s'agit d'un centre d'accueil de jour, d'un centre d'accueil de soirée et/ou de nuit ou d'un centre de soins de jour :
 - a) le nombre de places d'accueil;
 - b) le prix journalier d'accueil et des suppléments éventuels;
 - c) les modalités de la collaboration établie avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins si le centre n'est pas situé sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination des soins et de l'aide à domicile;
 - d) les activités proposées aux résidents, leur fréquence et leur éventuel prix;
 - e) les jours et heures d'ouverture du centre;
- 4° s'il s'agit d'un accueil familial :
 - a) le nombre de places d'accueil;
 - b) le prix journalier d'accueil et des suppléments éventuels;
 - c) les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins et avec un ou plusieurs centres de coordination des soins et de l'aide à domicile;
 - d) une liste des activités proposées aux résidents, leur fréquence et leur éventuel prix.

§ 2. Une copie du règlement d'ordre intérieur ainsi qu'un exemplaire de la convention d'hébergement ou d'accueil sont également remis en même temps que ces informations.

CHAPITRE III. — *Bien-être des résidents*

Art. 337. Les établissements pour aînés qui bénéficient d'un titre de fonctionnement en vertu du présent titre sont tenus :

- 1° de respecter les droits individuels des résidents;
- 2° de garantir le respect de leur vie privée, affective et sexuelle;
- 3° de favoriser le maintien de leur autonomie;
- 4° de favoriser leur participation à la vie sociale, économique et culturelle;
- 5° de garantir un environnement favorable à leur épanouissement personnel et à leur bien-être;
- 6° d'assurer leur sécurité dans le respect de leurs droits et libertés individuels.

Art. 338. Le Gouvernement arrête une charte relative à la qualité des établissements pour aînés centrée sur les besoins, les attentes et le respect des résidents afin d'améliorer leur qualité de vie.

Les établissements pour aînés qui adhèrent à cette charte sont repris dans une liste publiée selon les modalités fixées par le Gouvernement. Ils en informent leurs résidents. Ils reçoivent un label de qualité.

Le Gouvernement arrête les modalités de la mise en application de la charte relative à la qualité, de l'octroi du label de qualité et de son retrait en cas de non-respect de ladite charte.

CHAPITRE IV. — *Relations avec les résidents*

Art. 339. Le règlement d'ordre intérieur définissant les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire et répondant aux conditions de l'article 359, 9°, est remis aux résidents ou à leurs représentants avant la signature de la convention d'hébergement ou d'accueil.

Un exemplaire de la convention conclue entre le gestionnaire et le résident ou son représentant lui est remis ou à son représentant au plus tard le jour de l'entrée dans l'établissement pour aînés; un autre exemplaire est joint au dossier individuel visé à l'article 340.

Art. 340. Un dossier individuel est établi lors de l'admission d'un résident. Il doit être mis à jour en permanence sur la base des informations communiquées et être accessible au résident, à son représentant et aux agents de la Région wallonne chargés du contrôle.

Le dossier individuel reprend les données d'identité du résident, de son représentant, des personnes et des services auxquels le gestionnaire doit recourir au besoin, les renseignements relatifs au paiement du prix d'hébergement ou d'accueil, et s'il échet les renseignements relatifs à la mutualité, aux pensions, l'état des lieux ainsi que le relevé des objets et valeurs mis en dépôt.

Art. 341. § 1^{er}. Dans chaque maison de repos ou maison de repos et de soins ainsi que dans chaque résidence-services, il est créé un conseil des résidents composé de résidents ou de leurs représentants et/ou de membres de leur famille. Le directeur ou son représentant peut assister aux réunions du conseil des résidents. Afin d'assurer le bon fonctionnement de ce conseil, celui-ci reçoit le soutien du personnel de l'établissement. Le service social de la commune où est installé l'établissement concerné est informé de la tenue des réunions du conseil des résidents et invité à y assister au moins une fois par an.

Le conseil des résidents donne des avis et fait des suggestions, notamment au sujet du fonctionnement de l'établissement, de l'organisation des services, du projet de vie institutionnel et des activités d'animation.

Lorsqu'au sein d'un même établissement pour aînés se retrouve une maison de repos et/ou une maison de repos et de soins et/ou une résidence-services, un seul conseil des résidents peut être mis sur pied.

§ 2. Le Conseil des résidents se réunit au moins une fois par trimestre.

Il est établi un rapport de chaque réunion du Conseil des résidents. Ce rapport sera affiché au tableau d'affichage et pourra être consulté par les résidents, les membres de leur famille ou leur représentant, par le bourgmestre et par les agents de la Région wallonne chargés du contrôle.

Des suggestions, des remarques ou des plaintes peuvent être consignées par le résident, son représentant ou sa famille dans un registre mis à la disposition par l'établissement. Le plaignant doit être informé de la suite qui a été donnée à sa plainte. Le registre susvisé doit être présenté, une fois par trimestre, sur simple requête, au Conseil des résidents.

CHAPITRE V. — *Obligations relatives au prix*

Art. 342. Sans préjudice d'une augmentation de prix autorisée en application de l'article 359, 2^o, en cas de nouvelle construction ou de travaux de transformation de l'établissement pour aînés, les résidents ou les personnes accueillies présents avant le début des travaux conservent un droit au maintien du prix d'hébergement ou d'accueil.

La convention d'hébergement ou d'accueil conclue après le début des travaux précisera clairement qu'un nouveau prix pourra être appliqué à l'échéance des travaux.

Art. 343. En cas de paiement tardif du prix d'hébergement ou d'accueil, seul un intérêt moratoire, dont le taux ne peut excéder le taux de l'intérêt légal, peut être réclamé en sus.

Art. 344. Un acompte pour l'entrée dans un établissement pour aînés, ne peut être exigé qu'après la signature de la convention établie entre le gestionnaire et le résident et pour autant que l'entrée du résident ne soit pas postérieure à un mois.

Cet acompte ne peut dépasser le montant mensuel du prix d'hébergement hors supplément.

Il ne peut pas être demandé d'acompte dans les centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit et dans les centres de soins de jour.

La convention indique la date d'entrée dans l'établissement.

L'acompte est déduit de la première facture ou est restitué sans délai si l'aîné est, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité d'entrer dans l'établissement ou si le gestionnaire ne peut pas accueillir la personne à la date prévue par la convention.

CHAPITRE VI. — *Programmation et accords de principe*

Section 1^{re}. — *Programmation*

Art. 345. La programmation des établissements pour aînés visés à l'article 334, 2^o, a), b), f) et g), a pour objectif :

- 1^o de maîtriser l'évolution de l'offre d'accueil, d'hébergement ou de soins aux aînés, en fonction de leurs besoins évolutifs et différenciés;
- 2^o d'assurer une répartition homogène des établissements pour aînés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne afin de garantir une proximité géographique permettant le maintien des liens sociaux existants;
- 3^o de garantir au résident le libre choix entre les secteurs public, associatif ou privé commercial;
- 4^o de concourir à l'équilibre financier du système de sécurité sociale.

Art. 346. § 1^{er}. 1^o Le Gouvernement arrête la capacité maximale de lits de maison de repos, en ce compris les lits de maison de repos reconvertis en lits de maison de repos et de soins, ainsi que les capacités maximales et minimales d'accueil par établissement.

2^o Il établit également les règles permettant la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins ainsi que la requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centre de soins de jour.

3^o Il établit également les règles d'implantation par arrondissement en fonction du nombre d'aînés de 75 ans et plus qui y résident.

4^o Pour l'application du 1^o et 2^o, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur associatif et 50 % au maximum peuvent être attribués au secteur privé commercial.

§ 2. 1^o Le Gouvernement arrête le chiffre programme d'implantation des centres de soins de jour ainsi que les capacités minimales et maximales d'accueil par établissement.

2^o Il établit également les règles d'implantation par arrondissement en fonction du nombre d'aînés de 75 ans et plus qui y résident.

3° Pour l'application du 1° et du 2°, 29 % au minimum des places sont réservées au secteur public, 21 % minimum au secteur privé associatif et 50 % maximum au secteur privé commercial.

§ 3. 1° Le Gouvernement arrête le programme spécifique d'implantation des lits de maison de repos réservés au court séjour ainsi que les capacités minimale et maximale par établissement.

2° Ce programme d'implantation se réalise par arrondissement en fonction du nombre d'ânés de 75 ans et plus qui y résident.

3° Pour l'application du 1° et du 2°, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur associatif et 50 % au maximum peuvent être attribués au secteur privé commercial.

Art. 347. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles il met à disposition de la population les données détaillées relatives à l'état actualisé des programmes d'implantation.

Section 2. — Accord de principe

Art. 348. § 1^{er}. Tout projet d'ouverture d'un établissement pour ânés visé l'article 334, 2°, a), b), f) et g), d'extension de celui-ci ou de réouverture après une interruption d'exploitation ayant entraîné la perte du titre de fonctionnement est soumis à l'accord de principe du Gouvernement.

Le changement de secteur d'un établissement pour ânés doit également faire l'objet d'un accord de principe préalable.

Ne sont pas soumis à l'accord de principe :

- 1° le changement de gestionnaire au sein d'un même secteur;
- 2° le transfert provisoire, en cas de travaux ou de motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité, de résidents d'un établissement vers une autre structure d'hébergement visée dans le présent titre;
- 3° le transfert sur un autre site, sans augmentation de capacité et dans le même arrondissement, de lits ou de places établis sur plusieurs sites ou de lits ou de places relevant d'un même gestionnaire.

Le gestionnaire concerné doit informer le Gouvernement dans le mois dans la situation visée au 1°, sans délai en cas de motifs urgents visés au 2°, et quinze jours au préalable dans les autres situations.

§ 2. L'accord de principe ne peut pas être cédé, sauf dans le cadre d'un changement de gestionnaire de l'établissement auquel se rapportent les lits ou les places d'accueil concernés par la cession et pour autant que ceux-ci soient concrétisés sur le même site et dans les mêmes conditions et délais que ceux déterminés lors de l'octroi de l'accord de principe.

Des modalités particulières visant la protection des résidents peuvent être fixées lorsque la demande d'accord de principe est accompagnée d'une convention de cession de lits ou de places d'accueil pour lesquels un titre de fonctionnement a été octroyé.

Art. 349. Le Gouvernement arrête les critères et la procédure à appliquer pour l'octroi des accords de principe.

Ces critères doivent permettre au Gouvernement d'apprécier :

- 1° la volonté de l'établissement de s'inscrire dans une offre diversifiée de services permettant d'apporter un soutien au maintien à domicile et répondant aux besoins spécifiques des ânés désorientés;
- 2° la qualité architecturale du projet, son implantation, son intégration dans la vie sociale et les moyens mis en œuvre pour contribuer au développement durable, particulièrement en ce qui concerne les économies d'énergie et la consommation d'eau;
- 3° les moyens mis en œuvre afin de permettre une accessibilité optimale aux personnes en situation de handicap et de satisfaire aux besoins des ânés souffrant de troubles sensoriels;
- 4° la bonne répartition des établissements pour ânés sur le territoire linguistique de langue française.

Art. 350. Lorsqu'il est saisi d'une demande d'accord de principe, le Gouvernement vérifie si le projet est compatible avec le programme d'implantation visé au chapitre 6, section 1^{re}.

Art. 351. L'accord de principe accordé par le Gouvernement perd ses effets si un titre de fonctionnement n'a pas été accordé dans le délai de trois ans.

Selon des modalités fixées par le Gouvernement, ce délai peut être prolongé pour une période maximale de trois ans sur la base d'un mémoire justificatif des raisons pour lesquelles le projet n'a pas pu être réalisé dans un délai de trois ans.

CHAPITRE VII. — Titre de fonctionnement

Section 1^{re}. — Procédure d'octroi

Art. 352. La demande d'un titre de fonctionnement est introduite par le gestionnaire par lettre recommandée, ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi, déterminée par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les conditions de recevabilité, la composition du dossier et la procédure de l'octroi d'un titre de fonctionnement ainsi que les conditions et les modalités relatives au titre de fonctionnement provisoire.

Le titre de fonctionnement précise le nombre de lits, de places ou de logements par type d'établissement.

Art. 353. Le titre de fonctionnement peut être refusé par le Gouvernement pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Les décisions de refus des titres de fonctionnement peuvent ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Le Gouvernement fixe les procédures et les conditions de refus des titres de fonctionnement, ainsi que les délais de décision.

Le refus entraîne la fermeture de l'établissement pour ânés. Le refus du titre de fonctionnement d'une maison de repos et de soins qui bénéficie d'un titre de fonctionnement en tant que maison de repos entraîne la suppression de la qualité de maison de repos et de soins. Le refus du titre de fonctionnement d'une maison de repos et de soins qui ne bénéficie pas d'un titre de fonctionnement en tant que maison de repos entraîne la fermeture de l'établissement.

Le refus du titre de fonctionnement d'un centre de soins de jour qui bénéficie d'un titre de fonctionnement en tant que centre d'accueil de jour entraîne la suppression de la qualité de centre de soins de jours.

Art. 354. En cas de changement de gestionnaire, lorsque l'établissement pour aînés bénéficie d'un titre de fonctionnement provisoire, pour autant que les conditions d'octroi restent remplies, ce titre de fonctionnement est reconduit pour une durée maximale d'un an à dater de la communication du changement visé à l'article 368.

Art. 355. Toutes les décisions relatives au refus d'un titre de fonctionnement sont communiquées sans délai aux résidents ou à leurs représentants par le gestionnaire.

Art. 356. Le gestionnaire qui souhaite fermer volontairement un établissement pour aînés en avertit le Gouvernement au moins 3 mois avant la fermeture et l'informe des mesures qu'il a prises pour assurer le transfert de ses résidents. Il est pris acte de la fermeture dont l'exécution est vérifiée.

Art. 357. Toute personne chargée de l'administration d'un établissement pour aînés par décision judiciaire se fait immédiatement connaître auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

Section 2. — Normes de fonctionnement

Art. 358. § 1^{er}. Un établissement pour aînés ne peut pas être exploité sans bénéficier d'un titre de fonctionnement. Le titre de fonctionnement définitif est accordé pour une période indéterminée.

Un titre de fonctionnement provisoire peut être préalablement accordé, pour une période maximale d'un an s'il s'agit d'une première demande. Il peut être prolongé si des travaux de sécurité le justifient.

Si au terme du délai de validité du titre de fonctionnement provisoire aucun refus n'est intervenu, le titre de fonctionnement définitif est réputé accordé.

Un titre de fonctionnement unique est accordé pour les lits de maison de repos, de maison de repos et de soins et de court séjour d'un même établissement.

Un titre de fonctionnement unique est accordé pour les places en centre d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit et en centre de soins de jour d'un même établissement.

§ 2. Le gestionnaire signale par écrit, selon des modalités fixées par le Gouvernement, toute modification aux éléments du dossier de demande du titre de fonctionnement.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, 1^{er} alinéa, un établissement pour aînés qui dispose d'un accord de principe ou en est dispensé en fonction de l'article 348, § 1^{er}, qui dispose également d'une attestation de sécurité et dont le gestionnaire a introduit auprès de l'administration la demande d'un titre de fonctionnement dans le respect des modalités définies à l'article 352 peut être mis en exploitation au plus tôt quinze jours après l'envoi de la demande sauf avis contraire motivé, notifié au demandeur préalablement à la date prévue pour l'ouverture, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 4. Selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut déroger aux normes concernant le bâtiment et aux normes prises en application de la réglementation de la protection contre l'incendie qui s'appliquent aux établissements pour aînés par ou en vertu du présent titre, pour autant que ces dérogations ne mettent pas en péril la qualité de vie et la sécurité du résident.

Sous-section 1^{re}. — Normes de fonctionnement spécifiques aux maisons de repos

Art. 359. Le Gouvernement arrête les normes de fonctionnement auxquelles doivent répondre ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, doivent s'engager à y répondre, les maisons de repos pour bénéficier d'un titre de fonctionnement.

Ces normes visent notamment :

- 1° les services couverts par le prix d'hébergement;
- 2° les modalités d'adaptation du prix d'hébergement;
- 3° le bâtiment, notamment la réglementation de la protection contre l'incendie et la panique en ce qu'elles complètent et adaptent les normes édictées au niveau fédéral;
- 4° la nourriture, l'hygiène et les soins de santé;
- 5° le nombre, la compétence, la qualification, la présence effective et la moralité des personnes exerçant leurs activités dans la maison de repos;
- 6° les conditions d'expérience et de qualification, ainsi que les exigences minimales d'activité et de présence requises pour exercer la fonction de directeur;
- 7° les modalités de la collaboration à établir avec un ou plusieurs centres de coordination des soins et de l'aide à domicile, le cas échéant, avec une maison de repos et de soins et avec l'association en matière de soins palliatifs couvrant la zone géographique concernée, si la maison de repos ne dispose pas de lits de maison de repos et de soins;
- 8° le règlement d'ordre intérieur dont un modèle, non obligatoire, est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement et qui doit respecter les principes suivants :
 - a) le respect de la vie privée des résidents ainsi que de leurs convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;
 - b) le libre choix des médecins;
 - c) le libre accès de la maison de repos à la famille, aux amis, aux ministres des différents cultes et aux conseillers laïques demandés par les résidents ou à défaut par leur représentant;
 - d) la plus grande liberté possible de sortie.

Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales du règlement d'ordre intérieur et est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux literas a) à d) du précédent alinéa.

Les établissements qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus soumettent leur règlement d'ordre intérieur à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine;

- 9° la convention d'hébergement entre le gestionnaire et le résident ou son représentant dont le modèle non obligatoire est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes suivants :
 - a) la sécurité du résident quant à la qualité de l'hébergement et des services;

- b) la sécurité du résident quant aux prix de l'hébergement et des services, notamment quant aux prix journalier de l'hébergement, les services qu'il couvre ainsi que les modalités de son adaptation et le montant de la garantie éventuelle déposée et son affectation;
- c) la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- d) la sécurité du résident quant à la durée de la convention, les conditions et les délais de résiliation;
- e) le respect des dispositions particulières relatives au court séjour.

Les maisons de repos qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus, soumettent leur convention d'hébergement à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine;

- 10° le projet de vie de l'établissement pour aînés et sa mise en œuvre en réponse aux besoins des résidents afin de leur assurer un bien-être optimal et de maintenir leur autonomie.

Ce projet de vie comprend au moins :

- a) les dispositions relatives à l'accueil des résidents prises dans le but de respecter leur personnalité, d'apaiser le sentiment de rupture éprouvé par eux et leur famille lors de l'entrée et de déceler les éléments qui permettront, au cours du séjour, de mettre en valeur leurs aptitudes et leurs aspirations;
- b) les dispositions relatives au séjour permettant aux résidents de retrouver un cadre de vie aussi proche que possible de leur cadre familial, notamment en encourageant leur participation aux décisions concernant la vie communautaire et en développant des activités occupationnelles, relationnelles, culturelles en vue de susciter l'ouverture de la maison de repos vers l'extérieur;
- c) les dispositions relatives à l'organisation des soins et des services d'hôtellerie, dans le but de préserver l'autonomie des résidents tout en leur procurant bien-être, qualité de vie et dignité;
- d) les dispositions organisant le travail en équipe dans un esprit interdisciplinaire et de formation permanente, exigeant du personnel, un respect de la personne du résident, de son individualité, en actes et en paroles et octroyant à ce personnel, des moyens, notamment en temps, qui facilitent le recueil et la transmission des observations permettant d'atteindre les objectifs du projet de vie;
- e) les dispositions permettant une participation des résidents, chacun selon ses aptitudes, en vue de favoriser le dialogue, d'accueillir les suggestions, d'évaluer en équipe la réalisation des objectifs contenus dans le projet de vie institutionnel et d'offrir des activités rencontrant les attentes de chacun.

Art. 360. Le Gouvernement arrête les normes de fonctionnement spécifiques concernant l'hébergement en unité adaptée des aînés désorientées.

Art. 361. Le Gouvernement arrête les normes de fonctionnement complémentaires auxquelles doit répondre une maison de repos implantée sur plusieurs sites, gérée par un même pouvoir organisateur et ayant un même directeur et qui souhaite bénéficier d'un titre de fonctionnement unique.

Ces normes portent notamment sur l'éloignement maximum des sites, les capacités minimale et maximale de chaque implantation et le personnel y affecté.

Sous-section 2. — Normes de fonctionnement spécifiques aux résidences-services

Art. 362. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les normes auxquelles doivent répondre les résidences-services pour bénéficier d'un titre de fonctionnement :

- 1° la composition des logements individuels qui doivent comprendre au moins :
 - a) une salle de séjour;
 - b) un espace cuisine, éventuellement intégré dans la salle de séjour;
 - c) une chambre à coucher;
 - d) une salle de bains;
 - e) une toilette, éventuellement intégrée dans la salle de bains;
- 2° les superficies minimales des logements individuels;
- 3° le nombre, la description et la superficie des locaux communs;
- 4° les modalités selon lesquelles une permanence est assurée permettant d'intervenir dans les plus brefs délais auprès des résidents en cas de nécessité;
- 5° les services facultatifs que le gestionnaire doit obligatoirement organiser ou rendre disponibles à la demande des résidents et les conditions de leur accès;
- 6° les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins si la résidence-services n'est pas établie sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination des soins et de l'aide à domicile.

§ 2. En outre, les résidences-services doivent répondre ou, si certaines normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, doivent s'engager à répondre aux normes définies par le Gouvernement et qui concernent les matières suivantes :

- 1° les services couverts par le prix mensuel d'hébergement;
- 2° les modalités d'adaptation du prix d'hébergement;
- 3° le bâtiment, notamment la réglementation de la protection contre l'incendie et la panique en ce qu'elles complètent et adaptent les normes édictées au niveau fédéral;
- 4° la nourriture et l'hygiène;
- 5° le nombre, la compétence, la qualification, la présence effective et la moralité des personnes exerçant leurs activités dans la résidence-services;
- 6° les conditions d'expérience et de qualification, ainsi que les exigences minimales d'activité et de présence requises pour exercer la fonction de directeur;

- 7° le règlement d'ordre intérieur dont un modèle, non obligatoire, est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement et qui doit respecter les principes suivants :
- a) le respect de la vie privée des résidents ainsi que de leurs convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;
 - b) le libre choix des médecins;
 - c) le libre accès de la résidence-services à la famille, aux amis, aux ministres des différents cultes et aux conseillers laïques demandés par les résidents ou à défaut par leur représentant;
 - d) la plus grande liberté possible de sortie.

Le Gouvernement définit la liste des dispositions minimales du règlement d'ordre intérieur et est habilité à préciser le contenu des dispositions assurant la protection minimale des résidents en référence aux principes énoncés aux literas a) à d) du précédent alinéa.

Les résidences-services qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus soumettent leur convention d'hébergement à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine;

- 8° la convention d'hébergement entre le gestionnaire et le résident ou son représentant dont le modèle non obligatoire est établi selon les modalités fixées par le Gouvernement dans le respect des principes suivants :
- a) la sécurité du résident quant à la qualité de l'hébergement et des services;
 - b) la sécurité du résident quant aux prix de l'hébergement et des services, notamment quant au prix mensuel de l'hébergement, les services qu'il couvre ainsi que les modalités de son adaptation et le montant de la garantie éventuelle déposée et son affectation;
 - c) la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
 - d) la sécurité du résident quant à la durée de la convention, les conditions et les délais de résiliation.

Les résidences-services qui n'utilisent pas le modèle visé ci-dessus soumettent leur convention d'hébergement à l'accord du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

Sous-section 3

Normes de fonctionnement spécifiques aux centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit

Art. 363. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les normes auxquelles doivent répondre les centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit pour bénéficier d'un titre de fonctionnement.

Ces normes visent notamment :

- 1° l'agencement et la superficie des locaux affectés spécifiquement au centre d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit;
- 2° les matières visées à l'article 359, 1° à 9°;
- 3° les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins si le centre d'accueil n'est pas situé sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un ou plusieurs centres de coordination des soins et de l'aide à domicile.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement définit les conditions selon lesquelles une subvention forfaitaire journalière par personne accueillie est accordée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement des centres gérés par une personne morale de droit public ou par une personne morale de droit privé sans but lucratif.

Sous-section 4. — Normes de fonctionnement spécifiques à l'accueil familial

Art. 364. Le Gouvernement arrête les normes auxquelles doit répondre l'accueil familial pour bénéficier d'un titre de fonctionnement.

Ces normes visent notamment :

- 1° les conditions d'accueil garantissant la continuité de celui-ci, la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies, l'hygiène, la nutrition, la formation des personnes accueillantes, leur moralité et leur suivi médico-social;
- 2° les conditions architecturales en ce compris la réglementation de la protection contre l'incendie et la panique;
- 3° le contenu de la convention entre le résident et la personne accueillante ainsi que la sécurité du résident quant à la durée de la convention et les conditions et délais de résiliation;
- 4° les conditions financières de l'accueil;
- 5° la protection du résident quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées à la personne accueillante, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;
- 6° les modalités de la collaboration à établir avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ainsi qu'avec un centre de coordination des soins et de l'aide à domicile;
- 7° les exigences de formation des personnes accueillantes ainsi que les modalités de leur encadrement ainsi que les modalités de financement de cet accompagnement.

CHAPITRE VIII. — Contrôle et sanctions

Section 1^{re}. — Contrôle

Art. 365. Tous les deux ans, et pour la première fois le 1^{er} janvier 2012, le gestionnaire d'un établissement pour aînés, rédige un rapport concernant la sécurité, la qualité des services et des soins, les mesures d'hygiène, l'accueil des nouveaux résidents et, le cas échéant, l'application du projet de vie.

Le Gouvernement arrête le modèle de rapport et fixe les modalités de sa transmission.

Art. 366. § 1^{er}. Le bourgmestre ou son délégué peut à tout moment visiter un établissement pour aînés dans le but de contrôler les conditions d'hébergement et de bien-être des personnes qui y sont hébergées ou accueillies; le cas échéant, il adresse un rapport au Gouvernement.

En ce qui concerne les lieux considérés comme un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, leur visite est conditionnée à l'accord explicite du résident ou de son représentant ou, à défaut, du juge du tribunal de police compétent ou de son suppléant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne en danger le requiert.

§ 2. Les agents désignés par le Gouvernement pour le contrôle des établissements pour aînés sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent titre ainsi que des règles fixées par l'autorité fédérale en matière d'agrément de maison de repos et de soins et de centre de soins de jour.

Ces agents sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :

- a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits au gestionnaire et à l'auteur des faits.

En ce qui concerne les lieux considérés comme un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, leur visite est conditionnée à l'accord explicite du résident ou de son représentant ou, à défaut, du juge du tribunal de police compétent ou de son suppléant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne en danger le requiert.

Art. 367. Toutes les décisions relatives à l'octroi, à la suspension, au refus ou au retrait d'un titre de fonctionnement sont communiquées sans délai au bourgmestre et au président du centre public d'action sociale.

Le bourgmestre tient un registre des établissements pour aînés établis sur le territoire de sa commune. Ce registre est mis à la disposition de la population.

Art. 368. Tout changement de gestionnaire doit être communiqué au plus tard dans le mois de la cession de l'établissement pour aînés selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Section 2. — Sanctions

Sous-section 1^{re}. — Suspension, retrait, fermeture

Art. 369. Le titre de fonctionnement peut être suspendu ou retiré par le Gouvernement pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Les décisions de suspension, de retrait des titres de fonctionnement peuvent ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Toute entrave à l'exécution des missions de surveillance des agents désignés par le Gouvernement par le gestionnaire de l'établissement pour aînés ou par toute personne agissant en leur nom peut entraîner la suspension du titre de fonctionnement.

Le Gouvernement fixe les procédures et les conditions de suspension ou de retrait des titres de fonctionnement, ainsi que les délais de décision.

La décision de suspension doit être affichée à l'entrée du bâtiment et implique l'interdiction d'accueillir de nouveaux résidents.

Le retrait du titre de fonctionnement entraîne la fermeture de l'établissement pour aînés. Le retrait du titre de fonctionnement d'une maison de repos et de soins qui bénéficie d'un titre de fonctionnement en tant que maison de repos entraîne la suppression de la qualité de maison de repos et de soins. Le retrait du titre de fonctionnement d'une maison de repos et de soins qui ne bénéficie pas d'un titre de fonctionnement en tant que maison de repos entraîne la fermeture de l'établissement.

Le retrait du titre de fonctionnement d'un centre de soins de jour qui bénéficie d'un titre de fonctionnement en tant que centre d'accueil de jour entraîne la suppression de la qualité de centre de soins de jour.

Art. 370. Lorsqu'un établissement pour aînés ne respecte pas les dispositions fixées par ou en vertu du présent titre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, il lui est adressé un avertissement l'invitant à se conformer aux normes immédiatement lorsque la situation nécessite une correction urgente ou dans un délai d'une semaine à trois mois au maximum dans les autres cas.

Si à l'expiration du délai fixé, l'établissement pour aînés ne respecte pas les dispositions fixées par ou en vertu du présent titre, une procédure de suspension, de refus ou de retrait du titre de fonctionnement peut être entamée selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. 371. Si, dans le cadre de l'exercice du contrôle, des manquements graves sont constatés et que le gestionnaire n'y remédie pas dans le délai imparti, le Gouvernement peut désigner, aux frais de ce dernier, un commissaire chargé d'accompagner la direction de l'établissement pour aînés le temps nécessaire pour régulariser les manquements graves constatés.

Toutes les décisions relatives à l'établissement et aux aînés qui y sont hébergées ou accueillies doivent être validées préalablement par le Commissaire.

Le Gouvernement fixe les modalités et conditions en la matière, ainsi que les droits et devoirs du commissaire et des établissements pour aînés.

Art. 372. § 1^{er}. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence la fermeture d'un établissement pour aînés pour des raisons de santé publique, de sécurité ou de non-respect caractérisé des dispositions applicables.

La décision de fermeture d'urgence peut ne concerner que certaines parties du bâtiment ou certains sites d'implantation.

Il peut être mis fin à la décision de fermeture d'urgence si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

§ 2. Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement ordonne la fermeture des établissements qui fonctionnent sans avoir obtenu un titre de fonctionnement.

Art. 373. § 1^{er}. Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture visées à l'article 372 et de procéder aux fermetures qui découlent des décisions de refus ou de retrait du titre de fonctionnement.

Il veille à l'application de toutes les mesures nécessaires à cet effet.

A cette fin, il procède à l'évacuation des résidents et requiert le centre public d'action sociale pour assurer l'accueil et l'hébergement urgents de ceux-ci.

§ 2. Toute décision entraînant l'évacuation fait l'objet d'une concertation préalable entre l'administrateur de l'établissement pour aînés désigné par décision judiciaire, le bourgmestre et les agents chargés du contrôle des établissements pour aînés.

Art. 374. Toutes les décisions relatives à la suspension ou au retrait d'un titre de fonctionnement sont communiquées sans délai aux résidents ou à leurs représentants par le gestionnaire.

Sous-section 2. — Sanctions administratives

Art. 375. § 1^{er}. Est passible d'une amende administrative :

- 1° de 25.000 euros le gestionnaire qui exploite un établissement pour aînés sans bénéficier d'un titre de fonctionnement, sans préjudice de l'article 358, § 3;
- 2° de 10.000 euros, le gestionnaire qui exploite un établissement pour aînés dont le titre de fonctionnement a été suspendu et qui n'a pas remédié aux lacunes ayant entraîné la décision dans le délai de trois mois de la notification de celle-ci, ainsi que le gestionnaire qui accueille de nouveaux résidents malgré une décision de suspension du titre de fonctionnement;
- 3° de 5.000 euros le gestionnaire qui, intentionnellement, fait une déclaration inexacte ou non sincère pour obtenir ou maintenir un accord de principe ou un titre de fonctionnement.

§ 2. En cas de récidive dans les cinq ans de la constatation de l'infraction, les montants visés ci-avant sont doublés.

§ 3. Le Gouvernement inflige les amendes administratives. L'amende est payable dans les deux mois de la notification.

§ 4. Le Gouvernement définit la procédure d'application des amendes administratives visées au § 1^{er}, la procédure de recouvrement d'office en cas de non paiement dans le délai imparti et les modalités de recours.

Sous-section 3. — Sanctions pénales

Art. 376. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 269 à 281 du Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 15 à 25 euros, les gestionnaires qui ne respectent pas de manière caractérisée les normes de fonctionnement en portant atteinte gravement à la protection, à la sécurité ou à la santé des résidents.

§ 2. Sans préjudice de l'application des peines prévues au Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 10 à 50 euros ou d'une de ces peines seulement :

- 1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un établissement pour aînés ou une société, un service ou une institution gérant un établissement pour aînés :
 - a) gère de façon non individualisée les comptes des résidents;
 - b) par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à un résident;
 - c) administre les fonds ou biens des résidents, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues par la convention visée aux articles 359, 9°, 362, § 2, 8° et 364, 5°;
- 2° celui qui impose comme condition préalable à l'entrée dans un établissement pour aînés le paiement d'un acompte ou d'une garantie autre que celle autorisée par le présent titre ou en application de celui-ci.

Art. 377. A titre de mesure de sûreté, les cours et tribunaux peuvent prononcer, outre les condamnations visées à l'article 376, contre les auteurs d'infractions aux dispositions du présent titre et des dispositions réglementaires prises en vertu de ce dernier, l'interdiction d'exploiter ou de diriger, personnellement ou par personne interposée, pendant une durée qu'ils déterminent, un établissement pour aînés; cette durée ne peut être supérieure à dix ans.

L'interdiction produit ses effets dès que la condamnation n'est plus susceptible de voies de recours ordinaires ou extraordinaires. L'infraction à cette interdiction est punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 25 à 125 euros par aîné admise ou de l'une de ces peines seulement.

TITRE II. — Dispositif de lutte contre la maltraitance des aînés

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 378. Pour l'application du présent titre, on entend par :

- 1° "maltraitance" : tout acte ou omission commis par une personne ou un groupe de personnes qui, au sein d'une relation personnelle ou professionnelle avec un aîné, porte ou pourrait porter atteinte physiquement, moralement ou matériellement à cette personne;
- 2° "aînés" : les personnes âgées de soixante ans au moins;
- 3° "intervenant" : toute personne liée à l'aîné, qu'elle soit membre de la famille, de l'entourage ou agissant dans un contexte professionnel.

Art. 379. Le Gouvernement reconnaît un organisme chargé de la lutte contre la maltraitance, ci-après dénommé "l'agence".

CHAPITRE II. — *De l'organisme chargé de la lutte contre la maltraitance**Section 1^{re}. — Reconnaissance*

Art. 380. L'agence est reconnue à sa demande par le Gouvernement wallon aux conditions suivantes :

- 1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif dont le siège social sera fixé par le Gouvernement;
- 2° comprendre dans son conseil d'administration des représentants :
 - du Gouvernement;
 - d'associations actives dans le secteur du troisième âge;
 - d'opérateurs régionaux publics à vocation statistique;
- 3° disposer d'une équipe dont la composition minimale est fixée par le Gouvernement.

Art. 381. Les demandes de reconnaissance sont adressées par pli recommandé au Gouvernement, lequel statue dans les deux mois après avoir examiné si les conditions prévues par le titre et les dispositions qui l'exécutent ont été remplies.

Si plusieurs associations remplissent les conditions précitées, le Gouvernement statue au terme d'une sélection effectuée par un jury dont la composition est déterminée par le Gouvernement. Le jury fondera son avis en comparant la qualité des projets et l'expérience des personnes attachées à la réalisation de ces projets, en regard des missions telles que prévues à l'article 382.

Section 2. — Missions et rapport

Art. 382. Les missions de l'agence consistent à assurer :

- 1° une assistance au bénéfice des aînés en matière de maltraitance, notamment par la mise sur pied, la gestion et le suivi d'un numéro d'appel téléphonique gratuit;
- 2° l'organisation d'actions, d'information et de sensibilisation de la maltraitance à destination du public, notamment via la création d'un site Internet;
- 3° l'organisation de formations au bénéfice de professions susceptibles d'être confrontées à des cas de maltraitance;
- 4° l'échange d'informations, de statistiques ou de bonnes pratiques avec des associations ou organisations similaires dans les Régions ou Communautés limitrophes ou dans d'autres pays.

L'agence doit veiller à assurer ces quatre missions par une couverture de tout le territoire de la région de langue française avec au moins une antenne par province, selon les modalités que le Gouvernement détermine.

Art. 383. Un rapport annuel établi par l'agence est soumis à l'avis de la Commission wallonne des aînés visée dans le Livre 1^{er} de la Première partie du présent Code avant d'être approuvé par le Gouvernement et transmis pour information au Parlement pour le 15 juin au plus tard.

Ce rapport contient :

- 1° un bilan et une description des actions organisées durant l'année écoulée;
- 2° des propositions d'orientation de la politique à mettre en œuvre contre la maltraitance;
- 3° une annexe statistique relative aux dossiers de maltraitance enregistrés et traités durant l'année écoulée, en fonction des types d'intervention suivants :
 - intervention de type A : l'écoute;
 - intervention de type B : l'écoute et, à la demande de l'appelant, l'information et l'orientation en vue d'une recherche de solution;
 - intervention de type C : l'écoute, l'information, l'orientation et la médiation en vue d'une recherche d'une solution et, à la demande de l'appelant, une démarche de recherche de solution menée sur le terrain par l'agence consistant à réunir et à coordonner les différents intervenants;
- 4° un rapport global relatif aux plaintes enregistrées durant l'année écoulée en collaboration avec la Commission wallonne des aînés visée dans le Livre 1^{er} de la Première partie du présent Code.

Section 3. — Subventionnement

Art. 384. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde une subvention à l'agence.

Art. 385. Il est alloué à l'agence une subvention annuelle permettant d'assurer les missions visées à l'article 382, et destinée à couvrir :

- 1° les frais de personnel de l'équipe visée à l'article 380;
- 2° les frais de fonctionnement.

La subvention est déterminée par le Gouvernement, sur la base d'un budget prévisionnel de l'année suivante, établi par l'agence pour le 15 septembre au plus tard.

Le Gouvernement est habilité à définir les dépenses admissibles en matière de frais de personnel et de frais de fonctionnement.

Il peut déterminer la liquidation d'une ou de plusieurs avances.

Art. 386. La subvention est accordée à l'agence si celle-ci remplit les obligations suivantes :

- 1° transmettre le rapport visé à l'article 383 ainsi que les pièces justificatives au Gouvernement dans les délais fixés par celui-ci;
- 2° communiquer au Gouvernement toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné.

Lorsque les obligations prévues au présent chapitre ne sont pas remplies, le Gouvernement informe l'agence par lettre recommandée de la réduction ou de la suspension de la subvention.

L'agence dispose de trente jours à dater de la réception de la proposition de réduction ou de suspension pour transmettre par lettre recommandée ses observations au Gouvernement.

Ce dernier statue dans les trente jours suivant la réception des observations précitées.

Section 4. — Contrôle et sanctions

Sous-section 1^{re}. — Contrôle

Art. 387. L'agence doit se soumettre au contrôle des membres du service d'inspection de l'administration.

Sous-section 2. — Sanctions : suspension, retrait

Art. 388. L'agence cesse d'être reconnue dans les deux cas suivants :

- 1° lorsque le Gouvernement décide de suspendre sa reconnaissance;
- 2° lorsque le Gouvernement lui retire sa reconnaissance.

Le Gouvernement peut suspendre, pour une durée de trois mois, renouvelable une fois, la reconnaissance de l'agence lorsque les conditions prévues aux articles 380 et 382 ou en vertu de ceux-ci ne sont pas respectées.

Après expiration du délai de suspension, si les conditions précitées ne sont toujours pas remplies, le Gouvernement peut retirer sa reconnaissance.

En cas de retrait de la reconnaissance de l'agence, une nouvelle procédure de reconnaissance peut être décidée par le Gouvernement, en application de l'article 381.

Section 5. — Transfert de personnel

Art. 389. Le personnel d'associations ayant pour mission la lutte contre la maltraitance peut être transféré au sein de l'association reconnue, suivant les conditions et modalités définies par le Gouvernement.

TITRE III. — Dispositif de télé-assistance

Art. 390. Le Gouvernement peut octroyer un subside à l'acquisition d'un appareil de télé-assistance par un aîné ou une personne handicapée.

Art. 391. Le subside est octroyé à toute personne qui :

- a septante ans accomplis, ou a soixante ans accomplis mais est atteinte d'une invalidité de 66 % au moins;
- occupe seule son logement;
- dispose d'un revenu annuel brut inférieur au montant fixé par le Gouvernement.

Art. 392. Le subside est fixé à 50 % maximum d'un montant plafonné à 500 euros. Ce montant est indexé annuellement. Il est accordé une seule fois par bénéficiaire.

Art. 393. La demande de subside est introduite auprès du Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions. Les modalités d'introduction de la demande sont fixées par le Gouvernement.

TITRE IV. — Centres de services communs

CHAPITRE 1^{er}. — Définition

Art. 394. Est considéré comme « centre de services communs », un centre où sont organisés et coordonnés, sur place ou en dehors, des activités et des services en vue de prestations d'un caractère matériel, social, culturel ou récréatif, en faveur d'aînés vivant de manière autonome et des personnes qui y sont assimilables en raison de leur état.

CHAPITRE II. — Subventionnement

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 395. Dans la limite des crédits disponibles, des subventions sont accordées pour l'achat, la construction, la transformation et l'équipement des centres de services communs conformément aux conditions et modalités prévues aux articles suivants.

Art. 396. Les initiatives doivent s'inscrire dans le cadre d'un programme établi par le Gouvernement. Il ne peut être subventionné qu'un centre pour 10.000 habitants au moins.

Art. 397. § 1^{er}. Pour autant que les initiatives s'inscrivent dans le cadre du programme dont question à l'article 396, le montant de la subvention est fixé à 60 % du coût de l'achat, des travaux et fournitures prévus dans le projet approuvé.

§ 2. Le coût maximum admissible au bénéfice de la subvention est calculé au prorata de la surface bâtie et dans les limites déterminées par l'Exécutif. Le prix du m² est celui prévu par la réglementation sur l'octroi des subventions pour les extensions des maisons de repos.

Section 2. — Conditions d'octroi

Art. 398. Le pouvoir organisateur doit être une personne morale de droit public ou privé ne poursuivant aucun but lucratif.

Art. 399. La destination des bâtiments ne peut être modifiée sans autorisation préalable de l'Exécutif.

Art. 400. Le centre de services communs doit :

- 1° ouvrir pendant au moins trente-deux heures semaine un centre de rencontres et de récréation;
- 2° organiser au moins deux activités distinctes parmi les prestations de services visées à l'article 393.

Art. 401. § 1^{er}. Les initiatives doivent correspondre à une utilité sociale dont les critères sont fixés par l'Exécutif.

§ 2. Des aînés représentatifs de la population desservie par le futur centre doivent être associées à l'initiative et participer à la gestion de ce centre, selon les modalités fixées par l'Exécutif.

Art. 402. Le centre de services communs peut être rattaché à une maison de repos. Dans ce cas :

- 1° ses prestations doivent être destinées en priorité aux aînés vivant de manière autonome;

- 2° les organes d'administration et de gestion du centre doivent être distincts de ceux de la maison de repos; ils doivent en particulier présenter des comptes propres.

Section 3. — Procédure

Art. 403. Outre les stipulations prévues aux articles 396, 398, 399, 400, 401 et 402, les règles de procédure relatives à l'introduction de la demande, l'instruction du dossier, l'exécution des travaux et la surveillance de ceux-ci sont celles qui s'appliquent pour la subvention des maisons de repos pour aînés.

TITRE V. — Financement des établissements d'accueil pour les aînés

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 404. Au sens du présent titre, on entend par :

- 1° "maison de repos" : l'établissement tel que défini à l'article 334, 2°, a), du Titre 1^{er}, du Livre V, de la Deuxième partie du présent Code y compris les "maisons de repos et de soins" visées à l'article 170, § 1^{er}, de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008
- 2° "résidence-services" : résidence-services telle que définie à l'article 334, 2°, c);
- 3° "centre d'accueil de jour" : centre tel que défini à l'article 334, 2°, d);
- 4° "court-séjour" : séjour tel que défini à l'article 334, 2°, g);
- 5° "établissement d'accueil pour aînés" : une maison de repos, une maison de repos et de soins une résidence-services et un centre d'accueil de jour;
- 6° "organisme demandeur" : un pouvoir subordonné, une intercommunale une fondation ou une association sans but lucratif;
- 7° "investissements" : les dépenses engagées par un organisme demandeur pour les travaux qui répondent aux définitions reprises aux 8°, 9°, 10°, 11°, 12° et 13°, l'acquisition différée telle que visée au 14° du présent article à l'exception de l'achat du terrain, l'achat tel que visé au 15° du présent article et l'acquisition d'équipement, d'appareillage ou de mobilier imposés par les normes d'agrément de l'établissement d'accueil pour aînés concerné;
- 8° "construction" : une nouvelle construction d'un établissement d'accueil pour aînés comprenant toujours un gros œuvre;
- 9° "extension" : une construction neuve attenante à un établissement d'accueil pour aînés existant et avec lequel elle constitue un ensemble fonctionnel garantissant l'unicité de gestion;
- 10° "transformation" : toute intervention matérielle à l'exception de l'extension et des travaux d'entretien ou des travaux de remplacement indispensables à cause de l'usure, visant à l'amélioration ou la rénovation d'un établissement d'accueil pour aînés ou d'un immeuble susceptible d'être affecté à une destination fonctionnelle d'établissement d'accueil pour aînés;
- 11° "remplacement" : substitution des infrastructures d'un établissement d'accueil pour aînés par des nouvelles infrastructures;
- 12° "reconditionnement" : adaptation des infrastructures d'un établissement d'accueil pour aînés existant afin que ces dernières répondent aux normes fixées eu égard à sa destination;
- 13° "reconversion" : adaptation des infrastructures d'un établissement existant afin que ces dernières répondent aux normes fixées dans le cadre de l'accueil et de l'hébergement des aînés;
- 14° "acquisition différée" : contrat non résiliable par lequel un partenaire public ou privé se charge, sur proposition de l'organisme demandeur et moyennant respect des modalités financières prévues dans ce contrat, de la construction neuve, de l'extension ou de la transformation d'un bien immeuble destiné à un usage en tant qu'établissement d'accueil pour aînés, sur un terrain qui est la propriété de l'organisme demandeur et sur lequel est constitué un droit réel pour la durée du contrat, impliquant l'obligation de donner à l'organisme demandeur le droit d'usage de la construction neuve, de l'extension ou de la transformation pour la durée du contrat, de sorte que l'organisme demandeur en devienne propriétaire en fin de contrat.
- 15° "achat" : l'acquisition d'un immeuble affecté ou susceptible d'être affecté à un usage en tant qu'établissement d'accueil pour aînés.

Art. 405. § 1^{er}. Il peut être accordé à charge du budget de la Région wallonne, des subsides pour les investissements dans les établissements d'accueil pour aînés.

Le Gouvernement arrête par type d'établissement les modalités permettant de déterminer le coût maximum à prendre en considération pour l'octroi des subsides.

§ 2. Le taux de ces subsides est de maximum 60 % de ces investissements.

CHAPITRE II. — *Modalités de subventionnement*

Art. 406. L'octroi des subsides est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° l'organisme demandeur doit se conformer aux normes fixées pour l'agrément des établissements d'accueil pour aînés;
- 2° la création, le maintien ou la reconversion d'établissements d'accueil pour aînés s'insère, le cas échéant, dans le cadre du programme d'implantation et de capacité fixé par le Gouvernement;
- 3° l'organisme demandeur doit soit être propriétaire, soit exercer un droit réel ou un droit de jouissance sur l'établissement d'accueil pour aînés, pour une période au moins égale à la durée d'amortissement comptable de l'investissement, laquelle s'étale au moins sur vingt ans;
- 4° l'organisme demandeur prend en compte, selon les modalités fixées par le Gouvernement, les nécessités du développement durable et de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.
- 5° l'organisme demandeur doit garantir la finalité sociale de son établissement selon des modalités définies par le Gouvernement.

Art. 407. Le Gouvernement fixe les critères et modalités d'octroi des subsides visés par le présent titre, d'exécution du marché et de paiement de la subvention en tenant compte des éléments suivants :

- 1° sauf pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention soumet son avant-projet à l'accord du Gouvernement;
- 2° sous peine de forclusion, dans un délai de deux ans à dater de la notification de l'accord sur avant-projet, le demandeur transmet au Gouvernement, pour accord, soit son projet global, soit le projet relatif à la première phase du programme de réalisation défini dans l'avant-projet. Ce délai peut être prolongé;
- 3° dans les douze mois à dater de la notification de l'accord sur projet, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier complet relatif à l'attribution du marché. Ce délai peut être prolongé;
- 4° le montant qui peut être admis au bénéfice du subside concerne les postes suivants :
 - a) le montant de l'offre approuvée, éventuellement modifié en fonction des travaux supplémentaires et modificatifs qui ont été autorisés;
 - b) les révisions de prix contractuelles prévues par le cahier spécial des charges;
 - c) la taxe sur la valeur ajoutée;
 - d) les frais généraux fixés sur la base des montants visés aux a), b) et c) selon un pourcentage déterminé par le Gouvernement tous les cinq ans;
- 5° les travaux modificatifs ou supplémentaires ne sont subsidiables que s'ils ne dépassent pas 10 % du marché initial approuvé, indexation non comprise;
- 6°
 - a) en cas d'achat, tel que visé à l'article 404, 15°, s'il s'agit d'un bien immobilier qui répond aux normes fixées eu égard à sa destination, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition qui ne peut excéder ni l'estimation réalisée, au choix de l'organisme demandeur, soit par le receveur de l'enregistrement compétent, soit par le Comité d'acquisition, soit par un collège composé d'un notaire et d'un expert immobilier agréé, déduction faite de la valeur du terrain, ni le montant résultant de l'application des règles en vigueur en matière de coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides pour la construction d'un établissement d'accueil pour aînés; ce collège devra demander l'avis de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, Département de la Santé et des Infrastructures médico-sociales; cet avis sera mentionné dans son rapport d'estimation. Le Gouvernement arrête les modalités de cette demande d'avis;
 - b) en cas d'achat, tel que visé à l'article 404, 15°, s'il s'agit d'un bien immobilier qui nécessite des travaux de mise en conformité aux normes d'agrément eu égard à sa destination, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention couvrant le prix d'acquisition de l'immobilier et le coût des mises en conformité ne peut excéder le montant résultant de l'application des règles en vigueur en matière de coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides pour le reconditionnement d'un établissement d'accueil pour aînés.

Art. 408. Le Gouvernement fixe les dispositions particulières complémentaires ou spécifiques concernant l'octroi d'une subvention en cas de réalisation différée ou d'achat.

Art. 409. Le maintien des subsides est subordonné à la condition que, sous peine de devoir rembourser les sommes reçues à titre de subsides, l'organisme demandeur ne modifie pas l'affectation de l'établissement sans l'autorisation préalable du Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Garantie*

Art. 410. Le Gouvernement wallon, dans les conditions et modalités qu'il fixe, peut octroyer sa garantie aux organismes demandeurs pour accéder à un crédit en vue de réaliser des investissements tels que définis dans le présent titre, pour les établissements d'accueil pour aînés tels que définis à l'article 404, 5°, à l'exclusion des résidences-services.

L'application des dispositions de cet article ne peut aboutir à des interventions dépassant les maxima fixés pour les investissements.

Livre VI. — Santé

TITRE 1^{er}. — Dispositifs généraux d'aide en matière de santé

CHAPITRE 1^{er}. — *Etablissements de soins*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 411. Pour l'application du présent chapitre, on entend par établissements de soins :

les établissements, services, structures, programmes de soins, Sections et fonctions auxquels la loi relative aux hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008 est en tout ou en partie applicable à l'exclusion des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour.

Art. 412. Le Gouvernement détermine les normes complémentaires à la législation organique, de programmation et d'agrément ou d'agrément spécial des établissements de soins.

Ces normes complémentaires sont relatives à la qualité et à la fixation de priorités quant à l'application de la programmation aux établissements de soins.

Art. 413. Pour être et rester agréés, les établissements de soins doivent satisfaire aux normes établies par ou en vertu de la législation organique et aux normes complémentaires visées à l'article 412.

Section 2. — Agrément spécial des établissements et services visés par l'article 170, § 1^{er}, de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008

Sous-section 1^{re}. — Procédure

Art. 414. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de refus et de retrait de l'agrément spécial, ainsi que les délais de décision. Il établit les règles de recevabilité des dossiers.

L'agrément spécial peut être accordé par le Gouvernement pour une période déterminée renouvelable ou pour une durée indéterminée.

Un agrément spécial provisoire peut être accordé, pour une durée de six mois renouvelable, aux établissements qui font une première demande.

L'agrément spécial et l'agrément spécial provisoire peuvent être suspendus selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 415. Le refus de l'agrément spécial ainsi que le retrait de l'agrément spécial ou de l'agrément spécial provisoire entraînent la fermeture de l'établissement.

Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement peut décider d'urgence de la fermeture d'un établissement de soins pour des raisons de santé publique, de sécurité et de manquement grave aux normes. La fermeture peut être temporaire si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

Selon la procédure qu'il détermine, le Gouvernement décide de la fermeture des établissements de soins qui fonctionnent sans agrément spécial ni agrément spécial provisoire. Toutefois, le constat de l'exploitation sans agrément spécial ni agrément spécial provisoire d'un établissement de soins destiné à l'hébergement de personnes présentant un trouble psychique chronique stabilisé ou de personnes handicapées mentalement, nécessitant un accompagnement continu, n'entraîne pas sa fermeture si l'établissement bénéficie par ailleurs d'une reconnaissance par une autorité fédérale ou fédérée.

Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture et de fermeture d'urgence et de procéder aux fermetures qui découlent des décisions de refus ou de retrait de l'agrément spécial.

Sous-section 2. — Contrôle et sanctions

Art. 416. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de veiller au respect des normes par les établissements de soins.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi.

Ils sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils peuvent pénétrer dans les établissements de soins et y contrôler le respect des normes applicables à ces établissements, se faire fournir les renseignements nécessaires à ce contrôle, ainsi que se faire remettre ou adresser, dans le délai qu'ils fixent, tous documents et renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission. Ils peuvent interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance.

Ils dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie en est transmise aux contrevenants dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour du constat de l'infraction.

Ils peuvent recourir à l'assistance de la force publique dans l'exercice de leur mission.

Art. 417. Sans préjudice de l'application de peines prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 2 à 100 euros :

- 1° celui qui exploite un établissement de soins qui ne répond pas aux normes imposées ou qui exploite un tel établissement sans agrément spécial ou qui continue l'exploitation d'un tel établissement ayant fait l'objet d'une décision de retrait ou de refus d'agrément spécial, de fermeture ou de fermeture d'urgence;
- 2° celui qui exploite un établissement de soins qui ne répond pas aux normes complémentaires visées à l'article 412;
- 3° celui qui refuse aux fonctionnaires visés à l'article 416 l'accès à l'établissement.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation, les peines pourront être doublées.

Section 3. — Garantie

Art. 418. Le Gouvernement wallon, dans les conditions et modalités qu'il fixe, peut octroyer sa garantie pour les créances relatives au financement des opérations concernant les travaux de construction et de reconditionnement ainsi que dans les frais d'équipement et d'appareillage des hôpitaux et des établissements médico-sociaux visés aux articles 2 à 7 et 170, § 1^{er}, de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008.

L'application des dispositions de cet article ne peut aboutir à des interventions dépassant les maxima fixés pour les investissements.

CHAPITRE II. — Associations de santé intégrée

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 419. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

- 1° association de santé intégrée, ci-après dénommée "association" : toute association pratiquant la dispensation par une équipe de premier recours, pluridisciplinaire en matière médico-psycho-sociale, ci-après dénommée "l'équipe", de soins octroyés dans une approche globale, tant organique que psychologique et sociale, considérant le malade comme un sujet ayant une histoire personnelle et s'intégrant dans un environnement familial, professionnel et socio-économique, de soins intégrés octroyés en incluant la prévention qui peut être réalisée, soit lors de contacts individuels, soit lors des actions menées vis-à-vis d'une population définie, de soins continus octroyés en assurant la synthèse, la maîtrise et le suivi de l'information relative à l'ensemble des problèmes de santé vécus par le patient tout au long de sa prise en charge, à quelque niveau que ce soit;
- 2° soins de santé primaires : les soins de première ligne dispensés en consultation et à domicile et le suivi préventif;
- 3° assurer des fonctions de santé communautaire : développer des activités coordonnées avec l'ensemble du réseau psycho-médico-social et créer des conditions de participation active de la population à la promotion de sa santé;
- 4° assurer des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne : recueillir des données permettant une description épidémiologique de la population desservie, l'évaluation des objectifs et l'auto-évaluation de ses activités en vue d'une amélioration de la qualité des soins;
- 5° zone urbaine : l'ensemble formé par une ville et ses banlieues, ou commune isolée comptant plus de 10 000 habitants.

Section 2. — Associations de santé intégrée

Sous-section 1^{re}. — Agrément

Art. 420. § 1^{er}. Le Gouvernement peut agréer les associations qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif ou, à défaut d'initiative privée, être organisé par une autorité publique;
- 2° dispenser des soins de manière à ce qu'ils soient accessibles à tous, dans les conditions que le Gouvernement définit;
- 3° garantir la communication de l'information permettant la continuité des soins;
- 4° intégrer les différentes disciplines de soins de base dans un travail d'équipe;
- 5° exercer principalement ses activités dans une zone géographique limitée à un rayon de 5 km ou de 20 km autour du siège d'activités de l'association suivant que celle-ci se trouve dans ou en dehors d'une zone urbaine;
- 6° s'il s'agit d'une association sans but lucratif, son assemblée générale doit être composée majoritairement par des membres de l'équipe, tout membre de l'équipe étant à sa demande membre de droit de l'assemblée générale;
s'il s'agit d'une association créée à l'initiative d'une autorité publique, celle-ci doit confier la gestion de l'association de santé intégrée à un comité de gestion composé majoritairement des membres de l'équipe, tout membre de l'équipe étant à sa demande membre de droit du comité de gestion;
- 7° garantir au patient le libre choix du prestataire de soins.

§ 2. Par dérogation à l'article 422, lorsque les médecins généralistes de l'association n'y exercent pas leur activité à titre principal et qu'il s'agit d'une nouvelle association de santé intégrée, un agrément provisoire dont la durée ne peut excéder trois ans, est accordé pour autant que l'association de santé intégrée respecte les autres conditions d'agrément.

Au terme de la période d'agrément provisoire, sans décision contraire, l'association de santé intégrée est réputée agréée.

Art. 421. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi de l'agrément et détermine la durée pour laquelle il est accordé.

Art. 422. L'équipe comprend au moins deux généralistes dont l'activité principale s'exerce dans le cadre de l'association, un kinésithérapeute, un infirmier, un service d'accueil et de secrétariat.

Si l'association est organisée par une autorité publique, les membres de l'équipe sont engagés contractuellement ou, s'ils sont nommés à titre définitif au sein des services de l'autorité publique concernée, mis à la disposition de l'association.

Les modalités de fonctionnement de l'équipe relatives à l'organisation de l'accueil, à l'intégration des différentes disciplines de l'équipe et à la coordination des activités de ses membres sont fixées par le Gouvernement.

Elles sont définies sous la forme de recommandations portant sur la qualité et les techniques mises en œuvre, en tenant compte de la nécessité d'assurer la continuité des soins et l'accessibilité de l'accueil.

Art. 423. § 1^{er}. L'équipe assure elle-même et en collaboration avec le réseau médico-psycho-social :

- 1° des fonctions curatives et préventives dans le cadre des soins primaires;
- 2° des fonctions de santé communautaire;
- 3° des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne;
- 4° des fonctions d'accueil.

§ 2. L'association de santé intégrée développe ses activités dans le cadre d'un plan d'action qui :

- 1° détermine, pour les fonctions visées au § 1^{er}, les objectifs stratégiques et opérationnels poursuivis, les actions et les moyens mis en œuvre pour les assurer, ainsi que les critères d'évaluation, dans une perspective de rétroaction;
- 2° articule l'approche pluridisciplinaire réalisée au sein de l'équipe visée à l'article 419, 1°, avec le réseau. L'association s'inscrit dans la concertation institutionnelle en concluant des conventions de collaboration entre institutions qui précisent au moins les procédures de partenariat et les méthodologies mises en œuvre.

§ 3. Les activités de santé communautaire sont organisées au bénéfice de la population prise en charge et de l'ensemble de la population du territoire desservi par l'association, visant à rencontrer l'objectif de participation de celle-ci à son état de santé dans une perspective d'amélioration.

§ 4. Le recueil de données épidémiologiques a pour objectifs :

- 1° d'établir le profil de la population que l'association de santé intégrée dessert et, sur la base de ces données, d'orienter son plan d'action;
- 2° d'alimenter la recherche et l'analyse au niveau de l'ensemble de la Région wallonne et de lui permettre de respecter ses obligations à l'égard d'autres autorités.

Le Gouvernement définit la liste minimale des données faisant l'objet du recueil, les modalités de l'enregistrement, de conservation et de communication des données à ses Services.

Lorsque les résultats de la recherche et de l'analyse des données sont connus, une information à destination des associations de santé intégrée est organisée par le Gouvernement sous la forme la plus adéquate.

§ 5. Le Gouvernement précise le contenu du plan d'action visé au § 2 de l'association de santé intégrée, sous forme de modèle de référence ou de recommandations.

Art. 424. § 1^{er}. Les membres de l'équipe instaurent entre eux une collaboration pluridisciplinaire et une coordination, notamment en tenant un nombre de réunions régulières fixé par le Gouvernement.

Les modalités permettant d'assurer le suivi des patients par les membres de l'équipe comprennent au moins la mise en place d'un outil de liaison défini par le Gouvernement.

§ 2. Les membres de l'équipe qui sont kinésithérapeutes ou infirmiers et qui y sont liés par convention, sont tenus de participer à toute réunion de coordination organisée par l'association, ou de s'y faire représenter par un membre de l'équipe de la discipline à laquelle ils appartiennent.

Art. 425. L'association doit s'assurer la collaboration de travailleurs sociaux et de psychothérapeutes.

Le Gouvernement fixe le contenu minimal des conventions de collaboration qui lient l'association de santé intégrée aux prestataires à l'alinéa précédent, qui porte au moins sur la nature des services, les modalités de partage de l'information utile à la prise en charge et à la continuité de celle-ci, les modalités de désignation d'un référent tout au long du parcours du patient et l'évaluation périodique de la collaboration.

Sous-section 2. — Subventionnement

Art. 426. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement octroie aux associations bénéficiant d'un agrément provisoire ou d'un agrément, une subvention pour celles de leurs activités qui ne bénéficient pas d'autres subventions ou interventions financières, sur la base de critères suivants :

- 1° l'organisation de l'accueil;
- 2° la part des activités consacrées à la coordination et le volume de la population desservie;
- 3° l'importance des activités de santé communautaire;
- 4° la réalisation du recueil épidémiologique;
- 5° la localisation du siège d'activité dans une zone rurale.

Chaque critère fait l'objet d'un forfait, l'ensemble des forfaits constituant la subvention allouée à l'association de santé intégrée.

Le Gouvernement module le forfait alloué à la santé communautaire visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, selon le nombre et la nature des activités. Une majoration de ce forfait est accordée aux activités qui visent à améliorer l'accessibilité aux soins de santé des personnes en grande précarité sociale, comme l'adoption du système de financement forfaitaire de l'INAMI, et les activités en collaboration avec les relais santé dans les villes qui disposent d'un relais social urbain ou en s'inscrivant dans les plans de cohésion sociale établis par les villes et communes de Wallonie.

Le Gouvernement fixe la date ou les périodes auxquelles les critères d'établissement de la subvention se réfèrent pour l'établir.

Les subventions allouées couvrent des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement dont la nature est définie par le Gouvernement.

§ 2. Les subventions allouées par ou en application de la présente sous-section sont indexées conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section 3. — Fédérations d'associations de santé intégrée

Sous-section 1^{re}. — Reconnaissance

Art. 427. § 1^{er}. Les associations de santé intégrée agréées peuvent se fédérer et confier leurs intérêts à une fédération, laquelle peut demander à être reconnue par le Gouvernement.

§ 2. Pour être reconnue, la fédération :

- 1° est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif;
- 2° fournit la liste de ses membres;
- 3° introduit un programme d'activités reprenant la manière dont les missions mentionnées à au § 3 seront réalisées en termes de contenu, d'objectifs, d'évaluation de l'atteinte de ceux-ci et de budget.

§ 3. Pour être reconnue, la fédération remplit au moins les missions suivantes :

- 1° favoriser la concertation en vue de promouvoir et de soutenir la qualité des activités et représenter les associations de santé intégrée de manière collective ou lorsque celles-ci en font la demande, de manière individuelle, dans le respect des dispositions en vigueur;
- 2° offrir l'appui logistique et technique aux associations de santé intégrée, en matière de collecte de données à caractère épidémiologique, d'informatisation et de technologies liées à la gestion et à la communication de ces données, dans le respect des dispositions en vigueur en la matière et au moins par les actions suivantes :
 - a) sensibiliser les professionnels à l'importance et aux enjeux du recueil de données, ainsi qu'à leur rôle dans la qualité des résultats et de leur utilisation;
 - b) standardiser le mode de recueil pour permettre la mise en commun des données encodées;
 - c) mettre à la disposition des professionnels, et en concertation avec eux, des outils et des procédures faciles à utiliser;
 - d) les motiver à poursuivre l'exercice au long cours;
 - e) leur donner un retour sur les résultats de leur recueil et sur l'utilisation de ces résultats.

Art. 428. La reconnaissance des fédérations a une durée de quatre ans.

Sous-section 2. — Subventionnement

Art. 429. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde aux fédérations reconnues une subvention annuelle pour la mission visée à l'article 427, § 3, 1°.

La subvention forfaitaire varie en fonction du nombre de patients pris en charge dans les associations de santé intégrée agréées ou bénéficiant d'un agrément provisoire qui sont membres de la fédération.

La subvention allouée couvre des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement dont la nature est définie par le Gouvernement.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde aux fédérations reconnues une subvention annuelle pour la mission visée à l'article 427, § 3, 2°.

La subvention forfaitaire varie en fonction du nombre de patients pris en charge dans les associations de santé intégrée agréées ou bénéficiant d'un agrément provisoire qui participent à la récolte de données épidémiologiques organisée par la fédération.

L'activité des associations qui ne sont pas membres d'une fédération et qui souhaitent confier la réalisation de la mission visée à l'article 427, § 3, 2°, est comptabilisée au bénéfice de la fédération qu'elles désignent à cet effet.

La subvention allouée couvre des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement dont la nature est définie par le Gouvernement.

§ 3. La subvention annuelle est indexée conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section 4. — Evaluation et sanctions

Sous-section 1^{re}. — Evaluation

A. Associations de santé intégrée

Art. 430. L'association fait l'objet d'une évaluation périodique selon les modalités fixées par le Gouvernement.

B. Fédérations d'associations de santé intégrée

Art. 431. Le Gouvernement organise l'évaluation de l'action des fédérations reconnues par ses Services.

A cette fin, il apprécie la réalisation effective de la mission visée à l'article 427, § 3, 1°, sur la base du rapport d'activités déposé selon les formes et délai définis par le Gouvernement, et détermine des indicateurs visant à mesurer la satisfaction des besoins des associations de santé intégrée et à évaluer la manière dont les directives relatives au recueil, à la globalisation et au traitement des données épidémiologiques visé à l'article 427, § 3, 2°, ont été respectées.

Le rapport d'activité visé à l'alinéa précédent est transmis au Parlement dans les meilleurs délais.

Sous-section 2. — Sanctions

A. Associations de santé intégrée

Art. 432. L'agrément peut être retiré à l'association qui ne remplit plus les conditions requises ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent. Le Gouvernement détermine la procédure de retrait de l'agrément.

B. Fédérations d'associations de santé intégrée

Art. 433. Le maintien du bénéfice de l'agrément en qualité d'association de santé intégrée ou de fédération est conditionné par le respect des dispositions adoptées par et en application du présent chapitre.

CHAPITRE III. — Coordination des soins et de l'aide à domicile

Section 1^{re}. — Définitions et dispositions générales

Art. 434. Au sens du présent chapitre, on entend par :

- 1° la "coordination des soins et de l'aide à domicile" : le processus conjoint d'analyse de la situation et de prise de décision qui permet à des professionnels de mettre en commun et de partager leurs connaissances, leurs expertises et leurs compétences pour les mettre au service des bénéficiaires afin de planifier et de réaliser ensemble un projet d'accompagnement, d'aide et de soins à domicile;
- 2° le "centre de coordination des soins et de l'aide à domicile" : à savoir celui qui exerce seul ou en association la coordination telle que définie à l'alinéa précédent;
- 3° les "services de soins et d'aide à domicile" : toute structure procurant des services d'aide et dispensant des soins à domicile, soumise ou non à un agrément, et ayant pour objectif la continuité et la qualité du maintien au domicile;
- 4° les "prestataires de soins ou d'aide à domicile" : tout professionnel procurant des services d'aide ou dispensant des soins à domicile, à titre indépendant, ayant pour objectif la continuité et la qualité du maintien au domicile;
- 5° le "bénéficiaire" : toute personne, quel que soit son âge, malade ou en perte d'autonomie temporaire ou permanente ou sortant d'une institution "intra-muros", qui, souhaitant vivre à domicile, se trouve dans l'impossibilité d'organiser elle-même son maintien à domicile et pour laquelle une solution peut être mise en œuvre grâce à la coordination;
- 6° le "représentant" :
 - a) le représentant légal ou judiciaire du bénéficiaire;
 - b) le mandataire délégué par le bénéficiaire à l'exception de toute personne qui exerce son activité dans le centre de coordination ou qui prend part à sa gestion, ou qui est soumis à l'autorité du gestionnaire du centre de coordination;
- 7° "l'entourage" : toute personne qui intervient à titre non professionnel, avec pour objectif la continuité et la qualité du maintien au domicile, désignée par le bénéficiaire, dont l'aidant proche au sens du titre 3 du livre 3 de la Deuxième partie du présent Code;
- 8° le premier niveau : le premier niveau d'intervention, à savoir des dispensateurs d'aide ou de soins, qu'ils soient professionnels ou non, exerçant leur activité dans le but de favoriser le maintien de la personne à domicile, et en particulier les contacts entre le patient et les dispensateurs d'aide ou de soins;
- 9° le deuxième niveau : le deuxième niveau d'intervention à savoir le lieu de la coordination et de la concertation multidisciplinaire, lorsqu'elle s'avère nécessaire, entre les différents acteurs autour du bénéficiaire;
- 10° le troisième niveau : le troisième niveau d'intervention où se situe le service intégré de soins à domicile, ci-après désigné comme "le troisième niveau", à savoir, l'ensemble des acteurs du premier et du deuxième niveau sur une zone géographique déterminée;
- 11° le réseau des institutions "intra-muros" : l'ensemble des institutions répondant aux besoins de prise en charge de la personne, tant en termes de soins que d'aide à la vie journalière, comme un établissement de soins, d'hébergement, d'accueil ou une maison de repos;

- 12° le réseau des institutions "extra-muros" : l'ensemble des institutions ou services répondant aux besoins de prise en charge de la personne, tant en termes de soins que d'aide à la vie journalière, se déplaçant au domicile ou intervenant de manière ambulatoire;
- 13° le "lieu de vie" : le lieu où le bénéficiaire habite de manière habituelle et effective, à l'exclusion des institutions faisant partie du réseau intra-muros;
- 14° le "médecin généraliste" : le médecin généraliste désigné par le bénéficiaire;
- 15° le "coordinateur" : le membre du personnel en charge de la coordination, répondant aux critères définis par ou en application du présent chapitre;
- 16° le "service intégré de soins à domicile", ci-après dénommé le "SISD" : l'institution de soins agréée par le Gouvernement dont les missions sont fixées par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile;
- 17° "la zone de soins" : la zone de soins telle que visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile;
- 18° le "réseau" : le réseau de soins et d'aide à domicile, à savoir : l'ensemble des personnes, tels le médecin généraliste, les services, les prestataires d'aide et de soins à domicile et l'entourage, le réseau extra-muros, dont les activités s'articulent autour du bénéficiaire en fonction de ses besoins et de leur évolution.

Art. 435. Dans tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du centre de coordination, celui-ci ajoute la mention "centre de coordination des soins et de l'aide à domicile agréé et subventionné par la Région wallonne".

Section 2. — Centres de coordination des soins et de l'aide à domicile

Sous-section 1^{re}. — Obligations

A. Missions

Art. 436. Les centres de coordination ont pour mission d'assister tout bénéficiaire souhaitant rester dans son lieu de vie ou réintégrer celui-ci, avec pour objectifs la continuité et la qualité du maintien au sein du lieu de vie, par les actions suivantes :

- a) analyser la situation avec le bénéficiaire ou son représentant par l'examen des besoins d'aide et de soins couverts et non couverts, de ses difficultés et de son environnement;
- b) élaborer un plan d'intervention à proposer au bénéficiaire;
- c) planifier les interventions en concertation avec les services et prestataires;
- d) lorsque les services ont été mis en place, à la demande ou d'initiative, évaluer périodiquement, chaque fois que nécessaire et au moins une fois par an, la situation du bénéficiaire en fonction de l'évolution de ses besoins. L'évaluation s'effectue par les moyens les plus appropriés et au moins par l'organisation de réunions de coordination avec les membres des réseaux. Elle fait l'objet de l'établissement d'un plan de réévaluation;
- e) préserver la situation du bénéficiaire lors de la mise en place des services et à tout moment, par les moyens les plus appropriés, en stimulant l'autonomie du bénéficiaire;
- f) en cas de conflit entre les membres du réseau et le bénéficiaire, intervenir au titre de médiateur dans l'intérêt de ce dernier, à la demande ou d'initiative;
- g) à la demande du service intégré de soins à domicile, effectuer la concertation multidisciplinaire visée à l'article 9 de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile pour tout bénéficiaire, lorsqu'elle s'avère nécessaire, entre les différents acteurs autour du patient;
- h) lorsque le bénéficiaire ou son représentant en formule la demande ou lorsque la situation le justifie, assister le bénéficiaire et son entourage dans les choix en vue de préparer la transition du lieu de vie vers une prise en charge en institution.

Outre les actions liées à sa mission de coordination, le centre de coordination informe toute personne qui en fait la demande des possibilités de maintien ou de retour au lieu de vie, oriente la demande lorsqu'elle concerne l'obtention d'un seul ou de plusieurs services ou clarifie celle-ci et, selon le cas, la réoriente.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exercice de la mission de coordination et des actions d'information et notamment le contenu des documents liés à la gestion de la situation du bénéficiaire.

Art. 437. Le centre de coordination contribue à l'élaboration des programmes de formation des services et des prestataires d'aide et de soins à domicile en vue d'améliorer et de promouvoir la qualité de la prise en charge au domicile.

Art. 438. Le centre de coordination exerce lui-même les missions visées à l'article 436 ou délègue une partie ou la totalité de celles-ci par le biais d'une convention.

Art. 439. § 1^{er}. Pour exercer sa mission et bénéficier d'un agrément, le centre de coordination collabore avec le médecin généraliste que le bénéficiaire a choisi, dans le respect du rôle de coordinateur des soins assuré par celui-ci.

§ 2. Le centre de coordination assure, lui-même ou par voie de convention, un service de soins infirmiers à domicile, un service d'aide aux familles et aux aînés agréé par le Gouvernement, un centre de service social ou tout autre service social à vocation générale, un service de télé-bio-vigilance et au moins quatre services parmi les suivants :

- la garde à domicile;
- le prêt et le transport de matériel sanitaire;
- la distribution de repas à domicile;
- l'aménagement ou à l'adaptation des locaux;
- la pharmacie;
- l'ergothérapie;
- un service destiné au soutien de l'entourage;

- le transport de personnes, notamment le transport médico-sanitaire visé au Chapitre 4 du Titre II du Livre VI de la deuxième partie du présent Code;
- un service de santé mentale;
- le kinésithérapeute;
- une équipe de soins palliatifs.

Le Gouvernement fixe le contenu minimal de toute convention de collaboration dont au moins les modalités de communication et de partage d'information, en ce compris celles relatives à la sécurité des travailleurs des services ou des prestataires, la permanence, la rapidité d'intervention, la disponibilité, la sécurité de la prise en charge, la conformité à la législation sociale, l'évaluation de la collaboration et le respect des règles déontologiques inhérentes à chaque profession.

Lorsqu'il existe, le bénéfice d'un agrément par une autorité publique est un critère d'appréciation supplémentaire dans le choix des services et prestataires.

§ 3. En outre, le centre peut, en fonction des besoins de chaque bénéficiaire, organiser ou collaborer avec d'autres services ou prestataires qui exercent localement au lieu de vie ou, s'ils existent, avec les organes qui les représentent sur le plan local, des activités, parmi lesquels, à titre non exhaustif :

- les soins dentaires;
- la logopédie;
- la pédicurie;
- la coiffure.

§ 4. Le Gouvernement adapte les listes des services et des prestataires mentionnées aux §§ 2 et 3 en tenant compte de l'évolution de la demande, des besoins et de l'offre de services.

§ 5. Le centre de coordination est tenu de respecter le libre choix du bénéficiaire ou de son représentant si celui-ci souhaite le recours ou a déjà recours à d'autres services ou prestataires que ceux que le centre de coordination organise lui-même ou avec lesquels le centre de coordination a conclu des conventions.

Art. 440. § 1^{er}. Le centre de coordination garantit la continuité et la qualité de la coordination de la prise en charge, en termes de moyens mis en œuvre, au lieu de vie et lors de tout transfert de prise en charge.

Pour ce faire, il assure lui-même ou par voie de convention une permanence téléphonique 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Le Gouvernement fixe les conditions minimales du fonctionnement de cette permanence.

Cette permanence téléphonique peut être partagée avec d'autres services et prestataires ou par plusieurs centres de coordination.

§ 2. Le centre de coordination garantit la réponse dans les 24 heures de la demande lorsque la situation requiert la mise en place des services et prestations de façon urgente.

Art. 441. Le centre de coordination garantit son intervention sur l'ensemble du territoire pour lequel il obtient l'agrément.

B. Fonctionnement

Art. 442. § 1^{er}. Le centre de coordination établit, dans un règlement interne ou dans toute convention avec un service ou un prestataire d'aide ou de soins à domicile, le principe de la prise en charge conjointe et les modalités qui en découlent en définissant les limites du rôle de chacun dans le respect du présent chapitre et des dispositions qui sont adoptées en application de celui-ci.

Lorsqu'il s'agit d'une convention entre le centre de coordination et un service ou un prestataire d'aide ou de soins à domicile, celle-ci mentionne :

- l'identification des parties;
- l'objet de la prestation;
- le plan d'intervention;
- le lieu de la prestation;
- les obligations des parties dont celles relatives aux modalités de communication des données et informations;
- le principe du respect du chapitre et des dispositions prises en exécution de celui-ci;
- la durée de la convention;
- les conditions de résiliation de la convention;
- les instances compétentes en cas de litige.

§ 2. Lorsque la convention porte sur l'exercice conjoint ou la délégation de toutes ou partie des missions du centre de coordination visées à l'article 438, elle précise en outre :

- les modalités de répartition des tâches;
- les conditions de traitement des demandes des bénéficiaires;
- la conservation des dossiers;
- la manière dont les subventions sont réparties et justifiées.

Art. 443. § 1^{er}. Le centre de coordination conclut une convention avec le ou les cercles de médecins généralistes, définis à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté ministériel du 28 juin 2002 fixant les conditions en vue de l'obtention de l'agrément des cercles de médecins généralistes, couvrant son territoire, ainsi qu'avec le SISD.

Cette convention porte au moins sur les modalités de partage et de communication de l'information dont le Gouvernement définit le contenu minimal.

L'obligation formulée à l'alinéa premier est considérée comme rencontrée par le centre de coordination qui démontre qu'il ne peut y satisfaire à la suite de l'absence de réaction ou du refus de la part du ou des cercle(s) concerné(s).

§ 2. Le centre de coordination établit des liaisons fonctionnelles avec le secteur de l'accueil et de l'hébergement des aînés visé par le Titre 1^{er} du Livre V de la Deuxième partie du présent Code.

§ 3. Le centre de coordination participe à tout autre organe de concertation désigné par le Gouvernement.

Art. 444. Le centre de coordination enregistre les coordonnées et les spécificités des services et des prestataires d'aide et de soins susceptibles d'intervenir au lieu de vie, et veille à leur mise à jour.

Art. 445. En aucun cas, le centre de coordination n'exerce d'autorité hiérarchique sur les membres du réseau.

Art. 446. Le centre de coordination n'est pas responsable des actes posés par les membres du réseau.

Art. 447. Les membres du réseau d'aide et de soins ne peuvent se prévaloir de leur collaboration avec le centre de coordination sur le plan commercial ou publicitaire.

C. Personnel

Art. 448. Dans tous les cas, le centre de coordination dispose de personnel suffisant en nombre et en qualité pour faire face à ses missions, dans le cadre territorial qu'il s'est déterminé.

Le personnel du centre de coordination est composé de travailleurs affectés à des missions de direction, de coordination et de logistique.

A tout moment, et sauf circonstances exceptionnelles ou temporaires définies par le Gouvernement, les prestations des travailleurs en charge d'une mission de coordination sont prépondérantes par rapport aux deux autres catégories de prestations.

Cette prépondérance est évaluée sur la base des contrats de travail ou de tout document que le Gouvernement juge équivalent.

Art. 449. Le personnel est engagé sous contrat ou recruté sous statut par le centre de coordination.

Le centre de coordination peut recourir à du personnel mis légalement à sa disposition à condition que les modalités de collaboration soient clairement identifiées et puissent faire l'objet du même contrôle qu'en cas d'engagement sous contrat de travail.

Lorsqu'il s'agit de personnel sous statut, le centre de coordination identifie clairement les missions confiées aux travailleurs concernés dans un document susceptible d'être fourni à tout moment.

Le centre de coordination peut recourir à des prestations de services effectuées dans le cadre d'une association visée à l'article 462, 2^o, a), pour autant que les modalités de collaboration soient clairement identifiées et puisse faire l'objet du même contrôle qu'en cas d'engagement direct.

Art. 450. § 1^{er}. Pour exercer les missions d'un centre de coordination, le centre de coordination dispose d'au moins un travailleur dont les prestations sont consacrées exclusivement à la mission de coordination.

§ 2. Les prestations liées à la mission de coordination sont effectuées par un ou plusieurs coordinateurs qui sont titulaires d'un diplôme relevant au moins de l'enseignement supérieur non universitaire, à orientation paramédicale ou sociale.

Le Gouvernement fixe, le cas échéant, d'autres diplômes en tenant compte de l'évolution des filières d'enseignement.

Il peut établir des règles déontologiques applicables au coordinateur.

Art. 451. Le coordinateur est un agent de liaison entre les membres des réseaux. Il n'exerce pas d'autorité hiérarchique sur les services ou les prestataires, mais réalise la coordination selon des règles de consensus et de médiation, dans l'intérêt du bénéficiaire.

Il relaie les besoins du bénéficiaire et de son entourage dont il cherche également à maintenir le bien-être.

Il exécute sa tâche en toute indépendance des impératifs de gestion des services et des prestataires.

Art. 452. Le personnel du centre de coordination suit régulièrement un programme de formation continuée, dans tous les domaines du maintien à domicile et de la communication de l'information, sous ses différents aspects.

Le programme de formation continuée du personnel du centre de coordination ne peut être inférieur à deux jours ni supérieur à cinq jours par an et par travailleur engagé ou sous statut à temps plein.

Il est communiqué annuellement au Gouvernement qui fixe le délai d'envoi.

Art. 453. Le personnel du centre de coordination est soumis au secret professionnel.

D. Bénéficiaires

Art. 454. La demande d'information, d'orientation, de prise en charge ou d'évaluation en cours de prise en charge est introduite par le bénéficiaire lui-même ou son représentant, l'entourage, un autre centre de coordination, un des membres du réseau des soins et de l'aide à domicile ou le réseau intra-muros, auprès d'un centre de coordination de la zone où se situe le lieu de vie du bénéficiaire.

Toutefois, lorsque dans la zone où se situe le lieu de vie du bénéficiaire, aucun centre de coordination ne correspond à son libre choix, le bénéficiaire peut faire appel à un centre de coordination agréé dans une zone contiguë.

Art. 455. Le centre de coordination est tenu d'accepter toute demande, sans condition préalable d'affiliation à une quelconque structure ou de recours exclusif aux services effectués par son pouvoir organisateur, et sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse.

Il agit toujours dans l'intérêt du bénéficiaire, indépendamment de tout intérêt lié à la gestion des services ou aux prestataires d'aide et de soins à domicile, dans le respect du libre choix du bénéficiaire.

Art. 456. Au début de la prise en charge du centre de coordination, le bénéficiaire ou son représentant reçoit un document d'information reprenant la méthodologie poursuivie par le centre de coordination auquel il fait appel ainsi que toute donnée utile à sa prise en charge.

Ce document comporte une mention quant à l'agrément accordé par le Gouvernement, au coût éventuellement mis à charge du bénéficiaire et aux dispositions en matière de dépôt de plainte à l'égard du centre de coordination.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du document d'information.

Art. 457. Le bénéficiaire ou son représentant est associé à toute décision qui le concerne.

E. Comptabilité

Art. 458. Le centre de coordination agréé qui fait valoir ses droits aux subventions tient une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de la gestion du centre de coordination et transmet les données comptables et financières au Gouvernement dans les formes et délais fixés par ce dernier.

Le Gouvernement arrête un plan comptable.

Sous-section 2. — Programmation, agrément, subventionnement

A. Programmation

Art. 459. Les activités de tout centre de coordination s'inscrivent totalement ou partiellement dans les zones de soins définies pour les SISD.

Si le centre de coordination exerce son activité sur plus d'une zone de soins à la fois, il sera pris en compte dans la programmation de chaque zone de soins, étant entendu que ces zones de soins doivent être limitrophes.

Pour autant que le centre de coordination agréé exerce son activité dans quatre communes au plus de la zone limitrophe par délégation d'un autre centre de coordination agréé dans la zone, il n'entre pas en ligne de compte dans la programmation de la zone.

Art. 460. Dans chaque zone de soins, le nombre de centres de coordination qui peuvent être agréés est déterminé par le nombre de tranches entamées de 100 000 habitants, tenant compte des règles suivantes :

- le nombre de centres ne peut être inférieur à trois et supérieur à cinq dans une zone de soins;
- dans chaque zone de soins, il n'y a pas plus de deux centres d'une même fédération visée à la sous-section 1^{re} de la section 3;
- la population âgée de 60 ans et plus est comptabilisée pour deux.

Art. 461. La programmation est fixée pour une période de six ans sur la base des chiffres de population établis officiellement par la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique du Service public fédéral de l'Economie au 1^{er} janvier de l'année la plus récemment disponible au moment de sa détermination.

Dans le courant de l'année antérieure à l'entrée en vigueur d'une nouvelle programmation, le Gouvernement publie un avis au *Moniteur belge* reprenant sa détermination et les modalités d'introduction des demandes d'agrément.

Art. 462. Lorsque, pour une même zone de soins, le nombre de demandes d'agrément est plus élevé que le nombre de centres de coordination déterminé par la programmation, les centres de coordination sont départagés en fonction des critères suivants, énumérés selon l'ordre de priorité :

- 1° le pouvoir organisateur demandeur couvre le territoire pour lequel il demande à être agréé sous la forme d'une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et couvre au moins aussi largement d'un point de vue terminal la zone de soins pour laquelle il demande son agrément que les autres centres demandeurs;
- 2° le centre demandeur rencontre les deux conditions cumulatives suivantes :
 - a) il résulte d'une fusion avec un ou plusieurs centres qui bénéficiaient d'un agrément dans le cadre du décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile, ci-après désigné par les termes "décret de la Communauté française du 19 juin 1989" ou bien il résulte d'une association entre au moins deux centres qui bénéficiaient d'un agrément dans le cadre du décret de la Communauté française du 19 juin 1989;
 - b) il n'est pas concerné par une des procédures visées aux articles 486, 468, 482, 477, 484 et 485;
- 3° le centre demandeur bénéficiait d'un agrément dans le cadre du décret de la Communauté française du 19 juin 1989 pour tout ou partie de la zone pour laquelle il est demandeur et n'est pas concerné par une des procédures visées aux articles 486, 468, 482, 477, 484 et 485.
- 4° le centre qui couvre le plus grand nombre de communes de la zone pour laquelle il demande son agrément.

En cas d'arbitrage à opérer entre plusieurs centres lors de l'application des critères visés aux 2° ou 3°, la priorité est donnée au centre qui couvre la zone le plus largement d'un point de vue territorial et en terme d'offre de services.

Le centre fait état de la manière dont il couvre la zone en précisant :

- le territoire géographique qu'il dessert;
- la taille de la population au sein de ce territoire;
- les conventions conclues entre le centre de coordination et les prestataires d'aide et de soins ainsi que l'identification des services qu'il organise lui-même ou en association avec un tiers.

B. Agrément

Art. 463. Pour être agréé en qualité de centre de coordination et conserver l'agrément, le centre de coordination répond aux normes définies par la sous-section 1^{re} de la section 2 du présent chapitre.

Art. 464. Les centres de coordination sont des personnes morales créées par les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale, les associations sans but lucratif, les fondations, les intercommunales ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Art. 465. La demande d'agrément est introduite, sous peine de nullité, au plus tard dans les trois mois de la publication au *Moniteur belge* de l'avis établissant la programmation.

Lorsqu'à l'issue de la procédure, la programmation n'est pas atteinte, une demande d'agrément peut être introduite à tout moment.

Le Gouvernement définit des modalités d'introduction.

Art. 466. L'agrément est octroyé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Lorsqu'au terme de la révision de la programmation, il apparaît que le nombre de centres de coordination agréés est plus élevé que le nombre induit par celle-ci, il est fait application de l'article 462 pour les départager.

Art. 467. Un agrément provisoire est accordé pour une durée d'un an au centre de coordination qui demande un agrément pour la première fois à condition qu'il s'intègre dans la programmation établie par le Gouvernement en exécution des articles 459 à 462.

Si au terme de l'agrément provisoire, aucune décision contraire n'est intervenue, l'agrément provisoire est maintenu jusqu'à ce qu'une décision sur l'agrément à durée indéterminée soit prise.

Art. 468. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de l'agrément et de l'agrément provisoire.

C. Subventionnement

Art. 469. § 1^{er}. Les subventions sont calculées dans les limites des disponibilités budgétaires conformément aux règles énoncées ci-après :

- 1° le budget disponible est réparti à concurrence de 30 % pour la couverture territoriale et de 70 % pour la taille de l'activité;
- 2° la couverture territoriale de chaque zone de soins est calculée en comptabilisant la population âgée de 60 ans et plus pour deux.

Les chiffres de population sont établis officiellement par la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique du Service public fédéral de l'Economie, au 1^{er} janvier de l'année la plus récemment disponible au moment de la détermination.

La taille de la population ainsi obtenue est corrigée par un coefficient d'1,5 pour les zones de soins dont la population est inférieure à 100 habitants par km².

Le budget disponible pour la couverture territoriale est réparti entre les zones de soins au prorata de la taille de leurs populations.

Au sein de chaque zone de soins, chaque centre de coordination reçoit la part du budget correspondant à la taille de la population qu'il couvre.

- 3° a) le budget affecté à la taille de l'activité est réparti en deux enveloppes, l'une de 70 % et l'autre de 30 %;
- b) la première enveloppe correspond à l'activité moyenne du centre de coordination.

Elle est obtenue en tenant compte de l'ensemble des bénéficiaires pour lesquels il y a eu ouverture d'un nouveau dossier ou réévaluation durant l'exercice échu.

Un dossier de coordination est considéré comme ouvert dès lors qu'il y a eu une rencontre avec le bénéficiaire, dans son lieu de vie ou dans une institution faisant partie du réseau intra-muros.

La réévaluation est prise en compte dès lors qu'elle a fait l'objet d'une réunion de coordination impliquant le bénéficiaire.

Le Gouvernement est habilité à détailler l'activité effectuée pour chaque bénéficiaire selon un indicateur, élaboré en concertation avec les fédérations, tenant compte de la charge de travail inhérente à chaque situation et prenant en considération prioritairement l'activité menée lors des réunions de coordination, y compris l'implication du bénéficiaire.

Le pourcentage ainsi calculé est appliqué à cette première enveloppe;

- c) la seconde enveloppe correspond au dynamisme du centre de coordination calculé sur la base du nombre de nouveaux dossiers ouverts au cours de l'exercice échu.

L'activité liée à l'information et à l'orientation est prise en charge de manière forfaitaire au prorata du nombre de nouveaux dossiers.

Le Gouvernement détermine le montant du forfait.

Le Gouvernement est habilité à détailler l'activité effectuée pour chaque nouveau bénéficiaire selon un indicateur, élaboré en concertation avec les fédérations, tenant compte de la charge de travail inhérente à chaque situation et prenant en considération prioritairement l'activité menée lors des réunions de coordination, y compris l'implication du bénéficiaire.

Le pourcentage ainsi calculé est appliqué à cette seconde enveloppe;

- d) le taux d'activité calculé sous b) et sous c) est corrigé par un coefficient d'1,5 pour les zones de soins dont la population est inférieure à 100 habitants par km².

- 4° Les montants ainsi établis sont totalisés pour obtenir la subvention allouée au centre de coordination.

La subvention ainsi calculée est utilisée pour l'accomplissement des missions de manière globale, sans qu'il y ait d'affectation préalable et obligatoire à chacune des missions.

§ 2. Pour l'octroi d'une première subvention, en l'absence de données relatives à l'exercice antérieur, le Gouvernement définit une moyenne pour chaque critère défini au § 1^{er}, 3°, b), c) et d) afin d'établir la taille d'activité en tenant compte des rapports d'activités de l'ensemble des centres de coordination agréés.

Art. 470. La subvention est indexée conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 471. La période de subvention débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Si l'agrément est accordé en cours d'exercice, le montant est octroyé au prorata de la période couverte.

Art. 472. La subvention est versée sous la forme d'une avance équivalant à 80 % du montant total au plus tard le 1^{er} mars de l'exercice auquel elle se rapporte et le solde sur présentation des pièces justificatives selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 473. Les dépenses admissibles d'un centre de coordination sont ventilées en fonction des catégories suivantes :

- les frais généraux et les frais de fonctionnement;
- les dépenses de personnel;

— les amortissements de biens mobiliers.

Le Gouvernement définit ce que comporte chacune des catégories et les règles d'amortissement.

Section 3. — Fédérations de centres de coordination des soins et de l'aide à domicile

Sous-section 1^{re}. — Reconnaissance

Art. 474. Les centres de coordination peuvent se fédérer ou confier leurs intérêts à une fédération, laquelle peut demander à être reconnue par le Gouvernement.

Pour être reconnue, la fédération est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif et remplit au moins les missions suivantes :

- organiser la formation continuée et la supervision du personnel des centres de coordination;
- offrir l'appui logistique et technique aux centres de coordination, notamment en matière d'informatisation et de technologies liées à la communication de l'information;
- représenter les centres de coordination lorsque ceux-ci en font la demande; cette représentation vise aussi bien les procédures individuelles que les aspects collectifs liés à la gestion des centres de coordination.

Compte tenu de l'évolution des besoins des centres de coordination fédérés, le Gouvernement peut définir des missions complémentaires communes à l'ensemble des fédérations.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice de ces missions.

Art. 475. § 1^{er}. La fédération qui souhaite être reconnue fournit :

- 1° l'identification du pouvoir organisateur;
- 2° la liste de ses membres;
- 3° son programme d'activités reprenant la manière dont les missions seront réalisées en terme de contenu, d'objectifs, d'évaluation de l'atteinte de ceux-ci sous la forme d'indicateurs et de budget.

Le Gouvernement détermine le modèle et le contenu du programme d'activités.

Dès lors qu'elle est reconnue, la fédération ne peut solliciter aucune contribution à charge de la subvention régionale allouée aux centres de coordination. La reconnaissance est accordée pour la période de la programmation. Elle est renouvelable.

§ 2. Un appel à déposer la demande de reconnaissance est publié au *Moniteur belge*, accompagné d'un formulaire établi par le Gouvernement.

La fédération envoie le formulaire complété et son programme d'activités au Gouvernement qui en accuse réception dans le délai qu'il détermine. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de renouvellement de la reconnaissance. La demande de renouvellement est complétée par l'évaluation des objectifs atteints et non atteints.

Le Gouvernement statue dans les deux mois de la réception de la demande.

§ 3. La décision de reconnaissance comporte le programme d'activités approuvé par le Gouvernement pour la période de reconnaissance.

Sous-section 2. — Subventionnement

Art. 476. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue une subvention à la fédération reconnue dont le montant est d'au moins quarante mille euros, pour autant que le nombre de membres fédérés ou lui ayant confié un mandat, soit supérieur ou égal au nombre fixé par le Gouvernement au moment de l'entrée en vigueur de la programmation telle qu'établie sur la base de l'activité des centres de coordination fédérés en son sein, étant entendu qu'un centre de coordination ne peut être représenté que par une seule fédération.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa précédent peut être majoré par le Gouvernement pour permettre aux fédérations de remplir les missions complémentaires mentionnées à l'article 474.

La subvention est indexée conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

La subvention est versée sous la forme d'une avance équivalant à 80 % du montant total au plus tard le 1^{er} avril de l'exercice auquel elle se rapporte et le solde sur présentation des pièces justificatives selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Section 4. — Evaluation, contrôle et sanction

Sous-section 1^{re}. — Evaluation et contrôle

A. Centres de coordination des soins et de l'aide à domicile

Art. 477. § 1^{er}. L'évaluation qualitative et le contrôle administratif et financier des centres de coordination agréés sont exercés par les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

Ils ont libre accès aux locaux du centre de coordination et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

§ 2. Les indicateurs relatifs à l'activité déployée conformément à l'article 469, 3°, a) à d), sont définis par le Gouvernement sur la base d'une analyse effectuée en concertation avec les fédérations visées à la section 3 du présent chapitre.

§ 3. Lorsque le centre de coordination est agréé, il se soumet à l'évaluation organisée par le Gouvernement.

Les modalités et la périodicité de l'évaluation sont déterminées par le Gouvernement, sur la base du respect des dispositions adoptées par ou en application du présent chapitre, sans que la périodicité soit inférieure à deux ans, sauf circonstances exceptionnelles ou particulières qui justifieraient une évaluation plus fréquente.

A l'issue de l'évaluation, la subvention est éventuellement revue. Le montant ainsi revu s'applique à l'exercice suivant la période au cours de laquelle l'évaluation s'est déroulée.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles les subventions sont éventuellement revues.

Art. 478. Tout centre de coordination agréé introduit, chaque année, à la date et selon les modalités fixées par le Gouvernement :

- les pièces justifiant l'utilisation des subventions;
- les comptes ou les fonctions comptables spécifiques faisant état de l'utilisation des subventions, y compris un relevé détaillé des subventions et des interventions financières qui proviennent d'autres administrations publiques, institutions et services privés;
- une attestation délivrée par l'O.N.S.S. certifiant que le centre de coordination a rempli ses obligations en matière de sécurité sociale;
- un rapport d'activités annuel résultant notamment de l'exploitation des données des documents liés à la gestion de la situation du bénéficiaire.

Le Gouvernement détermine les modèles de documents de contrôle et d'évaluation et précise les délais et les procédures à respecter.

Art. 479. Tout centre de coordination qui a obtenu l'agrément fournit au plus tard le 30 juin de chaque année, le bilan et le compte de résultats de son organisation complets et tels qu'approuvés par l'organe légalement désigné.

Si la date du 30 juin ne peut être respectée compte tenu de la procédure d'approbation, ces documents sont communiqués dans les huit jours de leur approbation par l'organe légalement désigné.

Aucune nouvelle subvention ne peut être allouée tant que ces documents n'ont pas été transmis au Gouvernement.

Art. 480. Le Gouvernement définit les règles selon lesquelles une enquête de satisfaction est organisée auprès des bénéficiaires et des membres des réseaux, ainsi que sa périodicité.

B. Fédération de centres de coordination des soins et de l'aide à domicile

Art. 481. Dès sa demande de reconnaissance, la fédération se soumet au contrôle organisé par le Gouvernement qui désigne les fonctionnaires et agents à cet effet.

Sous-section 2. — Sanctions

A. Retrait, suspension

Centres de coordination

Art. 482. Le Gouvernement fixe les procédures, de suspension et de retrait de l'agrément et de l'agrément provisoire.

Il prévoit notamment la possibilité pour le centre de coordination concerné de faire valoir son point de vue préalablement à tout retrait de l'agrément ou de l'agrément provisoire.

Art. 483. Tout pouvoir organisateur qui s'oppose ou entrave le contrôle organisé par le Gouvernement, encourt la suspension ou le retrait de l'agrément en qualité de centre de coordination.

Art. 484. En cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait de l'agrément, selon les modalités qu'il détermine.

L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que, délibérément, le centre de coordination n'a pas mis en œuvre la coordination ou que, dans le cadre de la coordination, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent chapitre.

La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions jusqu'à la date de mise en conformité.

Le retrait d'agrément a pour conséquence la suppression de tout octroi de subvention à partir de la date de la décision.

Art. 485. En cas de non-respect des dispositions du présent chapitre et de celles prises en exécution de celui-ci, et, en particulier, lorsque le centre de coordination persiste à ne pas respecter ses obligations, le Gouvernement fixe le régime de mise en demeure, en déterminant le délai dans lequel le centre de coordination est tenu de se mettre en conformité.

Art. 486. En cas de non-respect des normes définies à la sous-section 1^{ère}, de la section 2 du présent chapitre, le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément ou l'agrément provisoire.

Fédérations de centres de coordination

Art. 487. Le Gouvernement organise l'évaluation de l'activité de la fédération annuellement, sauf circonstances exceptionnelles ou particulières.

L'évaluation consiste à :

- évaluer qualitativement et quantitativement les moyens affectés aux missions et le contenu des actions réalisées;
- mesurer les objectifs atteints et non atteints sur la base des indicateurs acceptés lors de la reconnaissance.

Lorsque le Gouvernement constate des manquements dans la mise en œuvre du programme d'activités, il le notifie à la fédération en lui précisant le délai dans lequel elle doit avoir remédié à la situation.

Au terme de ce délai, en l'absence de mise en conformité, une proposition de retrait de la reconnaissance est communiquée au Gouvernement qui statue dans un délai de deux mois.

B. Sanctions pénales

Art. 488. Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros, ceux qui, sans être titulaire d'un agrément, font usage des termes "centre de coordination des soins et de l'aide à domicile agréé" ou de toute autre appellation connexe laissant entendre l'existence d'un tel agrément.

Section 5. — Cadastre de l'offre

Art. 489. Chaque année et au plus tard le 30 septembre, sur la base des rapports annuels d'activités des centres de coordination relatifs à l'exercice précédent, le Gouvernement publie un rapport de synthèse, faisant état de l'offre de ces centres de coordination et de la manière dont cette offre s'est déployée.

Le rapport de synthèse, désigné sous le terme de "cadastre de l'offre", intègre également l'activité des fédérations reconnues.

Ce cadastre de l'offre fait l'objet d'une communication adaptée à destination des centres de coordination et des fédérations, selon les dispositions définies par le Gouvernement.

Le cadastre de l'offre est transmis au Parlement par le Gouvernement pour le 15 décembre.

Art. 490. Pour permettre la mise en œuvre de la nouvelle programmation, un bilan des rapports d'activités et de l'offre telle qu'elle s'est développée au cours des cinq premières années de la précédente programmation est établi par le Gouvernement.

Ce bilan inclut, si possible, en fonction des échéances, la sixième année. Ce bilan est communiqué au Parlement sans délai.

Art. 491. Le Gouvernement est tenu de mettre à disposition du public, qu'il soit général ou professionnel, une liste des centres de coordination agréés par zone, reprenant le territoire d'intervention de chacun d'entre eux et la nature des services qu'il coordonne.

TITRE II. — Dispositifs particuliers d'aide en matière de santé

CHAPITRE I^{er}. — Hôpitaux psychiatriques

Section 1^{re}. — Définitions et dispositions générales

Art. 492. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « le Ministre » : le Ministre qui a la Santé dans ses attributions;
- 2° « le centre » : le centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies ou le centre hospitalier psychiatrique Les Marronniers;
- 3° « la législation hospitalière » : la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008;
- 4° « le budget des moyens financiers » : le budget visé à l'article 95 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008.

Art. 493. Il est créé sous la dénomination « centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » et sous la dénomination centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers », en abrégé CRP « Les Marronniers » deux organismes d'intérêt public dotés de la personnalité juridique et ayant leur siège respectivement à Mons et à Tournai.

Art. 494. Le « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » est transféré à l'Intercommunale « Centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage ».

L'organisme d'intérêt public subsiste, toutefois, en sa seule qualité d'employeur du personnel statutaire dont question à l'article 538, § 2.

Les modalités de transfert font l'objet d'une convention entre la Région et l'Intercommunale « Centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage ».

Cette convention mentionne notamment les modalités de liquidation des subsides, de remboursement des rémunérations du personnel statutaire, l'engagement de poursuivre l'activité du Centre et la présence d'un délégué de l'Intercommunale « Centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage » à titre consultatif au sein du Conseil d'administration de l'organisme d'intérêt public.

Art. 495. Les biens meubles et immeubles du « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » de même que l'ensemble de ses actifs et passifs sont cédés à l'Intercommunale « Centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage ».

Art. 496. Les biens, droits et obligations transférés de la Communauté à la Région en application des articles 5 et 9 du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française, qui se rapportent à la mission du centre, sont transférés à celui-ci.

Après clôture de la liquidation de l'A.S.B.L. pour l'aide à l'hôpital psychiatrique, les biens, droits et obligations sont transférés de plein droit de la Région au centre.

Section 2. — Le Centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers »

Sous-section 1^{re}. — Missions

Art. 497. Le centre a pour mission de gérer l'hôpital psychiatrique, la section de défense sociale et la maison de soins psychiatriques.

Il peut également exercer des activités complémentaires, liées à l'exercice de cette mission.

Art. 498. Le centre développe toute forme de collaboration avec des partenaires publics ou privés en rapport avec sa mission.

Le centre peut participer à une association de droit public ou à une association sans but lucratif constituée avec d'autres pouvoirs publics et/ou des personnes morales autres que celles qui ont un but lucratif de cette association à pour objet :

- 1° la création médico-sociale ou l'aide à la gestion;
- 2° la création en commun d'un service complémentaire lié à l'exercice de sa mission;
- 3° l'acquisition ou la gestion en commun d'un appareillage médical ou de service médico-techniques.

Sous-section 2. — Organisation

A. Conseil d'administration

Art. 499. § 1^{er}. Le centre est administré par un conseil d'administration composé de dix membres :

- 1° quatre personnes désignées par le Gouvernement en raison de leurs compétences en matière de gestion hospitalière;
- 2° trois personnes désignées par le Gouvernement en raison de leurs compétences en matière de santé mentale;

3° trois représentants du Gouvernement.

§ 2. Assistent aux réunions du Conseil d'administration, avec voix consultative :

- 1° le directeur général et le directeur général adjoint;
- 2° le médecin en chef;
- 3° le chef du département infirmier;
- 4° le directeur des services paramédicaux et psychosociaux;
- 5° un représentant de la DG05 Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, ayant au moins rang de directeur;
- 6° les deux commissaires du Gouvernement désignés auprès du centre;
- 7° un représentant par organisation syndicale représentative en qualité d'observateur.

§ 3. A la demande du conseil d'administration, le président du conseil médical peut assister, avec voix consultative, aux réunions dudit conseil.

§ 4. Le conseil d'administration peut inviter toute personne à assister à une de ses réunions en vue d'apporter à celui-ci les informations techniques qui lui sont nécessaires.

Il peut également inviter le représentant des personnes nécessitant des soins, tel que visé par l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques, lors de l'examen de tout point portant sur la gestion de la maison de soins psychiatriques.

Ledit représentant est entendu à sa demande.

Art. 500. Parmi les membres visés à l'article 499, § 1^{er}, 1° et 2°, le Gouvernement désigne un président et deux vice-présidents du conseil d'administration, qui forment un bureau avec le directeur général et le directeur général adjoint.

Art. 501. Les membres du conseil d'administration sont désignés pour un mandat de cinq ans.

Le mandat est renouvelable.

Art. 502. § 1^{er}. Conformément aux articles 15, § 1^{er}, et 16 de la législation hospitalière et sans préjudice des compétences du conseil médical, le conseil d'administration est chargé de la gestion du Centre et dispose pour ce faire de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration du Centre, notamment :

- 1° la proposition d'avant-projet de budget annuel et le plan stratégique trisannuel à soumettre au Gouvernement;
- 2° la prise des décisions relatives à la transformation et la suppression de services, sections, fonctions et programmes existants, la création de nouveaux services, sections, fonctions et programmes et l'extension ou la réduction de la capacité du centre, dans les limites et aux conditions de la législation et de la réglementation en vigueur en cette matière;
- 3° la proposition au Ministre, dans la mesure où le centre est concerné, du programme de construction et d'investissement;
- 4° la désignation du médecin en chef et des médecins chefs de service;
- 5° le recrutement ou l'engagement, la promotion et le licenciement des membres du personnel;
- 6° la conclusion d'accords avec d'autres hôpitaux ou d'autres institutions de santé concernant la prestation de soins et la formation;
- 7° les attributions de compétences au comité de direction sur la proposition de celui-ci;
- 8° dans le cadre des marchés publics :
 - l'approbation de l'objet du marché, pour autant que la dépense excède les montants fixés à l'article 120 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 et à l'article 108 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996;
 - la sélection des candidats pour un marché;
 - l'attribution du marché, pour autant que la dépense excède le montant de 250.000 euros (T.V.A. exclue);
- 9° la conclusion des emprunts nécessaires aux investissements et au fonctionnement moyennant l'autorisation du Gouvernement;
- 10° la décision des prises de participation du centre dans le capital d'autres organismes ou sociétés en vue de la réalisation de sa mission, telle que définie par le présent chapitre, moyennant l'autorisation du Gouvernement;
- 11° l'arrêt de la liste des créances irrécouvrables.

§ 2. Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs prévus au § 1^{er}, 5° au Bureau.

Dans le cadre des marchés publics visés au § 1^{er}, 8°, les pouvoirs suivants sont transmis par le conseil d'administration au directeur général :

- choisir le mode d'attribution, déterminer le cahier des charges et mettre en œuvre la procédure, le cas échéant, après que l'objet du marché ait été approuvé par le Comité de direction ou par le conseil d'administration;
- dans le cadre des marchés publics, attribuer les marchés, pour autant que la dépense n'excède pas le montant de 250.000 euros (T.V.A. exclue). Trimestriellement, le directeur général informe le conseil d'administration des dépenses effectuées dans ce cadre.

§ 3. Le Gouvernement peut modifier les montants visés aux §§ 1^{er}, 8°, et 2 pour les mettre en concordance avec les arrêtés royaux qui sont pris en application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 503. Il est interdit aux personnes visées à l'article 499, ainsi qu'au secrétaire du conseil d'administration, d'être présents au conseil d'administration lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération, portant sur un objet à propos duquel elles ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel de tout autre hôpital, institution ou service de soins.

Art. 504. Le conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 505. Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration désigne son secrétaire parmi les membres du personnel dudit hôpital.

Art. 506. § 1^{er}. Le Gouvernement soumet à l'avis du conseil d'administration tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire concernant l'organisation et le fonctionnement du centre.

Le Conseil émet son avis dans les deux mois de la réception de la demande, sauf si le Gouvernement fixe un autre délai. A défaut d'avis dans ce délai, la formalité est réputée avoir été accomplie.

§ 2. Le conseil d'administration soumet au Gouvernement tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire dont l'adoption lui paraît utile.

Art. 507. Le Gouvernement fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires du Gouvernement.

B. Gestion journalière

1. Direction générale

Art. 508. Le centre est dirigé par un directeur général.

Il est assisté d'un directeur général adjoint.

Le directeur général et le directeur général adjoint sont désignés par le Gouvernement, sur proposition du conseil d'administration au terme d'une procédure déterminée par le Gouvernement.

Art. 509. Le directeur général du centre et le directeur général adjoint sont placés sous l'autorité du conseil d'administration.

Le directeur général exécute les décisions du conseil d'administration en étroite collaboration avec le Comité de direction visé à l'article 510.

Il communique au conseil d'administration toutes les informations utiles au fonctionnement du centre. Il veille à ce que, à chaque réunion du conseil d'administration, un point de l'ordre du jour reprenne le compte rendu des activités du Comité de direction.

Le directeur général dirige le personnel et assure, sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration, la gestion quotidienne de l'activité journalière.

Le directeur général préside le Comité de Concertation de base.

Le conseil d'administration peut, dans les conditions qu'il détermine, autoriser le directeur général à déléguer une partie de ses pouvoirs ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

Le directeur général représente le centre dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte sans avoir à justifier d'une décision du conseil d'administration.

Le directeur général adjoint assiste le directeur général dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées sur base de la répartition des tâches fixée par le conseil d'administration sur proposition du directeur général.

En cas d'empêchement du directeur général, ses pouvoirs sont exercés par le directeur général adjoint, ou à défaut de ce dernier, par un membre du personnel du centre désigné par le conseil d'administration.

2. Comité de direction

Art. 510. Il est créé au sein du centre un Comité de direction chargé d'assister le directeur général.

Le Comité de direction est composé du directeur général du centre, du directeur général adjoint, du médecin en chef, du chef du département infirmier, du directeur du département paramédical et psychosocial, du directeur financier, du directeur administratif et du pharmacien hospitalier.

Le directeur général préside le Comité de direction.

Le Comité de direction peut inviter toute personne à assister à une de ses réunions en vue d'apporter à celui-ci les informations qui lui sont nécessaires.

Art. 511. Le président du comité de direction fixe l'ordre du jour en tenant compte des demandes émanant des autres membres du comité de direction.

Art. 512. Le Comité de direction établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Conseil d'administration.

Sous-section 3. — Charges financières

Art. 513. § 1^{er}. Les charges résultant de l'exécution des missions du CRP « Les Marronniers » sont couvertes par :

- 1° des recettes provenant de ses activités;
- 2° des recettes provenant de son patrimoine et de sa trésorerie;
- 3° des soldes non utilisés des exercices antérieurs;
- 4° d'un fond de roulement à charge de la Région ou de subventions;
- 5° de dons et legs;
- 6° des emprunts contractés en vue de réaliser son objet social.

Le Gouvernement est autorisé à donner la garantie régionale pour les emprunts visés à l'alinéa précédent à concurrence d'un montant fixé lors de l'adoption du budget régional.

§ 2. Le conseil d'administration du CRP « Les Marronniers » veille à maintenir les engagements et les ordonnancements de dépenses du centre résultant de l'exécution de ses missions dans les limites de ses recettes budgétaires.

Si le résultat de l'exercice est déficitaire, dans le mois qui suit l'arrêt des comptes par le conseil d'administration, celui-ci présente au Ministre un rapport justificatif du déficit en isolant les éléments non couverts par le budget des moyens financiers ou par d'autres recettes découlant des missions légales du centre.

Sur proposition du Ministre, le Gouvernement peut accepter de prendre en charge tout ou partie du déficit.

Indépendamment du résultat de l'exercice, sur proposition du Ministre, et à la demande du conseil d'administration du centre, le Gouvernement peut couvrir par une recette particulière toute dépense découlant d'une disposition décrétale ou réglementaire régionale ou d'un accord social régional, pour autant qu'elle ne soit pas déjà entièrement couverte par une autre source de financement.

Sous-section 4. — Budget, comptes et contrôle

Art. 514. § 1^{er}. Le contrôle du centre est exercé par le Gouvernement à l'intervention de deux commissaires qu'il désigne et qui exercent leur mission, conformément aux dispositions prévues au décret du 12 février 2004 relatif au commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

§ 2. Lorsque le Conseil d'administration a omis de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévu dans les lois, décrets et arrêtés, le Gouvernement peut le mettre en demeure de prendre la mesure ou d'exécuter l'acte dans un délai précis.

Lorsque, à l'expiration du délai, le conseil d'administration n'a pas pris la mesure ou exécuté l'acte, le Gouvernement peut se substituer à lui.

La décision est transmise au Parlement wallon.

Art. 515. Le projet de budget annuel du centre est établi par le Gouvernement sur la proposition du conseil d'administration du centre. Il est annexé au projet de budget général des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Parlement wallon.

Art. 516. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 517. Le conseil d'administration présente au Gouvernement des situations périodiques, au moins semestrielles, et un rapport annuel sur les activités du centre. Le Gouvernement arrête les modèles de tableaux de bord à présenter, sur la base de la législation hospitalière en vigueur.

Le conseil d'administration dresse le compte annuel d'exécution de son budget, le bilan et le compte de résultats, au plus tard pour le 30 juin de l'année qui suit celle de la gestion, conformément aux dispositions de la législation hospitalière.

Le bilan et le compte de résultats font l'objet d'un projet de décret de règlement de budget, qui est soumis au Parlement wallon en annexe du compte général de la Région wallonne.

Art. 518. Le Gouvernement organise le contrôle des engagements.

Art. 519. Le Gouvernement fixe les règles relatives :

- 1° à la présentation du budget;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques.

Le Gouvernement fixe les règles relatives au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine et au mode de calcul et à la fixation du montant maximum des réserves et provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

Art. 520. Le centre n'utilise ses avoirs et disponibilités que pour remplir les missions qui lui sont assignées par la sous-section 1^{re} de la section 2 du présent chapitre.

Art. 521. Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle à effectuer par les réviseurs d'entreprises, membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, qu'il désigne.

Sous-section 5. — Personnel

Art. 522. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête le statut administratif et pécuniaire et le cadre de personnel du centre.

§ 2. Le livre III « les congés et autres absences des agents » de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne est applicable aux agents du centre.

§ 3. L'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel est applicable au personnel du centre.

Art. 523. § 1^{er}. Le personnel transféré de la Communauté française à la Région wallonne en application des articles 3, 6^o, et 6, § 1^{er}, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française est transféré au centre par le Gouvernement et selon les modalités fixées par lui.

Le personnel transféré conserve la qualité, la rémunération et l'ancienneté dont il bénéficiait avant son transfert. Toutefois, il ne conserve les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent au centre.

§ 2. Après clôture de la liquidation de l'ASBL pour l'aide à l'hôpital psychiatrique, le centre succède de plein droit aux droits et obligations en ce qui concerne le personnel de l'ASBL.

Les dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} sont applicables au personnel ainsi engagé.

Section 3. — Le Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies

Sous-section 1^{re}. — Organisation**A. Le Gouvernement**

Art. 524. Le Gouvernement est seul compétent pour les matières suivantes en ce qui concerne exclusivement le centre hospitalier psychiatrique « Le Chêne aux Haies » :

- 1° l'établissement du projet de budget annuel soumis à l'approbation du Parlement wallon;
- 2° l'autorisation de conclure tout contrat ou convention pour un montant égal ou supérieur à 620.000 euros (H.T.V.A.);
- 3° l'autorisation de toute conclusion d'emprunts.

B. Le conseil d'administration

Art. 525. Le centre hospitalier psychiatrique « Le Chêne aux Haies » est administré par un conseil d'administration composé de six membres désignés par le Gouvernement. Assiste aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative, un délégué de l'Intercommunale « Centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage ».

Le Gouvernement désigne, parmi les administrateurs, un président et un vice-président.

Art. 526. Les membres du Conseil d'administration sont désignés pour un mandat de cinq ans.

Le mandat est renouvelable.

Art. 527. Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'OIP.

Art. 528. Il est interdit aux membres du conseil d'administration d'être présents au conseil d'administration lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération, portant sur un objet à propos duquel ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel de tout autre hôpital, institution ou service de soins.

Art. 529. Le conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 530. Le Gouvernement fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires du Gouvernement.

Sous-section 2. — Budget, comptes et contrôle

Art. 531. § 1^{er}. Le contrôle du centre est exercé par le Gouvernement à l'intervention de deux commissaires.

Deux commissaires sont nommés pour chaque centre par le Gouvernement.

Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leurs missions.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures.

§ 2. Dans un délai de quatre jours francs, ils exercent un recours au Gouvernement contre toute décision qu'ils jugent contraire aux lois, aux décrets, aux arrêtés, au contrat de gestion, à l'intérêt général et aux principes de bonne gestion.

Le recours est suspensif.

Le délai prend cours le jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, le jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de trente jours francs prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, la décision devient définitive. Ce délai peut être prolongé de dix jours par décision du Gouvernement.

La décision de prolongation ou d'annulation est notifiée au conseil d'administration.

§ 3. Lorsque le conseil d'administration a omis de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévu dans les lois, décrets et arrêtés ou dans le contrat de gestion, le Gouvernement peut le mettre en demeure de prendre la mesure ou d'exécuter l'acte dans un délai précis.

Lorsque, à l'expiration du délai, le conseil d'administration n'a pas pris la mesure ou exécuté l'acte, le Gouvernement peut se substituer à lui.

La décision est transmise au Parlement.

Art. 532. Le projet de budget annuel du centre est établi par le Gouvernement sur la proposition du conseil d'administration du centre. Il est annexé au projet de budget général des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Parlement.

Art. 533. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 534. Le conseil d'administration présente au Gouvernement des situations périodiques, au moins trimestrielles, et un rapport annuel sur les activités du centre.

Il dresse le compte annuel d'exécution de son budget, le bilan et le compte de résultats, au plus tard pour le 31 mai de l'année qui suit celle de la gestion.

Le bilan et le compte de résultats font l'objet d'un projet de décret de règlement de budget, qui est soumis au Parlement en annexe du compte général de la Région wallonne.

Le Gouvernement arrête la liste des créances irrécouvrables.

Art. 535. Le Gouvernement organise le contrôle des engagements.

Art. 536. Le Gouvernement fixe les règles relatives :

- 1° à la présentation du budget;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques.

Le Gouvernement fixe les règles relatives au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine et au mode de calcul et à la fixation du montant maximum des réserves et provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

Art. 537. Le centre n'utilise ses avoirs et disponibilités que pour remplir les missions qui lui sont assignées par le présent titre.

Sous-section 3. — Personnel

Art. 538. § 1^{er}. Les membres du personnel contractuel du « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » sont repris par l'Intercommunale « Centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage ».

§ 2. Les membres du personnel statutaire du « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » sont, à leur choix, soit en mission d'intérêt général auprès de l'Intercommunale « Centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage », soit transférés au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers ».

A défaut, pour le membre du personnel d'effectuer un choix, il sera affecté par le Gouvernement soit à un emploi au sein de ses services, soit à un emploi auprès d'un organisme d'intérêt public qui dépend de la Région.

Les membres du personnel statutaire restent soumis au statut qui leur est applicable à la date du 1^{er} juillet 2009 et aux évolutions de celui-ci.

Ces membres du personnel gardent leur grade et leur qualité. Ils conservent au moins les rétributions et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de la suppression de leur institution.

§ 3. Des promotions peuvent être accordées aux membres du personnel statutaire mis à la disposition de l'intercommunale « Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage », sur proposition des organes de cette intercommunale.

§ 4. Le personnel transféré conserve la qualité, la rémunération et l'ancienneté dont il bénéficiait avant son transfert. Toutefois, il ne conserve les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent au centre.

CHAPITRE II. — Services de santé mentale et centres de référence en santé mentale

Section 1^{re}. — Principes généraux

Art. 539. § 1^{er}. En vue de l'octroi des subventions prévues par le présent décret, les services de santé mentale sont agréés et les centres de référence en santé mentale sont reconnus par le Gouvernement.

Ils bénéficient de subventions allouées par le Gouvernement s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en application de celui-ci.

Les services de santé mentale et les centres de référence en santé mentale sont créés sur l'initiative d'une autorité publique, d'une association sans but lucratif ou d'une institution universitaire.

§ 2. A des fins d'information, dans tous les actes et autres documents, les publicités et affichages émanant du service de santé mentale ou du centre de référence en santé mentale, celui-ci ajoute, selon le cas, la mention "service de santé mentale agréé et subventionné par la Région wallonne" ou "centre de référence en santé mentale agréé et subventionné par la Région wallonne".

Section 1^{re}. — Services de santé mentale

Sous-section 1^{re}. — Obligations

A. Mission et projet

Art. 540. Un service de santé mentale est une structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire, répond aux difficultés psychiques ou psychologiques de la population du territoire qu'il dessert.

Il remplit les missions suivantes :

- l'accueil de la demande relative aux difficultés psychiques ou psychologiques;
- l'organisation d'une réponse, selon les ressources disponibles et les particularités de la demande, en posant un diagnostic et en instaurant un traitement, selon les situations psychiatrique, psychothérapeutique ou psychosociale;
- l'organisation accessoirement des activités au bénéfice d'autres professionnels en vue d'améliorer la qualité de leurs prestations, sous la forme d'information, de supervision ou de formation, et la réalisation d'expertises, liées à leurs activités de dispensation des soins.

Le service de santé mentale agréé peut, en outre, développer une ou plusieurs initiatives spécifiques à destination d'une population déterminée ou développant une approche méthodologique particulière.

Il peut aussi créer un club thérapeutique constitué d'un lieu d'accueil et d'activités ayant pour objectif de permettre à des usagers souffrant de troubles psychiatriques ou psychologiques sévères ou chroniques, de se stabiliser au fil du temps ou d'accéder aux soins.

Art. 541. Les missions du service de santé mentale s'exercent dans le cadre d'un plan d'action, ci-après désigné sous le terme de "projet de service de santé mentale".

Le projet de service de santé mentale est centré prioritairement sur l'utilisateur.

Il se compose des parties suivantes :

- 1° l'environnement du service de santé mentale en termes territorial et institutionnel;
- 2° l'organisation générale du service de santé mentale détaillée pour chacune des missions;
- 3° les objectifs;

4° les actions découlant des objectifs;

5° l'évaluation sous forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs.

Les indicateurs mesurent l'écart entre l'objectif et les actions mises en œuvre.

Le Gouvernement précise le contenu des cinq parties du projet de service de santé mentale.

Lorsque le service de santé mentale développe une initiative spécifique ou organise un club thérapeutique, ceux-ci sont intégrés dans le projet de service de santé mentale en étant distinctement identifiés.

Le pouvoir organisateur qui introduit la demande d'agrément est responsable de la définition du projet de service de santé mentale et de son établissement.

B. Accueil

Art. 542. Le service de santé mentale organise une permanence d'accueil durant les heures d'ouverture, au cours de laquelle l'utilisateur reçoit une réponse à son appel ou est accueilli dans les locaux du service de santé mentale.

Art. 543. En dehors des heures d'ouverture, un message enregistré d'accueil et d'orientation est diffusé. Ce message comporte les coordonnées de la structure vers laquelle l'utilisateur peut s'orienter en cas d'urgence ou de nécessité, et prévoit la possibilité pour l'utilisateur d'enregistrer une demande.

A cet effet, le service de santé mentale conclut une ou plusieurs conventions avec d'autres institutions.

La convention comporte au moins les modalités de communication mises en œuvre relatives au suivi des usagers.

Le Gouvernement définit le modèle de convention.

C. Réponse à la demande

Art. 544. Une fois que la demande est accueillie, le service de santé mentale organise la réponse à y apporter.

A cette fin, sauf urgence ou situation de crise, la demande est examinée dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire.

Art. 545. La concertation pluridisciplinaire vise à évaluer les besoins de l'utilisateur, leur évolution, les ressources disponibles au sein du service de santé mentale ou dans le réseau, pour apporter la réponse la plus adéquate.

Elle est exercée dans le cadre de la réunion d'équipe hebdomadaire et des relations qui existent au sein du réseau de soins ou d'aide.

Le Gouvernement précise les modalités de la concertation pluridisciplinaire.

Art. 546. Une fonction de liaison est attribuée pour chaque usager, à un membre du personnel, à l'occasion de la concertation pluridisciplinaire.

Centrant son action sur les besoins de l'utilisateur, cette personne est chargée de coordonner les interventions, garantir les décisions prises et soutenir l'ensemble du processus.

Art. 547. Au moins une fois par trimestre, le service de santé mentale organise une concertation pluridisciplinaire rassemblant l'ensemble des membres du personnel, dont notamment ceux qui relèvent d'une initiative spécifique ou d'un club thérapeutique.

La concertation pluridisciplinaire trimestrielle a pour objectif l'intégration clinique et organisationnelle.

Elle comporte au moins :

- l'intervision et l'échange de pratiques;
- l'information et la communication relative aux activités des membres du personnel;
- l'évaluation du projet de service de santé mentale.

Les modalités d'organisation de la concertation pluridisciplinaire figurent dans le projet de service de santé mentale et sont précisées par le Gouvernement.

Art. 548. Le médecin extérieur au service de santé mentale désigné par l'utilisateur est, si ce dernier l'y autorise, associé au traitement et informé des propositions résultant de la concertation pluridisciplinaire.

Art. 549. Lorsque le service de santé mentale ne peut répondre à la demande, il réoriente l'utilisateur vers un autre professionnel, soit dès l'accueil, soit à la suite de la concertation pluridisciplinaire.

D. Activités accessoires

Art. 550. Par "activités accessoires", il faut entendre au sens du présent chapitre, les expertises réalisées à la demande de l'utilisateur à destination de tiers et l'organisation d'activités d'information, de supervision et de formation au bénéfice d'autres professionnels.

Art. 551. § 1^{er}. Les expertises réalisées s'inscrivent dans le cadre des missions générales du service de santé mentale.

Elles consistent à établir les éléments liés à la dispensation des soins donnant accès à un droit ou à répondre à une demande émanant de l'autorité judiciaire.

Le Gouvernement précise la nature des demandes d'expertise auxquelles le service de santé mentale est autorisé à répondre.

§ 2. Les activités organisées en matière d'information, de supervision ou de formation par le service de santé mentale sont liées aux missions générales de celui-ci ou aux initiatives spécifiques qu'il développe.

§ 3. Les activités accessoires ne peuvent dépasser 20 % de la totalité des heures prestées par le personnel du service de santé mentale.

E. Travail en réseau

Art. 552. § 1^{er}. Le service de santé mentale exerce ses missions en coordination avec le réseau.

Au sens du présent chapitre, le réseau s'entend comme l'ensemble des professionnels, quel que soit leur secteur d'activités ou non professionnels qui interviennent, de façon simultanée ou successive au bénéfice de l'utilisateur ou d'une situation, dans un partenariat effectif définissant un fonctionnement, une finalité et des objectifs communs.

Les secteurs d'activités peuvent concerner, en fonction de la réalité locale et des besoins des usagers, les matières liées à la santé, la famille, l'action sociale, aux personnes handicapées, aux personnes étrangères ou d'origine étrangère, aux personnes âgées, à l'enfance, à l'enseignement et à l'aide à la jeunesse.

Le Gouvernement précise les services appartenant à ces secteurs d'activités qui peuvent faire partie du réseau.

§ 2. Au sens du présent chapitre, la concertation institutionnelle se définit comme le cadre mis en place ou comme la collaboration entre les institutions, indépendamment d'une situation particulière, pour que les professionnels puissent fonctionner ensemble quand le cas se présente.

Le réseau s'inscrit dans la concertation institutionnelle en concluant des conventions de collaboration entre institutions, qui précisent au moins les procédures de partenariat et les méthodologies mises en œuvre.

Art. 553. Le service de santé mentale participe aux concertations menées sur l'initiative des autorités publiques ou des services privés, lorsqu'elles concernent ses missions.

Art. 554. Le Gouvernement peut définir des priorités en matière de concertation institutionnelle, en tenant compte de l'évolution institutionnelle.

F. Equipe pluridisciplinaire

Art. 555. Pour remplir ses missions, le service de santé mentale dispose d'une ou plusieurs équipes pluridisciplinaires, ci-après désignées sous le terme "d'équipe".

Art. 556. § 1^{er}. L'équipe assure les fonctions suivantes :

- a) la fonction psychiatrique;
- b) la fonction psychologique;
- c) la fonction sociale;
- d) la fonction d'accueil et de secrétariat.

Elle est encadrée par une direction administrative et assistée d'une direction thérapeutique.

§ 2. L'équipe peut assurer d'autres fonctions, ci-après désignées sous le terme de "fonctions complémentaires", pour répondre aux besoins des personnes prises en charge.

Selon les modalités d'exécution fixées par le Gouvernement, ces fonctions complémentaires sont accordées par celui-ci, dans le cadre de l'agrément ou d'une modification de celui-ci, sur la base du projet de service de santé mentale, dans les domaines de la médecine, des soins infirmiers, de la pédagogie, de la sociologie, de la criminologie, de la psychomotricité, de la logopédie et de l'ergothérapie.

Le Gouvernement étend la liste des domaines dans le cas des clubs thérapeutiques ou sur la base d'un rapport établi par un centre de référence en santé mentale reconnu, visé à la Section 3 du présent Chapitre, pour répondre à la spécificité des actions des clubs thérapeutiques et aux besoins de leur population.

Art. 557. Le Gouvernement précise la liste des diplômes et des qualifications spécifiques ainsi que les obligations en matière de perfectionnement nécessaire à l'accomplissement des fonctions visées à l'article précédent, lesquelles ne peuvent être inférieures à une formation de deux jours par an et par travailleur engagé ou sous statut à temps plein.

Art. 558. Le pouvoir organisateur du service de santé mentale engage le personnel destiné à assurer ces fonctions sous contrat de travail ou sous statut ou conclut des conventions de collaboration avec des prestataires de soins indépendants.

Il détermine la durée des prestations des membres de l'équipe et désigne celui à qui il confie la direction administrative ainsi que la direction thérapeutique du service de santé mentale.

Il soumet, à l'approbation du Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, toute modification survenue, préalablement ou dans le mois de son application, dans la composition du personnel subsidié.

Art. 559. Le pouvoir organisateur du service de santé mentale respecte la liberté thérapeutique des membres de l'équipe.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel.

Art. 560. § 1^{er}. Sous l'autorité du pouvoir organisateur, le membre du service de santé mentale en charge de la direction administrative, ci-après désigné sous le terme de "directeur administratif", est responsable de la bonne organisation et de la mise en place du projet de service de santé mentale, de la coordination administrative et technique, de l'application du règlement de travail et de l'encadrement du personnel.

Il garantit la conformité du fonctionnement du service de santé mentale aux prescriptions légales et réglementaires.

Sans préjudice d'autres dispositions adoptées par le pouvoir organisateur et notifiées au Gouvernement wallon, il est l'interlocuteur du pouvoir organisateur à l'égard de ceux-ci.

Il est assisté du personnel en charge de l'accueil et du secrétariat.

Le Gouvernement définit le contenu minimal de ses missions d'organisation, de coordination et d'encadrement.

§ 2. Le directeur administratif assure la concertation institutionnelle par l'inscription du service de santé mentale dans le réseau institutionnel qu'il construit et entretient en élaborant les procédures de partenariat, en ce compris sur le plan des méthodologies, la visibilité de l'action de celui-ci.

Il garantit, au sein de l'équipe, l'existence d'une fonction de liaison centrée sur l'utilisateur.

§ 3. En collaboration avec la direction thérapeutique, le directeur administratif veille à la continuité et à la qualité des soins.

Art. 561. La direction thérapeutique est exercée par un médecin du service de santé mentale, ci-après désigné sous le terme de "directeur thérapeutique".

Il garantit le bon fonctionnement thérapeutique du service de santé mentale, préside les réunions d'équipe hebdomadaires et collabore aux activités accessoires et à celles liées au fonctionnement en réseau, sur le plan du contenu thérapeutique.

Le directeur thérapeutique ne peut exercer la fonction de directeur administratif.

G. Prestations des membres de l'équipe

Art. 562. Pour l'application du présent chapitre, une fonction à temps plein correspond à des prestations d'une durée hebdomadaire de 38 heures.

Art. 563. Les fonctions psychologique, sociale, d'accueil et de secrétariat de l'équipe correspondent au moins à des prestations équivalentes à deux emplois à temps plein et un à mi-temps, ce qui constitue l'équipe de base.

Sur le total, les prestations des fonctions psychologiques et sociales sont prépondérantes.

Le Gouvernement attribue au moins une équipe de base à chaque service de santé mentale.

Le Gouvernement attribue une ou des équipes de base supplémentaires en fonction des critères suivants :

1. les disponibilités budgétaires;
2. l'objectif de répartition harmonieuse de l'offre sur l'ensemble du territoire;
3. le projet de service de santé mentale.

Art. 564. La fonction d'accueil et de secrétariat est attribuée à concurrence d'au moins un équivalent temps plein par service de santé mentale, en comprenant la fonction psychiatrique.

Le Gouvernement établit le nombre d'emplois relevant de cette fonction, à attribuer selon le nombre des équivalents temps plein du service de santé mentale, hors fonction d'accueil et de secrétariat.

Art. 565. La fonction sociale ne peut jamais être inférieure à un mi-temps par équipe.

Le Gouvernement établit le nombre d'emplois relevant de cette fonction, à attribuer selon le nombre des équivalents temps plein du service de santé mentale, hors fonction sociale, en tenant compte du projet de service de santé mentale.

Art. 566. § 1^{er}. La fonction psychiatrique est attribuée à concurrence d'au moins 15 h 12 m par service de santé mentale.

Le Gouvernement établit le nombre d'heures relevant de cette fonction à attribuer selon le nombre des équivalents temps plein du service de santé mentale, hors fonction psychiatrique, en tenant compte du projet de service de santé mentale.

§ 2. Lorsque le membre du personnel est désigné en qualité de directeur thérapeutique, il y consacre au moins 7 h 36 m par semaine.

Le nombre d'heures visé à l'alinéa précédent est ramené à au moins 4 heures pour les services de santé mentale auxquels une équipe de base est attribuée.

Le Gouvernement établit le nombre d'emplois relevant de cette fonction, à attribuer selon le nombre des équivalents temps plein du service de santé mentale, hors fonction psychiatrique.

Art. 567. Quel que soit son statut, le prestataire de soins perçoit des honoraires fixés en respectant l'article 580, § 2.

Art. 568. En plus du personnel subsidié, un ou plusieurs prestataires indépendants peuvent exercer les fonctions définies à l'article 556, § 1^{er}, a) à c), et § 2 pour autant qu'ils concluent une convention de collaboration avec le pouvoir organisateur, définissant les modalités de participation à la concertation pluridisciplinaire, aux frais de gestion du service de santé mentale, et le montant maximum des honoraires, sur accord du Gouvernement qui précise les modalités relatives à l'introduction et au traitement de la demande.

En aucun cas, la participation aux frais de gestion ne peut être inférieure à 15 % des honoraires perçus.

H. L'usager

1. Définition

Art. 569. L'usager est défini comme toute personne fragilisée de manière chronique ou momentanée, quel que soit son âge, qui bénéficie de l'intervention directe ou indirecte d'un service de santé mentale en vue de rétablir sa santé mentale ou de rendre les troubles dont elle souffre supportables pour elle-même et son entourage, afin qu'elle acquière et développe des compétences formant la base de son émancipation et de son insertion sociale.

Il a, dans tous les cas, le libre choix du service de santé mentale.

Les convictions idéologiques, philosophiques et religieuses de l'usager sont respectées.

2. Le dossier individuel de l'usager

Art. 570. § 1^{er}. Pour chaque usager, il est constitué un dossier individuel contenant les données médicales, sociales et administratives utiles à la prise en charge et à la continuité des soins dans le respect des règles déontologiques et de protection de la vie privée.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés au moins dix ans après leur clôture, sous la responsabilité du directeur administratif.

Le Gouvernement peut préciser les données qui doivent, au minimum, figurer dans le dossier individuel de l'usager lorsqu'il s'agit de remplir les obligations liées au rapport d'activités, au recueil socio-épidémiologique ou de participer à une activité de recherche menée par un centre de référence visé à la section 3 du présent chapitre.

§ 2. L'usager a droit, de la part du membre de l'équipe du service de santé mentale, à un dossier individuel soigneusement tenu à jour et conservé en lieu sûr.

A la demande de l'usager, le membre de l'équipe du service de santé mentale ajoute les documents fournis par l'usager dans le dossier le concernant.

§ 3. L'usager a droit à la consultation du dossier le concernant.

Il est donné suite dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 15 jours de sa réception, à la demande de l'usager visant à consulter le dossier le concernant.

Les annotations personnelles d'un membre de l'équipe du service de santé mentale et les données concernant des tiers n'entrent pas dans le cadre de ce droit de consultation.

A sa demande, l'usager peut se faire assister par une personne de confiance désignée par lui ou exercer son droit de consultation par l'entremise de celle-ci. Si cette personne est un membre de l'équipe du service de santé mentale ou d'un autre service de santé mentale, elle consulte également les annotations personnelles visées à l'alinéa 3.

Si le dossier de l'utilisateur contient une motivation écrite telle que visée à l'article 573, § 4, alinéa 2, qui est encore pertinente, l'utilisateur exerce son droit de consultation du dossier par l'intermédiaire d'un membre de l'équipe du service de santé mentale ou d'un autre service de santé mentale désigné par lui, lequel membre consulte également les annotations personnelles visées à l'alinéa 3.

§ 4. L'utilisateur a le droit d'obtenir, au prix coûtant, une copie du dossier le concernant ou d'une partie de celui-ci, conformément aux règles fixées au § 3. Sur chaque copie, il est précisé que celle-ci est strictement personnelle et confidentielle.

Le membre de l'équipe du service de santé mentale refuse de donner cette copie s'il dispose d'indications claires selon lesquelles l'utilisateur subit des pressions afin de communiquer une copie de son dossier à des tiers.

§ 5. Après le décès de l'utilisateur, l'époux, le partenaire cohabitant légal, le partenaire et les parents jusqu'au deuxième degré inclus ont, par l'intermédiaire du membre de l'équipe du service de santé mentale désigné par le demandeur, le droit de consultation, visé au § 2, pour autant que leur demande soit suffisamment motivée et spécifiée et que l'utilisateur ne s'y soit pas opposé expressément. Le membre de l'équipe du service de santé mentale désigné consulte également les annotations personnelles visées au § 3, alinéa 3.

2. Droits de l'utilisateur

Art. 571. Lors du premier accueil de l'utilisateur, celui-ci reçoit une information sur les méthodologies mises en œuvre par le service de santé mentale, son fonctionnement et le coût des prestations.

Le Gouvernement définit le contenu minimal de l'information destinée à l'utilisateur.

Art. 572. Lorsque le service de santé mentale propose une prise en charge dans le cadre du réseau, l'utilisateur a le droit de refuser tout ou partie de cette prise en charge.

Art. 573. § 1^{er}. L'utilisateur a droit, de la part du membre de l'équipe du service de santé mentale, à toutes les informations qui le concernent et peuvent lui être nécessaires pour comprendre son état de santé et son évolution probable.

§ 2. La communication avec l'utilisateur se déroule dans une langue claire.

L'utilisateur peut demander que les informations soient confirmées par écrit.

A la demande écrite de l'utilisateur, les informations peuvent être communiquées à la personne de confiance qu'il a désignée. Cette demande de l'utilisateur et l'identité de cette personne de confiance sont consignées ou ajoutées dans le dossier de l'utilisateur.

§ 3. Les informations ne sont pas fournies à l'utilisateur si celui-ci en formule expressément la demande à moins que la non-communication de ces informations ne cause manifestement un grave préjudice à la santé de l'utilisateur ou de tiers et à condition que le membre de l'équipe du service de santé mentale ait consulté préalablement un autre membre de l'équipe du service de santé mentale ou d'une autre équipe d'un service de santé mentale relevant de la même fonction à ce sujet et entendu la personne de confiance éventuellement désignée dont question au § 2, alinéa 3.

La demande de l'utilisateur est consignée ou ajoutée dans le dossier de l'utilisateur.

§ 4. Le membre de l'équipe du service de santé mentale peut, à titre exceptionnel, ne pas divulguer les informations visées au § 1^{er} à l'utilisateur si la communication de celles-ci risque de causer manifestement un préjudice grave à la santé de l'utilisateur et à condition que le membre de l'équipe du service de santé mentale ait consulté un autre membre de l'équipe ou d'une autre équipe d'un service de santé mentale de la même fonction.

Dans ce cas, le membre de l'équipe du service de santé mentale ajoute une motivation écrite dans le dossier de l'utilisateur et en informe l'éventuelle personne de confiance désignée dont question au § 2, alinéa 3.

Dès que la communication des informations ne cause plus le préjudice visé à l'alinéa 1^{er}, le membre de l'équipe du service de santé mentale doit les communiquer.

Art. 574. § 1^{er}. L'utilisateur a le droit de consentir librement à toute intervention du membre de l'équipe du service de santé mentale moyennant information préalable.

Ce consentement est donné expressément, sauf lorsque le membre de l'équipe de service de santé mentale, après avoir informé suffisamment l'utilisateur, peut raisonnablement inférer du comportement de celui-ci qu'il consent à l'intervention.

A la demande de l'utilisateur ou du membre de l'équipe du service de santé mentale et avec l'accord du membre de l'équipe du service de santé mentale ou de l'utilisateur, le consentement est fixé par écrit et ajouté dans le dossier de l'utilisateur.

§ 2. Les informations fournies à l'utilisateur, en vue de la manifestation de son consentement visé au § 1^{er}, concernent l'objectif, la nature, le degré d'urgence, la durée, la fréquence, les contre-indications, effets secondaires et risques inhérents à l'intervention et pertinents pour l'utilisateur, les soins de suivi, les alternatives possibles et les répercussions financières. Elles concernent en outre les conséquences possibles en cas de refus ou de retrait du consentement, et les autres précisions jugées souhaitables par l'utilisateur ou le membre de l'équipe du service de santé mentale, le cas échéant en ce compris les dispositions légales devant être respectées en ce qui concerne une intervention.

§ 3. Les informations visées au § 1^{er} sont fournies préalablement et en temps opportun, ainsi que dans les conditions et suivant les modalités prévues à l'article 573, §§ 3 et 4.

§ 4. L'utilisateur a le droit de refuser ou de retirer son consentement, tel que visé au § 1^{er}, pour une intervention.

A la demande de l'utilisateur ou du membre de l'équipe du service de santé mentale, le refus ou le retrait du consentement est fixé par écrit et ajouté dans le dossier de l'utilisateur.

Le refus ou le retrait du consentement n'entraîne pas l'extinction du droit à des prestations de qualité dans le chef du membre de l'équipe du service de santé mentale.

Si, lorsqu'il était encore à même d'exercer les droits tels que fixés dans ce chapitre, l'utilisateur a fait savoir par écrit qu'il refuse son consentement à une intervention déterminée du membre de l'équipe du service de santé mentale, ce refus doit être respecté aussi longtemps que l'utilisateur ne l'a pas révoqué à un moment où il est lui-même en mesure d'exercer ses droits.

§ 5. Lorsque, dans un cas d'urgence, il y a incertitude quant à l'existence ou non d'une volonté exprimée au préalable par l'utilisateur ou son représentant, toute intervention nécessaire est pratiquée immédiatement par le membre de l'équipe du service de santé mentale dans l'intérêt de l'utilisateur.

Le membre de l'équipe du service de santé mentale en fait mention dans le dossier individuel de l'utilisateur visé à l'article 570 et agit, dès que possible, conformément aux dispositions des paragraphes précédents.

Art. 575. § 1^{er}. L'utilisateur a droit à la protection de sa vie privée lors de toute intervention du membre de l'équipe du service de santé mentale, notamment en ce qui concerne les informations liées à sa santé.

L'utilisateur a droit au respect de son intimité. Sauf accord de l'utilisateur, seules les personnes dont la présence est justifiée dans le cadre de services dispensés par un membre de l'équipe du service de santé mentale peuvent assister aux soins, examens et traitements.

§ 2. Aucune ingérence n'est autorisée dans l'exercice de ce droit sauf si cela est prévu par la loi ou le décret et est nécessaire pour la protection de la santé publique ou pour la protection des droits et des libertés de tiers.

Art. 576. § 1^{er}. Si l'utilisateur est mineur, les droits fixés par le présent chapitre sont exercés par les parents exerçant l'autorité sur le mineur ou par son tuteur.

§ 2. Suivant son âge et sa maturité, l'utilisateur est associé à l'exercice de ses droits. Les droits énumérés dans ce chapitre peuvent être exercés de manière autonome par l'utilisateur mineur qui peut être estimé apte à apprécier raisonnablement ses intérêts.

Art. 577. § 1^{er}. Les droits, tels que fixés par le présent chapitre, d'un usager majeur relevant du statut de la minorité prolongée ou de l'interdiction sont exercés par ses parents ou par son tuteur.

§ 2. L'utilisateur est associé à l'exercice de ses droits autant qu'il est possible et compte tenu de sa capacité de compréhension.

Art. 578. § 1^{er}. Les droits, tels que fixés par le présent chapitre, d'un usager majeur ne relevant pas d'un des statuts visés à l'article 577, sont exercés par la personne que l'utilisateur aura préalablement désignée pour se substituer à lui pour autant et aussi longtemps qu'il n'est pas en mesure d'exercer ces droits lui-même.

La désignation de la personne visée à l'alinéa 1^{er}, dénommée ci-après "mandataire désigné par l'utilisateur" s'effectue par un mandat écrit spécifique, daté et signé par cette personne ainsi que par l'utilisateur, mandat par lequel cette personne marque son consentement. Ce mandat peut être révoqué par l'utilisateur ou par le mandataire désigné par lui par le biais d'un écrit daté et signé.

§ 2. Si l'utilisateur n'a pas désigné de mandataire ou si le mandataire désigné par l'utilisateur n'intervient pas, les droits fixés par le présent chapitre sont exercés par l'époux cohabitant, le partenaire cohabitant légal ou le partenaire cohabitant de fait.

Si cette personne ne souhaite pas intervenir ou si elle fait défaut, les droits sont exercés, en ordre subséquent, par un enfant majeur, un parent, un frère ou une sœur majeurs de l'utilisateur.

Si une telle personne ne souhaite pas intervenir ou si elle fait défaut, c'est le membre de l'équipe du service de santé mentale concerné, le cas échéant dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire, qui veille aux intérêts du patient.

Cela vaut également en cas de conflit entre deux ou plusieurs des personnes mentionnées dans le présent paragraphe.

§ 3. L'utilisateur est associé à l'exercice de ses droits autant qu'il est possible et compte tenu de sa capacité de compréhension.

Art. 579. § 1^{er}. En vue de la protection de la vie privée de l'utilisateur telle que visée à l'article 575, le membre de l'équipe du service de santé mentale concerné peut rejeter en tout ou en partie la demande de la personne visée aux articles 576, 577 et 578 visant à obtenir consultation ou copie comme visé à l'article 570, § 3 ou § 4. Dans ce cas, le droit de consultation ou de copie est exercé par le membre de l'équipe du service de santé mentale désigné par le mandataire.

§ 2. Dans l'intérêt de l'utilisateur et afin de prévenir toute menace pour sa vie ou toute atteinte grave à sa santé, le membre de l'équipe du service de santé mentale, le cas échéant dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire, déroge à la décision prise par la personne visée aux articles 576, 577 et 578, § 2. Si la décision a été prise par une personne visée à l'article 578, § 1^{er}, le membre de l'équipe du service de santé mentale n'y déroge que pour autant que cette personne ne puisse invoquer la volonté expresse de l'utilisateur.

§ 3. Dans les cas visés aux §§ 1^{er} et 2, le membre de l'équipe du service de santé mentale ajoute une motivation écrite dans le dossier de l'utilisateur.

I. Coût des prestations

Art. 580. § 1^{er}. Le service de santé mentale réclame à l'utilisateur, le cas échéant, à leurs représentants légaux ou directement aux organismes intéressés, les honoraires ou interventions financières leur incombant en vertu des lois ou règlements.

Des consultations gratuites peuvent être données dans les cas où la personne ne dispose pas des ressources financières suffisantes, sur la base d'une proposition d'un membre de l'équipe appartenant à la fonction sociale, à moins qu'un règlement interne en ait fixé les modalités.

Dans ce dernier cas, le règlement interne est transmis au Gouvernement en même temps que la demande d'agrément.

A défaut d'avis contraire dans les deux mois de la réception, il est considéré comme accepté.

§ 2. Pour les prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'intervention financière de l'assurance est réclamée soit sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, soit sur la base du forfait prévu à l'article 52 la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Quand l'intervention financière de l'assurance est réclamée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, aucune intervention personnelle n'est exigée de l'utilisateur assuré ou de son représentant légal en dehors de celles prévues à l'article 37 de ladite loi.

Si l'intervention financière de l'assurance fait défaut, l'intervention personnelle de l'utilisateur est fixée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

Art. 581. Le service de santé mentale réclame, pour les prestations du personnel non médical, une intervention financière en respectant le tarif maximum et les modalités fixés par le Gouvernement.

Ce tarif est indexé conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 582. Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichés dans les salles d'attente du service de santé mentale et énoncés dans les documents d'information qu'il publie.

J. Conseil d'avis

Art. 583. § 1^{er}. Le service de santé mentale est assisté par un conseil d'avis, ci-après désigné sous le terme de "conseil", composé de :

- 1° trois représentants du pouvoir organisateur;
- 2° trois représentants de l'équipe, dont chacun relève d'une fonction différente.

§ 2. Le conseil se réunit au moins une fois par semestre, sous la présidence d'un des représentants du pouvoir organisateur, qui a voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

Le conseil désigne la personne qui assure le secrétariat et la rédaction des procès-verbaux.

Ceux-ci sont conservés durant cinq ans et mis à la disposition du Gouvernement wallon à leur demande.

Lorsque le directeur administratif n'est pas désigné comme représentant du pouvoir organisateur, il est convié aux assemblées du conseil.

Art. 584. Le conseil organise la concertation entre le pouvoir organisateur et l'équipe du service de santé mentale.

La concertation porte au moins sur :

- le règlement d'ordre intérieur qui comporte notamment les modalités et la périodicité de désignation des membres du conseil et une procédure de convocation en cas d'urgence;
- le projet de service de santé mentale;
- la désignation des médecins ou la détermination des mesures compensatoires en cas de demande de dérogation au minimum des prestations visée à l'article 619, § 2;
- la désignation des membres de l'équipe et de la direction administrative;
- les besoins, l'engagement de personnel et la conclusion des conventions avec les prestataires de soins indépendants;
- les besoins en locaux et en équipement;
- les conventions liées aux missions du service de santé mentale et au fonctionnement en réseau;
- le budget;
- le compte d'exploitation;
- l'affectation des recettes;
- l'évaluation des activités du service de santé mentale.

Les décisions du pouvoir organisateur sont motivées lorsqu'elles s'écartent de l'avis rendu par le conseil, et, dans tous les cas, portées à la connaissance de celui-ci.

K. Recueil de données socio-épidémiologiques

Art. 585. § 1^{er}. Pour exercer ses missions, le service de santé mentale recueille des données socio-épidémiologiques concernant les usagers.

Cette collecte a pour objectifs :

- d'établir le profil de la population qu'il dessert et, sur la base de ces données, orienter le projet de service de santé mentale;
- d'alimenter la recherche et l'analyse au niveau de l'ensemble de la Région de langue française et de lui permettre de respecter ses obligations à l'égard d'autres autorités.

Les données recueillies permettent d'identifier au moins les caractéristiques sociologiques de la population qui consulte le service de santé mentale, le périmètre d'accessibilité du lieu de consultation, le parcours de l'utilisateur, le réseau d'aide et de soins et les ressources dont dispose l'utilisateur, en lien avec les difficultés psychiques et psychologiques déterminées par l'observation.

Le Gouvernement définit la liste minimale des données faisant l'objet du recueil, les modalités de l'enregistrement, de conservation et de communication des données à son attention.

Il appartient au service de santé mentale de rendre les données anonymes selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 2. Lorsque les résultats de la recherche et de l'analyse des données sont connus, une information à destination des services de santé mentale est organisée par le Gouvernement sous la forme la plus adéquate.

L. Accessibilité et infrastructure

Art. 586. Le service de santé mentale est situé de façon à rencontrer au mieux les intérêts des usagers du territoire qu'il dessert.

Il veille à permettre à ceux-ci un accès aisé.

Art. 587. § 1^{er}. Le service de santé mentale peut être organisé en sièges distincts et comporter des antennes.

Plusieurs équipes peuvent fonctionner dans un même siège pour autant que la disposition des locaux le permette.

§ 2. Chaque siège comporte au moins :

- une salle d'attente;
- un local spécifique pour la fonction administrative;

- des bureaux de consultation et des installations sanitaires, dont l'une, au moins, est adaptée aux personnes à mobilité réduite.

L'organisation de l'accueil peut être commune à plusieurs sièges.

L'organisation des locaux tient compte des dispositions relatives à la conservation des dossiers individuels et des archives dans le respect de la confidentialité.

§ 3. L'antenne est constituée d'un lieu de consultation externe qui ne répond pas aux critères du siège.

Le service de santé mentale veille à ce que ce lieu de consultation respecte la confidentialité des entretiens et la protection de la vie privée de l'utilisateur.

Art. 588. Lorsque le service de santé mentale est situé dans un bâtiment qui comprend d'autres institutions ou services sociaux ou de santé, des locaux formant une entité cohérente sont réservés au service de santé mentale à l'intérieur de ce bâtiment.

En aucun cas, ses locaux ne peuvent faire partie intégrante de ceux d'une structure résidentielle.

Dans tous les cas, le service de santé mentale bénéficie d'une identification claire à destination du public.

Art. 589. Les locaux du service de santé mentale sont couverts par une attestation de conformité aux normes de sécurité délivrée par le bourgmestre de la commune dans laquelle ils sont implantés, établie sur la base d'un rapport du service régional d'incendie.

Art. 590. Les consultations organisées par les services de santé mentale sont accessibles tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi, au moins de 9 à 18 heures, à l'exception de trois journées par an.

Ces journées sont soit consacrées à des activités en lien avec l'amélioration du fonctionnement de l'équipe, soit destinées à accorder un congé exceptionnel, moyennant la transmission d'une information préalable aux usagers et au Gouvernement, selon les modalités et les délais qu'il détermine.

En outre, des consultations sont organisées à la demande avant 9 heures ou le samedi matin, à concurrence de maximum 4 heures par semaine sans que les heures inconfortables prestées par le personnel dépassent 4 % du total des heures allouées au service de santé mentale.

M. Comptabilité

Art. 591. Le service de santé mentale agréé qui fait valoir ses droits aux subventions tient une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de la gestion du service de santé mentale et transmet les données comptables et financières au Gouvernement dans les formes et délais fixés par ce dernier.

Le Gouvernement arrête un plan comptable.

Sous-section 2. — Obligations propres aux initiatives spécifiques et aux clubs thérapeutiques

A. Initiatives spécifiques

Art. 592. L'initiative spécifique organisée par le service de santé mentale s'intègre dans le fonctionnement du service de santé mentale et bénéficie de l'encadrement des directions administrative et thérapeutique de celui-ci, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 593. Le Gouvernement peut déroger aux dispositions en matière d'implantation des locaux afin que ceux-ci soient adaptés aux activités développées.

La demande de dérogation est introduite et examinée en même temps que la demande d'octroi de l'agrément, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

B. Clubs thérapeutiques

Art. 594. Le club thérapeutique organisé par le service de santé mentale s'intègre dans le fonctionnement du service de santé mentale, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Il bénéficie au minimum de l'encadrement des directions administrative et thérapeutique du service de santé mentale et est accessible aux mêmes conditions que celui-ci.

Il dispose de personnel spécialisé en fonction de la nature de ses activités et organise son propre accueil.

Art. 595. Le Gouvernement peut déroger aux dispositions en matière d'implantation des locaux afin que ceux-ci soient adaptés aux activités développées.

La demande de dérogation est introduite et examinée en même temps que la demande d'octroi de l'agrément, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Sous-section 3. — Programmation et agrément

A. Programmation

Art. 596. Les activités de tout service de santé mentale s'inscrivent totalement ou partiellement au sein des territoires des plates-formes de concertation en santé mentale, sauf pour les initiatives spécifiques qui sont autorisées à couvrir l'ensemble du territoire de langue française.

Art. 597. Lorsqu'il accorde l'agrément, le Gouvernement veille à une répartition harmonieuse des services de santé mentale et de leurs sièges sur le territoire de la Région de langue française en tendant vers l'objectif d'au moins un service de santé mentale par 50 000 habitants et par arrondissement administratif.

B. Agrément

Art. 598. Le Gouvernement précise les procédures d'octroi de l'agrément. A cet effet, il détermine les formes et les délais et assure le respect du droit à être entendu préalablement à la décision.

Art. 599. L'agrément en qualité d'initiative spécifique ou de club thérapeutique peut être octroyé :

- 1° soit généralement, sur la base d'une demande qui peut être effectuée en tout temps;
- 2° soit spécifiquement, dans le cadre d'un appel à projets thématiques dont le Gouvernement détermine les modalités.

Pour le reste, la procédure d'agrément établie aux articles 600 à 602 est applicable aux initiatives spécifiques et clubs thérapeutiques.

Art. 600. La demande d'agrément est introduite par le pouvoir organisateur du service de santé mentale auprès du Gouvernement.

Elle porte sur l'organisation d'un service de santé mentale et, le cas échéant, d'une initiative spécifique ou d'un club thérapeutique.

Pour l'introduction d'une demande portant sur le développement d'une initiative spécifique ou d'un club thérapeutique, le service de santé mentale doit avoir été agréé préalablement.

Le Gouvernement fixe les conditions de recevabilité de la demande, la composition du dossier et la procédure de demande d'agrément.

Le dossier comporte au moins :

- l'identification du pouvoir organisateur;
- le projet de service de santé mentale.

Art. 601. L'agrément est accordé pour un service de santé mentale et, le cas échéant, une initiative spécifique ou un club thérapeutique, pour une durée indéterminée par le Gouvernement, dès lors qu'il est constaté que les conditions d'agrément sont respectées ou, pour celles qui ne peuvent l'être qu'après obtention de l'agrément, font l'objet d'un engagement à être respectées dans le chef du pouvoir organisateur, dans un délai fixé par le Gouvernement.

Les obligations qui doivent être remplies au moment de la demande d'agrément, sont :

- la forme juridique du pouvoir organisateur;
- l'établissement du projet de service de santé mentale visé à l'article 541.

Les conditions d'agrément qui font l'objet d'un engagement de la part du pouvoir organisateur sont relatives aux normes visées aux articles 542 et suivants.

Pour maintenir son droit à l'agrément, le pouvoir organisateur doit avoir recruté le personnel de l'équipe de base et disposer de locaux, dans un délai de six mois à partir de la notification de l'agrément.

Art. 602. § 1^{er}. Chaque service de santé mentale dispose d'un document unique reprenant l'agrément du service en tant que tel et, le cas échéant, l'agrément de la ou des initiative(s) spécifique(s) ou d'un club thérapeutique développés par le service de santé mentale, ainsi que la nature de l'offre agréée et les sièges éventuels.

Ce document mentionne également si le service de santé mentale organise une distinction entre l'offre générale et l'offre destinée aux enfants et aux adolescents, au sein d'un même siège.

§ 2. Par la nature de l'offre, il faut entendre le nombre d'heures de prestations selon les fonctions.

§ 3. La décision relative à l'agrément différencie l'offre selon qu'elle s'adresse de manière générale à l'ensemble de la population que le service de santé mentale dessert ou qu'elle se spécialise dans la prise en charge d'enfants et d'adolescents.

Dans ce dernier cas, les normes particulières suivantes sont d'application :

- la fonction psychiatrique est exercée par un pédopsychiatre;
- le service de santé mentale complète son offre par de la thérapie à media sous forme de logopédie, kinésithérapie ou psychomotricité.

Sous-section 4. — Subventionnement

Art. 603. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au pouvoir organisateur du service de santé mentale agréé des subventions couvrant :

- les dépenses de personnel;
- les frais de fonctionnement;
- l'indemnité destinée à la direction administrative;
- le forfait pour la fonction de liaison.

Art. 604. Les dépenses de personnel ne sont prises en considération à charge des subventions que dans la mesure où elles n'excèdent pas les échelles barémiques arrêtées par le Gouvernement et le nombre d'heures de prestations définies par l'agrément.

Le Gouvernement précise les modalités de prise en compte des prestations.

La prise en compte de l'ancienneté est calculée conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

Art. 605. Les frais de fonctionnement du service de santé mentale sont pris en considération dans la mesure où ils n'excèdent pas, par an et par siège, un montant forfaitaire fixé par le Gouvernement qui ne peut être inférieur à 14.870 euros.

Le club thérapeutique agréé est assimilé à un siège pour les frais de fonctionnement.

Les initiatives spécifiques agréées bénéficient d'une subvention pour les frais de fonctionnement, établie sur la base du projet de service de santé mentale, sans que ce montant puisse être supérieur à 14.870 euros.

Art. 606. Chaque service de santé mentale perçoit une subvention destinée à la direction administrative, quel que soit le nombre de sièges, d'initiatives spécifiques ou de clubs thérapeutiques qu'il organise.

Cette subvention est forfaitaire.

Le montant est alloué au membre du personnel désigné pour exercer la direction administrative sous la forme d'une allocation et ne peut être inférieur à 4.032 euros par an.

Art. 607. La subvention accordée pour la fonction psychiatrique est plafonnée à 75 % du montant à attribuer sur la base de l'ancienneté du travailleur.

Elle est utilisée sous forme de frais de personnel ou de frais de fonctionnement, à la demande du service de santé mentale, lorsque le prestataire de soins travaille dans le cadre d'une convention d'indépendant.

Le Gouvernement précise le contenu minimal de la convention d'indépendant.

Art. 608. La subvention attribuée pour la fonction de liaison est calculée forfaitairement en tenant compte du nombre des équivalents temps plein de la fonction sociale.

Elle est utilisée pour des dépenses de personnel supplémentaire ou des frais de fonctionnement afférents à la fonction de liaison.

Elle ne peut être inférieure à 3.935 euros.

Art. 609. Les subventions visées au présent chapitre sont indexées conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, à l'exception des frais de fonctionnement auxquels est appliquée la première indexation de l'exercice au plus.

Art. 610. § 1^{er}. Les subventions allouées font l'objet d'avances trimestrielles.

Ces avances sont calculées comme suit :

- pour les dépenses de personnel, sur la base des heures de prestations mentionnées dans l'arrêté octroyant l'agrément;
- pour les autres subventions, par quart du montant attribué.

Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre de l'année civile, le 15 mai pour le second trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre, le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

§ 2. La subvention est liquidée annuellement sur la base d'un calcul définitif qui tient compte des avances trimestrielles déjà versées et du contrôle de l'utilisation de la subvention.

Le Gouvernement définit des modalités de communication du résultat du contrôle qui préservent le droit des pouvoirs organisateurs à y réagir.

§ 3. Le service de santé mentale agréé, qui n'a pas transmis aux Services du Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 31 mars au plus tard, ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises.

Art. 611. Les recettes produites par les consultations et les activités accessoires sont affectées aux dépenses non subsidiées ou à des fins de formation et de documentation, après examen du conseil d'avis.

Sous-section 5. — Evaluation, contrôle et sanction

A. Evaluation et contrôle

Art. 612. L'évaluation qualitative et le contrôle administratif et financier des services de santé mentale agréés, sont exercés par les services désignés par le Gouvernement.

Ils ont libre accès aux locaux du service de santé mentale et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 613. § 1^{er}. Les indicateurs relatifs à l'activité sont définis par le Gouvernement, sur la base d'une analyse effectuée par le centre de référence en santé mentale visé aux articles 618 à 622.

§ 2. Lorsque le service est agréé, il se soumet à l'évaluation organisée par le Gouvernement.

Les modalités et la périodicité de l'évaluation sont déterminées par le Gouvernement, sur la base du projet de service de santé mentale et du respect des dispositions adoptées par ou en application du présent chapitre, sans que la périodicité soit inférieure à deux ans, sauf circonstances exceptionnelles ou particulières qui justifieraient une évaluation plus fréquente.

B. Rapport d'activités

Art. 614. § 1^{er}. Tous les ans, le service de santé mentale adresse au Gouvernement, selon les modalités et le contenu que ce dernier détermine, un rapport d'activités contenant notamment des données quantitatives et qualitatives de toutes les activités menées par le service de santé mentale durant l'année écoulée.

Ce rapport fait également le lien entre les activités et le projet de service de santé mentale et propose, le cas échéant, une mise à jour de ce dernier.

Il indique enfin quelles sont les perspectives du service pour l'année suivante.

La périodicité peut être revue par le Gouvernement, pour tout ou partie du rapport d'activités dès lors que le projet de service de santé mentale détermine des objectifs dont l'évaluation ne peut s'effectuer sur une durée inférieure ou égale à un an.

§ 2. Le Gouvernement fixe le délai et les modalités de transmission du rapport d'activités à ses Services.

C. Sanctions

Art. 615. Le Gouvernement précise les procédures de suspension et de retrait de l'agrément. A cet effet, il détermine les formes et les délais et assure le respect du droit à être entendu préalablement à la décision.

Art. 616. A tout moment, l'agrément de tout ou partie des activités menées par un service de santé mentale peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent chapitre ou des dispositions fixées en application de celui-ci.

Art. 617. En cas de non-respect des dispositions du présent chapitre et de celles prises en exécution de ce chapitre, et, en particulier, lorsque le service de santé mentale persiste à ne pas respecter ses obligations, le Gouvernement fixe le régime de mise en demeure, en déterminant le délai dans lequel le service de santé mentale est tenu de se mettre en conformité.

Le service de santé mentale qui ne respecte pas les formes et délais de transmission du rapport d'activités ou du recueil de données socio-épidémiologiques ne perçoit plus d'avance tant qu'il n'a pas rempli ses obligations.

En cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait de l'agrément, selon les modalités qu'il détermine.

L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que, délibérément, le pouvoir organisateur n'a pas mis en oeuvre le plan d'action alors qu'il s'y était engagé ou que, dans le cadre de l'application du plan d'action, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent chapitre.

La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions jusqu'à la date de mise en conformité.

Le retrait d'agrément a pour conséquence la suppression de tout octroi de subvention à partir de la date de la décision.

Lorsqu'il s'agit d'une suspension ou d'un retrait partiel de l'activité, les subventions sont réduites au prorata.

Section 3. — Centres de référence en santé mentale

Sous-section 1^{re}. — Reconnaissance

A. Dispositions générales

Art. 618. Un centre de référence en santé mentale, ci-après désigné sous le terme de "centre de référence", est l'organisme d'appui qui permet au personnel des services de santé mentale, de leurs initiatives spécifiques et des clubs thérapeutiques, et à leurs pouvoirs organisateurs, de disposer des informations et des outils nécessaires à la réalisation de leurs missions.

Dans le même objectif, il remplit également une mission de recherche et d'analyse, d'initiative ou sous l'impulsion du Gouvernement.

Art. 619. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, au plus, un centre de référence en santé mentale aux fins de soutenir l'action des professionnels des services de santé mentale et de l'intégrer parmi les autres activités en matière de santé mentale par les missions suivantes :

- une mission de concertation transrégionale et transectorielle;
- une mission d'observatoire des pratiques en santé mentale;
- une mission d'appui auprès des acteurs du secteur;
- une mission de recherche qui vise la réalisation d'analyses, d'études et de recherches ponctuelles résultant des missions d'observatoire, d'appui et de concertation des acteurs de santé mentale dans la Région de langue française;
- une mission de production, de récolte, de mise à disposition et de diffusion de toute information et toute documentation spécialisée, utiles aux différents acteurs de la santé mentale.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice de ces missions.

§ 2. Le centre de référence qui souhaite être reconnu fournit :

- 1° l'identification du pouvoir organisateur;
- 2° la liste de ses membres comprenant notamment ses conseillers scientifiques et techniques, s'ils existent;
- 3° le programme d'activités, ci-après désigné sous le terme de "plan d'action", reprenant la manière dont les missions mentionnées au paragraphe précédent seront réalisées en terme de contenu, d'objectifs, d'évaluation de l'atteinte de ceux-ci sous la forme d'indicateurs et de budget.

La reconnaissance est d'une durée de quatre ans. Elle est renouvelable.

§ 3. Un appel à déposer la demande de reconnaissance est publié au *Moniteur belge*, accompagné d'un formulaire établi par le Gouvernement.

Le Gouvernement en accuse réception dans le délai qu'il détermine et transmet les demandes au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé dans le Livre 1^{er} de la Première partie du présent Code, pour avis.

Dès réception de l'avis, le Gouvernement dispose d'un délai de deux mois pour statuer.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de renouvellement de la reconnaissance.

Le dossier soumis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé est complété par l'évaluation des objectifs atteints et non atteints.

§ 4. La décision de reconnaissance comporte le plan d'action approuvé par le Gouvernement pour la période de reconnaissance.

Celui-ci peut être modifié en cours de période de reconnaissance, au moyen d'une convention.

§ 5. En même temps que la reconnaissance en qualité de centre de référence en santé mentale est accordée par le Gouvernement, celui-ci publie au *Moniteur belge* un appel à candidature en vue de constituer le comité de pilotage, qui a pour mission de superviser l'organisation des missions et dont la composition est fixée comme suit :

- les personnes désignées par le conseil d'administration du centre de référence;
- deux représentants des pouvoirs organisateurs, dont un directeur administratif;
- trois représentants des travailleurs des services de santé mentale, chacun pour une fonction;
- un représentant de la fonction psychiatrique;
- un représentant des plates-formes de concertation en santé mentale.

Le Gouvernement préside le comité de pilotage et y désigne quatre représentants.

Lorsque le centre de référence exerce uniquement les missions visées par le présent chapitre, le conseil d'administration tient lieu de comité de pilotage.

Le comité de pilotage désigne un secrétaire parmi les membres du personnel du centre de référence.

Il s'adjoit toute personne utile à l'accomplissement de sa mission.

B. Reconnaissance spécifique

Art. 620. Le Gouvernement peut reconnaître des centres de référence spécifiques, en relation avec les initiatives spécifiques développées par les services de santé mentale.

Sans préjudice des missions confiées au centre de référence en santé mentale, les missions que ces centres peuvent exercer de manière spécifique, consistent en :

- une mission de concertation transrégionale et transectorielle;
- une mission d'observatoire des pratiques en santé mentale;
- une mission d'appui auprès des acteurs du secteur;
- une mission de recherche qui vise la réalisation d'analyses, d'études et de recherches ponctuelles résultant des missions d'observatoire, d'appui et de concertation des acteurs de santé mentale dans la Région de langue française;
- une mission de production, de récolte, de mise à disposition et de diffusion de toute information et toute documentation spécialisée, utiles aux différents acteurs de la santé mentale.

Les dispositions applicables au centre de référence en santé mentale s'appliquent aux centres de référence spécifiques, à l'exception des modalités particulières énoncées ci-après :

- les représentants des services de santé mentale au sein du comité de pilotage exercent leurs activités dans les initiatives spécifiques concernées par la spécificité abordée;
- les subventions allouées dans les limites des crédits budgétaires sont établies sur la base du projet introduit, en tenant compte de l'impact de ce projet sur les initiatives spécifiques concernées et ne peuvent être inférieures à 50.000 euros par centre de référence spécifique;
- la périodicité de l'évaluation est fixée à au moins une fois par an.

Le Gouvernement veille à associer le centre de référence en santé mentale aux activités des centres de référence spécifiques et inversement.

Sous-section 2. — Subventionnement

Art. 621. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue une subvention dont le montant est fixé à un minimum de 2.500 euros par service de santé mentale agréé, et tient compte du programme d'activités accepté.

En aucun cas, le montant total alloué au centre de référence ne peut excéder 215.000 euros par an.

Les montants mentionnés aux alinéas précédents sont indexés conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2. La subvention est versée sous la forme d'une avance équivalente à 80 % du montant total au plus tard le 1^{er} avril de l'exercice auquel elle se rapporte et le solde sur présentation des pièces justificatives selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Sous-section 3. — Evaluation, contrôle et sanctions

Art. 622. Lorsque le centre de référence est reconnu, il se soumet à l'évaluation organisée par le Gouvernement dont la périodicité ne peut être inférieure à deux par an.

L'évaluation est menée par le comité de pilotage sous la présidence du Gouvernement.

Les modalités sont déterminées sur la base du plan d'action et consistent à :

- évaluer qualitativement et quantitativement les moyens affectés aux missions et le contenu des actions réalisées;
- mesurer les objectifs atteints et non atteints sur la base des indicateurs acceptés lors de la reconnaissance.

Lorsque le comité de pilotage constate que la mise en œuvre du plan d'action n'est pas conforme, il le notifie au centre de référence en lui précisant le délai dans lequel il doit avoir remédié à la situation.

Au terme de ce délai, en l'absence de mise en conformité, une proposition de retrait de la reconnaissance est communiquée au Gouvernement.

Section 4. — Cadastre de l'offre et information du public

Art. 623. § 1^{er}. Tous les deux ans, le Gouvernement édite, selon les modalités qu'il détermine, un rapport de synthèse, faisant état de l'offre des services de santé mentale et de la manière dont cette offre s'est déployée.

Le rapport de synthèse, désigné sous le terme de "cadastre de l'offre", intègre également l'activité des centres de référence en santé mentale visés à la section 3 du présent chapitre.

§ 2. Le cadastre de l'offre fait l'objet d'une communication adaptée à destination des services de santé mentale et des centres de référence en santé mentale, selon les dispositions définies par le Gouvernement.

Le cadastre de l'offre est transmis au Parlement par le Gouvernement.

Art. 624. Le Gouvernement est tenu de mettre à disposition du public, qu'il soit général ou professionnel, une liste des services de santé mentale agréés, reprenant le territoire d'intervention de chacun d'entre eux, les modalités d'accessibilité et la définition de leur offre sous la forme la plus adaptée.

CHAPITRE III. — Assuétudes

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 625. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1^o « assuétudes », la dépendance et l'accoutumance engendrées par l'usage abusif :

- a) de produits psychotropes licites ou illicites;
- b) d'alcool ou de tabac;

- c) de jeux;
- 2° « entourage » : toute personne entretenant des liens privilégiés avec la personne souffrant d'assuétudes;
- 3° « réseau » : l'ensemble des institutions spécialisées en matière d'assuétudes en particulier et d'aide et de soins en général qui interviennent, de façon simultanée ou successive en faveur des personnes souffrant d'assuétudes ou de leur entourage, ci-après désignées sous le terme de « bénéficiaires », sous forme de concertation institutionnelle;
- 4° « concertation institutionnelle » : le cadre ou la collaboration entre les institutions, indépendamment d'une situation, pour que leurs professionnels puissent fonctionner ensemble quand le cas le requiert;
- 5° « intervision » : la création et le développement d'une synergie d'apprentissage, dans une dynamique auto-formative en établissant un contexte facilitant l'émergence de l'intelligence collective au sein d'un groupe de pairs, pour leur permettre d'interroger, d'approfondir et d'améliorer leur pratique professionnelle;
- 6° « supervision » : l'acte de formation de base ou continue, composée concrètement d'une série d'entretiens entre un membre du personnel des institutions visées à l'alinéa précédent et un tiers disposant d'une expérience utile dans les missions effectuées et des capacités requises pour mener à bien ces entretiens;

Le Gouvernement est habilité à étendre la liste des assuétudes visées au 1° du présent article sur la base de l'évolution des connaissances scientifiques.

Art. 626. Dans tous les actes et autres documents, les publicités et affichages émanant du service, les réseaux et les services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ajoutent une mention selon laquelle ils sont agréés et subventionnés par la Région wallonne, à des fins d'information.

Section 2. — Réseaux d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

Sous-section 1^{re}. — Organisation en zones de soins

Art. 627. § 1^{er}. Le territoire de langue française de la Région wallonne est subdivisé en minimum douze zones de soins dont la délimitation géographique est définie par le Gouvernement, en tenant compte des limites territoriales des associations visées à l'article 1^{er}, 2° de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques, ci-après désignées sous le terme de « plates-formes de concertation en santé mentale ».

Au sein de chaque zone de soins, est constitué un réseau d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, ci-après désigné sous le terme de « réseau ».

La concertation institutionnelle du réseau s'inscrit plus largement dans la concertation instituée par les plates-formes de concertation en santé mentale avec lesquelles il collabore et dans toute autre forme de concertation institutionnelle définie par le Gouvernement en fonction de l'évolution des besoins ou de l'organisation des soins et de l'aide.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du présent article, les réseaux implantés dans des zones limitrophes sont autorisés à constituer un seul réseau pour autant qu'ils restent dans les limites territoriales des plates-formes de concertation en santé mentale.

§ 3. Les réseaux qui le souhaitent, peuvent établir des conventions de collaboration visant à renforcer leurs actions mutuelles en faveur des bénéficiaires, au travers de processus de prise en charge concertés.

Le contenu minimal de la convention de collaboration entre les réseaux comporte :

- l'identification des parties;
- l'objet de la collaboration;
- les obligations des parties dont celles relatives aux modalités de communication des informations pertinentes au regard de l'objectif poursuivi par la collaboration;
- le principe du respect du présent chapitre et des dispositions prises en exécution de celui-ci;
- la durée de la convention;
- les conditions de résiliation de la convention;
- les instances compétentes en cas de litige.

Les conventions sont communiquées au Gouvernement dans le mois de leur conclusion.

Sous-section 2. — Missions et fonctionnement

A. Missions

Art. 628. § 1^{er}. Dans le but d'améliorer la qualité des soins et de l'aide et de favoriser la continuité des prises en charge, le réseau a spécifiquement pour missions :

- 1° l'identification de l'offre existante en collaboration avec les plates-formes de concertation en santé mentale et de la demande d'aide et de soins en matière d'assuétudes dans la zone de soins où il exerce ses activités;
- 2° la concertation institutionnelle relative à la répartition des tâches et à leur complémentarité afin de développer une offre cohérente d'aide et de soins dans la zone de soins concernée, en ce compris la prise en charge des situations de crise et d'urgence, quelle que soit la nature de l'assuétude;
- 3° sur les plans institutionnel et méthodologique, l'appui de l'action des services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, ci-après désigné sous le terme de « services », dans le cadre de la collaboration entre eux et les autres membres du réseau, par la conclusion de conventions ou l'élaboration d'outils communs, sur les aspects suivants :
 - a) l'accueil et l'information des bénéficiaires;
 - b) l'accompagnement psychosocial;
 - c) la prise en charge psychothérapeutique et médicale;
 - d) les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;
 - e) la réduction des risques;

- 4° la collaboration avec la plate-forme de concertation en santé mentale du territoire dans lequel le réseau est inscrit;
- 5° l'initiation de l'intervision lorsqu'elle n'est pas encore mise en œuvre au sein de la zone de soins ou son organisation à la demande des membres du réseau.

§ 2. Le réseau garantit à ses membres le respect du secret professionnel.

§ 3. Le Gouvernement précise les modalités d'exercice des missions visées au § 1^{er}.

Art. 629. § 1^{er}. Les réseaux sont organisés sous la forme d'une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou d'une association sans but lucratif, rassemblant les personnes morales qui exercent au sein d'une zone de soins les activités suivantes :

- 1° l'accueil et l'information des bénéficiaires;
- 2° l'accompagnement psychosocial;
- 3° la prise en charge psychothérapeutique et médicale;
- 4° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;
- 5° la réduction des risques.

§ 2. Lorsque la zone de soins compte une ville de plus de cent cinquante mille habitants, le réseau est organisé par ladite ville, à moins qu'elle ne décide de déléguer l'organisation du réseau à une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 précitée ou à une association sans but lucratif.

Lorsque le réseau est organisé par une ville, celle-ci s'engage à assurer la concertation institutionnelle pour les institutions ou professionnels exerçant leurs activités au sein du territoire de la zone de soins, dans les mêmes conditions, y compris lorsqu'ils sont installés en dehors de son territoire communal.

B. Fonctionnement

Art. 630. Les missions du réseau s'exercent dans le cadre d'un plan d'action qui contient au moins :

- 1° les objectifs poursuivis;
- 2° les modalités de mise en œuvre des objectifs visés au 1°;
- 3° les critères d'évaluation des actions développées pour atteindre les objectifs.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du plan d'action en y incluant :

- 1° la communication de l'information entre le réseau et ses membres;
- 2° l'organisation de la fonction de coordination telle que visée à l'article 632;
- 3° la gestion financière et la logistique.

Art. 631. § 1^{er}. Le réseau est composé de personnes morales qui exercent des activités dans le domaine des assuétudes majoritairement à l'intérieur de la zone de soins et au moins des services ayant sollicité ou obtenu l'agrément, s'il en existe.

§ 2. Sans que la liste soit limitative et dans l'objectif d'améliorer la concertation institutionnelle, le réseau veille à étendre sa composition aux personnes morales suivantes :

- 1° les cercles de médecins généralistes visés par l'arrêté royal du 8 juillet 2002;
- 2° les associations de santé intégrée agréées en vertu du Chapitre 2 du Titre 1^{er} du Livre VI de la deuxième partie;
- 3° les services de santé mentale agréés en vertu du Chapitre 2 du Titre II du Livre II de la deuxième partie;
- 4° les centres de coordination de soins et de services à domicile visés au Chapitre 3, du Titre 1^{er}, du Livre VI de la deuxième partie;
- 5° les centres de planning de consultation familiale et conjugale;
- 6° les établissements de soins visés par la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008;
- 7° les centres de réadaptation fonctionnelle sous convention avec l'INAMI;
- 8° la plate-forme de concertation en santé mentale au sein de laquelle s'inscrit l'action du réseau;
- 9° les associations de bénéficiaires.

§ 3. Le réseau est piloté par un comité, appelé « comité de pilotage » composé des délégués de toute personne morale faisant partie du réseau.

Le comité de pilotage décide des objectifs, approuve les modalités de mise en œuvre de ceux-ci et évalue le plan d'action du réseau.

A défaut de comité de pilotage, ses missions peuvent être exercées par l'assemblée générale de l'association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou de l'association sans but lucratif.

§ 4. Le comité de pilotage est régi par un règlement d'ordre intérieur et désigne, en son sein, le membre qui en assure la présidence.

Le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur est fixé par le Gouvernement en veillant au respect des principes de la concertation institutionnelle et de l'équilibre entre les partenaires.

Le secrétariat du comité de pilotage établit les procès-verbaux qui sont tenus à la disposition du Gouvernement, durant cinq années au plus.

Le comité de pilotage associe à ses travaux toute personne dont la qualification ou les compétences sont nécessaires à l'atteinte de ses objectifs.

§ 5. Toutes les décisions du comité de pilotage requièrent la majorité des voix des membres présents ou représentés dans le groupe des membres du secteur public et la majorité des voix des membres présents ou représentés dans le groupe des membres du secteur privé.

§ 6. Les membres du réseau s'engagent à respecter les conditions suivantes :

- 1° ils fournissent leurs prestations sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;
- 2° ils respectent le choix de la nature de la prise en charge opérée par le bénéficiaire;
- 3° ils travaillent exclusivement pour des bénéficiaires qui font appel de leur propre initiative à leurs services, qu'ils fassent ou non l'objet d'une injonction judiciaire.

§ 7. Toute personne morale qui, dans la zone de soins concernée, est impliquée dans les activités visées par le réseau, a le droit de solliciter sa participation si elle répond aux conditions visées au § 5 et avalise le plan d'action.

Sa demande est examinée et traitée par le comité de pilotage, selon les dispositions du règlement d'ordre intérieur.

Le réseau a le droit de distinguer les qualités de membre effectif et de membre adhérent à ses activités, pour autant que ses statuts ou l'acte fondateur qui en tient lieu le précisent et mentionnent les droits et devoirs respectifs.

Art. 632. Le comité de pilotage se dote d'une fonction de coordination et y désigne la ou les personnes en charge de la fonction, ci-après nommé sous le terme « le coordinateur ».

Le coordinateur assure les missions suivantes :

- 1° l'élaboration et la mise à jour du plan d'action;
- 2° la mise en œuvre des objectifs liés aux missions du réseau.

Le Gouvernement précise les modalités d'exercice des missions.

Art. 633. En vue de stimuler l'échange des pratiques des réseaux, le Gouvernement organise au moins une fois par an une concertation rassemblant les réseaux, en y conviant les coordinateurs.

Cette concertation porte sur les modalités de réalisation des missions.

Elle fait l'objet d'une convocation adressée au moins quinze jours avant sa tenue.

La convocation comprend la date, l'heure et le lieu de la concertation, les annexes nécessaires à la bonne réalisation des travaux ainsi que la possibilité pour tout réseau d'y ajouter un complément.

L'ordre du jour y est défini. Il est accompagné du procès-verbal de la concertation précédente si celui-ci n'a pas été communiqué antérieurement.

Sous-section 3. — Agrément

Art. 634. Pour obtenir l'agrément, le pouvoir organisateur du réseau présente un plan d'action dont la mise en œuvre est détaillée conformément aux missions et s'engage à organiser la concertation institutionnelle en faveur de ses membres conformément à la sous-section 1^{re} de la section 2 du présent Chapitre.

Art. 635. La demande d'agrément comporte :

- 1° l'identification du pouvoir organisateur;
- 2° l'indication de la zone de soins au sein de laquelle il inscrit son activité;
- 3° le plan d'action du réseau avalisé par le comité de pilotage.

Le Gouvernement précise le contenu, les modalités d'introduction et de traitement de la demande d'agrément.

Art. 636. L'agrément est accordé à durée indéterminée par le Gouvernement dès lors qu'il est constaté que les normes sont respectées ou, pour celles qui ne peuvent l'être qu'après l'obtention de l'agrément, qu'elles font l'objet d'un engagement à être respectées dans le chef du pouvoir organisateur dans un délai fixé par le Gouvernement.

Les obligations qui doivent être remplies au moment de la demande d'agrément concernent :

- a) la forme juridique du pouvoir organisateur;
- b) l'établissement du plan d'action.

Les obligations qui font l'objet d'un engagement de la part du pouvoir organisateur sont celles relatives à l'exercice des missions et au fonctionnement ainsi qu'à la mise à jour du plan d'action visés à la sous-section 2 de la section 2 du présent chapitre.

Art. 637. Le Gouvernement précise les procédures d'octroi de l'agrément.

Art. 638. Chaque réseau dispose d'un agrément sous la forme d'un document spécifiant la zone de soins dans laquelle il inscrit son action.

Le plan d'action fait partie intégrante de l'agrément.

Toute modification du plan d'action est approuvée au Gouvernement selon les modalités que celui-ci définit.

Art. 639. Le réseau peut être agréé indépendamment de l'existence préalable de services dans sa zone de soins.

Sous-section 4. — Subventionnement

Art. 640. Dans les limites des disponibilités budgétaires, les subventions sont allouées au prorata du nombre d'habitants de chacune des zones de soins avec un montant minimum fixé à 30.000 euros.

Section 3. — Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

Sous-section 1^{re}. — Missions et fonctionnement**A. Missions**

Art. 641. § 1^{er}. En sus de l'accueil et de l'information, le service exerce de manière spécifique et en faveur des bénéficiaires au moins une des missions suivantes :

- 1° l'accompagnement psychosocial;
- 2° la prise en charge psychothérapeutique et médicale;
- 3° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;
- 4° la réduction des risques.

Ces missions s'exercent dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire.

La concertation pluridisciplinaire vise à évaluer les besoins du bénéficiaire, leur évolution, les ressources disponibles au sein du service, dans le réseau ou en dehors de celui-ci pour apporter la réponse la plus adéquate.

Elle est exercée à la fois dans le cadre du service et des relations au sein du réseau.

Elle fait l'objet d'un accord de la part du bénéficiaire, de préférence sous forme écrite et révocable à tout moment.

Le service assure sous la forme d'une mission accessoire et à la demande, la supervision et l'intervision du personnel d'institutions appartenant au réseau, lorsqu'il existe.

§ 2. Les missions s'exercent sous forme ambulatoire.

§ 3. Le Gouvernement précise les modalités d'exercice des missions visées au § 1^{er} du présent article dans le respect de la liberté thérapeutique et de celui de la protection de la vie privée.

Art. 642. § 1^{er}. La mission d'accueil et d'information visée à l'article 641, § 1^{er}, est organisée de manière efficiente afin que tout bénéficiaire reçoive une réponse à sa demande, dans le meilleur délai.

Elle comporte au moins :

- 1° l'analyse de la demande;
- 2° au besoin, l'orientation vers un autre service répondant à la définition du présent chapitre, toute autre institution d'aide ou de soins ou tout professionnel, dont la réponse est mieux adaptée.

Elle est organisée en partageant les ressources au sein du réseau.

Par le terme de « ressources », il faut comprendre les outils méthodologiques destinés à l'analyse ou les sources d'information.

§ 2. Lorsque dans la zone de soins, à la suite de l'analyse de la demande, il apparaît qu'aucune réponse ne correspond à la demande ou au libre choix du bénéficiaire, la demande est orientée en fonction de ses particularités ou du choix du bénéficiaire.

Art. 643. La mission d'accompagnement psychosocial visée à l'article 641, § 1^{er}, 1°, assure, aussi longtemps que nécessaire et avec l'accord du bénéficiaire, un suivi individualisé, en concertation avec l'ensemble des acteurs du soin et de l'aide.

Dès lors que le bénéficiaire a marqué son accord sur la proposition d'accompagnement, qu'il s'agisse d'une personne souffrant d'assuétudes ou de son entourage, la mission visée au présent article tend à l'organisation de la réponse, l'amélioration de la situation et au rétablissement et à la réinsertion psychosociale, en l'accompagnant tout au long du parcours.

Art. 644. La mission relative à la prise en charge psychothérapeutique et médicale mentionnée à l'article 641, § 1^{er}, 2°, comporte l'organisation de consultations dans le cadre ambulatoire à destination des bénéficiaires ou, à tout le moins, la collaboration avec des membres du réseau pour leur organisation.

Art. 645. La mission de réduction des risques visée à l'article 641, § 1^{er}, 4°, est remplie dès lors que le service organise des activités visant à réduire les dommages liés à la consommation et à ce que le bénéficiaire dispose d'une qualité de vie et de santé conforme à et respectueuse de ses choix.

Art. 646. En vue d'exercer les missions visées à l'article 641, le service intègre ses activités au sein de celles du réseau de la zone de soins dans laquelle il inscrit son action.

Il autorise la participation de son personnel à des activités de supervision et d'intervision dans le but d'améliorer les pratiques.

B. Fonctionnement

Art. 647. § 1^{er}. Les missions du service s'exercent dans le cadre d'un plan d'action qui se compose au moins des parties suivantes :

- 1° l'environnement du service en termes territorial et institutionnel;
- 2° l'organisation générale du service détaillée pour chacune des missions;
- 3° les objectifs;
- 4° les actions découlant des objectifs;
- 5° l'évaluation sous forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs.

Les indicateurs mesurent l'écart entre l'objectif et les actions mises en œuvre.

Le pouvoir organisateur qui introduit la demande d'agrément, est responsable de la définition du plan d'action et de sa mise en œuvre.

§ 2. Le Gouvernement précise le contenu minimal du plan d'action en y incluant :

- 1° l'organisation de la réponse et de la prise en charge, en particulier la définition de la concertation pluridisciplinaire et si le service est intégré dans une institution organisant d'autres activités à destination de personnes susceptibles d'être des bénéficiaires, la répartition des tâches entre le personnel du service et celui qui est financé sur la base d'autres dispositions;
- 2° la communication, en particulier, d'une part, les activités qui assurent la visibilité de l'action du service et, d'autre part, la communication de toute information pertinente par rapport aux activités menées entre le service et les autres membres du réseau ou au réseau lui-même;
- 3° les ressources affectées, quelle que soit leur nature.

Sous-section 2. — Agrément

Art. 648. Pour bénéficier de l'agrément, le service est organisé par une autorité publique ou une association sans but lucratif et exerce ses activités sur le territoire de la région de langue française.

Art. 649. La demande d'agrément est introduite par le pouvoir organisateur du service auprès du Gouvernement.

Ce dossier comporte au moins :

- 1° l'identification du pouvoir organisateur;
- 2° l'indication de la zone de soins au sein de laquelle il choisit d'inscrire son activité, à titre principal;
- 3° la taille de la population desservie;
- 4° l'indication des missions pour lesquelles l'agrément est sollicité;
- 5° le plan d'action du service, détaillé selon les missions sollicitées.

Le Gouvernement précise le contenu, les modalités d'introduction et de traitement de la demande d'agrément.

Art. 650. L'agrément est accordé à durée indéterminée par le Gouvernement dès lors qu'il est constaté que les normes sont respectées ou, pour celles qui ne peuvent l'être qu'après l'obtention de l'agrément, qu'elles font l'objet d'un engagement à être respectées dans le chef du pouvoir organisateur dans un délai fixé par le Gouvernement.

Les obligations qui doivent être remplies au moment de la demande d'agrément concernent :

- la forme juridique du pouvoir organisateur;
- l'établissement du plan d'action.

Les obligations qui font l'objet d'un engagement de la part du pouvoir organisateur sont relatives à l'exercice des missions et au fonctionnement visés à la section 1^{re} du présent chapitre.

Art. 651. Chaque service dispose d'un agrément sous la forme d'un document précisant les missions pour lesquelles il est accordé, la population desservie, le lieu des activités et la zone de soins dans laquelle il inscrit son action à titre principal.

Art. 652. Le Gouvernement précise les procédures d'octroi de l'agrément.

Art. 653. § 1^{er}. Le service peut être agréé indépendamment de l'existence préalable d'un réseau dans sa zone de soins.

§ 2. En l'absence de réseau, la plate-forme de concertation en santé mentale dans le territoire de laquelle est inscrite la zone de soins, peut obtenir un agrément dans les mêmes conditions qu'un réseau et aussi longtemps qu'aucun réseau n'est agréé.

Dans ce cas, les modalités pratiques de transfert d'activités de la plate-forme de concertation en santé mentale au réseau agréé sont définies dans une convention.

§ 3. Lorsque aucune demande d'agrément en qualité de réseau n'a été introduite et que deux services sont agréés au sein de la même zone de soins, ils disposent d'un délai de deux ans à dater de l'agrément le plus récemment accordé pour constituer un réseau ou s'intégrer dans celui institué en application du paragraphe précédent.

Au terme de ce délai, en cas de constat d'échec, les services perdent leur agrément.

§ 4. Dans l'éventualité où les acteurs de terrain, quels qu'ils soient, ne créent ni réseau, ni service dans une zone de soins, le Gouvernement est habilité à confier cette organisation à une autre zone de soins limitrophe déjà instituée et qui en fait la demande, pour autant qu'il s'agisse d'une zone de soins inscrite sur le territoire de la même plate-forme de concertation en santé mentale.

§ 5. Lorsque la zone de soins compte une ville de plus de cent cinquante mille habitants et que celle-ci n'a pris aucune initiative pour constituer le réseau au terme d'une période de deux ans, les services agréés sont autorisés par décision préalable du Gouvernement à constituer un réseau en vue de son agrément.

Sous-section 3. — Subventionnement

Art. 654. Dans les limites des disponibilités budgétaires, le Gouvernement octroie des subventions aux services agréés.

Le service agréé bénéficie de l'octroi de subventions pour la zone de soins dans laquelle il exerce son activité à titre principal.

Art. 655. Les subventions sont calculées en tenant compte du nombre d'habitants de la zone de soins, sans que, pour l'ensemble des services agréés dans la zone de soins, elles ne puissent être inférieures à 125.000 euros par exercice budgétaire.

Le Gouvernement affecte le montant à chaque service agréé, sur la base d'indicateurs d'activités qu'il définit selon les missions exercées, les modalités de leur exercice et la taille de la population desservie par chaque service agréé conformément au plan d'action.

Les indicateurs d'activités portent au moins sur le nombre de prises en charge prises en compte individuellement, la nature de celles-ci sur la base de l'article 628, § 1^{er}, 3°, la durée et la périodicité des interventions dans le cadre de la prise en charge.

Ils sont précisés par le Gouvernement après concertation menée conformément à l'article 633 dans un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent chapitre et entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'exercice qui suit leur définition.

Sous-section 4. — Bénéficiaires

Art. 656. Le service agréé est tenu d'accepter toute demande, sans condition préalable d'affiliation à une quelconque structure ou, s'il est organisé par un pouvoir organisateur offrant d'autres prestations, de recours exclusif à ses services, dans le respect du libre choix du bénéficiaire.

Art. 657. Lors de l'accueil, le bénéficiaire reçoit un document d'information reprenant :

- 1° la méthodologie du service agréé auquel il fait appel;
- 2° toute donnée utile à sa prise en charge et à sa participation à celle-ci;
- 3° le coût éventuellement mis à charge du bénéficiaire;
- 4° la mention de l'agrément accordé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du document d'information.

Art. 658. Le bénéficiaire est associé à toute décision qui le concerne.

Art. 659. § 1^{er}. Pour chaque prise en charge, il est constitué un dossier individuel contenant les données utiles à celle-ci et à la continuité des soins, dans le respect des règles déontologiques et de protection de la vie privée.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du dossier individuel.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés au moins cinq ans après leur clôture, sous la responsabilité du pouvoir organisateur ou de la personne qu'il désigne à cette fin.

§ 2. Sur sa demande et sans préjudice d'autres dispositions, le bénéficiaire a accès à son dossier individuel et peut désigner un prestataire de soins extérieur au service ou toute autre personne de confiance pour en prendre connaissance.

Art. 660. § 1^{er}. Le service réclame au bénéficiaire, le cas échéant, à ses représentants légaux ou directement aux organismes intéressés, les honoraires ou interventions financières leur incombant en vertu des lois ou règlements.

Des consultations gratuites peuvent être données sur la base d'un règlement interne qui en fixe les modalités.

Le règlement interne ainsi que toute modification de celui-ci sont transmis au Gouvernement, selon les modalités et délais qu'il définit.

§ 2. Pour les prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'intervention financière de l'assurance est réclamée soit sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, soit sur la base du forfait prévu à l'article 52 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Quand l'intervention financière de l'assurance est réclamée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, aucune intervention personnelle n'est exigée du bénéficiaire assuré ou de son représentant légal en dehors de celles prévues à l'article 37 de ladite loi.

Si l'intervention financière de l'assurance fait défaut, l'intervention personnelle du bénéficiaire est fixée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

Art. 661. Le service réclame, pour les prestations du personnel non médical, une intervention financière en respectant des modalités et un tarif maximum fixés par le Gouvernement.

Ce tarif est indexé conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 662. Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichés dans les locaux du service et énoncés dans les documents d'information qu'il publie.

Section 4. — Dispositions communes aux réseaux et services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

Sous-section 1^{re}. — Liquidation des subventions, contrôle et comptabilité

Art. 663. Les réseaux et les services agréés utilisent les subventions pour couvrir des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement de l'exercice.

Les éventuels investissements font l'objet d'un amortissement selon les règles définies par le Gouvernement.

L'exercice se définit comme la période s'écoulant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le Gouvernement définit les procédures et les délais pour la justification de la subvention, ainsi que la nature des dépenses admissibles.

Art. 664. Les subventions sont liquidées à concurrence de :

- 1° une avance de 80 %, au plus tard, le 1^{er} mars de l'exercice pour lequel elles sont attribuées;
- 2° le solde, à l'issue du contrôle de l'utilisation de la subvention, lors de l'exercice suivant.

L'examen de la justification de l'utilisation de la subvention ne suspend pas le versement de l'avance suivante, sauf lorsque le réseau ou le service n'a pas remis les documents y afférents selon les procédures ou dans les délais définis par le Gouvernement.

Art. 665. Les subventions sont indexées conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Les indexations intervenues au cours de l'exercice sont prises en compte lors de la liquidation du solde de la subvention.

Art. 666. Le réseau ou le service agréé qui fait valoir ses droits aux subventions tient une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de sa gestion et transmet les données comptables et financières au Gouvernement dans les formes et délais fixés par ce dernier.

Le Gouvernement définit le plan comptable applicable à la fédération, aux réseaux et aux services.

Sous-section 2. — Evaluation, contrôle et sanctions

Art. 667. L'évaluation qualitative et le contrôle administratif et financier des réseaux et des services agréés, sont exercés par les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

Ils ont libre accès aux locaux du réseau ou du service et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 668. Lorsque le service ou le réseau est agréé, il se soumet à l'évaluation organisée par le Gouvernement.

Les modalités et la périodicité de l'évaluation sont déterminées par le Gouvernement, sur la base du plan d'action et le respect des dispositions adoptées par ou en application du présent chapitre, sans que la périodicité soit inférieure à deux ans.

Art. 669. En cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait d'agrément.

La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions.

L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que délibérément le pouvoir organisateur n'a pas mis en œuvre le plan d'action alors qu'il s'y était engagé ou que, dans le cadre de l'application du plan d'action, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent chapitre.

Art. 670. A tout moment, l'agrément de tout ou partie des activités menées par un service peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent chapitre ou des dispositions fixées en application de celui-ci.

Art. 671. En cas de non-respect des dispositions du présent chapitre et de celles prises en exécution de celui-ci, le Gouvernement notifie au réseau ou au service les manquements constatés et fixe un délai dans lequel ce dernier est tenu d'y remédier.

Si, au terme de ce délai, le réseau ou le service n'a pas donné suite à la notification, une proposition de suspension ou de retrait de l'agrément lui est adressée par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Art. 672. Le Gouvernement précise les procédures de suspension et de retrait de l'agrément.

Art. 673. § 1^{er}. Chaque année, à l'issue de l'exercice, le service ou le réseau transmet au Gouvernement un rapport d'activités dont le contenu se fonde sur le plan d'action et sa réalisation.

Ce rapport est complété, le cas échéant, par une mise à jour du plan d'action.

Le Gouvernement établit un modèle de rapport d'activités, dans le cadre de la concertation visée à l'article 633 au plus tard le 1^{er} août 2011.

Si, au terme de cette période, aucune concertation n'a pu aboutir, le Gouvernement est habilité à définir le contenu du rapport d'activités.

§ 2. La périodicité peut être revue par le Gouvernement, pour tout ou partie du rapport d'activités, en fonction d'une évaluation de la pertinence de celle-ci qu'il initie.

§ 3. Le Gouvernement fixe le délai et les modalités de transmission du rapport d'activités à ses Services.

Sous-section 3. — Collectes de données socio-épidémiologiques

Art. 674. § 1^{er}. Pour exercer ses missions, le réseau veille à l'organisation du recueil des données socio-épidémiologiques concernant les bénéficiaires, en concertation avec ses membres.

Cette collecte a pour objectifs :

- a) l'établissement du profil de la population qu'il dessert et, sur la base de ces données, l'orientation du plan d'action du réseau et ceux de ses membres;
- b) l'alimentation des recherches et des analyses au niveau de l'ensemble de la région de langue française;
- c) le respect des obligations de la Région wallonne à l'égard d'autres autorités.

Les données recueillies sont rendues anonymes selon les modalités définies par le Gouvernement.

Elles permettent d'identifier au moins les caractéristiques sociologiques de la population prise en charge, l'accessibilité du lieu d'activités, le parcours et le réseau d'aide et de soins du bénéficiaire, la nature des assuétudes rencontrées dans la population des bénéficiaires et leur prévalence, en liaison avec les données précitées.

Le Gouvernement définit la liste minimale des données faisant l'objet du recueil, les modalités de l'enregistrement, de conservation et de communication des données, dans le cadre de la concertation menée en application de l'article 633.

§ 2. Lorsque les résultats des recherches et des analyses des données sont connus, une information à destination des réseaux et des services est organisée par le Gouvernement sous la forme la plus adéquate, afin d'améliorer la qualité du recueil, de leur permettre de se situer par rapport à l'ensemble des réseaux et services agréés sur le territoire de langue française et de mieux orienter l'exercice de leurs missions.

Section 5. — Fédérations

Sous-section 1^{re}. — Reconnaissance

Art. 675. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, au moins, une fédération aux fins de remplir les missions suivantes :

- la concertation entre ses membres en vue de promouvoir et de soutenir la qualité des activités;
- la représentation des réseaux et des services de manière collective ou, lorsque ceux-ci en font la demande, de manière individuelle;
- le développement d'échanges et de réflexions entre ses membres et de la participation à l'information et à la sensibilisation de ceux-ci;

— l'établissement de liens avec d'autres fédérations de même objet.

§ 2. La fédération qui souhaite être reconnue est organisée sous forme d'une association sans but lucratif.

Elle fournit :

1° l'identification du pouvoir organisateur;

2° la liste de ses membres;

3° le programme d'activités reprenant la manière dont les missions mentionnées au paragraphe précédent seront réalisées en termes de contenu, d'objectifs, d'évaluation de l'atteinte de ceux-ci sous la forme d'indicateurs et de budget.

La reconnaissance est d'une durée de quatre ans. Elle est renouvelable.

§ 3. Un appel à déposer la demande de reconnaissance est publié au *Moniteur belge*, accompagné d'un formulaire établi par le Gouvernement.

Le Gouvernement en accuse réception dans le délai qu'il détermine et transmet les demandes à la Commission permanente de la Santé instituée au sein du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, pour avis.

Dès réception de l'avis, le Gouvernement dispose d'un délai de deux mois pour statuer.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de renouvellement de la reconnaissance.

Le dossier soumis à la Commission permanente de la Santé visée à l'article 19 du Code, est complété par l'évaluation des objectifs atteints et non atteints.

§ 4. La décision de reconnaissance comporte le programme d'activités approuvé par le Gouvernement pour la période de reconnaissance.

Celui-ci peut être modifié en cours de période de reconnaissance, au moyen d'une convention.

Sous-section 2. — Subventionnement

Art. 676. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue des subventions aux fédérations reconnues qui ne peuvent être inférieures à 15.000 euros pour l'ensemble des fédérations.

Ce montant est indexé conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2. Les subventions sont versées sous la forme d'une avance équivalent à 80 % du montant au plus tard le 1^{er} mars de l'exercice et le solde à l'issue du contrôle de leur utilisation.

§ 3. Les subventions allouées couvrent des dépenses de personnel et de fonctionnement dont la nature est précisée par le Gouvernement.

Sous-section 3. — Evaluation

Art. 677. Lorsque la fédération est reconnue, elle se soumet à l'évaluation organisée annuellement par le Gouvernement.

L'évaluation est menée sous la présidence du Gouvernement sur la base du rapport d'activités dont une copie est adressée au Parlement pour information.

Les modalités consistent à :

— évaluer les moyens affectés aux missions et le contenu des actions réalisées;

— mesurer les objectifs atteints et non atteints sur la base des indicateurs repris dans le programme d'activités.

Section 6. — Cadastre de l'offre en assuétudes et information au public

Art. 678. Tous les deux ans, le Gouvernement publie un rapport de synthèse, faisant état de l'offre des services et des réseaux et de la manière dont cette offre s'est déployée.

Le rapport de synthèse, désigné sous le terme de « cadastre de l'offre en assuétudes », fait l'objet d'une communication adaptée à destination des services et des réseaux, selon les modalités définies par le Gouvernement.

Le cadastre de l'offre en assuétudes est transmis au Parlement par le Gouvernement.

Art. 679. Le Gouvernement tient à la disposition du public, qu'il soit général ou professionnel, la liste des réseaux et des services agréés, reprenant le territoire d'intervention de chacun d'eux et la définition de leur offre sous la forme la plus adaptée.

CHAPITRE IV. — Transport médico-sanitaire

Section 1^{re}. — Définitions et disposition générale

Art. 680. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° transport médico-sanitaire : tout transport de patients par ambulance ou en véhicule sanitaire léger, à l'exception des transports visés par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

2° norme EN 1789 : norme européenne « NBN EN 1789 relative aux véhicules de transport sanitaire et leurs équipements - ambulances routières »;

3° patient : personne dont l'état de santé requiert, pendant son transport, un personnel formé pour lui donner des soins et/ou permettre un transport médico-sanitaire approprié;

4° ambulance : véhicule terrestre aménagé pour le transport et l'administration des soins aux malades et aux blessés. Ce véhicule doit être équipé pour le transport des patients couchés et des patients nécessitant une surveillance médicale particulière.

Les ambulances adaptées au transport médico-sanitaire ressortissent à trois catégories :

— type A : ambulance pour le transport de patients, conçue et équipée pour le transport sanitaire de patients dont l'état de santé ne laisse pas présager qu'ils puissent devenir des patients en détresse.

Pour cette catégorie, il existe deux types d'ambulance :

- * type A1 : celle qui est adaptée au transport d'un patient unique;
 - * type A2 : celle qui est adaptée au transport d'un ou plusieurs patients sur un (des) brancard(s) et/ou fauteuil(s);
- type B : ambulance médicalisée : ambulance routière conçue et équipée pour le transport, les soins et la surveillance de patients;
 - type C : unité mobile de soins intensifs : ambulance routière conçue et équipée pour le transport, les soins intensifs et la surveillance de patients;
- 5° véhicule sanitaire léger : véhicule adapté pour le transport sanitaire de patients qui ne nécessitent pas une surveillance médicale particulière, ni la position couchée, équipé ou non pour le transport de personnes dont l'autonomie est réduite;
 - 6° service de transport médico-sanitaire : toute personne physique ou morale exerçant un transport médico-sanitaire en région de langue française au sens de l'article 4 de la Constitution;
 - 7° base de départ : lieu d'activité effectif fixé par le service pour le départ des ambulances et des véhicules sanitaires légers;
 - 8° ambulancier : toute personne ayant les compétences visées à l'article 685, alinéa 1^{er}, 3°, qui pratique le transport médico-sanitaire.

Art. 681. Deux personnes ayant les qualifications d'ambulancier doivent être présentes lors de chaque transport de patient en ambulance.

Tout transport en ambulance nécessite la présence d'un ambulancier au chevet du patient.

Lorsqu'un transport nécessite l'utilisation d'une ambulance de type B ou C, la présence d'un médecin et/ou d'un infirmier est requise au chevet du patient. Dans ce cas, la présence d'un ambulancier au chevet du patient n'est pas obligatoire.

Le transport en véhicule sanitaire léger ne nécessite pas la présence d'un ambulancier au chevet du patient.

Section 2. — Agrément

Sous-section 1^{re}. — Principes généraux

Art. 682. Tout service de transport médico-sanitaire, dont le siège social se situe en région de langue française ou à défaut, toute base de départ située dans la même région, ainsi que leurs véhicules, doivent être agréés.

Tout service de transport médico-sanitaire dont le siège social ne se situe pas en région de langue française et qui ne possède pas de base de départ dans cette région mais qui y effectue des transports, doit répondre aux normes du présent chapitre sauf aux exceptions prévues par le Gouvernement.

Art. 683. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de l'agrément ou de l'agrément provisoire, ainsi que de refus et de refus urgent de l'agrément.

Il prévoit notamment la possibilité, pour le service concerné, de faire valoir son point de vue préalablement à tout refus ou refus urgent.

Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 684. Pour être agréés, les services de transport médico-sanitaire doivent respecter les normes établies par ou en vertu du présent chapitre, sous réserve des exceptions prévues en vertu de l'article 682.

L'agrément est octroyé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

Un agrément provisoire est accordé, pour une durée d'un an aux services de transport médico-sanitaire qui font une première demande.

Art. 685. Le Gouvernement agréé, les services de transport médico-sanitaire qui répondent aux normes qu'il définit et qui concernent :

- 1° les prix maximum des transports, en considérant le coût de la prise en charge, le nombre de kilomètres parcourus et la manière de le fixer, les suppléments admissibles et leur coût maximal;
- 2° l'affichage des tarifs ainsi que les mentions devant figurer sur la facture;
- 3° les qualifications requises des ambulanciers, tant pour les véhicules sanitaires légers que pour les ambulances, les équivalences à ces qualifications, la formation continuée des ambulanciers ainsi que les mesures transitoires pour les ambulanciers en activité au jour de l'entrée en vigueur du présent chapitre;
- 4° la traçabilité des transports;
- 5° l'hygiène;
- 6° les modalités de collaboration avec un pharmacien;
- 7° les moyens logistiques et humains nécessaires pour garantir un transport approprié en fonction de l'état de santé du patient;
- 8° l'équipement médico-sanitaire minimal de chaque type d'ambulance, en se fondant sur celui défini dans la norme EN 1789;
- 9° l'équipement technique de chaque type d'ambulance en se fondant sur celui défini dans la norme EN 1789;
- 10° l'équipement technique minimal des véhicules sanitaires légers;
- 11° l'équipement sanitaire minimal des véhicules sanitaires légers;
- 12° les caractéristiques extérieures, visuelles et sonores des ambulances et des véhicules sanitaires légers, ainsi que les mesures transitoires en la matière.

Pour être et rester agréés, les services de transport médico-sanitaire doivent contracter, pour le service et pour chaque membre de son personnel, une assurance en responsabilité civile professionnelle. Le Gouvernement fixe les obligations du service à cet égard.

L'usage d'un véhicule de location est interdit sauf dérogation fixée dans les conditions définies par le Gouvernement.

Sous-section 3. — Procédure

Art. 686. Le Gouvernement fixe les règles de recevabilité et de composition du dossier de demande d'agrément, lequel comprend entre autres une analyse comptable déterminant les moyens financiers nécessaires pour assurer la viabilité du service, en tenant compte des investissements à réaliser afin d'être conforme aux normes.

Section 3. — Label de qualité

Art. 687. Le Gouvernement arrête une charte relative à la qualité des services de transport médico-sanitaire centrée sur les besoins, les attentes et le respect des patients afin d'améliorer leur satisfaction.

Les services qui s'engagent à respecter cette charte sont repris dans une liste publiée par le Gouvernement.

Ils reçoivent un label de qualité.

Le Gouvernement évalue la mise en application par le service de la charte relative à la qualité.

En cas de non respect de cette charte, le Gouvernement peut retirer ce label selon les modalités qu'il arrête.

Section 4. — Contrôle et sanctions

Sous-section 1^{re}. — Contrôle

Art. 688. Le service qui cesse ses activités doit en informer immédiatement le Gouvernement.

Art. 689. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires et agents chargés de veiller au respect des dispositions du présent chapitre et de ses arrêtés d'application.

Ces fonctionnaires et agents peuvent pénétrer dans les services de transport médico-sanitaire ou dans les ambulances et véhicules sanitaires légers.

Ils peuvent exiger la production de tous documents et demander les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Ils peuvent interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance.

Ils établissent des rapports de leurs constatations qui valent jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du rapport est envoyée au contrevenant dans un délai de quinze jours qui suit le jour du constat de l'infraction.

Ils peuvent recourir à la force publique pour l'exercice de leur mission.

Les fonctionnaires désignés ont la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ces fonctionnaires sont tenus de prêter devant le Juge de paix de leur domicile le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Sous-section 2. — Sanctions

A. Suspension, retrait

Art. 690. Le Gouvernement fixe les procédures de retrait et de retrait urgent de l'agrément ou de l'agrément provisoire.

Il prévoit notamment la possibilité, pour le service concerné, de faire valoir son point de vue préalablement à tout retrait ou retrait urgent.

Art. 691. En cas de non respect des normes, le Gouvernement peut refuser l'agrément ou retirer l'agrément ou l'agrément provisoire.

Si un manquement grave aux normes susceptible de porter préjudice à la santé ou à la sécurité des patients est constaté, le Gouvernement procède au refus urgent de l'agrément ou au retrait urgent de l'agrément ou de l'agrément provisoire.

B. Sanctions pénales

Art. 692. § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui exercent une activité de transport médico-sanitaire sans être titulaires d'un agrément ou d'un agrément provisoire pour leur service, leurs bases de départ ou pour leurs ambulances.

Sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui contreviennent aux normes visées aux articles 681 et 685.

§ 2. Les cours et tribunaux pourront interdire au condamné de gérer un service de transport médico-sanitaire soit lui-même, soit par personne interposée. Cette interdiction ne pourra excéder dix ans.

C. Sanctions administratives

Art. 693. § 1^{er}. Est passible d'une amende administrative :

- 1° le gestionnaire d'un service de transport médico-sanitaire qui fait une fausse déclaration ou une déclaration incomplète quant aux obligations prévues par ou en vertu du présent chapitre;
- 2° le gestionnaire d'un service de transport médico-sanitaire qui ne donne pas suite aux injonctions du Gouvernement dans le délai qui lui est imparti;
- 3° le gestionnaire d'un service de transport médico-sanitaire qui entrave l'exercice des missions des fonctionnaires et agents visés à l'article 694.

§ 2. L'amende administrative est fixée à :

- 1° 1.000 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 1°;
- 2° 500 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 2° et 3°.

En cas de récidive dans l'année qui suit une décision infligeant une amende administrative, les montants visés à l'alinéa 1^{er}, peuvent être doublés.

§ 3. Le Gouvernement inflige les amendes administratives.

Le Gouvernement notifie au gestionnaire concerné l'amende administrative dans le mois de sa décision.

Elle est payable dans les deux mois de la notification au compte général des recettes du Service public de Wallonie.

§ 4. Le Gouvernement définit la procédure de recouvrement d'office en cas de non paiement dans le délai imparti.

§ 5. Le service qui conteste la décision du Gouvernement introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal de première instance, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Section 5. — Rapport d'activité annuel

Art. 694. Un rapport d'activités annuel reprenant notamment des statistiques quant aux nombres de services opérant sur le territoire de langue française, le nombre de patients transportés, le nombre et les conséquences des contrôles effectués par l'administration est transmis au Gouvernement et au Parlement pour le 31 mars de l'année suivante.

Le Gouvernement définit les modalités d'exécution du présent article.

TROISIEME PARTIE. — Dispositions transitoires

Art. 695. Par dérogation à l'article 66, 1°, 2° et 4°, sont considérés comme maisons d'accueil, maisons de vie communautaire ou maisons d'hébergement de type familial les services ou institutions qui, le 1^{er} octobre 2004, sont agréés en tant que centres d'accueil pour adultes ou maisons maternelles et qui :

- 1° bénéficient, pour partie ou totalité de leurs infrastructures agréées d'hébergement, d'une aide en matière de logements de transit tels que visés par les articles 31 et 56 du Code wallon du logement;
- 2° ayant bénéficié de l'aide visée au 1°, bénéficient à nouveau de celle-ci en vue de rénover ou de restructurer partiellement ou totalement leurs infrastructures agréées d'hébergement.

Par dérogation à l'article 66, 1°, 2° et 4°, les maisons d'accueil, maisons de vie communautaire ou maisons d'hébergement de type familial qui bénéficient d'une aide en matière de logements de transit conservent leur qualité de maisons d'accueil, maisons de vie communautaire ou maisons d'hébergement de type familial.

Art. 696. Par dérogation à l'article 120, les assistants sociaux affectés à la médiation de dettes sur la base d'une expérience professionnelle de trois ans avant la date du 1^{er} janvier 2007 sont dispensés de l'obligation de suivi de la formation de base.

Art. 697. Les projets subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés, pour l'année précédant le 1^{er} juin 2009, bénéficieront dans les mêmes conditions des dispositions prévues aux articles 163 et 164.

Art. 698. De manière transitoire, étant donné la suppression de la formation spécifique à cette fonction, les aides seniors occupées par les services à la date du 1^{er} janvier 2009 ne sont qualifiées que pour aider les personnes ayant atteint l'âge de soixante ans minimum, les personnes adultes reconnues handicapées de manière permanente et définitive à 66 % au moins et dont la preuve est apportée au moyen de l'une des attestations reconnues par l'administration, les familles ayant à charge une personne adulte reconnue handicapée de manière permanente et définitive à 66 % au moins et dont la preuve est apportée au moyen de l'une des attestations reconnues par l'administration.

Art. 699. Jusqu'au prochain renouvellement du Comité de gestion de l'AWIPH, l'article 289 du Code se lit comme suit :

« L'Agence est gérée par un comité de gestion qui est composé :

- 1° d'un président;
- 2° de deux vice-présidents;
- 3° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur proposition du Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions;
- 4° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur présentation des associations reconnues comme représentatives des personnes handicapées ou leur famille;
- 5° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants désignés sur proposition du Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 6° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants choisis en fonction de leur compétence en matière d'intégration des personnes handicapées, sur présentation des associations représentatives du secteur. »

Art. 700. Jusqu'au prochain renouvellement du Comité de gestion de l'AWIPH, l'article 291 du Code se lit comme suit :

« Le Gouvernement nomme le président, les deux vice-présidents et les membres du comité de gestion.

Le président et les deux vice-présidents doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être Belges;
- 2° ne pas relever du pouvoir hiérarchique d'un membre du Gouvernement;
- 3° ne pas présider ou faire partie du personnel d'associations ou services agréés ou subventionnés par l'Agence ou ceux visés à l'article 283;
- 4° faire la preuve d'une expérience utile de cinq ans.

Le président, les deux vice-présidents et les membres du comité de gestion sont nommés par le Gouvernement pour un mandat de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé. »

Art. 701. Jusqu'au prochain renouvellement du Comité de gestion de l'AWIPH, l'article 292 du Code se lit comme suit :

« Parmi les membres du comité de gestion et sur proposition de celui-ci, le Gouvernement nomme quatre membres qui, avec le président et les vice-présidents, forment le bureau.

Le bureau prépare les réunions du comité de gestion et surveille la gestion journalière de l'Agence. »

Art. 702. Les titres de fonctionnement valides au jour d'entrée en vigueur du décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées sont réputés avoir été octroyés pour une durée illimitée à l'exception des titres de fonctionnement provisoire et des titres de fonctionnement suspendus.

Art. 703. Le Titre II du Livre V entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

Art. 704. Par dérogation à l'article 467, n'est pas considérée comme une première demande d'agrément, celle qui est introduite par un centre de coordination dont une part de son activité ou la totalité a fait l'objet d'un agrément sur la base du décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile.

Art. 705. Les centres de coordination visés à l'article 704 qui ont introduit une demande d'agrément recevable, continuent à bénéficier de leur agrément et des subventions y afférentes établies dans le régime précédent jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande d'agrément.

Durant l'instruction des demandes, et dans un délai de six mois au plus tard à dater de la fin du délai d'introduction des demandes d'agrément, les centres visés à l'alinéa précédent, peuvent modifier leur demande d'agrément.

Art. 706. § 1^{er}. Pour la détermination de l'avance relative à la première subvention aux centres de coordination visés à l'article 704, les activités visées à l'article 469, § 1^{er}, 3^o, b) et c) sont évaluées sur la base du nombre de bénéficiaires ayant reçu l'intervention d'au moins deux services ou prestataires d'aide et de soins à domicile simultanément dont un relève soit des soins infirmiers à domicile, soit de l'aide aux familles ou est un service social distinct de l'organisation des deux premiers services, tel que figurant dans le rapport d'activités le plus récent.

Le Gouvernement précise la manière dont ces activités sont prises en compte.

La subvention est liquidée en corrigeant l'avance sur la base de l'activité constatée durant ce premier exercice.

§ 2. Par dérogation à l'article 469 et suivants, les centres de coordination visés à l'article 704 maintiennent, durant deux années au plus, le bénéfice de la subvention allouée sous l'empire du décret du 19 juin 1989 au prorata d'un pourcentage défini par le Gouvernement, dès lors que le financement accordé sur la base du Livre 6, Titre 1^{er}, Chapitre 3, Section 2, du présent Code, leur est moins favorable.

Le Gouvernement établit le pourcentage de manière dégressive en vue de permettre aux centres de coordination de s'adapter progressivement.

Art. 707. Le personnel engagé sous contrat de travail ou recruté sous statut au plus tard le 1^{er} janvier 2010 dans un centre de coordination visé à l'article 704 et qui ne satisfait pas aux conditions d'accès aux fonctions, est réputé satisfaire aux conditions fixées par le Livre 6, Titre 1^{er}, Chapitre 3, Section 2, du présent Code.

Le personnel engagé sous contrat de travail ou recruté sous statut le 1^{er} janvier 2010 dans un centre de coordination non agréé, fait la preuve d'une expérience d'au moins six années dans ce poste, s'il ne satisfait pas aux conditions d'accès à la fonction de coordination, selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. 708. § 1^{er}. Le service de santé mentale agréé en vertu du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, introduit une nouvelle demande d'agrément dans les six mois qui suivent le 1^{er} janvier 2010.

La demande est obligatoirement complétée endéans cette période par le projet de service de santé mentale.

A défaut, il n'est plus agréé au terme de la période de six mois précitée.

§ 2. Dans l'attente de la décision relative à l'agrément, le service de santé mentale dispose d'un agrément provisoire durant la période au cours de laquelle il se met en conformité avec les présentes normes.

Le Gouvernement dispose d'un délai de six mois pour examiner les demandes d'agrément à partir de la date à laquelle la demande est complétée et recevable.

Le Gouvernement notifie le début du délai.

Si, au terme de ce délai, aucune décision n'est intervenue, les pouvoirs organisateurs concernés maintiennent leur droit aux subventions allouées pour les frais de personnel et de fonctionnement sur la base du décret du 4 avril 1996, indexées conformément au Chapitre 2 du Titre II du Livre VI, jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

Art. 709. Par dérogation à l'article 551, § 3, lorsque les activités accessoires concernent l'information et la supervision, celles-ci peuvent dépasser le seuil de 20 % pour autant qu'elles aient été instituées dans le cadre du décret du 4 avril 1996, sur accord du Gouvernement, aussi longtemps que les conventions conclues avant le 1^{er} janvier 2010 et dans le cadre desquelles s'exercent les activités accessoires sont valides.

Art. 710. § 1^{er}. Les dispositions relatives aux prestations définies à l'article 570 s'appliquent selon des phases successives aux services de santé mentale agréés en vertu du décret du 4 avril 1996 et qui ont introduit une demande d'agrément dans le cadre du Chapitre 2 du Titre II du Livre IV, dans les limites des crédits budgétaires.

§ 2. Les services de santé mentale qui, le 1^{er} janvier 2010, disposent de plus d'une équipe, conservent le bénéfice du surplus.

§ 3. Les services de santé mentale, dont les prestations des membres du personnel des équipes ne répondent pas aux critères du Chapitre 2 du Titre II du Livre VI, en conservent le bénéfice.

§ 4. Les services de santé mentale qui ne disposent pas du tout ou partiellement de la fonction d'accueil et de secrétariat conformément à l'article 564, sont prioritaires pour son octroi.

Le Gouvernement décide des phases successives de cet octroi, sachant qu'elles ne peuvent être supérieures à 4 exercices budgétaires et qu'il convient de commencer par les services de santé mentale totalement dépourvus.

§ 5. Les services de santé mentale qui ne disposent pas d'au moins 19 heures de prestations de la fonction sociale par équipe, sont tenus de s'y conformer au fil des départs naturels.

En aucun cas, la fonction sociale ne pourra être inférieure à un mi-temps.

§ 6. Le Gouvernement décide des phases successives de l'octroi de la fonction de liaison, sachant qu'elles ne peuvent être supérieures à 4 exercices budgétaires et qu'il convient de commencer par les services de santé mentale dont les prestations attribuées lors de l'agrément sont les moins élevées.

La fonction de liaison s'applique aux services de santé mentale dont le territoire s'inscrit dans les arrondissements administratifs dont la moyenne de financement allouée par la Région wallonne lors du plus récent exercice clôturé à la date d'entrée en vigueur, est inférieur ou égal à 7 euros par habitant.

Pour les autres, la fonction de liaison ne peut être octroyée tant que tous les arrondissements administratifs ne sont pas parvenus à la moyenne de financement allouée par la Région wallonne, lors de l'exercice antérieur.

§ 7. Le Gouvernement décide des phases successives de l'octroi de la subvention destinée à la direction administrative, sachant qu'elles ne peuvent être supérieures à 4 exercices budgétaires et qu'il convient de commencer par les services de santé mentale dont les heures de prestation sont les plus élevées.

Art. 711. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 566, § 1^{er}, les services de santé mentale agréés en vertu du décret du 4 avril 1996 et dont l'arrêté d'agrément ne comprenait pas d'heures de prestations pour la fonction psychiatrique, continuent à se voir appliquer le même régime.

§ 2. Le Gouvernement peut accorder une dérogation au minimum de prestations de la fonction psychiatrique visée à l'article 566, § 1^{er}, lorsque le pouvoir organisateur du service de santé mentale fait la preuve de l'impossibilité matérielle d'organiser la fonction conformément aux présentes dispositions et soumet des mesures compensatoires qu'il s'engage à mettre en œuvre.

Ces mesures visent à maintenir l'accessibilité aux soins et à organiser le recours à une direction thérapeutique pour les membres de l'équipe.

La dérogation est accordée pour une durée maximale d'un an et est renouvelée si le pouvoir organisateur établit que les mesures compensatoires ont bien été mises en œuvre et la preuve de l'impossibilité matérielle d'organiser la fonction conformément aux présentes dispositions.

En cas de dérogation au minimum de prestations, la fonction administrative est préservée.

Art. 712. L'article 590 s'applique aux services de santé mentale agréés en vertu du décret du 4 avril 1996, lorsque ceux-ci emménagent dans d'autres locaux ou effectuent des travaux de mise en conformité après le 1^{er} janvier 2010, à l'exception des clubs thérapeutiques pour qui la règle s'applique dès le 1^{er} janvier 2010.

Art. 713. § 1^{er}. Le réseau ou le service agréé en vertu du décret du 27 novembre 2003, introduit une nouvelle demande d'agrément dans les six mois qui suivent le 1^{er} août 2010.

La demande est obligatoirement complétée endéans cette période par le plan d'action.

A défaut, il n'est plus agréé au terme de la période de six mois précitée.

§ 2. Dès l'introduction de sa demande d'agrément, le réseau ou le service dispose d'un agrément provisoire de six mois au cours duquel il se met en conformité avec les normes visées respectivement à la sous-section 2 de la section 2 et à la sous-section 1^{re} de la section 3 du chapitre 3 du Livre VI.

Le Gouvernement dispose d'un délai de six mois pour examiner les demandes d'agrément.

Si, au terme de ce délai, aucune décision n'est intervenue, les pouvoirs organisateurs concernés maintiennent leur droit aux subventions allouées pour les frais de personnel et de fonctionnement sur la base du décret du 27 novembre 2003 jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

§ 3. Dans l'attente de la définition des indicateurs d'activités visés à l'article 655, les subventions continuent à être allouées sur la base du décret du 27 novembre 2003.

§ 4. Par dérogation à l'article 640, pour le premier exercice d'application du Chapitre 3 du Livre VI, le montant total des subventions allouées aux réseaux est plafonné au montant total dont auraient bénéficié les réseaux si tous avaient été agréés et subventionnés sur la base du décret du 27 novembre 2003 au 31 décembre 2010.

Art. 714. Les services de transport médico-sanitaire titulaires d'un agrément au jour de l'entrée en vigueur du Chapitre 4 du Titre II du Livre VI peuvent continuer d'exercer leurs activités jusqu'au jour où il sera statué quant à leur agrément pour une durée indéterminée, après inspection du service de l'administration déléguée par le Gouvernement.

Art. 715. Les agréments provisoires en cours au jour de l'entrée en vigueur du Chapitre 4 du Titre 2 du Livre VI, sont réputés avoir été accordés pour une période d'un an à dater de l'entrée en vigueur du Chapitre 4 du Titre II du Livre VI.

Art. 716. Par dérogation à l'article 685, alinéa 1^{er}, 9^o et 12^o, les ambulances en activité au sein du service médico-sanitaire agréé au jour de l'entrée en vigueur du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire restent soumises aux normes techniques telles qu'elles étaient définies par ou en vertu du décret du 29 avril 2004 relatif au transport médico-sanitaire et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif au transport médico-sanitaire en son article 11.

Art. 717. Les services de transport médico-sanitaire qui effectuent des transports par véhicules sanitaires légers disposent d'un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du Chapitre 4 du Titre II du Livre VI pour introduire leur demande d'agrément.

Ils peuvent continuer à exercer leurs activités jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

Art. 718. Les véhicules sanitaires légers en activité au jour de l'entrée en vigueur du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire peuvent poursuivre leurs activités sans satisfaire aux normes visées à l'article 685, alinéa 1^{er}, 10^o, pour autant qu'ils restent affectés au sein du même service.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3380

[C — 2011/27223]

29 SEPTEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering houdende codificatie van de wetgeving over de gezondheid en de sociale actie

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 houdende overdracht van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 6° en 7°;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 waarbij de Regering gemachtigd wordt om de wetgeving over de bijstand aan personen en de gezondheid te codificeren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 november 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2010;

Gelet op het advies van het beheerscomité van AWIPH, gegeven op 16 december 2010;

Gelet op advies 49.337/4 van de Raad van State, gegeven op 6 april 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » (Waalse Raad voor Sociale actie en gezondheid), gegeven op 12 januari 2011;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het psychiatrisch verzorgingstehuis « Les Marronniers », gegeven op 13 januari 2011;

Gelet op advies A.1020 van de Waalse Sociaal-Economische Raad, gegeven op 24 januari 2011;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de overheidsinstelling « Le Chêne aux Haies », gegeven op 26 januari 2011;

Overwegende dat artikel 2 van bovenvermeld decreet van 3 april 2009 hetgeen volgt bepaalt :

« § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd de wetgevende bepalingen over het beleid inzake gezondheid en de bijstand aan personen, bedoeld in artikel 3, 6° en 7°, van decreet II van 22 juli 1993 van de Raad van de Franse Gemeenschap betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, evenals de uitdrukkelijke of impliciete wijzigingen die in die bepalingen worden aangebracht bij de codificatie ervan, te codificeren

§ 2. Daartoe kan de Regering, zonder de te codificeren wetgevingen inhoudelijk te wijzigen, :

- 1° de vorm wijzigen, meer bepaald de zinsbouw en de terminologie, de voorstelling, de volgorde en de nummering van de te codificeren bepalingen;
- 2° de nummering, de volgorde en de opschriften van de delen, boeken, hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen waarbij de te codificeren bepalingen zijn ingedeeld, wijzigen en, indien nodig, in nieuwe indelingen voorzien;
- 3° een te codificeren bepaling splitsen om er de inhoud van over twee of meerdere artikelen te verdelen;
- 4° een te codificeren bepaling geheel of gedeeltelijk in twee of meerdere artikelen weergeven;
- 5° de verwijzingen die in de te codificeren bepalingen vervoat zijn in overeenstemming brengen met de nieuwe nummering en de vigerende regelgeving;
- 6° de te codificeren bepalingen aanpassen zodat uitdrukkelijk naar het Waalse Gewest verwezen wordt daar waar het de plaats van de Staat of de Franse Gemeenschap moet innemen. »;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Besluit :

Artikel 1. 1. Het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt opgemaakt overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. In de zin van dit besluit worden hierna vermelde bepalingen met de wijzigingen die erin werden aangebracht, in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid gecodificeerd :

1. de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden;
2. het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;
3. het decreet van 30 juni 1982 inzake de Centra voor gemeenschappelijke diensten;
4. het decreet van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen;
5. het decreet van 19 juli 1993 (Franse Gemeenschap) betreffende de regelmatige uitbetaling van de rechtstreekse en onrechtstreekse subsidies;
6. het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;
7. het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest;
8. het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;
9. het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;
10. het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie - Hoofdstuk VI - Bepalingen betreffende het beleid inzake sociale actie (artikel 16);
11. het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;
12. het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;
13. het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen;
14. het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting;

15. het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid;
16. het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;
17. het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten « Espaces-Rencontres » (Ontmoetingsruimten);
18. het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een assistentiehond;
19. het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;
20. het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen;
21. het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen;
22. het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies;
23. het decreet van 3 april 2009 houdende bepalingen betreffende het verlenen van de Gewestwaarborg voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet (artikelen 2 en 3);
24. het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen;
25. het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning van de coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp met het oog op de toekenning van subsidies;
26. het decreet van 30 april 2009 betreffende de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest;
27. het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;
28. het decreet van 30 april 2009 betreffende de tegemoetkoming van het Waalse Gewest in de aankoop van een telehulpstoel door een bejaarde of gehandicapte persoon;
29. het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties;
30. het decreet van 20 november 2008 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer;
31. het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verscheidene maatregelen inzake goed beheer, administratieve vereenvoudiging, begroting en opleiding in de aangelegenheden bedoeld bij artikel 138 van de Grondwet.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de datum bepaald in het decreet tot bevestiging ervan, overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 3 april 2009 waarbij de Regering gemachtigd wordt om de wetgeving over de bijstand aan personen en de gezondheid te codificeren.

Art. 4. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 29 september 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

—————
VERTALING

Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

DEEL I. — ORGANIEKE BEPALINGEN

Boek I. — « Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé » (Waalse Raad voor Sociale Actie en Gezondheid)

TITEL I. — Definities en algemene bepaling

Artikel 1. § 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "Administratie" : de diensten van het Waalse Gewest die bevoegd zijn in de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1° en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- 2° "openbare instelling" : de instellingen van openbaar nut bevoegd in de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1° en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- 3° "bijzonder advies" : advies uitgebracht door een vaste commissie in het kader van haar expertise-opdracht zoals bepaald bij of krachtens dit boek;
- 4° "algemeen advies" : advies uitgebracht door de « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » en advies uitgebracht door de vaste commissies in het kader van hun algemene opdracht;
- 5° "vaste commissie" : de vaste commissies georganiseerd bij hoofdstuk 3 van titel 4 van dit boek.

§ 2. Dit boek regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, ervan.

Art. 2. De bepalingen vervat in dit boek zijn toepasselijk op de volgende instellingen :

- « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » (Waalse raad voor Sociale actie en Gezondheid);
- « Commission wallonne de la santé » (Waalse commissie voor gezondheid);

- « Commission wallonne de la famille » (Waalse commissie voor het gezin);
- « Commission wallonne de l'action sociale » (Waalse commissie voor sociale actie);
- « Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère » (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst);
- « Commission wallonne des personnes handicapées » (Waalse commissie voor gehandicapte personen);
- « Commission wallonne des aînés » (Waalse commissie voor senioren);
- « Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé » (Adviescommissie voor beroepen inzake sociale actie en gezondheid).

Art. 3. De volgende regels zijn van toepassing op de instellingen bedoeld in artikel 2 :

- 1° voor elk gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Als het lid krachtens de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen aangewezen wordt wegens een specifieke functie die hij uitoefent of een titel die hij draagt, kan van deze regel worden afgeweken;
- 2° een plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewoon lid dat hij vervangt afwezig is;
- 3° de plaatsvervangende leden beschikken over dezelfde documenten betreffende de vergaderingen van de instelling als de gewone leden. Deze documenten worden gelijktijdig aan de plaatsvervangende en aan de gewone leden overgemaakt;
- 4° een lid mag als vertegenwoordiger van de Regering niet met stemrecht zitting hebben;
- 5° de leden van de Regering of hun gemachtigden kunnen de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen als een vraagstuk waarvoor ze bevoegd zijn voor advies aan de instellingen wordt overgelegd;
- 6° als het mandaat van een lid verstrijkt vóór de vastgelegde datum verstrijkt, wordt het door een vervanger voleindigd;
- 7° de mandaten van de leden binnen de instelling worden integraal hernieuwd;
- 8° het mandaat van de leden loopt vijf jaar;
- 9° een lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van het Europees Parlement of van één van de gewestelijke en gemeenschappelijke parlementen mag niet als lid worden aangewezen. Deze regel is niet van toepassing op de personen die binnen de instelling wegens hun hoedanigheid van verkozenen of vertegenwoordiger van de plaatselijke besturen worden aangewezen indien de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen uitdrukkelijk voorzien in die hoedanigheid;
- 10° de instelling geeft advies binnen vijftig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag. Die termijn kan evenwel tot tien dagen herleid worden of door de Regering verlengd worden als de aanvraag van bijzonder belang of ingewikkeld is. Bij gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan;
- 11° het is ieder lid verboden te beraadslagen over vraagstukken waarbij hij een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft. Een lid dat belangen vertegenwoordigt van de entiteit waardoor het binnen de instelling is voorgedragen of aangewezen, wordt niet als persoonlijk of onrechtstreeks belang beschouwd;
- 12° niemand kan als lid aangewezen worden als hij veroordeeld is of als hij lid is van een instelling of een vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing veroordeeld is voor niet-naleving van de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.
Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing indien vastgesteld kan worden dat de persoon of de vereniging publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het vorige lid.
Het houdt op één jaar na bovenvermelde rechterlijke beslissing indien de persoon de vereniging heeft verlaten wegens en onmiddellijk na haar veroordeling voor niet-naleving van de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het vorige lid;
- 13° behalve de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen wordt op beslissing van de instelling als ontslagnemend beschouwd het lid :
 - dat zonder rechtvaardiging meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;
 - dat zonder medische reden meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;
 - dat zich niet houdt aan de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten wanneer ze erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;
 - dat zich vijandig opstelt of deel uitmaakt van een instelling of een vereniging die zich vijandig opstelt t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;
- 14° bij gebrek aan andere regels waarin de bepalingen tot regeling van de werking en de organisatie van de instelling uitdrukkelijk voorzien, wordt :
 - het aanwezigheidsquorum vastgelegd op de helft van de leden;
 - het stemmingsquorum vastgelegd op de meerderheid van de aanwezige leden;

- 15° als het aanwezigheidsquorum niet bereikt kan worden, kan op korte termijn en minstens 24 uur na de vergadering waarop de quorum niet werd bereikt een nieuwe vergadering bijeengeroepen worden om over dezelfde agenda te beraadslagen. In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan deze termijn worden ingekort. Tijdens een bijeenroeping kan, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze worden beraadslaagd;
- 16° de verplaatsingskosten van de leden worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode;
- 17° in geval van dringende noodzakelijkheid of in speciaal gemotiveerde omstandigheden kan het advies van de instelling uitgebracht worden volgens een schriftelijke procedure onder de leden;
- 18° per instelling of voor een geheel van instellingen wordt een jaarlijks activiteitenverslag opgemaakt dat op een website ingekeken kan worden. Dat verslag wordt gelijktijdig aan de Waalse Regering en aan het Waals Parlement overgemaakt uiterlijk tegen het einde van de maand september van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft;
- 19° elke instelling stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor, samen met de wijzigingen die er eventueel in aangebracht worden. Het huishoudelijk reglement slaat o.a. op de volgende punten, behalve als ze het voorwerp uitmaken van specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen :
- het minimumaantal jaarlijkse vergaderingen;
 - de verplichting om notulen op te stellen van de debatten die tijdens elke vergadering gevoerd worden;
 - de wijze waarop de documenten aan de gewone en plaatsvervangende leden worden overgemaakt;
 - de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen;
 - de beroepsvoorwaarden en de modaliteiten tot uitvoering van de schriftelijke procedure inzake het uitbrengen van advies in geval van hoogdringendheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden;
 - desgevallend, de in acht te nemen regels in het kader van de opmaak van de begroting van de instelling;
 - de voorwaarden en situaties waarvoor de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;
 - desgevallend, de zetel en de plaats van de vergaderingen van de instelling;
 - de modaliteiten voor het raadplegen van het jaarverslag;
 - het al dan niet openbare karakter van de vergaderingen van de instelling;
- 20° voor de uitoefening van hun opdrachten kunnen de instellingen beroep doen op externe deskundigen.

Art. 4. § 1. Er wordt een « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » opgericht.

§ 2. De « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » telt zes vaste commissies :

- de « Commission wallonne de la santé »;
- de « Commission wallonne de la famille »;
- de « Commission wallonne de l'action sociale »;
- de « Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère »;
- de « Commission wallonne des personnes handicapées »;
- de « Commission wallonne des aînés ».

TITEL II. — Opdrachten

Art. 5. De adviesverlenende functie betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uitgeoefend volgens de modaliteiten bepaald bij of krachtens dit onderhoofdstuk.

In het kader van deze functie heeft de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" als opdracht :

- 1° de huidige toestand en de ontwikkelingen van het beleid inzake sociale actie en gezondheid van de Regering op te volgen en te toetsen aan de noden van onze maatschappij op dat vlak;
- 2° het aanbod van voorzieningen voor het beleid inzake sociale actie en gezondheid, kwalitatief en kwantitatief en in het teken van het vervullen van de behoeften van de begunstigden te evalueren en voorstellen te formuleren voor de verdere ontwikkeling ervan;
- 3° de Regering advies te verstrekken omtrent vraagstukken i.v.m. het beleid inzake sociale actie en gezondheid;
- 4° een globaal verslag van de klachten over te maken met betrekking tot het beleid inzake sociale actie en gezondheid en dit onverminderd de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt en, desgevallend, aanbevelingen te formuleren;
- 5° de werkzaamheden van de commissies bedoeld in afdeling 3 van dit onderhoofdstuk te organiseren.

De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" voert zijn opdrachten uit in samenwerking met de vaste commissies.

De Regering specificeert, desgevallend, de opdrachten die in het tweede lid worden vermeld..

Art. 6. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" kan om advies verzocht worden wat betreft de ontwerpen van decreet of besluit van de Regering betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" kan, in het kader van zijn opdrachten, initiatiefadviezen uitbrengen.

De "Conseil" informeert de Regering over zijn voornemen om een initiatiefadvies uit te brengen.

TITEL III. — Samenstelling

Art. 7. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bestaat uit dertig gewone leden en dertig plaatsvervangende leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters. De gewone leden zijn afkomstig van de vaste commissies, met name :

- vijf leden van de "Commission wallonne de la Santé" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne de la Famille" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne de l'Action sociale" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne de l'Intégration des Personnes étrangères ou d'origine étrangère" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne des Personnes handicapées" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne des Aînés" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter.

Het plaatsvervangend lid van een gewoon lid is afkomstig van dezelfde vaste commissie als laatstgenoemde

Een minimumvertegenwoordiging van minstens zes leden, van de begunstigden van de diensten en instellingen alsook van de representatieve werknemersorganisaties van de sectoren wordt gewaarborgd binnen de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé".

§ 2. Vier leden aangewezen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" nemen ook deel aan de vergaderingen van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", met raadgevende stem.

Art. 8. § 1. De Regering wijst de leden van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" aan binnen drie maanden na de installatie van de vaste commissies, op de voordracht van de commissies wat betreft de leden van de "Conseil" die geen voorzitter van de vaste commissies zijn. De leden van de "Conseil" worden voor dezelfde termijn aangewezen als voor de termijn waarvoor ze als lid van de vaste commissie waarvan ze deel uitmaken, worden aangewezen.

De Regering wijst onder de leden die niet voorzitters van de vaste commissies zijn, de voorzitter en ondervoorzitters van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" aan.

§ 2. De aanwijzing van de gewone leden en de plaatsvervangende leden gebeurt op dezelfde wijze.

§ 3. Een gewoon lid wordt geacht ontslagnemend te zijn wanneer hij geen lid meer is van de vaste commissie die hem heeft voorgedragen.

TITEL IV. — Werking

HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen

Art. 9. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" wordt door de voorzitter bijeengeroepen of, bij verhindering, door één van de ondervoorzitters.

Wanneer een derde van de leden het vraagt, wordt de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" ook door de voorzitter bijeengeroepen.

§ 2. De agenda en de nodige stukken worden aan de gewone leden en aan de plaatsvervangende leden overgemaakt.

Art. 10. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" stelt binnen zes maanden na zijn effectieve samenstelling een huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

§ 2. Ambtenaren van de Administratie of van de openbare instellingen alsook een vertegenwoordiger van het secretariaat van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" kunnen als waarnemer deelnemen aan de vergaderingen van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé".

Art. 11. Naast de vergoedingen voor verplaatsingskosten bedoeld in artikel 3, § 1, 17°, bepaalt de Regering de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden worden toegekend.

HOOFDSTUK II. — Bureau

Art. 12. § 1. Binnen de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" wordt een bureau opgericht dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitters van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de voorzitters van de vaste commissies en één of meerdere leden van het secretariaat.

§ 2. Elk verzoek om advies van de Regering wordt aan het secretariaat gericht.

Wat de verzoeken om algemeen advies betreft is het bureau ermee belast om de werkzaamheden te organiseren en voor te bereiden en om de beslissingen van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" en de vaste commissies uit te voeren.

De verzoeken om bijzonder advies worden rechtstreeks door het secretariaat gericht aan de voorzitter van de Vaste commissie die bevoegd is om het dossier te behandelen.

§ 3. De werking van het bureau wordt door het huishoudelijk reglement geregeld.

HOOFDSTUK III. — Vaste commissies

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 13. § 1. De benoeming van de leden van de verschillende vaste commissies gebeurt met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- 1° de leden van de vaste commissies hebben minstens vijf jaar ervaring in minstens één van de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de vaste commissie valt waarin zij benoemd zijn of actief zijn met name in federaties, verenigingen, instellingen of diensten die werkzaam zijn in het kader van de onderwerpen toegekend aan de vaste commissie waarin zij benoemd zijn;
- 2° om het evenwicht van de sectoren vertegenwoordigd in een commissie te vrijwaren, worden de leden verdeeld in functie van de verschillende onderwerpen die binnen elke vaste commissie worden behandeld;

- 3° een specifieke vertegenwoordiging van de begunstigden van de diensten en instellingen alsook van de representatieve werknemersorganisaties van de sectoren wordt verzekerd binnen elke commissie in functie van de bevoegdheden die haar worden toegekend.

De Regering kan voor elke vaste commissie de toepassing van de criteria bepalen die in het vorig lid worden vermeld.

§ 2. De leden worden door de Regering aangewezen voor een termijn van vijf jaar op basis van een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De Regering wijst onder deze leden de voorzitter en de ondervoorzitters van elke vaste commissie aan.

De aanwijzing van de gewone leden en de plaatsvervangende leden gebeurt op dezelfde wijze.

Onverminderd de regels bedoeld in artikel 3, 14°, wordt volgens een procedure voorzien in het huishoudelijk reglement van elke vaste commissie het mandaat van een lid van een vaste commissie ambtshalve beëindigd wanneer betrokkene de overheid of vereniging die hem heeft voorgedragen, niet meer vertegenwoordigt of de hoedanigheid verliest krachtens welke hij werd aangewezen.

Art. 14. De vaste commissies worden door hun respectievelijke voorzitters bijeengeroepen of, bij verhindering, door één van de ondervoorzitters.

Op aanvraag van een derde van de leden worden de vaste commissies door hun respectievelijke voorzitter bijeengeroepen.

Art. 15. Bedoeld huishoudelijk reglement, opgesteld krachtens dit boek, wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd, na advies van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé".

Art. 16. Ambtenaren van de Administratie of van de openbare instellingen kunnen als waarnemer deelnemen aan de vergaderingen van de vaste commissies.

Art. 17. § 1. De vaste commissies kunnen werkgroepen oprichten voor de voorbereiding van een bepaald advies.

Deze werkgroepen hebben een beperkte opdracht die door de vaste commissie wordt bepaald.

Na het vervullen van zijn opdracht wordt de werkgroep door de vaste commissie ontbonden.

§ 2. De algemene adviezen van de vaste commissies worden door de voorzitter van de vaste commissie aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" overgemaakt, of, als de voorzitter verhinderd is, door één van de ondervoorzitters.

§ 3. De bijzondere adviezen van de vaste commissies worden door de voorzitter van de vaste commissie aan de Regering en, ter informatie, aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" overgemaakt, of, als de voorzitter verhinderd is, door één van de ondervoorzitters, binnen de in artikel 3, 10°, gestelde termijnen.

§ 4. Elke vaste commissie kan, in het kader van haar opdrachten, initiatiefadviezen uitbrengen die ze aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" overmaakt.

Laatstgenoemde is ertoe gehouden de initiatiefadviezen, eventueel aangevuld met zijn eigen advies, aan de Regering te rapporteren.

Art. 18. Naast de vergoedingen voor verplaatsingskosten bedoeld in artikel 3, 16°, bepaalt de Regering de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden worden toegekend.

Afdeling 2. — "Commission wallonne de la santé"

Onderafdeling 1. — Opdrachten

Art. 19. De "Commission wallonne de la santé" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

- 1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 5, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;
- 2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onverminderd het vorige lid, gaat het hier eigenlijk om het uitbrengen van een technisch advies over de toepassing van Hoofdstuk I van Titel I van Boek V van dit Wetboek :

- a) over de geplande aanvullende normen bedoeld in artikel 412 van dit Wetboek;
- b) over iedere aanvraag om inschrijving op de programmatie van de verzorgingsinstellingen;
- c) over de voorgestelde erkenning of bijzondere erkenning, verlenging van erkenning of bijzondere erkenning van een verzorgingsinstelling, alsook vóór iedere beslissing tot intrekking of tot weigering van een erkenning of bijzondere erkenning van een verzorgingsinstelling, met uitzondering van de erkenningen van de instellingen en diensten op grond van artikel 170, § 1, van de wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008;
- d) over iedere aanvraag om erkenning van een groepering, een vereniging of fusie van ziekenhuizen;
- e) vóór iedere beslissing tot toelating van medische apparatuur;
- f) op verzoek van de Regering een advies uitbrengen over de subsidiëring van infrastructuren;
- g) op verzoek van de Regering een advies uitbrengen over de voorgestelde voorlopige erkenning of voorlopige bijzondere erkenning.

Onderafdeling 2. — Samenstelling

Art. 20. § 1. De "Commission wallonne de la santé" bestaat uit vijftientig gewone leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

§ 2. Ad hoc werkgroepen kunnen binnen de "Commission wallonne de la santé" worden opgericht om het werk van deze commissie voor te bereiden met betrekking tot haar expertiseopdracht.

Het huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne de la santé" omschrijft de opgerichte werkgroepen en hun werkwijze.

De "Commission wallonne de la santé" richt in elk geval een werkgroep "verzorgingsinstellingen" op.

§ 3. De Regering wijst onder de leden van de "Commission wallonne de la santé", ingesteld bij het decreet houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, degenen aan die deel zullen uitmaken van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen.

Afdeling 3. — "Commission wallonne de la famille"

Onderafdeling 1. — Opdrachten

Art. 21. De "Commission wallonne de la famille" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

- 1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 5, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;
- 2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onderafdeling 2. — Samenstelling

Art. 22. De "Commission wallonne de la famille" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Afdeling 4. — "Commission wallonne de l'action sociale"

Onderafdeling 1. — Opdracht

Art. 23. De "Commission wallonne de l'action sociale" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

- 1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 5, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;
- 2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onderafdeling 2. — Samenstelling

Art. 24. De "Commission wallonne de l'action sociale" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Afdeling 5. — "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère"

Onderafdeling 1. — Opdrachten

Art. 25. De "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

- 1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 5, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;
- 2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onderafdeling 2. — Samenstelling

Art. 26. De "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Afdeling 6. — "Commission wallonne des personnes handicapées"

Onderafdeling 1. — Opdrachten

Art. 27. De "Commission wallonne des personnes handicapées" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

- 1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 5, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;
- 2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onderafdeling 2. — Samenstelling

Art. 28. De "Commission wallonne des personnes handicapées" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Afdeling 7. — "Commission wallonne des aînés"

Onderafdeling 1. — Opdrachten

Art. 29. De "Commission wallonne des aînés" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

- 1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 5, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;
- 2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onverminderd het vorige lid, gaat het hier eigenlijk om het uitbrengen van een technisch advies over de toepassing van titel 1 van boek 5 van dit Wetboek :

1. het programma van de inrichtingen voor bejaarde personen bedoeld in de artikelen 345 tot 347 van dit Wetboek;
2. de principiële akkoorden bedoeld in de artikelen 348 van dit Wetboek;
3. elke beslissing tot weigering, intrekking of schorsing van een erkenning, vóór deze beslissingen.

Onderafdeling 2. — Samenstelling

Art. 30. De "Commission wallonne des aînés" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

HOOFDSTUK IV. — *Beroepen en Adviescommissie voor de beroepen**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 31. Onverminderd de wetgeving op de ziekenhuizen kan een beroep bij de Regering worden ingediend tegen een beslissing inzake sociale actie of gezondheid die genomen is en door de Regering of een andere bevoegde instantie formeel betekend is.

Het beroep is opschortend, behalve :

- 1° als de Regering beslist voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 5°, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, om een instelling of een dienst dringend te sluiten als :
 - een overtreding van de bij of krachtens een decreet bepaalde regels de rechten, de veiligheid of de gezondheid van de bewoners ernstig in het gedrang brengt;
 - dringende volksgezondheids- of veiligheidsredenen zulks rechtvaardigen;
- 2° als de beslissing wordt gerechtvaardigd door de toepassing van een programmatie.

Art. 32. Er wordt een Adviescommissie voor de beroepen opgericht voor de vraagstukken inzake sociale actie en gezondheid.

De Adviescommissie voor de beroepen heeft als opdracht de Regering adviezen te verlenen wat betreft de beroepen bedoeld in artikel 31.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 33. De Adviescommissie voor de beroepen bestaat uit zeven leden onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter.

De Regering benoemt voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar en op basis van een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Adviescommissie voor de beroepen.

Art. 34. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter zijn houder van een diploma van licentiaat, master of doctor in de rechten en hebben een nuttige juridische ervaring van minstens vijf jaar.

§ 2. De andere leden en hun plaatsvervangers zijn bevoegd inzake sociale actie en gezondheid en hebben een nuttige ervaring van minstens vijf jaar wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 3. De regels vastgelegd in het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen voor de aangelegenheden waarin het Gewest de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent, worden nageleefd als de Adviescommissie voor de beroepen wordt samengesteld.

Art. 35. De hoedanigheid van lid van de Adviescommissie voor de beroepen is onverenigbaar met :

- 1° de hoedanigheid van lid van de vaste commissies;
- 2° de hoedanigheid van personeelslid van de Administratie;
- 3° de hoedanigheid van personeelslid van een openbare instelling van het Waalse Gewest;
- 4° de hoedanigheid van voorzitter, lid van de raad van bestuur, beheerder of personeelslid van een federatie of een samenwerkingsverband voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 5°, § 1, I, 10, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Afdeling 3. — Beroepsprocedure

Art. 36. § 1. Het beroep tegen een beslissing wordt binnen de maand van de kennisgeving van de omstreden beslissing aan het secretariaat van de Adviescommissie voor de beroepen gericht bij aangetekend schrijven of via elk ander middel waarbij de zending wordt bewezen.

Het beroep vermeldt :

- 1° de naam, voornaam, woonplaats of zetel van de aanvrager;

2° zijn voorwerp en een uiteenzetting van de feiten en verweermiddelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

Het secretariaat bevestigt ontvangst van het beroep en legt het voor samen met het administratief dossier aan de Adviescommissie voor de beroepen binnen vijftien dagen die volgen op de ontvangst.

§ 2. Zowel de bevoegde administratie of openbare instelling als de aanvrager worden opgeroepen om gehoord te worden tijdens de vergadering van de Adviescommissie voor de beroepen die het beroep zal onderzoeken.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan. De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

§ 3. De Regering kan pas een beslissing nemen op het beroep na ontvangst van het advies van de Adviescommissie voor de beroepen tenzij de termijn waarbinnen het advies moest worden gegeven, is verstreken. In dit geval wordt aan de adviesvereiste binnen de voorgeschreven termijn voorbijgegaan.

De Adviescommissie voor de beroepen brengt haar gemotiveerd advies uit aan de bevoegde Administratie of openbare instelling.

Het gemotiveerd advies van de Adviescommissie voor de beroepen wordt ter kennis gebracht van de verzoekende partij binnen vijftien dagen na het uitbrengen van het advies.

De bevoegde Administratie of openbare instelling bezorgt de Regering een beslissingsvoorstel binnen dertig dagen na de overhandiging van het advies van de Adviescommissie voor de beroepen of, bij gebrek aan advies, binnen vijfenveertig dagen na het verstrijken van de termijn.

De Regering spreekt zich over het beroep uit binnen een termijn van drie maanden na de indiening van het voorstel tot beslissing.

De Minister deelt de beslissing van de Regering mee aan de persoon die het beroep heeft ingediend.

Art. 37. Enkel de voorzitter, de ondervoorzitter, de overige leden of hun plaatsvervangers zijn stemgerechtigd.

De commissie kan alleen geldig beraadslagen en stemmen als ten minste de voorzitter of de ondervoorzitter en drie leden, of hun plaatsvervangers, aanwezig zijn.

Bij de stemming worden onthoudingen niet in aanmerking genomen voor het bereiken van de vereiste meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 38. De Adviescommissie voor de beroepen kan, desgevallend, bij dringendheid, het advies van de vaste commissies vragen om haar te helpen haar eigen advies voor te bereiden.

Art. 39. De Adviescommissie voor de beroepen krijgt van de administratie of openbare instellingen alle informatie die ze meent nodig te hebben voor het uitbrengen van haar advies.

Art. 40. Naast de vergoedingen voor verplaatsingskosten bedoeld in artikel 3, 16°, bepaalt de Regering de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden worden toegekend.

TITEL V. — Secretariaat

Art. 41. Het secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de Vaste commissies en de Adviescommissie voor de beroepen wordt door de diensten van de Regering waargenomen.

TITEL VI. — Activiteitenverslag

Art. 42. § 1. Elke vaste commissie bezorgt de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" jaarlijks een activiteitenverslag op 30 april.

§ 2. Op grond van de verslagen bedoeld in § 1 en de adviezen die hij heeft uitgebracht bezorgt de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" gelijktijdig de Waalse Regering en het Waals Parlement een globaal activiteitenverslag over de adviesverlenende functie betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het globaal activiteitenverslag wordt door de Regering aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" overgemaakt.

TITEL VII. — Klachten

Art. 43. § 1. Elke belanghebbende kan aan de Regering, de Administratie, de openbare instelling of de burgemeester een klacht richten met betrekking tot de werking van een dienst of een instelling inzake sociale actie of gezondheid.

Elke klacht is het voorwerp van een bericht van ontvangst dat binnen de acht dagen wordt verstuurd.

§ 2. De burgemeester, Administratie of openbare instelling die een klacht ontvangen, brengen onverwijld de volgende instanties op de hoogte :

1° de Regering;

2° de dienst of instelling waarop die klacht betrekking heeft.

§ 3. Indien bemiddeling mogelijk is, kan de burgemeester als verzoenende partij optreden en aanbevelingen uiten die hem van die aard lijken dat ze een oplossing kunnen inhouden voor de werkingsmoeilijkheden.

§ 4. De burgemeester, de Administratie of de openbare instelling richten een verslag over de inlichtingen die ze hebben kunnen inwinnen aan de Regering.

De betrokken dienst of instelling licht de burgemeester, de Administratie of de openbare instelling onverwijld in over het gevolg dat aan de klacht gegeven is.

De Regering, de Administratie of de openbare instelling licht de klager en de dienst of instelling in over het gevolg dat aan de klacht gegeven is.

§ 5. Jaarlijks, vóór 30 april, maakt de Regering aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" de dossiers over betreffende de klachten van het vorige kalenderjaar volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Boek II. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de regelmatige uitbetaling van de rechtstreekse en onrechtstreekse subsidies

Art. 44. § 1. Elk decreet houdende toekenning van organieke subsidies of, bij gebreke daarvan, elk besluit houdende toekenning van organieke subsidies in de aangelegenheden bedoeld in dit Wetboek moet bepalen in welke vormen en binnen welke termijnen ze uitbetaald zullen worden.

§ 2. Dit boek heeft niet betrekking op de subsidies betreffende infrastructuur- of investeringswerken.

Art. 45. De nadere regels voor de uitbetaling van de in artikel 44 bedoelde subsidies worden minstens per trimester bepaald, voor zover die uitbetalingswijze aan de activiteit van de sector beantwoordt.

De voorschotten worden uitbetaald in de loop van de periode waarop ze betrekking hebben, voor zover die uitbetaling geen vooruitlopen op het begrotingsjaar waarin het krediet met betrekking hierop ingeschreven is, tot gevolg heeft.

Art. 46. Bij het verstrijken van een periode van negentig kalenderdagen, buiten de krachtens dit boek bepaalde termijnen, werpen de verschuldigd blijvende bedragen een verwijlinterest af, tegen het op de vervalddag geldende hoogste interventietarief van de Nationale Bank, van rechtswege en zonder ingebrekestelling.

Elk verwijlinterest is echter alleen verschuldigd wanneer de Gemeenschap verantwoordelijk is voor de vertraging bij de uitbetaling van de subsidie.

Art. 47. De decreten en besluiten bedoeld in artikel 44 bepalen de sancties die kunnen worden opgelegd aan de subsidie-ontvangers indien zij de voorwaarden door de toekenning van de subsidies niet naleven.

DEEL II. — SECTORALE BEPALINGEN

Boek I. — Sociale actie

TITEL I. — Diensten voor sociale insluiting en sociale contactpunten

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 48. Deze titel heeft tot doel :

- 1° de diensten te erkennen die zich hoofdzakelijk richten tot de personen die in een uitsluitingssituatie verkeren en die collectieve dan wel gemeenschappelijke acties voor de sociale insluiting tot stand brengen waarvan de aard :
 - a) ofwel preventief is, namelijk acties die kunnen inwerken op de oorzaken van de uitsluiting;
 - b) ofwel curatief is, namelijk acties die kunnen inwerken op de gevolgen van de uitsluiting;
- 2° de structuren te erkennen met als opdracht te voorzien in de coördinatie en in de netwerking van de publieke en particuliere actoren die betrokken zijn bij de hulpverlening aan de personen die in een uitsluitingssituatie verkeren;
- 3° de in 1° en 2° bedoelde diensten en structuren te subsidiëren onder de voorwaarden gesteld in de artikelen 56 en 61.

Art. 49. Voor de toepassing van deze titel wordt beschouwd als zijnde een persoon die in een uitsluitingssituatie verkeert, elke meerderjarige persoon die geconfronteerd wordt of dreigt te worden met de moeilijkheid om een menswaardig leven te leiden en de rechten die erkend zijn bij artikel 23 van de Grondwet uit te oefenen en die, daarnaast, voor wat betreft de diensten voor sociale insluiting, niet in aanmerking kan komen voor een regeling inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 50. De diensten en de structuren bedoeld in deze titel dragen ten gunste van de personen die in een uitsluitingssituatie verkeren, bij tot de verwezenlijking van volgende doelstelling :

- 1° het sociaal isolement doorbreken;
- 2° een deelname aan het maatschappelijke, economische, politieke en culturele leven mogelijk maken;
- 3° de sociale erkenning bevorderen;
- 4° het welzijn en de leefkwaliteit verbeteren;
- 5° de autonomie begunstigen.

HOOFDSTUK II. — Diensten voor sociale insluiting

Afdeling 1. — Erkenning

Onderafdeling 1. — Voorwaarden

Art. 51. De Regering erkent onder de benaming « dienst voor sociale insluiting » elke vereniging of instelling die de collectieve of gemeenschappelijke acties bedoeld in artikel 48, 1°, samengevoegd tot stand brengt via :

- 1° groepswork waarbij zowel collectieve als individuele bekwaamheden ingezet worden;
- 2° de implementering van middelen waarmee de problemen in verband met de bestaansonzekerheid aangepakt kunnen worden;
- 3° de uitwerking van instrumenten die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de rechten die erkend zijn bij artikel 23 van de Grondwet;
- 4° de hulpverlening aan collectieve projecten die het werk zijn van de personen die in een uitsluitingssituatie verkeren;
- 5° een sociaal-individuele begeleiding in aanvulling op de sociaal-collectieve aanpak;
- 6° de totstandbrenging van gediversifieerde sociale banden, meer bepaald tussen generaties en culturen.

Art. 52. § 1. Om erkend te worden als dienst voor sociale insluiting, dient elke vereniging of instelling aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° een vereniging zonder winstgevend doel, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor

maatschappelijk welzijn zijn of door een dergelijke instantie georganiseerd worden. Verschillende openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen samen erkend worden op voorwaarde dat ze onderling een overeenkomst afsluiten om samen de acties voor de sociale insluiting die de aanvraag tot erkenning verantwoordt, tot stand te brengen;

- 2° de begunstigen voor de uitvoering van de acties bedoeld in deze titel minstens een halftijds maatschappelijk werker ter beschikking te stellen;
- 3° voor de acties voor de sociale insluiting die een aanvraag tot erkenning verantwoordt, onder geen enkele regelgeving die in één of andere erkenning voorziet, ressorteren;
- 4° niet erkend zijn in de hoedanigheid van bedrijf voor vorming door arbeid;
- 5° de bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd hebben;
- 6° doorgaans sinds minstens twee jaar te rekenen van de datum van de aanvraag tot erkenning acties voor de sociale insluiting tot stand brengen;
- 7° de acties voor de sociale insluiting op regelmatige wijze uitvoeren;
- 8° in de hulpverlening aan de begunstigen voorzien zonder onderscheid van nationaliteit, geloof, opinie of sexuele geaardheid en met respect voor de ideologische, filosofische of religieuze overtuigingen van betrokkenen;
- 9° zich hoofdzakelijk richten tot de personen bedoeld in artikel 49;
- 10° zo georganiseerd zijn dat de aanpassing aan de door de begunstigen uitgedrukte behoeften mogelijk is;
- 11° samenwerkingsverbanden tot stand brengen en in een samenwerkingsverband handelen met de diensten en instellingen die noodzakelijk zijn voor de volbrenging van de opdrachten;
- 12° een kwalitatieve evaluatieprocedure opzetten waaraan de vereniging of de instelling en de begunstigen deelnemen;
- 13° het personeel bezoldigen volgens de loonschalen zoals vastgesteld door de paritaire comités of door de overheid die belast is met de vaststelling van het personeelsstatuut en in overeenstemming met de functie die het uitoefent;
- 14° zich ertoe verbinden elke begunstigde in te lichten over de bestaande regelingen inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces;
- 15° zich ertoe verbinden het bestuur in te lichten over elke wijziging in het statuut en in de samenstelling van het personeel, in de functies of het statuut van het personeels dat de acties voor de sociale insluiting onderneemt.

§ 2. De Regering bepaalt de titels, diploma's of kwalificaties van de maatschappelijk werker bedoeld in paragraaf 1, 2°, evenals de wijze van doorvoering van de evaluatieprocedure bedoeld in paragraaf 1, 12°, en de wijze van toepassing van paragraaf 1, 9° en 14°.

Onderafdeling 2. — Procedure

Art. 53. De aanvraag tot erkenning wordt bij de Regering ingediend.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag. In dat dossier worden tenminste opgenomen :

- 1° de taakomschrijving van de aanvrager;
- 2° de statuten van de aanvrager;
- 3° de samenstelling van de bestuursorganen en de lijst van het personeel;
- 4° een project waarin de acties die de aanvrager tot stand brengt of beoogt, omschreven worden. Het model voor het project wordt door de Regering vastgesteld.

Art. 54. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van deze titel of van de krachtens deze titel vastgelegde bepalingen.

De dienst voor sociale insluiting waarvan de erkenningsaanvraag werd geweigerd of waarvan de erkenning werd ingetrokken, mag geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen in de loop van het jaar na dat waarin de beslissing tot weigering of tot intrekking van de erkenning is genomen.

Art. 55. De Regering bepaalt de procedure tot toekenning en intrekking van de erkenning.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Art. 56. § 1. De Regering kan, binnen de perken van de begrotingskredieten en volgens de criteria en modaliteiten die zij bepaalt, subsidies aan de erkende diensten voor sociale insluiting verlenen om de bezoldiging van een maatschappelijk werker (minimum halftijds en maximum voltijds) en/of werkingskosten te dekken, met inbegrip van de vormingskosten van de maatschappelijk werker.

§ 2. De Regering bepaalt de titels, diploma's of kwalificaties van de maatschappelijk werker bedoeld in paragraaf 1.

HOOFDSTUK II. — Sociale contactpunten

Afdeling 1. — Oprichting en erkenning

Art. 57. § 1. In elk bestuursarrondissement kan de Regering op eigen initiatief een vereniging oprichten en erkennen die de opdracht bedoeld in artikel 48, 2°.

Als er zich in het bestuursarrondissement minstens één stad of gemeente van meer dan vijftigduizend inwoners bevindt, wordt de door de Regering erkende vereniging « stedelijk sociaal contactpunt » genoemd.

Als er zich in het bestuursarrondissement geen enkele stad of gemeente van meer dan vijftigduizend inwoners bevindt, wordt de door de Regering erkende vereniging « intergemeentelijk sociaal contactpunt » genoemd.

§ 2. De Regering erkent bij voorrang de stedelijke sociale contactpunten die zich in de bestuursarrondissementen bevinden waar er een door het Waalse Gewest gesubsidieerde instantie voor dringende maatschappelijke dienstverlening bestaat.

Voor de intergemeentelijke sociale contactpunten wordt voorrang gegeven aan de bestuursarrondissementen waar het aantal leefloners procentueel het hoogst is.

Art. 58. § 1. Om erkend te worden overeenkomstig artikel 57, § 1, tweede lid, dient elke vereniging aan volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zoals bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 2° voor het merendeel bestaan uit openbare of particuliere sociaal-geneeskundige instellingen die betrokken zijn bij de hulpverlening aan de personen die in een uitsluitingssituatie verkeren.
Elke openbare of particuliere instelling die aan de voorwaarde bedoeld onder punt 7° voldoet, heeft het recht, als hij het handvest bedoeld onder punt 6° ondertekent, om lid te worden van een sociaal contactpunt.
Elke beslissing van de algemene vergadering wordt getroffen bij meerderheid van stemmen van de vertegenwoordigers van zowel de publieke als de particuliere actoren;
- 3° in de raad van bestuur minstens tellen :
 - a. één vertegenwoordiger van de Regering;
 - b. één vertegenwoordiger van het Ocmw (de Ocmw's);
 - c. één vertegenwoordiger van de steden en gemeenten;
 - d. één vertegenwoordiger van een ziekenhuis;
 - e. één vertegenwoordiger van een dienst die gespecialiseerd is in de dagopvang van de begunstigden;
 - f. één vertegenwoordiger van een dienst die gespecialiseerd is in de nachtopvang van de begunstigden;
 - g. één vertegenwoordiger van een dienst die gespecialiseerd is in het straathoekwerk.
 Het ziekenhuis en de diensten als bovenvermeld dienen zich in de betrokken stad of in de rand ervan te bevinden.
Elke beslissing van de raad van bestuur wordt getroffen bij meerderheid van stemmen van de vertegenwoordigers van zowel de publieke als de particuliere actoren;
- 4° over een stuurgroep beschikken die belast is met het maken van voorstellen aan de raad van bestuur of aan de algemene vergadering en het dagelijks beheer dat door de raad van bestuur overgedragen wordt, behartigen;
- 5° over een coördinator beschikken die verantwoordelijk is voor de coördinatie van de verschillende activiteiten van het sociaal contactpunt en, in voorkomend geval, van de activiteiten die tot stand gebracht worden met externen.
De coördinator maakt deel uit van het personeel van de vereniging;
- 6° een handvest voor het sociaal contactpunt opstellen en toepasselijk maken dat ondertekend wordt door alle leden van de vereniging. In dat handvest wordt de algemene visie van het sociaal contactpunt omschreven en uitgestippeld. Het handvest kan eveneens ondertekend worden door de publieke en particuliere partners die geen lid zijn van de vereniging. In een overlegcomité worden alle ondertekenaars van het handvest samengebracht;
- 7° onder zijn leden enkel personen tellen die hun taken uitvoeren zonder onderscheid van nationaliteit, geloof, opinie of seksuele geaardheid en en met respect voor de ideologische, filosofische of religieuze overtuigingen van betrokkenen;
- 8° een kwalitatieve evaluatieprocedure opzetten waaraan de leden van het netwerk en de begunstigden deelnemen;
- 9° het personeel bezoldigen volgens de loonschalen zoals vastgesteld door de paritaire comités of door de overheid die belast is met de vaststelling van het personeelsstatuut en in overeenstemming met de functie die het uitoefent.

§ 2. De Regering bepaalt :

- 1° onverminderd de bepalingen van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de basisregels voor de werking van de algemene vergadering, de raad van bestuur en het overlegcomité, evenals voor de samenstelling en de werking van de stuurgroep;
- 2° de titels, diploma's of kwalificaties van de coördinator bedoeld in paragraaf 1, 5°;
- 3° de basisbeginselen van het handvest bedoeld in paragraaf 1, 6°;
- 4° de wijze van implementering van het evaluatieproces bedoeld in paragraaf 1, 8°.

Art. 59. § 1. Om erkend te worden overeenkomstig artikel 57, § 1, derde lid, dient elke vereniging aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zoals bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 2° voor het merendeel bestaan uit openbare of particuliere sociaal-geneeskundige instellingen die betrokken zijn bij de hulpverlening aan de personen die in een uitsluitingssituatie verkeren.
Elke openbare of particuliere instelling die aan de voorwaarde bedoeld onder punt 7° voldoet, heeft het recht, als hij het handvest bedoeld onder punt 6° ondertekent, om lid te worden van een sociaal contactpunt.
Elke beslissing van de algemene vergadering wordt getroffen bij meerderheid van stemmen van de vertegenwoordigers van zowel de publieke als de particuliere actoren;
- 3° in de raad van bestuur minstens tellen :
 - a. één vertegenwoordiger van de Regering;
 - b. drie vertegenwoordigers van de Ocmw's;
 - c. drie vertegenwoordigers van de steden en gemeenten;
 - d. één vertegenwoordiger van een ziekenhuis;

- e. één vertegenwoordiger van een door het Waalse Gewest erkende structuur voor de opvang van personen die in een uitsluitingssituatie verkeren;
- f. één vertegenwoordiger van een dienst voor geestelijke gezondheid;
- g. één vertegenwoordiger van een dienst voor sociale insluiting, erkend krachtens deze titel;
- h. één vertegenwoordiger van een vereniging die gespecialiseerd is in de individuele sociale begeleiding van de begunstigden.

Het ziekenhuis en de diensten als bovenvermeld dienen zich in het betrokken arrondissement te bevinden. Als er zich in bedoeld arrondissement geen ziekenhuis bevindt, dient de ziekenhuisvertegenwoordiger afkomstig te zijn van een ziekenhuisstructuur uit een naburig arrondissement.

Elke beslissing van de raad van bestuur wordt getroffen bij meerderheid van stemmen van de vertegenwoordigers van zowel de publieke als de particuliere actoren;

- 4° als het sociale contactpunt opgericht is in de vorm van een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, over een stuurgroep beschikken die belast is met het maken van voorstellen aan de raad van bestuur of aan de algemene vergadering en het dagelijks beheer dat door de raad van bestuur overgedragen wordt, behartigen;
- 5° over een coördinator beschikken die verantwoordelijk is voor de coördinatie van de verschillende activiteiten van het sociaal contactpunt en, in voorkomend geval, van de activiteiten die tot stand gebracht worden met externen.

De coördinator maakt deel uit van het personeel van de vereniging;

- 6° een handvest voor het sociaal contactpunt opstellen en toepasselijk maken dat ondertekend wordt door alle leden van de vereniging. In dat handvest wordt de algemene visie van het sociaal contactpunt omschreven en uitgestippeld. Het handvest kan eveneens ondertekend worden door de publieke en particuliere partners die geen lid zijn van de vereniging. In een overlegcomité worden alle ondertekenaars van het handvest samengebracht;
- 7° onder zijn leden enkel personen tellen die hun taken uitvoeren zonder onderscheid van nationaliteit, geloof, opinie of seksuele geaardheid en en met respect voor de ideologische, filosofische of religieuze overtuigingen van betrokkenen;
- 8° een kwalitatieve evaluatieprocedure opzetten waaraan de leden van het netwerk en de begunstigden deelnemen;
- 9° het personeel bezoldigen volgens de loonschalen zoals vastgesteld door de paritaire comités of door de overheid die belast is met de vaststelling van het personeelsstatuut en in overeenstemming met de functie die het uitoefent.

§ 2. De Regering bepaalt :

- 1° onverminderd de bepalingen van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de basisregels voor de werking van de algemene vergadering, de raad van bestuur en het overlegcomité, evenals voor de samenstelling en de werking van de stuurgroep;
- 2° de titels, diploma's of kwalificaties van de coördinator bedoeld in paragraaf 1, 5°;
- 3° de basisbeginselen van het handvest bedoeld in paragraaf 1, 6°;
- 4° de werkingswijze van het overlegcomité bedoeld in paragraaf 1, 6°;
- 5° de wijze van implementering van het evaluatieproces bedoeld in paragraaf 1, 8°.

Art. 60. De Regering kan de erkenning intrekken van elk sociaal contactpunt dat de bepalingen van deze titel of de bepalingen die krachtens deze titel genomen worden, niet nakomt.

De erkenning wordt ingetrokken na verhoor van de voorzitter en ondervoorzitters van de raad van bestuur van het sociaal contactpunt.

De Regering bepaalt de procedure voor de intrekking van de erkenning.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Art. 61. § 1. De Regering kan, binnen de perken van de begrotingskredieten en volgens de criteria en modaliteiten die zij bepaalt, subsidies aan de erkende stedelijke sociale contactpunten verlenen ter dekking van :

- 1° de bezoldiging van de coördinator bedoeld in artikel 58, § 1, 5° en, desgevallend, van het coördinatiepersoneel;
- 2° de werkingskosten;
- 3° de personeels-, vormings- en werkingskosten i.v.m. de ontwikkeling van de activiteiten van de instellingen bedoeld in artikel 58, § 1, 2°, met uitzondering van de diensten voor sociale insluiting die overeenkomstig artikel 15 gesubsidieerd worden.

§ 2. De Regering kan, binnen de perken van de begrotingskredieten en volgens de criteria en modaliteiten die zij bepaalt, subsidies aan de erkende intergemeentelijke sociale contactpunten ter dekking van :

- 1° de bezoldiging van de coördinator bedoeld in artikel 59, § 1, 5°, en, desgevallend, van het coördinatiepersoneel;
- 2° de werkingskosten;
- 3° de kosten i.v.m. de vorming van het personeel van de instellingen bedoeld in artikel 59, § 1, 2°;
- 4° de kosten met betrekking tot de ontwikkeling van de projecten die worden uitgewerkt door de leden van de vereniging, met uitzondering van de diensten voor de sociale insluiting die overeenkomstig artikel 56 gesubsidieerd worden.

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen**Afdeling 1. — Vrijwilligerswerk*

Art. 62. De diensten voor sociale insluiting en de sociale contactpunten die erkend zijn krachtens deze titel en die een beroep doen op vrijwillige medewerkers die helpen bij het vervullen van één of verschillende van hun opdrachten dienen :

- 1° erover te zorgen dat hen een functie wordt toegewezen die verband houdt met hun bekwaamheden, hun beroepsopleiding of hun ervaring;
- 2° ervoor te zorgen dat ze in hun activiteiten begeleid worden door beroepsmensen.

De Regering bepaalt de wijze van toepassing van dit artikel.

Afdeling 2. — Toezicht en straffen

Art. 63. De diensten voor sociale insluiting en de sociale contactpunten die overeenkomstig de artikelen 56 en 61 gesubsidieerd worden, dienen :

- 1° jaarlijks het door de Regering aangewezen bestuur vóór 30 april volgende inlichtingen mede te delen die betrekking hebben op het afgelopen werkingsjaar :
 - a. een staat van de ontvangsten en uitgaven en een begroting van de dienst na goedkeuring door de bevoegde instanties, waarbij de door andere overheden toegekende of toegezegde subsidies vermeld worden;
 - b. het loon van de personen die voor de subsidies in aanmerking komen en de bewijzen dat de werkgeversbijdragen zijn afgedragen;
- 2° onverwijld en schriftelijk het bestuur elke wijziging mede te delen in de staten en in de samenstelling van het gesubsidieerde personeel.

Bij niet-naleving van de bepalingen van deze titel en van de bepalingen die ter uitvoering van deze titel worden getroffen, kunnen de subsidies verminderd of opgeschort worden op de door de Regering bepaalde wijze.

Art. 64. De erkende diensten voor sociale insluiting en de erkende sociale contactpunten maken jaarlijks :

- 1° een omstandig kwalitatief activiteitenverslag, waarin meer bepaald opgenomen worden : een analyse van de behandelde problemen, de al naar gelang van de problemen gevolgde methodes en de vooropgestelde doelstellingen en een evaluatie van die methodes naar doeltreffendheid en impact;
- 2° een kwantitatief activiteitenverslag.

Het model van die activiteitenverslagen wordt door de Regering bepaald.

De verslagen worden uiterlijk 30 april van het jaar na het jaar waarop ze betrekking hebben aan de administratie overgemaakt.

Art. 65. Elke persoon die een vereniging of een dienst leidt dan wel organiseert en gebruik maakt van de benaming « dienst voor sociale insluiting erkend door het Waalse Gewest » of « sociaal contactpunt » zonder erkend te zijn krachtens deze titel, wordt bestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro.

Elke persoon die een dienst voor de sociale insluiting of een sociaal contactpunt leidt en zich tegen een controle van de administratie verzet, wordt bestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro.

TITEL II. — Opvang, huisvesting en begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personenHOOFDSTUK I. — *Definities en opdrachten**Afdeling 1. — Definities*

Art. 66. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

- 1° opvangtehuizen : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens tien in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 67 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake het verschaffen van een onderkomen en huisvesting, die een therapeutische begeleiding als doel hebben, tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen of opvanginitiatieven vormen uitgaande van een Ocmw overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot regeling van de terugbetaling door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers van de kosten van de materiële hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige asielzoeker gehuisvest in een plaatselijk opvanginitiatief;
- 2° gemeenschapshuis : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 68 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake onderkomen en huisvesting, die een therapeutische begeleiding als doel hebben, tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen of opvanginitiatieven vormen uitgaande van een Ocmw overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot regeling van de terugbetaling door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers van de kosten van de materiële hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige asielzoeker gehuisvest in een plaatselijk opvanginitiatief;
- 3° nachtasiel : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 69 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake onderkomen of tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen
- 4° opvangtehuizen van het gezinstype : elke inrichting die een huisvestingscapaciteit voor minstens tien in sociale moeilijkheden verkerende personen biedt en doorgaans de opdrachten bedoeld in artikel 70 vervult, met uitsluiting van de diensten of inrichtingen die ressorteren onder een specifieke regelgeving inzake onderkomen en huisvesting, die een therapeutische begeleiding als doel heeft, tijdelijk opgericht worden om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke gebeurtenissen of opvanginitiatieven vormen uitgaande van een Ocmw

overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot regeling van de terugbetaling door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers van de kosten van de materiële hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige asielzoeker gehuisvest in een plaatselijk opvanginitiatief;

- 5° in sociale moeilijkheden verkerende persoon : de meerderjarigen, de ontvoogde minderjarigen, de minderjarige vaders, de minderjarige moeders en de zwangere minderjarigen, gekenmerkt door een broos psychosociaal of materieel bestaan, en die onmogelijk zelfstandig kunnen leven, evenals de kinderen die met hen samenleven;
- 6° voor de opvangtehuizen van het gezinstype worden de personen die verwant of aanverwant in minder dan de vijfde graad zijn met de beheerder of de directeur niet als in sociale moeilijkheden verkerende personen beschouwd;
- 7° werkingstitel : een erkenning, een voorlopige werkingsvergunning of een beginselakkoord;
- 8° collectieve uitrustingen : een keuken, een gemeenschappelijke woonkamer of salon die voor de ondergebrachte personen die dat wensen, een plaats van ontmoeting en samenwoning vormen;
- 9° ondergebrachte personen : de in sociale moeilijkheden verkerende personen die in een inrichting bedoeld onder 1°, 2°, 3° en 4° verblijven;
- 10° gerechtigden : de personen die in rekening gebracht kunnen worden bij de berekening van de bezettingsgraad van de inrichtingen bedoeld onder 1° en 2°;
- 11° directeur : de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur;
- 12° collectief begeleidingsproject : alle doelstellingen en middelen die door een opvangtehuis of een gemeenschapshuis omschreven worden voor het volbrengen van de opdrachten bedoeld in artikel 67 of 68;
- 13° geïndividualiseerd begeleidingsproject : alle doelstellingen en middelen die in een aansluitingscontract omschreven worden tussen het opvangtehuis of het gemeenschapshuis, de ondergebrachte persoon en, in voorkomend geval, een externe maatschappelijk interveniënt, om een dynamisch socialiseringsproces op te starten en een reeks instrumenten tot stand te brengen die de ondergebrachte persoon opnieuw zelfstandig helpen te leven;
- 14° collectief project ter verschaffing van een onderkomen : alle doelstellingen middelen die omschreven worden door een nachtasiel om de opdrachten bedoeld in artikel 69 te volbrengen;
- 15° bezettingsgraad : het maandgemiddelde, vastgesteld over een door de regering vastgestelde periode, van de nachten waarin de gerechtigden in de inrichtingen bedoeld onder 1° en 2° aanwezig zijn.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 67. De opvangtehuizen hebben als doel in de opvang, in het in de tijd beperkte verschaffen van een onderkomen in een structuur met collectieve uitrustingen, evenals in een aangepaste begeleiding te voorzien ten aanzien van de in sociale moeilijkheden verkerende personen, om ze te helpen bij het verwerven of opnieuw verwerven van hun zelfstandigheid.

Art. 68. De gemeenschapshuizen hebben als doel de in sociale moeilijkheden verkerende personen die voorheen in een opvangtehuis of in een structuur verbleven met hetzelfde doel en erkend door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of een publieke overheid van een buurstaat, een onderkomen van lange duur in een structuur met collectieve uitrustingen aan te bieden, evenals een aangepaste begeleiding om ze te helpen bij het verwerven of opnieuw verwerven van hun zelfstandigheid.

Art. 69. De nachtasielen hebben als doel de in sociale moeilijkheden verkerende personen die geen woning hebben, in geval van dringende hulp onvoorwaardelijk onder voorbehoud van artikel 104 een collectief nachtelijk onderkomen te verschaffen.

Art. 70. De opvangtehuizen van het gezinstype hebben als doel de in sociale moeilijkheden verkerende personen een in de tijd beperkt onderkomen te verschaffen.

HOOFDSTUK II. — *Werkingsvergunningen*

Afdeling 1. — Algemeen beginsel

Art. 71. Zonder erkenning of voorlopige werkingsvergunning afgeleverd door de Regering kunnen niet uitgebaat worden :

- 1° opvangtehuizen;
- 2° gemeenschapshuizen;
- 3° opvangtehuizen van het gezinstype met een huisvestingscapaciteit van meer dan drie in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Zonder erkenning, voorlopige werkingsvergunning of beginselakkoord afgeleverd door de Regering kunnen nachtasielen niet uitgebaat worden.

De uitbaters van opvangtehuizen van het gezinstype met een huisvestingscapaciteit van minder dan vier in sociale moeilijkheden verkerende personen kunnen een erkenning of een voorlopige werkingsvergunning aanvragen.

Afdeling 2. — Erkenning

Onderafdeling 1. — Voorwaarden

Art. 72. Om erkend te worden, dienen de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtasielen en de opvangtehuizen van het gezinstype aan volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° hun bedrijfszetel(s) in het Waalse Gewest hebben;
- 2° hun opdrachten vervullen zonder ten aanzien van de in sociale moeilijkheden verkerende personen een onderscheid te maken in nationaliteit, geloof, opinie of sexuele geaardheid, en met respect voor de ideologische, filosofische of geloofsovertuigingen van de belanghebbenden;
- 3° een directeur hebben die houder is van een bewijs van goed zedelijk gedrag vrij van elke veroordeling tot een criminele of correctionele straf die onverenigbaar zou zijn met de uitoefening van het ambt.

Art. 73. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 72 moeten de opvangtehuizen, om erkend te worden, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° georganiseerd zijn door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;
- 2° over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens tien in sociale moeilijkheden verkerende personen;
- 3° over een collectief begeleidingsproject beschikken;
- 4° met de professionele sector of de diensten die noodzakelijk zijn voor het volbrengen van hun opdrachten, over overeenkomsten beschikken waarin de verbintenissen van bedoelde sector en diensten omschreven zijn wat betreft de maatschappelijke, financiële en bestuurlijke begeleiding van de ondergebrachte personen;
- 5° over overeenkomsten beschikken waarin vastgesteld wordt dat ze in staat zijn om in geval van nood een beroep te doen op de professionele sector of de diensten die actief zijn op psychologisch of medisch gebied;
- 6° van de ondergebrachte personen, met uitzondering van diegenen die door een gerechtelijke overheid zijn of een dienst voor jeugdzorg met overname van de kosten geplaagd zijn, een financiële bijdrage vragen;
- 7° de financiële bijdrage mag niet meer bedragen dan twee derde van de bestaansmiddelen van de ondergebrachte persoon en hangt van de aangeboden dienstverlening af;
- 8° de ondergebrachte personen niet verplichten om deel te nemen aan de bedrijfsactiviteiten die zij zelf rechtstreeks organiseren.

Art. 74. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 72 moeten de gemeenschapshuizen, om erkend te worden, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° georganiseerd zijn door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;
- 2° over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen;
- 3° over een collectief begeleidingsproject beschikken;
- 4° met de professionele sector of de diensten die noodzakelijk zijn voor het volbrengen van hun opdrachten, over overeenkomsten beschikken waarin de verbintenissen van bedoelde sector en diensten omschreven zijn wat betreft de maatschappelijke, financiële en bestuurlijke begeleiding van de ondergebrachte personen;
- 5° over overeenkomsten beschikken waarin vastgesteld wordt dat ze in staat zijn om in geval van nood een beroep te doen op de professionele sector of de diensten die actief zijn op psychologisch of medisch gebied;
- 6° van de ondergebrachte personen een financiële bijdrage vragen die niet meer mag bedragen dan twee derde van de bestaansmiddelen van de ondergebrachte persoon;
- 7° de financiële bijdrage hangt van de aangeboden dienstverlening af;
- 8° een register houden waarin de adresgegevens van het opvangtehuis of de structuur die dezelfde opdracht vervult en erkend is door de andere publieke overheden waarvan de ondergebrachte persoon afkomstig is, vermeld zijn.

Art. 75. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 72 moeten de nachtsasielen, om erkend te worden, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° georganiseerd zijn door een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;
- 2° minstens geopend zijn :
 - a. van 1 november tot en met 1 maart;
 - b. van 22 uur tot 7 uur;
- 3° de in sociale moeilijkheden verkerende personen die er de nacht doorgebracht hebben, niet overdag opvangen;
- 4° over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens vier in sociale moeilijkheden verkerende personen;
- 5° over een collectief begeleidingsproject beschikken;
- 6° over overeenkomsten beschikken met één of meerdere opvangtehuizen waarin de modaliteiten voor hun doorverwijzing en overname omschreven worden;
- 7° indien er in de gemeente van hun bedrijfszetel een sociaal contactpunt als bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting bestaat of, bij ontstentenis, een dienst belast met het beheer van een dienst dringende maatschappelijke hulpverlening, over overeenkomsten beschikken waarin de modaliteiten voor de opvang en de overname van de in sociale moeilijkheden verkerende personen worden omschreven;
- 8° geen financiële bijdrage van de ondergebrachte personen eisen.

Art. 76. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 72 moeten de opvangtehuizen van het gezinstype, om erkend te worden, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° georganiseerd zijn door een natuurlijke persoon, een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;
- 2° over een huisvestingscapaciteit voor maximum negen in sociale moeilijkheden verkerende personen beschikken;
- 3° samenwerkingsverbanden opzetten om in geval van nood een beroep te kunnen doen op professionelen of diensten die in verband met sociale, psychologische of medische aangelegenheden actief zijn;
- 4° met de professionelen of diensten die actief zijn op huisvestingsvlak, meer bepaald de opvangtehuizen en de diensten die een huisvesting met een sociaal karakter verschaffen, samenwerkingsverbanden opzetten betreffende de modaliteiten voor de toegang van de ondergebrachte personen tot de professionelen en die diensten;
- 5° van de ondergebrachte personen een financiële participatie vragen die niet meer mag bedragen dan de helft van hun bestaansmiddelen;
- 6° de financiële participatie hangt af van de aangeboden dienstverlening;

- 7° een register bijhouden in verband met de financiële participatie die door de ondergebrachte personen wordt betaald, evenals in verband met hun bestaansmiddelen;
- 8° de ondergebrachte personen een verblijfsduur aanbieden van maximum honderdtachtig dagen.

Art. 77. De Regering bepaalt :

- 1° de modaliteiten voor de uitwerking en de evaluatie en het model van het collectieve begeleidingsproject bedoeld in de artikelen 73, 3° en 74, 3°;
- 2° het model en de modaliteiten voor de evaluatie van het collectief huisvestingsproject bedoeld in artikel 75, 5°;
- 3° de diensten die in rekening worden gebracht voor de berekening van de financiële participatie bedoeld in de artikelen 73, 6°, 74, 6° en 76, 5°, alsook hun prijs;
- 4° de bestaansmiddelen die in overweging worden genomen voor de toepassing van de artikelen 73, 6°, 74, 6° en 76, 5°.

Art. 78. De Regering bepaalt voor de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen en de opvangtehuizen van het gezinstype de erkenningsvoorwaarden met betrekking tot de lokalen en de veiligheid.

De Regering bepaalt voor de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen de erkenningsvoorwaarden met betrekking tot de uitrustingen en het personeel.

De Regering kan voor de nachtsielen de erkenningsvoorwaarden bepalen met betrekking tot de lokalen, de veiligheid, de uitrustingen en het personeel.

Art. 79. De Regering bepaalt de procedures voor de verlenging, de hernieuwing, de opschorting, de beperking en de intrekking van de erkenning

Onderafdeling 2. — Procedure

Art. 80. De erkenningsaanvraag voor een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel of een opvangtehuis van het gezinstype wordt bij de Regering ingediend.

Art. 81. De Regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag van de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen. In dat dossier worden minstens vermeld :

- 1° de identiteit van de inrichtende macht, diens adres en, indien de inrichtende macht een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting is, de statuten ervan en hun eventuele in het *Belgisch Staatsblad* verschenen wijzigingen, evenals het identificatienummer in het Register der rechtspersonen;
- 2° de naam en de kwalificaties van de directeur en de personeelsleden, evenals een omschrijving van hun functies en, in voorkomend geval, een afschrift van hun diploma's;
- 3° het totale aantal personen die in aanmerking kunnen komen voor de door de inrichtende macht van de inrichting aangeboden dienstverlening, op ongeacht welke titel;
- 4° het aantal ondergebrachte personen waarvoor de erkenning is aangevraagd;
- 5° een plattegrond van de gebouwen met vermelding van de bestemming der lokalen;
- 6° een veiligheidsattest afgeleverd sinds minder dan één jaar door de burgemeester;
- 7° het huishoudelijk reglement met omschrijving van de rechten en de plichten van de ondergebrachte personen, de directeur en de inrichtende macht;
- 8° het collectieve begeleidingsproject;
- 9° de overeenkomsten bedoeld in de artikelen 73, 4° en 5°, 74, 4° en 5°.

Wat betreft de opvangtehuizen, bevat het aanvraagdossier daarnaast de vermelding van de specifieke acties bedoeld in artikel 115, tweede lid, die het opvangtehuis tot stand zou kunnen brengen ten gunste van de ondergebrachte personen.

Art. 82. De Regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag voor de nachtsielen. In dat dossier worden minstens vermeld :

- 1° de identiteit van de inrichtende macht, diens adres en, indien de inrichtende macht een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting is, de statuten ervan en hun eventuele in het *Belgisch Staatsblad* verschenen wijzigingen, evenals het identificatienummer in het Register der rechtspersonen;
- 2° de naam en de kwalificaties van de directeur en, indien bestaande, de personeelsleden, evenals een omschrijving van hun functies en een afschrift van hun diploma's;
- 3° het aantal ondergebrachte personen waarvoor de erkenning is aangevraagd;
- 4° een plattegrond van de gebouwen met vermelding van de bestemming der lokalen;
- 5° een veiligheidsattest afgeleverd sinds minder dan één jaar door de burgemeester;
- 6° het huishoudelijk reglement met omschrijving van de rechten en de plichten van de ondergebrachte personen, de directeur en de inrichtende macht;
- 7° de openingsuren en -periode;
- 8° het collectieve onderkomenproject;
- 9° de overeenkomsten bedoeld in artikel 75, 6° en 7°.

Art. 83. De Regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag voor de opvangtehuizen van het gezinstype. In dat dossier worden minstens vermeld :

- 1° de identiteit van de inrichtende macht, diens adres en, indien de inrichtende macht een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting is, de statuten ervan en hun eventuele in het *Belgisch Staatsblad* verschenen wijzigingen, evenals het identificatienummer in het Register der rechtspersonen;
- 2° de naam en de kwalificaties van de directeur en, indien bestaande, de personeelsleden, evenals een omschrijving van hun functies en een afschrift van hun diploma's;
- 3° een presentatie van het initiatief met nauwkeurige omschrijving van de motiveringen van de beheerder en de door hem nagestreefde doelstellingen;

- 4° het aantal ondergebrachte personen waarvoor de erkenning is aangevraagd;
- 5° een plattegrond van de gebouwen met vermelding van de bestemming der lokalen;
- 6° een veiligheidsattest afgeleverd sinds minder dan één jaar door de burgemeester;
- 7° het huishoudelijk reglement met omschrijving van de rechten en de plichten van de ondergebrachte personen, de directeur en de inrichtende macht;
- 8° elk document waaruit kan blijken dat het opvangtehuis van het gezinstype in staat is om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 76, 3° en 4°.

Art. 84. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitwerking en het model van het huishoudelijk reglement bedoeld in de artikelen 81, 7°, 82, 6°, en 83, 7°, evenals het model van het brandattest bedoeld in de artikelen 81, 6°, 82, 5°, en 83, 6°.

Art. 85. De erkenning wordt door de Regering voor onbepaalde duur verleend.

De erkenning bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtasiel en een opvangtehuis van het gezinstype.

De erkenning is hernieuwbaar op aanvraag van het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype.

Onderafdeling 3. — Opschorting, beperking of intrekking

Art. 86. De erkenning kan opgeschort, beperkt of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van deze titel of van de bepalingen die krachtens deze titel genomen worden.

De opschorting heeft als gevolg dat het verschaffen van een onderkomen aan nieuwe in sociale moeilijkheden verkerende personen verboden wordt. De beperking heeft tot gevolg dat de huisvestingscapaciteit verminderd wordt.

Afdeling 3. — Voorlopige werkingsvergunningen en beginselakkoorden

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 87. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning en de verlenging van de voorlopige werkingsvergunning, evenals de procedure voor de toekenning van het beginselakkoord.

Zij bepaalt de procedure voor de opschorting, de beperking of de intrekking van de voorlopige werkingsvergunning en het beginselakkoord.

Onderafdeling 2. — Autorisations provisoires

Art. 88. De Regering verleent een voorlopige werkingsvergunning voor de duur van één jaar :

- 1° aan elk opvangtehuis dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 81, en dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 72 en 73, 1°, 2°, 6° en 7°;
- 2° aan elk gemeenschapshuis dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 81, en dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 72 en 74, 1°, 2°, 6° en 7°;
- 3° aan elk nachtasiel dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 81, en dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 72 en 75, 1°, 2°, 4° en 8°;
- 4° aan elk opvangtehuis van het gezinstype dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 83, en dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 72 en 76, 1°, 2°, 5°, 6° en 7°.

De voorlopige werkingsvergunning bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtasiel en een opvangtehuis van het gezinstype.

Zij kan worden verlengd indien de veiligheidswerken dat verantwoord en indien de aanvrager aantoonst dat hij die werken kan voltooien binnen een termijn dat één jaar niet mag overschrijden.

Indien er bij het beëindigen van de eerste vastgestelde termijn of na de verlenging ervan geen enkele weigering van de erkenning plaatsgevonden heeft, wordt de erkenning geacht toegekend te zijn, behalve in de veronderstelling dat de voorlopige werkingsvergunning :

- 1° opgeschort is of werd;
- 2° beperkt is.

Onderafdeling 3. — Beginselakkoord

Art. 89. In geval van dringende noodzakelijkheid verleent de regering, indien de onderkomencapaciteit in de nachtsielen erkend in de gemeente of de aangrenzende gemeenten niet voldoende is om aan de vraag ernaar uitgaande van in sociale moeilijkheden verkerende personen tegemoet te komen, een beginselakkoord aan het nachtasiel dat een aanvraag indient overeenkomstig artikel 82, uitgezonderd de punten 4°, 6°, 8° en 9°, en dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 72 en 75, 1° en 2°.

Het beginselakkoord bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een nachtasiel.

De duur van het beginselakkoord bedraagt maximum vier maanden.

Het is niet hernieuwbaar.

Onderafdeling 4. — Opschorting, beperking, intrekking

Art. 90. De voorlopige werkingsvergunning en het beginselakkoord kunnen opgeschort, beperkt of ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van deze titel of van de bepalingen genomen krachtens deze titel.

De opschorting heeft tot gevolg dat het verschaffen van een onderkomen aan nieuwe in sociale moeilijkheden verkerende personen verboden wordt. De beperking heeft tot gevolg dat de huisvestingscapaciteit verminderd wordt.

HOOFDSTUK III. — *Werking**Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 91. Het huishoudelijk reglement bedoeld in de artikelen 81, 7°, 82, 6° en 83, 7°, wordt aangeplakt op een plaats die toegankelijk is voor de personen die om opvang verzoeken en voor de ondergebrachte personen.

Eén exemplaar ervan wordt aan de ondergebrachte personen afgegeven zodra ze aankomen.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen en de opvangtehuizen van het gezinstype

Art. 92. Minstens één keer per week wordt de ondergebrachte persoon schriftelijk ingelicht over zijn financiële toestand in het opvangtehuis, het gemeenschapshuis of het opvangtehuis van het gezinstype.

Afdeling 3. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen

Art. 93. Het opvangtehuis of het gemeenschapshuis opent een individueel of gezinsdossier voor elke ondergebrachte persoon.

Dat dossier bevat de administratieve en financiële documenten met betrekking tot de toestand van de ondergebrachte persoon.

Het is onder voorbehoud van alles wat onder het beroepsgeheim valt, toegankelijk voor de ondergebrachte persoon. Het is eveneens toegankelijk voor de ambtenaren bedoeld in artikel 105.

Art. 94. In samenwerking met de ondergebrachte persoon werken het opvangtehuis en het gemeenschapshuis binnen de dertig dagen na diens aankomst een geïndividualiseerd begeleidingsproject uit.

Het geïndividualiseerd begeleidingsproject bepaalt een programmering voor de doorvoering ervan in de tijd.

Het wordt in evenveel exemplaren opgesteld als er bij het project betrokken partijen zijn. Eén exemplaar wordt overhandigd aan de ondergebrachte persoon.

De Regering bepaalt het model voor het geïndividualiseerd begeleidingsproject.

Art. 95. Elk einde van het verblijf dat tot stand komt op initiatief van een erkend opvangtehuis of gemeenschapshuis wordt in een register ingeschreven. In dat register worden vermeld de identiteit van de betrokken personen, de datum van hun vertrek, hun bestemming indien bekend, evenals de redenen die aan de oorsprong liggen van de beslissing om hun verblijf te beëindigen.

Art. 96. De gesubsidieerde personeelsleden van het opvangtehuis of het gemeenschapshuis volgen een voortgezette opleiding volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Art. 97. In elk opvangtehuis of gemeenschapshuis wordt er een raad van de ondergebrachte personen opgericht die minstens één keer per maand vergadert.

Om voor de goede werking van die raad te zorgen krijgt die raad de logistieke en organisationele ondersteuning van het personeel van het opvangtehuis of van het gemeenschapshuis.

De raad bestaat uit de ondergebrachte personen. De directeur of diens vertegenwoordiger kunnen de vergaderingen van de raad bijwonen.

De raad van de ondergebrachte personen brengt adviezen uit en formuleert voorstellen, meer bepaald wat betreft de werking van de inrichting, de organisatie van de dienstverlening en het collectieve begeleidingsproject.

Afdeling 4. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen

Art. 98. Voor elke ondergebrachte persoon of gezin stelt het opvangtehuis een sociaal verslag op na zes maanden verblijf.

Het sociaal verslag dient om de evolutie van de ondergebrachte persoon of personen voor te stellen met het oog op een vertrek, een doorverwijzing naar een gemeenschapshuis en/of een wederinschakeling.

Dat verslag wordt bij het dossier bedoeld in artikel 93 gevoegd.

Art. 99. § 1. Het opvangtehuis is ertoe verplicht elke persoon die daarom verzoekt, een onderkomen te verschaffen, behalve in volgende gevallen :

- 1° indien de maximale huisvestingscapaciteit bereikt is;
- 2° indien blijkt dat het verschaffen van een onderkomen aan de persoon de verwezenlijking van het collectieve begeleidingsproject in gevaar zou kunnen brengen;
- 3° indien blijkt dat het antwoord op de problemen waarmee de persoon geconfronteerd wordt, niet in het hem verschaffen van een onderkomen in een opvangtehuis bestaat.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1 is het opvangtehuis er evenwel toe verplicht de noodzakelijke stappen te ondernemen om de persoon te laten opvangen door een bevoegde dienst.

§ 3. Het opvangtehuis houdt een register bij van de niet voldane aanvragen waarin de redenen vermeld worden waarom die dienstverlening niet is aangeboden, evenals de stappen die ondernomen werden om te voldoen aan de behoeften van de aanvragers als bedoeld in § 2.

Afdeling 5. — Bepalingen eigen aan de gemeenschapshuizen

Art. 100. In een gemeenschapshuis mogen niet verblijven :

- 1° de personen die volgens het sociaal verslag bedoeld in artikel 98 of opgesteld door een structuur die dezelfde opdracht als een opvangtehuis vervult en die erkend is door de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie of een openbare overheid van een buurstaat, geen behoefte hebben aan een langdurige begeleiding;
- 2° meer dan drie personen ouder dan zestig jaar op de dag waarop ze hun intrede doen in het huis.

Art. 101. Het gemeenschapshuis herziet jaarlijks in samenwerking met de ondergebrachte persoon het geïndividualiseerde begeleidingsproject in functie van de evolutie van de persoon.

Het aldus herziene project wordt gevoegd bij het dossier bedoeld in artikel 93.

Art. 102. Artikel 99, § 1, 1° en 2°, en § 2, geldt voor de gemeenschapshuizen.

Afdeling 6. — Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen van het gezinstype

Art. 103. Zodra de ondergebrachte persoon aankomt, schrijft het opvangtehuis van het gezinstype zijn naam in een door hem te getekend aanwezigheidsregister.

Het model daarvoor wordt door de Regering bepaald.

Afdeling 7. — Bepalingen eigen aan de nachtsielen

Art. 104. § 1. Het nachtsiel is ertoe verplicht elke persoon die daarom verzoekt onder te brengen, behalve :

- 1° indien de maximumcapaciteit voor het verschaffen van een onderkomen bereikt is;
- 2° indien blijkt dat het verschaffen van onderkomen aan de persoon de verwezenlijking van het collectieve onderkomenproject in gevaar zou kunnen brengen;
- 3° indien blijkt dat het antwoord op de problemen die de persoon ondervindt, niet onder het verschaffen van een onderkomen in een nachtsiel valt;
- 4° indien de maximumduur van het eventueel verschaffen van een onderkomen in een nachtsiel bereikt is.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1 is het nachtsiel er evenwel toe gehouden de adresgegevens van de meest nabije dienst dringende maatschappelijke hulpverlening, nachtsielen of opvangtehuizen op te geven, evenals de beschrijving van de weg ernaartoe.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en straffen*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Onderafdeling 1. — *Controle*

Art. 105. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle van de inrichtingen die in aanmerking komen voor een werkingstitel in het kader van deze titel wordt verzorgd door de ambtenaren aangewezen door de regering.

Die ambtenaren worden bekleed met de hoedanigheid van hulpofficier van de gerechtelijke politie bij de procureur des Konings.

Zij zijn ertoe verplicht voor de vrederechter van hun woonplaats de eed voorgeschreven bij het decreet van 20 juli 1831 af te leggen.

In de uitoefening van hun opdrachten kunnen ze :

- 1° elk nazicht, elke controle, elk onderzoek verrichten en elke informatie inwinnen die zij nodig achten, meer bepaald voor :
 - a. het ondervragen van elke persoon over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitoefenen van het toezicht;
 - b. zich elk nuttig document laten overmaken of elk nuttig document zoeken voor de voltooiing van hun opdracht, er een afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;
- 2° proces-verbaal opstellen ter vaststelling van overtredingen die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel. Daarvan wordt een afschrift bekendgemaakt binnen de vijftien dagen na vaststelling van de feiten aan de beheerders en de daders.

In geval van doorzoeking van de lokalen die een woonplaats uitmaken en bij ontstentenis van de instemming van de bewoner, behalve in uiterst dringende gevallen indien de bijstand aan de in gevaar zijnde ondergebrachte persoon het vereist, hebben de hiervoor genoemde ambtenaren niet toegang tot die lokalen dan krachtens een machtiging van de rechter van de politierechtbank of diens plaatsvervanger.

De gemachtigd ambtenaar kan de overtreder een termijn stellen om zich naar de wet te schikken : die termijn kan slechts één keer verlengd worden. Hij licht er de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is, over in.

Art. 106. § 1. Jaarlijks tegen 30 april maken de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtsielen en de opvangtehuizen van het gezinstype een activiteitenverslag aan de administratie over in verband met het voorgaande kalenderjaar.

§ 2. De inrichtingen bedoeld in § 1 geven de administratie kennis van alle wijzigingen die hun statuten ondergaan hebben na de toekenning van de werkingstitel en die betrekking hebben op deze titel of op de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Onderafdeling 2. — *Straffen*

A. Straffen

Art. 107. Gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 500 tot 1.000 euro of met enkel één van die straffen de personen die een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel of een opvangtehuis van het gezinstype beheren die een onderkomencapaciteit aanbieden van meer dan drie bedden zonder een werkingstitel te hebben gekregen, ofwel als overtreding van een beslissing tot weigering, intrekking van de erkenning of sluiting, ofwel als kennelijke niet-naleving van de erkenningsvoorwaarden waarbij ernstige schade wordt berokkend aan de bescherming, de veiligheid of de gezondheid van de ondergebrachte personen of die onbehoorlijkerwijs de erkenning vermelden.

B. Sluiting

Art. 108. § 1. Volgens de procedure die hij bepaalt kan de regering om dringende redenen beslissen tot de sluiting van een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel of een opvangtehuis van het gezinstype waarvan de onderkomencapaciteit meer bedraagt dan drie bedden, indien :

- 1° een tekortkoming aan de krachtens of bij deze titel vastgestelde regels ernstige schade berokkent aan de rechten, de veiligheid of de gezondheid van de ondergebrachte personen;
- 2° dringende redenen met betrekking tot de volksgezondheid of de openbare veiligheid dat verantwoorden.

De beslissing tot sluiting kan enkel bepaalde gedeelten van het gebouw of bepaalde vestigingen betreffen.

De beslissing tot sluiting kan ongedaan worden gemaakt indien de omstandigheden die tot die beslissing dwongen, niet meer verenigd zijn.

§ 2. Volgens de procedure die zij bepaalt beveelt de Regering de sluiting van de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen, de nachtsielen of de opvangtehuizen van het gezinstype waarvan de onderkomencapaciteit hoger is dan drie bedden en die zonder werkingstitel functioneren.

Art. 109. De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen tot sluiting en laat de sluitingen verrichten die voortvloeien uit de beslissingen tot weigering of intrekking van een werkingstitel.

Hij waakt over de toepassing van alle daartoe nodige maatregelen.

Daartoe kan hij de in sociale moeilijkheden verkerende personen laten evacueren en van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn eisen, dat zij voor de dringende opvang en het dringend onderbrengen van die personen instaan.

Afdeling 2. — Specifieke bepalingen

Onderafdeling 1. — Controle

A. Opvangtehuizen en gemeenschapshuizen

Art. 110. Het activiteitenverslag bedoeld in artikel 106, § 1, bevat o.a. :

- 1° een omschrijving van het doorgevoerde maatschappelijk werk;
- 2° een evaluatie van hun activiteiten, met vermelding van de bestaande samenwerkingsverbanden;
- 3° het aantal ondergebrachte personen;
- 4° de lijst van de personeelsleden tewerkgesteld in het kader van deze titel, met hun kwalificaties, de toegepaste weddeschalen en hun bezettingsgraad, evenals een lijst met het in het kader van de specifieke activiteiten in dienst genomen personen met hun kwalificaties en hun rechtspositie;
- 5° het genormaliseerd boekhoudplan of, indien het een openbare dienst betreft, het plan opgesteld volgens de daarvoor geldende boekhoudregels, voor zover de inkomsten en de uitgaven van het opvangtehuis en het gemeenschapshuis onderscheiden kunnen worden;
- 6° het aantal inkomsten en uitgaven en de balans;
- 7° het aantal aanvragen voor het verschaffen van een onderkomen waarop niet kon worden ingegaan.

Het activiteitenverslag van de gemeenschapshuizen vermeldt daarnaast de duurtijd van het onderbrengen van de gerechtigden.

B. Nachtsielen

Art. 111. Het activiteitenverslag bedoeld in artikel 106, § 1, bevat o.a. :

- 1° het aantal ondergebrachte personen;
- 2° in voorkomend geval, de lijst van de in het kader van deze titel tewerkgestelde personeelsleden;
- 3° het aantal aanvragen voor een onderkomen dat niet beantwoord kon worden.

Onderafdeling 2. — Straffen

A. Opvangtehuizen, gemeenschapshuizen en opvangtehuizen van het gezinstype

Art. 112. Gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 25 tot 2.000 euro of met enkel één van die straffen degene die rechtstreeks of onrechtstreeks, terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis of een opvangtehuis van het gezinstype die een onderkomencapaciteit van meer dan drie bedden aanbieden :

- a) op niet-geïndividualiseerde wijze de rekeningen van de ondergebrachte personen beheert;
- b) door list, dwang, bedreiging, valse belofte of misbruik makend van de zwakheid of ziekte zich goed die aan een ondergebrachte persoon toebehoren, laat overhandigen;
- c) gelden of goeden van de ondergebrachte personen beheert, behalve met naleving van de eventueel in overeenstemming met laatstgenoemden overeengekomen voorwaarden.

B. Nachtsielen

Art. 113. Gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 25 tot 2.000 euro of met enkel één van die straffen degene die rechtstreeks of onrechtstreeks, terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een nachtsiel :

- a) door list, dwang, bedreiging, valse belofte of misbruik makend van de zwakheid of ziekte zich goed die aan een ondergebrachte persoon toebehoren, laat overhandigen;
- b) gelden of goeden van de ondergebrachte personen beheert, behalve met naleving van de eventueel in overeenstemming met laatstgenoemden overeengekomen voorwaarden.

HOOFDSTUK V. — Subsidiëring en programmering van de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen

Afdeling 1. — Programmering

Art. 114. De regering bepaalt voor de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen een programmering van het maximumaantal in sociale moeilijkheden verkerende personen dat in overweging genomen kan worden voor de toekenning van de subsidies bedoeld in artikel 115, § 1.

Die programmering maakt een onderscheid in de personen volgens indeling zoals volgt :

- 1° mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;
- 2° mannen of vrouwen vergezeld van kinderen.

Die indeling wordt per provincie opgemaakt en houdt rekening met volgende factoren :

- 1° de oppervlakte;
- 2° het aantal leefloners.

De programmering kan eveneens factoren van conjuncturele orde in overweging nemen met als gevolg een verhoging van het aantal in sociale moeilijkheden verkerende personen in één of meer provincies.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Art. 115. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten keert de Regering in het kader van de programmering bepaald in artikel 114 subsidies ter dekking van de personeelsuitgaven uit aan de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen die over een werkingsvergunning beschikken.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering eveneens subsidies ter dekking van de werkingskosten uitkeren aan de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen die in aanmerking komen voor subsidies ter dekking van de personeelsuitgaven.

Binnen de perken van de begrotingskredieten kan zij daarnaast de volgende subsidies aan de opvangtehuizen uitkeren :

- 1° subsidies ter dekking van de personeelskosten voor de verwezenlijking van specifieke acties met betrekking tot :
 - a. de begeleiding van de kinderen;
 - b. de noodopvang en/of de opvang 24 uur op 24;
- 2° subsidies ter dekking van de personeelskosten en/of de werkingskosten voor de verwezenlijking van specifieke acties in verband met de fase na het verschaffen van een onderkomen.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies bedoeld in de §§ 1 en 2.

Art. 116. § 1. De in artikel 115, §§ 1 en 2, eerste lid, bedoelde subsidiëring van een opvangtehuis of een gemeenschapshuis kan door de Regering verminderd of geschrapt worden :

- 1° indien de minimale bezettingsgraad als door de regering bepaald niet bereikt wordt;
- 2° indien de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies bedoeld in artikel 115, § 3, niet meer nageleefd worden;
- 3° in geval van niet-naleving van de bepalingen van de artikelen 92, 93, 94 en 97 tot 102.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de beperking en de schrapping van de subsidiëring. Zij stelt de modaliteiten vast voor het beroep in geval van beperking en schrapping van de subsidiëring.

Dat beroep is opschortend.

Art. 117. § 1. Voor de berekening van de bezettingsgraad van een opvangtehuis worden niet als gerechtigden beschouwd :

- 1° de personen ouder dan zestig jaar op de dag waarop de opvang plaatsvindt vanaf de vierde van die personen;
- 2° de personen die de verblijfsperiode bepaald in hun geïndividualiseerd begeleidingsproject overschreden hebben. Die periode mag de tweehonderdvijfenzeventig nachten niet overschrijden.

§ 2. Op grond van een behoorlijk gemotiveerde aanvraag kan de regering, indien de toestand van de gerechtigde dat verantwoordt, een verlenging van de duur van de huisvesting als bedoeld in § 1, 2°, toekennen indien die duur de tweehonderdvijfenzeventig nachten overschrijdt.

De verlengingsaanvraag wordt op straffe van onontvankelijkheid binnen de maand die voorafgaat aan de datum waarop de verblijfsduur bedoeld in het eerste lid verstrijkt, ingediend.

De verlenging mag de negentig nachten niet overschrijden. Zij kan twee keer verlengd worden.

De regering bepaalt het model voor het aanvraagformulier.

TITEL III. — Schuldbemiddeling*HOOFDSTUK I. — Instellingen voor schuldbemiddeling**Afdeling 1. — Algemene bepaling*

Art. 118. Deze titel is toepasselijk op de privé- of openbare instellingen voor schuldbemiddeling zoals omschreven in artikel 1, 13°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en op de privé- of openbare instellingen erkend voor schuldbemiddeling in het kader van artikel 1675/17, § 1, van het Gerechtelijk wetboek.

Deze instellingen oefenen die activiteit uit op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 119. De Minister van Sociale Actie beslist over de aanvragen tot erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling.

Art. 120. De aanvraagprocedure voor de toekenning van de erkenning wordt door de Regering vastgelegd.

De erkenning wordt voor een onbepaalde duur toegekend.

Art. 121. De erkenning kan worden toegekend aan privé- of openbare instellingen die tegelijkertijd :

- 1° een maatschappelijk werker aanstellen met een gespecialiseerde opleiding van minstens dertig uren inzake schuldbemiddeling;
- 2° bewijzen dat ze een doctor of licentiaat in de rechten tewerkstellen met bovenvermelde opleiding of die een nuttige beroepservaring van drie jaar bewijst of een overeenkomst hebben gesloten met een doctor of licentiaat in de rechten die aan minstens één van die voorwaarden voldoet of met de Orde der Advocaten bij een balie.

De Regering bepaalt de inhoud van voormelde gespecialiseerde opleiding.

Art. 122. Instellingen die geen openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zijn, kunnen enkel worden erkend als ze bovendien :

- 1° geen winstoogmerk najagen;
- 2° de rechtspersoonlijkheid hebben;
- 3° met name de hulp aan in moeilijkheden verkerende personen tot maatschappelijk doel hebben.

Art. 123. Niettegenstaande de naleving van bovenvermelde voorwaarden kan de Minister van Sociale Actie de erkenning weigeren aan instellingen :

- 1° indien wordt vastgesteld dat zij of één van hun organen, gemachtigden of aangestelden blijk geven van een gebrek aan eerbaarheid of onbaatzuchtigheid;
- 2° binnen dewelke de functies van voorzitter, bestuurder, directeur of gemachtigde worden toevertrouwd aan een niet gerehabiliteerde persoon die veroordeeld werd tot een gevangenisstraf van minstens één maand, zelfs met uitstel, voor een overtreding bedoeld in het koninklijk besluit nr. 22 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerde verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;
- 3° die niet voldoende zelfstandig zijn t.o.v. personen of instellingen die een activiteit van kredietgever of kredietbemiddelaar uitoefenen krachtens de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Art. 124. De andere erkende particuliere en openbare instellingen dan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn beoogd in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, mogen geen bezoldiging of vergoeding vragen, onder welke benaming ook.

Art. 125. De erkende instellingen moeten de volgende verplichtingen naleven :

- 1° de erkenning vermelden;
- 2° de Minister van Sociale Actie inlichten over elke wijziging van de statuten en over de benoemingen van bestuurders, de beëindiging van de schuldbemiddelingsactiviteit of telkens als ze niet meer voldoen aan de bij deze titel gestelde erkenningsvoorwaarden;
- 3° zich onderwerpen aan de controle van de door de Minister van Sociale Actie aangeduide leden van de inspectiedienst van de Administratie en hem een jaarverslag toezenden in de loop van de eerste trimester die volgt op het boekjaar.

Art. 126. De Minister van Sociale Actie kan de erkenning ogenblikkelijk intrekken indien de bepalingen van deze titel niet worden nageleefd.

Afdeling 3. — Programmering en subsidiëring

Art. 127. § 1. De Regering is gemachtigd om een programmering te bepalen van de instellingen die als schuldbemiddelaar erkend zijn, rekening houdende met het aantal inwoners en met iedere gemeente die het voornemen heeft om door een erkende instelling bediend te worden.

§ 2. Aan de programmering die de Regering zal bepalen overeenkomstig § 1 worden niet onderworpen :

- openbare of privé-instellingen die aan één enkele instelling of onderneming verbonden zijn waarvan de activiteiten ten behoeve van een welbepaald publiek ontplooid worden;
- de instelling bedoeld in artikel 13 van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998;
- de referentiecentra erkend als schuldbemiddelaar in het kader van deze titel.

§ 3. Behoudens een krachtens artikel 126 besloten intrekking behouden de instellingen die beschikken over een erkenning op de datum van inwerkingtreding van de programmering hun erkenning tot en met het verstrijken van de periode waarvoor zij toegekend is. De programmering mag de verlenging van hun erkenning niet beletten, zolang ze ononderbroken erkend blijven.

Art. 128. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, toelagen aan de erkende instellingen voor schuldbemiddeling, met uitzondering van de in artikel 127, § 2, bedoelde instellingen

Deze toelagen bestaan uit een forfaitair en een variabel gedeelte.

De criteria voor de berekening van het variabel gedeelte houden onder meer rekening met het aantal door de erkende instelling behandelde dossiers.

Deze paragraaf treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, eveneens referentiecentra erkennen en subsidiëren die belast zijn met :

- 1° het verlenen van bijstand op juridisch vlak en inzake de schuldbemiddelingspraktijken aan verschillende erkende instellingen, waarbij deze bijstand voor de moeilijkste gevallen uit een tenlasteneming kan bestaan;
- 2° met een algemene opdracht inzake voorkoming van schuldoverlast, alsook met het begeleiden van de steungroepen inzake voorkoming van schuldoverlast die door de erkende instellingen voor schuldbemiddeling georganiseerd worden of die krachtens een samenwerkingsovereenkomst opgericht worden, op pedagogisch vlak, op technisch vlak en op evaluatievlak.

Het referentiecentrum moet over de documentatie beschikken die de erkende instellingen voor schuldbemiddeling die onder zijn ambtsgebied vallen, in staat stelt er de nodige informatie te vinden om hun opdrachten uit te voeren. Die informatie betreft o.a. de rechtspraak en de jongste ontwikkeling ervan.

Zij legt het ambtsgebied van de referentiecentra vast. Het moet ten minste acht gemeenten tellen, met een totale bevolking van minimum 200 000 inwoners.

Om erkend te worden, moeten de referentiecentra :

- 1° opgericht zijn door ten minste acht openbare centra voor maatschappelijk welzijn, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 2° beschikken over een maatschappelijk werker die voltijds voor schuldbemiddeling in dienst genomen is, na een speciale opleiding van minimum dertig uren inzake schuldbemiddeling en met vijf jaar beroepservaring inzake maatschappelijk werk;
- 3° ten minste één doctor of één licentiaat in de rechten in dienst nemen, hetzij bij arbeidscontract, hetzij bij overeenkomst.

De Regering subsidieert de personeels- en werkingskosten van de erkende referentiecentra. De gesubsidieerde personeelskosten mogen de door de Regering vastgelegde weddeschalen niet overschrijden.

Art. 129. Voor een bijkomende toelage komen in aanmerking de erkende instellingen voor schuldbemiddeling die één of meer steungroepen inzake schuldenlastpreventie organiseren of die een overeenkomst met een partner sluiten met het oog op de organisatie van een dergelijke groep waarvan de opdracht erin bestaat via regelmatige ontmoetingen met personen die in een situatie van schuldenoverlast verkeren of die een dergelijke toestand hebben gekend, de problemen te bespreken inzake budgetbeheer, schuldoverlast en, in het algemeen, ieder thema dat een weerslag heeft op dit beheer om hun sociale situatie te verbeteren.

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van toelagen aan de erkende instellingen voor de steungroepen inzake schuldenlastpreventie.

De erkende instellingen of de met die instellingen gebonden partners moeten bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

- over een lokaal beschikken dat een groep van minimum vijftien personen kan onderbrengen;
- pedagogische animaties ontwikkelen die in het kader van de bovenbedoelde opdrachten op de behoeften van de gerechtigden inspelen;
- samenwerkingsverbanden aangaan en in partnerschap werken met terzake doende diensten, instellingen of personen om de thema's inzake schuldenlastpreventie te bespreken;
- aan de door de referentiecentra georganiseerde intervisievergaderingen deelnemen.

HOOFDSTUK II. — *Waarnemingscentrum voor krediet en schuldenlast*

Art. 130. § 1. De Regering erkent het Waarnemingscentrum voor krediet en schuldenlast onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Die instelling heeft de volgende opdrachten :

- statistische gegevens inzake schuldoverlast verzamelen;
- de evolutie van de wetgeving en de rechtspraak bestuderen;
- de kredietpraktijken en de daarmee gepaard gaande vraagstukken bestuderen;
- tot het preventiewerk inzake schuldoverlast bijdragen door verspreiding van alle nuttige informatie aan het publiek en aan de personen die beroepshalve in de sociale actie of in het kredietwezen actief zijn;
- jaarlijks een basis- en voortgezet opleidingsprogramma voor de schuldbemiddelaars organiseren.

§ 2. Het Waarnemingscentrum voor krediet en schuldenlast maakt jaarlijks een verslag op over de evolutie van schuldenlast en schuldoverlast van de Waalse gezinnen, alsook alle nuttige gegevens voor een preventiebeleid inzake schuldoverlast.

Het maakt dit verslag jaarlijks uiterlijk 30 juni over aan de Waalse Regering.

§ 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, toelagen aan het Waarnemingscentrum voor krediet en schuldenlast.

Deze toelagen dekken :

- 1° personeelskosten;
- 2° werkingskosten;
- 3° initiatieven die een problematiek willen verhelpen of om een specifieke opdracht te vervullen.

TITEL IV. — **Centra voor maatschappelijk werk**

HOOFDSTUK I. — *Erkenning*

Art. 131. Onder de door haar bepaalde voorwaarden kan de Regering haar erkenning verlenen aan Centra voor maatschappelijk werk die ermee belast worden een geïndividualiseerde sociale hulp aan personen en gezinnen te verschaffen, als ze aan de volgende eisen voldoen :

- 1° hetzij opgericht worden als vennootschap zonder winstoogmerk waarvan het enige doel erin bestaat de in het eerste lid bedoelde opdracht te vervullen, hetzij opgericht worden door een landsbond of een ziekenfonds, zoals omschreven in de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- 2° minstens drie geschoolde vakmensen voltijds in dienst nemen, die houder zijn van een diploma van maatschappelijk werker of van gegraduateerd maatschappelijk verpleger of van een gelijkwaardig diploma; twee van de drie betrekkingen kunnen echter deeltijdse betrekkingen zijn;
- 3° de helft van het aantal geschoolde vakmensen moet houder zijn van een diploma van maatschappelijk werker;
- 4° over een centraal secretariaat en één of meerdere spreekkamers beschikken;
- 5° een permanentie van minstens tien uur per week verzekeren in het geval van een in 2° bedoelde voltijdse betrekking; de permanentie moet door de in 2° bedoelde geschoolde vakmensen verzekerd worden;
- 6° de permanentie gedurende minstens vierenvestig weken per jaar verzekeren;
- 7° over de nodige uitrusting en een afzonderlijke wachtkamer beschikken op de plaatsen waar spreekuur wordt gehouden;
- 8° voor iedereen toegankelijk zijn, ongeacht de ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging, de nationaliteit, en zonder lid van het centrum voor maatschappelijk werk te moeten zijn.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring*

Art. 132. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaalt de Regering de wijze waarop de centra gesubsidieerd worden. Ze kan hen alsoo toelagen verlenen om de loonkosten van de in 131, 2°, bedoelde geschoolde vakmensen en de werkingskosten te dekken. Het aantal geschoolde vakmensen dat in aanmerking wordt genomen, wordt in het erkenningsbesluit vastgesteld

De toelagen voor werkingskosten bestaan uit :

- 1° een jaarlijks forfaitair aandeel per geschoolde vakman naar gelang van de duur van zijn dienstverleningen;

- 2° een jaarlijks forfaitair werkingsaandeel dat verdubbeld wordt voor centra die niet beschouwd kunnen worden als behorend tot een landsbond of een ziekenfonds, zoals omschreven in bovenbedoelde wet van 6 augustus 1990.

HOOFDSTUK III. — *Controle en straffen*

Art. 133. De centra zijn ertoe gehouden :

- 1° een specifieke boekhouding te voeren;
- 2° het « DGO5 Plaatselijke Besturen, Sociale actie en Gezondheid » van de Waalse Overheidsdienst in kennis te stellen van elke wijziging van hun statuten of van hun personeel;
- 3° jaarlijks een activiteitenrapport, een ontvangst- en uitgavenrekening, een begroting voor te leggen, alsook alle stukken die de toegekende toelagen kunnen rechtvaardigen;
- 4° vrije toegang tot de lokalen of de documenten te verlenen aan de ambtenaren die gemachtigd zijn om er toezicht op te houden;
- 5° de benaming van het centrum en de diensturen op de voorgevel aan te plakken.

TITEL V. — *Hulpverlening aan rechtsonderhorigen*

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 134. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

- 1° rechtsonderhorige : inverdenkinggestelde, veroordeelde, ex-gedetineerde en slachtoffer zoals hieronder omschreven, evenals hun naaste familieleden;
- 2° inverdenkinggestelde : persoon die in verdenking is gesteld en die in vrijheid wordt gelaten. Als inverdenkinggestelde wordt ook de persoon beschouwd tegen wie een strafvordering lopende is, evenals de persoon die zich in een toestand bevindt die ertoe leidt of zou kunnen leiden dat hij in verdenking wordt gesteld;
- 3° veroordeelde : niet aangehouden persoon die veroordeeld wordt tot een straf of die onderworpen is aan een maatregel in het kader van de proeftijd die hem toegestaan wordt en waartoe besloten wordt in uitvoering van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;
- 4° ex-gedetineerde : persoon die een voorwaardelijke, voorlopige of definitieve invrijheidstelling geniet, met in begrip van de persoon die onderworpen is aan een maatregel ter bescherming van de maatschappij;
- 5° slachtoffer : persoon die onder een overtreding of een overtreding genoemd feit te lijden heeft gehad;
- 6° centrum voor forensisch welzijnswerk : dienst die door het Waalse Gewest is erkend en die welzijnswerk verricht ten gunste van inverdenkinggestelden, veroordeelden, ex-gedetineerden en slachtoffers, evenals van hun naaste familieleden;
- 7° welzijnswerk : elke individuele of in groep ondernomen actie enerzijds ter bevordering van de actieve deelname aan het maatschappelijk, economisch, politieke of culturele leven overeenkomstig de rechten van de mens en anderzijds voor het aankweken van een kritische kijk op het maatschappelijk gebeuren, inzonderheid door de ontwikkeling van de analyse-, actie- en evaluatievaardigheden. Het welzijnswerk houdt ook een psychologische hulpverlening in ter ondersteuning van personen die te kampen hebben met bijzondere problemen die verband houden met delinquent gedrag of met slachtofferschap, met uitzondering van de opvang die wegens blijvende psychische klachten op lange termijn noodzakelijk is;
- 8° Minister : de Minister bevoegd voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen.

HOOFDSTUK II. — *Diensten voor forensisch welzijnswerk*

Afdeling 1. — Opdrachten

Art. 135. De diensten voor forensisch welzijnswerk zorgen ervoor dat de inverdenkinggestelden, de veroordeelden, de ex-gedetineerden en de slachtoffers evenals hun naaste familieleden die dat vragen of aanvaarden hun recht op welzijnswerk gewaarborgd wordt.

Art. 136. Wat de slachtoffers betreft, zijn de centra voor forensisch welzijnswerk inzonderheid met bijzondere opdrachten belast :

- 1° het organiseren van een specifieke dienstwaarneming inzake slachtofferhulp in daartoe geschikte lokalen;
- 2° de onverwijld contactopname met de slachtoffers die de politiediensten de toestemming hebben gegeven om hun adresgegevens mede te delen;
- 3° de begeleiding van slachtoffers die in het ondernemen van de nodige stappen hulp vragen om de gevolgen van het slachtofferschap, waaronder inbegrepen de secundaire victimisering, meester te kunnen worden en om indien mogelijk er een schadeloosstelling voor te krijgen;
- 4° de informatieverstrekking met het oog op de oriëntering van het slachtoffer in diens betrekkingen met de politie, de rechterlijke macht en de verzekeringsmaatschappijen, evenals met het oog op het krijgen van hulp van staatswege aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden;
- 5° het voorzien in psychologische hulpverlening die gericht is op de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van het slachtofferschap en de verwerking van de teweeggebrachte schok;
- 6° het vergemakkelijken, voor de personen voor wie dat nodig is, van de toegang tot de centra voor personenzorg en, eventueel, tot de centra voor medisch-psychiatrische zorgverlening;
- 7° de sensibilisering van het publiek en de betrokken centra voor de rechten en de specifieke noden van de slachtoffers.

Art. 137. Wat de inverdenkinggestelden, de veroordeelden en de ex-gedetineerden betreft, zijn de centra voor forensisch welzijnswerk inzonderheid met bijzondere opdrachten belast :

- 1° het vergemakkelijken, voor de gerechtigden, van de toegang tot de bekwaamheden van de centra voor personenzorg;
- 2° de bevordering van de inschakeling of de herinschakeling van de rechtsonderhorigen in het socio-economische leven;

- 3° de sensibilisering van het publiek en de betrokken instellingen voor de problemen die verband houden met de behandeling van delinquentie in het openbaar leven en voor de noden van de gerechtigden wat de gelijke kansen betreft;
- 4° de bijdrage tot de uitwerking en de uitvoering van oplossingen die als alternatief gelden voor de hechtenis of van activiteiten waardoor de vrijheidsberoving voorkomen kan worden.

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 138. De diensten voor forensisch welzijnswerk kunnen door de Regering erkend worden indien ze voldoen aan de voorwaarden die door of krachtens deze titel gesteld worden.

Art. 139. In elk gerechtelijk arrondissement wordt er een centrum voor forensisch welzijnswerk erkend.

Indien het aantal inwoners, de criminaliteitscijfers, de geografische ligging of de verstrengeling van uiteenlopende problemen dat vereisen, kan de Regering één of meerdere bijkomende centra voor forensisch welzijnswerk per arrondissement erkennen.

Art. 140. De erkenning moet door het centrum voor forensisch welzijnswerk bij de Regering worden aangevraagd.

De Regering bepaald de inhoud van het aanvraagdossier. In dat dossier wordt in ieder geval melding gemaakt van :

- 1° de taakomschrijving van het centrum;
- 2° de statuten van de inrichtende macht;
- 3° de samenstelling van de bestuursorganen en het personeel.

Art. 141. Om erkend te worden, moeten de centra voor forensisch welzijnswerk aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° opgericht zijn en georganiseerd worden door een provincie, een vereniging van gemeenten of van OCMW's, een instelling van openbaar nut of als vereniging zonder winstoogmerk met als doel forensisch welzijnswerk zijn opgericht;
- 2° zijn bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben;
- 3° op regelmatige basis, zelfstandig of in samenwerkingsverband, de forensisch-welzijnswerkopdrachten bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk volbrengen;
- 4° gratis forensisch-welzijnswerkprestaties leveren zonder onderscheid van geslacht, ras, taal, godsdienst, opinie of maatschappelijke afkomst;
- 5° de rechtsonderhorigen hulp verlenen :
 - a. door permanent samen te werken met overheids- en privé-diensten die kunnen bijdragen tot de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;
 - b. door deel te nemen aan de activiteiten en de projecten die in dat verband door het Waalse Gewest worden ondernomen of ondersteund;
- 6° beschikken over lokalen die ten minste geschikt zijn om een bestuurssecretariaat, een dienstwaarneming en een consult te organiseren;
- 7° hun activiteiten hoofdzakelijk uitoefenen in het gerechtelijk arrondissement waar ze gevestigd zijn. Op vraag van de rechtsonderhorigen kunnen ze hun activiteiten ook uitbreiden tot het aangrenzende gerechtelijk arrondissement waar ze samenwerken met het centrum of de centra die daar zijn erkend. Ze kunnen eveneens hun activiteiten uitbreiden tot het aangrenzende gerechtelijke arrondissement indien er in het arrondissement waar ze gevestigd zijn geen erkend centrum voor forensisch welzijnswerk bestaat.

De Regering bepaald de specifieke voorwaarden voor de erkenning met betrekking tot het gesubsidieerd personeel en de organisatie van de lokalen van de centra voor forensisch welzijnswerk.

Art. 142. De erkenning wordt door de Regering voor een onbepaalde duur verleend.

De erkenning kan worden ingetrokken wegens niet-naleving van de bepalingen van deze titel of van de bepalingen die krachtens deze titel worden vastgelegd.

De Regering bepaald de procedures tot toekenning en intrekking van de erkenning.

Afdeling 3. — Subsidiëring

Art. 143. Binnen de perken van de begrotingskredieten subsidieert de Regering de diensten voor forensisch welzijnswerk voor wat betreft :

- 1° de personeelsuitgaven;
- 2° de werkingskosten.

Met het oog op de subsidiëring worden de diensten voor forensisch welzijnswerk door de Regering erkend volgens bepaalde categorieën.

De subsidieregeling wordt door de Regering vastgelegd.

Art. 144. Er kunnen subsidies worden toegekend aan de diensten voor forensisch welzijnswerk en aan andere instellingen of verenigingen die zich onderscheiden door hun daden van forensisch welzijnswerk voor bijzondere projecten die ze in het kader van hun opdrachten willen afwerken.

Voor de subsidiëring bedoeld in het eerste lid wordt een overeenkomst opgesteld.

Afdeling 4. — Vrijwilligerswerk

Art. 145. De diensten voor forensisch welzijnswerk kunnen een beroep doen op vrijwilligers voor de uitvoering van één of verschillende opdrachten.

De Regering kan de toepassingsregeling voor dit artikel bepalen.

Art. 146. De vrijwilligers moeten :

- 1° een bewijs voor hun bekwaamheid voorleggen via hun beroepsopleiding of hun werkervaring inzake welzijnswerk;
- 2° onder verantwoordelijkheid van de directie ondersteund worden door het beroepsmatig aangestelde personeel van de dienst.

TITEL VI. — Hulpverlening bij inschakeling in het arbeidscircuit*HOOFDSTUK I. — Definities*

Art. 147. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

- 1° centrum : elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gelegen in het Waalse Gewest, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteren;
- 2° gerechtigde : elke persoon die het recht op sociale integratie geniet of elke persoon die aanmerking komt voor sociale hulpverlening die gelijk staat met sociale integratie als het gaat om een persoon die ingeschreven is in het vreemdelingenregister en in aanmerking komt voor een onbeperkte verblijfsvergunning maar geen recht heeft op sociale integratie wegens zijn nationaliteit.

HOOFDSTUK II. — Subsidiëring

Art. 148. De inschakeling in het arbeidscircuit van de gerechtigden tewerkgesteld op grond van een arbeidscontract door of op initiatief van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn is het voorwerp van een gewestelijke subsidiëring.

Als tewerkstelling worden beschouwd :

- 1° de indienstneming, middels een arbeidscontract, door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gerechtigde al dan niet ter beschikking gesteld van een derde bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Ocmw's;
- 2° de indienstneming, middels een arbeidscontract, van een gerechtigde door een privé of een openbare werknemer die met het centrum een overeenkomst heeft gesloten krachtens artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Ocmw's.

Art. 149. De Regering is bevoegd voor de bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten tot toekenning van de subsidies, alsook van de modaliteiten voor de controle erop en de betaling ervan.

Boek II. — Integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst**TITEL 1. — Definities**

Art. 150. Voor de toepassing van dit boek en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

- 1° vreemdelingen : de personen die niet over de Belgische nationaliteit beschikken en die duurzaam of tijdelijk op het grondgebied van het Franse taalgebied verblijven;
- 2° personen van buitenlandse herkomst : de personen die naar België zijn uitgeweken of van wie één van de voorouders naar België is uitgeweken en die over de Belgische nationaliteit beschikken;
- 3° sociale ontwikkeling : stap met het oog op de verbetering van het vermogen van het doelpubliek om in veiligheid te leven en het in staat te stellen om volkomen deel uit te maken van de maatschappij. Ze mag niet los gezien worden van haar culturele, economische, politieke en geestelijke context en mag niet in een louter sectoraal perspectief beschouwd worden. Ze betreft een veelheid van aspecten en streeft verschillende sociale doelstellingen na die in artikel 163 opgesomd worden;
- 4° co-ontwikkelingsproject : project inzake sociale, economische, culturele en politieke ontwikkeling dat berust op een samenwerking tussen de vreemdelingen of de personen van buitenlandse herkomst, hun publieke en private organisaties en partnerschappen, tegelijkertijd in de landen van herkomst en van bestemming, met een gedeeld referentiekader;
- 5° plaatselijk integratieplan : plan ter bevordering van de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst waarbij gewezen wordt op hun specifieke behoeften en voorzien wordt in de strategieën die ontwikkeld moeten worden om daarop in te spelen op elk grondgebied bediend door een centrum bedoeld in Titel III;
- 6° het plan voor maatschappelijke cohesie : het plan bedoeld in het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld;
- 7° de « Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère » : de commissie bedoeld in artikel 25, hierna « de commissie » genoemd;
- 8° het tolken in een sociale context : de volledige weergave van mondelinge of geschreven boodschappen van de brontaal naar de doeltaal, op neutrale en nauwkeurige wijze in de sociale context, o.a. op het vlak van welzijn en gezondheid, werkgelegenheid en huisvesting, onthaal en begeleiding, dienstverlening door de overheidsdiensten en de overheden in het raam van hun sociale opdrachten die voor het doelpubliek bestemd zijn.

TITEL II. — Gewestelijke actie

Art. 151. Voor de bevoegdheden die zij uitoefent legt de Regering in een door de Commissie overgelegde plan van transversale acties de positieve acties vast ter bevordering van de gelijkheid van kansen voor vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst en van het burgerschap in het raam van een interculturele maatschappij

Art. 152. Het Gewest en de openbare en privé-instellingen die bijdragen tot de inwerkingstelling van het beleid van het Gewest of die erdoor gesubsidieerd worden vergemakkelijken de toegang van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst tot openbare en privé-diensten door positieve acties.

Art. 153. De Regering bezorgt het Waals Parlement vóór 30 juni van het jaar na het tweede jaar waarop het betrekking heeft, een evaluatieverslag over het beleid gevoerd inzake de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst en het plan van transversale acties bedoeld in artikel 151.

TITEL III.

Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

HOOFDSTUK I. — *Opdrachten*

Art. 154. De centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst worden belast met de volgende opdrachten :

- 1° de begeleiding van de plaatselijke initiatieven inzake maatschappelijke ontwikkeling, alsook de coördinatie van de integratieactiviteiten in het raam van de plaatselijke integratieplannen;
- 2° de bevordering van de maatschappelijke, economische, culturele en politieke deelneming van de vreemdelingen of de personen van buitenlandse herkomst en de interculturele uitwisselingen;
- 3° de coördinatie van het onthaal, de voorlichting, de begeleiding en de integratie van de vreemdelingen die zich onlangs in het Waalse Gewest gevestigd hebben;
- 4° de opleiding van de interveniënten die werken in de sector van de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst en de interculturele dialoog, alsook de opleiding van het personeel van de diensten die, zelfs gedeeltelijk, voor hen bestemd zijn;
- 5° de inzameling van de beschikbare statistische gegevens op plaatselijk vlak;
- 6° op voorstel van hun raad van bestuur en mits gunstig advies van de Commissie, de organisatie, voor een bepaalde duur, van eerstelijns integratieactiviteiten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het plaatselijke integratieplan indien de verenigingen of de partneroverheden ze niet organiseren of op hun verzoek, meer bepaald wat betreft het aanleren van het Frans en de kennis van de Belgische instellingen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Art. 155. De Regering erkent zeven gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen, thans gevestigd in Charleroi, La Louvière, Luik, Bergen, Namen, Verviers en Tubeke, waarvan het ambtsgebied door de Regering wordt bepaald. De activiteitenzetel van het centrum kan naar een andere gemeente van het ambtsgebied overgedragen worden.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan ze andere centra erkennen voor zover zij ten minste een voorrangactiezone bedienen zoals door de Regering bepaald en ten minste overeenstemmen met het grondgebied van een arrondissement.

Art. 156. Om erkend te worden dienen de centra te worden opgericht op initiatief van de overheid of van verenigingen, en dient ervoor gezorgd dat de overheid en de verenigingen ieder steeds over de stemmenpariteit in de bestuurs- en beheersorganen beschikt.

Art. 157. De centra organiseren een begeleidingscomité dat samengesteld is uit, hoe dan ook, de verenigingen en de overheden, alsook uit elke betrokken persoon, die acties voeren inzake integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst op het betrokken grondgebied.

Het begeleidingscomité wordt belast met de begeleiding en de evaluatie van de plaatselijke integratieplannen. Het kan werkgroepen voor bijzondere thema's organiseren.

Art. 158. De centra beschikken over voltijds personeel waarvan de basisploeg samengesteld is uit minstens :

- 1° één persoon belast met de directie en het dagelijks beheer;
- 2° één persoon belast met het administratief en financieel beheer;
- 3° een coördinator van projecten;
- 4° drie projectverantwoordelijken.

De Regering bepaalt de kwalificaties van het personeel waaruit de basisploeg samengesteld is.

Art. 159. De centra moeten beschikken over de nodige lokalen voor de uitoefening van hun opdrachten, het onthaal van hun personeel, alsook over een secretariaat en een vergaderlokaal voor ten minste twintig personen.

De centra zijn ten minste vijf dagen per week open.

Het door het centrum opgesteld en door de Regering goedgekeurd huishoudelijk reglement voorziet onder meer in de wijze waarop de centra hun infrastructuren ter beschikking stellen van de verenigingen of de overheid die bijdragen tot de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

Art. 160. De aanvraag tot erkenning wordt bij de regering ingediend door het centrum.

De regering bepaalt de inhoud van het dossier van aanvraag tot erkenning. Dit dossier bevat in ieder geval :

- 1° de beschrijving van de door het centrum waargenomen taken;
- 2° de samenstelling van de bestuurs- en beheersorganen;
- 3° de statuten van de inrichtende macht;
- 4° de inlichtingen betreffende de geholpen bevolking en de nagestreefde doelstellingen;
- 5° de overeenkomsten verbonden aan de uitvoering van de opdrachten van het centrum;
- 6° de wijze waarop het begeleidingscomité samengesteld wordt en zijn betrekkingen met het centrum;
- 7° het organigram van het personeel;
- 8° de lijst van de beschikbare lokalen beheerd door het centrum.

Art. 161. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een onbepaalde duur.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet naleving van de bepalingen van dit boek of van de bepalingen vastgelegd krachtens dit boek.

De Regering bepaalt de procedures tot toekenning en intrekking van de erkenning.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring*

Art. 162. Binnen de perken van de begrotingskredieten genieten de centra jaarlijks :

- 1° subsidies ter dekking van, hoe dan ook, de bezoldiging van de persoon belast met de directie, van de persoon belast met het administratief en financieel beheer en van de coördinator van projecten;
- 2° subsidies ter dekking van de medefinanciering van minstens drie projectverantwoordelijken belast met de opvolging van het plaatselijke integratieplan, de opleiding van interveniënten, de begeleiding van de verenigingen, alsook de betrekkingen met de overheden. De Regering bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van die subsidies, alsook de bedragen ervan;
- 3° een geïndexeerde subsidie waarvan het bedrag door de Regering bepaald wordt en dat de werkings- en activiteitenkosten dekt.

De in aanmerking genomen weddeschalen zijn die welke toegepast worden voor de overeenkomsten van de non-profitsector en door de paritaire commissie 329.02.

Bovendien kunnen de centra subsidies ontvangen ter dekking van buitengewone activiteiten die ze samen ontwikkelen.

De centra kunnen een bijdrage of subsidies van hun leden ontvangen.

TITEL IV. — Subsidiëring van de plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling

Art. 163. De Regering subsidieert binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten de plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling ondernomen door een plaatselijke overheid, een intercommunale, een feitelijke vereniging of een vereniging zonder winstgevend doel die volgende gebieden omvatten :

- 1° het leren van het Frans als buitenlandse taal, het begrip van de sociale en culturele codes, alsook de kennis van de instellingen van het land van onthaal;
- 2° de bijstand in de uitoefening van de rechten en plichten van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, ongeacht het bedoelde gebied, in het bijzonder voor de onlangs aangekomen personen;
- 3° de voorlichting, de begeleiding en bijstand bij de integratiestappen, o.a. op sociaal-economisch en filosofisch vlak;
- 4° de verbetering van de verstandhouding en van de wederzijdse kennis met het oog op een interculturele maatschappij door de bevordering van uitwisselingen en kennis, de sociale en interculturele bemiddeling, alsook het tolken in een maatschappelijke context;
- 5° de bestrijding van de discriminaties en de bevordering van de sociale, economische, culturele en politieke deelneming;
- 6° de projecten die kaderen in een stap van co-ontwikkeling.

De plaatselijke ontwikkelingsinitiatieven die sinds minstens drie jaar door de verenigingen zonder winst oogmerk gevoerd worden en die over minstens één voltijds bezoldigde baan beschikken, kunnen door de Regering erkend worden onder de voorwaarden die zij stelt.

Art. 164. § 1. Om recht te hebben op toelagen moeten de plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst :

- 1° een actie voeren die past in het gewestelijk integratiebeleid;
- 2° hun acties programmeren op een jaar- of meerjarenbasis. De programmatie beslaat maximum drie jaar.

De projecten moeten een beschrijving bevatten van de bestaande toestand en de nagestreefde doeleinden en de in werking te stellen middelen duidelijk omschrijven.

De toelagen worden bij voorrang toegekend aan de projecten die geëvalueerd worden overeenkomstig artikel 154, 1°, en, indien nodig, aan projecten die toelagen genieten in het raam van het integratiebeleid dat uitgaat van andere federale en Europese overheden.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde toelagen worden toegekend om de personeels- en werkingsuitgaven te dekken, die rechtstreeks verbonden zijn aan de uitvoering van de plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst.

TITEL V. — Toezicht

Art. 165. Het administratief, financieel en kwalitatief toezicht op de centra en plaatselijke initiatieven wordt uitgevoerd door daartoe aangestelde ambtenaren. Zij hebben vrije toegang tot de lokalen en hebben het recht tot inzage ter plaatse van de stukken en bescheiden die zij nodig achten voor de uitvoering van hun opdrachten.

Boek III. — Hulpverlening aan de gezinnen**TITEL 1. — Diensten 'Espaces-Rencontres' (Ontmoetingsruimten)**HOOFDSTUK I. — *Definities en Opdrachten**Afdeling 1. — Definities*

Art. 166. Voor de toepassing van Titel 1 wordt verstaan onder :

- 1° diensten 'Espaces-Rencontres' : diensten bestemd voor gezinnen die in een situatie van een relatiebreuk, scheiding of echtscheiding verkeren, en belast met de opdrachten bedoeld in artikel 167;
- 2° ouders : de vader, moeder, grootouders of elke andere persoon die houder is van een recht op persoonlijke relaties met het kind waarvoor de dienst 'Espaces-Rencontres' tussenkomt;
- 3° Minister : de Minister die voor het gezinsbeleid bevoegd is;
- 5° administratie : de diensten aangewezen door de Minister.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 167. § 1. De diensten "Espaces-Rencontres" vervullen de volgende opdrachten :

- 1° de ouder met wie het kind niet samenleeft de mogelijkheid geven om zijn recht op persoonlijke relaties normaal uit te oefenen als dat recht onderbroken wordt of als het met moeite of op conflictueuze wijze uitgeoefend wordt;
- 2° bijdragen tot de totstandbrenging of het herstel van de relatie tussen het kind en de ouder met wie het niet samenleeft.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1 worden vervuld in het kader van een rechterlijke of administratieve procedure, of op verzoek van de ouders.

§ 3. Ze worden vervuld :

- 1° door ontmoetingen te organiseren tussen het kind en de ouder met wie het niet samenleeft;
- 2° door een neutrale derde aan te wijzen om de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties te begeleiden.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

Art. 168. De diensten 'Espaces-Rencontres' kunnen door de Regering erkend worden als ze voldoen aan de voorwaarden die bij of krachtens deze titel gesteld worden.

De diensten 'Espaces-Rencontres' vermelden in al hun akten, stukken of publicaties dat ze krachtens deze titel erkend zijn.

Art. 169. In elk gerechtelijk arrondissement wordt een dienst 'Espaces-Rencontres' erkend.

De Regering kan één of meer bijkomende diensten erkennen in hetzelfde arrondissement indien die erkenningen zich opdringen vanwege het aantal inwoners, de geografische configuratie of de concentratie van verschillende problematieken die de diensten 'Espaces-Rencontres' tegenkomen.

Art. 170. De dienst 'Espaces-Rencontres' wordt erkend als hij de volgende voorwaarden vervult :

- 1° hij is opgericht en wordt georganiseerd door een provincie, een vereniging van gemeenten of OCMW's, een stichting of een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° de zetel van zijn activiteiten is gevestigd in het Waalse Gewest;
- 3° hij vervult regelmatig de opdrachten bedoeld in artikel 167;
- 4° hij verstrekt zijn diensten zonder onderscheid van geslacht, ras, taal, godsdienst, mening of sociale herkomst;
- 5° hij beschikt over lokalen die ruimte bieden voor de organisatie van een administratief secretariaat, een onthaaldienst, vertrouwelijke gesprekken en ontmoetingen tussen ouders en kinderen;
- 6° hij beschikt over een coördinator die instaat voor de taken bedoeld in artikel 173;
- 7° hij beschikt over een huishoudelijk reglement dat hoe dan ook voorziet in :
 - de verdeling van de taken;
 - de rechten en plichten van de personeelsleden;
- 8° hij verbindt zich tot de inachtneming van de deontologische code die de Regering vastlegt.

De Regering bepaalt de specifieke erkenningsvoorwaarden betreffende het personeel en de organisatie van de lokalen.

Afdeling 2. — Toekenningsprocedure

Art. 171. De dienst 'Espaces-Rencontres' richt zijn aanvraag om erkenning aan de Regering.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier van de aanvraag, om erkenning. Dat dossier bevat hoe dan ook de volgende stukken en gegevens :

- 1° de omschrijving van de taken die de dienst vervult;
- 2° de statuten van de inrichtende macht;
- 3° de samenstelling van de bestuursorganen;
- 4° de samenstelling en de kwalificatie van het personeel;
- 5° de omvang van de dienstverstrekingen;
- 6° het huishoudelijk reglement;
- 7° het plan van de lokalen.

Art. 172. De Regering verleent de erkenning voor een onbepaalde duur.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 173. De coördinator werkt in overleg met de personeelsleden en staat o.a. in voor de toepassing van het arbeidsreglement, voor de naleving van de verschillende regelgevingen die van kracht zijn, voor de organisatie van het ploegenwerk, alsmede voor de relaties met de subsidiërende overheden.

Art. 174. De personeelsleden, alsook elke persoon die individuele dossiers mag inkijken, zijn gehouden aan het beroepsgeheim.

Art. 175. De personeelsleden houden een activiteitenregister bij naar het door de Regering bepaalde model, waarin het aantal en het soort raadplegingen vermeld staan. Dat register kan slechts ingekeken worden door de personeelsleden en de ambtenaren die de Regering aanwijst om controle op de diensten uit te oefenen. De gegevens die er in voorkomen zijn anoniem.

Art. 176. De dienst 'Espaces-Rencontres' kan de ouders om een financiële bijdrage verzoeken voor zijn tussenkomst, mits inachtneming van een maximumtarief en van modaliteiten die de Regering bepaalt.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring*

Art. 177. De Regering verleent de erkende diensten 'Espaces-Rencontres' binnen de perken van de begrotingskredieten subsidies ter dekking van :

- 1° personeelsuitgaven;
- 2° werkingskosten.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van de subsidies.

Art. 178. De overeenkomstig artikel 177 gesubsidieerde diensten 'Espaces-Rencontres' zijn verplicht :

- 1° jaarlijks de administratie kennis te geven van de volgende gegevens betreffende het afgelopen boekjaar :
 - vóór 30 april, de bewijsstukken van de lonen van de personen die in aanmerking voor subsidies en de bewijsstukken van de betaling van de werkgeverlasten, alsook die van de werkingskosten;
 - vóór 30 juni, de boeken, gehouden overeenkomstig de wetsbepalingen die er toepasselijk op zijn;
- 2° de administratie zo spoedig mogelijk schriftelijk kennis te geven van elke wijziging aangebracht in de statuten en in de samenstelling van het gesubsidieerde personeel.

HOOFDSTUK V. — *Controle en straffen**Afdeling 1. — Controle*

Art. 179. De erkende diensten 'Espaces-Rencontres' stellen jaarlijks de volgende verslagen op :

- 1° een uitvoerig kwalitatief activiteitenverslag bevattende o.a. een analyse van de behandelde problemen, de methodes gehanteerd naar gelang van de problemen en de doelstellingen, alsook een evaluatie van die methodes wat betreft de doelmatigheid en de weerslag ervan;
- 2° een kwantitatief activiteitenverslag.

Het model van de activiteitenverslagen wordt door de Regering bepaald.

De verslagen worden aan de administratie gericht uiterlijk 30 april van het jaar na dat waarop ze betrekking hebben.

Afdeling 2. — Straffen

Onderafdeling 1. — Opschorting, intrekking

Art. 180. De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden wegens niet inachtneming van de bepalingen van Titel I of van de krachtens deze Titel vastgelegde bepalingen.

De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, verlenging, opschorting en intrekking van de erkenning.

Art. 181. Bij niet inachtneming van de bepalingen van deze titel en van de bepalingen genomen krachtens deze titel kunnen de subsidies verminderd of ingetrokken worden volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. De Regering voorziet o.a. in de mogelijkheid voor betrokken dienst om zijn opmerkingen te laten gelden vóór elke beslissing tot vermindering of intrekking van de subsidies.

Onderafdeling 2. — Straffen

Art. 182. Elke persoon die een vereniging met de benaming 'Espaces-Rencontres' organiseert of leidt zonder erkenning, is strafbaar met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een boete van 100 à 1.000 euro, of met slechts één van die straffen.

TITEL II. — Centra en federaties van centra voor levens- en gezinsvragenHOOFDSTUK I. — *Centra voor levens- en gezinsvragen**Afdeling 1. — Definitie en Opdrachten*

Onderafdeling 1. — Definities

Art. 183. De centra zijn buiten-ziekenhuisinstellingen die zich toeleggen op de opvang, voorlichting, vorming en begeleiding van personen, echtparen en gezinnen, alsook op groepsbenadering, met name van jongeren, i.v.m. hun affectieve, seksuele en relationele ervaringen.

Art. 184. De centra moeten hun activiteiten op het grondgebied van het Franse taalgebied uitvoeren en georganiseerd zijn door een overheid, een instelling van openbaar nut of een vereniging zonder winstoogmerk.

Onderafdeling 2. — Opdrachten

Art. 185. Het centrum moet de volgende opdrachten vervullen :

- 1° advies geven op psychologisch, sociaal, medisch en juridisch vlak;
- 2° jongeren voorbereiden op hun affectieve en seksuele beleving;
- 3° personen en groepen voorlichten, meer bepaald inzake contraceptie, al dan niet gewenste zwangerschap, zwangerschapsonderbreking, seksueel overdraagbare ziekten en elk aspect van de affectieve en seksuele relaties;
- 4° personen begeleiden die problemen ondervinden op het gebied van onvruchtbaarheid en contraceptie en in elk ander aspect van hun affectieve en seksuele relaties;
- 5° vrouwen begeleiden die zich omwille van hun zwangerschap in een noodsituatie bevinden;
- 6° grondbegrippen van het familierecht bijbrengen;
- 7° volwassenen en jongeren voorbereiden en voorlichten op het gebied van de affectieve en seksuele relaties en van het verantwoordelijk ouderschap.

Het centrum kan activiteiten ontplooiën op specifieke terreinen zoals zwangerschapsonderbreking, met inachtneming van artikel 350 van het Strafwetboek, of adviesverlening bij huwelijksproblemen en gezinsbemiddeling.

Het centrum organiseert groepsbenaderingen i.v.m. de bovenvermelde opdrachten.

Het centrum kan ook bijdragen tot de vorming van personen die actief zijn op het gebied van de affectieve en seksuele voorlichting.

De tussenkomsten van het centrum worden regelmatig onderworpen aan een multidisciplinair overleg. Het overleg vindt plaats onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

Art. 186. Het centrum vervult zijn opdrachten alleen of in samenwerking met andere openbare of privépartners.

Art. 187. Het centrum moet rekening houden met het feit dat de hulpvragers het recht hebben om zijn diensten geheel of gedeeltelijk te weigeren.

Art. 188. Het centrum verstrekt de Regering anonieme informatie of gegevens van epidemiologische aard, waarbij het volgende kan worden vastgesteld :

- de tegengekomen problemen;
- het vereiste aantal nuttige centra om aan de behoeften van de bevolking te voldoen en hun lokalisatie;
- het soort te voeren acties.

De anonieme informatie of gegevens bedoeld in het eerste lid worden door de Regering bepaald en kunnen door haar voor onderzoek en analyse overgemaakt worden aan instellingen die zij erkend heeft.

De informatie en de gegevens worden toegestuurd op grond van een overeenkomst waarin het volgende wordt aangegeven :

- de te verstrekken gegevens;
- de nagestreefde doelen;
- de getroffen maatregelen om het anonimaat te waarborgen.

Deze overeenkomst is onderworpen aan het voorafgaande advies van de Commissie voor de bescherming van het privé-leven.

Onderafdeling 2. — Erkenning

Art. 189. De centra voor levens- en gezinsvragen, hierna centra genoemd, worden door de Regering erkend als ze voldoen aan de bij of krachtens deze titel gestelde voorwaarden.

De centra moeten in alle akten, documenten of publicaties aangeven dat krachtens Titel II van Boek III van het tweede deel van dit Wetboek ze erkend zijn.

Art. 190. De aanvraag om erkenning wordt door de inrichtende macht van het centrum bij de Regering ingediend. De Regering bepaalt de bestanddelen van het erkenningsdossier.

Het dossier bevat hoe dan ook :

- 1° de omschrijving van de taken die het centrum in het kader van zijn opdrachten vervult;
- 2° het aantal multidisciplinaire ploegen en de samenstelling ervan, de omvang van de verstrekkingen en de kwalificatie van de leden;
- 3° de statuten van de inrichtende macht;
- 4° het plan van de lokalen;
- 5° de aanduiding van de te bedienen sector;
- 6° inlichtingen over de betrokken bevolking;
- 7° overeenkomsten i.v.m. de opdrachten van het centrum.

Art. 191. De Regering verleent de erkenning voor een onbepaalde duur. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning van de erkenning.

Afdeling 3. — Personeel en werking

Onderafdeling 1. — Personeel

Art. 192. Het centrum telt een multidisciplinaire ploeg die instaat voor de medische, psychologische, juridische en sociale functies. Het zorgt ook voor opvang en groepsbenadering.

De medische functie wordt vervuld door een geneesheer die houder is van een diploma in de geneeskunde of door een geneesheer die gespecialiseerd is in de gynaecologie of met deze specialisatie bezig is.

De psychologische functie wordt vervuld door een psycholoog die licentiaat in de psychologie of in de psychopedagogie is.

De juridische functie wordt vervuld door een licentiaat of een doctor in de rechten.

De sociale functie wordt vervuld door een sociale werker die houder is van een diploma van maatschappelijk assistent of van een graduaat in de sociale verpleegkunde.

Deze ploeg kan aangevuld worden met een gezinsadviseur, die houder is van een door een erkend vormingscentrum afgeleverd diploma en met een seksuoloog, die houder is van een licentie in gezins- en seksuologische wetenschappen.

De functies opvang en groepsbenadering worden door een lid van de ploeg vervuld, of onder zijn toezicht.

De Regering bepaalt de minimale duur van de verstrekkingen van de leden van de multidisciplinaire ploeg.

Art. 193. De leden van de multidisciplinaire ploeg die gewetenshalve niet willen of niet kunnen ingaan op een hulpvraag inzake vrijwillige zwangerschapsonderbreking, moeten de aanvrager onmiddellijk de persoon van het centrum, het centrum of de inrichting aanwijzen waar deze hulp verstrekt wordt.

Daartoe bezorgt het centrum de leden van de multidisciplinaire ploeg een lijst met de personen, centra of inrichtingen die bovenbedoelde hulp kunnen verlenen.

Art. 194. De inrichtende macht van het centrum neemt de personeelsleden in dienst en bepaalt de duur van de verstrekkingen van de leden van de ploeg. Ze kan ook aannemingscontracten sluiten met zelfstandige vakmensen.

Eventuele kosteloze verstrekkingen moeten verleend worden door personen die voldoen aan dezelfde diplomaveristen als de leden van de multidisciplinaire ploeg, bij een specifieke overeenkomst bepaald zijn en niet tegelijkertijd verleend worden met die van de leden van de ploeg die onder bezwarende titel door de inrichtende macht in dienst genomen zijn of met haar een aannemingscontract hebben gesloten.

Art. 195. De zelfstandige vakman ontvangt honoraria die door het centrum overeenkomstig artikel 22 worden vastgesteld, voor zover onder de door de Regering gestelde voorwaarden een overeenkomst wordt gesloten i.v.m. zijn deelneming aan de vergaderingen van de ploeg, zijn medewerking aan sommige opdrachten en, desnoods, zijn financiële bijdrage in de kosten van het centrum.

Onderafdeling 2. — Werking

Art. 196. Het dagelijkse beheer van het centrum wordt toevertrouwd aan een door de inrichtende macht aangewezen lid van de multidisciplinaire ploeg.

De verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer werkt in samenspraak met de leden van de multidisciplinaire ploeg en ziet met name toe op de toepassing van het arbeidsreglement, op de naleving van de verschillende vigerende reglementeringen, op de organisatie van het teamwerk, op de coördinatie met de sociale en sanitaire diensten, alsook op de betrekkingen met de subsidiërende overheden.

Art. 197. De inrichtende macht stelt het huishoudelijk reglement van het centrum op.

In het reglement wordt op zijn minst het volgende vastgelegd :

- 1° de verdeling van de taken binnen het centrum;
- 2° het regelmatig beleggen van overlegvergaderingen voor de personeelsleden;
- 3° de waarborg van het beroepsgeheim;
- 4° de rechten en plichten van de personeelsleden en van de bij overeenkomst gebonden personen.

Art. 198. De leden van de multidisciplinaire ploeg zijn, net zoals iedereen die de individuele dossiers mag inkijken, tot het beroepsgeheim gehouden.

Art. 199. Voor elke ten laste genomen persoon wordt, met inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van het privé-leven, een genummerd individueel dossier aangelegd met alle nuttige inlichtingen die de adviseur kan gebruiken voor de opvolging ervan.

Voor medische gegevens wordt een apart dossier aangelegd.

Onverminderd andere wetsbepalingen worden de individuele dossiers, wat de medische gegevens betreft, minstens tien jaar na afsluiting ervan bewaard onder toezicht van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer en van de geneesheer die aan het centrum gebonden is.

Art. 200. De multidisciplinaire ploeg houdt een activiteitenregister dat overeenstemt met het door de Regering vastgestelde model en het anonimaat waarborgt. Ze neemt er het aantal en het type consultaties in op. Dat register wordt vrijwaard voor iedere indiscretie en mag slechts ingekeken worden door de leden van de multidisciplinaire ploeg en de ambtenaren die de Regering met het toezicht op de centra belast.

Art. 201. De Regering stelt de minimale normen vast m.b.t. de openingstijden, de lokalen en de infrastructuur.

Het centrum kan lokalen gezamenlijk gebruiken met andere sanitaire of sociale diensten waarvan de activiteiten verenigbaar zijn met zijn opdrachten, voor zover de multidisciplinaire ploeg van het centrum over lokalen beschikt die een onderscheiden werking waarborgen.

Verskillende multidisciplinaire ploegen mogen zich in hetzelfde gebouw vestigen, voor zover de schikking van de lokalen zulks toelaat. Een multidisciplinaire ploeg kan ook in verschillende gebouwen gevestigd zijn.

Art. 202. De ten laste genomen persoon mag zich hoe dan ook zelf een centrum uitkiezen.

Zijn ideologische, filosofische en religieuze opvattingen worden, net zoals zijn wil, in ieder geval gerespecteerd.

Art. 203. Een centrum moet elke persoon onthalen, ongeacht zijn oorsprong, en hem eventueel een ander centrum of een andere dienst aanwijzen dat/die beter in zijn behoeften kan voorzien.

Art. 204. Het centrum vordert van de consultants of rechtstreeks van de betrokken instellingen, de honoraria of financiële bijdragen die hen bij wet of verordening worden opgelegd.

Personen met onvoldoende financiële middelen kunnen echter aanspraak maken op kosteloze consultaties.

Voor de verstrekkingen die bedoeld worden in de wet van 9 augustus 1963, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt de financiële bijdrage van de verzekering gevorderd hetzij op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, hetzij op basis van het forfaitaire bedrag bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van bovenbedoelde wet. Wanneer de financiële bijdrage van de verzekering op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging wordt gevorderd, wordt geen persoonlijke bijdrage geëist van de consultant, behalve die bedoeld in de artikelen 37 en 37bis van bovenvermelde wet.

Bij gebrek aan de financiële bijdrage van de verplichte verzekering, wordt de persoonlijke bijdrage van de consultant vastgesteld op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging.

Bovendien kan het centrum een financiële bijdrage eisen voor verstrekkingen van het niet-medische personeel, alsook voor de medische verstrekkingen die niet vermeld staan in de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, met inachtneming van een maximumtarief en de voorwaarden die de Regering bepaalt.

De tarieven, honoraria en financiële bijdragen worden aangeplakt in de wachtkamers van het centrum en verschijnen in de informatiebladen die het publiceert.

Afdeling 4. — Programmering en subsidiëring

Onderafdeling 1. — Programmering

Art. 205. Het gebied waar het centrum werkzaam is, moet minstens vijftig duizend inwoners tellen en wordt bij de erkenning ervan door de Regering afgebakend.

De Regering kan een centrum, omwille van bijzondere plaatselijke omstandigheden en van de specifieke behoeften van de bevolking, toelaten zijn activiteiten in een dunner bevolkt gebied uit te voeren.

Onderafdeling 2. — Subsidiëring

Art. 206. Binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de door haar gestelde voorwaarden verleent de Regering het erkende centrum toelagen tot dekking van :

- 1° de uitgaven betreffende het statutaire of bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel;
- 2° de uitgaven betreffende de verstrekkingen van de zelfstandige vakmensen in het kader van aannemingscontracten;
- 3° de werkingskosten.

Art. 207. De uitgaven van het statutaire of bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel worden in aanmerking genomen binnen de perken van de door de Regering vastgestelde salarisschalen en van het aantal bij het erkenningsbesluit vastgestelde gesubsidieerde verstrekkingen.

De geldelijke anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de door de Regering vastgestelde bepalingen.

Art. 208. De uitgaven betreffende de verstrekkingen die verleend worden in het kader van de in artikel 206 bedoelde aannemingscontracten worden forfaitair in aanmerking genomen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regels.

Art. 209. De werkingskosten worden, binnen de perken en onder de voorwaarden die door de Regering worden bepaald, in aanmerking genomen naar gelang van de activiteiten van het centrum.

Het maximaal aantal gesubsidieerde activiteiten wordt in het erkenningsbesluit vastgelegd.

Art. 210. De met de verstrekkingen van het centrum verbonden ontvangsten kunnen, binnen de perken en onder de voorwaarden die door de Regering worden bepaald, afgetrokken worden van de verschuldigde toelagen.

Art. 211. De toekenning van de toelagen is het voorwerp van vier driemaandelijke voorschotten die gelijk zijn aan een kwart van het door de Regering vastgestelde plafond.

De driemaandelijke voorschotten worden betaald uiterlijk 15 februari voor het eerste kwartaal van het afgelopen jaar, 15 mei voor het tweede kwartaal, 15 augustus voor het derde kwartaal, 15 november voor het vierde kwartaal.

De toelage wordt jaarlijks betaald op basis van een definitieve berekening, na aftrek van de reeds gestorte driemaandelijke voorschotten.

Afdeling 5. — Controle en straffen

Onderafdeling 1. — Controle

Art. 212. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle op het centrum wordt door de daartoe aangewezen ambtenaren uitgeoefend. Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van het centrum en hebben het recht om ter plaatse de stukken en documenten in te kijken die ze nuttig achten om hun opdracht te vervullen.

De Regering stelt het genormaliseerde boekhoudplan van het centrum op.

Bovendien moet het centrum jaarlijks een balans en een rekening van de ontvangsten en uitgaven overleggen.

Het centrum stelt de Regering in kennis van elke wijziging in de samenstelling van de multidisciplinaire ploeg. De Regering wordt ingelicht uiterlijk in de loop van de maand waarin de wijzigingen plaatsvinden.

Art. 213. Het erkende centrum maakt een jaarlijks activiteitenverslag op waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld en waarbij kan worden nagegaan of de bepalingen van deze titel en de in uitvoering van deze titel genomen bepalingen in acht genomen worden. Dat verslag wordt uiterlijk 30 april van het volgende jaar aan de Regering toegestuurd.

Onderafdeling 2. — Straffen

A. Opschorting, intrekking

Art. 214. In geval van niet-naleving van de bepalingen van deze titel en van de in uitvoering van deze titel genomen bepalingen, kunnen de toelagen verminderd of opgeschort worden op de door de Regering vastgestelde wijze.

Art. 215. De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van deze titel of van die welke krachtens deze titel zijn vastgesteld.

De Regering bepaalt de procedures voor de intrekking van de erkenning.

Art. 216. Het erkende centrum dat de Regering de boekhoudkundige gegevens van het voorafgaande boekjaar niet uiterlijk 30 april heeft verstrekt, krijgt voor het lopende jaar geen voorschotten zolang de gegevens niet zijn toegestuurd.

B. Straffen

Art. 217. De organisator of directeur van een centrum dat, zonder erkend te zijn, de benaming "centrum voor levens- en gezinsvragen", "centrum voor gezinsplanning" of "centrum voor echtelijke en gezinsbegeleiding" draagt, kan veroordeeld worden tot een gevangenisstraf van 8 dagen tot één maand en tot een boete van 25 tot 75 euro of tot slechts één van die straffen.

HOOFDSTUK II. — *Federaties van centra*

Art. 218. De Regering erkent de federaties van centra volgens de regels die zij bepaalt.

TITEL III. — Hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personenHOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 219. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

- 1° Regering : de Waalse Regering,
- 2° diensten : de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen die één of meer van de volgende activiteiten, zoals bedoeld in de artikelen 4 en 5, uitoefenen :
 - a. hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen;
 - b. thuisoppas.
 Niettegenstaande het gebruik van vrouwelijke of mannelijke termen worden de activiteiten van de diensten zowel door mannen als door vrouwen uitgeoefend;
- 3° rechthebbende : elke persoon die geholpen wordt door een dienst bedoeld in 2° van dit artikel;
- 4° naaste hulpverlener : persoon die regelmatig thuishulp verleent aan een rechthebbende, met uitzondering van alle beroepshalve verleende hulp;
- 5° administratie : de diensten aangewezen door de Regering;
- 6° Minister : de Minister van Sociale Actie;
- 7° vertegenwoordiger :
 - a. de wettelijke of rechterlijke vertegenwoordiger van de rechthebbende;
 - b. de gemachtigde aangewezen door de rechthebbende, met uitzondering van elke persoon die een activiteit uitoefent binnen de hulpdienst voor gezinnen en bejaarde personen of die deelneemt aan het beheer ervan, of die onderworpen is aan het gezag van de beheerder van de dienst;
- 8° woonplaats : plaats waar de hulpaanvrager doorgaans en daadwerkelijk woont, met uitzondering van de structuren voor collectieve huisvesting waarvan de lijst door de Regering is opgesteld. Om thuiszorg te bevorderen kan de Regering andere plaatsen met woonplaats gelijkstellen;
- 9° aanvrager : elke rechthebbende, met uitsluiting van de naaste hulpverlener.

HOOFDSTUK II. — *Activiteiten van de diensten*

Art. 220. § 1. De diensten verlenen thuiszorg zodat de rechthebbende thuis kan blijven of terugkeren en met het oog op de begeleiding van en op de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen aan alleenstaande, bejaarde, gehandicapte of zieke personen en gezinnen die in een moeilijke toestand verkeren, in overleg met de familiale en buurtomgeving. Hun doel bestaat er namelijk in de geholpen persoon aan te moedigen zo veel mogelijk autonoom te blijven.

§ 2. De activiteit i.v.m. de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, uitgeoefend door gezins- of bejaardenhulp(st)ers, dient om met de rechthebbende handelingen van het dagelijkse leven te verrichten, zoals omschreven in het statuut van de gezinshulp(st)er.

De Regering wordt ermee belast dat statuut aan te nemen. De functie van de gezinshulp(st)er in het kader van de hulpverlening aan gezinnen, in het kader van het teamwerk en in het kader van interdisciplinair werk ligt vast in dat statuut. Het statuut voorziet in de bevoegdheids- en capaciteitsvoorwaarden die vervuld moeten worden om het beroep van gezinshulp(st)er te mogen uitoefenen. Het statuut bevat de deontologische aspecten m.b.t. de rechten en plichten van de gezinshulp(st)ers in het kader van hun contacten met de geholpen persoon, in het kader van hun relaties met de dienst en met de overige interveniënten. De Regering bepaalt hoe de uitvoering van de taken die een dienst aan een gezinshulp(st)er toevertrouwt door de administratie gecontroleerd en beoordeeld moet worden.

Art. 221. § 1. De opdracht van de thuisoppasser bestaat in het begeleiden van de rechthebbende die permanent iemand nodig heeft en die zich om gezondheids- of handicapredenen niet alleen kan verplaatsen.

§ 2. De thuisoppasser zorgt voornamelijk voor een actieve aanwezigheid, dag en nacht en bovenop de entourage van de rechthebbende, en voor de optimalisering van zijn mentaal, lichamelijk en maatschappelijk welzijn via acties waarin zijn statuut voorziet.

De Regering wordt ermee belast dat statuut aan te nemen. De functie van de thuisoppasser en zijn opdracht liggen vast in dat statuut.

Art. 222. § 1. De hulpverlening wordt verstrekt op verzoek van de rechthebbende of van zijn vertegenwoordiger, rekening houdend met zijn reële behoeften.

§ 2. De behoeften worden beoordeeld op basis van een sociaal onderzoek dat minstens één keer per jaar wordt gevoerd.

De maatschappelijk assistent, de gegradueerde sociaal verpleger, de gegradueerde verpleger gespecialiseerd in communautaire of in openbare gezondheid beslissen of al dan niet hulpverlening wordt verstrekt.

De toekenning of de weigering van hulp, alsook de sociale opvolging daarvan, worden verantwoord in een sociaal dossier dat bijgehouden wordt.

Art. 223. § 1. Hulp in het kader van dagelijkse handelingen kan verleend worden als de verzoekers niet of onvoldoende in staat zijn om hun gezins- of huishoudelijke taken uit te voeren wegens hetzij een lichamelijke of mentale onbekwaamheid, hetzij bijzondere sociale omstandigheden.

Ook naaste hulpverleners van de aanvrager kunnen in aanmerking komen voor hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen. Die hulp bestaat er dan in de naaste hulpverleners begeleiding, informatie en steunen te geven inzake sanitaire hygiëne, behandeling, educatieve rol en administratieve taken m.b.t. de persoon aan wie ze hulp verlenen. De hulpverlening aan een naaste hulpverlener mag nooit een rechtstreekse hulpverlening zijn, zoals het onderhoud van zijn woning. Ze dient steeds om de door de naaste hulpverlener verleende hulp te verbeteren en te vergemakkelijken.

Het aantal uren tijdens welke hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen verstrekt wordt aan een naaste hulpverlener van een aanvrager wordt door de Regering vastgelegd op grond van het aantal uren tijdens welke de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen aan die aanvrager verstrekt wordt.

§ 2. De hulp wordt bij voorrang verleend aan degenen die ze het meest nodig hebben en die het minst bevoordeeld zijn op financieel vlak.

§ 3. De naleving van die prioriteiten wordt geëvalueerd door de dienst die de Regering daartoe aanwijst. Die evaluatie berust op de criteria die door de diensten gebruikt worden om een aanvraag te aanvaarden of te weigeren naar gelang van het aantal uren waarover ze beschikken.

Art. 224. Alle akten en andere stukken, bekendmakingen en aanplakkingen die van de dienst uitgaan worden aangevuld met de melding « Service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé par la Région wallonne », gevolgd door het erkenningsnummer of, als hij gesubsidieerd wordt, met de melding « service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé et subventionné par la Région wallonne », gevolgd door het erkenningsnummer.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 225. Om erkend te worden en om hun erkenning te behouden, moeten de diensten voldoen aan de normen vastgelegd bij of krachtens deze titel.

Art. 226. De diensten worden opgericht door de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de intercommunales of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 227. § 1. De dienst heeft als doel gezinshelp(st)ers, bejaardenhelp(st)ers of thuisoppassers ter beschikking te stellen van de personen en gezinnen bedoeld in artikel 220, § 1, die daarom verzoeken.

Ze worden ter beschikking gesteld, ongeacht de politieke, filosofische of religieuze mening.

§ 2. De dienst beschikt over een gecentraliseerd telefonisch onthaal ter attentie van de rechthebbende, minstens vijf dagen op zeven en minimum acht uur per dag. Dit aantal kan tot minimum vier uren per dag verminderd worden voor de diensten die minder dan zes gezinshelp(st)ers tewerkstellen.

§ 3. De dienst moet in het sociaal dossier bedoeld in artikel 222, § 3, een voorstel van antwoord op de hulpaanvraag opnemen dat voor akkoord getekend wordt door de rechthebbende of zijn vertegenwoordiger. Dat document, waarvan één exemplaar aan de rechthebbende of zijn vertegenwoordiger overgemaakt wordt, vermeldt op zijn minst hoeveel het antwoord op de hulpaanvraag zal kosten, de personalia van een verantwoordelijke gesprekspartner, de wijze waarop de dienst de rechthebbende zal verwittigen dat een hulpverlener niet in staat is om de geplande diensten geheel of gedeeltelijk te verstrekken, alsook de modaliteiten voor de verwerping van de hulpaanvraag naar gelang van het type dienstverstrekkingen.

Art. 228. § 1. De dienst moet minstens drie gezins-/bejaardenhelp(st)ers die uitsluitend in het kader van deze titel gesubsidieerd worden voltijds en permanent tewerkstellen.

Een voltijdse betrekking kan door twee deeltijdse betrekkingen vervangen worden voor zover deze met minstens één voltijdse betrekking overeenstemmen.

§ 2. Opdat de dienst erkend zou kunnen worden moeten de gezins-/bejaardenhelp(st)ers bedoeld in § 1 houder zijn van een getuigschrift waaruit blijkt dat één van de door de Regering erkende opleidingen gegeven werd door één van de volgende kanalen :

- secundair onderwijs : familiale en sanitaire helpster, kinderverzorgster, aspirant-nursing (certificaat);
- sociale promotie : polyvalente help(st)er voor dienstverlening aan huis en in groep (certificaat);
- afwisselende educatie en opleiding : dezelfde afdelingen als het voltijds onderwijs (certificaat);
- Waals Gewest : gezinshelp(st)er (bekwaamheidsattest).

§ 3. Opdat de dienst erkend kan worden moeten de thuisoppassers bedoeld in paragraaf 1 houder zijn van een diploma of certificaat op grond waarvan ze de functie van gezins- of bejaardenhelp(st)er mogen uitoefenen. § 2. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de personen die niet over de krachtens deze paragraaf vereiste kwalificaties beschikken desalniettemin in aanmerking kunnen komen.

Art. 229. De dienst verbindt zich ertoe het statuut op de gezins- en bejaardenhelpsters toe te passen zoals het door de Regering vastgelegd is overeenkomstig de artikelen 220, § 2 en 221, § 2.

Art. 230. § 1. De volgende werknemers worden door de dienst tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst of een openbaar statuut :

1. een maatschappelijk assistent, een gegradueerde sociaal verpleger, een gegradueerde verpleger gespecialiseerd in communautaire of openbare gezondheid;
2. een administratief bediende.

De som van de subsidies die in en buiten het kader van deze titel voor die indienstneming worden verleend mag niet hoger zijn dan de som van de loonkosten van de betrokken bedienden. Aan de begeleidingsnormen bedoeld in § 2, eerste lid, kan slechts worden voldaan als de tewerkgestelde werknemers uitsluitend in het kader van deze titel gesubsidieerd worden.

§ 2. De Regering bepaalt het aantal sociale werknemers en administratief bedienden bedoeld in § 1 naar evenredigheid van het door de dienst in de loop van het vorige jaar gepresteerd aantal uren hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen dat in aanmerking komt voor subsidies.

De Regering bepaalt ook het aantal sociale werknemers en administratief bedienden bedoeld in § 1 naar evenredigheid van een minimumaantal thuisoppassers, uitgedrukt in voltijds equivalenten.

§ 3. De maatschappelijk assistent, de gegradueerde sociaal verpleger, de gegradueerde verpleger gespecialiseerd in communautaire of openbare gezondheid worden belast met het voeren van sociale onderzoeken, met de begeleiding van de rechthebbenden, alsook van de gezinshelp(st)ers, de bejaardenhelp(st)ers of de thuisoppassers.

§ 4. De begeleidingsfunctie bedoeld in paragraaf 3 moet uitgeoefend worden door een persoon die een permanente opleiding volgt waardoor hij de specifieke vaardigheden voor de begeleiding van een team gezinshelp(st)ers of thuisoppassers kan opdoen of ontwikkelen. De inhoud van het programma inzake permanente opleiding dat uitgewerkt wordt door het comité voor de begeleiding van de opleidingen wordt door de Regering goedgekeurd. De Regering bepaalt de samenstelling van dat comité.

§ 5. De dienst mag andere werknemers in dienst nemen ingevolge de collectieve arbeidsovereenkomst van de paritaire subcommissie voor de diensten van de gezins- en bejaardenhelp(st)ers betreffende de indeling en de loonschalen.

Art. 231. De dienst eist gezondheidsgaranties van de gezins-/bejaardenhelp(st)ers en thuisoppassers en onderwerpt ze dan ook bij de indienstneming en vervolgens jaarlijks aan een preventieve medische controle. Het gezamenlijke personeel van de dienst wordt onderworpen aan de controles waarin de codex over het welzijn op het werk voorziet.

Art. 232. De dienst beschikt op zijn verschillende activiteitenzetels over lokalen opdat de vertrouwelijke aard van de dienstgesprekken en van de gesprekken met de hulpaanvragers gewaarborgd kan worden.

Art. 233. § 1. De gezinshelp(st)ers tewerkgesteld in het kader van het doorstromingsprogramma, alsook de gezinshelp(st)ers waarvan de baan gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van werknemersbijdragen toegepast krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel vallen niet onder de toepassing van artikel 228, § 1.

De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelp(st)ers tewerkstelt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel moet zich, wat hen betreft, evenwel houden aan de artikelen 229 tot 231, alsook aan de diploma- of kwalificatievereisten bedoeld in artikel 228, § 2.

§ 2. De activiteit van de gezinshelp(st)ers bedoeld in § 1 wordt in aanmerking genomen wat betreft de naleving van de bepalingen opgenomen in de artikelen 222, 240 en 241. De dienst moet ook de controledocumenten opmaken naar het model dat door de Regering bepaald wordt.

Art. 234. De administratief en sociale werknemers van wie de tewerkstelling gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel zijn niet gehouden tot inachtneming van de begeleidingsnormen bedoeld in artikel 230, § 2, eerste lid.

Afdeling 2. — Toekenningsprocedure

Art. 235. § 1. De aanvraag tot erkenning wordt door de inrichtende macht van de dienst aan de Regering gericht bij aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

§ 2. Het erkenningsdossier bevat de volgende gegevens :

1. een omschrijving van de activiteit van de diensten die bestaan in de gemeente(n) waar de dienst voorstelt zijn diensten te verstrekken;
2. een concrete omschrijving van de behoeften waarop niet ingespeeld werd door de bestaande diensten;
3. voor de diensten opgericht door de OCMW's, informatie over de overeenkomsten gesloten met privédiensten, de moeilijkheden die ze teweegbrengen, eventueel een rechtvaardiging van het gebrek aan overeenkomst;
4. begrotingsprognoses betreffende de werking van de geplande dienst;
5. informatie over de gewenste omvang en eventuele uitbreidingsprojecten.

§ 3. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst onderzoekt het dossier, onderwerpt de dienst aan een inspectie en geeft advies over de toekenning of de weigering van de erkenning binnen vier maanden na ontvangst van het erkenningsdossier.

§ 4. De beslissing tot erkenning, genomen door de Regering op basis van het uitgebrachte advies, vermeldt de datum van inwerkingtreding ervan, de naam en het adres van de dienst.

De door de Regering aangewezen Regeringsdienst geeft de dienst kennis van de beslissing binnen zes maanden na de aanvraag.

Art. 236. § 1. De dienst wordt in kennis gesteld van elk voorstel dat geformuleerd wordt door de Regeringsdienst aangewezen door de Regering m.b.t. :

- de weigering van de erkenning;
- de weigering tot hernieuwing van de erkenning;
- de intrekking van de erkenning;
- de opschorting van de erkenning.

Hij wordt ook ingelicht over het feit dat hij vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van 15 werkdagen beschikt om hem zijn geschreven opmerkingen toe te sturen. Deze termijn wordt opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

§ 2. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst vult het dossier aan met de geschreven opmerkingen van de dienst, met elk nuttig gegeven en stuk dat hij verzamelt en met het proces-verbaal van verhoor van de dienst.

Daartoe roept de door de Regering aangewezen Regeringsdienst de dienst op bij ter post aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen bericht van ontvangst, met melding van de plaats en het uur van het verhoor. De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

§ 3. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst stelt een verslag op en maakt het dossier aan de Regering over binnen vijftien dagen na de datum van het verhoor.

§ 4. De Regering beslist binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

§ 5. De Regering geeft de dienst kennis van zijn beslissing.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring*

Afdeling 1. — Subsidiëeringsvoorwaarden

Art. 237. § 1. De Regering kan subsidies aan de erkende diensten verlenen overeenkomstig de normen die bij of krachtens deze titel zijn vastgelegd.

§ 2. De subsidies worden verleend onder de voorwaarden waarin deze afdeling voorziet.

Art. 238. De dienst moet minstens drie gezins-/bejaardenhelp(st)ers die uitsluitend in het kader van deze titel gesubsidieerd worden voltijds en permanent tewerkstellen.

Een voltijdse betrekking kan door twee deeltijdse betrekkingen vervangen worden voor zover deze met ten minste één voltijdse betrekking overeenstemmen.

Art. 239. De dienst betaalt zijn personeel voor de diensten verstrekt met inachtneming van de arbeidswetgeving alsook van de verplichtingen m.b.t. de collectieve overeenkomsten als het gaat om een privédienst, krachtens het statuut als het gaat om personeel vastbenoemd door de overheidsdiensten, of krachtens verplichtingen eigen aan de overheidsdiensten..

Art. 240. De dienst moet van de rechthebbende op hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen een bijdrage eisen die in verhouding is met de middelen en de lasten van het gezin, met inachtneming van de door de Regering vastgelegde schaal. De Regering kan evenwel een expliciete afwijking toestaan wegens de bijzondere sociale toestand van de rechthebbende. De financiële bijdrage van de rechthebbende op thuisopvang wordt door de dienst bepaald.

Art. 241. § 1. De dienst mag voor dezelfde rechthebbende 200 uren per kwartaal niet overschrijden voor het geheel van de prestaties inzake hulpverlening in het dagelijkse leven verricht door dezelfde dienst of door verschillende diensten in het kader van deze titel.

Als verschillende rechthebbenden dezelfde woonplaats betrekken, mag de som van de prestaties inzake hulpverlening in het dagelijkse leven die dezelfde dienst of verschillende diensten in deze woonplaats verrichten niet hoger zijn dan 250 uur per kwartaal.

De hulpuren toegekend aan de naaste hulpverleners worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van die uren aantallen.

De dienst kan een afwijking aanvragen om het uren aantal bedoeld in de eerste twee leden te mogen overschrijden. Die afwijking wordt aangevraagd op basis van een sociaal verslag dat overgemaakt wordt aan de door de Regering aangewezen Regeringsdienst. De Regering aanvaardt of weigert de aanvraag op basis van de gegevens van het sociaal dossier en van de bijzondere en tijdelijke toestand van de rechthebbende. Zij motiveert haar beslissing.

§ 2. Paragraaf 1 van dit artikel is niet van toepassing op palliatieve patiënten, zoals bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 december 1999 tot vaststelling van de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor geneesmiddelen, verzorgingsmiddelen en hulpmiddelen voor palliatieve thuispatiënten, bedoeld in artikel 34, 14°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

§ 3. De toepassing van de grenzen 200 en 250 uren die in § 1 vastliggen is het voorwerp van een evaluatie. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst maakt jaarlijks een verslag op m.b.t. de aangevraagde afwijkingen, de desbetreffende antwoorden en rechtvaardigingen.

Op basis van dat verslag mag de Regering desnoods wijzigingen aanbrengen in de grenzen waarin § 1 voorziet.

Afdeling 2. — Subsidies

Art. 242. § 1. De Regering verleent de dienst binnen de perken van de begrotingskredieten subsidies ter gehele of gedeeltelijke dekking van :

- 1° de personeelsuitgaven;
- 2° de werkingskosten;
- 3° de opleidings- en vergaderingsduur;
- 4° de vervoerskosten.

§ 2. Die subsidies worden toegekend o.a. op basis van de volgende gegevens :

1. het aantal uren gepresteerd door de hulpverleners bij de rechthebbende, tijdens vergaderingen, opleidingen of verplaatsingen;
2. het aantal prestaties verricht door de hulpverleners;
3. het aantal uren dat thuis bij de rechthebbende gepresteerd wordt op zaterdagen, zondagen en feestdagen, en tussen 6 en 8 uur en tussen 18 en 21 uur 30;
4. de anciënniteit van de gezinshelp(st)ers;
5. de bevolkingsdichtheid van de gemeente van de rechthebbende;
6. het aantal uren dat de vorige jaren aan de dienst is toegekend;
7. het aantal kilometers afgelegd door de werknemer.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van die subsidies op basis van een forfaitair bedrag per uur, kilometer of prestatie.

De subsidies worden minstens om de zes maanden uitbetaald.

Art. 243. De Regering verleent jaarlijks per dienst een maximaal aantal gesubsidieerde uren activiteiten i.v.m. hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen. Dat aantal wordt « contingent » genoemd.

Het contingent wordt door de Regering vastgelegd op basis van de volgende criteria : het contingent dat het vorige jaar is toegekend aan de dienst, het contingent dat het vorige jaar is opgebruikt door de dienst, het aantal inwoners van de gemeente(n) bediend door de dienst, de leeftijd van de inwoners van de door de dienst bediende gemeente(n) en de omvang van de financiële bijdrage van de rechthebbenden op de dienst.

Art. 244. De Regering bepaalt hoe dat contingent tussen de diensten wordt uitgewisseld en hoe het van de ene dienst aan de andere overgedragen wordt.

Art. 245. De Regering voorziet in een systeem door middel waarvan de toegekende subsidieerbare uren die niet zijn opgebruikt door bepaalde diensten gegroepeerd en verspreid kunnen worden. Die uren worden toegekend aan de diensten die activiteiten hebben verricht bovenop de grenzen van het hen toegezezen contingent en, indien een saldo overblijft, aan de diensten die op een erkenning wachten.

Art. 246. De diensten organiseren bijscholingscursussen alsook vergaderingen die noodzakelijk zijn voor de vlotte werking van hun activiteiten. Daartoe genieten ze de subsidies bedoeld in artikel 241. De Regering bepaalt de minimale en maximale proportie van het contingent die voor die cursussen en vergaderingen voorzien moet worden, de minimale duur van de cursussen, alsook het minimumaantal gezinshelp(st)ers die de cursussen moeten volgen.

Art. 247. De diensten die maaltijden aan huis bezorgen, kunnen aanspraak maken op de in artikel 242 bedoelde subsidies voor activiteiten i.v.m. de verpakking en de distributie van maaltijden.

De Regering bepaalt het maximumaantal uren dat per dag en per gezinshelp(st)er voor de distributie van de maaltijden bestemd moet worden en het aantal prestaties geboekt in het kader van deze activiteit.

Art. 248. De geholpen persoon kan verzocht worden om een bijdrage in de verplaatsingskosten van de hulpverleners. De Regering bepaalt het bedrag van die bijdrage.

Art. 249. Er wordt rekening gehouden met de duur van de verplaatsing voor de activiteit die in aanmerking komt voor de toekenning van subsidies. De afgelegde afstand kan ook in aanmerking genomen worden voor de toekenning van een subsidie. De Regering bepaalt hoe die duur en die afstand in aanmerking genomen worden.

Art. 250. § 1. De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelp(st)ers tewerkstelt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel moet zich voor die hulpverleners aan de artikelen 239 en 246 van deze titel houden.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt door de Regering een som aan de dienst toegekend en verdeeld per equivalent voltijdse betrekking bedoeld in § 1 en in artikel 230, § 5.

Die som wordt toegekend als tegemoetkoming in de verplaatsingskosten alsook in alle andere kosten bepaald door de Regering die niet het voorwerp uitmaken van bovenbedoelde tewerkstellingsbevorderende maatregelen.

Voor deeltijdse betrekkingen wordt de subsidie verhoudingsgewijs verminderd.

Art. 251. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt door de Regering een som aan de dienst toegekend per equivalent voltijdse betrekking van oppasser.

Die som wordt toegekend als tegemoetkoming in de onkosten van het administratief personeel en van de begeleidingsverantwoordelijken bedoeld in artikel 230, in de verplaatsingskosten, alsook in alle andere kosten bepaald door de Regering die niet het voorwerp uitmaken van bovenbedoelde tewerkstellingsbevorderende maatregelen. Die som wordt ook toegekend als tegemoetkoming voor de bijkomende loonkosten toegekend voor de prestaties bedoeld in artikel 242, § 2, 3°.

Voor deeltijdse betrekkingen wordt de subsidie verhoudingsgewijs verminderd.

Art. 252. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt per equivalent voltijdse werknemer een door de Regering bepaalde som door de Minister toegekend aan de erkende dienst die onder de privé sector ressorteert.

Die som wordt toegekend per gezinshelp(st)er of oppasser die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 228, § 2 en 228, § 3, en voor wie de dienst in aanmerking komt voor een tewerkstellingsbevorderende maatregel, overeenkomstig het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Die som wordt gebruikt opdat de werkgevers het kostenverschil dat voortvloeit uit de gelijkschakeling van de loonkosten zouden kunnen dragen. De som van de subsidies verkregen in en buiten het kader van deze titel mag niet hoger zijn dan de loonkosten van de betrokken werknemers.

§ 2. De subsidie bedoeld in § 1 wordt ten gunste van een werknemer slechts toegekend voor de periode waarin hij in aanmerking komt voor de subsidies toegekend overeenkomstig bovenbedoeld decreet van 25 april 2002.

HOOFDSTUK V. — *Controle en straffen*

Afdeling 1. — Controle

Art. 253. De dienst moet zich onderwerpen aan de controle die uitgeoefend wordt door de diensten die de Regering aanwijst. Voor elk geval dat het voorwerp uitmaakt van dienstverstrekkingen die in aanmerking kunnen komen voor de toekenning van subsidies moet de erkende dienst de controledocumenten opmaken naar het model dat door de Regering bepaald wordt.

Aan de hand van die documenten kan o.a. de uitvoering van de taken die een dienst aan een gezinshelp(st)er toevertrouwt gecontroleerd en beoordeeld worden.

Aan de hand van die documenten kan ook nagegaan worden of de prioriteiten in acht genomen worden bij de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, overeenkomstig artikel 223. Die evaluatie wordt regelmatig doorgevoerd en op zijn minst om de zes jaar.

Aan de hand van die documenten kan worden nagegaan welk gebruik de dienst gemaakt heeft van de subsidies bedoeld in artikel 242, § 1, en of het strookt met de elementen bedoeld in artikel 242,

§ 2. Ze dienen ook om na te gaan welk gebruik de dienst heeft gemaakt van de bijdrage bedoeld in artikel 240 en van die bedoeld in artikel 248.

Art. 254. Elke dienst moet zich onderwerpen aan de controle en de evaluatie die door de Regering georganiseerd worden, met name wat betreft de taken toevertrouwd aan de werknemers en het gebruik van de subsidies.

In geval van behoorlijk vastgestelde onregelmatigheid kan de Regering het voordeel van een deel of van het geheel van de subsidies opschorten voor een periode die zij bepaalt, al naar gelang van de ernst van de onregelmatigheid.

Art. 255. De Regering bepaalt welke controle- en evaluatiedocumenten door de erkende diensten overgemaakt moeten worden overeenkomstig artikel 253. Zij legt de in acht te nemen termijnen en procedure vast.

Art. 256. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle op de dienst wordt uitgeoefend door de ambtenaren die de Regering daartoe aanwijst.

Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van hulppolitieofficier van de procureur des Konings.

Deze ambtenaren moeten de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats afleggen.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze :

- 1° alle controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen verzamelen die zij nodig achten, met name :
 - a. het ondervragen van elke persoon over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitoefenen van het toezicht;
 - b. zich elk nuttig document laten overmaken of elk nuttig document zoeken voor de vervulling van hun opdracht, er een afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;
- 2° processen-verbaal van vaststelling opmaken die bewijskracht hebben, behalve tegenbewijs. Binnen vijftien dagen wordt een afschrift van de vaststelling van de feiten overgemaakt aan de beheerders en aan de overtreder.

Bovendien moet de dienst jaarlijks de volgende stukken overmaken :

- 1° de specifieke rekeningen of boekhoudfuncties overmaken waaruit blijkt dat de subsidies zijn gebruikt, met inbegrip van een gedetailleerde opgave van de subsidies en financiële tegemoetkomingen afkomstig van andere overheidsadministraties, privé-instellingen en diensten, alsmede van de bijdrage die van iedere rechthebbende wordt geëist;
- 2° een afschrift van de documenten van aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, met melding van de dienstprestaties van de gezinshelp(st)ers, de bejaardenhelp(st)ers, de maatschappelijk assistenten, de gegraduateerde sociaal verplegers en het administratief personeel;
- 3° het jaarlijkse activiteitenverslag;
- 4° de lijst van de gezinshelp(st)ers en hun inschrijvingsnummer.

Art. 257. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van deze titel wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing.

Afdeling 2. — Straffen

Onderafdeling 1. — Intrekking, opschorting

Art. 258. § 1. Dezelfde procedure bedoeld in artikel 236 is van toepassing als de subsidiëring opgeschort wordt om overeenkomstig artikel 254 een onregelmatigheid te bestraffen.

§ 2. Bij een procedure tot intrekking of opschorting wordt de erkenning van de dienst behouden tot de procedure tot een resultaat leidt.

Art. 259. In geval van opschorting van de erkenning kan de dienst vragen dat ze opgeheven wordt als hij acht dat de gronden waarop de straf berust niet meer bestaan. Het verzoek, gericht aan de door de Regering aangewezen Regeringsdienst, gaat vergezeld van een verantwoordingsmemorie, en de dienst wordt onverwijld aan een inspectie onderworpen. De Regering beslist binnen een maand na ontvangst van de aanvraag op basis van het inspectieverslag.

In geval van opschorting of intrekking van de erkenning bepaalt de Regering op welke datum haar beslissing in werking treedt. Die datum is vroegstens de eerste dag van de derde maand en uiterlijk de eerste dag van de zesde maand na de kennisgeving van de beslissing.

Onderafdeling 2. — Straffen

Art. 260. Er wordt een boete van 1.000 à 10.000 euro opgelegd aan degenen die gebruik maken van de bewoordingen « service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées », « aide à la vie quotidienne » of « aide familiale » zonder erkend te zijn krachtens deze titel. Hetzelfde geldt voor degenen die zich beroepen op het statuut of de hoedanigheid van gezinshelp(st)er zonder te beschikken over een certificaat waaruit blijkt dat ze de bij of krachtens deze titel gestelde voorwaarden vervullen.

Er wordt een boete van 100 à 1.000 euro opgelegd aan de overtreders van de overige regels die bij of krachtens deze titel zijn vastgelegd.

Boek IV. — Integratie van gehandicapte personen

TITEL 1. — Algemeen stelsel

HOOFDSTUK I. — *Leidende beginselen*

Afdeling 1. — Algemene beginselen

Art. 261. Voor de toepassing van dit boek wordt als gehandicapte beschouwd iedere minderjarige of meerderjarige persoon wiens capaciteiten inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces aanzienlijk beperkt zijn ten gevolge van een aantasting van zijn geestelijke, zintuiglijke of lichamelijke vermogens, waardoor een tussenkomst van de maatschappij nodig is.

Deze aanzienlijke beperking moet betrekking hebben op een categorie van gehandicapte personen zoals bepaald door de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 3, 7°, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Voor elke prestatie of dienstverlening mag de Regering de omvang en de aard van de capaciteitenbeperking bepalen.

Art. 262. De prestaties van het « AWIPH » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) moeten verricht worden in een erkende inrichting met internaat- of semi-internaatstelsel, in een erkend opvangcentrum voor meerderjarige gehandicapten of moeten ten laste genomen worden door een erkende dienst voor plaatsing in gezinnen, ten gunste van :

- 1° minderjarigen met motorische stoornissen;
- 2° minderjarigen getroffen door hersenverlamming;
- 3° minderjarigen met ademhalingsstoornissen;
- 4° minderjarigen met hartafwijkingen;
- 5° minderjarigen getroffen door dysmelie;
- 6° minderjarigen getroffen door kinderverlamming;
- 7° minderjarigen met zware spraak-, gezichts- of gehoorstoornissen;
- 8° minderjarigen getroffen door sclerosis multiplex;
- 9° minderjarigen getroffen door spinabifida of myopathie;
- 10° minderjarigen getroffen door epilepsie
- 11° minderjarigen met mentale stoornissen;
- 12° minderjarigen met skeletafwijkingen of afwijkingen van de ledematen;
- 13° meerderjarigen van de categorieën 1° tot en met 12° en van de categorieën 15 en 16 die zich niet op eigen kracht in het sociale leven kunnen inschakelen;
- 14° minderjarigen met karakterstoornissen die neurotische of prepsychotische toestand kennen, welke een aangepaste opvoeding vereist;
- 15° minderjarigen die aan autisme lijden;
- 16° minderjarigen die een aangeboren of verworven hersenletsel vertonen.

Art. 263. De Regering beoogt de volledige integratie van de gehandicapte personen in het sociaal-economische leven, wat de oorsprong, de aard of de graad van de handicap ook mogen zijn.

Art. 264. De verzorgings-, aanpassings- en integratiemaatregelen bedoeld in de afdelingen 2, 3 en 4, hoofdstuk I, titel I, van Boek IV worden door de Regering bepaald. Daarbij worden de volgende principes in acht genomen :

- op een soepele en passende manier voorzien in de duidelijk omliggende individuele behoeften en in de ontwerpen die eraan verbonden zijn;
- de nadruk leggen op de verwikkeling van de gehandicapte persoon, zijn gezin en zijn omgeving, de tussenkomsten bevoorrechten die het dynamisme van het natuurlijke milieu zoveel mogelijk in acht nemen, en de voorkeur geven aan de handhaving van de gehandicapte persoon binnen zijn gezin of zijn vertrouwde omgeving;
- objectieven nastreven i.v.m. de kwaliteit van het bestaan van de gehandicapte personen en de beroepsregels in acht nemen;
- het voorwerp zijn van een kwalitatieve schatting waaraan de gehandicapte personen, hun gezin en de diensten deelnemen;
- de ideologische, filosofische of religieuze opvattingen van de gehandicapte personen eerbiedigen;
- bedacht zijn in het kader van een plaatselijke en multisectoriële samenwerking waarbij de specifieke bevoegdheden van elke dienst in acht genomen worden;
- zorgen voor een begeleiding en een infrastructuur die qua omvang en de kwalificatie op een geschikte manier in de behoeften van de gehandicapte personen voorzien;
- zorgen voor een opleiding die voor de interveniënten bedacht is en mechanismen voorzien die hun deelneming aan de uitwerking van de pedagogische oriëntaties van de diensten waarborgen;
- bij voorkeur de gehandicapte personen de toegang verlenen tot de algemene diensten die bestemd zijn voor het geheel van de bevolking en die in hun specifieke behoeften voorzien.

Afdeling 2. — Verzorgingsmaatregelen

Art. 265. De Regering legt, in voorkomend geval in het kader van samenwerkingsakkoorden, verzorgingsmaatregelen vast i.v.m. :

- 1° de vaststelling van het type deficiëntie en de oorzaken ervan;
- 2° de bevordering van de opsporing ervan en de vroegtijdige diagnose;
- 3° de medewerking aan opvoedingsprogramma's voor de bevordering van de gezondheid, met name inzake voeding, hygiëne, sedentair leven en verslavingen;
- 4° de verbetering van de toegang tot de basisgezondheidszorgen en van de kwaliteit ervan;
- 5° de verbetering van de sociale en culturele positie van de risicopersonen;
- 6° de versterking van de maatregelen voor de bescherming van de geestelijke gezondheid;
- 7° de beperking van de risico's verbonden aan het fysische milieu, aan de onaangepastheid van de woningen of aan de verstedelijking.

Afdeling 3. — Aanpassingsmaatregelen

Art. 266. De Regering neemt aanpassingsmaatregelen opdat de gehandicapte personen aanspraak zouden kunnen maken op instellingen die het volgende aanbieden :

- 1° geschikte zorgen en diensten die zoveel mogelijk en bij voorkeur thuis worden verleend;

- 2° een functionele revalidatie die een autonoom leven in de maatschappij bevordert;
- 3° een technische hulp en apparaturen die de autonomie en de mobiliteit bevorderen;
- 4° een begeleiding van sociale, medische, paramedische of psychologische aard;
- 5° een sociale opleiding opdat ze een maximum autonomie zouden kunnen verwerven;
- 6° een geschikte opleiding en oriëntatie;
- 7° een geschikte beroepsrevalidatie of -opleiding;
- 8° een geschikte inschakeling in het arbeidsproces;
- 9° een geschikte opvang of huisvesting.

Afdeling 4. — Integratiemaatregelen

Art. 267. De Regering zorgt voor de verspreiding van informatie over de rechten van de gehandicapte personen en over de diensten waarop ze een beroep doen.

Art. 268. De Regering voert programma's uit :

- 1° voor de bevordering van de bouw van individuele woningen volgens architecturale normen die aan de behoeften van de gehandicapte personen beantwoorden;
- 2° voor de bevordering van een vervoerbeleid dat met de behoeften van de gehandicapte personen rekening houdt;
- 3° om de gehandicapte personen toegang te verlenen tot de openbare instellingen en installaties, tot opleidings-, vormings- en arbeidsplaatsen alsook tot de verkeerswegen;
- 4° om de toegangsmiddelen tot de informatie aan de functionele kenmerken van de gehandicapte personen aan te passen;
- 5° voor de bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe technologieën m.b.t. de sociale integratie van gehandicapte personen.

Art. 269. De Regering spoort de gemeenten aan om initiatieven te ontwikkelen opdat de gehandicapte personen en hun verenigingen meer aan het plaatselijke leven zouden kunnen deelnemen.

Art. 270. De Regering neemt de nodige maatregelen om de gehandicapte personen gelijke kansen op de arbeidsmarkt te geven. Die maatregelen slaan met name op het scheppen van nieuwe arbeidsplaatsen en op de positieve bevordering van de tewerkstelling.

Er wordt een verplichting tot tewerkstelling van gehandicapte personen ingevoerd. De openbare besturen en instellingen van algemeen nut die onder de overheid van het Waalse Gewest ressorteren, zijn aan deze verplichting onderworpen.

De Regering stelt het aantal te werven gehandicapte personen vast, met inachtneming van de aard en het belang van de diensten alsook van het rendement van die personen.

HOOFDSTUK II. — « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »

Afdeling 1. — Oprichting

Art. 271. Er wordt een instelling van algemeen nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, met name het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées », hierna het "Agentschap" genoemd.

Het Agentschap heeft zijn zetel in Charleroi.

De Regering stelt het aantal gewestelijke bureaus vast, alsook hun localisatie en het grondgebied dat ze bedienen.

Art. 272. Onder voorbehoud van de bepalingen van dit boek of van de krachtens dit boek genomen besluiten wordt het Agentschap onderworpen aan het geheel van de bepalingen vastgesteld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, wat betreft de instellingen B bedoeld in artikel I van voornoemde wet en de besluiten genomen ter uitvoering ervan.

Het erft, voor het Waalse Gewest, de rechten, verplichtingen, goederen en lasten van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, en erft die van het Waalse Gewest m.b.t. de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 273. Het Agentschap is het instrument waarmee de Regering haar beleid voert voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Met het oog hierop is het Agentschap belast met een algemene coördinatie- en informatieopdracht. Deze opdracht bestaat in :

- de uitwerking van voorstellen tot acties en planning van het gewestelijke beleid;
- de deelneming aan de gewestelijke en interministeriële coördinatie van het gehandicaptenbeleid;
- de bevordering van studies, het zoeken naar informatie en de benoeming van sociale aanwijzers;
- de organisatie van acties inzake informatie en bewustmaking van de gemeenschap;
- de bevordering van de deelneming van de gehandicapte personen en van hun verenigingen aan de uitwerking van maatregelen die hen betreffen;
- de bevordering van de aanvankelijke en voortgezette vorming van het personeel van alle diensten die geheel of gedeeltelijk voor gehandicapte personen bestemd zijn;
- de deelneming aan de intergewestelijke coöperatie en aan de internationale betrekkingen;
- de deelneming aan de preventie, de opsporing en de diagnose van de deficiënties en handicaps en aan de verlening van vroegtijdige hulp;
- de bevordering, informatie en oriëntatie van de gehandicapte persoon alsook de informatie van zijn gezin;

- de uitwerking, telkens als het nodig is, van een persoonlijk ontwerp van tussenkomsten dat in de verlangens, bekwaamheden en behoeften van de gehandicapte persoon voorziet, in samenwerking met hem en de bestaande partners die nodig zijn voor de uitwerking en de uitvoering van dat ontwerp;
- de bevordering van de opvang, de huisvesting, de optimale ontwikkeling of de begeleiding van de gehandicapte personen;
- de bevordering van de beroepsopleiding of -revalidatie van de gehandicapte personen;
- de bevordering van de toegang tot de arbeidsmarkt voor de gehandicapte personen;
- de bevordering van de deelneming van de gehandicapte personen aan het sociale en culturele leven, met name door de nadruk te leggen op hun beweeglijkheid en op de toegangsmiddelen.

De Regering mag het Agentschap belasten met specifieke opdrachten die met zijn maatschappelijk doel overeenstemmen.

Art. 274. Voor het vervullen van de opdrachten mag het Agentschap, onder de door de Regering bepaalde voorwaarden :

- de door de gehandicapte personen of derden gedragen kosten voortvloeiende uit hun sociale integratie en hun inschakeling in het arbeidsproces geheel of gedeeltelijk voor zijn rekening nemen;
- toelagen verlenen aan verenigingen, diensten of instellingen, alsook overeenkomsten met hen aangaan om de kosten van de voor de gehandicapte personen ontplooiende activiteiten geheel of gedeeltelijk te dekken;
- subsidies verlenen voor de aankoop, de bouw, de verbouwing van infrastructuren of specifieke uitrustingen bestemd voor gehandicapte personen.

Afdeling 3. — Begunstigden

Art. 275. § 1. Onverminderd de specifieke bepalingen vermeld in het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie kunnen de gehandicapte personen die de leeftijd van 65 jaar nog niet bereikt hebben de dag waarop ze hun eerste aanvraag om tegemoetkoming indienen, voor de dienstverleningen van het Agentschap in aanmerking komen.

Bovendien moeten de begunstigden aan de volgende voorwaarden voldoen :

- woonachtig zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied of, in het kader van een samenwerkingsakkoord, op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- Belg, staatloos, erkende vluchteling, arbeider of kind van een arbeider uit een lidstaat van de Europese Unie zijn.

De personen die de nationaliteitsvoorwaarden niet vervullen, komen echter in aanmerking voor de dienstverleningen van het Agentschap, voor zover ze kunnen bewijzen dat ze 5 jaar lang regelmatig en onafgebroken in België hebben gewoond alvorens hun aanvraag om tussenkomst in te dienen.

De regelmatig en onafgebroken verblijftijd wordt niet geëist voor de echtgenoot/echtgenote of de kinderen ten laste van een persoon die het bewijs levert van de vereiste verblijftijd.

§ 2. De Regering kan de toepassing van dit boek onder de door haar gestelde voorwaarden uitbreiden tot andere gehandicapte personen dan die vermeld in § 1.

§ 3. Onder voorbehoud van het tweede lid2, § 1, wijken de door de Waalse Gewestraad goedgekeurde samenwerkingsakkoorden af van de in § 1 en § 2 van dit artikel vermelde bepalingen.

§ 4. Onder voorbehoud van wederkerigheid en in het kader van een samenwerkingsakkoord draagt het Agentschap de kosten voor de plaatsing, de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen die overeenkomstig de door de Franse Gemeenschapscommissie bepaalde reglementering in instellingen van de franstalige regio opgevangen worden.

§ 5. De voorwaarden en de modaliteiten voor de opvang, de huisvesting en de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen die onder andere deelgebieden ressorteren, zijn in samenwerkingsakkoorden vastgelegd.

Art. 276. De dienstverleningen van het Agentschap zijn individueel of collectief.

De individuele dienstverleningen bestaan in een financiële hulp die aan de gehandicapte personen wordt verleend.

De collectieve dienstverleningen bestaan in subsidies aan instellingen of diensten die voor gehandicapte personen bestemd zijn.

Art. 277. Het Agentschap kan zijn dienstverlening weigeren of verminderen als de gehandicapte persoon, op grond van dezelfde handicap en dezelfde behoeften als die bedoeld in dit boek, een sociale uitkering geniet overeenkomstig andere wettelijke of verordeningbepalingen of als hij zijn rechten op dergelijke uitkering niet doet gelden alhoewel zij er recht op heeft.

Art. 278. Met het oog op de financiële tussenkomsten van het Agentschap, wordt, binnen de perken en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering, rekening gehouden met de aanvraag van de gehandicapte persoon of van zijn wettige vertegenwoordiger, met zijn specifieke behoeften en zijn positie en meer bepaald met :

- de aard van de vereiste hulp;
- de omvang van de behoefte aan de aangevraagde dienstverleningen en met de aanwijzingen voortvloeiende uit een geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkomingen;
- met de normale kosten van de aangevraagde dienstverleningen en de bijkomende kosten die een gehandicapte persoon veroorzaakt in vergelijking met een valide persoon;
- met de andere wettelijke en reglementaire tegemoetkomingen die een gehandicapte kan genieten en eventueel met de omvang van de bestaansmiddelen van de gehandicapte personen.

Art. 279. Het Agentschap stelt een basisdossier op op naam en met de medewerking van de gehandicapte persoon.

Het basisdossier bevat de administratieve, medische, sociale en pedagogische inlichtingen en elk multidisciplinair gegeven op basis waarvan kan worden beslist over de door de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger ingediende aanvragen om tegemoetkoming.

Het Agentschap mag, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten, het basisdossier samenstellen op grond van gegevens die door daartoe erkende centra worden verstrekt. De erkende centra en de personen die er werken, moeten zelfstandig zijn en geen rechtstreekse belangen hebben binnen de dienst of de structuur waaraan de gehandicapte persoon is toevertrouwd.

De Regering bepaalt de inlichtingen en multidisciplinaire gegevens die nodig zijn om over de aanvraag om tegemoetkoming te beslissen.

Het basisdossier moet, naar gelang van de behoeften, een geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming ten gunste van de gehandicapte persoon helpen opstellen. Het ontwerp wordt opgesteld op verzoek of met het akkoord van de betrokkene of zijn wettige vertegenwoordiger. Het wordt door één van beiden goedgekeurd.

Het basisdossier wordt door het Agentschap bewaard. De ambtenaren belast met het dossier zijn gehouden tot het beroepsgeheim.

Alle diensten en structuren bedoeld in artikel 283 moeten een dossier bijhouden i.v.m. de medische, sociale en pedagogische toestand van de gehandicapte persoon, zijn behoeften en de middelen om er in te voorzien.

Art. 280. Het Agentschap beroept zich op het basisdossier om over de tenlasteneming te beslissen.

Het beslist over de aanvraag om tegemoetkoming binnen een termijn van minder dan 60 dagen nadat het de vereiste documenten en inlichtingen heeft ontvangen.

Elke beslissing wordt met redenen omkleed en bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager of zijn wettige vertegenwoordiger meegedeeld. In voorkomend geval vermeldt ze de aard, het aantal en de duur van de dienstverleningen waarvoor het Agentschap zijn tussenkomst verleent.

De beslissing wordt, binnen 14 dagen nadat ze genomen is, in kennis gesteld van de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger en, zo nodig, van de dienst die voor de integratie van de gehandicapte persoon zorgt.

In afwijking van de vorige alinea's bepaalt de Regering, op voorstel van het beheerscomité van het Agentschap, de toestanden die een voorlopige beslissing rechtvaardigen.

Het Agentschap mag, zonder terugwerkende kracht, een overeenkomstig het eerste lid van dit artikel genomen beslissing herzien als de toestand van de gehandicapte persoon een verandering ondergaat, met name op medisch vlak.

De Regering regelt de herzieningsprocedure.

Art. 281. Er wordt een commissie van beroep opgericht om te beslissen over de beroepen die ingesteld worden tegen de overeenkomstig dit boek door het Agentschap genomen beslissingen betreffende dienstverleningen in geld of in natura aan gehandicapte personen.

De commissie van beroep bestaat uit een voorzitter, vijf werkende en vijf plaatsvervangende leden. Ze is multidisciplinair samengesteld en wordt door een magistraat voorgezeten. Om te beslissen mag ze een beroep doen op het advies van gekwalificeerde deskundigen.

De Regering bepaalt de samenstelling, de werkingsregels, de procedure, de termijn van beroep, de wijze van benoeming van de commissieleden en bepaalt de duur van hun mandaat alsook de vergoedingen die aan de voorzitter, de leden en de deskundigen toegekend worden.

De Regering noemt de voorzitter en de leden van de commissie van beroep.

Afdeling 4. — Erkenning, subsidiëring en overeenkomsten

Art. 282. Het Agentschap zorgt er eerst voor dat de gehandicapte personen aanspraak kunnen maken op de geschikte hulp van de diensten die voor de hele bevolking bestemd zijn.

Het Agentschap, hetzij erkent, hetzij erkent en subsidieert elke activiteit of dienst die in het leven is geroepen door de overheid of door een privé-initiatief en die zijn opdrachten helpt uitvoeren.

Het Agentschap mag een beroep doen op de samenwerking van diensten en instellingen die over de nodige kwalificaties en middelen beschikken om sommige specifieke of vernieuwende opdrachten te vervullen. Met het oog hierop sluit het Agentschap overeenkomsten met een overheid, een instelling van algemeen nut of een privé-instelling.

Bij gebrek aan een openbaar of privé-initiatief dat zijn opdrachten helpt uitvoeren, organiseert het Agentschap elke activiteit of dienst.

Art. 283. De Regering bepaalt de regels voor de programmering, de erkenning, de controle, de organisatie, de goedkeuring en de subsidiëring van de diensten en structuren vermeld in het tweede lid van dit artikel; ze stelt algemene normen vast waaraan elke overeenkomst die met hen gesloten wordt, moet voldoen.

Voor zover ze zich vooral tot gehandicapte personen richten, mag het Agentschap de volgende diensten of structuren erkennen of subsidiëren :

- 1° de diensten voor vroegtijdige hulp aan gehandicapte kinderen en aan de ouders van gehandicapte kinderen;
- 2° de diensten of centra voor functionele revalidatie;
- 3° de diensten of centra voor beroepsevaluatie en -oriëntatie;
- 4° de vormingscentra en de centra voor gespecialiseerde beroepsrevalidatie;
- 5° de bedrijven voor aangepast werk;
- 6° de diensten voor dagonthaal;
- 7° de residentiële diensten;
- 8° de diensten voor hulp aan de activiteiten van het dagelijkse leven;
- 9° de diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 10° de begeleidingsdiensten;
- 11° de diensten voor kort verblijf, al dan niet opgenomen in de bestaande structuren.

De Regering kan de in het vorige lid vermelde lijst van diensten en structuren aanvullen.

De programma's inzake investeringen en opening van nieuwe diensten of inrichtingen die vatbaar zijn voor erkenning of subsidiëring worden door de Regering goedgekeurd.

Wat betreft de door het Agentschap gesubsidieerde investeringen bedoeld in het vierde lid, kan de Regering, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, de waarborg van het Gewest toestaan voor leningen die aangegaan worden door de diensten bedoeld in het tweede lid, 6° en 7°.

De toepassing van de bepalingen van dit artikel kan resulteren in tegemoetkomingen die hoger zijn dan de maxima vastgelegd voor de investeringen.

De Regering bepaalt, na advies van het beheerscomité van het Agentschap, de infrastructuur- en werkingsnormen waaraan de in het tweede lid vermelde diensten en instellingen moeten voldoen.

Art. 284. Binnen de perken en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering kan het Agentschap toelagen verlenen om specifieke initiatieven te bevorderen i.v.m. de integratie van de gehandicapte personen. De beslissingen worden door het beheerscomité genomen.

Art. 285. Elke dienst, centrum of instelling moet voldoen aan de infrastructuur- en werkingsnormen die door de Regering op voordracht van het beheerscomité van het Agentschap zijn bepaald. Die normen worden op verschillende manieren vastgesteld voor elk type van dienst of instelling en slaan met name op :

- 1° de materiële infrastructuur;
- 2° de organisatie en de werking;
- 3° het aantal personeelsleden en hun kwalificatieniveau;
- 4° het beheer, de boekhouding en de door de dienst of het centrum op te stellen verslagen;
- 5° het gevoerde beleid i.v.m. de toelating, het onthaal, het bijhouden van de klachten, met inbegrip van de financiële betrekkingen met de gehandicapte personen, het beheer van hun goederen en hun kapitaal.

Art. 286. Elke erkenning is ondergeschikt aan de verbintenis waarmee de dienst, het centrum of de instelling zich ertoe verplicht het Agentschap alle bewijsstukken te verschaffen die vereist zijn voor de uitoefening van de controle erop en zich aan zijn inspectie te onderwerpen.

Art. 287. Op verzoek van het Agentschap moet elke erkende dienst, centrum of instelling deelnemen aan de algemene evaluatie van de werking van de diensten die voor de gehandicapte personen bestemd zijn.

Art. 288. De natuurlijke of rechtspersonen die, onder bezwarende titel, gewoonlijk, tijdelijk of voortdurend, gehandicapte personen geheel of gedeeltelijk ten laste nemen die tot de vierde graad niet aanverwant zijn, en niet door een overheid erkend zijn om deze activiteit uit te oefenen, moeten onderworpen worden aan een voorafgaande machtiging die door het Agentschap wordt verleend. De machtiging stelt het aantal personen vast die opgevangen mogen worden.

De Regering bepaalt de procedure betreffende de voorafgaande machtiging alsook de minimale voorwaarden inzake veiligheid, hygiëne en personeel en de controlemodaliteiten voor de personen of diensten die hoofdzakelijk en tegen vergoeding gehandicapte personen onderbrengen.

Art. 289. De Regering stelt de modaliteiten vast voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen tot erkenning. Ze stelt eveneens de regels vast volgens dewelke de erkenning verleend, verlengd, geweigerd, uitgesteld of ingetrokken mag worden.

Als de erkenning geweigerd, uitgesteld of ingetrokken wordt, mag de aanvrager tegen deze beslissing een beroep instellen bij de Regering die de daartoe te voeren procedure zal vaststellen.

De erkenning mag niet verleend worden als de dienst volgens het Agentschap niet voldoet aan de door de Regering bepaalde programmeringscriteria.

Afdeling 5. — Bestuurs- en personeelsorganen

Art. 290. Het Agentschap wordt door een beheerscomité beheerd dat bestaat uit :

- 1° een voorzitter;
- 2° twee vice-voorzitters;
- 3° vier werkende en vier plaatsvervangende leden benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort;
- 4° vier werkende en vier plaatsvervangende leden benoemd op de voordracht van de verenigingen die de gehandicapte personen of hun gezin vertegenwoordigen;
- 5° vier werkende en vier plaatsvervangende leden benoemd op de voordracht van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest);
- 6° vier werkende en vier plaatsvervangende leden gekozen, op de voordracht van de representatieve verenigingen van de sector, op basis van hun bevoegdheid inzake integratie van gehandicapte personen.

Art. 291. De Regering noemt de voorzitter, de twee vice-voorzitters en de leden van het beheerscomité.

De voorzitter en de twee vice-voorzitters moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° Belg zijn;
- 2° hiërarchisch niet onder een lid van de Regering ressorteren;
- 3° geen voorzitter noch personeelslid zijn van verenigingen of diensten die door het Agentschap erkend of gesubsidieerd zijn of in artikel 288 vermeld staan;
- 4° het bewijs leveren van een nuttige ervaring van vijf jaar.

De voorzitter, de twee vice-voorzitters en de leden van het beheerscomité worden door de Regering benoemd voor een mandaat van vier jaar. Hun mandaat kan verlengd worden.

Art. 292. Elk lid van het beheerscomité, dat zijn mandaat voortijdig heeft neergelegd, moet binnen drie maanden door de Regering vervangen worden. In dit geval beëindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het aan de goedkeuring van de Regering voor.

Art. 293. De Regering benoemt, onder de leden van het beheerscomité en op zijn voordracht, vier leden die samen met de voorzitter en de vice-voorzitters het bureau vormen.

Het bureau bereidt de vergaderingen van het beheerscomité voor en staat in voor het dagelijkse beheer van het Agentschap.

Art. 294. Het beheerscomité vergadert op initiatief van de voorzitter. Het vergadert eveneens op verzoek van één vierde van zijn leden of op verzoek van de Regering.

De leden van het beheerscomité mogen niet aanwezig zijn bij de beraadslaging over de onderwerpen waarbij ze een rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde, bestuurder of personeelslid.

De Regering onderwerpt elk voorontwerp van decreet, elk ontwerp van organiek of reglementair besluit of elke werkingsregel die het Agentschap betreft, aan het advies van het beheerscomité. Het beheerscomité is verplicht zijn advies te formuleren binnen twee maanden na de aanvraag, behalve als de Regering een andere termijn vastgesteld heeft.

Als deze termijn verstreken is, wordt deze formaliteit geacht vervuld te zijn.

Het beheerscomité onderwerpt elk voorontwerp van decreet of besluit alsook elk voorstel die het nuttig acht, aan de Regering.

Art. 295. Het beheerscomité wordt bijgestaan door drie raden die het in zijn opdracht moeten helpen :

- 1° de raad voor individuele hulp aan de integratie;
- 2° de raad voor opvoeding, opvang en huisvesting;
- 3° de raad voor opvoeding, vorming en tewerkstelling.

De Regering bepaalt de respectievelijke opdrachten van elke raad en de werking ervan.

Elke raad bestaat uit maximum twaalf leden benoemd door de Regering op de voordracht van de organisaties, diensten of instellingen die betrokken zijn bij de toepassing van de decreten en besluiten waarvan het Agentschap de uitvoering waarborgt of die op grond van hun bevoegdheid gekozen zijn.

Elke raad wordt voorgezeten door een lid van het beheerscomité, dat door de Regering is gekozen.

Art. 296. De Regering stelt het presentiegeld en de vergoedingen vast die het Agentschap mag verlenen aan de voorzitters, de leden van het beheerscomité en van de raden bedoeld in artikel 295.

Art. 297. Het Agentschap richt subregionale samenwerkingscommissies op.

Het bepaalt hun aantal, samenstelling en ambtsgebied.

Art. 298. De subregionale coördinatiecommissies hebben als opdracht :

- 1° bestaande gegevens te verzamelen i.v.m. de sociaal- economische kenmerken en de toestand van de gehandicapte personen;
- 2° in hun ambtsgebied de behoeften van de gehandicapte personen aan dienstverleningen te onderzoeken;
- 3° de raadpleging en de coördinatie van de sociale en gezondheidsdiensten te bevorderen die zich geheel of gedeeltelijk richten tot de gehandicapte personen van hun ambtsgebied;
- 4° de aan te wenden middelen voor te stellen om een actief beleid in hun rechtsgebied te bevorderen, inzonderheid door het opmaken van een subregionaal plan inzake coördinatie en tussenkomst van de diensten ten gunste van gehandicapte personen.

De subregionale coördinatiecommissies sturen de conclusies van hun werkzaamheden aan het beheerscomité en aan de raden van het Agentschap.

Art. 299. De administrateur-generaal en de een adjunct-administrateur-generaal worden door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden die vastliggen in boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse ambtenarencode.

Art. 300. De administrateur-generaal voert de beslissingen van het beheerscomité uit; hij verstrekt het alle nuttige inlichtingen voor de werking van de instelling.

Hij woont de vergaderingen van het beheerscomité en van de raden met raadgevende stem bij en neemt het secretariaat ervan waar.

Hij heeft de leiding van het personeel en zorgt, onder het gezag en het toezicht van het beheerscomité, voor de werking van de instelling.

Hij oefent de bevoegdheden van dagelijks beheer uit die in het huishoudelijk reglement vermeld staan. Onder de voorwaarden die het zelf bepaalt, kan het beheerscomité de administrateur-generaal bovendien toestemming geven om een deel van de hem toegekende bevoegdheden alsook de ondertekening van sommige stukken en brieven te delegeren.

De administrateur-generaal vertegenwoordigt het Agentschap in en buiten rechte en handelt op geldige wijze in zijn naam en voor zijn rekening zonder een beslissing van het beheerscomité te moeten rechtvaardigen.

De adjunct-administrateur-generaal staat de administrateur-generaal bij bij het vervullen van al de hem opgedragen taken. Hij woont eveneens de vergaderingen van het beheerscomité en de raden bij.

Als de administrateur-generaal verhinderd is, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-administrateur-generaal of, bij ontstentenis van deze laatste, door een personeelslid van het Agentschap, dat door het beheerscomité is benoemd.

Art. 301. De Regering legt de personeelsformatie en het statuut van het personeel van het Agentschap vast.

Met uitzondering van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal wordt het personeel benoemd, bevorderd en ontslagen door het beheerscomité.

Art. 302. Het beheerscomité mag slechts beraadslagen en beslissen als de meerderheid van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als het comité, na regelmatige bijeenroeping, niet in aantal aanwezig was, beraadslaagt het rechtsgeldig over de ontwerpen die twee keer achter elkaar op de agenda komen te staan, op de vergadering die na de tweede bijeenroeping gehouden wordt, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

De beslissingen van het beheerscomité en het bureau worden opgenomen in de processen-verbaal die op de zetel van het Agentschap worden bewaard.

De goedgekeurde processen-verbaal worden ondertekend door de voorzitter en de administrateur-generaal of door hun plaatsvervanger.

Afdeling 6. — Controle

Art. 303. Het Agentschap staat onder toezicht van de Regering.

De verschillende opdrachten van het Agentschap moeten vervuld worden overeenkomstig de voorrang en oriëntaties die bepaald zijn in een tussen de Regering en het beheerscomité gesloten beheerscontract.

Dit contract is meerjarig en wordt als bijlage bij de begroting van het Agentschap gevoegd.

De Regering bepaalt de opstellingsprocedure en de uitvoeringsmodaliteiten ervan.

Het contract waarvan de inhoud door de Regering en het beheerscomité besproken wordt, slaat met name op :

- de algemene doeleinden die voor de drie komende jaren aan het Agentschap toegewezen worden;
- de aan te wenden middelen om die doeleinden te bereiken.

Het contract wordt tussen de Regering en het beheerscomité gesloten uiterlijk op de dag van de goedkeuring, door de Regering, van de begroting van het eerste jaar waarop ze slaat.

Het beheerscontract wordt medegedeeld aan het Parlement.

Art. 304. De Regering benoemt een commissaris en een afgevaardigde van de Minister van Begroting.

Ze wonen de vergaderingen van de bestuurs- en consulatieorganen met raadgevende stem bij. Ze beschikken over de meest uitgebreide bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

Ze worden op eigen verzoek door het beheerscomité, het bureau en de administrateurs-generaal gehoord.

Binnen een termijn van vier werkdagen stellen ze beroep in tegen elke beslissing die ze in strijd achten met de wetten, de decreten, het beheerscontract of het algemeen nut. Het beroep is schorsend. De termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover ze regelmatig bijeengeroepen zijn en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop ze inzage ervan hebben genomen.

Als de Regering, waarbij het beroep is ingesteld, de vernietiging niet heeft uitgesproken binnen een termijn van twintig werkdagen die op dezelfde dag ingaat als de in de vorige alinea bedoelde termijn, dan wordt de beslissing definitief.

Deze termijn kan bij beslissing van de Regering met tien dagen verlengd worden. De beslissing tot verlenging of vernietiging wordt in kennis van het beheerscomité gesteld.

De Regering stelt de modaliteiten vast volgens dewelke de commissaris en de afgevaardigde, vermeld in dit artikel, hun opdracht vervullen. Hun vergoeding die ten laste van het Agentschap komt, wordt eveneens door de Regering vastgesteld.

Art. 305. Als het beheerscomité verzuimt een maatregel te treffen of een handeling uit te voeren die in de wetten, decreten, besluiten of in het beheerscontract zijn voorzien, kan de Regering het binnen een bepaalde termijn in gebreke stellen.

Als het beheerscomité, bij het verstrijken van die termijn, geen maatregelen heeft getroffen, kan de Regering zijn plaats innemen.

De beslissing van de Regering wordt aan het Parlement medegedeeld.

Art. 306. De Regering benoemt één of meer revisors bij het Agentschap; die revisors worden gekozen onder de leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisors.

De revisors verschaffen de Regering en het beheerscomité ten minste één keer per jaar, ter gelegenheid van het opmaken van de balans en van de winst- en verliesrekening of van de jaarrekening, een verslag over de activa en passiva alsook de bedrijfsresultaten.

Ze stellen de Regering en het beheerscomité onverwijld in kennis van elke nalatigheid, onregelmatigheid en, in het algemeen, van elke toestand die de solvabiliteit van het Agentschap en zijn liquiditeiten in het gedrang kunnen brengen.

De uitgaven die aan het toezicht op hun activiteiten verbonden zijn, komen ten laste van het Agentschap.

De commissarissen van de Regering, de leden van het in artikel 56 vermelde financiële comité en de revisors hebben een onbeperkt recht van controle op de handelingen van het Agentschap.

Ze mogen, zonder zich te moeten verplaatsen, inzage nemen van de rekeningenboeken en -stukken, de briefwisseling, de processen-verbaal, de periodieke staten en, in het algemeen, van alle geschriften.

Art. 307. Als het beheerscomité verzuimt een maatregel te treffen of een handeling uit te voeren die in de wetten, decreten, besluiten of in het beheerscontract zijn voorzien, kan de Regering het binnen een bepaalde termijn in gebreke stellen.

Als het beheerscomité, bij het verstrijken van die termijn, geen maatregelen heeft getroffen, kan de Regering zijn plaats innemen.

De beslissing van de Regering wordt aan het Parlement medegedeeld.

Afdeling 7. — Financieel beheer

Art. 308. Het beheerscomité maakt de begroting van het Agentschap voor het volgende jaar uiterlijk 15 september op.

De Regering zorgt ervoor dat het Agentschap zijn ontvangsten en uitgaven aan het door het Gewest gevoerde beleid aanpast.

Daartoe wordt de begroting van het Agentschap aan de goedkeuring van de Regering voorgelegd.

Met het oog op die goedkeuring zal het beheerscomité verzocht worden om een voorstel te doen i.v.m. de activiteitenperspectieven van het Agentschap en de budgettaire gevolgen die ermee gepaard gaan.

Het maakt, uiterlijk 30 april, de jaarrekening voor de uitvoering van zijn begroting op, geeft op 31 december van het betrokken jaar een overzicht van de activa en passiva en legt de rekeningen van het Agentschap aan de goedkeuring van de Regering voor.

De begroting en de rekeningen worden aan de bevoegde commissie van het Parlement voorgelegd.

Art. 309. De lasten die uit het vervullen van de opdrachten van het Agentschap voortvloeien, worden gedekt met :

- 1° een jaarlijkse toelage op grond van de kredieten die daartoe op de begroting van het Gewest ingeschreven zijn;
- 2° giften en legaten;
- 3° de opbrengst van het patrimonium;
- 4° toelagen afkomstig van overheden, besturen en openbare instellingen;
- 5° leningen aangegaan onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

Die leningen genieten de waarborg van het Gewest.

Art. 310. Het beheerscomité zorgt ervoor dat de vastleggingen en het ordonnanceren van de uitgaven van het Agentschap, die aan de uitvoering van zijn opdrachten verbonden zijn, binnen de perken van zijn begrotingsinkomsten gehandhaafd worden.

Desnoods stelt het de Regering zo spoedig mogelijk elke reglementaire maatregel voor die nodig is voor de handhaving van het financiële evenwicht

Art. 311. Het beheerscomité verschaft de Regering elke inlichting over de aangegane leningen en de beleggingen van zijn bezittingen en beschikbare gelden.

Het Agentschap mag zijn bezittingen en beschikbare gelden alleen gebruiken om handelingen en investeringen uit te voeren die bepaald zijn bij dit boek en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Onverminderd de wijzen van belegging vastgesteld bij de wet of het decreet, moeten de beschikbare gelden geïnvesteerd worden in valuta of overheidsfondsen waarvan de Regering de lijst vaststelt.

De Regering bepaalt elke andere algemene modaliteit voor het beheer van de schatkist van het Agentschap.

Art. 312. Het verzuim van goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar is geen beletsel voor het gebruik van de kredieten voorzien in het begrotingsontwerp, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe, die de begroting van het vorige jaar niet toelaat.

De overdrachten en overschrijdingen van beperkende kredieten die op de begroting worden geboekt, moeten vóór elke tenuitvoerlegging door de Regering goedgekeurd worden. Als de overschrijdingen van kredieten een hogere tegemoetkoming tot gevolg kunnen hebben dan degene die door de begroting van het Gewest is voorzien, dan moeten ze eerst goedgekeurd worden na stemming van een gelijkwaardig krediet op de begroting van het Gewest.

Art. 313. De Regering verplicht het Agentschap tot het bijhouden van de boekhouding van de vastleggingen, volgens de regels die ze vaststelt.

Met het oog hierop stelt ze de algemene en bijzondere regels vast betreffende :

- 1° de voorstelling van de begrotingen;
- 2° de boekhouding;
- 3° de rekening en verantwoording;
- 4° de periodieke toestanden en verslagen.

Behalve andersluidende bepalingen, vermeld in of genomen overeenkomstig dit boek, bepaalt de Regering, op voorstel van het beheerscomité, de regels i.v.m. :

- 1° de terugbetaling van de teveel betaalde toelagen of de vorming van een bedrijfskapitaal;
- 2° de wijze van schatting van de bestanddelen van het vermogen;
- 3° de berekeningswijze en de vaststelling van het maximumbedrag van :
 - a. de aflossingen;
 - b. de dotaties op het vernieuwingsfonds;
 - c. de speciale reserves en andere voorschotten die nodig zijn omwille van de aard van de activiteiten van het Agentschap.

Art. 314. Er wordt een financieel comité opgericht dat ervoor moet zorgen dat de begroting van het Agentschap in acht wordt genomen.

Dit comité doet voorstellen en aanbevelingen aan de Regering en aan het beheerscomité van het Agentschap.

Het bestaat uit een afgevaardigde van de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister, de administrateur-generaal, de commissaris van de Regering, de afgevaardigde van de Minister van Begroting, een afgevaardigde van het bestuur van de begroting van het Gewest, een vertegenwoordiger van het Rekenhof en een Inspecteur van Financiën, benoemd door de Regering.

Afdeling 8. — Toezicht

Art. 315. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, houden de door de Regering benoemde ambtenaren van de diensten van de Regering en het Agentschap toezicht op de uitvoering van dit boek en op de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Om hun opdrachten te vervullen mogen deze ambtenaren :

- 1° tot alle nodige eksamen, controles, onderzoeken overgaan en alle nuttige inlichtingen inwinnen, met name :
 - a. elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nodig is voor het houden van het toezicht;
 - b. zich elk nuttig document verschaffen, afschrift ervan nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

- 2° processen-verbaal tot vaststelling opmaken die bewijskracht hebben, behoudens bewijs van het tegendeel. De processen-verbaal worden medegedeeld aan de Regering of het Agentschap alsook aan de betrokken diensten en instellingen.

Art. 316. Bij de uitoefening van de controle op de erkende of gesubsidieerde diensten en instellingen ziet het beheerscomité erop toe dat de wetgeving, de reglementering en het algemeen nut in acht worden genomen.

Art. 317. Elke belemmering van de uitvoering van de opdrachten van voornoemde ambtenaren door personen, diensten of instellingen die voor de bepalingen van dit boek in aanmerking komen, kan bij beslissing van het beheerscomité aanleiding geven tot de opschorting of de intrekking van de erkenning, de subsidiëring of de individuele dienstverleningen.

De gemotiveerde beslissing van het beheerscomité wordt genomen nadat de persoon of de vertegenwoordiger van de dienst of instelling is gehoord of nadat ze verzocht werden hun verweermiddel voor te dragen.

Art. 318. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zullen de personen die de bepalingen van de ter uitvoering van dit boek genomen besluiten overtreden of die het krachtens dit boek of de desbetreffende uitvoeringsbesluiten opgelegde toezicht in de weg staan, gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een boete van 500 tot 1.000 euro of met één van die straffen.

Art. 319. Onverminderd de toepassing van de straffen voorzien in het Strafwetboek zal met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een boete van 26 tot 2.000 euro of met één van die straffen gestraft worden :

- 1° degene die, rechtstreeks of onrechtstreeks, en terwijl hij een activiteit of een mandaat in een dienst of instelling uitoefent :
- de rekening van gehandicapte personen gezamenlijk beheert;
 - de vermenging van het vermogen oplevert;
 - het kapitaal of de goederen van gehandicapte personen beheert, behalve met inachtneming van de overeenkomstig artikel 285 vastgelegde normen;
- 2° degene die het storten van een borgtocht of om het even welke andere financiële verplichting dan die door de Regering is bepaald, oplegt als voorwaarde voor de opvang, het verblijf of de begeleiding in of door een gesubsidieerde dienst of instelling.

Art. 320. De openbare besturen en instellingen van algemeen nut die onder de overheid van het Gewest ressorteren, alsook elke door dit laatste erkende of gesubsidieerde dienst, zijn ertoe gehouden het Agentschap gratis alle inlichtingen te verstrekken die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten.

HOOFDSTUK III. — *Verenigingen van gehandicapte personen*

Art. 321. De representatieve verenigingen die de belangen van de gehandicapte personen verdedigen, worden door de Minister van Sociale Actie en Gezondheid erkend.

Als representatieve verenigingen kunnen erkend worden de instellingen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

- een VZW, een openbare instelling of een instelling van algemeen nut zijn;
- het verlenen van hulp, steun en raad aan gehandicapte personen, bevordering van hun recht op integratie in de maatschappij als hoofddoelen hebben;
- over een aantal aangesloten leden beschikken of kunnen rekenen op de steun van een aantal personen die in contact zijn hetzij met de hele groep gehandicapte personen van het gebied waar ze werkzaam zijn, hetzij met de personen die een specifieke handicap hebben; - werkzaam zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied, en op z'n minst in drie provincies;
- jaarlijks een voldoende aantal activiteiten ten gunste van gehandicapte personen op touw zetten;
- geen dienst, instelling noch een erkend of gesubsidieerd centrum van het Agentschap zijn.

Art. 322. De representatieve verenigingen van gehandicapte personen zijn bevoegd om :

- 1° de gehandicapte personen bij te staan in de stappen die ze ondernemen bij de diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks onder het Gewest ressorteren;
- 2° zitting te hebben in de verschillende organen waar de deelneming van de vertegenwoordigers van de gehandicapte personen bij een wettelijke of verordeningsbepaling is voorzien.

TITEL II. — **Specifieke bepalingen**

HOOFDSTUK I. — *Sociale wetgevingen*

Art. 323. Gedurende hun beroepsopleiding; omscholing en herscholing kunnen de mindervaliden door de personen die deze beroepsopleiding, omscholing en herscholing verzekeren slechts geworven worden krachtens;

- 1° een leerovereenkomst in de nijverheid, de ambachten en neringen, in de koopvaardij en de zeevisserij;
- 2° een speciale leerovereenkomst voor de omscholing van de mindervaliden;
- 3° een overeenkomst voor beroepsopleiding of omscholing gesloten, hetzij met een centrum voor versnelde beroepsopleiding voor volwassenen, opgericht door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening of erkend door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, hetzij met een centrum voor beroepsopleiding of omscholing.

De Regering bepaalt de clausules welke ieder onder 2° bedoelde leerovereenkomst of iedere overeenkomst voor beroepsopleiding of omscholing, gesloten bij toepassing van 3°, verplicht moet bevatten.

Art. 324. De tegemoetkoming van het « AWIPH » kan geweigerd of beperkt worden, hetzij als de gehandicapte persoon op basis van dezelfde handicap en dezelfde behoeften als die bedoeld in dit boek een sociale dienstverlening geniet krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen, hetzij als hij zijn rechten op die dienstverlening niet laat gelden terwijl hij daar aanspraak op kan maken.

HOOFDSTUK II. — *Geschillen*

Art. 325. De geschillen betreffende de beslissingen genomen door het « AWIPH » en de registratie of de toekenning van uitkeringen en verstrekkingen aan mindervaliden, behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsrecht-bank.

De betwiste administratieve rechtshandelingen moeten, op straffe van verval, binnen een maand na de kennisgeving ervan aan de bevoegde arbeidsrechtbank voorgelegd worden.

De vordering ingeleid voor de arbeidsrechtbank is opschortend.

Art. 326. De arbeidsrechtbanken zijn bevoegd om kennis te nemen van de betwistingen in verband met de overeenkomsten bedoeld in artikel 323, eerste lid, 2° en 3°.

De vorderingen die uit deze overeenkomsten ontstaan, verjaren een jaar na de beëindiging ervan.

HOOFDSTUK III. — *Toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond*

Afdeling 1. — Definities

Art. 327. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° « geleidehond » : elke opgeleide of in opleiding zijnde hond die gehandicapte personen zal begeleiden tijdens hun verplaatsingen en in hun handelingen van het dagelijkse leven;
- 2° « voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties » : alle openbare of privégebouwen of gebouwgedeelten, plaatsen en ruimtes bestemd voor publiek gebruik, alsook het bezoldigde personenvervoer.

Afdeling 2. — Toegangsvoorwaarden

Art. 328. De toegang tot voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties is toegelaten voor geleidehonden.

Deze toelating mag niet gekoppeld worden aan een bijkomende betaling van welke aard dan ook, tenzij als tegenprestatie geldt voor een economisch raambare specifieke dienst.

Art. 329. In afwijking van artikel 328, eerste lid, kan de toegang tot voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties geweigerd worden :

- op grond van een specifiek plaatselijk reglement als de weigering gemotiveerd is om redenen van hygiëne, volksgezondheid, veiligheid of omdat een behoorlijke inrichting niet mogelijk is;
- krachtens een andersluidende wettelijke of reglementaire bepaling.

De weigering wordt ter kennis van het publiek gebracht door aanplakking van een bericht opgesteld naar het door de Regering bepaalde model.

De maatregelen inzake hygiëne en volksgezondheid mogen genomen worden als het gaat om lokalen of gedeelten van lokalen die specifiek bestemd zijn voor zorgverlening of voor het uitvoeren van medisch-technische handelingen of om lokalen of gedeelten van lokalen die uitsluitend bezocht worden door ongeschoeide personen.

Art. 330. Een geleidehond in de zin van dit hoofdstuk is een hond die opgeleid wordt door een instructeur of een vereniging erkend overeenkomstig de normen en de procedure bepaald door de Regering.

Afdeling 3. — Controle en toezicht

Art. 331. Al wie een geleidehond zonder afdoende motivering de toegang tot voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties ontzegt op basis van een in artikel 329 van dit hoofdstuk bedoeld reglement, is strafbaar met een geldboete van 26 tot 100 euro.

Art. 332. De controle en het toezicht op de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk, alsook op de krachtens dit hoofdstuk genomen reglementaire maatregelen, worden uitgevoerd door de diensten van het « AWIPH ».

Art. 333. De Regering bezorgt het Waals Parlement jaarlijks volgens de modaliteiten die zij bepaalt een verslag over de uitvoering van dit hoofdstuk.

Boek V. — Hulpverlening aan bejaarde personen

TITEL 1. — Stelsel voor de opvang en de huisvesting van bejaarde personen

HOOFDSTUK I. — Definities

Art. 334. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

- 1° bewoner : de bejaarde persoon van minstens zestig jaar die in een inrichting voor bejaarde personen verblijft of wordt opgevangen, alsmede elke andere persoon van minder dan zestig jaar die er, bij wijze van uitzondering, verblijft of wordt opgevangen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;
- 2° inrichtingen voor bejaarde personen :
 - a) rustoord : de inrichting (onder welke benaming ook) voor de opvang van bejaarde personen die er op duurzame wijze verblijven en in aanmerking komen, in functie van hun afhankelijkheid, voor collectieve familiale en huishoudelijke diensten, voor hulpverlening in het dagelijkse leven en voor verpleegkundige en paramedische zorg;
 - b) rust- en verzorgingstehuis : rustoord overeenkomstig artikel 170, § 1, van de wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinstellingen, gecoördineerd op 10 juli 2008. De Regering kan specifieke regels vastleggen wat betreft de leeftijd van de personen die opgevangen worden in rustoordbedden gereconverteerd naar rust- en verzorgingsbedden die bestemd zijn voor bijzondere pathologieën;
 - c) serviceflat : één of meer gebouwen, onder welke benaming ook, die een functioneel geheel vormen dat beheerd wordt door een natuurlijke of rechtspersoon die zijn bewoners tegen betaling woningen aanbiedt waarin ze zelfstandig kunnen leven, alsook diensten waarop ze zelf een beroep kunnen doen.

Onder functioneel geheel van een serviceflat wordt verstaan, het architecturale geheel dat zich onderscheidt van elke andere eventueel op dezelfde site gebouwde structuur en dat ondanks een mogelijke gemeenschappelijke straatgang uitgerust is met specifieke horizontale en verticale verkeerswegen waardoor de bewoners en de personen met beperkte beweeglijkheid een vlotte, veilige en hindernisloze toegang krijgen tot de gemeenschappelijke lokalen en uitrustingen.

De lokalen, uitrustingen en gemeenschappelijke diensten kunnen ook toegankelijk zijn voor andere personen die minstens zestig jaar oud zijn.

Op voorwaarde dat zij de benaming er niet van gebruiken, worden niet beschouwd als serviceflats in de zin van deze titel, de woningen voor oude gezinnen en de centra voor gemeenschappelijke diensten die onder respectievelijk het besluit van de Regent van 2 juli 1949 en het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1982 vallen;

d) dagcentrum : een gebouw of deel van een gebouw, onder welke benaming ook, dat deel uitmaakt van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis, waar bewoners overdag worden opgevangen om er huishoudelijke en gezinsverzorging en, indien nodig, een therapeutische en sociale hulp te genieten; de lokalen van het dagcentrum worden in een functioneel geheel herenigd.

Onder functioneel geheel van een dagcentrum wordt verstaan, het aparte architecturale geheel dat alle lokalen van het dagcentrum herenigt;

e) centrum voor avond- en/of nachtopvang : een gebouw of deel van een gebouw, onder welke benaming ook, dat hoofdzakelijk gebruikt wordt als dagcentrum, waar andere bewoners dan diegene die overdag in een dagcentrum verblijven 's avonds en/of 's nachts worden opgevangen om er huishoudelijke en gezinsverzorging en, indien nodig, een therapeutische en sociale hulp te genieten;

f) dagverzorgingscentrum : een dagcentrum dat over een structuur voor gezondheidszorgen beschikt dat overdag sterk afhankelijke personen die zorgen nodig hebben ten laste neemt en die de nodige steun verleent om deze personen thuis te houden;

g) kortstondig verblijf : tijdelijk verblijf in een rustoord of in een rust- en verzorgingstehuis, waarvan de duur aanvankelijk in gemeenschappelijk overleg wordt vastgelegd door de beheerder en de bewoner of diens vertegenwoordiger en die geen drie maanden of 90 samengetelde dagen per kalenderjaar, al dan niet in dezelfde inrichting, mag overschrijden;

h) gezinsopvang : de opvang in een huis van een natuurlijke persoon van maximum drie bewoners die tot en met de vierde graad niet tot zijn gezin behoren. De bewoner in een gezinsopvang krijgt een onderkomen, hulp voor de organisatie van de vereiste zorgen en hulp voor de uitvoering van de activiteiten van het dagelijks leven in het kader van het gezinsleven;

3° beheerder : natuurlijke of rechtspersoon houder van een werkingsvergunning die het beheer van een inrichting voor bejaarde personen toelaat en die verantwoordelijk is t.o.v. de overheid voor de naleving van de werkingsnormen;

4° directeur : de natuurlijke persoon die door de beheerder en onder zijn toezicht belast is met het dagelijks beheer van een inrichting voor bejaarde personen bedoeld in 2°, a) tot g) van dit artikel;

5° vertegenwoordiger :

a) de wettelijke of rechterlijke vertegenwoordiger van de bewoner;

b) de door de bewoner aangewezen gemachtigde, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in de inrichting voor bejaarde personen uitoefent, er medebeheerder van is of onder het gezag van de beheerder staat. Deze beperking is niet van toepassing op bloed- en aanverwanten tot in de vierde graad;

c) indien nodig of bij ontstentenis, een vertegenwoordiger van het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van elke persoon die een activiteit in de inrichting voor bejaarde personen uitoefent of er medebeheerder van is;

6° levensproject van de inrichting : het geheel van de acties en maatregelen die de sociale integratie en de levenskwaliteit van de bewoners zowel binnen als buiten de inrichting voor bejaarde personen bedoeld in 2°, a) en b), van dit artikel moeten waarborgen.

HOOFDSTUK II. — *Informatie over de inrichting*

Art. 335. § 1. De inrichtingen voor bejaarde personen geven informatie over de aard van de verleende dienst.

§ 2. De publiciteit om het publiek over een inrichting voor bejaarde personen te informeren, moet de volgende gegevens bevatten :

1° de naam en het adres van de inrichting voor bejaarde personen en haar nummer van werkingsvergunning;

2° de rechtsvorm, het adres en de nauwkeurige identificatie van de beheerder;

3° het aantal bedden als het gaat om een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis of een rustoord of tehuis voor kortstondige verblijven, de woningen als het gaat om serviceflats of de plaatsen als het gaat om een dagcentrum, een centrum voor avond en/of nachtopvang, een dagverzorgingscentrum of een gezinsopvang.

Art. 336. § 1. In de schriftelijke inlichtingen die aan de kandidaat-bewoner of aan diens vertegenwoordiger worden verstrekt, moeten de volgende gegevens verplicht worden opgenomen :

1° de naam, het adres van de inrichting en haar nummer van werkingsvergunning;

2° de rechtsvorm, het adres en de nauwkeurige identificatie van de beheerder.

Bovendien moeten de volgende gegevens worden vermeld :

1° als het gaat om een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis :

a) het aantal bedden van het rustoord of het rust- en verzorgingstehuis of het rustoord of het tehuis voor kortstondige verblijven, de verdeling ervan per kamer en het eventueel bestaan van een specifieke eenheid voor gedesorienteerde bejaarde personen;

b) de dagprijs van het verblijf volgens het type gekozen of aangeboden kamer;

c) de supplementen en de prijs ervan;

d) de voorwaarden van de samenwerking met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp alsook de voorwaarden voor de functionele verbinding met een rust- en verzorgingstehuis of met de vereniging inzake palliatieve zorgen die hetzelfde geografisch gebied dekt in het geval van een rustoord dat niet over bedden beschikt die gereconverteerd zijn naar rust- en verzorgingstehuizen;

e) een lijst met de aan de bewoners voorgestelde activiteiten, hun frequentie en hun eventuele prijs;

2° als het om een serviceflat gaat :

a) het aantal woningen;

b) de maandprijs van de woning volgens het type woning;

- c) de aan de bejaarden aangeboden diensten en de prijs ervan;
 - d) de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp;
- 3° als het gaat om een dagcentrum, een centrum voor avond- en/of nachtopvang of een dagverzorgingscentrum :
- a) het aantal opvangplaatsen;
 - b) de opvangprijs per dag en de eventuele supplementen;
 - c) de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis als het centrum niet gevestigd is op de locatie van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp;
 - d) de aan de bewoners voorgestelde activiteiten, hun frequentie en hun eventuele prijs;
 - e) de openingsdagen en -uren van het centrum;
- 4° als het om een gezinsopvang gaat :
- a) het aantal opvangplaatsen;
 - b) de opvangprijs per dag en de eventuele supplementen;
 - c) de voorwaarden van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis en met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp;
 - d) een lijst met de aan de bewoners voorgestelde activiteiten, hun frequentie en hun eventuele prijs.

§ 2. Tegelijk met voorgaande inlichtingen worden aan de betrokken personen een afschrift van het huishoudelijk reglement, alsook een standaardexemplaar van de huisvestings- of opvangovereenkomst overgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Welzijn van de bewoners*

Art. 337. De inrichtingen voor bejaarde personen die krachtens deze titel een werkingsvergunning hebben gekregen, zijn ertoe gehouden :

- 1° de individuele rechten van de bewoners na te leven;
- 2° de eerbiediging van hun privaat, affectief en seksueel leven te waarborgen;
- 3° het behoud van hun zelfstandigheid te bevorderen;
- 4° hun deelname aan het sociaal, economisch en cultureel leven te bevorderen;
- 5° een omgeving te waarborgen die gunstig is voor hun persoonlijke ontplooiing en welzijn;
- 6° hun veiligheid te verzekeren met eerbied voor hun individuele rechten en vrijheden.

Art. 338. De Regering stelt een handvest vast in verband met de kwaliteit van de inrichtingen voor bejaarde personen gericht op de behoeften, de verwachtingen en het respect van de bewoners om hun levenskwaliteit te verhogen.

De inrichtingen voor bejaarde personen die instemmen met dit handvest, worden opgenomen in een lijst die volgens de modaliteiten bepaald door de Regering wordt bekendgemaakt. Ze brengen hun bewoners hiervan op de hoogte. Zij krijgen een kwaliteitslabel.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van het kwaliteitshandvest, de toekenning van de kwaliteitslabel en zijn intrekking in geval van niet-naleving van bedoeld handvest.

HOOFDSTUK IV. — *Relaties met de bewoners*

Art. 339. Het huishoudelijk reglement waarin de rechten en plichten van de bewoners en de beheerder zijn vastgesteld en waarbij de voorwaarden van artikel 359, 9°, in acht worden genomen, wordt vóór de handtekening van de huisvestings- of opvangovereenkomst aan deze bejaarden of aan hun vertegenwoordigers overhandigd.

De bewoner of zijn vertegenwoordiger krijgen één exemplaar van de overeenkomst die zij gesloten hebben met de beheerder uiterlijk de dag waarop ze hun intrede doen in de inrichting voor bejaarde personen; een tweede exemplaar wordt bij het in artikel 340 bedoelde persoonlijke dossier gevoegd.

Art. 340. Voor elke opgevangen bejaarde wordt een persoonlijk dossier aangelegd. Het moet voortdurend bijgehouden worden op basis van de verstrekte gegevens en toegankelijk zijn voor de bewoner, zijn vertegenwoordiger en de met het toezicht belaste ambtenaren van het Waalse Gewest.

Het persoonlijke dossier vermeldt de personalia van de bewoner en zijn vertegenwoordiger, evenals de naam en het adres van de personen en diensten die de beheerder eventueel moet raadplegen, de gegevens over de betaling van de huisvestingsprijs of opvangprijs, en, in voorkomend geval, de gegevens over de mutualiteit, de pensioenen, de plaatsbeschrijving alsook de in deposito gegeven voorwerpen of waarden.

Art. 341. § 1. Er wordt in elk rustoord, rust- en verzorgingstehuis, alsook in elke serviceflat een bewonersraad opgericht die samengesteld is uit de bewoners of hun vertegenwoordigers en/of hun gezinsleden. De directeur of diens vertegenwoordiger kunnen de vergaderingen van de bewonersraad bijwonen. De raad wordt gesteund door het personeel van de inrichting ten einde de vlotte werking ervan te waarborgen. De sociale dienst van de gemeente waar de betrokken inrichting is gevestigd wordt op de hoogte gebracht van de vergaderingen van de bewonersraad en wordt uitgenodigd om deze vergaderingen minstens één keer per jaar bij te wonen.

De bewonersraad geeft adviezen en doet voorstellen, met name i.v.m. de werking van de inrichting, de organisatie van de diensten, het institutionele levensproject en de animatieactiviteiten.

Er kan één bewonersraad worden opgericht als een rustoord en/of een rust- en verzorgingstehuis en/of een serviceflat in dezelfde inrichting zijn gevestigd.

§ 2. De bewonersraad vergadert minstens één keer per kwartaal.

Voor elke vergadering van de bewonersraad wordt een verslag opgesteld. Dat verslag wordt bekendgemaakt op het aanplakbord en ligt ter inzage van de bewoners, hun gezinsleden, hun vertegenwoordiger, de burgemeester en van de ambtenaren van het Waalse Gewest belast met het toezicht.

Suggesties, opmerkingen of klachten kunnen door de bewoner, zijn vertegenwoordiger of zijn gezin opgenomen worden in een door de inrichting ter beschikking gesteld register. De klagende partij wordt in kennis gesteld van het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven. Bovenbedoeld register wordt één keer per kwartaal op gewoon verzoek van de Raad van bewoners overgelegd.

HOOFDSTUK V. — Prijsverplichtingen

Art. 342. In geval van nieuwbouw of van verbouwingswerken van de inrichting voor bejaarde personen behouden de bewoners of de opgevangen personen die voor de aanvang van de werken aanwezig zijn, het recht op de handhaving van de verblijf- of opvangprijs, onverminderd een prijsverhoging toegestaan overeenkomstig artikel 359, 2°.

De huisvestings- of opvangovereenkomst gesloten na het begin van de werken zal duidelijk aangeven dat een nieuwe prijs toegepast kan worden aan het einde van de werken.

Art. 343. Bij laattijdige betaling van de verblijf- of opvangprijs kan enkel een verwijlinterest vereist worden waarvan het percentage niet hoger mag zijn dan het percentage van de wettelijke rente.

Art. 344. Een voorschot voor de opnemings in een inrichting voor bejaarde personen mag pas geëist worden na de ondertekening van de overeenkomst gesloten tussen de beheerder en de bewoner en voor zover de intrede van de bewoner niet ouder is dan één maand.

Dit voorschot mag het maandelijks bedrag van de huisvestingsprijs (met uitsluiting van elke toeslag) niet overschrijden.

Er mag geen voorschot worden gevraagd in de centra voor dag, avond en/of nachtopvang en in de dagverzorgingscentra.

De overeenkomst vermeldt de datum van opnemings in de inrichting.

Het voorschot wordt in mindering gebracht van de eerste factuur of onverwijld terugbetaald als de bejaarde personen om redenen buiten zijn wil om onmogelijk opgenomen kan worden in de inrichting of als de beheerder hem niet kan opnemen op de datum waarin de overeenkomst voorziet.

HOOFDSTUK VI. — Programmering en beginselakkoorden

Afdeling 1. — Programmering

Art. 345. De programmering van de inrichtingen voor bejaarde personen bedoeld in artikel 334, 2°, a), b), f) en g) beoogt :

- 1° de beheersing van de evolutie van het aanbod inzake opvang, huisvesting of zorgen voor bejaarde personen in functie van hun evoluerende en gedifferentieerde behoeften;
- 2° het verzekeren van een homogene verdeling van de inrichtingen voor bejaarde personen over het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest om een geografische nabijheid te waarborgen voor het behoud van de bestaande maatschappelijke banden;
- 3° de garantie geven aan de bewoner dat hij een vrije keuze kan maken tussen de openbare sector, de verenigingssector of de commerciële privésector;
- 4° het bijdragen tot het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

Art. 346. § 1. 1° De Regering bepaalt de maximumcapaciteit van de rustoordbedden, met inbegrip van de rustoordbedden die gereconverteerd zijn naar rust- en verzorgingsbedden, alsook de maximale en minimale opvangcapaciteit per inrichting.

- 2° Zij bepaalt ook de regels voor de herkwalificatie van rustoordbedden in rust- en verzorgingsbedden, alsook voor de herkwalificatie van de plaatsen van een dagcentrum in plaatsen van een dagverzorgingscentrum.
- 3° Zij bepaalt ook de huisvestingsregels per arrondissement op grond van het aantal bejaarde personen van 75 jaar en meer die er wonen.
- 4° Voor de toepassing van 1° en 2°, worden minstens 29 % van de bedden bestemd voor de openbare sector, minstens 21% voor de verenigingssector en kunnen maximum 50% worden toegewezen aan de commerciële privé-sector.

§ 2. 1° De Regering bepaalt het programmacijfer voor de vestiging van de dagverzorgingscentra, alsook de minimale en maximale opvangcapaciteit per inrichting.

- 2° Zij bepaalt ook de huisvestingsregels per arrondissement op grond van het aantal bejaarde personen van 75 jaar en meer die er wonen.
- 3° Voor de toepassing van 1° en 2°, worden minstens 29 % van de plaatsen bestemd voor de openbare sector, minstens 21% voor de verenigingssector en maximum 50% voor de commerciële privésector.

§ 3. 1° De Regering bepaalt het specifieke vestigingsprogramma voor de rustoordbedden bestemd voor een kortstondig verblijf, alsook de minimale en maximale capaciteit per inrichting.

- 2° Dit vestigingsprogramma wordt per arrondissement uitgevoerd op grond van het aantal bejaarde personen van 75 jaar en meer die er wonen.
- 3° Voor de toepassing van 1° en 2°, worden minstens 29 % van de bedden bestemd voor de openbare sector, minstens 21% voor de verenigingssector en kunnen maximum 50 % worden toegewezen aan de commerciële privésector.

Art. 347. De Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke zij de uitvoerige gegevens over de geactualiseerde stand van de vestigingsprogramma's ter beschikking stelt.

Afdeling 2. — Beginselakkoord

Art. 348. § 1. Elk project betreffende de opening van een inrichting voor bejaarde personen bedoeld in artikel 334, 2°, *a), b), f)* en *g)*, de uitbreiding ervan of de heropening ervan na een onderbreking van de uitbating die het verlies van de werkingsvergunning tot gevolg had, vereist het beginselakkoord van de Regering. Als een inrichting voor bejaarde personen van sector verandert, wordt een voorafgaand beginselakkoord vereist.

Worden niet onderworpen aan het beginselakkoord :

- 1° de verandering van beheerder binnen éénzelfde sector;
- 2° de voorlopige overbrenging, in geval van werken of dringende volksgezondheids- of veiligheidsredenen, van de bewoners van een inrichting naar een andere huisvestingsstructuur bedoeld in deze titel;
- 3° de overbrenging naar een andere locatie, zonder capaciteitsverhoging en in hetzelfde arrondissement, van bedden of plaatsen verspreid over verschillende locaties of bedden of plaatsen die onder éénzelfde beheerder vallen.

De betrokken beheerder moet de Regering op de hoogte brengen binnen de maand voor de toestand bedoeld in 1°, onverwijld in geval van dringende redenen bedoeld in 2°, en vijftien dagen vooraf voor de andere toestanden.

§ 2. Het beginselakkoord mag niet afgestaan worden, behalve bij vervanging van de beheerder van de inrichting waaraan de bij de overdracht betrokken bedden en opvangplaatsen toebehoren en voorzover deze geconcretiseerd worden op dezelfde site, onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijnen als die welke zijn vastgelegd bij het geven van het beginselakkoord.

De bescherming van de bewoners kan het voorwerp uitmaken van bijzondere modaliteiten als het verzoek om beginselakkoord vergezeld gaat van een overdracht van bedden of opvangplaatsen waarvoor een werkingsvergunning is verleend.

Art. 349. De Regering bepaalt de criteria en de procedure voor de toekenning van het beginselakkoord.

Met deze criteria moeten de Regering het volgende kunnen beoordelen :

1. de wil van de inrichting om verschillende diensten aan te bieden die de thuishouding kunnen steunen en die beantwoorden aan de specifieke behoeften van de gedesoriënteerde bejaarde personen;
2. de architecturale kwaliteit van het project, zijn vestiging, zijn integratie in het maatschappelijk leven en de middelen die aangewend worden om bij te dragen tot de duurzame ontwikkeling, meer bepaald wat betreft energiebesparingen en waterverbruik;
3. de middelen die aangewend worden om een optimale toegankelijkheid te bieden aan de gehandicapte personen en om aan de behoeften van bejaarde personen met zintuiglijke stoornissen te voldoen;
4. de evenwichtige verdeling van de inrichtingen voor bejaarde personen op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 350. Als een verzoek om beginselakkoord bij de Regering ingediend wordt, gaat deze na of het project verenigbaar is met het vestigingsprogramma bedoeld in hoofdstuk VI, Afdeling 1.

Art. 351. Het door de Regering gegeven beginselakkoord is niet meer van kracht als een werkingsvergunning niet binnen drie jaar verleend wordt.

Die termijn kan volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten met hoogstens drie jaar verlengd worden op grond van een rechtvaardigingsgeschrift dat aantoonst waarom het project niet kon worden uitgevoerd binnen drie jaar.

*HOOFDSTUK VII. — Werkingsvergunning**Afdeling 1. — Toekenningsprocedure*

Art. 352. Het verzoek om een werkingsvergunning wordt door de beheerder ingediend bij aangetekend schrijven of via elke door de Regering bepaalde wijze die vaste datum aan de verzending verleent.

De Regering bepaalt de ontvankelijkheidsvoorwaarden, de samenstelling van het dossier en de procedure voor de toekenning van een werkingsvergunning alsook de voorwaarden en de modaliteiten betreffende de voorlopige werkingsvergunning.

De werkingsvergunning bepaalt het aantal bedden, plaatsen of woningen per type inrichting.

Art. 353. De werkingsvergunning kan door de Regering geweigerd worden als de bepalingen van deze titel of de krachtens deze titel vastgelegde bepalingen niet in acht worden genomen. De beslissingen tot weigering van werkingsvergunningen kunnen slechts op bepaalde delen van een gebouw of op bepaalde vestigingen slaan

De Regering bepaalt de procedures en de voorwaarden voor de weigering van de werkingsvergunningen, alsmede de beslissingstermijnen.

Weigering heeft de sluiting van de inrichting voor bejaarde personen tot gevolg. De weigering van de werkingsvergunning van een rust- en verzorgingstehuis dat over een werkingsvergunning als rustoord beschikt heeft de afschaffing van de hoedanigheid van rust- en verzorgingstehuis tot gevolg.

De weigering van de werkingsvergunning van een rust- en verzorgingstehuis dat niet over een werkingsvergunning als rustoord beschikt heeft de sluiting van bedoelde inrichting tot gevolg.

De weigering van een werkingsvergunning van een dagverzorgingscentrum dat over een werkingsvergunning als dagcentrum beschikt heeft de afschaffing van de hoedanigheid van dagverzorgingscentrum tot gevolg.

Art. 354. Als de inrichting voor bejaarde personen over een tijdelijke werkingsvergunning beschikt, wordt de werkingsvergunning, bij verandering van beheerder, met ingang van de datum van kennisgeving van de verandering bedoeld in artikel 368 voor een maximumduur van één jaar verlengd, voor zover de toekenningsvoorwaarden vervuld blijven.

Art. 355. Alle beslissingen tot weigering van een werkingsvergunning worden zo spoedig mogelijk door de beheerder aan de bewoners of aan hun vertegenwoordigers meegedeeld.

Art. 356. De beheerder die van plan is een inrichting voor bejaarde personen vrijwillig te sluiten, verwittigt de Regering minstens drie maanden vóór de sluiting en brengt ze op de hoogte van de maatregelen die hij genomen heeft voor de overplaatsing van zijn bewoners. Er wordt akte genomen van de sluiting waarvan wordt nagegaan of ze wordt uitgevoerd.

Art. 357. Elke persoon die bij een rechterlijke beslissing met de administratie van een inrichting voor bejaarde personen belast wordt, meldt zich onmiddellijk bij de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Afdeling 2. — Werkingsnormen

Art. 358. § 1. Een inrichting voor bejaarde personen mag niet zonder werkingsvergunning worden uitgebaut.

De definitieve werkingsvergunning wordt voor een onbepaalde periode verleend.

Een voorlopige werkingsvergunning kan vooraf toegekend worden voor een maximumperiode van één jaar als het om een eerste aanvraag gaat. Ze kan verlengd worden als veiligheidswerken zulks rechtvaardigen.

De definitieve werkingsvergunning wordt geacht verleend te zijn als de voorlopige werkingsvergunning na afloop van de geldigheidstermijn niet het voorwerp van een weigering heeft uitgemaakt.

Een eenmalige werkingsvergunning wordt toegekend voor de bedden van het rustoord, van het rust- en verzorgingstehuis en voor een kortstondig verblijf in eenzelfde inrichting.

Een eenmalige werkingsvergunning wordt toegekend voor de plaatsen in een centrum voor dag-, avond en/of nachtopvang en in een dagverzorgingscentrum van eenzelfde inrichting.

§ 2. Elke wijziging in de gegevens van het dossier betreffende de aanvraag tot werkingsvergunning wordt door de beheerder schriftelijk meegedeeld volgens modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 3. In afwijking van § 1, eerste lid, kan een inrichting voor bejaarde personen die over een beginselakkoord beschikt of er krachtens artikel 348, § 1, van vrijgesteld is, die ook over een veiligheidsattest beschikt en waarvan de beheerder bij de administratie een aanvraag tot werkingsvergunning heeft ingediend volgens de modaliteiten omschreven in artikel 352, ten vroegste vijftien dagen na verzending van de aanvraag in exploitatie worden genomen, behoudens andersluidend met redenen omkleed advies, meegedeeld aan de aanvrager vóór de voorziene datum van de opening, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

§ 4. De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, afwijken van de normen betreffende het gebouw en van de normen genomen overeenkomstig de reglementering inzake brandbeveiliging die bij of krachtens deze titel van toepassing zijn op de inrichtingen voor bejaarde personen, voor zover deze afwijkingen de levenskwaliteit en de veiligheid van de bewoner niet in het gedrang brengen.

Onderafdeling 1. — Werkingsnormen eigen aan rustoorden

Art. 359. De Regering bepaalt de werkingsnormen waaraan de rustoorden moeten voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe moeten verbinden te voldoen om een werkingsvergunning te krijgen.

Deze normen hebben o.a. betrekking op :

- 1° de door de huisvestingsprijs gedekte diensten;
- 2° de modaliteiten voor de aanpassing van de huisvestingsprijs;
- 3° het gebouw, meer bepaald de reglementering inzake brandbeveiliging en paniek, in zover ze een aanvulling en een aanpassing van de federale normen zijn;
- 4° de voeding, de hygiëne en de gezondheidszorg;
- 5° de volgende gegevens over de personen die werkzaam zijn in het rustoord : aantal, bevoegdheid, kwalificatie, effectieve aanwezigheid en moraliteit;
- 6° de ervarings- en kwalificatievereisten alsmede de minimale vereisten inzake activiteit en aanwezigheid om de functie van directeur uit te oefenen;
- 7° de modaliteiten van de samenwerking met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp, desgevallend, met een rust- en verzorgingstehuis of met de vereniging inzake palliatieve zorgen die het betrokken geografisch gebied dekt, als het rustoord niet over rust- en verzorgingsbedden beschikt;
- 8° het huishoudelijk reglement waarvan een model, niet verplicht, wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en dat de volgende principes in acht moet nemen :
 - a) eerbied voor het privéleven van de bewoners alsmede voor hun ideologische, filosofische en religieuze opvattingen;
 - b) de vrije keuze van de arts;
 - c) de vrije toegang tot het rustoord voor familie en vrienden, en voor de bedienaars van de verschillende erediensten en de lekenzorgers die de bewoners of hun vertegenwoordiger hebben laten komen;
 - d) een maximale uitgangsvrijheid.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften van het huishoudelijk reglement en is bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen die de bewoners een minimale bescherming waarborgen, overeenkomstig de principes bedoeld onder de punten a) tot d) van het vorige lid.

De inrichtingen die bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt;

- 9° de huisvestingsovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner of zijn vertegenwoordiger, waarvan het niet-verplicht model wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering met inachtneming van de volgende principes :
 - a) de zekerheid van de bewoner omtrent de kwaliteit van de huisvesting en de verleende diensten;
 - b) de zekerheid van de bewoner omtrent de prijs van de huisvesting en van de verleende diensten, met name de dagelijkse huisvestingsprijs, de door de prijs gedekte diensten, alsmede de voorwaarden voor de aanpassing ervan en eventueel het bedrag van de gedeponeerde waarborg en de bestemming ervan;
 - c) de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de beheerder worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;
 - d) de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan;
 - e) de inachtneming van de bijzondere voorschriften i.v.m. het kortstondig verblijf.

De rustoorden die het bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huisvestingsovereenkomst ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt;

10° het levensproject van de inrichting voor bejaarde personen en de uitvoering ervan dat inspeelt op de behoeften van de bewoners om hen een optimale levenskwaliteit te waarborgen en hun autonomie te handhaven.

Dit levensproject bevat minstens :

- a) de bepalingen i.v.m. het onthaal van de bewoners, genomen met het oog op het respect van hun persoonlijkheid, op de verzachting van de breuk die ze samen met hun gezin bij hun opnemingsonderzoek en op de opsporing van de elementen op grond waarvan tijdens het verblijf de nadruk gelegd kan worden op hun bekwaamheden en verlangens;
- b) de bepalingen i.v.m. het verblijf waarbij de bewoners een levenskader kunnen terugvinden dat zo dicht mogelijk aanleunt bij hun gezinskader, namelijk door ze aan te zetten tot deelname in de beslissingen betreffende het gemeenschappelijk leven en door het ontwikkelen van bezighoudings-, relationele en culturele activiteiten zodat het rustoord zich kan openstellen voor de buitenwereld;
- c) de bepalingen i.v.m. de organisatie van de zorgverlening en de hotelwezendiensten om de bewoners autonomie en tegelijkertijd welzijn, levenskwaliteit en waardigheid te waarborgen;
- d) de bepalingen houdende organisatie van ploegwerk in een interdisciplinaire geest en in een kader van permanente vorming waarbij het personeel in zijn handelingen en woorden respect moet tonen voor de persoon en de individualiteit van de bewoner en waarbij aan bedoeld personeel o.a. inzake tijd middelen worden verschaffen met het oog op een vlottere inzameling en overdracht van de opmerkingen die de doelstellingen van het levensproject helpen halen;
- e) de bepalingen i.v.m. een deelname van de bewoners, elk volgens zijn bekwaamheden, om dialoog te bevorderen, suggesties in ontvangst te nemen, in team de verwezenlijking evalueren van de doelstellingen vervat in het institutionele levensproject en activiteiten aanbieden die ieders verwachtingen inlossen.

Art. 360. De Regering bepaalt de specifieke werkingsnormen betreffende de huisvesting van gedesoriënteerde bejaarde personen in een aangepaste eenheid.

Art. 361. De Regering bepaalt de bijkomende werkingsnormen waaraan moet worden voldaan door geografisch verspreide rustoorden die door dezelfde inrichtende macht en dezelfde directeur worden beheerd en om een eenmalige werkingsvergunning vragen.

Deze normen hebben o.a. betrekking op de maximale verwijdering van de locaties, de minimale en maximale capaciteit van elke vestiging en het personeel dat er tewerkgesteld is.

Onderafdeling 2. — Werkingsnormen eigen aan serviceflats

Art. 362. § 1. De Regering legt de normen vast waaraan de serviceflats moeten voldoen om over een werkingsvergunning te beschikken :

1° de samenstelling van de individuele woningen die minstens het volgende bevatten :

- a) een woonkamer;
 - b) een keukenruimte, eventueel in de woonkamer;
 - c) een slaapkamer;
 - d) een badkamer;
 - e) een toilet, eventueel in de badkamer;

2° De minimale oppervlakten van de individuele woningen;

3° Het aantal, de omschrijving en de oppervlakte van de gemeenschappelijke lokalen;

4° de wijze waarop een wachtdienst wordt verzekerd, om de bewoners zo nodig de gevraagde bijstand zo spoedig mogelijk te kunnen verlenen;

5° de facultatieve diensten die de beheerder moet organiseren of ter beschikking stellen van de bewoners en de gebruiksvoorwaarden ervan;

6° de modaliteiten van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis als de serviceflat niet gevestigd is op de locatie van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp.

§ 2. De serviceflats moeten bovendien voldoen of, als aan bepaalde normen pas gedurende de werking kan worden voldaan, zich ertoe verbinden te voldoen aan de door de Regering bepaalde normen betreffende de volgende gegevens :

1° de door de maandelijkse huisvestingsprijs gedekte diensten;

2° de aanpassingsmodaliteiten van de huisvestingsprijs;

3° het gebouw, meer bepaald de reglementering inzake brandbeveiliging en paniek, in zover ze een aanvulling en een aanpassing van de federale normen zijn;

4° de voeding en de hygiëne;

5° de volgende gegevens over de personen die werkzaam zijn in de serviceflats : aantal, bevoegdheid, kwalificatie, effectieve aanwezigheid en moraliteit;

6° de ervarings- en kwalificatievereisten alsmede de minimale vereisten inzake activiteit en aanwezigheid om de functie van directeur uit te oefenen;

7° het huishoudelijk reglement waarvan een model, niet verplicht, wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en die de volgende principes in acht moet nemen :

- a) eerbied voor het privé-leven van de bewoners alsmede voor hun ideologische, filosofische en religieuze opvattingen;
- b) de vrije keuze van de arts;
- c) de vrije toegang tot de serviceflat voor familie en vrienden, en voor de bedienaars van de verschillende erediensten en de lekenzorgers die de bewoners of hun vertegenwoordiger hebben laten komen;
- d) een maximale uitgangsvrijheid.

De Regering bepaalt de lijst van de minimale voorschriften van het huishoudelijk reglement en is bevoegd om de inhoud van de voorschriften nader te bepalen, die de bewoners een minimale bescherming waarborgt, overeenkomstig de principes die bedoeld worden onder de punten *a)* tot *d)* van het vorige lid.

De serviceflats die het bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huisvestingsovereenkomst ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt;

8° de huisvestingsovereenkomst tussen de beheerder en de bewoner of zijn vertegenwoordiger, waarvan het niet verplicht model wordt opgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering met inachtneming van de volgende principes :

- a)* de zekerheid van de bewoner omtrent de kwaliteit van de huisvesting en de verleende diensten;
- b)* de zekerheid van de bewoner omtrent de prijs van de huisvesting en van de verleende diensten, met name de maandelijkse huisvestingsprijs, de door de prijs gedekte diensten, alsmede de voorwaarden voor de aanpassing ervan en eventueel het bedrag van de gedeponeerde waarborg en de bestemming ervan;
- c)* de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de beheerder worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;
- d)* de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan.

De serviceflats die het bovenbedoeld model niet gebruiken, onderwerpen hun huisvestingsovereenkomst ter goedkeuring aan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Onderafdeling 3. — Werkingsnormen eigen aan centra voor dag-, avond- en/of nachtopvang

Art. 363. § 1. De Regering bepaalt de normen waaraan de centra voor dag-, avond- en/of nachtopvang moeten voldoen om over een werkingsvergunning te beschikken.

Deze normen hebben o.a. betrekking op :

- 1° de inrichting en de oppervlakte van de lokalen die specifiek bestemd zijn voor het centrum voor dag-, avond- en/of nachtopvang;
- 2° de aangelegenheden bedoeld in artikel 359, 1° tot 9°;
- 3° de modaliteiten van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis als het opvangcentrum niet gevestigd is op de locatie van een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met één of meerdere coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp.

§ 2. De Regering bepaalt, binnen de perken van de begrotingskredieten, de voorwaarden waaronder een dagelijkse forfaitaire toelage per opgevangen persoon wordt verleend als tegemoetkoming in de werkingskosten van de centra beheerd door een publiekrechtelijk rechtspersoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk.

Onderafdeling 4. — Werkingsnormen eigen aan gezinsopvang

Art. 364. De Regering bepaalt de normen waaraan de gezinsopvang moet voldoen om over een werkingsvergunning te beschikken.

Deze normen hebben o.a. betrekking op :

- 1° de opvangvoorwaarden waarbij de continuïteit van de opvang wordt gewaarborgd, de gezondheidsbescherming, het morele en lichamelijke welzijn van de opgevangen personen, de hygiëne, de voeding, de opleiding van de opvangpersonen, de moraliteit van deze personen en hun medisch-sociale opvolging;
- 2° de architecturale voorwaarden met inbegrip van de reglementering inzake brandbeveiliging en paniek;
- 3° de inhoud van de overeenkomst tussen de bewoner en de opvangpersoon alsook de zekerheid van de bewoner omtrent de duur van de overeenkomst, de opzeggingsvoorwaarden en -termijnen ervan;
- 4° de financiële voorwaarden van de opvang;
- 5° de bescherming van de bewoner i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de opvangpersoon worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;
- 6° de modaliteiten van de samenwerking met een rustoord of een rust- en verzorgingstehuis alsook met een coördinatiecentrum voor thuiszorg en -hulp;
- 7° de opleidingseisen voor de opvangpersonen alsook de voorwaarden voor hun begeleiding alsook de financieringsvoorwaarden van deze begeleiding.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle en straffen*

Afdeling 1. — Controle

Art. 365. Om de twee jaar en voor de eerste keer op 1 januari 2012 stelt de beheerder van een inrichting voor bejaarde personen een verslag op betreffende de veiligheid, de kwaliteit van de diensten en zorgen, de hygiënevoorschriften, de opvang van de nieuwe bewoners en, desgevallend, de toepassing van het levensproject.

De Regering bepaalt het model van verslag en de wijze waarop het wordt overgemaakt.

Art. 366. § 1. De burgemeester of diens afgevaardigde kan elk ogenblik een inrichting voor bejaarde personen bezoeken om de huisvestingsvoorwaarden en het welzijn van de personen die er worden ondergebracht of opgevangen te controleren; desgevallend, richt hij een verslag aan de Regering.

Wat betreft de plaatsen die als een woning worden beschouwd in de zin van artikel 15 van de Grondwet, wordt hun bezoek onderworpen aan het uitdrukkelijk akkoord van de bewoner of zijn vertegenwoordiger of, bij gebrek, van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger, behalve in spoedgevallen, wanneer de in gevaar verkerende bejaarde dringend hulp behoeft.

§ 2. De ambtenaren aangewezen door de Regering voor het toezicht op de inrichtingen voor bejaarde personen moeten toezien op de naleving van de bij of krachtens deze titel bepaalde regels alsmede van de door de federale overheid bepaalde regels inzake de erkenning van rust- en verzorgingstehuizen en dagverzorgingscentra.

Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van politieofficier van de procureur des Konings.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze :

1° alle controles en onderzoeken voeren en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten, met name :

- a) elke persoon ondervragen over elk gegeven dat nuttig is voor het toezicht;
- b) elk nuttig document voor de uitoefening van hun opdracht opzoeken of het zich laten bezorgen, er een afschrift van maken of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° processen-verbaal van bevinding opmaken, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

Een afschrift daarvan wordt binnen veertien dagen na de vaststelling van de feiten ter kennis gebracht van de beheerder en van de auteur van de feiten.

Wat betreft de plaatsen die als een woning worden beschouwd in de zin van artikel 15 van de Grondwet, wordt hun bezoek onderworpen aan het uitdrukkelijk akkoord van de bewoner of zijn vertegenwoordiger of, bij gebrek, van de rechter van de politierechtbank of van zijn plaatsvervanger, behalve in spoedgevallen, wanneer de in gevaar verkerende bejaarde dringend hulp behoeft.

Art. 367. Alle beslissingen tot verlening, tot schorsing, tot weigering of intrekking van een werkingsvergunning worden zo spoedig mogelijk aan de burgemeester en de voorzitter van het centrum voor maatschappelijk welzijn meegedeeld.

De burgemeester houdt een register van de inrichtingen voor bejaarde personen die gevestigd zijn op het grondgebied van zijn gemeente. Dit register wordt ter beschikking van de bevolking gesteld.

Art. 368. Elke verandering van beheerder moet uiterlijk binnen de maand waarin de inrichting voor bejaarde personen wordt overgedragen, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten meegedeeld worden.

Afdeling 2. — Straffen

Onderafdeling 1. — Opschorting, intrekking, sluiting

Art. 369. De werkingsvergunning kan door de Regering opgeschort of ingetrokken worden als de bepalingen van deze titel of de krachtens deze titel vastgelegde bepalingen niet in acht worden genomen. De beslissingen tot opschorting, intrekking van werkingsvergunningen kunnen slechts op bepaalde delen van een gebouw of op bepaalde vestigingen slaan.

Als de beheerder van de inrichting voor bejaarde personen of de persoon die in zijn naam handelt, de ambtenaren aangewezen door de Regering belet toezicht uit te oefenen, kan dat aanleiding geven tot de opschorting van de werkingsvergunning.

De Regering bepaalt de procedures en de voorwaarden voor de opschorting of de intrekking van de werkingsvergunningen, alsmede de beslissingstermijnen.

De beslissing tot opschorting moet aan de ingang van het gebouw worden aangeplakt en houdt in dat het verboden is nieuwe bewoners op te vangen.

De intrekking van de werkingsvergunning heeft de sluiting van de inrichting voor bejaarde personen tot gevolg. De intrekking van de werkingsvergunning van een rust- en verzorgingstehuis dat over een werkingsvergunning als rustoord beschikt heeft de afschaffing van de hoedanigheid van rust- en verzorgingstehuis tot gevolg. De intrekking van de werkingsvergunning van een rust- en verzorgingstehuis dat niet over een werkingsvergunning als rustoord beschikt heeft de sluiting van bedoelde inrichting tot gevolg.

De intrekking van de werkingsvergunning van een dagverzorgingscentrum dat over een werkingsvergunning als dagcentrum beschikt heeft de afschaffing van de hoedanigheid van dagverzorgingscentrum tot gevolg.

Art. 370. Als een inrichting voor bejaarde personen de bij of krachtens deze titel bepaalde voorschriften niet naleeft, dan wordt haar volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een waarschuwing toegestuurd die haar verzoekt om zich onmiddellijk te voegen naar de normen als de situatie een dringende correctie vereist of binnen een termijn van een week tot maximum drie maanden in de andere gevallen.

Als de inrichting voor bejaarde personen bij het verstrijken van de termijn de bij of krachtens deze titel bepaalde voorschriften niet naleeft, kan volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een procedure tot opschorting, weigering of intrekking van de werkingsvergunning worden opgestart.

Art. 371. Als in het kader van de uitoefening van het toezicht ernstige nalatigheden worden vastgesteld en dat de beheerder deze nalatigheden binnen de opgelegde termijn niet rechtzet, kan de Regering op de kosten van de beheerder een commissaris aanwijzen die belast is met de begeleiding van de directie van de inrichting voor bejaarde personen gedurende de tijd die nodig is om de vastgestelde ernstige nalatigheden te regulariseren.

Elke beslissing betreffende de inrichting en de bejaarde personen die er zijn ondergebracht of opgevangen moet vooraf door de commissaris worden gevalideerd.

De Regering bepaalt de geldende modaliteiten en voorwaarden, alsook de rechten en plichten van de commissaris en van de inrichtingen voor bejaarde personen.

Art. 372. § 1. De Regering kan volgens de door haar bepaalde procedure besluiten tot de dringende sluiting van een inrichting voor bejaarde personen om redenen van volksgezondheid, veiligheid of kennelijke niet-naleving van de geldende bepalingen.

De beslissing tot dringende sluiting kan enkel bepaalde gedeelten van het gebouw of bepaalde vestigingen betreffen.

De beslissing tot dringende sluiting kan ongedaan worden gemaakt indien de omstandigheden die tot die beslissing dwongen, niet meer verenigd zijn.

§ 2. De Regering beveelt de sluiting van de inrichtingen die zonder werkingsvergunning werken, met inachtneming van de procedure die zij bepaalt.

Art. 373. § 1. De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen tot sluiting bedoeld in artikel 372 en laat de sluitingen verrichten die voortvloeien uit de beslissingen tot weigering of intrekking van een werkingsvergunning.

Met het oog hierop zorgt hij ervoor dat alle nuttige maatregelen genomen worden.

Daartoe kan hij de bewoners laten evacueren en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verzoeken om ze zo spoedig mogelijk op te vangen en te huisvesten

§ 2. Elk besluit tot ontruiming is het voorwerp van een voorafgaand overleg tussen de bestuurder van de inrichting voor bejaarde personen, aangewezen bij een rechtsbeslissing, de burgemeester en de ambtenaren belast met het toezicht op de inrichtingen voor bejaarde personen.

Art. 374. Alle beslissingen tot opschorting of tot intrekking van een werkingsvergunning worden onverwijld door de beheerder aan de bewoners of aan hun vertegenwoordigers meegedeeld.

Onderafdeling 2. — Administratieve straffen

Art. 375. § 1. Gestraft wordt met een administratieve geldboete :

- 1° van 25.000 euro, de beheerder die een inrichtingen voor bejaarde personen uitbaat zonder werkingsvergunning, onverminderd artikel 358, § 3;
- 2° van 10.000 euro, de beheer die een inrichting voor bejaarde personen uitbaat waarvan de werkingsvergunning werd opgeschort en die de tekortkomingen die deze beslissing tot gevolg hebben gehad niet heeft rechtgezet binnen drie maanden na de kennisgeving ervan, alsook de beheerder die nieuwe bewoners opvangt ondanks beslissing tot opschorting van de werkingsvergunning;
- 3° van 5.000 euro, de beheerder die opzettelijk een onjuiste of niet eerlijke verklaring aflegt om een beginselakkoord of een werkingsvergunning te bekomen of te behouden.

§ 2. Bij herhaling binnen vijf jaar na de vaststelling van de overtreding, worden de bovenbedoelde bedragen verdubbeld.

§ 3. De Regering legt de administratieve geldboetes op. De geldboete moet betaald worden binnen twee maanden na de kennisgeving.

§ 4. De Regering bepaalt de procedures tot toepassing van de administratieve geldboetes bedoeld in § 1, voor de ambtshalve inning bij niet-betaling binnen de opgelegde termijn en de modaliteiten van beroep.

Onderafdeling 3. — Rechterlijke straffen

Art. 376. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 281 van het Strafwetboek worden een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 15 tot 25 euro opgelegd, de beheerder die de werkingsnormen kennelijk niet heeft nageleefd en de bescherming, de veiligheid of de gezondheid van de bewoners daardoor in gevaar brengt.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de bij het Strafwetboek bepaalde straffen worden een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 10 tot 50 euro of één van die straffen opgelegd :

- 1° degene die rechtstreeks of onrechtstreeks terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een inrichting voor bejaarde personen of een bedrijf, een dienst of een instelling die een inrichting voor bejaarde personen beheert :
 - a) op niet-geïndividualiseerde wijze de rekeningen van de bewoners beheert;
 - b) door list, dwang, bedreiging, valse belofte of misbruik makend van de zwakheid of ziekte zich goederen die aan een bewoner toebehoren, laat overhandigen;
 - c) de fondsen of goederen van de bewoners beheert, behalve met inachtneming van de voorwaarden eventueel bepaald bij de overeenkomst bedoeld in de artikelen 359, 9°, 362, § 2, 8°, en 364, 5°;
- 2° degene die als voorwaarde voor de intrede in een inrichting voor bejaarde personen de betaling van een andere voorschot of borg oplegt dan die door deze titel of ter uitvoering ervan toegelaten is.

Art. 377. Bij wijze van veiligheidsmaatregel kunnen de hoven en rechtbanken, naast de veroordelingen bedoeld in artikel 376, verbieden dat de overtreders van de bepalingen van deze titel en de bepalingen genomen krachtens deze titel een inrichting voor bejaarde personen zouden exploiteren of leiden, zowel persoonlijk als via een tussenpersoon, gedurende een door hen te bepalen periode. Deze periode kan niet langer zijn dan tien jaar.

Het verbod treedt slechts in werking als er tegen de veroordeling geen gewoon of buitengewoon beroep meer mogelijk is. De overtreding van dit verbod wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een geldboete van 25 tot 125 euro per opgevangen bejaarde persoon of één van die straffen.

TITEL II. — bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 378. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

- 1° « mishandeling » : elke daad of nalatigheid begaan door een persoon of een groep van personen die in zijn persoonlijke of beroepsrelatie met een bejaarde persoon fysieke, morele of materiële schade aan deze persoon berokkent of zou kunnen berokkenen;
- 2° « bejaarde personen » : personen die minstens zestig jaar oud zijn;
- 3° « interveniënt » : elke persoon in relatie met de bejaarde persoon, ongeacht of hij lid van het gezin of van de omgeving is, of beroepshalve handelt.

Art. 379. Een instelling belast met de bestrijding van de mishandeling, hierna « agentschap » genoemd, wordt door de Regering erkend.

HOOFDSTUK II. — Instelling belast met de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen

Afdeling één. — Erkenning

Art. 380. Het agentschap wordt op eigen verzoek door de Regering erkend onder de volgende voorwaarden :

- 1° het is opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel door de Regering wordt bepaald;

- 2° zijn raad van bestuur is samengesteld uit de vertegenwoordigers :
- van de Regering;
 - van verenigingen die actief zijn in de sector van de derde leeftijd;
 - van openbare regionale operatoren met een statistische opdracht;
- 3° het beschikt over een team waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt vastgelegd.

Art. 381. De erkenningsaanvragen worden bij aangetekend schrijven gericht aan de Regering, die zich uitspreekt binnen twee maanden nadat ze onderzocht heeft of de bij het decreet en de desbetreffende uitvoeringsbepalingen bepaalde voorwaarden vervuld zijn.

Indien de voorwaarden door verschillende verenigingen vervuld worden, beslist de Regering nadat een jury, waarvan zij de samenstelling bepaalt, een selectie heeft doorgevoerd.

De jury zal advies uitbrengen door de kwaliteit van de projecten en de ervaring van de personen die voor de uitvoering van de projecten instaan te toetsen aan de opdrachten zoals bepaald bij artikel 382.

Afdeling 2. — Opdrachten en verslag van het agentschap

Art. 382. Het agentschap vervult de volgende opdrachten :

- 1° een begeleiding inzake mishandeling ten gunste van de bejaarde personen, o.a. door de invoering, het beheer en de opvolging van een gratis telefoonnummer;
- 2° de organisatie van acties, informatieverstrekking en bewustmaking inzake mishandeling naar het publiek toe, o.a. door het totstandbrengen van een website;
- 3° de organisatie van opleidingen voor beroepen die met mishandelingsgevallen geconfronteerd kunnen worden;
- 4° de uitwisseling van informatie, statistieken of goede praktijken met soortgelijke verenigingen of organisaties in de aangrenzende Gewesten of Gemeenschappen of in andere landen.

Het agentschap moet deze vier opdrachten vervullen op het gezamenlijke grondgebied van het Franse taalgebied, met minstens één antenne per provincie en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Art. 383. Een door het agentschap opgemaakt jaarverslag wordt aan het advies van de « Commission wallonne des aînés » bedoeld in boek I van deel I van dit Wetboek. onderworpen. Het wordt vervolgens door de Regering goedgekeurd en uiterlijk 15 juni voor informatie aan het Parlement overgemaakt.

Dat verslag bevat :

- 1° een balans en een omschrijving van de acties die gedurende het afgelopen jaar georganiseerd werden;
- 2° voorstellen tot oriëntatie van het tegen mishandeling te voeren beleid;
- 3° een statistische bijlage betreffende de mishandelingsdossiers die gedurende het afgelopen jaar geregistreerd en behandeld werden, naar gelang van de volgende types van interventie :
 - interventie van type A : het luisteren
 - interventie van type B : luisteren en, op verzoek van de appellant, informatieverstrekking en oriëntatie met het oog op een oplossing;
 - interventie van type C : luisteren, informatieverstrekking, oriëntatie en bemiddeling met het oog op een oplossing en, op verzoek van de appellant, het zoeken naar een oplossing op de werkvloer door het agentschap waarbij de verschillende interveniënten bijeengebracht en gecoördineerd worden;
- 4° een globaal verslag betreffende de klachten die gedurende het afgelopen jaar in samenwerking met de « Commission wallonne des aînés » bedoeld in boek I van deel I van dit Wetboek geregistreerd werden.

Afdeling 3. — Subsidies verleend aan het agentschap

Art. 384. De Regering verleent een subsidie aan het agentschap binnen de perken van de begrotingskredieten.

Art. 385. Het agentschap ontvangt een jaarlijkse subsidie om de in artikel 382 van dit decreet bedoelde opdrachten te vervullen en om de volgende kosten te dekken :

- 1° de personeelskosten van het team bedoeld in artikel 380;
- 2° de werkingskosten.

Het subsidiebedrag wordt door de Regering bepaald op basis van een voorbegroting voor het volgende jaar, die uiterlijk 15 september door het agentschap wordt opgemaakt.

De Regering is bevoegd voor de vastlegging van de uitgaven die in aanmerking genomen kunnen worden inzake de personeels- en werkingskosten.

Zij mag besluiten tot de uitbetaling van één of meer voorschotten.

Art. 386. De subsidie wordt aan het agentschap verleend indien het de volgende verplichtingen nakomt :

- 1° het in artikel 383 bedoelde verslag en de bewijsstukken aan de Regering overmaken binnen de termijnen die zij vastgelegd heeft;
- 2° de Regering kennis geven van elke wijziging aangebracht in de statuten en in de samenstelling van het gesubsidieerde personeel.

Indien de in dit hoofdstuk bedoelde verplichtingen niet nagekomen worden, geeft de Regering het agentschap bij aangetekend schrijven kennis van de vermindering of van de opschorting van de subsidie.

Het agentschap beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot vermindering of opschorting, om zijn opmerkingen bij aangetekend schrijven aan de Regering mee te delen.

De Regering beslist binnen dertig dagen na ontvangst van de opmerkingen.

*Afdeling 4. — Controle en sancties**Onderafdeling 1. — Controle*

Art. 387. Het agentschap onderwerpt zich aan de controle van de leden van de inspectiedienst van de administratie.

Onderafdeling 2. — Sancties : schorsing, intrekking

Art. 388. Het agentschap wordt niet langer erkend in de twee volgende gevallen :

1° als de Regering beslist de erkenning op te schorten;

2° als de Regering de erkenning intrekt.

De Regering kan de erkenning van het agentschap voor de duur van drie maanden (éénmaal hernieuwbaar) opschorten wanneer de voorwaarden bedoeld in de artikelen 4 en 7 van dit decreet niet nageleefd worden.

Indien de voorwaarden nog steeds niet vervuld zijn na het verstrijken van de schorsingstermijn kan de Regering de erkenning intrekken.

Binnen twee maanden na kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking kan bij aangetekend schrijven een beroep bij de Regering ingesteld worden.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep.

Indien de erkenning van het agentschap ingetrokken wordt, kan de Regering beslissen een nieuwe erkenningsprocedure op te starten, overeenkomstig artikel 381.

Afdeling 5. — Overheveling van personeel

Art. 389. Het personeel van verenigingen die de bestrijding van mishandeling als opdracht hebben kan binnen de erkende vereniging overgeplaatst worden onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

TITEL III. — Regeling voor telehulp

Art. 390. De Regering kan een subsidie verlenen bij de aankoop van een telehulptoestel door een bejaarde of gehandicapte persoon.

Art. 391. De subsidie wordt verleend aan elke persoon die :

— de volle leeftijd van zeventig jaar bereikt heeft, of de volle leeftijd van zestig jaar met een invaliditeit van minstens 66%;

— zijn woning alleen bewoont;

— beschikt over een bruto jaarinkomen dat lager is dan het bedrag bepaald door de Regering.

Art. 392. De subsidie wordt vastgelegd op maximum 50 % van een bedrag dat tot 500 euro beperkt wordt. Dat bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd. Het wordt slechts één keer per begunstigde toegekend.

Art. 393. De subsidieaanvraag wordt bij de Minister van Sociale Actie ingediend. De modaliteiten voor de indiening van de aanvraag worden door de Regering bepaald.

TITEL IV. — Centra voor gemeenschappelijke diensten*HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving*

Art. 394. Als « centrum voor gemeenschappelijke diensten » wordt een centrum beschouwd waar ter plaatse of buiten het centrum, activiteiten en diensten georganiseerd of gecoördineerd worden met het oog op prestaties met een materieel, sociaal, cultureel of recreatief karakter voor bejaarde personen die zelfstandig leven en personen die gelet op hun toestand met hen gelijkgesteld kunnen worden.

*HOOFDSTUK II. — Subsidiëring**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 395. Binnen de perken van de beschikbare kredieten worden subsidies toegekend voor de aankoop, de bouw, de hervorming en de uitrusting van de centra voor gemeenschappelijke diensten, overeenkomstig de voorwaarden en de nadere regels bepaald in hierna volgende artikelen.

Art. 396. De initiatieven dienen ingebed te zijn in een programma opgesteld door de Regering. Per 10 000 inwoners minstens kan slechts één centrum gesubsidieerd worden.

Art. 397. § 1. Voor zover de initiatieven kaderen in het programma waarvan sprake in artikel 396 wordt het subsidiebedrag vastgesteld op 60 p.c. van de prijs van aankoop, werken en leveringen voorzien in het goedgekeurd ontwerp.

§ 2. De maximum toelaatbare prijs die voor subsidie in aanmerking komt wordt berekend naar mate van de gebouwde oppervlakte en binnen de perken bepaald door de Executieve. De prijs per vierkante meter is de prijs voorzien bij de regelgeving over de toekenning van subsidies voor de uitbreidingen van rusthuizen.

Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 398. De inrichtende macht moet een publiek- of privérechtelijke rechtspersoon zijn zonder winstgevend oogmerk.

Art. 399. De bestemming der gebouwen mag niet gewijzigd worden zonder voorafgaandelijke toelating van de Executieve.

Art. 400. Het centrum voor gemeenschappelijke diensten moet :

1° een centrum voor ontmoeting en ontspanning openen gedurende minstens 32 uur per week;

2° tenminste twee verschillende dienstprestaties bedoeld in artikel 393 organiseren.

Art. 401. § 1. De initiatieven moeten overeenkomen met een maatschappelijke nood waarvan de criteria bepaald worden door de Executieve.

§ 2. De bejaarde personen die de door het toekomstig centrum bediende bevolking vertegenwoordigen, moeten bij het initiatief betrokken worden en aan het beheer van dit centrum deelnemen volgens de modaliteiten vastgesteld door de Executieve.

Art. 402. Het centrum voor gemeenschappelijke diensten mag verbonden zijn aan een rusthuis. In dat geval :

- 1° moeten haar prestaties met voorrang bestemd zijn voor bejaarde personen die zelfstandig leven;
- 2° moeten de administratie- en beheersorganen van het centrum verschillend van deze van het rusthuis, in het bijzonder moet het eigen rekeningen voorleggen.

Afdeling 3. — Procedure

Art. 403. Buiten de bepalingen van de artikelen 396, 398, 399, 400, 401 en 402 zijn de procedureregels inzake de indiening van de aanvraag, het onderzoek van het dossier, de uitvoering der werken en het toezicht erop, deze welke toegepast worden voor de subsidiëring van rusthuizen voor bejaarden.

TITEL V. — Financiering van rustoorden voor bejaarde personen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 404. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

- 1° « rustoord » : inrichting zoals bedoeld in artikel 334, 2°, a), van Titel I, van Boek V, van het tweede deel van dit Wetboek, met inbegrip van de « ust- en verzorgingstehuizen » bedoeld in artikel 170, § 1, van de wet van 10 juli 2008 betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;
- 2° « serviceflat » : serviceflat zoals bedoeld in artikel 334, 2°, c);
- 3° « dagcentrum » : dagcentrum zoals bedoeld in artikel 334, 2°, d);
- 4° « kort verblijf » : verblijf zoals bedoeld in artikel 334, 2°, g);
- 5° « inrichting voor de opvang van bejaarde personen » : rustoord, serviceflat en dagcentrum;
- 6° « verzoekende instelling » : ondergeschikte overheid, stichting of vereniging zonder winstoogmerk;
- 7° « investeringen » : uitgaven voor de bouw-, uitbreidings- en verbouwingswerken bedoeld in 8°, 9°, 10°, 11°, 12° en 13°, voor de aanwervingen bedoeld in 14° van dit artikel, behalve de aankoop van terreinen, de aankoop zoals bedoeld in 15° van dit artikel en de aankoop van uitrustingen, apparaturen of meubilering opgelegd door de normen voor de erkenning van de betrokken inrichting voor de opvang van bejaarde personen;
- 8° « bouw » : bouw van een nieuw rustoord, waaronder de ruwbouw altijd begrepen is;
- 9° « uitbreiding » : een nieuwbouw vlak naast een bestaande inrichting voor de opvang van bejaarde personen waarmee een functioneel geheel wordt gevormd dat eenheid van beheer garandeert;
- 10° « verbouwing » : elke materiële tussenkomst, behalve uitbreiding en de wegens slijtage nodige onderhouds- of vervangingswerken tot verbetering of renovatie van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen of een gebouw dat als inrichting voor de opvang van bejaarde personen zou kunnen dienen;
- 11° « vervanging » : vervanging van de infrastructuur van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen door nieuwe infrastructuur;
- 12° « herconditionering » : aanpassing van de infrastructuur van een bestaande inrichting voor de opvang van bejaarde personen opdat ze zouden voldoen aan de normen die zijn vastgelegd met inachtneming van de bestemming ervan;
- 13° « aanpassing » : aanpassing van de infrastructuur van een bestaande inrichting voor de opvang van bejaarde personen opdat ze zouden voldoen aan de normen die zijn vastgelegd in het kader van de opvang en de huisvesting van bejaarde personen;
- 14° « uitgestelde aanwerving » : niet opzegbaar contract op grond waarvan een publieke of privépartner op voorstel van de verzoekende instelling en met inachtneming van de financiële modaliteiten die in dat contract vastliggen, instaat voor de nieuwbouw, de uitbreiding of de verbouwing van een onroerend goed bestemd om als inrichting voor de opvang van bejaarde personen gebruikt te worden op een terrein dat eigendom is van de verzoekende instelling en dat voor de duur van het contract het voorwerp is van een zakelijk recht, hetgeen inhoudt dat de verzoekende instelling voor de duur van het contract recht moet krijgen op het gebruik van de nieuwbouw, de uitbreiding of de verbouwing, zodat ze er eigenaar van wordt na afloop van het contract;
- 15° « aankoop » : aanwerving van een gebouw dat als inrichting voor de opvang van bejaarde personen gebruikt wordt of gebruikt kan worden.

Art. 405. § 1. Er kunnen subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest toegekend worden voor investeringen in de inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen.

De Regering bepaalt per type inrichting de modaliteiten voor de vastlegging van de maximale kostprijs op grond waarvan de subsidies toegekend kunnen worden.

§ 2. Het percentage van die subsidies bedraagt maximum 60 % van die investeringen.

HOOFDSTUK II. — Regels voor de toekenning van subsidies

Art. 406. § 1. De subsidies worden toegekend voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° de verzoekende instelling voldoet aan de normen tot erkenning van de inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;
- 2° de creatie, instandhouding of aanpassing van inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen beantwoordt desgevallend aan het vestigings- en capaciteitsprogramma dat door de Regering is vastgelegd;
- 3° de verzoekende instelling moet hetzij eigenaar zijn, hetzij een zakelijk recht of een genotsrecht op de inrichting voor de opvang van bejaarde personen uitoefenen over een periode die minstens gelijk is aan de duur van de boekhoudkundige afschrijving van de investering, die minimum twintig jaar bedraagt;

- 4° de verzoekende instelling houdt rekening met de eisen van de duurzame ontwikkeling en de toegankelijkheid voor personen met beperkte beweeglijkheid, met inachtneming van de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Art. 407. De Regering bepaalt de criteria en de modaliteiten tot toekenning van de subsidies bedoeld in dit decreet, tot uitvoering van de opdracht en tot betaling van de subsidies, met inachtneming van de volgende elementen :

- 1° behalve voor de dossiers die uitsluitend betrekking hebben op roerende investeringen, alsook voor de overige projecten van werken die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, legt de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt zijn voorontwerp voor akkoord over aan de Minister;
- 2° op straffe van verval maakt de verzoeker binnen een termijn van twee jaar, die ingaat op de datum van kennisgeving van het akkoord over het voorontwerp, hetzij zijn globaal project, hetzij het project betreffende de eerste fase van het uitvoeringsprogramma dat in het voorontwerp vastligt voor akkoord over aan de Regering. Deze termijn kan verlengd worden;
- 3° binnen twaalf maanden vanaf de datum van kennisgeving van het akkoord over het project maakt de verzoeker het volledige dossier betreffende de toewijzing van de opdracht aan de Regering over. Deze termijn kan verlengd worden;
- 4° het bedrag dat in aanmerking kan komen voor de toekenning van de subsidie betreft de volgende posten :
- het bedrag van de goedgekeurde offerte, eventueel gewijzigd naar gelang van de toegelaten bijkomende en wijzigende werken;
 - de contractuele prijsherzieningen waarin het bestek voorziet;
 - de belasting op de toegevoegde waarde;
 - de algemene onkosten berekend op basis van de bedragen bedoeld in *a.*, *b.* en *c.* volgens een percentage dat om de vijf jaar door de Regering wordt bepaald;
- 5° de wijzigende of bijkomende werken komen slechts in aanmerking voor subsidies als ze niet 10 % van de goedgekeurde initiële opdracht overschrijden, indexering niet inbegrepen.
- 6° *a)* In geval van aankoop, zoals bedoeld in artikel 404, 15°, en indien het gaat om een onroerend goed dat voldoet aan de normen vastgelegd met inachtneming van de bestemming ervan, stemt de voor de berekening van de subsidie in aanmerking genomen prijs overeen met de aanwervingsprijs, die niet hoger mag zijn dan de raming verricht, naar keuze van de verzoekende instelling, hetzij door de bevoegde registratieontvanger, hetzij door het aanwervingscomité, hetzij door een college bestaande uit een notaris en een erkende vastgoedmakelaar, na aftrek van de waarde van het terrein, noch dan het bedrag dat resulteert uit de toepassing van de regels van kracht inzake de maximale kostprijzen op grond waarvan subsidies toegekend kunnen worden voor de bouw van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen; dat college wint het advies in van het « Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, Département de la Santé et des infrastructures médico-sociales » (Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, Departement Gezondheid en medisch-sociale infrastructuur »; dat advies wordt opgenomen in zijn ramingsverslag. Het advies wordt gevraagd volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt;
- b)* In geval van aankoop, zoals bedoeld in artikel 404, 15°, en indien het gaat om een onroerend goed waar werken uitgevoerd moeten worden opdat het kan voldoen aan de erkenningsnormen met inachtneming van de bestemming ervan, mogen het bedrag voor de berekening van de subsidie die de prijs van de aanwerving van het gebouw dekt en de kostprijs om het aan de normen te laten voldoen niet hoger zijn dan het bedrag dat resulteert uit de toepassing van de regels van kracht inzake de maximale kostprijzen op grond waarvan de subsidies ter verbetering van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen toegekend kunnen worden.

Art. 408. De aanvullende of specifieke bijzondere bepalingen betreffende de toekenning van een subsidie in geval van uitgestelde uitvoering of van aankoop worden door de Regering vastgelegd

Art. 409. De toekenning van de subsidies is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de verzoekende instelling de bestemming van de inrichting niet wijzigt zonder de voorafgaande toestemming van de Regering, op straffe van verplichte terugbetaling van de als subsidies ontvangen sommen.

HOOFDSTUK III. — Waarborg

Art. 410. De Waalse Regering kan, in de voorwaarden en volgens de nadere regels die ze bepaalt, haar waarborg verlenen aan de verzoekende instellingen die een krediet willen bekomen voor de verwezenlijking van investeringen zoals bepaald in deze titel voor de rustoorden zoals bedoeld in artikel 404, 5°, met uitsluiting van de dienstenflats.

De toepassing van de bepalingen van dit artikel mag niet leiden tot tussenkomsten die de maxima vastgelegd voor de investeringen overschrijden.

Boek VI. — Gezondheid

TITEL I. — Algemene regelingen voor bijstand inzake gezondheid

HOOFDSTUK I. — Verzorgingsinstellingen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 411. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder verzorgingsinstellingen :

de instellingen, diensten, structuren, zorgprogramma's, afdelingen en functies waarop de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij de wet van 10 juli 2008 geheel of gedeeltelijk van toepassing is, met uitsluiting van de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra.

Art. 412. De Regering bepaalt de normen die de organieke wetgeving aanvullen alsmede de normen voor de programmatie en erkenning of bijzondere erkenning van de verzorgingsinstellingen.

Deze aanvullende normen hebben betrekking op de kwaliteit en het vaststellen van prioriteiten voor de toepassing van de programmatie op de verzorgingsinstellingen.

Art. 413. Om erkend te worden en te blijven, moeten de verzorgingsinstellingen aan de normen voldoen zoals vastgesteld bij of krachtens de organieke wetgeving en de aanvullende criteria bedoeld in artikel 412.

Afdeling 2. — Bijzondere erkenning voor de inrichtingen en diensten bedoeld bij artikel 170, § 1, van de wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinstellingen, gecoördineerd op 10 juli 2008

Onderafdeling 1. — Procedure

Art. 414. De Regering bepaalt de procedure voor de erkenning, de vernieuwing, de weigering of de intrekking van de bijzondere erkenning, alsmede de termijnen voor de beslissing. Ze stelt de regels vast voor de ontvankelijkheid van de dossiers.

De bijzondere erkenning kan door de Regering verleend worden voor een bepaalde hernieuwbare periode of voor onbepaalde tijd.

Een voorlopige bijzondere erkenning kan voor een hernieuwbare periode van zes maanden worden verleend aan de instellingen die een eerste aanvraag indienen.

De bijzondere erkenning en de voorlopige bijzondere erkenning kunnen geschorst worden volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 415. De weigering van de bijzondere erkenning alsmede de intrekking van de bijzondere erkenning of de voorlopige bijzondere erkenning geven aanleiding tot de sluiting van de instelling.

Volgens de door haar vastgestelde procedure kan de Regering bij spoedeisendheid beslissen dat een verzorgingsinstelling gesloten moet worden om redenen van volksgezondheid, veiligheid en ernstige overtreding van de normen. De sluiting kan tijdelijk zijn indien de omstandigheden die daartoe aanleiding gaven, gewijzigd zijn.

Volgens de door haar bepaalde procedure beslist de Regering dat verzorgingsinstellingen die zonder bijzondere erkenning noch voorlopige bijzondere erkenning functioneren, gesloten moeten worden. De vaststelling dat een verzorgingsinstelling zonder bijzondere erkenning of voorlopige bijzondere erkenning geëxploiteerd wordt terwijl ze bestemd is voor de huisvesting van personen met een langdurige en gestabiliseerde psychische stoornis of van mentaal gehandicapten, voor wie een permanente begeleiding nodig is, heeft evenwel geen sluiting tot gevolg indien de instelling overigens door de federale overheid of een deelstaat erkend is.

De burgemeester is belast met de uitvoering van de beslissingen over de sluiting en dringende sluiting en moet overgaan tot de sluitingen die voortvloeien uit de beslissingen tot weigering of intrekking van een bijzondere erkenning.

Onderafdeling 2. — Controle en sancties

Art. 416. De Regering wijst de ambtenaren aan die moeten controleren of de normen door de verzorgingsinstellingen worden nageleefd. Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van hulpofficier van gerechtelijke politie van de procureur des Konings. Ze dienen de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats af te leggen.

Ze hebben toegang tot de verzorgingsinstellingen en mogen er de naleving van de op deze instellingen toepasselijke normen controleren. Ze mogen zich de voor deze controle nodige gegevens laten verstrekken, vragen dat alle voor hun opdracht nuttige bescheiden en inlichtingen, binnen de door hen bepaalde termijn, hun worden overgemaakt of opgestuurd.

Zij kunnen iedere persoon ondervragen over elk gegeven dat nuttig is voor het toezicht. Ze stellen inbreuken in processen-verbaal vast, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

Een afschrift daarvan wordt aan de overtreders overgezonden binnen drie werkdagen na de vaststelling van de overtreding.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze een beroep doen op de openbare macht.

Art. 417. Onverminderd de toepassing van de straffen bepaald in het Strafwetboek wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 2 tot 100 euro :

- 1° hij die een instelling exploiteert die niet aan de opgelegde normen voldoet of hij die dergelijke instelling exploiteert zonder bijzondere erkenning of die dergelijke instelling verder exploiteert hoewel een beslissing werd genomen om de bijzondere erkenning in te trekken of te weigeren, of om de instelling te sluiten of dringend te sluiten;
- 2° hij die de in artikel 412 bedoelde ambtenaren de toegang tot de instelling ontzegt;
- 3° hij die de toegang tot de instelling ontzegt aan de ambtenaren bedoeld in artikel 416.

In geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling kunnen de straffen op het dubbel worden gebracht.

Afdeling 3. — Waarborg

Art. 418. De Waalse Regering kan, binnen de voorwaarden en modaliteiten die zij vastlegt, haar waarborg verlenen voor de schuldvorderingen i.v.m. de financiering van de verrichtingen betreffende de bouw- en de herconditioneringswerken, alsook voor de kosten inzake uitrusting en apparatuur van de ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen bedoeld in de artikelen 2 tot 7 en 170, § 1 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008.

De toepassing van de bepalingen van dit artikel mag niet leiden tot tussenkomsten die de maxima vastgelegd voor de investeringen overschrijden.

HOOFDSTUK II. — *Geïntegreerde gezondheidsverenigingen*

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen

Art. 419. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° geïntegreerde gezondheidsvereniging, hierna "vereniging" genoemd, elke vereniging die langs een op het medische en psychosociale vlak pluridisciplinaire eerstezorgverleningsequipe, hierna "de equipe" genoemd, zorg verleent vanuit een globale, zowel organieke als psychologische en sociale, visie, waarbij de zieke beschouwd wordt als een persoon die een individuele geschiedenis heeft en die in een familiale, professionele en sociaal-economische omgeving geïntegreerd is, geïntegreerd zorg verleent met inbegrip van preventie die kan worden uitgeoefend ofwel bij individuele contacten ofwel bij acties gevoerd ten aanzien van een bepaalde bevolkingsgroep, ononderbroken zorg verleent waarbij de synthese, de toegankelijkheid en het volgen wordt verzekerd van de informatie in verband met het geheel van de gezondheidsproblemen die door de patiënt worden beleefd gedurende zijn opname, op welk niveau dan ook;

- 2° primaire gezondheidszorg : de eerstelijnszorg die bij een raadpleging of thuis wordt verleend, en het preventief volgen;
- 3° communautaire gezondheidsfuncties uitoefenen : activiteiten organiseren die worden gecoördineerd met het gehele psychisch-medisch-sociaal netwerk, en omstandigheden scheppen waarin de bevolking actief kan deelnemen aan de promotie van haar gezondheid;
- 4° functies uitoefenen voor het waarnemen van de eerstelijnsgezondheidszorg : gegevens verzamelen waardoor de bediende bevolking op epidemiologisch vlak kan worden beschreven, de doelstellingen kunnen worden geëvalueerd en waardoor er een zelfevaluatie van haar activiteiten kan zijn met het oog op een verbetering van de kwaliteit van de zorgverlening;
- 5° stedelijke zone : het geheel, gevormd door een stad en haar voorsteden, of een gemeente die meer dan 10 000 inwoners telt.

Afdeling 2. — Geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Onderafdeling 1. — Erkenning

Art. 420. De Regering kan de verenigingen erkennen die aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of, bij gebrek aan particulier initiatief, opgericht zijn door de overheid;
- 2° op zodanige wijze zorg verstrekken dat die toegankelijk is voor iedereen, onder de door de Regering te bepalen voorwaarden;
- 3° waarborgen dat de informatie die ononderbroken zorg mogelijk moet maken, wordt medegedeeld;
- 4° de verschillende basiszorgdisciplines in een teamwerk integreren;
- 5° haar activiteiten hoofdzakelijk uitoefenen in een geografische zone beperkt tot een straal van 5 km of 20 km om de activiteitenzone van de vereniging, naargelang deze zich binnen of buiten een stedelijke zone bevindt;
- 6° als het gaat om een vereniging zonder winstoogmerk, moet de algemene vergadering ervan voor het merendeel samengesteld zijn uit leden van de equipe, waarbij elk lid van de equipe, op zijn verzoek, van rechtswege lid is van de algemene vergadering;
als het gaat om een vereniging die op initiatief van de overheid is opgericht, moet deze laatste het beheer van de geïntegreerde gezondheidsvereniging toevertrouwen aan een voor het merendeel uit leden van de equipe samengesteld beheerscomité, waarbij elk lid van de equipe, op zijn verzoek, van rechtswege lid is van het beheerscomité;
- 7° de patiënt waarborgen dat hij zijn zorgverlener vrij kan kiezen.

§ 2. Indien de huisartsen van de vereniging er hun hoofdactiviteit niet uitoefenen en het een nieuwe geïntegreerde gezondheidsvereniging betreft, wordt er, in afwijking van artikel 422, een voorlopige erkenning toegekend waarvan de duur drie jaar niet mag overschrijden voor zover de geïntegreerde gezondheidsvereniging de andere erkenningsvoorwaarden naleeft.

Na afloop van de voorlopige erkenningsperiode wordt de geïntegreerde gezondheidsvereniging zonder andersluidende beslissing erkend geacht.

Art. 421. De Regering stelt de procedure vast voor de verlening van de erkenning en bepaalt de periode waarvoor die toegekend wordt.

Art. 422. De equipe bestaat uit ten minste twee algemeen geneeskundigen wier hoofdactiviteit wordt uitgeoefend in het kader van de vereniging, een kinesitherapeut, een verpleegkundige, een dienst voor onthaal en secretariaat.

De leden van de equipe worden met arbeidscontract in dienst genomen als de vereniging door de overheid wordt opgericht, of ter beschikking van de vereniging gesteld als ze definitief worden benoemd binnen de diensten van de betrokken overheid.

De nadere werkingsregels van het team voor de organisatie van de opvang, de integratie van de verschillende disciplines van het team en de coördinatie van de activiteiten van de leden worden door de Regering vastgesteld.

Ze worden bepaald in de vorm van aanbevelingen over de aangewende kwaliteit en technieken, waarbij rekening gehouden wordt met de noodzaak om een continue zorgverlening en de toegankelijkheid van de opvang te waarborgen.

Art. 423. § 1. Het team verzorgt zelf en in samenwerking met het medisch-psychologisch-sociaal netwerk :

- 1° curatieve en preventieve functies in het kader van de primaire zorgverlening;
- 2° communautaire gezondheidsfuncties;
- 3° functies als waarnemingscentrum voor de eerstelijnsgezondheidszorg;
- 4° opvangfuncties.

§ 2. De geïntegreerde gezondheidsvereniging ontwikkelt haar activiteiten in het kader van een actieplan dat :

- 1° voor de functies waarvan sprake in § 1 de nagestreefde strategische en operationele doelstellingen, de acties en de middelen die aangewend worden om ze te garanderen, de evaluatiecriteria bepaalt, met een terugwerkende kracht;
- 2° de pluridisciplinaire aanpak door het team, bedoeld in artikel 1, 1°, in het netwerk opneemt.

De vereniging is ingebed in het institutionele overleg door sluiting, tussen instellingen, van samenwerkingsovereenkomsten waarin minstens de aangewende samenwerkingsprocedures en -methodes nader bepaald worden.

§ 3. De communautaire gezondheidsactiviteiten worden georganiseerd ten bate van de verzorgde bevolkingsgroep en de gehele bevolking van het grondgebied waarop de vereniging werkzaam is, waarbij beoogd wordt laatstgenoemde mee te doen werken aan de verbetering van de gezondheidstoestand van die bevolking.

§ 4. Het verzamelen van epidemiologische gegevens beoogt :

- 1° het profiel op te stellen van de bevolkingsgroep die bediend wordt door de geïntegreerde gezondheidsdienst en haar actieplan op die gegevens af te stemmen;

- 2° het onderzoek en de analyse te voeren voor het geheel van het Waalse Gewest en het Gewest in staat te stellen zijn verplichtingen na te komen ten opzichte van andere overheden.

De Regering bepaalt de minimumlijst van de gegevens die ingezameld worden, de nadere regels voor de registratie, de bewaring en de mededeling van de gegevens aan haar diensten.

Wanneer de resultaten van het onderzoek en de analyse van de gegevens gekend zijn, voorziet de Regering in het verstrekken van informatie aan de geïntegreerde gezondheidsverenigingen in de vorm die het meest gepast is.

§ 5. De Regering bepaalt de inhoud van het in § 2 bedoelde actieplan van de geïntegreerde gezondheidsdienst nader in de vorm van een model van referenties of aanbevelingen.

Art. 424. § 1. De leden van het team voeren een onderlinge pluridisciplinaire samenwerking en coördinatie in, waarbij rekening wordt gehouden met een door de Regering bepaald aantal regelmatige vergaderingen.

De nadere regels voor de opvolging van de patiënten door de leden van het team bevatten minstens de inschakeling van een verbindingsinstrument, bepaald door de Regering.

§ 2. De leden van het team die kinesitherapeut of verpleger zijn en die bij overeenkomst zijn gebonden, moeten aan elke coördinatievergadering die door de vereniging georganiseerd wordt, deelnemen of er zich laten vertegenwoordigen door een lid van het team dat in dezelfde discipline werkzaam is.

Art. 425. De vereniging moet kunnen rekenen op de samenwerking van maatschappelijk werkers en psychotherapeuten.

De Regering stelt de minimuminhoud vast van de samenwerkingsovereenkomsten die de geïntegreerde gezondheidsvereniging bindt aan de prestatieverleners van vorig lid; die inhoud heeft minstens betrekking op de aard van de dienstverlening, de nadere regels voor het delen van de informatie over de zorgverlening en de continuïteit ervan, de nadere regels voor de aanwijzing van een referentiepersoon tijdens de gehele duur van het zorgtraject en de periodieke beoordeling van de samenwerking.

Onderafdeling 2. — Bijdrage

Art. 426. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de verenigingen die een voorlopige erkenning of een erkenning hebben, een subsidie voor hun activiteiten die niet in aanmerking komen voor andere subsidies of financiële tegemoetkomingen, op grond van volgende criteria :

- 1° de organisatie van de opvang;
- 2° het deel van de activiteiten dat besteed wordt aan de coördinatie en de omvang van de bediende bevolkingsgroep;
- 3° het belang van de communautaire gezondheidsactiviteiten;
- 4° het verzamelen van epidemiologische gegevens;
- 5° het feit dat de bedrijfszetel in landelijk gebied ligt.

Voor elk criterium wordt er een forfait bepaald, en de gezamenlijke forfaits vormen de subsidie die uitgekeerd wordt aan de geïntegreerde gezondheidsvereniging.

De Regering maakt het forfait dat aan de communautaire gezondheid waarvan sprake in lid 1, 3°, toegewezen wordt, afhankelijk van het aantal en de aard van de activiteiten. Een verhoging van dat forfait wordt toegekend voor de activiteiten met het oog op een vlottere toegankelijkheid van de gezondheidszorgen door de personen die uitermate in sociale bestaansonzekerheid leven, zoals het aannemen van het forfaitaire financieringssysteem van het RIZIV en de activiteiten in samenwerking met de gezondheidsantennes in de steden die beschikken over een stedelijke sociale antenne of die deel uitmaken van de sociale cohesieplannen van de steden en gemeenten van Wallonië.

De Regering stelt de datum of de periodes vast waaraan de criteria voor de vaststelling van de subsidie refereren, om ze vast te stellen.

De toegekende subsidies dekken de personeelsuitgaven en de werkingskosten waarvan de aard door de Regering wordt vastgelegd.

§ 2. De subsidies toegekend bij of overeenkomstig dit decreet worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Afdeling 3. — Federaties van geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Onderafdeling 1. — Erkenning

Art. 427. § 1. De erkende geïntegreerde gezondheidsverenigingen kunnen samengaan en hun belangen toevertrouwen aan een federatie die kan vragen erkend te worden door de Regering.

§ 2. Om erkend te worden, moet de federatie :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° de lijst van zijn leden verstrekken;
- 3° een activiteitenprogramma indienen waarin de wijze wordt aangegeven waarop de opdrachten vermeld in § 3 uitgevoerd zullen worden in termen van inhoud, doelstellingen, beoordeling of ze zijn bereikt en begroting.

§ 3. Om erkend te worden, vervult de federatie minstens de volgende opdrachten :

- 1° het overleg begunstigen om de kwaliteit van de activiteiten te bevorderen en te ondersteunen en de geïntegreerde gezondheidsverenigingen op collectieve wijze of, wanneer laatstgenoemden daarom verzoeken, op individuele wijze te vertegenwoordigen met inachtneming van de vigerende bepalingen;

2° de logistieke en technische steun verstrekken aan de geïntegreerde gezondheidsverenigingen voor de inzameling van de epidemiologische gegevens, de informatisering en de technologieën in verband met het beheer en de mededeling van die gegevens, met inachtneming van de vigerende bepalingen terzake en minstens door de volgende acties :

- a) de personen die beroepsmatig met deze aangelegenheden bezig zijn, sensibiliseren voor het belang en de belangrijkheid van de inzameling van gegevens en voor de rol die ze spelen in de kwaliteit van de resultaten en het gebruik ervan;
- b) de wijze van inzameling standaard maken zodat de ingevoerde gegevens samengelegd kunnen worden;
- c) vlot hanteerbare instrumenten en procedures ter beschikking stellen van de personen die beroepsmatig met deze aangelegenheden bezig zijn, in overleg met hen;
- d) ze ertoe aanzetten om er een werk van lange termijn van te maken;
- e) feedback geven over de resultaten van de inzameling van de gegevens en de aanwending van die resultaten.

Art. 428. De erkenning van de federaties heeft een duur van vier jaar.

Onderafdeling 2. — Subsidiëring

Art. 429. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Regering de federaties een jaarlijkse subsidie toe voor de opdracht bedoeld in artikel 427, § 3, 1°.

De forfaitaire subsidie verschilt naar gelang van het aantal patiënten die verzorgd worden in de erkende of voorlopig erkende geïntegreerde gezondheidsverenigingen die lid zijn van de federatie.

De toegekende subsidies dekken de personeelsuitgaven en de werkingskosten waarvan de aard door de Regering wordt vastgelegd.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Regering de erkende federaties een jaarlijkse subsidie toe voor de opdracht bedoeld in artikel 427, § 3, 2°.

De forfaitaire subsidie verschilt naar gelang van het aantal patiënten die verzorgd worden in de erkende of voorlopig erkende geïntegreerde gezondheidsverenigingen die deelnemen aan de inzameling van epidemiologische gegevens zoals georganiseerd door de federatie.

De activiteit van de verenigingen die niet lid zijn van een federatie en die de uitvoering van opdracht waarvan sprake in artikel 427, § 3, 2°, wordt in rekening gebracht van de federatie die zij daartoe aanwijzen.

De toegekende subsidies dekken de personeelsuitgaven en de werkingskosten waarvan de aard door de Regering wordt vastgelegd.

§ 3. De subsidies toegekend bij of overeenkomstig dit decreet worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Afdeling 4. — Evaluatie en sancties

Onderafdeling 1. — Evaluatie

A. Geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Art. 430. De vereniging moet periodiek worden geëvalueerd volgens door de Regering nader te bepalen regels.

B. Federaties van geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Art. 431. De Regering voorziet in de beoordeling van de acties van de door haar diensten erkende federaties.

Daartoe beoordeelt zij de daadwerkelijke uitvoering van de opdracht waarvan sprake in artikel 11, § 3, 1°, op grond van het activiteitenverslag ingediend met inachtneming van de vorm en de termijn bepaald door de Regering en bepaalt zij indicatoren met het oog op de vervulling van de behoeften van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen en op de beoordeling van de wijze waarop de richtlijnen voor de inzameling, de globalisering en de verwerking van de epidemiologische gegevens waarvan sprake in artikel 427, § 3, 2°, nageleefd zijn.

Het activiteitenverslag waarvan sprake in vorig lid wordt zo spoedig mogelijk aan het Parlement overgemaakt.

Onderafdeling 2. — Sancties

A. Geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Art. 432. De erkenning van de vereniging die niet meer voldoet aan de vereiste voorwaarden of de haar opgelegde verplichtingen niet nakomt, kan worden ingetrokken. De Regering bepaalt de procedure voor het intrekken van de erkenning.

B. Federaties van geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Art. 433. De instandhouding van het voordeel van de erkenning als geïntegreerde gezondheidsvereniging of federatie is verbonden aan de voorwaarde dat de bepalingen aangenomen bij en overeenkomstig dit decreet worden nageleefd.

HOOFDSTUK III. — Coördinatie van thuiszorg en thuishulp

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen en algemene bepalingen

Art. 434. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° de « coördinatie van de thuiszorg en -hulp » : het gezamenlijke proces inzake situatieanalyse en besluitvorming waarbij beroepsbeoefenaars hun kennis, expertises en vaardigheden kunnen bundelen en delen om ze ter beschikking van de begunstigden te stellen ten einde samen een project inzake begeleiding, thuishulp en -zorg uit te werken en uit te voeren;
- 2° het « coördinatiecentrum voor thuishulp en -zorg » : het centrum dat alleen of in vereniging instaat voor de coördinatie zoals bedoeld in het vorige lid;

- 3° de « thuiszorg- en -hulpdiensten » : elke al dan niet aan een erkenning onderworpen structuur die hulpdiensten en verzorging aan huis verleent, met als doelstelling de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving;
- 4° de « thuiszorg of -hulpverleners » : elke beroepsbeoefenaar die als zelfstandige hulpdiensten of verzorging aan huis verleent, met als doelstelling de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving;
- 5° de « begunstigde » : elke persoon, ongeacht de leeftijd, die ziek is of die tijdelijk of blijvend zijn autonomie verliest of een instelling « intra-muros » verlaat, die thuis wenst te leven maar niet in staat is zijn thuishandhaving zelf te organiseren en voor wie een oplossing ten uitvoer gelegd kan worden dankzij de coördinatie;
- 6° de « vertegenwoordiger » :
 a) de wettelijke of gerechtelijke vertegenwoordiger van de begunstigde;
 b) de gevolmachtigde afgevaardigd door de begunstigde, met uitzondering van elke persoon die zijn activiteit in het coördinatiecentrum uitoefent of die er medebeheerder van is, of die aan het gezag van de beheerder ervan onderworpen is;
- 7° « de entourage » : elke door de begunstigde aangewezen persoon die niet beroepshalve tussenkomt, met als doelstelling de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving, o.a. de naaste hulpverlener in de zin van titel III van boek III van het tweede deel van dit Wetboek;
- 8° het eerste niveau : het eerste interventieniveau, met name hulp- en zorgverleners, al dan niet beroepshalve, die hun activiteit uitoefenen met het oog op de bevordering van de thuishandhaving van de persoon en, meer bepaald van de contacten tussen de patiënt en de hulp- of zorgverleners;
- 9° het tweede niveau : het tweede interventieniveau, met name de plaats van de coördinatie en van het pluridisciplinaire overleg, wanneer ze nodig blijkt te zijn, tussen de verschillende actoren die de begunstigde omringen;
- 10° het derde niveau : het derde interventieniveau, met name de geïntegreerde thuiszorgdienst, hierna « het derde niveau » genoemd, met name het geheel van de actoren van het eerste en het tweede niveau binnen een bepaalde geografische zone;
- 11° het netwerk van de instellingen « intra-muros » : het geheel van de instellingen die inspelen op de behoeften aan tenlasteneming van de persoon, zowel inzake zorg- als hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, zoals een verzorgings-, huisvestings-, onthaalinrichting of een rustoord;
- 12° het netwerk van de instellingen « extra-muros » : het geheel van de instellingen of diensten die inspelen op de behoeften aan tenlasteneming van de persoon, zowel inzake zorg- als hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, die aan huis verzorgen of op ambulante wijze tussenkomen;
- 13° de « levensplaats » : de plaats waar de begunstigde doorgaans daadwerkelijk woont, met uitzondering van de instellingen die deel uitmaken van het netwerk intra-muros;
- 14° de « huisarts » : 14° de huisarts aangewezen door de begunstigde;
- 15° de « coördinator » : het personeelslid belast met de coördinatie dat voldoet aan de criteria bepaald bij of overeenkomstig dit hoofdstuk;
- 16° de « geïntegreerde dienst voor thuisverzorging », hierna de « SISD » genoemd : de door de Regering erkende verzorgingsinstelling waarvan de opdrachten vastgelegd zijn bij het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;
- 17° de « zorgzone » : de zorgzone zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;
- 18° het « netwerk » : het netwerk voor hulp- en zorgverlening aan huis : het geheel van de personen, zoals de huisarts, de diensten, de thuiszorg of -hulpverleners en de entourage, het netwerk extra-muros, waarvan de activiteiten rond de begunstigde georganiseerd zijn naar gelang van zijn behoeften en de evolutie hiervan.

Art. 435. Het coördinatiecentrum voorziet alle akten en andere stukken, advertenties en aanplakkingen die van hem uitgaan van de melding « centre de coordination des soins et de l'aide et de soins à domicile agréé et subventionné par la Région wallonne » (coördinatiecentrum voor thuiszorg en -hulp erkend en gesubsidieerd door het Waalse Gewest).

Afdeling 2. — Coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp

Onderafdeling 1. — Verplichtingen

A. Opdrachten

Art. 436. De coördinatiecentra worden belast met de begeleiding van elke begunstigde die in zijn levensplaats wenst te blijven of ze wenst te herintegreren, met als doelstellingen de continuïteit en de kwaliteit van de thuishandhaving, en vervullen de volgende taken :

- a) de toestand analyseren met de begunstigde of met diens vertegenwoordiger via een onderzoek van de al dan niet gedekte behoeften aan hulp- en zorgverlening, van zijn moeilijkheden en omgevingsituatie;
- b) een aan de begunstigde over te leggen interventieplan uitwerken;
- c) de interventies in overleg met de diensten en dienstverleners plannen;
- d) wanneer de diensten tot stand gebracht zijn, op verzoek of op eigen initiatief regelmatig de toestand van de begunstigde naar gelang van de evolutie van zijn behoeften evalueren, telkens als nodig en minstens één keer per jaar. De situatie wordt geëvalueerd aan de hand van de meest geschikte middelen en op zijn minst via de organisatie van coördinatievergaderingen met de leden van de netwerken. Voor de evaluatie wordt een herevaluatieplan opgesteld;
- e) steeds de situatie van de begunstigde beschermen bij de totstandbrenging van de diensten, via de meest geschikte middelen, door zijn autonomie te stimuleren;
- f) in geval van geschil tussen de leden van het netwerk en de begunstigde, op verzoek of op eigen initiatief als bemiddelaar optreden in het belang van de begunstigde;

- g) telkens als nodig voor elke begunstigde op verzoek van de geïntegreerde dienst voor thuisverzorging overgaan tot het pluridisciplinair overleg bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging tussen de verschillende actoren die hem omringen;
- h) wanneer de begunstigde of zijn vertegenwoordiger erom verzoekt of wanneer de situatie het rechtvaardigt, de begunstigde en zijn entourage bijstaan in de keuzen met het oog op de voorbereiding van de overgang van de levensplaats naar een tenlasteneming in een instelling.

Behalve de acties i.v.m. zijn coördinatieopdrachten geeft het coördinatiecentrum elke persoon die erom verzoekt kennis van de mogelijkheden inzake handhaving of terugkeer in de levensplaats, oriënteert het de aanvraag wanneer ze betrekking heeft op het verkrijgen van één of meer diensten. De aanvraag kan door het centrum ook opgehelderd of heroriënteerd worden, al naar gelang van het geval.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de coördinatieopdracht en voor de uitvoering van de informatieacties, o.a. de inhoud van de stukken i.v.m. het beheer van de situatie van de begunstigde.

Art. 437. Het coördinatiecentrum oefent de in artikel 4 bedoelde opdrachten zelf uit of delegeert een gedeelte of het geheel ervan krachtens een overeenkomst.

Art. 438. Het coördinatiecentrum werkt mee aan het opmaken van de opleidingsprogramma's van de diensten en de verleners van thuiszorg en -hulp ten einde de kwaliteit van de tenlasteneming aan huis te verbeteren en te bevorderen.

Art. 439. § 1. Om zijn opdracht uit te oefenen en een erkenning te genieten werkt het coördinatiecentrum mee met de huisarts die de begunstigde gekozen heeft, met inachtneming van de rol van de verzorgingscoördinator.

§ 2. Het coördinatiecentrum neemt zelf of via een overeenkomst een thuisverpleegdienst waar, alsook een door de Regering erkende gezinshulpdienst, een centrum voor sociale dienst of elke andere sociale dienst met algemene bestemming, een dienst voor tele-bio-waakzaamheid en minstens vier van de volgende diensten :

- thuisoppas;
- het uitlenen en het vervoer van sanitair materiaal;
- de maaltijdistributie aan huis;
- de inrichting of de aanpassing van de lokalen;
- de apotheek;
- de ergotherapie;
- een dienst ter ondersteuning van de entourage;
- het vervoer van personen, o.a. het medisch-sanitair vervoer bedoeld in het decreet van 20 november 2008 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer;
- een centrum voor geestelijke gezondheidszorg;
- de kinesitherapeut;
- een team voor palliatieve verzorging.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van elke samenwerkingsovereenkomst en op zijn minst de modaliteiten inzake verstrekking en deling van de informatie, met inbegrip van die betreffende de veiligheid van de werknemers van de diensten of van de zorgverleners, de permanentie, de interventiesnelheid, de beschikbaarheid, de veiligheid van de tenlasteneming, de conformiteit met de sociale wetgeving, de evaluatie van de samenwerking en de inachtneming van de deontologische regels eigen aan elk beroep.

In voorkomend geval is het voordeel van een erkenning door een overheid een bijkomend beoordelingscriterium bij de keuze van de diensten en zorgverleners.

§ 3. Bovendien kan het centrum, al naar gelang van de behoeften van elke begunstigde, samenwerken met andere diensten of zorgverleners die plaatselijk op de levensplaats tussenkomen of, desgevallend, met de organen die hen op plaatselijk vlak vertegenwoordigen, activiteiten organiseren, waaronder :

- tandverzorging;
- logopedie;
- pedicurie;
- kapsel.

§ 4. De Regering stuurt de lijsten van de diensten en zorgverleners bedoeld in de paragrafen 2 en 3 bij op grond van de evolutie van de vraag, de behoeften en het aanbod van diensten.

§ 5. Het coördinatiecentrum respecteert de vrije keuze van de begunstigde of van zijn vertegenwoordiger indien hij wenst beroep te doen of beroep doet op andere diensten of zorgverleners dan die welke georganiseerd worden door het centrum of waarmee het centrum overeenkomsten heeft gesloten.

Art. 440. § 1. Het coördinatiecentrum waarborgt de continuïteit en de kwaliteit van de coördinatie van de tenlasteneming inzake aangewende middelen, levensplaats en bij elke overdracht van tenlasteneming.

Daartoe neemt het zelf of via een overeenkomst een telefonische permanentie waar (24 uur op 24 en zeven dagen op zeven).

De Regering bepaalt de minimale voorwaarden voor de werking van die permanentie.

Die telefonische permanentie kan met andere diensten en zorgverleners of door verschillende coördinatiecentra gedeeld worden.

§ 2. Het coördinatiecentrum waarborgt dat het verzoek binnen 24 uur ingewilligd wordt wanneer de situatie de dringende totstandbrenging van diensten en prestaties vereist.

Art. 441. Het coördinatiecentrum waarborgt zijn interventie op het gezamenlijke grondgebied waarvoor het de erkenning verkregen heeft.

B. Werking

Art. 442. § 1. Het coördinatiecentrum legt in een huishoudelijk reglement of in elke overeenkomst met een dienst of verlener van thuiszorg of -hulp het beginsel van de gezamenlijke tenlasteneming vast, alsook de desbetreffende modaliteiten, en bepaalt daarbij de rol van iedereen met inachtneming van dit decreet en van de bepalingen aangenomen overeenkomstig dit decreet.

Wanneer het gaat om een overeenkomst tussen het coördinatiecentrum en een dienst of een verlener van thuiszorg of -hulp, vermeldt ze :

- de identiteit van de partijen;
- het doel van de dienstverstrekking;
- het interventieplan;
- de plaats van de dienstverstrekking;
- de plichten van de partijen, met name die betreffende de modaliteiten inzake gegevens- en informatieverstrekking;
- het beginsel van de inachtneming van het decreet en van de bepalingen genomen ter uitvoering ervan;
- de duur van de overeenkomst;
- de voorwaarden van opzegging van de overeenkomst;
- de bevoegde instanties in geval van geschil.

§ 2. Wanneer de overeenkomst betrekking heeft op de gezamenlijke uitoefening of de delegatie van het geheel of van een gedeelte van de in artikel 438 bedoelde opdrachten van het coördinatiecentrum vermeldt ze bovendien :

- de modaliteiten voor de verdeling van de taken;
- de voorwaarden waaronder de aanvragen van de begunstigden behandeld worden;
- de bewaring van de dossiers;
- de wijze waarop de subsidies verdeeld en gerechtvaardigd worden.

Art. 443. § 1. Het coördinatiecentrum sluit een overeenkomst met de huisartsenkring(en), bedoeld in artikel 1, 2°, van het ministerieel besluit van 28 juni 2002 tot vaststelling van de voorwaarden tot het verkrijgen van de erkenning van huisartsenkringen, die zijn grondgebied dekt (dekken), alsook met de SISD.

Die overeenkomst voorziet op zijn minst in de modaliteiten inzake deling en verstrekking van de informatie, waarvan de Regering de minimuminhoud bepaalt.

De verplichting bedoeld in het eerste lid wordt beschouwd als nagekomen door het coördinatiecentrum dat bewijst dat het ze niet kan nakomen wegens gebrek aan reactie of ingevolge de weigering van betrokken kring(en).

§ 2. Het coördinatiecentrum legt de functionele contacten met de sector van het onthaal en de huisvesting van de bejaarden bedoeld in het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de " Conseil wallon du troisième âge " (Waalse raad voor de derde leeftijd)

§ 3. Het coördinatiecentrum neemt deel aan elk overlegorgaan aangewezen door de Regering.

Art. 444. Het coördinatiecentrum registreert de gegevens en de specificiteiten van de thuiszorg- en thuishulpdiensten en -verstrekkers die op de levensplaats kunnen tussenkomen en zorgt voor de bijwerking ervan.

Art. 445. Het coördinatiecentrum oefent geenszins een hiërarchisch gezag op de leden van het netwerk uit.

Art. 446. Het coördinatiecentrum is niet aansprakelijk voor de daden van de leden van het netwerk.

Art. 447. De leden van het netwerk voor zorg- en hulpverlening kunnen zich niet beroepen op hun samenwerking met het coördinatiecentrum op commercieel of publicitair vlak.

C. Personeel

Art. 448. Het coördinatiecentrum beschikt in ieder geval over voldoende personeel in aantal en kwaliteit om zijn opdrachten te vervullen in het territoriale kader dat het heeft vastgelegd.

Het personeel van het coördinatiecentrum bestaat uit werknemers aangesteld voor opdrachten inzake directie, coördinatie en logistiek.

Behalve door de Regering bepaalde buitengewone of tijdelijke omstandigheden zijn de verstrekkingen van de werknemers die met een coördinatieopdracht belast worden steeds overwegend t.o.v. de twee overige categorieën van dienstverstrekkingen.

Dat overzicht wordt geëvalueerd op basis van de arbeidscontracten of van elk stuk dat de Regering gelijkwaardig acht.

Art. 449. Het personeel wordt door het coördinatiecentrum op grond van een contract in dienst genomen of onder statuut aangeworven.

Het coördinatiecentrum kan een beroep doen op personeel dat wettelijk te zijner beschikking wordt gesteld voor zover de samenwerkingsmodaliteiten duidelijk vastliggen en het voorwerp kunnen uitmaken van dezelfde controle als in geval van indienstneming op grond van een arbeidscontract.

Als het gaat om statutair personeel, identificeert het coördinatiecentrum duidelijk de opdrachten toegewezen aan de betrokken werknemers in een document dat elk ogenblik afgeleverd kan worden.

Het coördinatiecentrum kan een beroep doen op dienstverstrekkings in het kader van een vereniging bedoeld in artikel 462, 2°, a), voor zover de samenwerkingsmodaliteiten duidelijk vastliggen en het voorwerp kunnen uitmaken van dezelfde controle als in geval van rechtstreekse indienstneming.

Art. 450. § 1. Om zijn opdrachten te vervullen beschikt een coördinatiecentrum over minstens één werknemer wiens prestaties uitsluitend aan de coördinatieopdracht gewijd worden.

§ 2. De diensten i.v.m. de coördinatieopdracht worden verstrekt door één of meer coördinatoren die houder zijn van een diploma van minstens het niet universitair hoger onderwijs, met paramedische of sociale oriëntering.

Rekening houdend met de evolutie van de onderwijsrichtingen legt de Regering desgevallend andere diploma's op.

Ze kan de coördinator deontologische regels opleggen.

Art. 451. De coördinator is een verbindingsagent tussen de leden van de netwerken. Hij oefent geen hiërarchisch op de diensten of dienstverstrekkers uit maar neemt in het belang van de begunstigde de coördinatie waar volgens de consensus- en bemiddelingsregels.

Hij neemt kennis van de behoeften van de begunstigde en van diens entourage en tracht ook hun welzijn in stand te houden.

Hij voert zijn taak uit los van de beheersimperatieven van de diensten en dienstverstrekkers.

Art. 452. Het personeel van het coördinatiecentrum volgt regelmatig een voortgezette opleidingsprogramma in alle domeinen van de thuishandhaving en van de informatieverstrekking, onder de verschillende aspecten ervan.

Het programma inzake voortgezette opleiding van het personeel van het coördinatiecentrum duurt minstens twee en hoogstens vijf dagen per jaar en per in dienst genomen of voltijds statutair werknemer.

Het wordt jaarlijks meegedeeld aan de Regering, die de verzendingstermijn vastlegt.

Art. 453. Het personeel van het coördinatiecentrum is gehouden tot het beroepsgeheim.

D. Begunstigden

Art. 454. Het verzoek om informatie, oriëntering, tenlasteneming of evaluatie tijdens de tenlasteneming wordt door de begunstigde zelf of zijn vertegenwoordiger, zijn entourage, een ander coördinatiecentrum, één van de leden van het netwerk voor thuiszorg en -hulp of het netwerk intra-muros ingediend bij een coördinatiecentrum van de zone waar de levensplaats van de begunstigde gevestigd is.

Wanneer de begunstigde in de zone waar zijn levensplaats gevestigd is geen coördinatiecentrum vindt dat aan zijn vrije keuze beantwoordt, kan hij een beroep doen op een erkend coördinatiecentrum in een aangrenzende zone.

Art. 455. Het coördinatiecentrum moet elk verzoek aannemen, zonder voorafgaande voorwaarde van aansluiting bij om het even welke structuur of van exclusief beroep op de diensten verstrekt door zijn inrichtende macht en zonder onderscheid van politieke, filosofische of religieuze overtuiging.

Het handelt altijd in het belang van de begunstigde, los van elk belang i.v.m. het beheer van de thuiszorg- of thuishulpdiensten of -verstrekkers, met inachtneming van de vrije keuze van de begunstigde.

Art. 456. Bij het begin van de tenlasteneming door het coördinatiecentrum ontvangt de begunstigde of zijn vertegenwoordiger een informatiedocument met de werkwijze van het coördinatiecentrum waarop hij een beroep doet, alsook elk gegeven dat nuttig is voor zijn tenlasteneming.

Dat document bevat een melding betreffende de door de Regering verleende erkenning, de prijs die eventueel door de begunstigde betaald moet worden en de bepalingen inzake de indiening van een klacht tegen het coördinatiecentrum.

De minimuminhoud van het informatiedocument wordt nader bepaald door de Regering.

Art. 457. De begunstigde of zijn vertegenwoordiger wordt betrokken bij elke beslissing die hem betreft.

E. Boekhouding

Art. 458. Het erkende coördinatiecentrum dat zijn recht op subsidies laat gelden houdt boeken met, per boekjaar, de financiële resultaten van zijn beheer en maakt de boekhoudkundige en financiële gegevens aan de Regering over op de wijze en binnen de termijn die zij vastlegt.

De Regering legt een boekhoudkundig plan vast.

Onderafdeling 2. — Programmering, erkenning, subsidiëring

A. Programmering

Art. 459. De activiteiten van elk coördinatiecentrum stoken geheel of gedeeltelijk met de zorgzones vastgelegd voor de SISD.

Indien het coördinatiecentrum zijn activiteit gelijktijdig in meer dan één zorgzone uitoefent, wordt het in aanmerking genomen in de programmering van elke zorgzone, met dien verstande dat die zorgzones aangrenzend zijn.

Voor zover het erkende coördinatiecentrum zijn activiteit in hoogstens vier gemeenten van de aangrenzende zone uitoefent door delegatie van een ander erkend coördinatiecentrum in de zone, wordt het niet in aanmerking genomen in de programmering van de zone.

Art. 460. In elke zorgzone wordt het aantal coördinatiecentra die erkend kunnen worden bepaald door het aantal aangesneden schijven van 100 000 inwoners, met inachtneming van de volgende regels :

- een zorgzone telt minstens drie en hoogstens vijf centra;
- elke zorgzone telt hoogstens twee centra van dezelfde federatie bedoeld in hoofdstuk V van dit decreet;
- de bevolking van zestig jaar en meer wordt voor twee gerekend.

Art. 461. De programmering wordt voor een periode van zes jaar bepaald op basis van de bevolkingscijfers die door het Directoraat-generaal Statistiek en Economische Informatie van de Federale overheidsdienst Economie zijn vastgelegd op 1 januari van het recentste jaar dat beschikbaar is op het tijdstip van de vastlegging.

In de loop van het jaar vóór de inwerkingtreding van een nieuwe programmering maakt de Regering een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekend waarin sprake is van de vastlegging en van de modaliteiten voor de indiening van de erkenningsaanvragen.

Art. 462. Wanneer het aantal erkenningsaanvragen voor dezelfde zorgzone hoger is dan het aantal coördinatiecentra dat in de programmering vastligt, worden de coördinatiecentra gescheiden op basis van de volgende criteria, opgegeven in de orde van voorrang :

- 1° de verzoekende inrichtende macht dekt het grondgebied waarvoor het vraagt om erkend te worden in de vorm van een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en dekt de zorgzone waarvoor ze haar erkenning aanvraagt territoriaal minstens even wijd als de overige verzoekende coördinatiecentra;
- 2° het verzoekende centrum vervult de twee volgende cumulatieve voorwaarden :
 - a) het resulteert uit een fusie met één of meer centra die erkend waren krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten, hierna « decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 » genoemd, of uit een vereniging van minstens twee centra die erkend waren krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989;
 - b) het is niet betrokken bij één van de procedures bedoeld in de artikelen 486, 468, 482, 477, 484 en 485;
- 3° het verzoekende centrum was krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 erkend voor het geheel of een gedeelte van de zone waarvoor het verzoeker is en is niet betrokken bij één van de procedures bedoeld in de artikelen 36, 37 of 47 van het decreet;
- 4° het centrum dekt het hoogste aantal gemeenten van de zone waarvoor het zijn erkenning aanvraagt.

In geval van arbitrage tussen verschillende centra bij de toepassing van de criteria bedoeld onder 2° of 3°, wordt de voorrang gegeven aan het centrum dat de zone territoriaal en inzake dienstenaanbod het wijdst dekt.

Het centrum geeft kennis van de wijze waarop het de zone dekt en vermeldt :

- het geografische grondgebied dat het bedient;
- de bevolkingsomvang van dat grondgebied;
- de overeenkomsten gesloten tussen het coördinatiecentrum en de zorg- en hulpverleners, alsook de identificatie van de diensten die het zelf of in vereniging met een derde organiseert.

B. Erkenning

Art. 463. Om de erkenning als coördinatiecentrum te verkrijgen en te behouden moet het coördinatiecentrum voldoen aan de normen bedoeld in onderafdeling 1 van afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Art. 464. De coördinatiecentra zijn rechtspersonen opgericht door de provincies, gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, verenigingen zonder winstoogmerk, stichtingen, intercommunales of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 465. De erkenningsaanvraag wordt ingediend uiterlijk binnen drie maanden na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het bericht tot vastlegging van de programmering, op straffe van nietigheid.

Indien de programmering na afloop van de procedure niet bereikt is, kan elk ogenblik een nieuwe erkenningsaanvraag ingediend worden.

De Regering bepaalt de indieningsmodaliteiten.

Art. 466. De erkenning wordt door de Regering voor een onbepaalde duur toegekend.

Wanneer na herziening van de programmering blijkt dat het aantal erkende coördinatiecentra hoger is dan het aantal waarin ze voorziet, wordt artikel 462 toegepast om de doorslag te geven.

Art. 467. Er wordt een tijdelijke erkenning voor de duur van één jaar verleend aan het coördinatiecentrum dat voor het eerst om een erkenning verzoekt op voorwaarde dat het zich integreert in de programmering opgemaakt door de Regering ter uitvoering van de artikelen 459 tot 462.

Bij gebrek aan andersluidende beslissing na afloop van de tijdelijke erkenning wordt de tijdelijke erkenning behouden totdat een beslissing genomen wordt i.v.m. de erkenning voor onbepaalde duur.

Art. 468. De Regering bepaalt de procedures tot toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning en de tijdelijke erkenning.

C. Subsidiëring

Art. 469. § 1. De subsidies worden binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten berekend overeenkomstig de volgende regels :

- 1° 30 % van de beschikbare begroting is bestemd voor de territoriale dekking en 70 % voor de omvang van de activiteit;
- 2° de territoriale dekking van elke zorgzone wordt bepaald door de bevolking van zestig jaar en meer voor twee te tellen.

De bevolkingscijfers worden door het Directoraat-generaal Statistiek en Economische Informatie van de Federale overheidsdienst Economie vastgelegd op 1 januari van het recentste jaar dat beschikbaar is op het tijdstip van de vastlegging.

De aldus verkregen bevolkingsomvang wordt gecorrigeerd met een coëfficiënt 1,5 voor de zorgzones met minder dan 100 inwoners per km².

De beschikbare begroting voor de territoriale dekking wordt onder de zorgzones verdeeld naar rato van de omvang van hun bevolking.

Binnen elke zorgzone ontvangt elk coördinatiecentrum het begrotingsaandeel dat overeenstemt met de bevolkingsomvang die het dekt;

- 3° a) de begroting bestemd voor de omvang van de activiteit wordt opgedeeld in twee enveloppes, één van 70 %, de andere van 30 %;
- b) de eerste enveloppe stemt overeen met de gemiddelde activiteit van het coördinatiecentrum.

Ze wordt verkregen met inachtneming van het geheel van de begunstigden voor wie tijdens het afgelopen boekjaar een nieuw dossier werd geopend of een herevaluatie werd doorgevoerd.

Een coördinatiedossier wordt als geopend beschouwd na ontmoeting met de begunstigde, op zijn levensplaats of in een instelling die deel uitmaakt van het netwerk intra-muros.

De herevaluatie wordt in aanmerking genomen indien ze het voorwerp van een coördinatievergadering met de begunstigde heeft uitgemaakt.

De Regering is bevoegd om de voor elke begunstigde verrichte activiteit uitvoerig te beschrijven aan de hand van een indicator, uitgewerkt in overleg met de federaties, waarbij rekening wordt gehouden met de arbeidslast inherent aan elke situatie en voorrang wordt gegeven aan de activiteit gevoerd tijdens de coördinatievergaderingen, m.i.v. de betrokkenheid van de begunstigde.

Het aldus berekende percentage wordt op de eerste enveloppe toegepast;

- c) de tweede enveloppe stemt overeen met het dynamisme van het coördinatiecentrum, berekend op basis van het aantal nieuwe dossiers geopend in de loop van het afgelopen boekjaar.

De activiteit i.v.m. de informatie en de oriëntering wordt forfaitair ten laste genomen naar rato van het aantal nieuwe dossiers.

De Regering bepaalt het forfaitaire bedrag.

De Regering is bevoegd om de voor elke nieuwe begunstigde verrichte activiteit uitvoerig te beschrijven aan de hand van een indicator, uitgewerkt in overleg met de federaties, waarbij rekening wordt gehouden met de arbeidslast inherent aan elke situatie en voorrang wordt gegeven aan de activiteit gevoerd tijdens de coördinatievergaderingen, m.i.v. de betrokkenheid van de begunstigde.

Het aldus berekende percentage wordt op de eerste enveloppe toegepast;

- d) het activiteitspercentage berekend onder b) en c) wordt gecorrigeerd met een coëfficiënt 1,5 voor de zorgzones met minder dan 100 inwoners per km²;

- 4° de aldus vastgelegde bedragen worden opgeteld om de aan het coördinatiecentrum toegekende subsidie te berekenen.

De aldus berekende subsidie wordt gebruikt om de opdrachten op globale wijze te vervullen, zonder voorafgaande en verplichte bestemming voor elk van de opdrachten.

§ 2. Voor de toekenning van een eerste subsidie legt de Regering, bij gebrek aan gegevens over het vorige boekjaar, een gemiddelde vast voor elk criterium bedoeld in § 1, 3°, b), c) en d), om de omvang van de activiteit te bepalen rekening houdend met de activiteitenverslagen van het geheel van de erkende coördinatiecentra.

Art. 470. De subsidie wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Art. 471. De subsidieperiode gaat in op 1 januari en eindigt op 31 december.

Indien de erkenning in de loop van het boekjaar wordt verleend, wordt het bedrag naar rato van de gedekte periode toegekend.

Art. 472. De subsidie wordt in de vorm van een voorschot gelijk aan 80 % van het totaalbedrag gestort uiterlijk 1 maart van het boekjaar waarop ze betrekking heeft en het saldo na overlegging van de bewijsstukken volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Art. 473. De aanvaardbare uitgaven van een coördinatiecentrum worden verdeeld op grond van de volgende categorieën :

- de algemene kosten en de werkingskosten;
- de personeelsuitgaven;
- de afschrijvingen van roerende goederen.

De Regering bepaalt de inhoud van elke categorie en de afschrijvingsregels.

Afdeling 3. — Federaties van coördinatiecentra en huishulp

Onderafdeling 1. — Erkenning

Art. 474. De coördinatiecentra kunnen bij een federatie aansluiten of hun belangen toevertrouwen aan een federatie die kan vragen om erkend te worden door de Regering.

Om erkend te worden is de federatie opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk en vervult ze minstens de volgende opdrachten :

- de voortgezette opleiding en de supervisie van het personeel van de coördinatiecentra organiseren;
- logistieke en technische steun verlenen aan de coördinatiecentra, o.a. inzake informatisering en technologieën i.v.m. informatiecommunicatie;
- de coördinatiecentra vertegenwoordigen wanneer ze erom vragen; die vertegenwoordiging betreft zowel de individuele procedures als de collectieve aspecten i.v.m. het beheer van de coördinatiecentra.

Rekening houdend met de evolutie van de behoeften van de verenigde coördinatiecentra kan de Regering voorzien in bijkomende opdrachten voor het geheel van de federaties.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van die opdrachten.

Art. 475. § 1. De federatie die wenst erkend te worden verstrekt :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;

2° de lijst van haar leden;

3° haar activiteitenprogramma waarin melding wordt gemaakt van de wijze waarop de opdrachten uitgevoerd worden qua inhoud, doelstellingen, beoordeling of ze bereikt zijn in de vorm van indicatoren en qua begroting.

De Regering bepaalt het model en de inhoud van het activiteitenprogramma.

Zodra de federatie erkend is, mag ze niet verzoeken om een bijdrage ten laste van de gewestelijke subsidie die aan de coördinatiecentra wordt toegekend. De erkenning wordt voor de programmeringsperiode verleend. Ze is hernieuwbaar.

§ 2. In het *Belgisch Staatsblad* wordt een oproep tot indiening van de erkenningsaanvraag bekendgemaakt, samen met een formulier waarvan de Regering het model bepaalt.

De federatie richt het ingevulde formulier en haar activiteitenprogramma aan de Regering, die er ontvangst van bericht binnen de termijn die zij bepaalt. Dezelfde bepalingen zijn van toepassing in geval van hernieuwing van de erkenning. De hernieuwingsaanvraag wordt aangevuld met de evaluatie van de al dan niet gehaalde doelstellingen.

De Regering beslist binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag.

§ 3. De beslissing tot erkenning bevat het activiteitenprogramma dat door de Regering is goedgekeurd voor de erkenningsperiode.

Onderafdeling 2. — Subsidiëring

Art. 476. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering een subsidie van minstens veertigduizend euro aan de erkende federatie, voor zover het aantal verenigde leden of het aantal leden dat haar een mandaat heeft verleend hoger is dan of gelijk is aan het aantal bepaald door de Regering op de datum van inwerkingtreding van de programmering zoals vastgelegd op basis van de activiteit van de coördinatiecentra verenigd binnen haar midden, met dien verstande dat een coördinatiecentrum slechts door één enkele federatie vertegenwoordigd mag worden.

Het bedrag van de subsidie bedoeld in het vorige lid kan door de Regering verhoogd worden om de federaties in staat te stellen de in artikel 43 bedoelde bijkomende opdrachten te vervullen.

De subsidie wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

De subsidie wordt in de vorm van een voorschot gelijk aan 80 % van het totaalbedrag gestort uiterlijk 1 april van het boekjaar waarop ze betrekking heeft en het saldo na overlegging van de bewijsstukken volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Afdeling 4. — Evaluatie, controle en sanctie

Onderafdeling 1. — Evaluatie en controle

A. Coördinatiecentra voor zorgen en thuishulp

Art. 477. § 1. De kwalitatieve evaluatie van de erkende coördinatiecentra en de administratieve en financiële controle erop worden verricht door de ambtenaren en personeelsleden die de Regering aanwijst.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van het coördinatiecentrum en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht.

§ 2. De indicatoren betreffende de activiteit ontwikkeld overeenkomstig artikel 38, 3°, a) tot d), worden door de Regering bepaald op basis van een analyse verricht in overleg met de federaties bedoeld in hoofdstuk V.

§ 3. Wanneer het coördinatiecentrum erkend is, onderwerpt het zich aan de evaluatie die door de Regering georganiseerd wordt.

De modaliteiten en de periodiciteit van de evaluatie worden door de Regering bepaald met inachtneming van de bepalingen aangenomen bij of overeenkomstig dit decreet, waarbij de periodiciteit minstens twee jaar bedraagt, behalve buitengewone of bijzondere omstandigheden die een frequentere evaluatie zouden rechtvaardigen.

Na afloop van de evaluatie wordt de subsidie eventueel herzien. Het aldus herziene bedrag is van toepassing op het boekjaar na de periode in de loop waarvan de evaluatie heeft plaatsgevonden.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de eventuele herziening van de subsidies.

Art. 478. Elk erkend coördinatiecentrum dient jaarlijks op de datum en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt, de volgende documenten in :

- de bewijsstukken waaruit blijkt dat de subsidies gebruikt werden;
- de rekeningen of de specifieke boekhoudkundige functies waaruit blijkt dat de subsidies gebruikt werden, met inbegrip van een gedetailleerde opgave van de subsidies en financiële tegemoetkomingen afkomstig van andere overheidsadministraties, privé-instellingen en diensten;
- een attest afgegeven door het RISZ waaruit blijkt dat het coördinatiecentrum voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake sociale zekerheid;
- een jaarlijks activiteitenrapport dat resulteert uit, o.a., de exploitatie van de gegevens van de documenten i.v.m. het beheer van de situatie van de begunstigde.

De Regering bepaalt de modellen van de controle- en evaluatiedocumenten en bepaalt de in acht te nemen termijnen en procedures.

Art. 479. Elk coördinatiecentrum dat de erkenning verkregen heeft, legt jaarlijks uiterlijk 30 juni de balans en de resultatenrekening van zijn organisatie over, volledig en zoals goedgekeurd door het wettelijk aangewezen orgaan.

Indien die datum wegens de goedkeuringsprocedure niet in acht genomen kan worden, worden die documenten overgemaakt binnen acht dagen na de goedkeuring ervan door het wettelijk aangewezen orgaan.

Zolang die documenten niet aan de Regering zijn overgemaakt, mag geen nieuwe subsidie toegekend worden.

Art. 480. De Regering bepaalt de regels voor de organisatie van een voldoeningsonderzoek bij de begunstigten en de leden van het netwerk, alsook de periodiciteit daarvan.

B. Federatie van coördinatiecentra voor zorgen en thuishulp

Art. 481. Zodra de federatie haar erkenning heeft aangevraagd, onderwerpt ze zich aan de controle georganiseerd door de Regering, die daartoe ambtenaren en personeelsleden aanwijst.

Onderafdeling 2. — Sancties

A. Intrekking, opschorting

Coördinatiecentra

Art. 482. Le Gouvernement fixe les procédures, de suspension et de retrait de l'agrément et de l'agrément provisoire.

Ze geeft betrokken coördinatiecentrum o.a. de mogelijkheid om zijn standpunt te laten gelden vóór elke intrekking van de erkenning of voorlopige erkenning.

Art. 483. Elke inrichtende macht die de door de Regering georganiseerde controle in de weg staat of belemmert, stelt zich bloot aan de opschorting of intrekking van de erkenning als coördinatiecentrum.

Art. 484. In geval van ongunstige evaluatie kan de Regering overgaan tot de opschorting of de intrekking van de erkenning, volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De evaluatie wordt als ongunstig beschouwd als het coördinatiecentrum de coördinatie bewust niet ten uitvoer heeft geleegd of de bij of krachtens dit decreet opgelegde normen niet in acht heeft genomen in het kader van de coördinatie.

De opschorting van de erkenning brengt met zich mee dat de storting van de subsidies opgeschort wordt tot de datum waarop orde op zaken wordt gesteld.

De intrekking van de erkenning brengt met zich mee dat elke subsidietoekenning afgeschaft wordt vanaf de datum van de beslissing.

Art. 485. Indien de bepalingen van dit decreet en de ter uitvoering van dit decreet genomen bepalingen niet in acht genomen worden, en, meer bepaald, wanneer het coördinatiecentrum volhardt in het niet nakomen van zijn verplichtingen, bepaalt de Regering het stelsel van ingebrekestelling en legt ze de termijn vast waarin het coördinatiecentrum orde op zaken moet stellen.

Art. 486. Indien de normen bedoeld in onderafdeling 1 van afdeling 2 van dit hoofdstuk niet in acht genomen worden, kan de Regering de erkenning of de tijdelijke erkenning intrekken of opschorten.

Federaties van coördinatiecentra

Art. 487. De Regering organiseert jaarlijks de evaluatie van de activiteit van de federatie, behalve buitengewone of bijzondere omstandigheden.

De evaluatie bestaat in :

- de kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van de middelen aangewend voor de opdrachten en van de inhoud van de uitgevoerde acties;
- het meten van de al dan niet gehaalde doelstellingen op basis van de indicatoren die bij de erkenning aanvaard worden.

Wanneer de Regering nalatigheden vaststelt bij de tenuitvoerlegging van het activiteitenprogramma, verwittigt ze de federatie en laat ze haar weten binnen welke termijn ze orde op zaken moet stellen.

Indien de federatie na afloop van die termijn geen orde op zaken heeft gesteld, wordt een voorstel tot intrekking van de erkenning voorgelegd aan de Regering, die binnen een termijn van twee maanden beslist.

B. Strafrechtelijke sancties

Art. 488. Degenen die zonder erkenning gebruik maken van de termen « centre de coordination des soins et de l'aide à domicile agréé » of van elke andere verwante benaming waaruit het bestaan van een dergelijke erkenning afgeleid kan worden, worden gestraft met een boete van 1.000 à 10.000 euro.

Afdeling 5. — Kadaster van het aanbod

Art. 489. De Regering maakt jaarlijks uiterlijk 30 september op basis van de jaarlijkse activiteitenrapporten van de coördinatiecentra betreffende het vorige boekjaar een syntheserapport bekend, waarin gewag wordt gemaakt van het aanbod van die coördinatiecentra en van de wijze waarop dat aanbod zich heeft ontwikkeld.

Het syntheserapport, ook « aanbodkadaster » genoemd, integreert ook de activiteit van de erkende federaties.

Dat aanbodkadaster is het voorwerp van een aangepaste communicatie naar de coördinatiecentra en de federaties toe, volgens de voorschriften die door de Regering bepaald worden.

Het aanbodkadaster wordt voor 15 december door de Regering aan het Parlement overgemaakt.

Art. 490. Om de tenuitvoerlegging van de nieuwe programmering mogelijk te maken, wordt een balans van de activiteitenrapporten en van het aanbod zoals het zich heeft ontwikkeld in de loop van de vijf eerste jaren van de vorige programmering door de Regering opgemaakt.

Indien mogelijk wordt het zesde jaar meegerekend in die balans, al naar gelang van de vervaldata. Die balans wordt zo spoedig mogelijk aan het Parlement overgemaakt.

Art. 491. De Regering is verplicht een lijst van de per zone erkende coördinatiecentra, met het interventiegebied van elk van hen en de aard van de diensten die ze coördineren, ter inzage te leggen van het publiek, algemeen of beroepsmatig beschouwd.

TITEL II. — Bijzondere regelingen voor bijstand inzake gezondheidHOOFDSTUK I. — *Psychiatrische ziekenhuizen**Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen en algemene bepalingen*

Art. 492. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° "Minister" : de Minister van Gezondheid;
- 2° "centrum" : het psychiatrische ziekenhuis "Chêne aux Haies of het psychiatrische ziekenhuis "Les Marronniers";
- 3° "wetgeving op de ziekenhuizen" : de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, alsook de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging;
- 4° « de begroting van de financiële middelen » : de begroting bedoeld in artikel 95 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008;

Art. 493. Onder de benamingen "psychiatrisch ziekenhuis 'Chêne aux Haies'" en "psychiatrisch ziekenhuis 'Les Marronniers'" worden twee instellingen van algemeen nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, waarvan de zetels respectievelijk in Bergen en Doornik zijn gevestigd.

Art. 494. Het « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » wordt overgedragen aan de Intercommunale « Centre hospitalier universitaire de Mons-Borinage ».

De instelling van openbaar nut blijft evenwel bestaan in haar hoedanigheid van werkgever van het statutaire personeel bedoeld in artikel 530, § 2.

De overdrachtmodaliteiten zijn het voorwerp van een overeenkomst tussen het Gewest en de Intercommunale « Centre hospitalier universitaire de Mons-Borinage ».

De overeenkomst vermeldt o.a. de modaliteiten voor de betaling van de subsidies, voor de terugbetaling van de lonen van het statutaire personeel, voor de verbintenis tot voortzetting van de activiteit van het Centrum en de aanwezigheid van een afgevaardigde van de Intercommunale « Centre hospitalier universitaire de Mons-Borinage » als adviseur binnen de raad van bestuur van de instelling van openbaar nut.

Art. 495. De roerende en onroerende goederen van het « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies », alsook het geheel van de activa en passiva ervan, worden aan de Intercommunale « Centre hospitalier universitaire de Mons-Borinage » afgestaan.

Art. 496. De goederen, rechten en verplichtingen overgeheveld van de Franse Gemeenschap naar het Gewest overeenkomstig de artikelen 5 en 9 van decreet II van 22 juli 1993 waarbij de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap overgedragen worden, in verband met het centrum, worden naar het centrum overgeheveld.

Na afsluiting van de vereffening van de vzw voor bijstand aan het psychiatrisch ziekenhuis worden de goederen, rechten en verplichtingen van rechtswege van het Gewest overgeheveld naar het centrum..

Afdeling 2. — Regionaal centrum voor psychiatrische verzorging « Les Marronniers »

Onderafdeling 1. — Opdrachten

Art. 497. Het centrum is belast met het beheer van het psychiatrische ziekenhuis en het tehuis voor psychiatrische zorg, met inbegrip van hun technische en administratieve diensten.

Het mag bovendien aanvullende activiteiten in het kader van deze opdracht uitoefenen..

Art. 498. In verband met zijn opdracht ontwikkelt het centrum elke vorm van samenwerking met openbare of particuliere partners.

Het centrum mag, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden, deel uitmaken van een publiekrechtelijke vereniging of een VZW opgericht met een andere overheid en/of andere rechtspersonen dan die met winstoogmerk, als deze vereniging de volgende doelstellingen heeft :

- de medisch-sociale coördinatie of de beheershulp;
- de gemeenschappelijke oprichting van een aanvullende dienst in het kader van zijn opdracht;
- de aankoop of het gemeenschappelijke beheer van een medische apparatuur of van medisch-technische diensten.

Onverminderd de door de Regering vastgestelde voorwaarden, moet iedere in alinea 2 vermelde vereniging het centrum en de Regering haar balans en rekeningen alsook een jaarverslag over haar activiteiten en beheer overhandigen.

Onderafdeling 2. — Organisatie

A. Raad van bestuur

Art. 499. § 1. Het centrum wordt bestuurd door een raad van bestuur die samengesteld is uit tien leden, met name :

- 1° vier personen aangewezen door de Regering op grond van hun bevoegdheden inzake ziekenhuisbeheer;
- 2° drie personen aangewezen door de Regering op grond van hun bevoegdheden inzake geestelijke gezondheidszorg;
- 3° drie vertegenwoordigers van de Regering.

Minstens één van de leden bedoeld in 1° en één van de leden bedoeld in 2° hebben zitting in de raad van bestuur van beide centra, alsook drie vertegenwoordigers van de Regering.

§ 2. De volgende personen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem :

- 1° de directeur van het psychiatrische ziekenhuis en de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis;
- 2° de hoofdgeneesheer;
- 3° het hoofd van het departement verpleegkunde;

- 4° de verantwoordelijke van de paramedische en psychosociale diensten;
- 5° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal 05 Lokale Besturen, Sociale Actie en Gezondheid met minstens de rang van directeur;
- 6° de twee regeringscommissarissen die bij het centrum aangewezen zijn.

§ 3. Op verzoek van de raad van bestuur mag de voorzitter van de medische raad de vergaderingen van eerstgenoemde raad met raadgevende stem bijwonen.

§ 4. De raad van bestuur mag elke persoon die hem de nodige technische gegevens kan verstrekken, op één van zijn vergaderingen uitnodigen.

Hij kan eveneens de vertegenwoordiger van de zorgbehoevenden, zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen, uitnodigen voor de behandeling van elk vraagstuk betreffende het beheer van het psychiatrische verzorgingstehuis.

Die vertegenwoordiger wordt op eigen verzoek gehoord.

Art. 500. De Regering wijst de voorzitter en twee ondervoorzitters van de raad van bestuur aan onder de leden bedoeld in artikel 499, § 1, 1° en 2°, die samen met de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal een bureau vormen.

Art. 501. De leden van de raad van bestuur worden aangewezen voor vijf jaar.

Dat mandaat is verlengbaar.

Art. 502. § 1. Overeenkomstig de artikelen 15, § 1, en 16, van de wetgeving op de ziekenhuizen en onverminderd de bevoegdheden van de medische raad, wordt de Raad van bestuur belast met het beheer van het Centrum en beschikt hij daartoe over de middelen die nodig zijn voor de administratie van het Centrum, met name :

- 1° het voorstel van voorontwerp van jaarlijkse begroting en het driejaarlijkse strategisch plan die aan de Regering overgelegd moeten worden;
- 2° de besluitvorming betreffende de verbouwing en de afschaffing van bestaande diensten, afdelingen, functies en programma's, de oprichting van nieuwe diensten, afdelingen, functies en programma's en de uitbreiding of de beperking van de capaciteit van het centrum, binnen de perken en onder de voorwaarden van de wetgeving en de regelgeving die op dat gebied van kracht zijn;
- 3° de overlegging van het bouw- en investeringsprogramma aan de Minister, voor zover het centrum betrokken is;
- 4° de aanwijzing van de hoofdgeneesheer en van de geneesheren diensthoofden;
- 5° de werving of de indienstneming, de bevordering en het ontslag van de personeelsleden;
- 6° het sluiten van overeenkomsten met andere ziekenhuizen of andere verzorgingsinrichtingen i.v.m. zorgverstreking en vorming;
- 7° de toekenning van bevoegdheden aan het directiecomité op zijn verzoek;
- 8° wat de overheidsopdrachten betreft :
 - de goedkeuring van het voorwerp van de overheidsopdracht, voor zover de uitgave hoger is dan de bedragen bedoeld in artikel 120 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 en in artikel 108 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996;
 - de selectie van de kandidaten voor een overheidsopdracht;
 - de toewijzing van de overheidsopdracht, voor zover de uitgave het bedrag van 250.000 euro (excl. btw) overschrijdt;
- 9° het sluiten van de leningen die nodig zijn voor de investeringen en voor de werking, mits toestemming van de Regering;
- 10° de beslissing waarbij het centrum participaties neemt in het kapitaal van andere instellingen of maatschappijen met het oog op de uitvoering van zijn opdracht, zoals bepaald bij dit decreet, mits toestemming van de Regering;
- 11° de vastlegging van de lijst van de niet-invorderbare schuldvorderingen.

§ 2. De Raad van bestuur kan zijn bevoegdheden die in § 1, 5°, vastliggen, geheel of gedeeltelijk aan het Bureau overdragen.

Wat betreft de overheidsopdrachten bedoeld in § 1, 8°, worden de volgende bevoegdheden door de raad van bestuur aan de directeur-generaal overgedragen :

- de keuze van de wijze van toewijzing, de bepaling van het bestek en de tenuitvoerlegging van de procedure, desgevallend, na goedkeuring van het voorwerp van de overheidsopdracht door het Directiecomité of door de Raad van bestuur;
- de overheidsopdrachten toewijzen voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 250.000 euro (excl. btw). De directeur-generaal geeft de Raad van bestuur om de drie maanden kennis van die uitgaven.

§ 3. De Regering kan de in de §§ 1, 8°, en 2, bedoelde bedragen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de koninklijke besluiten genomen krachtens de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. ».

Art. 503. De personen bedoeld in artikel 499 alsook de secretaris van de raad van bestuur, mogen niet aanwezig zijn op de raad van bestuur tijdens de behandeling van of de beraadslaging over een punt i.v.m. een vraagstuk waarbij ze een rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, bestuurder of personeelslid van elk ander ziekenhuis, zorginstelling of -dienst.

Art. 504. De raad van bestuur maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 505. De raad van bestuur wijst zijn secretaris aan onder de personeelsleden van het psychiatrische ziekenhuis op de voordracht van de directeur van dat ziekenhuis.

Art. 506. § 1. De Regering verzoekt de raad van bestuur om advies over elk voorontwerp van decreet of van reglementair besluit betreffende de organisatie en de werking van het centrum. De raad van bestuur brengt advies uit binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek. Als het advies niet binnen die termijn gegeven wordt, mag het genegeerd worden. In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de Regering de raad van bestuur om advies verzoeken binnen uiterlijk vijftien dagen. Als het advies niet binnen die termijn gegeven wordt, mag het genegeerd worden.

§ 2. De raad van bestuur legt de Regering elk voorontwerp van decreet of reglementair besluit voor waarvan hij de aanneming nuttig acht.

Art. 507. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden die toegekend zullen worden aan de leden van de raad van bestuur en aan de Regeringscommissarissen.

B. Dagelijks beheer

1. Algemene leiding

Art. 508. Het centrum wordt door een directeur-generaal geleid.

Hij wordt bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden op de voordracht van de raad van bestuur door de Regering aangewezen na afloop van een procedure die door de Regering bepaald wordt. »

Art. 509. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal staan onder het gezag van de raad van bestuur.

De directeur-generaal voert de beslissingen van de raad van bestuur uit in nauwe samenwerking met het Directiecomité bedoeld in artikel 510.

Hij geeft de raad van bestuur alle informatie die nodig is voor de werking van het centrum. Hij zorgt ervoor dat het verslag over de activiteiten van het directiecomité op elke vergadering van de raad van bestuur een agendapunt vormen.

De directeur-generaal leidt het personeel en neemt het beheer van de dagelijkse activiteit waar onder het gezag en het toezicht van de raad van bestuur.

De directeur-generaal zit het basisoverlegcomité voor.

De raad van bestuur kan, onder de voorwaarden die hij stelt, de directeur-generaal ertoe machtigen een deel van zijn bevoegdheden alsook de ondertekening van bepaalde stukken en briefwisselingen te delegeren.

De directeur-generaal vertegenwoordigt het centrum in de gerechtelijke en extragerechtelijke akten en handelt op geldige wijze in eigen naam en voor eigen rekening zonder het bewijs van een beslissing van de raad van bestuur te moeten leveren.

De adjunct-directeur-generaal staat de directeur-generaal bij in de uitvoering van de taken die hem toegewezen worden op basis van de takenverdeling die door de raad van bestuur bepaald wordt op voorstel van de directeur-generaal.

In geval van verhindering van de directeur-generaal worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-directeur-generaal, of bij diens verhindering, door een personeelslid van het centrum dat door de raad van bestuur aangewezen wordt.

2. Directiecomité

Art. 510. Binnen het centrum wordt een directiecomité opgericht dat de directeur-generaal zal bijstaan.

Het Directiecomité is samengesteld uit de directeur-generaal van het centrum, de adjunct-directeur-generaal, de hoofdgeneesheer, het hoofd van het verpleegkundig departement, de directeur van het paramedisch en psychosociaal departement, de financiële directeur, de administratieve directeur en de ziekenhuisapotheker.

De directeur-generaal zit het Directiecomité voor.

Het Directiecomité kan elke persoon met nuttige informatie op één van zijn vergaderingen uitnodigen.

Art. 511. De voorzitter van het directiecomité bepaalt de agenda met inachtneming van de aanvragen van de overige leden van het directiecomité.

Art. 512. Het Directiecomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur.

Onderafdeling 3. — Financiële lasten

Art. 513. § 1. De lasten i.v.m. de uitvoering van de opdrachten van het CRP « Les Marronniers » worden gedekt door :

- 1° ontvangsten uit zijn activiteiten;
- 2° ontvangsten uit zijn patrimonium en zijn schatkist;
- 3° niet opgebruikte saldi van de vorige boekjaren;
- 4° een kapitaalfonds ten laste van het Gewest of een subsidiefonds;
- 5° giften et legaten;
- 6° leningen aangegaan om zijn doel te verwezenlijken.

De Regering mag de gewestelijke waarborg voor de in het vorige lid bedoelde leningen geven naar rato van een bedrag dat vastgelegd wordt bij de aanneming van de gewestelijke begroting.

§ 2. De raad van bestuur van het CRP « Les Marronniers » zorgt ervoor dat de vastleggingen en ordonancerings van uitgaven van het centrum i.v.m. de uitvoering van zijn opdrachten binnen de perken van zijn begrotingsontvangsten gehouden worden.

Indien het resultaat van het boekjaar deficitair is, legt de raad van bestuur binnen de maand nadat hij de rekeningen heeft vastgelegd een rapport met de rechtvaardiging van het tekort aan de Minister over, waarbij de elementen die niet gedekt worden door de begroting van de financiële middelen of door andere ontvangsten uit de wettelijke opdrachten van het centrum apart gehouden worden.

Op voorstel van de Minister kan de Regering aanvaarden om een deel of het geheel van het tekort ten laste te nemen.

Afgezien van het resultaat van het boekjaar kan de Regering, op voorstel van de Minister en op verzoek van de raad van bestuur van het centrum, elke uitgave die resulteert uit een gewestelijke decreets- of reglementsbeplanning of uit een sociaal akkoord met een bijzondere ontvangst dekken voor zover ze nog niet volledig gedekt is door een andere financieringsbron.

Onderafdeling 4. — Begroting, rekeningen en controle

Art. 514. § 1. De controle op het centrum wordt door de Regering uitgeoefend via twee commissarissen die zij aanwijst en die hun opdracht vervullen overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

§ 2. Wanneer de raad van bestuur vergeten heeft een maatregel te nemen of een bij wet, decreet of besluit bepaalde akte uit te voeren, kan de Regering hem aanmanen de maatregel te nemen of de akte uit voeren binnen een welbepaalde termijn.

Indien de raad van bestuur na afloop van de termijn de maatregel niet heeft genomen of de akte niet heeft uitgevoerd, kan de Regering zich in zijn plaats stellen.

De beslissing wordt aan het Waals Parlement overgemaakt.

Art. 515. Het ontwerp van jaarbegroting van het centrum wordt door de Regering opgemaakt op voorstel van de raad van bestuur van het centrum. Het wordt bij het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest gevoegd en ter goedkeuring aan het Waals Parlement voorgelegd.

Art. 516. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor het gebruik van de kredieten waarin het begrotingsontwerp voorziet, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe die niet toegelaten worden door de begroting van het vorige jaar.

Indien de kredietoverschrijdingen een hogere financiële tegemoetkoming van het Gewest tot gevolg hebben dan die waarin zijn begroting voorziet, moeten ze vooraf goedgekeurd worden door de stemming van een overeenstemmend krediet op de begroting van het Gewest.

Art. 517. De raad van bestuur bezorgt de Regering periodieke toestanden, minstens om de zes maanden, en een jaarverslag over de activiteiten van het centrum. De Regering bepaalt de modellen van de over te leggen instrumentenborden op basis van de van kracht zijnde wetgeving op de ziekenhuizen.

De raad van bestuur maakt uiterlijk 30 juni van het jaar na dat van het beheer de jaarlijkse uitvoeringsrekening van zijn begroting, de balans en de resultatenrekening op, overeenkomstig de bepalingen van de wetgeving op de ziekenhuizen.

De balans en de resultatenrekening zijn het voorwerp van een ontwerp van decreet houdende begrotingsregeling, dat als bijlage bij de algemene rekening van het Waalse Gewest aan het Waals Parlement overgelegd wordt.

Art. 518. De Regering organiseert de controle op de vastleggingen.

Art. 519. De Regering bepaalt de regels betreffende :

- 1° de overlegging van de begroting;
- 2° de boekhouding;
- 3° de overlegging van de rekeningen;
- 4° de periodieke toestanden en verslagen.

De Regering bepaalt de regels betreffende de wijze van schatting van de bestanddelen van het patrimonium en de wijze van berekening en de vastlegging van het maximumbedrag van de reserves en voorschotten die nodig zijn vanwege de aard van de activiteiten van de instelling.

Art. 520. Het centrum gebruikt zijn activa en beschikbare middelen slechts om de opdrachten te vervullen die hem bij afdeling 2 van dit hoofdstuk toegewezen worden.

Art. 521. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de controle die uitgevoerd moet worden door de bedrijfsrevisoren, leden van het Instituut van bedrijfsrevisoren, die zij aanwijst.

Onderafdeling 5. — Personeel

Art. 522. § 1. Het administratief en geldelijk statuut en de personeelsformatie van het centrum worden door de Regering vastgelegd.

§ 2. Boek III « verlofdagen en andere afwezigheden van de personeelsleden » van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode is toepasselijk op de personeelsleden van het centrum.

§ 3. Artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden is van toepassing op het personeel van het centrum.

Art. 523. § 1. Het personeel overgeplaatst van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest overeenkomstig de artikelen 3,6°, en 6, § 1, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, wordt door de Regering en volgens de door haar vastgestelde modaliteiten naar het centrum overgeplaatst.

Het overgeplaatste personeel behoudt de hoedanigheid, de wedde en de anciënniteit die het vóór zijn overplaatsing genoot. Het behoudt de voordelen gebonden aan de uitoefening van een functie echter alleen wanneer de voorwaarden voor de toekenning ervan in het centrum behouden blijven.

§ 2. Na afsluiting van de vereffening van de VZW voor hulp aan het psychiatrische ziekenhuis, erft het centrum van rechtswege de rechten en verplichtingen m.b.t. het personeel van de VZW.

De bepalingen van § 1, alinea 2, zijn van toepassing op het aldus in dienst genomen personeel.

Afdeling 3. — Het psychiatrisch verzorgingscentrum « Le Chêne aux Haies »

1. — Organisatie

A. De Regering

Art. 524. Wat uitsluitend het psychiatrisch ziekenhuis « Le chêne aux haies » betreft, is alleen de Regering bevoegd voor de volgende aangelegenheden :

- 1° de opstelling van het ontwerp van jaarlijkse begroting dat ter goedkeuring aan het Waals Parlement voorgelegd wordt;
- 2° de machtiging om elk contract of elke overeenkomst van 620.000 euro of meer (excl. BTW) te sluiten;
- 3° de machtiging om elke lening aan te gaan.

B. De raad van bestuur

Art. 525. Het psychiatrisch ziekenhuis « Le Chêne aux Haies » wordt bestuurd door een raad van bestuur samengesteld uit zes leden die door de Regering aangewezen worden. De vergaderingen van de raad van bestuur worden bijgewoond door een afgevaardigde van de Intercommunale « Centre hospitalier universitaire de Mons-Borinage », die raadgevende stem heeft.

De Regering wijst onder de bestuurders een voorzitter en een ondervoorzitter aan

Art. 526. De leden van de raad van bestuur worden aangewezen voor een mandaat van vijf jaar.

Het mandaat is hernieuwbaar.

Art. 527. De raad van bestuur beschikt over alle middelen die nodig zijn voor de administratie van de openbare instelling.

Art. 528. De leden van de raad van bestuur mogen niet aanwezig zijn op de raad van bestuur bij de behandeling of de bespreking van een punt betreffende een aangelegenheid waarbij ze een rechtsreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde, bestuurder of personeelslid van elk ander ziekenhuis of van elke andere verzorgingsinstelling of -dienst.

Art. 529. De raad van bestuur maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 530. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld dat aan de leden van de raad van bestuur en aan de Regeringscommissarissen toegekend moet worden.

Onderafdeling 2. — Budget, rekeningen en controle

Art. 531. § 1. De controle op het centrum wordt door de Regering uitgeoefend via twee commissarissen.

De Regering benoemt twee commissarissen voor elk centrum. Ze beschikken over de meest uitgebreide bevoegdheden voor de uitoefening van hun opdrachten. Ze kunnen ter plaatse inzage nemen van de boekhouding en boekhoudstukken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestanden en in het algemeen van alle schriften.

§ 2. Ze dienen binnen vier volle dagen beroep in bij de Regering tegen elke beslissing die ze in strijd achten met de wetten, de decreten, de besluiten, de beheersovereenkomst, het algemeen belang en de principes van goed beheer.

Het beroep is opschortend.

De termijn begint te lopen vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen wordt voor zover de Regeringscommissarissen regelmatig opgeroepen zijn en, zo niet, vanaf de dag waarop ze er kennis van genomen hebben.

Als de Regering de nietigverklaring niet heeft uitgesproken binnen dertig dagen, met ingang van dezelfde dag als die bedoeld in het vorige lid, wordt de beslissing definitief. Die termijn kan bij besluit van de Regering met 10 dagen verlengd worden.

Het besluit tot verlenging of nietigverklaring wordt betekend aan de raad van bestuur.

§ 3. Als de raad van bestuur verzuimd heeft een maatregel te treffen of een handeling uit te voeren waarin de wetten, decreten en besluiten of de beheersovereenkomst voorzien, kan de Regering hem verplichten orde op zaken te stellen binnen een welbepaalde termijn. Als de raad van bestuur na afloop van die termijn al het nodige niet heeft gedaan, mag de Regering in zijn plaats optreden.

Het besluit wordt betekend aan het Parlement.

Art. 532. Het ontwerp van jaarlijkse begroting van het centrum wordt door de Regering opgemaakt op voorstel van de raad van bestuur van het centrum. Het wordt bij het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest gevoegd en ter goedkeuring voorgelegd aan het Parlement.

Art. 533. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor het gebruik van de kredieten waarin het ontwerp van begroting voorziet, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe die niet toegestaan worden door de begroting van het vorige jaar.

Kredietenoverschrijdingen waarvoor het Gewest een tegemoetkoming zou moeten verlenen die hoger is dan die waarin zijn begroting voorziet, worden eerst goedgekeurd door een overeenkomend krediet op de begroting te stemmen.

Art. 534. De raad van bestuur bezorgt de Regering minstens om de drie maanden een periodiek overzicht van zijn activiteiten en een desbetreffend jaarverslag.

Hij maakt uiterlijk 31 mei van het jaar na dat waarop het beheer betrekking heeft, de jaarrekening betreffende de uitvoering van zijn begroting op, alsook de balans en de resultatenrekening.

De balans en de resultatenrekening zijn het voorwerp van een ontwerp van decreet houdende regeling van de begroting, dat als bijlage bij de algemene rekening van het Waalse Gewest aan het Parlement wordt voorgelegd.

De Regering stelt de lijst van de oninbare vorderingen op.

Art. 535. De Regering organiseert de controle op de verbintenissen.

Art. 536. De Regering bepaalt de regels voor :

- 1° de overlegging van de begroting;
- 2° de boekhouding;
- 3° de rekening en verantwoording;
- 4° de periodieke toestanden en verslagen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de schatting van de bestanddelen van het vermogen en voor de berekening en de vastlegging van het maximumbedrag van de reserves en voorschotten die nodig zijn voor de activiteiten van de instelling.

Art. 537. Het centrum gebruikt zijn bezittingen en liquide middelen alleen om de opdrachten te vervullen die hem bij deze titel toegewezen worden.

Onderafdeling 3. — Personeel

Art. 538. § 1. De contractuele personeelsleden van het « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » worden door de Intercommunale « Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré » overgenomen.

§ 2. De statutaire personeelsleden van het « Centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies » mogen kiezen tussen een opdracht van algemeen belang bij de Intercommunale « Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré » en een overplaatsing naar het Psychiatrisch ziekenhuis « Les Marronniers ».

Het personeelslid dat niet zelf beslissen kan, wordt door de Regering aangesteld hetzij op een betrekking binnen haar diensten, hetzij op een betrekking bij een instelling van openbaar nut die onder het Gewest ressorteert.

De statutaire personeelsleden blijven onderworpen aan het statuut dat op hen toepasselijk is op 1 juli 2009 en aan de wijzigingen hiervan.

Die personeelsleden behouden hun graad en hoedanigheid. Zij behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of verkregen zouden hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij op de datum van de afschaffing van hun instelling bekleedden.

§ 3. Er kunnen bevorderingen toegekend worden aan de statutaire personeelsleden die ter beschikking van de intercommunale « Centre hospitalier universitaire Ambroise Paré » gesteld worden, op voorstel van haar organen.

§ 4. Het overgeplaatst personeel behoudt de hoedanigheid, de bezoldiging en de anciënniteit dat het genoot voor de overplaatsing. Het behoudt evenwel de voordelen gebonden aan de uitoefening van een ambt enkel voor zover de voorwaarden voor de toekenning ervan in het centrum blijven bestaan.

HOOFDSTUK II. — Geestelijke gezondheidszorg en referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg

Afdeling 1. — Algemene beginselen

Art. 539. § 1. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg worden door de Regering erkend met het oog op de toekenning van de subsidies waarin dit decreet voorziet.

Ze genieten subsidies die door de Regering toegekend worden als ze de bij of overeenkomstig dit decreet vastgelegde voorwaarden vervullen.

De diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg worden opgericht op initiatief van een overheid, een vereniging zonder winstoogmerk of een universitaire instelling.

§ 2. Alle akten en andere stukken, bekendmakingen en aanplakkingen die van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg uitgaan worden ter informatie aangevuld met de melding « service de santé mentale agréé et subventionné par la Région wallonne » (dienst voor geestelijke gezondheidszorg erkend en gesubsidieerd door het Waals Gewest) of « centre de référence en santé mentale agréé et subventionné par la Région wallonne » (referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg erkend en gesubsidieerd door het Waals Gewest).

Afdeling 1. — Diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Onderafdeling 1. — Verplichtingen

A : Opdracht en project

Art. 540. Een dienst voor geestelijke gezondheidszorg is een ambulante structuur die via een multidisciplinaire aanpak inspeelt op de psychische of psychologische problemen van de bevolking van het grondgebied dat door hem bediend wordt.

Hij vervult de volgende opdrachten :

- het onthaal van de aanvraag betreffende de psychische of psychologische problemen;
- de organisatie van een antwoord, al naar gelang van de beschikbare middelen en de bijzondere kenmerken van de aanvraag, waarbij een diagnose gesteld en een behandeling opgestart wordt, rekening houdend met de psychiatrische, psychotherapeutische of psychosociale toestand;
- de bijkomende organisatie van de activiteiten ten gunste van andere beroepsmensen met het oog op de verbetering van de kwaliteit van hun prestaties, in de vorm van informatieverstrekking, supervisie of vorming, en de uitvoering van expertisen i.v.m. hun zorgverlenende activiteiten.

De erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan bovendien één of meer specifieke initiatieven voor een bepaalde bevolking ontwikkelen of een bijzondere methodologische aanpak uitwerken.

Hij kan ook een therapeutische club oprichten, m.a.w. een onthaal- en activiteitenplaats waar personen met ernstige of chronische psychiatrische of psychologische stoornissen zich geleidelijk kunnen stabiliseren of verzorgd kunnen worden.

Art. 541. De opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg worden uitgeoefend in het raam van een actieprogramma, hierna « project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg » genoemd.

Het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt prioritair op de patiënt gericht

Het bestaat uit de volgende delen :

- 1° de omgeving van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg op territoriaal en institutioneel vlak;
- 2° de algemene organisatie van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, uitvoerig omschreven voor elke opdracht;
- 3° de doelstellingen;
- 4° de acties die uit de doelstellingen voortvloeien;
- 5° de evaluatie in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren.

De indicatoren toetsen de uitgevoerde acties aan de doelstelling.

De inhoud van de vijf delen van het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt nader bepaald door de Regering.

Wanneer de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een specifiek initiatief ontwikkelt of een therapeutische club organiseert, worden deze apart in het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg geïntegreerd.

De inrichtende macht die de erkenningsaanvraag indient, staat in voor de definitie van het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg en voor de opmaking ervan.

B : Onthaal

Art. 542. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg organiseert een onthaaldienst tijdens de openingsuren. De gebruiker kan tijdens die uren een antwoord op zijn oproep krijgen of in de lokalen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg ontvangen worden.

Art. 543. Buiten de openingstijden wordt een onthaal- en oriënteringsbericht door een antwoordapparaat meegedeeld. Dat bericht vermeldt het adres en verdere gegevens van de structuur waartoe de gebruiker zich in noodgevallen of in geval van noodzaak wenden kan en wijst hem erop dat hij zijn aanvraag op het antwoordapparaat meedelen kan.

Daartoe sluit de dienst voor geestelijke gezondheidszorg één of meer overeenkomsten met andere instellingen.

De overeenkomst bevat op zijn minst de kennisgevingsmodaliteiten die ten uitvoer gelegd worden i.v.m. de opvolging van de gebruikers.

De Regering bepaalt het model van de overeenkomst.

C : Beantwoording van de aanvraag

Art. 544. Na ontvangst van de aanvraag organiseert de dienst voor geestelijke gezondheidszorg het antwoord dat gegeven moet worden.

Daartoe wordt de aanvraag behandeld in het raam van het multidisciplinaire overleg, behalve dringende noodzakelijkheid of crisissituatie.

Art. 545. Om het meest geschikte antwoord te geven, beoogt het multidisciplinaire overleg de evaluatie van de behoeften van de gebruiker, de evolutie ervan, de beschikbare middelen binnen de dienst voor geestelijke gezondheidszorg of het netwerk.

Het wordt uitgeoefend in het raam van de wekelijkse teamvergadering en van de relaties binnen het zorg- of hulpverleningsnetwerk.

De Regering bepaalt de modaliteiten van het multidisciplinaire overleg.

Art. 546. Tijdens het multidisciplinaire overleg wordt voor elke gebruiker een verbindingsfunctie aan een personeelslid toegekend.

Het personeelslid richt zijn actie op de behoeften van de gebruiker en wordt zodoende belast met de coördinatie van de interventies, de uitvoering van de genomen beslissingen en de ondersteuning van het gezamenlijke proces.

Art. 547. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg organiseert minstens één keer per kwartaal een multidisciplinair overleg met alle personeelsleden, o.a. met degenen i.v.m. een specifiek initiatief of een therapeutische club.

Het driemaandelijkse multidisciplinaire overleg beoogt de klinische en organisationele integratie.

Het omvat op zijn minst :

- de intervisie en de uitwisseling van praktijken;
- informatieverstrekking en communicatie betreffende de activiteiten van de personeelsleden;
- de evaluatie van het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De modaliteiten voor de organisatie van het multidisciplinaire overleg liggen vast in het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg en worden nader bepaald door de Regering.

Art. 548. De geneesheer die niet deel uitmaakt van de door de gebruiker aangewezen dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt, indien de gebruiker daarmee instemt, bij de behandeling betrokken en over de uit het multidisciplinaire overleg voortvloeiende voorstellen ingelicht.

Art. 549. Wanneer de dienst voor geestelijke gezondheidszorg de aanvraag niet kan inwilligen, stuurt hij de gebruiker naar een andere professional, hetzij vanaf het onthaal, hetzij na het multidisciplinaire overleg.

D. Bijkomende activiteiten

Art. 550. Onder « bijkomende activiteiten » wordt in de zin van dit decreet verstaan de expertisen die op verzoek van de gebruiker voor derden uitgevoerd worden en de organisatie van activiteiten inzake informatieverstrekking, supervisie en vorming ten gunste van andere beroepsmensen.

Art. 551. § 1. De expertises worden uitgevoerd in het raam van de algemene opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Ze dienen voor de vastlegging van de elementen die recht geven op zorgverlening of voor het beantwoorden van een vraag die van de juridische overheid uitgaat.

De aard van de expertiseaanvragen waarop de dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan inspelen wordt nader bepaald door de Regering.

§ 2. De activiteiten die de dienst voor geestelijke gezondheidszorg inzake informatieverstrekking, supervisie of vorming organiseert houden verband met zijn algemene opdrachten of met de specifieke initiatieven die hij ontwikkelt.

§ 3. De bijkomende activiteiten mogen niet meer bedragen dan 20 % van het totaal van de uren gepresteerd door het personeel van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

E : Netwerking

Art. 552. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg vervult zijn opdrachten in netverband.

In de zin van dit decreet wordt verstaan onder net het geheel van de beroepsmensen, ongeacht hun activiteitensector, of van niet-beroepsmensen die, gelijktijdig of achtereenvolgens, ten gunste van de gebruiker of een situatie tussenkomen, in een effectief partnerschap waarbij een werking, een finaliteit en doelstellingen gedefinieerd worden.

De activiteitensectoren kunnen, al naar gelang van de plaatselijke realiteit en van de behoeften van de gebruikers, betrekking hebben op de aangelegenheden i.v.m. de gezondheid, het gezin, sociale actie, gehandicapte personen, buitenlandse personen of personen van buitenlandse herkomst, bejaarden, kinderen, onderwijs en jeugdhulp.

De diensten die onder die activiteitensectoren vallen en die deel van het net mogen uitmaken, worden nader bepaald door de Regering.

§ 2. In de zin van dit hoofdstuk wordt het institutionele overleg gedefinieerd als het tot stand gebrachte kader of als de samenwerking tussen de instellingen, los van een bijzondere situatie, opdat de beroepsmensen in voorkomend geval zouden kunnen samenwerken.

Het net is ingebed in het institutionele overleg door sluiting, tussen instellingen, van samenwerkingsovereenkomsten waarin minstens de aangewende samenwerkingsprocedures en methodes nader bepaald worden.

Art. 553. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg neemt deel aan de overleggen gevoerd op initiatief van de overheden of privé diensten, wanneer ze betrekking hebben op hun opdrachten.

Art. 554. De Regering kan, met inachtneming van de institutionele evolutie, prioriteiten inzake institutioneel overleg definiëren.

F : Multidisciplinair team

Art. 555. Om zijn opdrachten te vervullen, beschikt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg over één of meer multidisciplinaire teams, hierna « team » genoemd.

Art. 556. § 1. Het team vervult de volgende functies :

- a) de psychiatrische functie;
- b) de psychologische functie;
- c) de sociale functie;
- d) de onthaal- en secretariaatfunctie.

Ze wordt bijgestaan door een administratieve directie en door een therapeutische directie.

§ 2. Om in te spelen op de behoeften van de ten laste genomen personen kan het team andere functies vervullen, hierna « bijkomende functies » genoemd.

Die bijkomende functies worden door de Regering, volgens de uitvoeringsmodaliteiten die zij bepaalt, in het raam van de erkenning of van een wijziging ervan op basis van het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg toegekend in de volgende domeinen : geneeskunde, verpleegkundige verzorging, pedagogie, sociologie, criminologie, psychomotriciteit, logopedie en ergotherapie.

Om in te spelen op de specificiteit van de acties van de therapeutische clubs en op de behoeften van hun bevolking, kan de Regering de lijst van de domeinen uitbreiden in het geval van de therapeutische clubs of op basis van een rapport opgemaakt door een erkend referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg, bedoeld in afdeling 3 van dit hoofdstuk.

Art. 557. De Regering bepaalt de lijst van de diploma's en van de specifieke kwalificaties, alsook van de verplichtingen inzake bijscholing met het oog op de uitvoering van de functies bedoeld in het vorige artikel, waarbij die hoe dan ook moeten overeenstemmen met een opleiding van twee dagen per jaar en per in dienst genomen of voltijds werknemer.

Art. 558. De inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg neemt het personeel in dienst dat die functies op grond van een arbeidsovereenkomst of van een statuut zal vervullen of sluit samenwerkingsovereenkomsten met zelfstandige zorgverleners.

Zij bepaalt de duur van de prestaties van de leden van het team en wijst de persoon aan die zij belast met de administratieve en de therapeutische directie van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Elke wijziging in de samenstelling van het gesubsidieerde personeel wordt vooraf of binnen de maand van de toepassing ervan door de inrichtende macht ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Art. 559. De inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg neemt de therapeutische vrijheid van de leden van het team in acht.

Die leden zijn gehouden tot het beroepsgeheim.

Art. 560. § 1. Onder het toezicht van de inrichtende macht is het lid van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg dat belast is met de administratieve directie, hierna « administratief directeur » genoemd, verantwoordelijk voor de goede organisatie en de totstandbrenging van het project inzake geestelijke gezondheid, de administratieve en technische coördinatie, de toepassing van het arbeidsreglement en de begeleiding van het personeel.

Het zorgt ervoor dat de werking van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg aan de wettelijke en reglementaire voorschriften voldoet.

Onverminderd andere bepalingen die door de inrichtende macht aangenomen en aan de Waalse Regering betekend worden, is het de gesprekspartner van de inrichtende macht t.o.v. de Regering.

Het wordt bijgestaan door het personeel dat het onthaal en het secretariaat waarneemt.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van zijn opdrachten inzake organisatie, coördinatie en begeleiding.

§ 2. De administratief directeur waarborgt het institutionele overleg door de opneming van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg in het institutionele netwerk dat het aanlegt en onderhoudt door het uitwerken van de partnerschapsprocedures, met inbegrip van de zichtbaarheid van de actie ervan op het vlak van de methodologieën.

Hij voorziet binnen het team in een verbindingsfunctie die op de gebruiker gericht is.

§ 3. In samenwerking met de therapeutische directie zorgt de administratief directeur voor de continuïteit en de kwaliteit van de zorgverlening.

Art. 561. De therapeutische directie wordt waargenomen door een geneesheer van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, hierna « therapeutisch directeur » genoemd.

Hij zorgt voor de goede therapeutische werking van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, neemt het voorzitterschap van de wekelijkse vergaderingen van het team waar en werkt mee aan de bijkomende activiteiten en aan die betreffende de werking in netverband, op het vlak van de therapeutische inhoud.

De functie van administratief directeur mag niet door de therapeutisch directeur uitgeoefend worden.

G : Prestaties van de leden van het team

Art. 562. Voor de toepassing van dit decreet stemt een voltijdse functie overeen met een wekelijkse duur van 38 uren.

Art. 563. De psychologische, sociale, onthaal- en secretariaatfuncties van het team stemmen hoe dan ook overeen met prestaties die gelijk zijn aan twee voltijdse banen en aan één halftijdse baan, wat de basisteam betreft.

Voor het geheel zijn de prestaties van de psychologische en sociale functies overwegend.

De Regering wijst minstens één basisteam aan elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg toe.

De Regering wijst één of meer bijkomende basisteamen toe op grond van de volgende criteria :

1. de beschikbare begrotingsmiddelen;
2. de doelstelling inzake evenwichtige verdeling van het aanbod over het gezamenlijke grondgebied;
3. het project inzake geestelijke gezondheid.

Art. 564. De onthaal- en secretariaatfunctie wordt toegewezen naar rato van minstens één voltijds equivalent per dienst voor geestelijke gezondheidszorg, met inbegrip van de psychiatrische functie.

De Regering bepaalt het aantal betrekkingen voor die functie. Het moet toegewezen worden op grond van het aantal voltijds equivalenten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, onthaal- en secretariaatfunctie niet inbegrepen.

Art. 565. De sociale functie mag nooit lager zijn dan één halftijdse betrekking per team.

De Regering bepaalt het aantal betrekkingen voor die functie, die toegewezen moeten worden volgens het aantal voltijds equivalenten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, behalve de sociale functie, rekening houdend met het project van de geestelijke gezondheidszorg.

Art. 566. § 1. De psychiatrische functie wordt toegewezen naar rato van minstens 15 u. 12 per dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De Regering bepaalt het aantal uren voor die functie. Het moet toegewezen worden op grond van het aantal voltijds equivalenten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, psychiatrische functie niet inbegrepen, rekening houdend met het project inzake geestelijke gezondheid.

§ 2. Wanneer het personeelslid als therapeutisch directeur aangewezen wordt, wijdt hij minstens 7 u. 36 per week aan die functie.

Het aantal uren bedoeld in het vorige lid wordt tot minstens 4 uren verlaagd voor de diensten voor geestelijke gezondheidszorg waaraan een basisteam toegewezen wordt.

De Regering bepaalt het aantal banen voor die functie. Het moet toegewezen worden op grond van het aantal voltijds equivalenten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, psychiatrische functie niet inbegrepen.

Art. 567. De dienstverstrekker ontvangt honoraria waarvan het bedrag overeenkomstig artikel 580, § 2 van dit decreet bepaald wordt, ongeacht zijn statuut.

Art. 568. Naast het gesubsidieerde personeel kunnen één of meer zelfstandige dienstverstrekkers de in artikel 556, § 1, a) tot c), en § 2, bedoelde functies uitoefenen, voor zover ze met de inrichtende macht een samenwerkingsovereenkomst sluiten die voorziet in de modaliteiten inzake deelneming aan het multidisciplinaire overleg en bijdrage in de beheerskosten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, alsook in het maximumbedrag van de honoraria, na instemming van de Regering, die de modaliteiten voor de indiening en de behandeling bepaalt.

De bijdrage in de beheerskosten mag in geen geval lager zijn dan 15 % van de geïnde honoraria.

H : De gebruiker

1. Begripsomschrijving

Art. 569. De gebruiker wordt gedefinieerd als een chronisch of tijdelijk verzwakte persoon, ongeacht zijn leeftijd, die in aanmerking komt voor de rechtstreekse of onrechtstreekse interventie van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg om zijn geestelijke gezondheidstoestand te herstellen of om ervoor te zorgen dat de stoornissen waaraan hij lijdt verdraagbaar worden voor hemzelf en voor zijn omgeving, zodat hij vaardigheden kan verwerven en ontwikkelen met het oog op zijn emancipatie en zijn sociale inschakeling.

Hij heeft in ieder geval de vrije keuze van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De ideologische, filosofische en godsdienstige overtuigingen van de gebruiker worden in acht genomen.

Het individuele dossier van de gebruiker.

Art. 570. § 1. Voor elke gebruiker wordt een individueel dossier aangelegd met de medische, sociale en administratieve gegevens die nuttig zijn voor de tenlasteneming en de continuïteit van de zorgverlening, met inachtneming van de deontologische regels en van de regels inzake bescherming van de private levensfeer.

Onverminderd andere wetsbepalingen, worden de individuele dossiers minstens 10 jaar na afsluiting ervan bewaard onder de verantwoordelijkheid van de administratief directeur.

De Regering kan bepalen welke gegevens in het individuele dossier van de gebruiker moeten voorkomen wanneer voldaan moet worden aan de verplichtingen i.v.m. het activiteitenrapport, de sociaal-epidemiologische verzameling of wanneer deel genomen moet worden aan een onderzoeksactiviteit gevoerd door een referentiecentrum bedoeld in Afdeling 3 van dit hoofdstuk.

§ 2. De gebruiker heeft vanwege het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg recht op een zorgvuldig bijgehouden en veilig bewaard individueel dossier.

Op verzoek van de gebruiker voegt het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg de door hem verstrekte stukken toe aan zijn dossier.

§ 3. De gebruiker heeft recht op inzage van zijn dossier.

Aan het verzoek waarbij de gebruiker zijn dossier wenst in te kijken wordt zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 15 dagen na ontvangst ervan gevolg gegeven.

De persoonlijke aantekeningen van een lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en de gegevens die betrekking hebben op derden zijn van het inzagerecht uitgesloten.

De gebruiker kan zich op eigen verzoek laten bijstaan door een vertrouwenspersoon die hij aanwijst of zijn inzagerecht door die persoon laten uitoefenen. Indien die persoon een lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van een andere dienst voor geestelijke gezondheidszorg is, neemt hij ook inzage van de persoonlijke aantekeningen bedoeld in het derde lid.

Indien het dossier van de gebruiker een schriftelijke motivering bevat, zoals bedoeld in artikel 573, § 4, tweede lid, die nog steeds relevant is, oefent de gebruiker zijn recht op inzage van het dossier uit via een door hem aangewezen lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van een andere dienst voor geestelijke gezondheidszorg. Dat lid neemt ook inzage van de persoonlijke aantekeningen bedoeld in het derde lid.

§ 4. De gebruiker heeft recht op de aflevering, tegen betaling van de kostprijs, van een afschrift van het dossier of van een gedeelte ervan, overeenkomstig de regels die in § 3 vastliggen. Op ieder afschrift wordt vermeld dat het strikt persoonlijk en vertrouwelijk is.

Het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg weigert dat afschrift af te leveren indien het beschikt over duidelijke aanwijzingen dat de gebruiker onder druk wordt gezet om een afschrift van zijn dossier aan derden mee te delen.

§ 5. Na het overlijden van de gebruiker hebben de echtgeno(o)t(e), de wettelijk samenwonende partner, de partner en de bloedverwanten tot en met de tweede graad, via het door de verzoeker aangewezen lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, het in § 2 bedoelde inzagerecht voor zover hun verzoek voldoende gemotiveerd en gespecificeerd is en de gebruiker zich hiertegen niet uitdrukkelijk heeft verzet. Het aangewezen lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg neemt ook inzage van de persoonlijke aantekeningen bedoeld in § 3, derde lid.

2. Rechten van de gebruiker

Art. 571. Bij zijn eerste onthaal wordt de gebruiker ingelicht over de methodes van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, de werking ervan en de prijs van de prestaties.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van de informatie die aan de gebruiker verstrekt wordt.

Art. 572. Wanneer de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een tenlasteneming in netverband voorstelt, heeft de gebruiker het recht om die tenlasteneming geheel of gedeeltelijk te weigeren.

Art. 573. § 1. De gebruiker heeft vanwege het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg recht op alle informatie die hem betreft en die nodig is om inzicht te krijgen in zijn gezondheidstoestand en de vermoedelijke evolutie ervan.

§ 2. De communicatie met de gebruiker geschiedt in een duidelijke taal.

De gebruiker kan erom verzoeken dat de informatie hem schriftelijk wordt bevestigd.

Op schriftelijk verzoek van de gebruiker kan de informatie verstrekt worden aan de vertrouwenspersoon die hij aangewezen heeft. Dat verzoek van de gebruiker en de identiteit van de vertrouwenspersoon kunnen in het dossier van de gebruiker opgetekend of eraan toegevoegd worden.

§ 3. De informatie wordt niet aan de gebruiker verstrekt indien deze hierom uitdrukkelijk verzoekt, tenzij het niet meedelen ervan klaarblijkelijk ernstig nadeel voor de gezondheid van de gebruiker of derden oplevert en op voorwaarde dat het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg hierover vooraf een ander lid van die team of van een andere team van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg voor dezelfde functie heeft geraadpleegd en de eventueel aangewezen vertrouwenspersoon, bedoeld in § 2, derde lid, heeft gehoord.

Het verzoek van de gebruiker wordt opgetekend of toegevoegd in zijn dossier.

§ 4. Het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg mag bij wijze van uitzondering de in § 1 bedoelde informatie aan de gebruiker onthouden indien het meedelen ervan klaarblijkelijk ernstig nadeel voor zijn gezondheid zou meebrengen en op voorwaarde dat het vooraf een ander lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van een andere team van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg voor dezelfde functie heeft geraadpleegd.

In dat geval voegt het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een schriftelijke motivering toe in het dossier van de gebruiker en licht hij de eventueel aangewezen vertrouwenspersoon bedoeld in § 2, derde lid, in.

Zodra het meedelen van de informatie niet langer het in het eerste lid bedoelde nadeel oplevert, moet het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg de informatie alsnog meedelen.

Art. 574. § 1. De gebruiker heeft het recht om vrij in te stemmen met elke tussenkomst van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, mits voorafgaande kennisgeving.

Deze instemming wordt uitdrukkelijk gegeven, behalve wanneer het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, na de gebruiker voldoende te hebben geïnformeerd, diens instemming redelijkerwijze uit zijn gedrag kan afleiden.

Op verzoek van de gebruiker of van het lid van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en met de toestemming van het lid van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van de gebruiker, wordt de instemming schriftelijk vastgelegd en in het dossier van de gebruiker toegevoegd.

§ 2. De gegevens die aan de gebruiker verstrekt worden met het oog op de uiting van de instemming bedoeld in § 1 betreffen de doelstelling, de aard, de mate van de dringende noodzakelijkheid, de duur, de frequentie, de contra-indicaties, de bijgevolgen en risico's i.v.m. de interventie die relevant zijn voor de gebruiker, de opvolgingszorgen, de mogelijke alternatieven en de financiële gevolgen. Ze betreffen bovendien de mogelijke gevolgen in geval van weigering of intrekking van de instemming en de andere nadere gegevens die de gebruiker of het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg nuttig acht, desgevallend met inbegrip van de wetsbepalingen die in acht genomen moeten worden in geval van interventie.

§ 3. De gegevens bedoeld in § 1 worden vooraf en ten gepaste tijde verstrekt onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bedoeld in de §§ 3 en 4 van artikel 573.

§ 4. De gebruiker heeft het recht om zijn instemming met een interventie te weigeren of in te trekken, zoals bedoeld in § 1.

Op verzoek van de gebruiker of van het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt de weigering of de intrekking van de instemming schriftelijk vastgelegd en in het dossier van de gebruiker toegevoegd.

De weigering of de intrekking van de instemming doet het recht op kwaliteitsprestaties vanwege het diensthoofd van het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg niet vervallen.

Indien de gebruiker, toen hij nog in staat was tot het uitoefenen van de rechten zoals ze in dit decreet vastliggen, schriftelijk heeft laten weten dat hij zijn instemming met een bepaalde interventie van het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg weigert, moet die weigering in acht genomen worden zolang de gebruiker ze niet ingetrokken heeft op een moment waarop hij zelf in staat is om zijn rechten uit te oefenen.

§ 5. Wanneer het in geval van dringende noodzakelijkheid onduidelijk is of de gebruiker of diens vertegenwoordiger vooraf een wil heeft uitgedrukt, wordt elke nodige interventie onmiddellijk in het belang van de gebruiker verricht door het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg maakt daar melding van in het in artikel 570 bedoelde individuele dossier van de gebruiker en gaat zo snel mogelijk te werk overeenkomstig de bepalingen opgenomen in de vorige paragrafen.

Art. 575. § 1. De gebruiker heeft bij elke interventie van het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg recht op de bescherming van zijn private levenssfeer, o.a. wat betreft de gegevens over zijn gezondheidstoestand.

De gebruiker heeft recht op de bescherming van zijn intimiteit. Behoudens toestemming van de gebruiker, mogen alleen de personen wier aanwezigheid gerechtvaardigd is in het raam van de door een lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg verstrekte diensten, de zorgverlening, examens en behandelingen bijwonen.

§ 2. Er wordt geen inmenging geduld in de uitoefening van dat recht, behalve indien de wet of het decreet daarin voorziet en indien ze nodig is voor de bescherming van de volksgezondheid of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van derden.

Art. 576. § 1. Indien de gebruiker minderjarig is, worden de bij dit hoofdstuk vastgelegde rechten uitgeoefend door de ouders die het toezicht op de minderjarige uitoefenen of door zijn voogd.

§ 2. De gebruiker wordt bij de uitoefening van zijn rechten betrokken naar gelang van zijn leeftijd en volwassenheid. De rechten opgesomd in dit decreet kunnen op autonome wijze uitgeoefend worden door de minderjarige gebruiker van wie geacht wordt dat hij bekwaam is om zijn belangen redelijkerwijs te beoordelen.

Art. 577. § 1. De bij dit hoofdstuk vastgelegde rechten van een meerderjarige gebruiker die onder het statuut van de verlengde minderjarigheid of het verbod valt, worden door zijn ouders of zijn voogd uitgeoefend.

§ 2. De gebruiker wordt, rekening houdend met zijn begripsvermogen, zoveel mogelijk bij de uitoefening van zijn rechten betrokken.

Art. 578. § 1. De bij dit hoofdstuk vastgelegde rechten van een meerderjarige gebruiker die niet onder één van de in artikel 577 bedoelde statuten valt, worden uitgeoefend door de persoon die de gebruiker vooraf zal hebben aangewezen om hem te vervangen, voor zover en zolang hij niet bekwaam is om die rechten zelf uit te oefenen.

De persoon bedoeld in het eerste lid, hierna « de door de gebruiker aangewezen mandataris » genoemd, wordt aangewezen d.m.v. een specifiek geschreven mandaat, gedateerd en getekend door die persoon en de gebruiker. Met dat mandaat geeft die persoon zijn instemming. Dat mandaat kan d.m.v. van een gedateerd en getekend geschrift ingetrokken worden door de gebruiker of door de mandataris die hij aangewezen heeft.

§ 2. Indien de gebruiker geen mandataris heeft aangewezen of indien de door de gebruiker aangewezen mandataris niet tussenkomt, worden de bij dit decreet vastgelegde rechten door de samenwonende echtgeno(o)t(e), de wettelijke samenwonende partner of de feitelijke samenwonende partner uitgeoefend.

Indien die persoon niet wenst tussen te komen of verstek laat, worden de rechten in volgorde uitgeoefend door een meerderjarig kind, een ouder, een meerderjarige broer of zuster van de gebruiker.

Indien die personen niet wensen tussen te komen of verstek laten, worden de belangen van de patiënt door het betrokken lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg behartigd, desgevallend in het raam van het multidisciplinaire overleg.

Dat geldt ook in geval van conflict tussen twee of meer personen onder die vermeld in deze paragraaf.

§ 3. De gebruiker wordt, rekening houdend met zijn begripsvermogen, zoveel mogelijk bij de uitoefening van zijn rechten betrokken.

Art. 579. § 1. Met het oog op de bescherming van de private levenssfeer van de gebruiker, zoals bedoeld in artikel 575, kan het betrokken lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg het door de in de artikelen 576, 577 en 578 bedoelde persoon ingediende verzoek om inzage of afschrift, zoals bedoeld in artikel 570, § 3, of § 4, geheel of gedeeltelijk verwerpen. In dat geval wordt het inzage- of afschriftrecht uitgeoefend door het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg dat door de mandataris aangewezen wordt.

§ 2. In het belang van de gebruiker en om elke risico voor zijn leven of elke ernstige aantasting van zijn gezondheid te voorkomen, wijkt het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, desgevallend in het raam van het multidisciplinaire overleg, af van de beslissing genomen door de persoon bedoeld in de artikelen 576, 577 en 578, § 2. Indien de beslissing is genomen door een persoon bedoeld in artikel 578, § 1, wijkt het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg er slechts van af voor zover die persoon de uitdrukkelijke wil van de gebruiker niet kan inroepen.

§ 3. In de gevallen bedoeld in de §§ 1 en 2 voegt het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een schriftelijke motivering toe in het dossier van de gebruiker.

I. Kostprijs van de prestaties

Art. 580. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg vordert van de gebruiker, desgevallend van diens wettelijke vertegenwoordigers of rechtstreeks van de betrokken instellingen, de honoraria of financiële tegemoetkomingen die hen krachtens de wetgeving of reglementen opgelegd worden.

Op basis van een voorstel van een lid van het team dat voor de sociale functie instaat kan er gratis geraadpleegd worden wanneer de persoon niet over voldoende financiële middelen beschikt, tenzij de desbetreffende modaliteiten in een intern reglement vastliggen.

In het laatste geval wordt het intern reglement samen met de erkenningsaanvraag aan de Regering overgelegd.

Bij gebrek aan andersluidend advies binnen twee maanden na ontvangst, wordt het geacht aanvaard te zijn.

§ 2. Voor de prestaties bepaald bij de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994, wordt de financiële tegemoetkoming van de verzekering gevorderd op basis van de betaling per prestatie volgens de nomenclatuur van de gezondheidszorgen, of op basis van het forfaitair bedrag bepaald bij artikel 52 van het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van genoemde wet.

Wanneer de financiële tegemoetkoming van de verzekering gevorderd wordt op basis van de betaling per prestatie volgens de nomenclatuur van de gezondheidszorgen, wordt geen persoonlijke tegemoetkoming gevorderd van de verzekerde gebruiker of van diens wettelijke vertegenwoordiger, behalve die bepaald bij artikel 37 van genoemde wet.

Bij gebrek aan financiële tegemoetkoming van de verzekering wordt de persoonlijke tegemoetkoming van de gebruiker vastgelegd op basis van de betaling per prestatie volgens de nomenclatuur van de gezondheidszorgen.

Art. 581. Voor de prestaties van het niet medisch personeel vordert de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een financiële tegemoetkoming, met inachtneming van het maximumtarief en de modaliteiten vastgelegd door de Regering.

Dat tarief wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid van de arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 582. De tarieven, honoraria en financiële bijdragen worden aangeplakt in de wachtzalen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en vermeld in de informatiedocumenten die hij uitgeeft.

J. Adviesraad

Art. 583. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt bijgestaan door een adviesraad, hierna « raad » genoemd, die samengesteld is uit :

- 1° drie vertegenwoordigers van de inrichtende macht;
- 2° drie vertegenwoordigers van het team, die elk voor een verschillende functie instaan.

§ 2. De raad vergadert minstens één keer om de zes maanden onder het voorzitterschap van één van de vertegenwoordigers van de inrichtende macht, wiens stem bij staking van stemmen doorslaggevend is.

De raad wijst de persoon aan die het secretariaat waarneemt en de notulen opmaakt.

De notulen worden gedurende vijf jaar bewaard en ter inzage van de Waalse Regering gelegd op haar verzoek.

Wanneer de administratief directeur niet aangewezen wordt als vertegenwoordiger van de inrichtende macht, wordt hij op de vergaderingen van de raad uitgenodigd.

Art. 584. De raad organiseert het overleg tussen de inrichtende macht en het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Het overleg slaat hoe dan ook op :

- het huishoudelijk reglement dat voorziet in, o.a., de modaliteiten en de periodiciteit van de aanwijzing van de leden van de raad en in een oproepingsprocedure in geval van dringende noodzakelijkheid;
- het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg;
- de aanwijzing van de geneesheren of de bepaling van de compensatiemaatregelen wanneer verzocht wordt om af te wijken van het prestatieminimum bedoeld in artikel 619, § 2;
- de aanwijzing van de leden van het team en van de administratieve directie;
- de behoeften aan personeel, de indienstneming ervan en het afsluiten van overeenkomsten met de zelfstandige zorgverleners;
- de behoefte aan lokalen en uitrusting;
- de overeenkomsten i.v.m. de opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en de werking in netverband;
- de begroting;
- de exploitatierekening;
- de bestemming van de ontvangsten;
- de evaluatie van de activiteiten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De beslissingen van de inrichtende macht worden met redenen omkleed wanneer ze afwijken van het advies van de raad en worden hem in alle gevallen meegedeeld.

K : Inzameling van sociaal-epidemiologische gegevens

Art. 585. § 1. Om zijn opdracht te vervullen verzamelt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg sociaal-epidemiologische gegevens over de gebruikers.

Die verzameling dient om :

- het profiel van de door hem bediende bevolking vast te leggen en op basis van die gegevens het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg te oriënteren;
- bij te dragen in het onderzoek en de analyse voor het gezamenlijke Franse taalgebied en hem in staat te stellen te voldoen aan zijn verplichtingen t.o.v. andere overheden.

De verzamelde gegevens dienen hoe dan ook voor de identificering van de sociologische kenmerken van de bevolking die de dienst voor geestelijke gezondheidszorg om advies verzoekt, van de perimeter van de toegankelijkheid van de plaats van de raadpleging, het traject van de gebruiker, het hulp- en zorgverleningsnet en de middelen waarover de gebruiker beschikt, in verband met de vastgestelde psychische en psychologische problemen.

De Regering bepaalt de minimale lijst van de gegevens die het voorwerp van de verzameling zijn, de modaliteiten voor de registratie, bewaring en mededeling van de gegevens die voor haar bestemd zijn.

Het komt aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg toe om de gegevens anoniem te houden volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

§ 2. Wanneer de resultaten van het onderzoek en de analyse van de gegevens gekend zijn, informeert de Regering de diensten voor geestelijke gezondheidszorg op de meest geschikte wijze.

L : Toegankelijkheid en infrastructuur

Art. 586. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg is gevestigd daar waar de belangen van de gebruikers van het grondgebied dat hij bedient zo goed mogelijk behartigd kunnen worden.

Hij zorgt ervoor dat de gebruikers er vlotte toegang toe krijgen.

Art. 587. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan in aparte zetels georganiseerd worden en over antennes beschikken.

In dezelfde zetel kunnen verschillend teamen werken voor zover de inrichting van de lokalen het toelaat.

§ 2. Elke zetel beschikt minstens over :

- een wachtzaal;
- een specifiek lokaal voor de administratieve functie;
- raadplegingsbureau's en sanitaire installaties, waarvan minstens één aangepast is aan personen met beperkte beweeglijkheid.

De organisatie van het onthaal kan gemeen zijn aan verschillende zetels.

De organisatie van de lokalen houdt rekening met de bepalingen betreffende de bewaring van de individuele dossiers en de archieven, met inachtneming van de geheimhouding.

§ 3. De antenne is een externe raadplegingsplaats die niet voldoet aan de criteria van de zetel.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg zorgt ervoor dat in die raadplegingsplaats rekening gehouden met de geheimhouding van de gesprekken en met de bescherming van de private levenssfeer van de gebruiker.

Art. 588. Wanneer de dienst voor geestelijke gezondheidszorg gevestigd is in een gebouw waar andere sociale of zorgverlenende instellingen of diensten ondergebracht zijn, wordt voor de dienst voor geestelijke gezondheidszorg binnen dat gebouw voorzien in lokalen die een samenhangende entiteit vormen.

De lokalen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg mogen zich in geen geval in een residentiële structuur bevinden.

In ieder geval wordt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg duidelijk geïdentificeerd naar het publiek toe.

Art. 589. De lokalen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg worden gedekt door een attest waaruit blijkt dat ze voldoen aan de veiligheidsnormen. Dat attest wordt afgeleverd door de Burgemeester van de gemeente waar ze gevestigd zijn en is opgemaakt op grond van een rapport van de regionale brandweerdienst.

Art. 590. De raadplegingen worden elke werkdag door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg gehouden, meer bepaald van maandag tot vrijdag tussen 9 uur en 18 uur, behalve drie dagen per jaar.

Die dagen zijn bestemd hetzij voor activiteiten i.v.m. de verbetering van de werking van het team, hetzij om een buitengewoon verlof toe te kennen, mits voorafgaande kennisgeving aan de gebruikers en aan de Regering, met inachtneming van de modaliteiten en termijnen die zij bepaalt.

Daarnaast worden raadplegingen op verzoek georganiseerd voor 9 uur, na 18 uur of zaterdagochtend, naar rato van maximum 4 uren per week, waarbij de ongemakkelijke uren gepresteerd door het personeel niet meer bedragen dan 4 % van het totaal aantal uren toegekend aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

M. Boekhouding

Art. 591. De erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg die zijn rechten op subsidies laat gelden houdt boeken met, per begrotingsjaar, de financiële resultaten van zijn beheer en legt de boekhoudkundige en financiële gegevens aan de Regering over met inachtneming van de modaliteiten en termijnen die zij bepaalt.

De Regering legt een boekhoudkundig plan vast.

Onderafdeling 2. — Verplichtingen eigen aan de specifieke initiatieven en aan de therapeutische clubs

A. Specifieke initiatieven

Art. 592. Het specifieke initiatief dat door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg georganiseerd wordt, integreert zich in zijn werking en geniet de begeleiding van zijn administratieve en therapeutische directies volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Art. 593. De Regering kan afwijken van de bepalingen inzake de vestiging van de lokalen opdat ze aan de ontwikkelde activiteiten aangepast kunnen worden.

De aanvraag tot afwijking wordt samen met de aanvraag tot toekenning van de erkenning ingediend en behandeld volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

B. Therapeutische clubs

Art. 594. De door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg georganiseerde therapeutische club integreert zich in zijn werking volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

De therapeutische club geniet minstens de begeleiding van de administratieve en therapeutische directies van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en is toegankelijk onder de voorwaarden die voor laatstgenoemde gelden.

Hij beschikt, al naar gelang van de aard van zijn activiteiten, over gespecialiseerd personeel en organiseert zijn eigen onthaal.

Art. 595. De Regering kan afwijken van de bepalingen inzake de vestiging van de lokalen opdat ze aan de ontwikkelde activiteiten aangepast kunnen worden.

De aanvraag tot afwijking wordt samen met de aanvraag tot toekenning van de erkenning ingediend en behandeld volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Onderafdeling 3. — Programmering en erkenning

A. Programmering

Art. 596. De activiteiten van elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg vinden geheel of gedeeltelijk plaats binnen de grondgebieden van de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid, behalve wat betreft de specifieke initiatieven die op het gezamenlijke grondgebied van het Franse taalgebied toegelaten worden.

Art. 597. Wanneer de Regering de erkenning verleent, zorgt ze voor een evenwichtige verdeling van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van hun zetels over het grondgebied van het Franse taalgebied en tracht ze daarbij de doelstelling van minstens één dienst voor geestelijke gezondheidszorg per 50.000 inwoners en per administratief arrondissement te halen.

B. Erkenning

Art. 598. De voorwaarden tot toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning worden nader bepaald door de Regering. Daartoe bepaalt ze de desbetreffende modaliteiten en termijnen en zorgt ervoor dat het recht om vóór de besluitvorming gehoord te worden in acht genomen wordt.

Art. 599. De erkenning als specifiek initiatief of therapeutische club kan verleend worden :

- 1° hetzij doorgaans, op basis van een aanvraag die altijd ingediend kan worden;
- 2° hetzij specifiek, in het raam van een oproep tot thematische projecten waarvan de Regering de modaliteiten bepaalt.

Voor het overige is de erkenningsprocedure die in de artikelen 600 tot 602 vastligt toepasselijk op de specifieke initiatieven en de therapeutische clubs.

Art. 600. De erkenningsaanvraag wordt door de inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bij de Regering ingediend.

Ze slaat op de organisatie van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg en, desgevallend, van een specifiek initiatief of van een therapeutische club.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg moet erkend zijn om een aanvraag tot ontwikkeling van een specifiek initiatief of therapeutische club in te dienen.

De voorwaarden van ontvankelijkheid van de aanvraag, de samenstelling van het dossier en de procedure voor de aanvraag van de erkenning worden door de Regering vastgelegd.

Het dossier bevat minstens :

- de identificering van de inrichtende macht;
- het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Art. 601. § 1. De Regering verleent de erkenning voor onbepaalde duur aan een dienst voor geestelijke gezondheidszorg en, desgevallend, een specifiek initiatief of therapeutische club zodra vast staat dat de erkenningsvoorwaarden vervuld zijn of dat de inrichtende macht zich ertoe verbindt eraan te voldoen binnen een termijn die de Regering voorschrijft, wanneer ze pas na het verkrijgen van de erkenning vervuld kunnen worden.

Wanneer de erkenning wordt aangevraagd, moet aan de volgende verplichtingen voldaan worden :

- de rechtsvorm van de inrichtende macht;
- de opmaking van het project inzake geestelijke gezondheid bedoeld in artikel 541.

De erkenningsvoorwaarden die de inrichtende macht zich ertoe verbindt te vervullen betreffen de normen bedoeld in 542 en volgende.

Om zijn recht op erkenning te behouden, werft de inrichtende macht het personeel van de basisteam en beschikt ze over lokalen binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de kennisgeving van de erkenning.

Art. 602. § 1. Elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg beschikt over een enig document waarin de erkenning van de dienst als dusdanig opgenomen is en, desgevallend, de erkenning van het specifieke initiatief (de specifieke initiatieven) of van een therapeutische club ontwikkeld door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, alsook de aard van het erkende aanbod en de eventuele zetels.

Dat document vermeldt ook of de dienst voor geestelijke gezondheidszorg binnen dezelfde zetel een onderscheid maakt tussen het algemene aanbod en het aanbod bestemd voor kinderen en adolescenten.

§ 2. Onder aard van het aanbod wordt verstaan het aantal prestatie-uren naar gelang van de functies.

§ 3. De beslissing betreffende de erkenning onderscheidt het aanbod al naar gelang het zich op algemene wijze richt tot de gezamenlijke bevolking die door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bediend wordt of zich in de tenlasteneming van kinderen of adolescenten specialiseert.

In het laatste geval zijn de volgende bijzondere normen van toepassing :

- de psychiatrische functie wordt door een kinder- en jeugdpsychiater uitgeoefend;
- de dienst voor geestelijke gezondheidszorg vult zijn aanbod aan met a media therapie in de vorm van logopedie, kinesitherapie of psychomotriciteit.

Onderafdeling 4. — Subsidiëring

Art. 603. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de inrichtende macht van de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg subsidies ter dekking van :

- de personeelsuitgaven;
- de werkingskosten;
- de vergoeding bestemd voor de administratieve directie;
- het forfaitair bedrag voor de verbindingsfunctie.

Art. 604. De personeelsuitgaven komen slechts voor subsidies in aanmerking als ze niet hoger zijn dan de door de Regering vastgelegde loonschalen en het aantal prestatieuren bepaald door de erkenning.

De Regering bepaalt de modaliteiten om de prestaties in aanmerking te nemen.

De anciënniteit wordt in aanmerking genomen overeenkomstig de bepalingen die de Regering vastlegt.

Art. 605. De werkingskosten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg worden slechts in aanmerking genomen als ze per jaar en per zetel niet hoger zijn dan een door de Regering vastgelegd forfaitair bedrag van minstens 14.870 euro.

Wat de werkingskosten betreft, wordt de erkende therapeutische club met een zetel gelijkgesteld.

De erkende specifieke initiatieven genieten voor de werkingskosten een subsidie die op basis van het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg berekend wordt en niet meer dan 14.870 euro mag bedragen.

Art. 606. Elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg ontvangt een subsidie die voor de administratieve directie bestemd is, ongeacht het aantal zetels, specifieke initiatieven of therapeutische clubs die hij organiseert.

Het gaat om een forfaitair bedrag.

Het bedrag wordt in de vorm van een uitkering verleend aan het personeelslid dat aangewezen is om de administratieve directie waar te nemen en mag niet kleiner zijn dan 4.032 euro per jaar.

Art. 607. De subsidie die voor de psychiatrische functie wordt toegekend, wordt beperkt tot 75 % van het bedrag dat op basis van de anciënniteit van de werknemer toegekend moet worden.

Ze wordt op verzoek van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg in de vorm van personeels- of werkingskosten gebruikt wanneer de zorgverlener in het raam van een zelfstandigenovereenkomst werkt.

De minimale inhoud van de zelfstandigenovereenkomst wordt nader bepaald door de Regering.

Art. 608. « La subvention attribuée pour la fonction de liaison est calculée forfaitairement en tenant compte du nombre des équivalents temps plein de la fonction sociale.

Elle est utilisée pour des dépenses de personnel supplémentaire ou des frais de fonctionnement afférents à la fonction de liaison.

Elle ne peut être inférieure à 3.935 euros. »

Art. 609. De subsidies bedoeld in dit hoofdstuk worden geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid van de arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, met uitzondering van de werkingskosten waarop de eerste indexering van het boekjaar toegepast wordt.

Art. 610. § 1. De toegekende subsidies zijn het voorwerp van driemaandelijke voorschotten.

Die voorschotten worden berekend als volgt :

- wat de personeelsuitgaven betreft, op basis van de prestatie-uren bedoeld in het besluit tot toekenning van de erkenning;
- wat de overige subsidies betreft, per vierde van het toegekende bedrag.

De driemaandelijke voorschotten worden uiterlijk 15 februari betaald voor het eerste kwartaal van het kalenderjaar, 15 mei voor het tweede kwartaal, 15 augustus voor het derde kwartaal, 15 november voor het vierde kwartaal.

§ 2. De subsidie wordt jaarlijks betaald op basis van een definitieve berekening die rekening houdt met de gestorte driemaandelijke voorschotten en de controle op het gebruik van de subsidie.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de kennisgeving van het resultaat van de controle die het recht van de inrichtende machten beschermen om daarop te reageren.

§ 3. De erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg, die de boekhoudkundige gegevens van het vorige jaar uiterlijk 31 maart niet heeft overgelegd aan de diensten van de Regering, ontvangt geen voorschotten meer voor het lopende jaar zolang de gegevens niet zijn overgelegd.

Art. 611. De ontvangsten uit de raadplegingen en de bijkomende activiteiten zijn bestemd voor de niet gesubsidieerde uitgaven of voor opleidings- en documentatiedoelinden, na onderzoek door de adviesraad.

Onderafdeling 5. — Evaluatie, controle en sanctie

A. Evaluatie en controle

Art. 612. De kwalitatieve evaluatie van de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de administratieve en financiële controle erop worden verricht door de diensten die de Regering aanwijst.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht.

Art. 613. § 1. De indicatoren betreffende de activiteit worden door de Regering bepaald op basis van een analyse uitgevoerd door het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg bedoeld in de artikelen 618 tot 622.

§ 2. Wanneer de dienst erkend is, onderwerpt hij zich aan de evaluatie die door de Regering georganiseerd wordt.

De modaliteiten en de periodiciteit van de evaluatie worden door de Regering bepaald op basis van het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg en met inachtneming van de bij of overeenkomstig dit decreet aangenomen bepalingen, waarbij de evaluatie minstens om de twee jaar uitgevoerd wordt, behalve buitengewone of bijzondere omstandigheden die een frequentere evaluatie zouden rechtvaardigen.

B. Activiteitenverslag

Art. 614. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg bezorgt de Regering jaarlijks, met inachtneming van de modaliteiten en de inhoud die zij bepaalt, een activiteitenrapport met, o.a., kwantitatieve en kwalitatieve gegevens over de activiteiten die hij in de loop van het afgelopen jaar gevoerd heeft.

In dat rapport wordt ook het verband tussen de activiteiten en het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg gelegd en wordt desgevallend voorgesteld om het project bij te werken.

Het wijst tot slot op de vooruitzichten van de dienst voor het volgende jaar.

De periodiciteit kan door de Regering herzien worden voor een gedeelte of voor het geheel van de activiteiten wanneer het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg de doelstellingen bepaalt waarvan de evaluatie minstens een jaar in beslag zal nemen.

§ 2. De Regering bepaalt de termijn en de modaliteiten voor de overlegging van het activiteitenrapport aan haar diensten.

C. Sanctions

Art. 615. De voorwaarden tot toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning worden nader bepaald door de Regering. Daartoe bepaalt ze de desbetreffende modaliteiten en termijnen en zorgt ervoor dat het recht om vóór de besluitvorming gehoord te worden in acht genomen wordt.

Art. 616. De erkenning van het geheel of van een gedeelte van de door een dienst voor geestelijke gezondheidszorg gevoerde activiteiten kan altijd opgeschort of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van de bepalingen van dit hoofdstuk of de overeenkomstig dit hoofdstuk vastgelegde bepalingen.

Art. 617. Wanneer de bepalingen van dit decreet en de ter uitvoering van dit decreet genomen bepalingen niet in acht genomen worden en, meer bepaald, wanneer de dienst voor geestelijke gezondheidszorg de nakoming van zijn verplichtingen blijft verzuimen, legt de Regering het aanmaningsstelsel vast en bepaalt ze de termijn waarbinnen de dienst voor geestelijke gezondheidszorg orde op zaken moet stellen.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg die niet voldoet aan de modaliteiten en termijnen inzake de overlegging van het activiteitenrapport of de verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens ontvangt geen voorschot meer zolang hij zijn verplichtingen niet nakomt.

In geval van ongunstige evaluatie kan de Regering de erkenning opschorten of intrekken volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De evaluatie wordt als ongunstig beschouwd wanneer de inrichtende macht het actieplan willens en wetens niet ten uitvoer gelegd heeft terwijl ze zich daartoe verbonden had of wanneer ze in het raam van de toepassing van het actieplan niet voldaan heeft aan de normen opgelegd bij of krachtens dit decreet.

De opschorting van de erkenning houdt in dat de storting van de subsidies opgeschort wordt tot de datum waarop de verplichtingen nagekomen worden.

De intrekking van de erkenning houdt in dat elke toekenning van subsidie vanaf de datum van de beslissing opgeschort wordt.

Wanneer het gaat om een gedeeltelijke opschorting of intrekking van de activiteit, worden de subsidies naar verhouding verminderd.

Afdeling 3. — Referentiecentra voor geestelijke gezondheid

Onderafdeling 1. — Erkenning

A. Algemene bepalingen

Art. 618. Een referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg, hierna « referentiecentrum » genoemd, is het steunverleningsorgaan dat ervoor zorgt dat het personeel van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, van hun specifieke initiatieven en de therapeutische clubs, en van hun inrichtende machten over de informatie en de middelen kan beschikken die nodig zijn voor de vervulling van zijn opdrachten.

In het raam van dezelfde doelstelling vervult het ook een onderzoeks- en analyseopdracht, op eigen initiatief of onder aansporing van de Regering.

Art. 619. § 1. De Regering erkent een referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg slechts met het oog op steunverlening aan de actie van de beroepsmensen van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en op de opnemings ervan onder de andere activiteiten inzake geestelijke gezondheid in het raam van de volgende opdrachten :

- een transregionale en transectorale overlegopdracht;

- een opdracht inzake waarneming van de geestelijke gezondheidszorgpraktijken;
- een opdracht inzake steunverlening aan de actoren van de sector;
- een onderzoeksopdracht met het oog op de uitvoering van punctuele analyses, studies en onderzoeken i.v.m. de waarnemings-, steunverlenings- en overlegopdrachten van de geestelijke gezondheidszorgactoren in het Franse taalgebied;
- een opdracht inzake verstrekking, inzameling, terinzagelegging en verspreiding van alle informatie en gespecialiseerde documentatie die voor de geestelijke gezondheidsactoren nuttig zijn.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van die opdrachten.

§ 2. Om erkend te worden moet een referentiecentrum de volgende gegevens en stukken overleggen :

- 1° de identificering van de inrichtende macht;
- 2° de lijst van zijn leden, meer bepaald, in voorkomend geval, van zijn wetenschappelijke en technische adviseurs;
- 3° het activiteitenprogramma, hierna « actieplan » genoemd, waarin melding gemaakt wordt van de wijze waarop de in de vorige paragraaf vermelde opdrachten vervuld zullen worden inzake inhoud, doelstellingen, evaluatie van het halen hiervan in de vorm van indicatoren en inzake begroting.

De erkenning heeft een duur van vier jaar. Ze is hernieuwbaar.

§ 3. Een oproep tot indiening van de erkenningsaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, samen met een door de Regering opgemaakt formulier.

De Regering bericht ontvangst daarvan binnen de termijn die zij bepaalt en legt de aanvragen ter advies over aan de « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid) bedoeld in het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Na ontvangst van het advies beschikt de Regering over een termijn van twee maanden om te beslissen.

In geval van hernieuwing van de erkenning zijn dezelfde bepalingen van toepassing.

Het aan de « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » overgelegde dossier wordt aangevuld met de evaluatie van de al dan niet gehaalde doelstellingen.

§ 4. De beslissing tot erkenning bevat het actieplan dat de Regering voor de erkenningsperiode goedgekeurd heeft.

Dat plan kan in de loop van de erkenningsperiode gewijzigd worden, mits overeenkomst.

§ 5. Terwijl de Regering de erkenning als referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg verleent, laat ze in het *Belgisch Staatsblad* een kandidatenoproep bekendmaken met het oog op de oprichting van een sturingscomité dat belast wordt met de supervisie van de organisatie van de opdrachten en dat samengesteld is uit :

- de personen aangewezen door de raad van bestuur van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg;
- twee vertegenwoordigers van de inrichtende machten, onder wie een administratief directeur;
- drie vertegenwoordigers van de werknemers van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, elk voor een functie;
- een vertegenwoordiger van de psychiatrische functie;
- een vertegenwoordiger van de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg.

De Regering neemt het voorzitterschap van het sturingscomité waar en wijst er vier vertegenwoordigers aan.

Wanneer het referentiecentrum slechts de bij dit decreet bedoelde opdrachten uitoefent, dient de raad van bestuur als sturingscomité.

Het sturingscomité wijst een secretaris onder de personeelsleden van het referentiecentrum aan.

Het laat zich bijstaan door elke persoon die nuttig is voor de vervulling van zijn opdracht.

B. Specifieke erkenning

Art. 620. De Regering kan specifieke referentiecentra erkennen i.v.m. de specifieke initiatieven ontwikkeld door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Onverminderd de opdrachten die aan de referentiecentra inzake geestelijke gezondheid toegewezen worden, kunnen ze specifiek de volgende opdrachten vervullen :

- een transregionale en transectorale overlegopdracht;
- een opdracht inzake waarneming van de geestelijke gezondheidspraktijken;
- een opdracht inzake steunverlening aan de actoren van de sector;
- een onderzoeksopdracht met het oog op de uitvoering van punctuele analyses, studies en onderzoeken i.v.m. de waarnemings-, steunverlenings- en overlegopdrachten van de geestelijke gezondheidszorgactoren in het Franse taalgebied;
- een opdracht inzake verstrekking, inzameling, terinzagelegging en verspreiding van alle informatie en gespecialiseerde documentatie die nuttig zijn voor de geestelijke gezondheidszorgactoren.

De bepalingen die toepasselijk zijn op de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg zijn van toepassing op de specifieke referentiecentra, met uitzondering van de volgende bijzondere modaliteiten :

- de vertegenwoordigers van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg binnen het sturingscomité oefenen hun activiteiten uit in de specifieke initiatieven betrokken bij de aangepakte specificiteit;
- de binnen de perken van de begrotingskredieten verleende subsidies worden vastgelegd op basis van het ingediende project, rekening houdend met de weerslag van dat project op de betrokken specifieke initiatieven en bedragen minstens 50.000 euro per specifiek referentiecentrum;
- de evaluatie wordt minstens één keer per jaar doorgevoerd.

De Regering zorgt ervoor dat het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg betrokken wordt bij de activiteiten van de specifieke referentiecentra en omgekeerd.

Onderafdeling 2. — Subsidiëring

Art. 621. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering subsidies waarvan het bedrag op minimum 2.500 euro per erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg vastgelegd is en houdt ze rekening met het aangenomen activiteitenprogramma.

Het totaalbedrag dat aan het referentiecentrum toegekend wordt, mag in geen geval 215.000 euro per jaar overschrijden.

De bedragen vermeld in de vorige leden worden geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid van de arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 2. De subsidie wordt uiterlijk 1 april van het boekjaar waarop ze betrekking heeft gestort in de vorm van een voorschot gelijk aan 80 % van het totaalbedrag en het saldo na overlegging van de bewijsstukken volgens de modaliteiten die door de Regering vastgelegd worden.

Onderafdeling 3. — Evaluatie, controle en sancties

Art. 622. Wanneer het referentiecentrum erkend wordt, onderwerpt het zich aan de door de Regering georganiseerde evaluatie, die minstens om de twee jaar doorgevoerd moet worden.

De evaluatie wordt door het sturingscomité doorgevoerd onder het voorzitterschap van de Regering.

De modaliteiten worden op basis van het actieplan vastgelegd en bestaan in :

- de kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van de voor de opdrachten bestemde middelen en van de inhoud van de uitgevoerde acties;
- de evaluatie van de al dan niet gehaalde doelstellingen op basis van de indicatoren die bij de erkenning zijn aangenomen.

Wanneer het sturingscomité vaststelt dat de tenuitvoerlegging van het actieplan niet conform is, wijst het het referentiecentrum daarop en deelt het mee binnen welke termijn het actieplan conform gemaakt moet worden.

Indien het actieplan na afloop van die termijn niet conform gemaakt is, wordt een voorstel tot intrekking van de erkenning aan de Regering voorgelegd.

Afdeling 4. — Kadaster van het aanbod en informatieverstrekking aan het publiek

Art. 623. § 1. De Regering geeft om de twee jaar volgens de modaliteiten die zij bepaalt een syntheserapport uit waarin melding gemaakt wordt van het aanbod van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de wijze waarop dat aanbod zich ontwikkeld heeft.

Het syntheserapport, hierna « aanbodkadaster » genoemd, maakt ook melding van de activiteit van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg bedoeld in afdeling 3 van dit hoofdstuk.

§ 2. Het aanbodkadaster wordt op gepaste wijze aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg meegedeeld volgens de bepalingen waarin de Regering voorziet.

Het aanbodkadaster wordt door de Regering aan het Parlement overgelegd.

Art. 624. De Regering moet het publiek, algemeen of beroepshalve beschouwd, een lijst van de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg ter inzage leggen, met het grondgebied dat door elk van hen bediend wordt, de toegankelijkheidsmodaliteiten en de omschrijving van hun aanbod in de meest geschikte vorm.

HOOFDSTUK III. — Verslavingen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 625. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° « verslavingen », afhankelijkheid en gewenning wegens overmatig gebruik van :
 - a) geoorloofde of ongeoorloofde psychotrope producten;
 - b) alcohol of tabak;
 - c) spelen;
- 2° « entourage » : elke persoon die bevoorrechte relaties onderhoudt met de persoon die aan verslavingen lijdt;
- 3° « netwerk » : het geheel van de instellingen gespecialiseerd in verslavingen, in het bijzonder, en inzake hulp- en zorgverlening, in het algemeen, die gelijktijdig of achtereenvolgend tussenkomen ten gunste van de personen die aan verslavingen lijden of van hun entourage, hierna « begunstigden », in de vorm van institutioneel overleg;
- 4° « institutioneel overleg » : het kader of de samenwerking tussen de instellingen, los van een toestand, opdat hun vakmensen desnoods kunnen samenwerken;
- 5° « intervisie » : de creatie en de ontwikkeling van een opleidingssynergie, in een dynamiek van zelfopleiding door het scheppen van een context waarin de collectieve intelligentie binnen een groep van gelijken makkelijk aan de dag kan treden, zodat hen de mogelijkheid gegeven wordt om hun beroepspraktijk te onderzoeken, te verdiepen en te verbeteren;
- 6° « supervisie » : de handeling inzake de basis- of voortgezette opleiding, meer bepaald een reeks gesprekken tussen een personeelslid van de instellingen bedoeld in het vorige lid en een derde met een nuttige ervaring in de uitgevoerde opdrachten en met de vereiste capaciteiten om die gesprekken tot een goed eind te brengen;

De Regering is bevoegd om de lijst van de in 1 van dit artikel bedoelde verslavingen uit te breiden op basis van de evolutie van de wetenschappelijke kennis.

Art. 626. De zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen voorzien ter informatie alle akten en andere stukken, advertenties en aanplakkingen die van de dienst uitgaan van een melding waaruit blijkt dat ze door het Waalse Gewest erkend zijn en gesubsidieerd worden.

Afdeling 2. — Zorg- en hulpverleningsnetwerken gespecialiseerd in verslavingen

Onderafdeling 1. — Zorgzones

Art. 627. § 1. Het Franstalige grondgebied van het Waalse Gewest wordt in minstens twaalf zorgzones onderverdeeld. De geografische afbakening wordt door de Regering bepaald met inachtneming van de territoriale grenzen van de verenigingen bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten, hierna « overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg » genoemd.

Binnen elke zorgzone wordt een in verslavingen gespecialiseerd zorg- en hulpverleningsnetwerk opgericht, hierna « netwerk » genoemd.

Het institutioneel overleg van het netwerk ligt in ruimere mate in de lijn van het overleg ingesteld door de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg waarmee het samenwerkt en van elke andere vorm van institutioneel overleg bepaald door de Regering naar gelang van de evolutie van de behoeften of van de organisatie van de zorg- en hulpverlening.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, van dit artikel, mogen de in de aangrenzende zones gevestigde netwerken één enkel netwerk vormen voor zover ze binnen de territoriale grenzen van de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg blijven.

§ 3. De netwerken die het wensen mogen via overlegde tenlastenemingsprocessen samenwerkingsovereenkomsten sluiten om hun wederzijdse acties ten gunste van de begunstigden te intensifiëren.

De samenwerkingsovereenkomst tussen de netwerken bevat minstens :

- de identificatie van de partijen;
- het voorwerp van de samenwerking;
- de plichten van de partijen, o.a. die betreffende de modaliteiten voor de verstrekking van relevante informatie t.o.v. van de doelstelling die door de samenwerking nagestreefd wordt;
- het beginsel van de naleving van het decreet en van de bepalingen genomen ter uitvoering ervan;
- de duur van de overeenkomst;
- de voorwaarden van opzegging van de overeenkomst;
- de bevoegde instanties in geval van geschil.

De overeenkomsten worden aan de Regering meegedeeld binnen de maand waarin ze gesloten worden.

Onderafdeling 2. — Oprachten en werking

A. Oprachten

Art. 628. § 1. Om de kwaliteit van de zorg- en hulpverlening te verbeteren en om de continuïteit van de tenlastenemingen te bevorderen vervult het netwerk de volgende specifieke opdrachten :

- 1° de identificatie van het bestaande aanbod in samenwerking met de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg en van de vraag naar hulp- en zorgverlening inzake verslavingen in de zorgzone waar het zijn activiteiten uitoefent;
- 2° het institutioneel overleg betreffende de verdeling van de taken en de complementariteit ervan om een coherent zorg- en hulpverleningsaanbod in de betrokken zorgzone te ontwikkelen, inclusief de tenlasteneming van crisis- en noodgevallen, ongeacht de aard van de verslaving;
- 3° op institutioneel en methodologisch vlak, de ondersteuning van de actie van de hulp- en zorgverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen, hierna « diensten » genoemd, in het kader van de samenwerking tussen hen en de overige leden van het netwerk, door het sluiten van overeenkomsten of het uitwerken van gemeenschappelijke instrumenten, wat de volgende domeinen betreft :
 - a) onthaal van en informatieverstrekking aan de begunstigden;
 - b) psychosociale begeleiding;
 - c) psychotherapeutische en medische tenlasteneming;
 - d) de zorgverlening, o.a. minstens de vervangende zorgverlening, de ontwenningsskuren, de residentiële tenlasteneming of de tenlasteneming in een ziekenhuis;
 - e) de vermindering van de risico's;
- 4° de samenwerking met het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg van het grondgebied waar het netwerk ingeschreven is;
- 5° het opstarten van de intervisie wanneer ze nog niet ten uitvoer is gelegd binnen de zorgzone of de organisatie ervan op verzoek van de leden van het netwerk.

§ 2. Het netwerk garandeert al haar leden dat het beroepsgeheim in acht genomen wordt.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in § 1.

Art. 629. § 1. De netwerken worden georganiseerd in de vorm van een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van een vereniging zonder winstoogmerk en verenigen de rechtspersonen die binnen een zorgzone de volgende activiteiten uitoefenen :

- 1° onthaal van en informatieverstrekking aan de begunstigden;
- 2° psychosociale begeleiding;
- 3° psychotherapeutische en medische tenlasteneming;
- 4° de zorgverlening, o.a. minstens de vervangende zorgverlening, de ontwenningsskuren, de residentiële tenlasteneming of de tenlasteneming in een ziekenhuis;
- 5° de vermindering van de risico's.

§ 2. Wanneer de zorgzone een stad van meer dan honderdvijftigduizend inwoners telt, wordt het netwerk door die stad georganiseerd, tenzij ze beslist om de organisatie van het netwerk te delegeren aan een vereniging bedoeld in voornoemde wet van 8 juli 1976 of aan een vereniging zonder winstoogmerk.

Wanneer het netwerk door een stad georganiseerd wordt, verbindt die stad zich ertoe het institutioneel overleg te waarborgen voor de instellingen of de vakmensen die hun activiteiten binnen het grondgebied van de zorgzone uitoefenen, onder dezelfde voorwaarden, ook wanneer ze buiten het gemeentelijke grondgebied gevestigd zijn.

B. Werking

Art. 630. De opdrachten van het netwerk worden uitgeoefend in het kader van een actieplan dat minstens de volgende gegevens bevat :

- 1° de nagestreefde doelstellingen;
- 2° de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de doelstellingen bedoeld in 1o;
- 3° de criteria voor de evaluatie van de acties ontwikkeld om de doelstellingen te halen.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van het actieplan en neemt er het volgende in op :

- 1° de uitwisseling van de informatie tussen het netwerk en de leden ervan;
- 2° de organisatie van de coördinatiefunctie zoals bedoeld in artikel 632;
- 3° het financieel beheer en de logistiek.

Art. 631. § 1. Het netwerk is samengesteld uit rechtspersonen die activiteiten inzake verslavingen uitoefenen, in meerderheid binnen de zorgzone, en minstens uit de diensten die de erkenning hebben aangevraagd of verkregen, indien ze bestaan.

§ 2. Zonder lijstbeperking en met het oog op een beter institutioneel overleg zorgt het netwerk ervoor om zijn samenstelling tot de volgende rechtspersonen uit te breiden :

- 1° de huisartskringen bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli 2002;
- 2° de geïntegreerde gezondheidsverenigingen erkend op basis van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen;
- 3° de diensten voor geestelijke gezondheidszorg erkend krachtens het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- 4° de centra voor de coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;
- 5° de centra voor levens- en gezinsvragen;
- 6° de verzorgingsinrichtingen bedoeld in de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en die bedoeld in de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging;
- 7° de centra voor functionele heraanpassing die een overeenkomst met het RIZIV gesloten hebben;
- 8° het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg in het kader waarvan de actie van het netwerk past;
- 9° de verenigingen van begunstigden.

§ 3. Het netwerk wordt gestuurd door een comité, met name het « sturingscomité », dat samengesteld is uit de afgevaardigden van elke rechtspersoon die deel uitmaakt van het netwerk.

Het sturingscomité bepaalt de doelstellingen, keurt de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging ervan goed en evalueert het actieplan van het netwerk.

Bij gebrek aan sturingscomité kunnen zijn opdrachten vervuld worden door de algemene vergadering van de vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de vereniging zonder winstoogmerk.

§ 4. Het sturingscomité wordt geregeld op grond van een huishoudelijk reglement en wijst binnen zijn midden het lid aan dat het voorzitterschap zal waarnemen.

De minimuminhoud van het huishoudelijk reglement wordt door de Regering bepaald met inachtneming van de beginselen van het institutioneel overleg en van het evenwicht tussen de partners.

De notulen worden door het secretariaat van het sturingscomité opgemaakt en gedurende hoogstens vijf jaar ter beschikking gesteld van de Regering.

Het sturingscomité betreft bij zijn werkzaamheden elke persoon wiens kwalificatie of bevoegdheden nodig zijn om de doelstellingen te halen.

§ 5. Alle beslissingen van het sturingscomité vereisen de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden of van de leden vertegenwoordigd binnen de groep van de leden van de openbare sector en de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden of van de leden vertegenwoordigd binnen de groep van de leden van de privé sector.

§ 6. De leden van het netwerk verbinden zich ertoe aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° ze verstrekken hun diensten zonder onderscheid van geslacht, ras, taal, godsdienst, overtuiging of maatschappelijke herkomst;
- 2° ze respecteren de keuze van de aard van de tenlasteneming die door de begunstigde wordt gemaakt;
- 3° ze werken uitsluitend voor begunstigden die op eigen initiatief een beroep op hun diensten doen, ongeacht of ze al dan niet het voorwerp van een rechterlijk bevel uitmaken.

§ 7. Elke rechtspersoon die in de bedoelde zorgzone betrokken is bij de activiteiten waarop het netwerk gericht is, heeft het recht om zijn deelneming aan te vragen indien hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 5 en het actieplan goedkeurt.

Zijn aanvraag wordt door het sturingscomité onderzocht en behandeld volgens de voorschriften van het huishoudelijk reglement.

Het netwerk heeft het recht om een onderscheid te maken tussen de hoedanigheid van gewoon lid en die van lid dat met zijn activiteiten instemt, voor zover dat recht, alsook de respectieve rechten en plichten, vermeld worden in de statuten of in de stichtingsakte die ermee gelijkgesteld wordt.

Art. 632. Het sturingscomité voorziet zich van een coördinatiefunctie en wijst de persoon (personen) aan die met die functie belast wordt (worden), hierna « de coördinator » genoemd.

De coördinator vervult de volgende opdrachten :

- 1° de uitwerking en de tenuitvoerlegging van het actieplan;
 - 2° de tenuitvoerlegging van de doelstellingen i.v.m. de opdrachten van het netwerk.
- De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten.

Art. 633. Om de uitwisseling van de netwerkpraktijken te bevorderen, organiseert de Regering minstens één keer per jaar een overleg met de netwerken, waarvoor ze de coördinatoren uitnodigt.

Dat overleg heeft betrekking op de modaliteiten voor de vervulling van de opdrachten.

Het maakt het voorwerp uit van een oproeping die minstens vijftien dagen vooraf verzonden wordt.

De oproeping vermeldt de datum, het uur en de plaats van het overleg, de nodige aanhangsels voor de goede uitvoering van de werkzaamheden, alsook de mogelijkheid voor elk netwerk om er een complement aan toe te voegen.

De agenda wordt erin bepaald. Het gaat vergezeld van de notulen van het overige overleg indien het niet eerder is meegedeeld.

Onderafdeling 3. — Erkenning

Art. 634. Om de erkenning te verkrijgen legt de inrichtende macht van het netwerk een actieplan over waarvan de tenuitvoerlegging uitvoerig beschreven wordt overeenkomstig de opdrachten en verbindt ze zich ertoe het institutioneel overleg overeenkomstig onderafdeling 1 van afdeling 2 van dit hoofdstuk ten gunste van haar leden te organiseren.

Art. 635. De erkenningsaanvraag bevat :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;
- 2° de melding van de zorgzone waarin het haar activiteit uitoefent;
- 3° het actieplan van het door het sturingscomité goedgekeurde netwerk.

De inhoud van de erkenningsaanvraag en de modaliteiten voor de indiening en de behandeling ervan worden door de Regering bepaald.

Art. 636. De erkenning wordt door de Regering voor onbepaalde duur verleend zodra vastgesteld wordt dat de normen nageleefd worden of dat de normen waaraan pas na het verkrijgen van de erkenning voldaan kan worden, het voorwerp zijn van een verbintenis waarbij de inrichtende macht belooft eraan te voldoen binnen een termijn die door de Regering bepaald wordt.

De verplichtingen die nagekomen moeten worden bij de aanvraag van de erkenning betreffen :

- a) de rechtsvorm van de inrichtende macht;
- b) de opmaking van het actieplan.

De verplichtingen die het voorwerp zijn van een verbintenis van de inrichtende macht zijn die betreffende de uitoefening van de opdrachten en de goede werking, alsook de bijwerking van het actieplan, waarop onderafdeling 2 van afdeling 2 van dit hoofdstuk betrekking heeft.

Art. 637. Het netwerk kan erkend worden ondanks het bestaan van diensten in de zorgzone ervan.

Art. 638. Elk netwerk beschikt over een erkenning in de vorm van een document dat de zorgzone specificeert waarin het zijn actie uitoefent.

Het actieplan maakt noodzakelijk deel uit van de erkenning.

Elke wijziging in het actieplan wordt door de Regering goedgekeurd volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Art. 639. Het netwerk kan erkend worden ondanks het bestaan van diensten in de zorgzone ervan.

Onderafdeling 4. — Subsidiëring

Art. 640. Binnen de perken van de begrotingskredieten worden subsidies naar rato van het aantal inwoners van elke zorgzone toegekend, waarbij het minimumbedrag op 30.000 euro vastgelegd wordt.

Afdeling 3. — Hulp- en verzorgingsdiensten gespecialiseerd in verslavingen

Onderafdeling 1. — Opdrachten en werking

A. Opdrachten

Art. 641. § 1. Behalve het onthaal en de informatieverstrekking, vervult de dienst op specifieke wijze en ten behoeve van de begunstigen minstens één van de volgende opdrachten :

- 1° de psychosociale begeleiding;
- 2° de psychotherapeutische en medische tenlasteneming;
- 3° de zorgverlening, waaronder minstens de vervangende zorgverlening, de ontwenningsskuren, de residentiële tenlasteneming en de tenlasteneming in het ziekenhuis;
- 4° de beperking van de risico's.

Die opdrachten worden uitgeoefend in het kader van het multidisciplinair overleg.

Het multidisciplinair overleg beoogt de evaluatie van de behoeften van de begunstigde, de evolutie ervan, de beschikbare hulpmiddelen binnen de dienst, in of buiten het netwerk om het meest geschikte antwoord te geven.

Het wordt gelijktijdig uitgeoefend in het kader van de dienst en van de relaties binnen het netwerk.

Het is het voorwerp van de instemming van de begunstigde, bij voorkeur schriftelijk en elk ogenblik herroepbaar.

De dienst zorgt in de vorm van een bijkomende opdracht en op verzoek voor de supervisie en de intervisie van het personeel van instellingen die deel uitmaken van het netwerk, indien het bestaat.

§ 2. De opdrachten worden op ambulante wijze uitgevoerd.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in § 1 van dit artikel met inachtneming van de therapeutische vrijheid en van de bescherming van de private levenssfeer.

Art. 642. § 1. De onthaal- en informatieopdracht bedoeld in artikel 641, § 1, wordt op efficiënte wijze georganiseerd zodat zo spoedig mogelijk ingespeeld kan worden op de aanvraag van elke begunstigde.

Ze bevat minstens :

- 1° de analyse de aanvraag;
- 2° desnoods, de oriëntering naar een andere dienst die voldoet aan de definitie van dit decreet, elke andere zorg- of hulpinstelling of elke vakmens, waarvan het antwoord beter past.

Ze wordt georganiseerd door de hulpmiddelen binnen het netwerk te verdelen.

Onder « hulpmiddelen » wordt verstaan de methodologische instrumenten voor de analyse of de informatiebronnen.

§ 2. Wanneer na onderzoek van de aanvraag blijkt dat binnen de zorgzone geen enkel antwoord met de aanvraag of met de vrije keuze van de begunstigde overeenstemt, wordt de aanvraag georiënteerd naar gelang van de kenmerken ervan of van de keuze van de begunstigde.

Art. 643. De psychosociale begeleidingsopdracht bedoeld in artikel 641, § 1, 1°, zorgt zolang het nodig is en met de toestemming van de begunstigde voor een geïndividualiseerde opvolging, in overleg met het geheel van de actoren van de zorg- en hulpverlening.

Zodra de begunstigde met het begeleidingsvoorstel heeft ingestemd, ongeacht of het gaat om een persoon die aan verslavingen lijdt of om zijn entourage, beoogt de in dit artikel bedoelde opdracht de organisatie van het antwoord, de verbetering van zijn toestand, zijn herstelling en psychosociale herinschakeling door hem gedurende zijn hele traject te begeleiden.

Art. 644. De opdracht betreffende de psychotherapeutische en medische tenlasteneming bedoeld in artikel 641, § 1, 2°, omvat de organisatie van de raadplegingen in het ambulante kader voor de begunstigden of, op zijn minst, de samenwerking met de leden van het netwerk voor de organisatie ervan.

Art. 645. De opdracht inzake risicovermindering bedoeld in artikel 641, § 1, 4°, is vervuld zodra de dienst activiteiten organiseert met het oog op de vermindering van de schade die aan het verbruik te wijten is en opdat de levens- en gezondheidskwaliteit van de begunstigde aan zijn keuzen zou beantwoorden.

Art. 646. Om de in artikel 641 bedoelde opdrachten uit te oefenen integreert de dienst zijn activiteiten in die van het netwerk van de zorgzone waarin hij zijn actie uitoefent.

Hij geeft zijn personeel de toestemming om deel te nemen aan supervisie- en intervisieactiviteiten met het oog op de verbetering van de praktijken.

B. Werking

Art. 647. § 1. De opdrachten van de dienst worden uitgeoefend in het kader van een actieplan dat op zijn minst de volgende gegevens bevat :

- 1° de omgeving van de dienst op territoriaal en institutioneel vlak;
- 2° de algemene organisatie van de dienst, uitvoerig omschreven voor elke opdracht;
- 3° de doelstellingen;
- 4° de acties die uit de doelstellingen voortvloeien;
- 5° de evaluatie in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren.

De indicatoren meten de afstand tussen de doelstelling en de ten uitvoer gelegde acties.

De inrichtende macht die de erkenningsaanvraag indient is verantwoordelijk voor de definitie van het actieplan en de tenuitvoerlegging ervan.

§ 2. De Regering bepaalt de minimuminhoud van het actieplan door er het volgende in op te nemen :

- 1° de organisatie van het antwoord en van de tenlasteneming, meer bepaald de definitie van het multidisciplinair overleg, en, indien de dienst geïntegreerd is in een instelling die andere activiteiten organiseert voor personen die begunstigden zouden kunnen worden, de verdeling van de taken onder het personeel van de dienst en het personeel gefinancierd op basis van andere bepalingen;
- 2° de communicatie, meer bepaald, enerzijds, de activiteiten die zorgen voor de zichtbaarheid van de actie van de dienst en, anderzijds, de communicatie van alle relevante informatie t.o.v. de activiteiten gevoerd tussen de dienst en de overige leden van het netwerk of t.o.v. het netwerk zelf;
- 3° de aangewende hulpmiddelen, ongeacht de aard ervan.

Onderafdeling 2. — Erkenning

Art. 648. De erkenning wordt verleend indien de dienst georganiseerd is door een overheid of een vereniging zonder winstoogmerk en zijn activiteiten op het grondgebied van het Franse taalgebied uitoefent.

Art. 649. De erkenningsaanvraag wordt door de inrichtende macht van de dienst bij de Regering ingediend.

Het dossier bevat minstens :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;
- 2° de vermelding van de zorgzone waar ze haar activiteiten hoofdzakelijk wenst uit te oefenen;
- 3° de omvang van de bediende bevolking;
- 4° de vermelding van de opdrachten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt;
- 5° het actieplan van de dienst, uitvoerig omschreven naar gelang van de gevraagde opdrachten.

De Regering bepaalt de inhoud, de modaliteiten voor de indiening en de behandeling van de erkenningsaanvraag.

Art. 650. De erkenning wordt door de Regering voor een onbepaalde duur verleend zodra vastgesteld is dat de normen nageleefd worden of dat de normen die pas na het verkrijgen van de erkenning nageleefd kunnen worden het voorwerp van een verbintenis zijn waarbij de inrichtende macht belooft eraan te voldoen binnen een termijn die door de Regering bepaald wordt.

De verplichtingen die nagekomen moeten worden bij de aanvraag van de erkenning betreffen :

- de rechtsvorm van de inrichtende macht;
- het opmaken van het actieplan.

De verplichtingen die het voorwerp zijn van een verbintenis van de inrichtende macht betreffen de uitoefening van de opdrachten en de werking bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk.

Art. 651. Elke dienst beschikt over een erkenning in de vorm van een document met de opdrachten waarvoor ze verleend wordt, de bediende bevolking, de plaats van de activiteiten en de zorgzone waarin hij zijn actie hoofdzakelijk inschrijft.

Art. 652. De procedures tot toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd.

Art. 653. § 1. De dienst kan erkend worden ondanks het bestaan van een netwerk in zijn zorgzone.

§ 2. Bij gebrek aan netwerk kan het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg voor het grondgebied waarvan de zorgzone ingeschreven is, een erkenning verkrijgen onder dezelfde voorwaarden als een netwerk en zolang geen netwerk erkend is.

In dat geval worden de praktische modaliteiten tot overdracht van activiteiten van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg aan het netwerk in een overeenkomst vastgelegd.

§ 3. Wanneer er geen aanvraag tot erkenning als netwerk is ingediend en twee diensten binnen dezelfde zorgzone erkend worden, beschikken die over een termijn van twee jaar, die ingaat op de datum waarop de meest recente erkenning is verleend, om een netwerk aan te leggen of om zich te integreren in het netwerk ingesteld overeenkomstig de vorige paragraaf.

In geval van mislukking verliezen de diensten hun erkenning na afloop van die termijn.

§ 4. Indien de terreinactoren, ongeacht wie het zijn, netwerk noch dienst in een zorgzone organiseren, is de Regering bevoegd om die organisatie toe te vertrouwen aan een andere aangrenzende zorgzone die al ingesteld is en die daarom verzoekt, voor zover het gaat om een zorgzone ingeschreven op het grondgebied van hetzelfde overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg.

§ 5. Wanneer de zorgzone een stad van meer dan hondervijftigduizend inwoners telt en dat die stad geen enkel initiatief genomen heeft om het netwerk na afloop van een periode van twee jaar aan te leggen, worden de erkende diensten bij voorafgaande beslissing van de Regering ertoe gemachtigd een netwerk aan te leggen met het oog op de erkenning ervan.

Onderafdeling 3. — Subsidiëring

Art. 654. De Regering verleent subsidies aan de erkende diensten binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen.

De erkende dienst geniet de toekenning van subsidies voor de zorgzone waarin hij zijn activiteit als hoofdactiviteit uitoefent.

Art. 655. De subsidies worden berekend op grond van het aantal inwoners van de zorgzone en het bedrag ervan mag voor het geheel van de binnen de zorgzone erkende diensten niet lager zijn dan 125.000 euro per begrotingsjaar.

De Regering bestemt het bedrag voor elke erkende dienst op basis van activiteitenindicatoren die hij bepaalt naar gelang van de uitgeoefende opdrachten, de modaliteiten voor de uitoefening ervan, het boekjaar ervan en de omvang van de bevolking bediend door elke dienst erkend overeenkomstig het actieplan.

De activiteitenindicatoren hebben minstens betrekking op het aantal individuele tenlastenemingen, de aard hiervan op basis van artikel 628, § 1, 3°, de duur en de periodiciteit van de interventies in het kader van de tenlasteneming.

Ze worden door de Regering nader bepaald na overleg overeenkomstig artikel 633, binnen een termijn van twee jaar, die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, en treden in werking op 1 januari van het boekjaar na de definitie ervan.

Onderafdeling 4. — Begunstigden

Art. 656. De erkende dienst is verplicht elke aanvraag te aanvaarden, zonder voorafgaande voorwaarde van aansluiting tot een structuur of, indien hij georganiseerd is door een inrichtende macht die andere dienstverstrekkingen aanbiedt, zonder voorwaarde van uitsluitend beroep op zijn diensten, met inachtneming van de vrije keuze van de begunstigde.

Art. 657. Bij het onthaal ontvangt de begunstigde een informatiedocument met :

- 1° de methodologie van de erkende dienst waarop hij een beroep doet;
- 2° elk gegeven dat nuttig is voor zijn tenlasteneming en voor zijn deelneming hieraan;
- 3° de kost die eventueel door de begunstigde gedragen wordt;
- 4° de melding van de erkenning verleend door de Regering.

De minimuminhoud van het informatiedocument wordt nader bepaald door de Regering.

Art. 658. De begunstigde wordt betrokken bij elke beslissing die hem betreft.

Art. 659. § 1. Voor elke tenlasteneming wordt een individueel dossier aangelegd met de gegevens die daarvoor nuttig zijn en de continuïteit van de zorgverlening, met inachtneming van de deontologische regels en met die inzake bescherming van de private levensfeer.

De minimuminhoud van het individuele dossier wordt nader bepaald door de Regering.

Onverminderd andere wetsbepalingen, worden de individuele dossiers minstens 5 jaar na afsluiting ervan bewaard onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht of van de persoon die zij daartoe aanwijst.

§ 2. Onverminderd andere bepalingen mag de begunstigde op verzoek zijn individueel dossier inkijken en kan hij een dienstverstrekker die niet deel uitmaakt van de dienst of elke andere vertrouwenspersoon aanwijzen om er inzage van te nemen.

Art. 660. § 1. De dienst vordert van de begunstigde of, in voorkomend geval, van diens wettelijke vertegenwoordigers of rechtsreeks van de betrokken instellingen, de honoraria of financiële bijdragen die hen krachtens wetten of verordeningen worden opgelegd.

Er kan gratis geraadpleegd worden op basis van een huishoudelijk reglement waarin de desbetreffende modaliteiten vastliggen.

Het huishoudelijk reglement, alsook elke wijziging die erin aangebracht wordt, worden aan de Regering overgemaakt volgens de modaliteiten en binnen de termijnen die zij bepaalt.

§ 2. Voor de verstrekkingen bepaald bij de wet van 9 augustus 1963, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt de financiële bijdrage van de verzekering gevorderd, hetzij op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, hetzij op basis van het forfaitaire bedrag bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van bovenbedoelde wet.

Wanneer de financiële bijdrage van de verzekering op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging wordt gevorderd, wordt geen persoonlijke bijdrage van de verzekerde begunstigde of van diens wettelijke vertegenwoordiger geëist, behalve die bedoeld in artikel 37 van genoemde wet.

Bij gebrek aan de financiële bijdrage van de verzekering, wordt de persoonlijke bijdrage van de begunstigde vastgesteld op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging.

Art. 661. De dienst vordert een financiële bijdrage voor de verstrekkingen van het niet medisch personeel, met inachtneming van de modaliteiten en van een maximumtarief die door de Regering bepaald worden.

Dat tarief wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Art. 662. De tarieven, honoraria en financiële bijdragen worden aangeplakt in de lokalen van de dienst en verschijnen in de informatiebladen die hij publiceert.

Afdeling 4. — Bepalingen gemeen aan de hulp- en zorgnetwerken diensten voor gespecialiseerd in verslavingen

Onderafdeling 1. — Vereffening van de subsidies, controle en boekhouding

Art. 663. De erkende netwerken en diensten gebruiken hun subsidies om de personeelsuitgaven en werkingskosten van het boekjaar te dekken.

De eventuele investeringen zijn het voorwerp van een afschrijving volgens de regels die de Regering bepaalt.

Het boekjaar is de periode tussen 1 januari en 31 december.

De Regering bepaalt de procedures en termijnen voor de rechtvaardiging van de subsidie, alsook de aard van de toelaatbare uitgaven.

Art. 664. De subsidies worden betaald als volgt :

- 1° een voorschot van 80 %, uiterlijk 1 maart van het boekjaar waarvoor ze toegekend worden;
- 2° het saldo, na controle op het gebruik van de subsidie, in de loop van het volgende boekjaar.

Het onderzoek naar de rechtvaardiging van het gebruik van de subsidie schort de storting van het volgende voorschot niet op, behalve wanneer het netwerk of de dienst de desbetreffende documenten niet heeft overgelegd volgens de procedures of binnen de termijnen bepaald door de Regering.

Art. 665. De subsidies worden geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

De indexeringen die in de loop van het boekjaar plaatsvinden worden in aanmerking genomen bij de betaling van het saldo van de subsidie.

Art. 666. De erkende netwerken of diensten die hun recht op subsidies laten gelden houden boeken met, per boekjaar, de financiële resultaten van hun beheer en maken de boekhoudkundige en financiële gegevens aan de Regering over op de wijze en binnen de termijn die zij bepaalt.

De Regering bepaalt het boekhoudplan dat toepasselijk is op de federatie, de netwerken en de diensten.

Onderafdeling 2. — Evaluatie, controle en sancties

Art. 667. De kwalitatieve evaluatie van de erkende netwerken en diensten en de administratieve en financiële controle erop worden verricht door de ambtenaren en personeelsleden die de Regering aanwijst.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van het netwerk of van de dienst en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht.

Art. 668. Wanneer het netwerk of de dienst erkend is, onderwerpt het/hij zich aan de evaluatie die door de Regering georganiseerd wordt.

De modaliteiten en de periodiciteit van de evaluatie worden door de Regering bepaald op basis van het actieplan en van de naleving van de bepalingen aangenomen bij of overeenkomstig dit decreet, waarbij de periodiciteit minstens twee jaar bedraagt.

Art. 669. In geval van ongunstige evaluatie kan de Regering de erkenning opschorten of intrekken.

De opschorting van de erkenning heeft de opschorting van de storting van de subsidies tot gevolg.

De evaluatie wordt als ongunstig beschouwd als de inrichtende macht het actieplan bewust niet ten uitvoer heeft gelegd alhoewel zij zich daartoe verbonden had of de bij of krachtens dit decreet opgelegde normen niet in acht heeft genomen in het kader van de toepassing van het actieplan.

Art. 670. De erkenning kan altijd opgeschort of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van de bepalingen van dit hoofdstuk of van die vastgelegd overeenkomstig dit hoofdstuk

Art. 671. Bij niet-inachtneming van de bepalingen van dit hoofdstuk of van de bepalingen genomen ter uitvoering ervan, geeft de Regering het netwerk of de dienst kennis van de vastgestelde nalatigheden en bepaalt ze een termijn waarin orde op zaken gesteld moet worden.

Indien het netwerk of de dienst na afloop van die termijn geen gevolg aan de kennisgeving heeft gegeven, wordt hem een voorstel tot opschorting of tot intrekking van de erkenning gericht via elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent.

Art. 672. De procedures tot toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd.

Art. 673. § 1. De dienst of het netwerk bezorgt de Regering jaarlijks na afloop van het boekjaar een activiteitenrapport waarvan de inhoud berust op het actieplan en op de uitvoering ervan.

Dat rapport wordt desgevallend aangevuld met een bijwerking van het actieplan.

De Regering maakt, uiterlijk 1 augustus 2011, een model van activiteitenrapport op in het kader van het overleg bedoeld in artikel 633.

Indien na afloop van die periode geen overleg tot een resultaat geleid heeft, is de Regering bevoegd om de inhoud van het activiteitenrapport te bepalen.

§ 2. De periodiciteit kan door de Regering voor het geheel of voor een gedeelte van het activiteitenrapport herzien worden op grond van een evaluatie van de relevantie ervan, die zij initieert.

§ 3. De Regering bepaalt de termijn en de modaliteiten voor de overlegging van het activiteitenrapport aan haar Diensten.

Onderafdeling 3. — Inzameling van sociaal-epidemiologische gegevens

Art. 674. § 1. Om zijn opdrachten uit te oefenen zorgt het netwerk in overleg met zijn leden voor de organisatie van de verzameling van de sociaal-epidemiologische gegevens over de begunstigen.

Die verzameling heeft de volgende doelstellingen :

- a) het opmaken van het profiel van de bevolking die het bedient en, op basis van die gegevens, de oriëntering van het actieplan van het netwerk en van die van zijn leden;
- b) de bevoorrading van de onderzoeken en analyses voor het gezamenlijke franse taalgebied;
- c) de nakoming van de verplichtingen van het Waalse Gewest jegens de andere overheden.

De ingezamelde gegevens worden anoniem gemaakt volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Op grond van die gegevens kan minstens het volgende vastgesteld worden : de sociologische kenmerken van de ten laste genomen bevolking, de toegankelijkheid van de plaats van de activiteiten, het traject en het zorg- en hulpverleningsnetwerk van de begunstigde, de aard van de verslavingen tegengekomen binnen de doelgroep waarvan de begunstigen deel uitmaken en de prevalentie ervan, i.v.m. voornoemde gegevens.

De Regering bepaalt de minimumlijst van de gegevens die ingezameld worden, de nadere modaliteiten voor de registratie, de bewaring en de mededeling van de gegevens in het kader van het overleg gepleegd overeenkomstig artikel 633.

§ 2. Wanneer de resultaten van de onderzoeken en analyses van de gegevens gekend zijn, organiseert de Regering in de meest gepaste vorm een informatieverstrekking aan de netwerken en diensten om de kwaliteit van de verzameling te verbeteren, om ze in staat te stellen zich te situeren t.o.v. het geheel van de netwerken en diensten erkend in het Franse taalgebied en om de uitoefening van hun opdrachten beter te oriënteren.

Afdeling 5. — Federaties

Onderafdeling 1. — Erkenning

Art. 675. § 1. De Regering erkent minstens één federatie om de volgende opdrachten te vervullen :

- het overleg tussen haar leden met het oog op de bevordering en de ondersteuning van de kwaliteit van de activiteiten;
- de vertegenwoordiging van de netwerken en de diensten op collectieve wijze of, wanneer ze erom verzoeken, op individuele wijze;
- de ontwikkeling van uitwisselingen en gedachten onder haar leden en de deelneming in hun informatie en sensibilisering;
- het leggen van banden met andere federaties met hetzelfde voorwerp.

§ 2. De federatie die erkend wenst te worden is georganiseerd in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk.

Ze verstrekt :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;
- 2° de lijst van haar leden;
- 3° het activiteitenprogramma met melding van de wijze waarop de in de vorige paragraaf vermelde opdrachten uitgevoerd zullen worden qua inhoud, doelstellingen, evaluatie van het halen van die doelstellingen in de vorm van indicatoren en begroting.

De erkenning duurt vier jaar. Ze is hernieuwbaar.

§ 3. Een oproep tot indiening van de erkenningsaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, samen met een formulier waarvan het model door de Regering bepaald wordt.

De Regering bericht ontvangst van de aanvragen binnen de termijn die zij bepaalt en maakt ze voor advies over aan de Vaste gezondheidscommissie ingesteld binnen de « Conseil wallon de l'action sociale et de la santé » (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid).

Zodra de Regering het advies in ontvangst neemt, beschikt ze over een termijn van twee maanden om te beslissen.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing in geval van hernieuwing van de erkenning.

Het dossier dat voorgelegd wordt aan de Vaste gezondheidscommissie bedoeld in artikel 53 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt aangevuld met de evaluatie van de al dan niet gehaalde doelstellingen.

§ 4. De beslissing tot erkenning bevat het activiteitenprogramma dat de Regering voor de erkenningsperiode goedgekeurd heeft.

Dat programma kan in de loop van de erkenningsperiode gewijzigd worden krachtens een overeenkomst.

Onderafdeling 2. — Subsidiëring

Art. 676. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de erkende federaties subsidies waarvan het bedrag niet lager mag zijn dan 15.000 euro voor het geheel van de federaties.

Dat bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 2. De subsidies worden uiterlijk 1 maart van het boekjaar gestort in de vorm van een voorschot gelijk aan 80 % van het bedrag en het saldo na controle op het gebruik ervan.

§ 3. De toegekende subsidies dekken de personeels- en werkingsuitgaven, waarvan de aard door de Regering bepaald wordt.

Onderafdeling 3. — Evaluatie

Art. 677. Wanneer de federatie erkend is, onderwerpt ze zich aan de evaluatie die jaarlijks door de Regering georganiseerd wordt.

De evaluatie wordt onder het voorzitterschap van de Regering verricht op basis van het activiteitenrapport, waarvan een afschrift ter informatie aan het Parlement gericht wordt.

De modaliteiten betreffen :

- de evaluatie van de middelen aangewend voor de opdrachten en de inhoud van de uitgevoerde acties;
- het toetsen van de al dan niet gehaalde doelstellingen aan de indicatoren opgenomen in het activiteitenprogramma.

Afdeling 6. — Kadaster van het aanbod inzake verslavingen en informatieverstrekking aan het publiek

Art. 678. De Regering maakt om de twee jaar een syntheserapport bekend waarin sprake is van het aanbod van de diensten en netwerken en van de wijze waarop dat aanbod zich ontwikkeld heeft.

De diensten en netwerken worden op gepaste wijze volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten in kennis gesteld van het syntheserapport, « kadaster van het aanbod inzake verslavingen » genoemd.

Het kadaster van het aanbod inzake verslavingen wordt door de Regering aan het Parlement overgemaakt.

Art. 679. De Regering legt de lijst van de erkende netwerken en diensten ter inzage van het publiek, algemeen of beroepsmatig beschouwd, met voor elk van hen het interventiegebied en de definitie van het aanbod in de meest gepaste vorm.

HOOFDSTUK IV. — *Medisch-sanitair vervoer*

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen en algemene bepaling

Art. 680. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° medisch-sanitair vervoer : elk vervoer van patiënten per ambulance of met een lichte ziekenwagen, met uitzondering van het vervoer bedoeld bij de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;
- 2° norm EN 1789 : Europese norm "NBN EN 1789 betreffende de medische voertuigen en hun uitrustingen - ziekenwagens";
- 3° patiënt : persoon wiens gezondheidstoestand tijdens het vervoer opgeleid personeel vereist om zorgen te verstrekken of een geschikt medisch-sanitair vervoer mogelijk te maken;
- 4° ambulance : landvoertuig, ingericht voor het vervoer van en het verstrekken van zorgen aan zieken en gewonden. Dat voertuig moet uitgerust zijn voor het vervoer van liggende patiënten en van patiënten die een bijzonder medisch toezicht nodig hebben.

De ambulances die aangepast zijn aan het medisch-sanitair vervoer vallen onder drie categorieën :

- type A : ambulance voor het vervoer van patiënten, ontworpen en uitgerust voor het sanitair vervoer van patiënten wier gezondheidstoestand niet laat vermoeden dat ze patiënten in nood kunnen worden.

Voor deze categorie bestaan er twee types ambulances :

- * Type A1 : aangepast aan het vervoer van één enkele patiënt;
- * Type A2 : aangepast aan het vervoer van één of meerdere patiënten op één of meerdere brancards en/of zetels;

- type B : medisch uitgeruste ziekenwagen : ziekenwagen die ontworpen en uitgerust is voor het vervoer, de zorgen en het toezicht op patiënten;

- type C : mobiele intensieve zorgen-unit : ziekenwagen die ontworpen en uitgerust is voor het vervoer, de intensieve zorgen en het toezicht op patiënten;

- 5° lichte ziekenwagen : voertuig dat aangepast is voor het sanitair vervoer van patiënten die noch een bijzonder medisch toezicht behoeven noch liggend vervoerd moeten worden, al dan niet uitgerust voor het vervoer van personen met een beperkte zelfzorgvermogen;

- 6° dienst voor medisch-sanitair vervoer : elke natuurlijke of rechtspersoon die medisch-sanitair vervoer verricht in het Franse taalgebied in de zin van artikel 4 van de Grondwet;
- 7° thuisbasis : daadwerkelijke plaats van bedrijvigheid, vastgesteld door de dienst voor het uitrijden van ambulances en lichte ziekenwagens;
- 8° ambulancier : elke persoon die beschikt over de bekwaamheden bedoeld in artikel 685, lid 1, 3°, om medisch-sanitair vervoer te verrichten.

Art. 681. Twee personen die de kwalificaties van ambulancier hebben, dienen aanwezig te zijn bij elk vervoer van een patiënt in een ambulance.

Elk vervoer in een ambulance vereist de aanwezigheid van een ambulancier aan het bed van de patiënt.

Wanneer voor een vervoer het gebruik van een ambulance van type B of C vereist is, is de aanwezigheid van een dokter en/of een verpleger aan het bed van de patiënt vereist. In dat geval is de aanwezigheid van een ambulancier aan het bed van de patiënt niet verplicht.

Het vervoer met een lichte ziekenwagen vereist niet de aanwezigheid van een ambulancier aan het bed van de patiënt.

Afdeling 2. — Erkenning

Onderafdeling 1. — Algemene beginselen

Art. 682. Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer waarvan de bedrijfszetel gelegen is in het Franse taalgebied of, bij ontstentenis, elke thuisbasis gelegen in hetzelfde gebied, evenals de desbetreffende wagens, dienen te worden goedgekeurd.

Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer waarvan de bedrijfszetel niet in het Franse taalgebied gelegen is en die geen thuisbasis bezit in dat gebied, maar er in transporten voorziet, dient te voldoen aan de normen van dit decreet, behoudens de uitzonderingen bepaald door de Regering.

Art. 683. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de intrekking en de dringende intrekking van de erkenning of de voorlopige erkenning. Ze bepaalt eveneens de regels voor de weigering of de dringende weigering van de erkenning.

Zij voorziet o.a. in de mogelijkheid voor betrokken dienst om vooraf zijn standpunt te laten gelden in verband met elke intrekking, dringende intrekking, weigering of dringende weigering.

Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 684. Om erkend te worden, voldoen de diensten voor medisch-sanitair vervoer aan de normen opgelegd bij of krachtens dit decreet, onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald krachtens § 1, lid 2.

De erkenning wordt door de Regering toegekend voor onbepaalde duur.

Een voorlopige erkenning wordt voor de duur van één jaar toegekend aan de diensten voor medisch-sanitair vervoer die daartoe een eerste aanvraag indienen.

Art. 685. De Regering erkent de diensten voor medisch-sanitair vervoer die voldoen aan de normen die zij bepaalt en die betrekking hebben op :

- 1° de maximumprijs van de transporten, met inachtneming van de kosten voor de tenlasteneming, het aantal afgelegde kilometers en de wijze waarop het berekend wordt, de toelaatbare toeslagen en de maximale kost ervan;
- 2° het aanplakken van de tarieven, alsmede de gegevens die op de factuur vermeld moeten staan;
- 3° de vereiste kwalificaties van de ambulanciers, zowel voor de lichte ziekenwagens als voor de ambulances, de titels van gelijkwaardigheid met die kwalificaties, de voortgezette opleiding van de ambulanciers alsook de overgangsmatregelen voor de ambulanciers die in activiteit zijn de dag van inwerkingtreding van dit decreet
- 4° de traceerbaarheid van de transporten;
- 5° de hygiëne;
- 6° de modaliteiten voor de samenwerking met een apotheker;
- 7° de nodige logistieke en menselijke middelen om een vervoer te waarborgen dat aan de gezondheidstoestand van de patiënt beantwoordt;
- 8° de medisch-sanitaire minimumuitrusting van elk type ambulance, waarbij de grondslag geleverd wordt door norm EN 1789;
- 9° de technische uitrusting van elk type ambulance, waarbij de grondslag geleverd wordt door norm EN 1789;
- 10° de technische minimumuitrusting van de lichte ziekenwagens;
- 11° de sanitaire minimumuitrusting van de lichte ziekenwagens;
- 12° de kenmerken op de buitenkant, het uitzicht en het geluid van ambulances en lichte ziekenwagens, evenals de terzake geldende overgangsmatregelen.

Om erkend te worden en te blijven, sluiten de diensten voor medisch-sanitair vervoer een beroepsverzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid voor de dienst en voor elk lid van zijn personeel. De Regering stelt de verplichtingen van de dienst in dat verband vast.

Het gebruik van een huurwagen is verboden, behoudens afwijking vastgesteld in de voorwaarden bepaald door de Regering.

Onderafdeling 3. — Procedure

Art. 686. De Regering stelt de regels vast voor de ontvankelijkheid en de samenstelling van het erkenningsaanvraagdossier, dat onder andere een boekhoudkundige analyse omvat waarbij de financiële middelen worden bepaald voor het garanderen van de leefbaarheid van de dienst, rekening houdend met de investeringen die verwezenlijkt moeten worden om aan de normen te voldoen.

Afdeling 3. — Kwaliteitslabel

Art. 687. De Regering stelt een handvest vast in verband met de kwaliteit van de diensten voor medisch-sanitair vervoer gericht op de behoeften, de verwachtingen van en het respect voor de patiënten om hun voldoeningsgraad te verhogen.

De diensten die zich ertoe verbinden dat handvest na te leven, worden opgenomen in een lijst die door de Regering bekendgemaakt wordt.

Zij krijgen een kwaliteitslabel.

De Regering beoordeelt de mate waarin de dienst het kwaliteitshandvest toepast.

Bij niet-naleving van dat handvest kan de Regering het label intrekken volgens de regels die zij bepaalt.

*Afdeling 4. — Controle en sancties**Onderafdeling 1. — Controle*

Art. 688. De dienst die zijn activiteiten staakt, moet er de Regering onmiddellijk over inlichten.

Art. 689. De Regering wijst de ambtenaren en personeelsleden aan die zullen toezien op de naleving van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Die ambtenaren en personeelsleden mogen de diensten voor medisch-sanitair vervoer of de ambulances of lichte ziekenwagens betreden.

Ze mogen eisen dat alle stukken worden voorgelegd en alle nodige inlichtingen opeisen voor de voltooiing van hun opdracht.

Ze mogen elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is om toezicht uit te oefenen.

Zij stellen verslagen op van hun vaststellingen, die rechtsgeldig zijn tot het bewijs van het tegendeel geleverd is.

Een afschrift van het verslag wordt aan de overtreder gezonden binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de dag van vaststelling van de overtreding.

Ze mogen een beroep doen op de openbare macht om hun opdracht te vervullen.

De aangewezen ambtenaren zijn bekleed met het ambt van hulpofficier van de gerechtelijke politie van de procureur des Konings. Ze zijn gehouden de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats af te leggen.

*Onderafdeling 2. — Sancties***A. Opschorting, intrekking**

Art. 690. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de intrekking en de dringende intrekking van de erkenning of de voorlopige erkenning. Ze bepaalt eveneens de regels voor de weigering of de dringende weigering van de erkenning.

Zij voorziet o.a. in de mogelijkheid voor betrokken dienst om vooraf zijn standpunt te laten gelden in verband met elke intrekking, dringende intrekking, weigering of dringende weigering.

Art. 691. Bij niet-naleving van de normen kan de Regering de erkenning weigeren of de erkenning of de voorlopige erkenning intrekken.

Bij vaststelling van een ernstige tekortkoming aan de normen die schadelijk kan zijn voor de gezondheid of de veiligheid van de vervoerde personen, wordt de erkenning of de voorlopige erkenning onmiddellijk door de Regering ingetrokken.

B. Strafrechtelijke sancties

Art. 692. § 1. Degenen die een activiteit van medisch-sanitair vervoer uitoefenen zonder erkenning of voorlopige erkenning voor hun dienst, hun thuisbasissen of voor hun ambulances worden gestraft met drie maanden tot twee jaar opsluiting en met een boete van 1.000 tot 10.000 euro of slechts met één van die straffen.

Degenen die de normen overtreden bepaald in artikel 681 of 685 worden gestraft met vijftien dagen tot zes maanden opsluiting en met een boete van 100 tot 1.000 euro of met één van die straffen.

§ 2. De hoven en de rechtbanken kunnen de veroordeelde verbieden, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, een dienst voor medisch-sanitair vervoer te beheren. Het verbod mag niet langer duren dan tien jaar.

C. Administratieve sancties

Art. 693. § 1. Gestraft wordt met een administratieve geldboete :

- 1° de beheerder van een dienst voor medisch-sanitair vervoer die een valse verklaring of een onvolledige verklaring aflegt wat betreft de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet;
- 2° de beheerder van een dienst voor medisch-sanitair vervoer die geen gevolg geeft aan de bevelen van de Regering binnen de hem opgelegde termijn;
- 3° de beheerder van een dienst voor medisch-sanitair vervoer die de uitoefening van de opdrachten van de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in artikel 10 verhindert.

§ 2. De administratieve geldboete wordt vastgesteld op :

- 1° 1.000 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 1°;
- 2° 500 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 2° en 3°.

Bij herhaling binnen het jaar volgend op een beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, kunnen de bedragen waarvan sprake in lid 1 verdubbeld worden.

§ 3. De Regering legt de administratieve geldboetes op.

De Regering geeft aan de betrokken beheerder kennis van de administratieve geldboete binnen de maand na het nemen van haar beslissing.

De geldboete moet betaald worden binnen de twee maanden na de kennisgeving aan de algemene rekening der ontvangsten van de Waalse Overheidsdienst.

§ 4. De Regering legt de procedure vast voor de ambtshalve inning bij niet-betaling binnen de opgelegde termijn.

§ 5. De dienst die de beslissing van de Regering aanvecht, dient op straffe van uitsluiting een beroep in via een verzoekschrift voor de rechtbank van eerste aanleg, binnen de termijn van één maand te rekenen van de kennisgeving van de beslissing.

Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Afdeling 5. — Jaarlijks activiteitenverslag

Art. 694. Er wordt jaarlijks een activiteitenverslag waarin o.a. de statistieken opgenomen worden wat betreft het aantal diensten die werkzaam zijn op het Franse taalgebied, het aantal vervoerde patiënten en het aantal en de gevolgen van de controles verricht door het bestuur aan de Regering en aan het Parlement overgemaakt tegen 31 maart van het volgende jaar.

De Regering stelt nadere regels vast voor de toepassing van dit artikel.

DEEL DRIE. — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 695. In afwijking van artikel 66, 1°, 2° en 4° worden beschouwd als opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of opvangtehuizen van het gezinstype, de diensten of inrichtingen die op 1 oktober 2004 erkend zijn als opvangcentra voor volwassenen of moederhuizen en die :

- 1° voor een deel of het geheel van hun erkende huisvestingsinfrastructuren in aanmerking komen voor een tegemoetkoming inzake transitwoningen zoals bedoeld bij de artikelen 31 en 56 van de Waalse Huisvestingscode;
- 2° terwijl zij in aanmerking zijn gekomen voor de tegemoetkoming bedoeld in 1°, opnieuw daarvoor in aanmerking komen om hun erkende huisvestingsinfrastructuren geheel of gedeeltelijk te hernieuwen of te herstructureren.

In afwijking van artikel 66, 1°, 2° en 4° behouden de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen of de opvangtehuizen van het gezinstype hun hoedanigheid van opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of opvangtehuizen van het gezinstype.

Art. 696. In afwijking van artikel 120 worden de maatschappelijk assistenten toegewezen aan de schuldbemiddeling op grond van drie jaar beroepservaring vóór 1 januari 2007 vrijgesteld van het verplicht volgens van de basisopleiding.

Art. 697. De projecten die gesubsidieerd worden krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 december 1983. tot erkenning van de personen die migranten religieus of moreel willen helpen voor het jaar voor 1 juni 2009 tot wijziging van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst komen in aanmerking volgens dezelfde voorwaarden voor de bepalingen van de artikelen 163 en 164.

Art. 698. Bij wijze van overgangmaatregel zijn de seniorenhelp(st)ers die ingezet worden door de diensten op de datum van inwerkingtreding van dit decreet wegens het afschaffen van de specifieke opleiding voor deze functie slechts bevoegd om hulp te verlenen aan personen van minimum 60 jaar, aan volwassenen met een erkende permanente en definitieve handicap van minimum 66 %, bevestigd aan de hand van één van de door het bestuur erkende attesten, en aan gezinnen die een volwassene ten laste hebben met een erkende permanente en definitieve handicap van minimum 66 %, bevestigd aan de hand van één van de door het bestuur erkende attesten.

Art. 699. Tot aan de eerstvolgende hernieuwing van het beheerscomité van AWIPH leest artikel 289 van het Wetboek als volgt :

« Het Agentschap wordt beheerd door een beheerscomité dat bestaat uit :

- 1° een voorzitter;
- 2° een ondervoorzitter;
- 3° drie gewone en drie plaatsvervangende leden aangewezen op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort;
- 4° vier gewone en vier plaatsvervangende leden aangewezen op de voordracht van de verenigingen erkend als representatief van de gehandicapte personen of hun gezin;
- 5° twee gewone en twee plaatsvervangende leden aangewezen op de voordracht van "de conseil économique et social de la région Wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waals Gewest) onder zijn leden die door de representatieve werknemersorganisaties voorgedragen worden;
- 6° vier gewone en vier plaatsvervangende leden gekozen op de voordracht van de representatieve verenigingen van de sector op basis van hun bevoegdheid inzake integratie van gehandicapte personen. ».

Art. 700. Tot aan de eerstvolgende hernieuwing van het beheerscomité van AWIPH leest artikel 291 van het Wetboek als volgt :

« De Regering benoemt de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de leden van het beheerscomité.

De voorzitter en de twee ondervoorzitters moeten volgende voorwaarden vervullen :

- 1° Belg zijn;
- 2° niet onder het hiërarchisch gezag van een regeringslid vallen;
- 3° niet voorzitter zijn of deel uitmaken van het personeel van verenigingen of diensten erkend of gesubsidieerd door het Agentschap of diegenen bedoeld in artikel 283;
- 4° een nuttige ervaring van vijf jaar bewijzen.

De voorzitter, de twee ondervoorzitters en de leden van het beheerscomité worden door de Regering benoemd voor een mandaat van vier jaar. Hun mandaat kan hernieuwd worden. »

Art. 701. Tot aan de eerstvolgende hernieuwing van het beheerscomité van AWIPH leest artikel 292 van het Wetboek als volgt :

« Onder de leden van het beheerscomité en op voordracht ervan benoemt de Regering vier leden die samen met de voorzitter en de ondervoorzitters het bureau vormen.

Het bureau bereidt de vergaderingen voor van het beheerscomité en waakt over het dagelijks toezicht van het Agentschap. »

Art. 702. De werkingstitels die geldig zijn op de dag van inwerkingtreding van het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen worden geacht toegekend te zijn voor een onbeperkte duur behoudens de voorlopige en de opgeschorte werkingstitels.

Art. 703. Titel II van Boek V treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Art. 704. In afwijking van artikel 467 wordt de programmering ingediend door een coördinatiecentrum waarvan een deel of het geheel van de activiteit het voorwerp van een erkenning heeft uitgemaakt op grond van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor de coördinatie van zorgverstrekking en diensten voor thuisverpleging, niet als een eerste programmering beschouwd.

Art. 705. De in artikel 704 bedoelde coördinatiecentra die een ontvankelijke erkenningsaanvraag hebben ingediend, blijven in aanmerking komen voor hun erkenning en de desbetreffende subsidies die in het vorige stelsel vastgelegd werden totdat over hun erkenningsaanvraag beslist wordt.

Tijdens het onderzoek van de aanvragen en binnen een termijn van uiterlijk zes maanden, die ingaat op de vervaldatum van de indiening van de erkenningsaanvragen, kunnen de centra bedoeld in het vorige lid hun erkenningsaanvraag wijzigen.

Art. 706. § 1. Voor de vastlegging van het voorschot betreffende de eerste subsidie verleend aan de coördinatiecentra bedoeld in artikel 57, worden de activiteiten bedoeld in artikel 469, § 1, 3^o, b) en c), geëvalueerd op basis van het aantal begunstigden die gelijktijdig de tussenkomst van minstens twee thuiszorg- of thuishulpdiensten of -verstrekkers hebben gekregen, waarvan één ressorteert hetzij onder thuisverpleging, hetzij onder gezinshulp of een sociale dienst is die niet onder de organisatie van de twee eerste diensten valt, zoals vermeld in het meest recente activiteitenrapport.

De Regering bepaalt de wijze waarop die activiteiten in aanmerking genomen worden.

De subsidie wordt gestort door het voorschot te corrigeren op basis van de activiteit vastgesteld tijdens dat eerste boekjaar.

§ 2. In afwijking van artikel 469 en volgende behouden de in artikel 57 bedoelde coördinatiecentra gedurende hoogstens twee jaar het voordeel van de krachtens het decreet van 19 juni 1989 toegekende subsidie naar rato van een door de Regering bepaald percentage voor zover de financiering die op basis van Boek VI, Titel I, Hoofdstuk 3, Afdeling 2, van dit Wetboek toegekend wordt hen minder gunstig is.

De Regering legt het percentage op degressieve wijze vast zodat de coördinatiecentra zich geleidelijk kunnen aanpassen.

Art. 707. Het personeel dat uiterlijk op 1 januari 2010 door een in artikel 57 bedoelde coördinatiecentrum op grond van een arbeidscontract in dienst genomen wordt of onder een statuut geworven wordt en dat niet voldoet aan de voorwaarden die toegang tot de functies verlenen, wordt geacht te voldoen aan de voorwaarden die in Boek VI, Titel I, Hoofdstuk 3, Afdeling 2, van dit Wetboek vastliggen.

Het personeel dat op 1 januari 2010 door een niet erkend coördinatiecentrum op grond van een arbeidscontract in dienst genomen wordt of onder een statuut geworven wordt, levert het bewijs dat het minstens zes jaar ervaring heeft in die functie indien het niet voldoet aan de voorwaarden die toegang tot de coördinatiefunctie verlenen, met inachtneming van de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Art. 708. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg erkend krachtens het decreet van 4 april 1996 houdende organisatie van de erkenning en subsidiëring van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg dient een nieuwe erkenningsaanvraag in binnen zes maanden volgend op 1 januari 2010.

De aanvraag moet binnen die termijn met het project inzake geestelijke gezondheid aangevuld worden.

Zoniet wordt het niet langer erkend na afloop van genoemde termijn van zes maanden.

§ 2. In afwachting van de beslissing i.v.m. de erkenning beschikt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg over een tijdelijke erkenning gedurende de periode in de loop waarvan hij weer aan deze normen moet voldoen.

De Regering beschikt vanaf de datum waarop de erkenningsaanvraag volledig en ontvankelijk is over een termijn van zes maanden om ze te onderzoeken.

De Regering geeft kennis van de datum waarop de termijn ingaat.

Bij gebrek aan beslissing na afloop van die termijn behouden de betrokken inrichtende machten, zolang er niet over hun aanvraag beslist is, hun recht op de subsidies toegekend op basis van het decreet van 4 april 1996 voor de personeels- en werkingskosten en geïndexeerd overeenkomstig hoofdstuk 2 van Titel II van Boek VI.

Art. 709. In afwijking van artikel 551, § 3, mogen de bijkomende activiteiten, wanneer ze informatie en supervisie betreffen, de drempel van 20 % overschrijden voor zover ze met de instemming van de Regering in het raam van het decreet van 4 april 1996 zijn ingevoerd, zolang de overeenkomsten gesloten voor de inwerkingtreding van dit decreet en in het raam waarvan de activiteiten uitgeoefend worden geldig zijn.

Art. 710. § 1. De bepalingen betreffende de prestaties omschreven in artikel 570 zijn in achtereenvolgende fasen van toepassing op de krachtens het decreet van 4 april 1996 erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg die een erkenningsaanvraag in het raam van hoofdstuk 2 van Titel II van Boek IV ingediend hebben, met inachtneming van de beschikbare begrotingsmiddelen.

§ 2. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg die op 1 januari 2010 over meer dan één team beschikken, behouden het voordeel van het overschot.

§ 3. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg waarvan de prestaties van de personeelsleden van het teamen niet voldoen aan de criteria van hoofdstuk 2 van Titel II van Boek VI behouden er het voordeel van.

§ 4. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg die niet over het geheel of een gedeelte van de onthaal- en secretariaatsfunctie beschikken overeenkomstig artikel 564, hebben voorrang bij de toekenning ervan.

De Regering beslist over de achtereenvolgende fasen van die toekenning, met dien verstande dat het om hoogstens 4 begrotingsjaren gaat en dat voorrang gegeven moet aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg die over geen enkele functie beschikken.

§ 5. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg die niet beschikken over minstens 19 uren prestaties van de sociale functie per team, moeten zich daarnaar richten naargelang de natuurlijke afvloeiingen.

De sociale functie is in ieder geval goed voor minstens een halftijdse baan.

De Regering beslist over de achtereenvolgende fasen van de toekenning van de verbindingsfunctie, met dien verstande dat het om hoogstens 4 begrotingsjaren gaat en dat voorrang gegeven moet aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg waarvan de bij de erkenning toegekende prestaties de laagste zijn.

De verbindingsfunctie is van toepassing op de diensten voor geestelijke gezondheidszorg waarvan het grondgebied opgenomen is in de administratieve arrondissementen waarvan het financieringsgemiddelde toegekend door het Waalse Gewest in de loop van het meest recente boekjaar dat op de datum van inwerkingtreding is afgesloten, 7 euro of minder per inwoner bedraagt.

Wat de anderen betreft, kan de verbindingsfunctie niet toegekend worden zolang alle administratieve arrondissementen het in de loop van het vorige boekjaar door het Waalse Gewest toegekende financieringsgemiddelde niet gehaald hebben.

§ 7. De Regering beslist over de achtereenvolgende fasen van de toekenning van de subsidie die voor de administratieve directie bestemd is, met dien verstande dat het om hoogstens 4 begrotingsjaren gaat en dat voorrang gegeven moet worden aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg waarvan de prestatieuren de hoogste zijn.

Art. 711. § 1. In afwijking van artikel 566, § 1, blijft hetzelfde stelsel van toepassing op de diensten voor geestelijke gezondheidszorg die krachtens het decreet van 4 april 1996 erkend zijn en waarvan het erkenningsbesluit niet voorzag in prestatieuren voor de psychiatrische functie.

§ 2. De Regering kan afwijken van het prestatieminimum voor de psychiatrische functie bedoeld in artikel 566, § 1, wanneer de inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bewijst dat het materieel onmogelijk is om de functie overeenkomstig deze bepalingen te organiseren, en legt compenserende maatregelen voor die ze belooft ten uitvoer te leggen.

Die maatregelen beogen het behoud van de toegankelijkheid van de zorgverlening en de organisatie van het beroep op een therapeutische directie voor de leden van het team.

De afwijking wordt voor hoogstens één jaar toegekend en wordt hernieuwd indien de inrichtende macht vaststelt dat de compenserende maatregelen wel degelijk ten uitvoer zijn gelegd en bewijst dat het materieel onmogelijk is om de functie overeenkomstig deze bepalingen te organiseren.

In geval van afwijking van het prestatieminimum wordt de administratieve functie behouden.

Art. 712. Artikel 590 is van toepassing op de krachtens het decreet van 4 april 1996 erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg wanneer ze andere lokalen betrekken of na 1 januari 2010 werken uitvoeren om aan de normen te voldoen, met uitzondering van de therapeutische clubs, waarop de regel van toepassing is vanaf 1 januari 2010.

Art. 713. § 1. Het netwerk of de dienst erkend krachtens het decreet van 27 november 2003 dient een nieuwe erkenningsaanvraag in binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

De aanvraag moet binnen die periode met het actieplan aangevuld worden

Zoniet wordt het netwerk of de dienst niet meer erkend na afloop van voornoemde periode van zes maanden.

§ 2. Zodra zijn erkenningsaanvraag is ingediend, beschikt het netwerk of de dienst over een tijdelijke erkenning van zes maanden in de loop waarvan hij zich in overeenstemming brengt met de normen bedoeld in onderafdeling 2 van afdeling 2 en in onderafdeling 1 van afdeling 3 van hoofdstuk 3 van Boek VI.

De Regering beschikt over een termijn van zes maanden om de erkenningsaanvragen te onderzoeken.

Bij gebrek aan beslissing na afloop van die termijn, blijven de betrokken inrichtende machten recht hebben op de subsidies die voor personeels- en werkingskosten toegekend worden op basis van het decreet van 27 november 2003 totdat over hun aanvraag beslist wordt.

§ 3. In afwachting van de definitie van de activiteitenindicatoren bedoeld in artikel 35, worden de subsidies verder toegekend op basis van het decreet van 27 november 2003.

§ 4. In afwijking van artikel 640 wordt het totaalbedrag van de aan de netwerken toegekende subsidies voor het eerste boekjaar waarop hoofdstuk 3 van Boek VI van toepassing is, beperkt tot het totaalbedrag dat de netwerken ontvangen zouden hebben indien alle op 31 december van het jaar voor de inwerkingtreding van dit decreet op basis van het decreet van 27 november 2003 erkend en gesubsidieerd werden.

Art. 714. De diensten voor medisch-sanitair vervoer die houder zijn van een erkenning de dag van inwerkingtreding van hoofdstuk 4 kunnen hun activiteiten verder uitoefenen tot de dag waarop beslist wordt over hun erkenning met onbepaalde duur, na inspectie door de dienst van het door de Regering gemachtigde bestuur.

Art. 715. De voorlopige erkenningen die lopende zijn de dag van inwerkingtreding van dit decreet worden geacht toegekend te zijn voor een periode van één jaar te rekenen van de inwerkingtreding van hoofdstuk 4 van Titel II van Boek VI.

Art. 716. In afwijking van artikel 685, lid 1, 9° en 12°, blijven de ambulances die in activiteit zijn in de dienst voor medisch-sanitair vervoer die erkend is de dag van inwerkingtreding van dit decreet, onderworpen aan de technische normen zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 29 april 2004 betreffende het medisch-sanitair vervoer en het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 houdende uitvoering van artikel 11 van het decreet van 29 april 2004 betreffende het medisch-sanitair vervoer.

Art. 717. De diensten voor medisch-sanitair vervoer die transporten verrichten met lichte ziekenwagens beschikken over een termijn van zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van hoofdstuk 4 van Titel II van Boek VI om hun erkenningsaanvraag in te dienen.

Ze mogen hun activiteiten voortzetten totdat over hun aanvraag is beslist.

Art. 718. De lichte ziekenwagens die in activiteit zijn de dag van inwerkingtreding van dit decreet kunnen hun activiteiten verderzetten zonder aan de normen te voldoen waarvan sprake in artikel 685, lid 1, 10°, voor zover ze in dezelfde dienst ingeschakeld blijven.